



Sauf mention contraire, les lieux d'édition des références citées sont en France.
Les crédits des images se trouvent en page 492.

La bibliographie exhaustive d'Annette Becker est en ligne sur le site de Créaphis.

© Créaphis éditions, 2021
Collection **Silex**
ISBN : 978-2-35428-165-6

**SOUS LA DIRECTION DE
ANDREA BRAZZODURO, KEN DAIMARU ET FABIEN THÉOFILAKIS**

FAIRE L'HISTOIRE DES VIOLENCES EN GUERRE ANNETTE BECKER, UN ENGAGEMENT

XX^e-XXI^e SIÈCLES

MAARTJE ABbenhuis
STÉPHANE AUDOIN-ROUZEAU
KINGSLEY BAIRD
NICOLAS BEAUPRÉ
FABRICE BOUTHILLON
MARINE BRANLAND
ANDREA BRAZZODURO
PIERRE BURAGLIO
BRUNO CABANES
MATTEO CAPONI
SÉBASTIEN CARNEY
KEN DAIMARU
OCTAVE DEBARY
JULIETTE DENIS
LAURENT DORNEL
HÉLÈNE DUMAS
PAUL EMMANUEL
SARAH FISHMAN
CAROLINE FONTAINE
DOMINIQUE FOUCHARD
RAE FRANCES

NICOLAS GINSBURGER
BÉNÉDICTE GRAILLES
HAÏM KERN
ANOUCHE KUNTH
JAN LAMBERTZ
JEAN LEBRUN
CLAIRE MAINGON
STÉPHANE MICHONNEAU
NATACHA NISIC
PHILIP NORD
ANNE RASMUSSEN
HENRY ROUSSO
MATTEO STEFANORI
FABIEN THÉOFILAKIS
BRUCE SCATES
ALAIN SOUBIGOU
ALEXANDRE SUMPFF
ISABELLE VONÈCHE-CARDIA
JAY WINTER
LAURENCE VAN YPERSELE

ANDREA BRAZZODURO, KEN DAIMARU ET FABIEN THÉOFILAKIS

AVANT-PROPOS

L'histoire culturelle de la guerre a une histoire qui couvre désormais près de quatre décennies, quasi autant que la carrière d'Annette Becker. Le parallélisme est loin d'être fortuit ; il vaut reconnaissance de la contribution protéiforme de l'historienne à cette approche historiographique. Sa bibliographie prolifique donne à voir ce foisonnant compagnonnage.

Ce livre peut donc se lire comme un panorama du formidable renouveau apporté à notre compréhension du phénomène guerrier à travers les contributions de quarante-et-un auteurs et auteures. Deux générations d'historiens et d'historiennes mais aussi des anthropologues, des historiens et historiennes de l'art, de romanciers et romancières, d'artistes contemporains, de directeurs et directrices d'institutions de recherche, pour lesquelles la *rencontre* avec Annette Becker a laissé des traces fécondes, suscité de nouvelles recherches, voire infléchi leurs réflexions.

Les contributions inédites – qui prennent la forme de textes académiques, d'essais personnels, de tentatives littéraires ou de productions artistiques – expriment la fécondité de l'œuvre d'Annette Becker depuis sa thèse, en histoire moderne, sur le sentiment religieux dans les colonies britanniques aux États-Unis jusqu'à ses recherches actuelles sur l'artiste allemand Otto Freundlich. En cela, l'ouvrage rappelle que l'histoire du passé se décline au présent de l'historien et permet de saisir comment la compréhension du présent éclaire celle du passé sans qu'il soit nécessaire de parler de progrès.

Le parcours d'Annette Becker, jalonné par un constant effort de dialogue entre les générations, mais aussi les disciplines, les aires culturelles et les supports d'expression, montre comment l'étude du phénomène guerrier s'est renouvelée depuis les années 1980. Que l'on considère les rapports entre les deux guerres mondiales, d'abord appréhendées séparément – la première

peu à peu recouverte par l'ombre de la seconde –, puis en lien dans une guerre de trente ans (1914-1945), avant que la Grande Guerre apparaisse comme le « laboratoire » du xx^e siècle.

À l'heure d'une internationalisation accrue de la recherche qui ne pose plus le cadre national comme nécessairement le plus légitime, l'ouvrage fait donc le pari d'un dialogue possible entre espaces et lieux d'une géographie conçue aussi au-delà des seules inscriptions nationales. Une invitation au voyage qui croise regards et paroles sur des phénomènes qui ont pu être transnationaux.

Ce livre enfin entend offrir une histoire des violences guerrières au xx^e siècle, de ses représentations et de ses mémoires. La première partie – « D'une guerre à l'autre : renouvellement historiographique des deux conflits mondiaux » – reflète les recherches récentes d'historiens et d'historiennes en dialogue avec les travaux d'Annette Becker sur les deux conflits mondiaux, d'abord pris isolément à partir de son attention à la Grande Guerre dans un constant va-et-vient entre fronts militaires et domestiques et l'élaboration de cultures de guerre, puis ensemble dans la recherche de parcours ou de transferts d'expérience d'une génération à une autre pour, enfin, arpenter des *champs de bataille* extra-européens. La deuxième partie – « Histoire et art, histoire et représentations : le défi des nouveaux objets » – renvoie à la réflexion d'Annette Becker sur les pratiques culturelles et artistiques et le rôle pionnier qu'elle a joué dans ce domaine : la violence de guerre au prisme de l'engagement littéraire, les images et la construction des imaginaires de guerre, le patrimoine et les problématiques muséales, et souvent en contact étroit avec les auteurs et artistes contemporains. La dernière partie du volume – « L'historienne face à la mémoire en France et dans le monde » – ouvre sur la résurgence de l'événement, sur ce chantier foisonnant qui est l'histoire de l'*après-coup*, un des fleurons de l'historiographie française récente auquel Annette Becker a su apporter une contribution reconnaissable à sa griffe, sur les mémoires, les mémoriaux ou les politiques mémorielles.

Faire l'histoire des violences en guerre. Annette Becker, un engagement se veut un hommage à une historienne qui a compris que l'étude de la guerre pouvait aider à faire société, mais aussi un ouvrage pour tous ceux qui se demandent à quoi sert l'histoire. ■





**ENTRETIEN AVEC ANNETTE BECKER
PAR ANDREA BRAZZODURO, KEN DAIMARU ET FABIEN THÉOFILAKIS**

DU « NOMADISME INTELLECTUEL ET DISCIPLINAIRE » D'UNE HISTORIENNE

ANDREA BRAZZODURO, KEN DAIMARU, FABIEN THÉOFILAKIS : Nous avons été parmi tes derniers doctorants ; nous dirigeons désormais ce volume sur ton parcours de recherche alors que tu es maintenant à la retraite. Permetts-nous une première question : Annette, comment vas-tu, loin des salles de cours ?

ANNETTE BECKER : La profession d'enseignante-chercheuse ne comprend pas le mot retraite. Disons que je ne fais plus cours régulièrement à l'université de Nanterre, c'est la seule différence. L'éméritat me permet de continuer à encadrer des thésards et de « marrainer » des habilitations, je tiens toujours un séminaire informel et appartiens au même centre de recherche, « Histoire, Arts, Représentations » et au Labex (Laboratoire d'excellence) « Les présents dans le passé ». Je pouvais rester encore quatre ans en poste mais j'ai choisi ce retrait – plutôt qu'une retraite – pour gagner une plus grande liberté de mouvement, en particulier aller plus facilement faire des recherches et enseigner à l'étranger, au moment où les réunions et les tâches administratives obèrent de plus en plus le temps passé au réel travail intellectuel. J'ai enseigné au collège, au lycée, à l'université, en France et à l'étranger, pendant près de quarante ans, ce partage du savoir est un privilège exceptionnel, je continue. Vous me trouvez entre Princeton et Madison, où je vais faire des conférences, et je rends visite à une de mes plus anciennes élèves

de New York, maintenant professeure de philosophie à Chicago. L'un de vous est italien et spécialiste de la guerre d'Algérie et des décolonisations, l'autre japonais et travaille sur guerres et discours médicaux, le troisième gréco-français, respire en histoire allemande, et j'associerai aussi Juliette Denis qui fait partie de celles et ceux qui m'ont réellement ouverte à l'histoire soviétique, à d'autres violences, d'autres horreurs, souvent combinées. Vous avez soutenu des thèses en co-tutelle, Ken m'a accueillie à Hiroshima, nous avons arpenté Dachau et tant de champs de bataille avec Fabien, et je me rappelle une visite avec Andrea dans une exposition en plein air à Ostia Antiqua où l'artiste allemand Jochen Gerz avait pris au hasard des noms dans l'annuaire téléphonique pour démontrer l'arbitraire du ciblage des êtres dans un génocide. Savoirs, regards, mémoires.

AB, KD, FT : Pourrais-tu nous dire comment tu es arrivée à l'histoire ? Comment est-ce qu'on devient historienne ? Quelle est la part du milieu familial, du hasard des rencontres, des désirs... ?

AB : Hasard comme point de départ, mes familles maternelle et paternelle liées par l'engagement dans la Résistance. Dès que j'ai pu en comprendre quelque chose, les conversations tournaient beaucoup autour de la guerre. C'était encore le temps du silence sur la déportation (comme on disait alors), les gestes contés étaient celles des actes de résistance du côté de ma mère Paulette Meyer, de ma tante Annie Becker-Kriegel, de mon oncle Henri Becker. Mes parents étaient encore traumatisés par le rapport Khrouchtchev, ils avaient quasi immédiatement quitté le parti communiste et leurs idéaux de jeunesse, mon père disait qu'il avait cru devenir fou, ma mère me raconterait plus tard qu'elle était allée enceinte de moi à l'enterrement symbolique de Staline à Paris et que, sans le savoir, elle avait pleuré pour un assassin de masse. Leur divorce très difficile suivrait de peu, assez classique de ces couples de militants qui se défont avec la croyance qui les avait unis. Début soixante, nous écoutions la radio à chaque repas, ma mère militait contre la guerre d'Algérie, on parlait d'attentats de l'OAS, un cousin était emprisonné aux Baumettes pour avoir hébergé des militants algériens, je dois dire que je mélangeais un peu tout, je n'avais que huit ans en 1962. Mais je savais mon père – désormais absent – historien. Très tôt, je me suis offerte à la réconciliation impossible des deux parties de ma famille, et cela passerait par l'histoire, métier de mon père, et la passion politique de ma

mère. Aux compositions, dès l'école primaire et pendant tout le lycée, il fallait absolument que je sois première en histoire, le reste ne comptait guère, sauf peut-être la littérature et les arts; au moment des études supérieures, j'ai refusé d'entrer en hypokhâgne, trop proche du lycée, pour me consacrer uniquement à l'histoire.

AB, KD, FT : Milieu, hasard, désirs mais aussi nécessité? « Nécessité » dans le sens que Walter Benjamin donne à la tâche de l'historien : « Il existe un rendez-vous tacite entre les générations passées et la nôtre. Nous avons été attendus sur la terre. À nous, comme à chaque génération précédente, fut accordée une *faible* force messianique sur laquelle le passé fait valoir une prétention.¹ » Comment dirais-tu que tu as soutenu cette « prétention »?

AB : Je trouve les « Thèses sur le concept d'histoire » remarquables de passion et de pessimisme, comme toute l'œuvre de Benjamin, mais sous une forme ramassée et percutante, loin de certains de ses développements quelquefois filandreux... ou que sans doute je ne comprends pas! Mais je n'ai lu Benjamin que fort tard, il n'était pas très à la mode dans ma jeunesse. En revanche, quand je suis devenue très amie avec Albert Hirschman et sa remarquable femme Sarah à l'Institute for Advanced Studies de Princeton, Benjamin était toujours au cœur de nos conversations. Albert ne s'était jamais remis de n'avoir pas réussi à le sauver alors qu'il œuvrait à Marseille au Emergency Committee créé par Varian Fry en 1940. Sauver Benjamin comme juif, évidemment. Si le sort des juifs en général et spécifiquement pendant la Shoah m'a toujours passionnée, c'était plutôt comme une histoire de famille, pas de l'histoire avec un H. (Et pourtant cette « grande Hache ».) Une de mes grands-mères s'appelait Dreyfus, sans rapport avec le capitaine, ce qui n'a pas empêché son père, mon arrière-grand-père, de devoir changer le nom de son commerce de vins à Bercy pendant l'Affaire. J'ai réellement pris conscience de la proximité extrême de la persécution et de l'extermination quand une de mes grand-tantes – plutôt joviale, expansive – est arrivée chez mon grand-père Becker, son frère, avec la première édition encore ronéotypée (sans doute 1977), des listes de convois établies par Serge Klarsfeld, dans son grand œuvre, *Le Mémorial de la déportation des Juifs de France*. Je la revois, tout à coup dans une déréliction immense montrant du doigt le nom de son

1. Walter Benjamin, *Œuvres*, Gallimard, 2000, t. III, p.428-429.

mari, « Pierre Ignace, convoi n° 1, 27 mars 1942, né en 1900, 1 112 déportés, tous des hommes, 19 survivants en 1945 ». Et j'ai compris alors aussi pourquoi sa fille, qu'elle attendait au moment de la déportation de son mari, avait choisi, adolescente, de rejoindre Israël. Elle ne pouvait supporter de vivre dans le pays qui avait permis qu'elle soit sans père. Des Israélites, fiers d'être français depuis toujours et citoyens français depuis la Révolution, descendants de combattants des guerres révolutionnaires, de celle de 1870 et surtout de la Grande Guerre, anti-sionistes jusque-là par patriotisme français, qui pouvaient choisir Israël. Cela en disait long sur les bouleversements induits par ce qu'on n'appelait pas encore la Shoah.

Ce sera bien plus tard que, devenue spécialiste de la Grande Guerre et de ses aspects religieux, je me mettrai à étudier l'histoire des juifs en professionnelle. Mais c'est ce jour-là dans l'appartement parisien de mes grands-parents, qu'ils avaient dû évidemment quitter en 1942 et heureusement pour eux retrouvé fin 1944 – ce sera avec d'autres maisons fuies sous la menace des guerres et des persécutions et souvent jamais retrouvées, de la première guerre mondiale au Rwanda, le thème de mon prochain livre – que j'ai pris conscience de façon intime d'une différence, d'une différence face à la persécution toujours possible. Cela ne fait pas tout mon judaïsme mais en est évidemment une partie centrale qui explicite sans doute aussi mon glissement vers l'étude des génocides.

Benjamin, c'est enfin « l'ange de l'histoire » et l'aquarelle de Paul Klee *Angelus Novus* (1920) que le philosophe avait achetée dès 1921 et dont il ne se séparait jamais, en faisant une de ses *Thèses* de 1940 :

Mais du paradis souffle une tempête qui s'est prise dans ses ailes, si violemment que l'ange ne peut plus les refermer. Cette tempête le pousse irrésistiblement vers l'avenir auquel il tourne le dos, tandis que le monceau de ruines, devant lui, s'élève jusqu'au ciel. Cette tempête est ce que nous appelons le progrès².

C'est à travers l'œuvre de Benjamin que le dessin de Klee, souvent, a été observé, mais l'ange, tourne-t-il vraiment sa face vers le passé? Klee l'avait pensé au lendemain de la Grande Guerre, Benjamin le saisissait entre passé et présent en 1940. Désormais, l'ange continue à nous interpeller dans le présent, comme toutes les œuvres d'art, les représentations, tout autant filles de notre temps que de leur temps, Marc Bloch l'avait bien vu.

2. *Ibid.*, p. 434.

Benjamin, c'est enfin pour moi le monument commémoratif extraordinaire du regretté Dani Karavan à Portbou, où la mer tourbillonne et rentre dans une fissure d'acier où est justement gravé ce passage des matériaux préparatoires aux thèses *Sur le concept d'histoire* :

Honorer la mémoire des anonymes est une tâche plus ardue qu'honorer celle des gens célèbres. L'idée de construction historique se consacre à cette mémoire des anonymes³.

Alors benjaminienne avant de connaître Benjamin ? Oui sur l'idée d'urgence de comprendre, dans le respect de la dignité des êtres du passé dans toute leur intégrité individuelle, intellectuelle et affective, bien au-delà de leur appartenance collective, sociale. À Grenoble, où j'ai fait mes études, deux professeurs m'ont particulièrement marquée : Maurice Besset qui était aussi le conservateur du musée de la ville m'a appris le *regarder* sous toutes ses formes ; Pierrette Paravy qui enseignait l'histoire médiévale en une passion si communicative pour la compréhension de la foi, en particulier, que je suis d'abord devenue historienne du religieux. Si ma thèse sur les réveils religieux comportait une part de hasard – ma vie amoureuse m'avait amenée aux États-Unis – le choix de mouvements messianiques allait de soi, l'imagination historique et les rencontres ont fait le reste⁴. C'est Nathalie Davies, chez laquelle Jean Delumeau m'avait envoyée pour conseil à Princeton, qui m'a mise sur la piste des pasteurs du Great Awakening. Jean Delumeau a été un merveilleux directeur de thèse, absent le plus souvent – j'ai réalisé mes recherches à Yale et Princeton puis enseigné au lycée français de New York pendant la rédaction – et incroyablement présent dès que je lui écrivais. C'est lui qui m'a appris qu'on répond le jour même au courrier ; le professeur au Collège de France ne se comportait pas comme ces divas de second ordre qui estiment que le respect intellectuel naît de l'attente imposée. Ses lettres précises, détaillées, montraient qu'il avait tout lu, réfléchi à nouveaux frais, ce qui l'amenait quelquefois à contester mes dires... ce que je n'aimais pas trop ! L'EHESS était imposée par le Collège de France qui ne délivre pas de diplômes, Jean Delumeau y inscrivait ses doctorants, et je n'ai pas été élève de l'École par

3. Walter Benjamin, *Gesammelte Schriften*, édition établie par R. Tiedemann et H. Schweppenhäuser, tome I, Frankfurt a.M., Suhrkamp, 1974, p. 1241.

4. Thèse dirigée par Jean Delumeau et soutenue à l'EHESS en 1986 sous le titre « Lord and Tennent, The House of God in America. Le seigneur et Tennent, la maison de Dieu en Amérique : du réveil religieux à l'éveil politique dans les colonies anglaises d'Amérique au XVIII^e siècle », 2 vol.

ailleurs, même si l'inscription en « anthropologie historique » qui m'allait tout à fait participait de leur nomenclature sciences sociales. La thèse a été jugée importante par le jury, j'ai malheureusement renoncé à la publier tant j'ai été happée alors par la Grande Guerre; seuls quelques articles subsistent de cette période. Mais j'y ai appris des méthodes de travail, de pensée surtout, car l'histoire religieuse est très subtile, surtout celle de la foi telle que l'entendait Jean Delumeau qui écrivait alors son *Histoire de la peur*. Je retiens de ma thèse des réflexions sur les gestuelles des prédicateurs du Réveil et de leurs convertis, leurs affects, sur les paysages mentaux et physiques traversés, qui ne m'ont jamais quittée. En parrainant mon habilitation « Croire en temps de guerre », le remarquable Étienne Fouilloux a insisté sur cet aspect de mes recherches, me poussant encore plus vers la théologie et la philosophie.

AB, KD, FT : La structure que nous avons conçue pour ce livre se décline en trois temps autour des savoirs, des regards et des mémoires : « D'une guerre l'autre » qui renvoie au renouvellement historiographique des deux conflits mondiaux; « Histoire et art, histoire et représentations » : le défi des nouveaux objets « à hauteur d'œil », mais aussi d'« oreille », de « nez »...; enfin, « L'historienne face à la mémoire en France et dans le monde ». Le livre est ainsi organisé autour de ces trois champs de tensions qui traversent ton parcours de vie, ton parcours de recherche et tes intérêts...

AB : Vous avez bien synthétisé les choses. En effet il faut insister de nouveau sur le hasard des rencontres intellectuelles et amicales. Si un éditeur ne m'avait pas commandé un livre sur les monuments aux morts qui était pour moi un jardin secret⁵, que je croyais naïvement tenir alors à l'écart de ma profession d'historienne, si Jay Winter ne l'avait pas lu puis proposé que je rejoigne l'équipe de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne encore en ébauche, si le président de l'université de Lille III où je venais d'être élue américaniste moderniste ne m'avait pas confié un cours d'histoire culturelle de la première guerre mondiale à cause du même livre, ma connaissance des guerres serait probablement restée celle des combats franco-britanniques-indiens aux XVII^e et XVIII^e siècles pour le Canada. (Avec les premiers exemples de guerre biologique assumée, des vêtements de malades de la variole étant portés dans les lignes ennemies.)

5. Annette Becker, *Les monuments aux morts. Mémoire de la Grande Guerre*, Errance, 1991.

Moderniste, je me retrouvais en Grande Guerre. Et je portais une autre originalité, la part de l'œil. Un musée d'histoire est un lieu où l'on agence l'histoire non pas pour qu'elle soit lue – la plupart du temps les historiens et historiennes écrivent – mais exposée et regardée; cet « autre récit » est ponctué d'objets, d'images, de visuels. J'aurais voulu devenir conservatrice de musée, l'atavisme m'avait fait passer l'agrégation d'histoire; mon grand-père disait « dans la famille Becker les enfants s'agrègent, les parents se désagrègent ». À l'Historial, je trouvais enfin un lieu où je pouvais mêler mes deux passions, et c'est à partir de là que je me suis consacrée de plus en plus aux artistes et tout autant aux graffiteurs de tranchées ou ceux des murs des grandes villes du monde entier et à l'art brut, au Marginal Art. J'ai beaucoup réfléchi à tout cela avec l'historien inclassable George Mosse, qui était un grand amateur de kitsch. Je suis particulièrement heureuse que mon dernier livre, *Messagers du désastre. Raphaël Lemkin, Jan Karski et les génocides*, soit paru en anglais dans la collection qui a été créée en son nom aux presses de l'université du Wisconsin.

C'est aussi par l'œil que je suis venue aux génocides : j'ai découvert des caricatures qui vilipendaient beaucoup moins les crimes contre les Arméniens commis par les Ottomans que la mainmise allemande – en réalité quasi inexistante en ce qui concerne les Arméniens – sur les perpétrateurs. De plus, le « crime des crimes » (Lemkin) pouvait prêter à rire, en 1915, en 1916; comment avait-on pu dessiner des caricatures aussi abjectes?

Grâce à l'Union des déportés d'Auschwitz-Birkenau et à l'exceptionnel être humain qu'est Raphaël Esrail, son président, je me suis rendue sur le site d'extermination et j'ai écrit plusieurs articles qui essayaient de comprendre pourquoi et comment ce lieu était devenu musée⁶. C'est le moment où j'ai commencé à réfléchir, avec l'anthropologue Octave Debary puis avec le littéraire Charles Forsdick spécialiste de l'esclavage à Liverpool, à ce qui ne s'appelait pas encore le *dark tourism*. Depuis nous continuons à explorer ensemble bien des aspects des mémoires. Tous mes livres se terminent dans l'aujourd'hui et tentent de récapituler sur la longue durée les chemins de mémoire – et d'oubli, il ne faut jamais oublier l'oubli – qui ont mené les êtres, après leur présence réelle, en différentes transsubstantiations jusqu'à nous.

6. A. Becker, « Visiter les camps de la mort : devoir de mémoire ou devoir d'histoire ? », *Historiens et Géographes*, n° 355, nov. 1996, p. 45-60 et « Auschwitz-Birkenau comme "musée" : espace d'histoire, espace de mémoire ? », *Tsafon*, n° 30-31, été-automne 1997, p. 109-128.

AB, KD, FT : Quand nous t'avons connue, entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, tu étais déjà une spécialiste internationalement reconnue de la mort de masse et des violences de guerre. Pourquoi, au tournant du XXI^e siècle, cette question retrouve-t-elle une actualité si cruciale ?

AB : La guerre recommencée en Europe avec l'ex-Yougoslavie, le nom de Sarajevo prononcé de l'attentat de 1914 aux *snipers* de 1994 et le génocide des Tutsi du Rwanda m'ont évidemment bouleversée. J'enseignais alors à Lille, et les parallèles que je découvrais dans les archives entre les atrocités contre les civils du Nord, de la Belgique, et aussi de la Serbie pendant la première guerre mondiale, et l'acharnement des Serbes contre les Bosniaques était frappante. Une association lilloise militait pour les Bosniaques, je l'ai rejointe, en particulier pour établir ces parallèles historiques. Au même moment une de mes étudiantes belges décidait de travailler pour son master sur le génocide des Tutsi du Rwanda, quasi en temps réel. Retrouver les guerres passa dès alors pour moi par les civils déjà en guerre totale, les atrocités, les viols ; et la proximité avec les temps présents était souvent stupéfiante. Je me souviens d'un appel d'organisations juives américaines pour les Bosniaques avec des photographies de wagons : « Nous ferons tout pour que ce que nous avons connu ne se renouvelle pas. » Au même moment je comptais dans les archives des wagons à bestiaux qui emmenaient en 1916, en 1917, de Lille ou de Douai, des hommes et des femmes vers des camps de concentration ou simplement des villages éloignés des grandes villes pour ne plus avoir à les nourrir. L'histoire ne se répète jamais, mais les formes de violence, de persécution, d'exclusion et donc de souffrances, si.

AB, KD, FT : Quand on considère ton œuvre protéiforme, tu as fortement innové par une approche – selon la formule désormais convenue – « au ras du sol », notamment pour l'étude des combattants et des civils (corps, espaces, objets, pratiques, odeurs... et les sources qui vont avec). N'y aurait-il pas une tension entre cette approche au plus près de l'expérience par en bas et le détour par la littérature, l'art, parfois la philosophie ? Pourrait-on dire que c'est précisément dans cette alchimie que réside ton « combat » ?

AB : Oui tout à fait. Ainsi Apollinaire : n'était-il pas à la fois un être humain ordinaire, un fils, un frère, un amoureux, un combattant, un apatride qui voulait tant devenir français, un blessé, une victime de la grippe

espagnole... et un écrivain et un critique d'art capable d'offrir dans l'exceptionnel de son écriture toute la « normalité » de sa guerre, de faire ressentir à ses contemporains l'emblématique des temps ? Les sciences sociales mettent un certain ordre, chacune à sa manière, dans le chaos vécu par les êtres humains et, en effet, je vois bien dans « l'alchimie » entre les sensations et les affects de chacun et l'essai de les expliciter une force de mon travail. Avec la certitude que l'explication scientifique la plus rigoureuse doit aussi céder le pas aux pirouettes des destins et des imaginations. Et bien souvent, ce sont les écrivains, les artistes, les philosophes, qui mettent les noms, les couleurs, les formes, les concepts sur « le chaos de purs événements » bien mis en évidence par Hannah Arendt dans *La crise de la culture*⁷. Quand j'ai trouvé un texte d'Emmanuel Levinas commentant *Vie et Destin* de Vassili Grossman, c'était une telle mise en abyme de ce que je venais de conter sur les occupés français du Nord et de l'Est dans *Oubliés de la Grande Guerre* que je n'ai pu que le mettre en exergue du livre, alors qu'il s'agissait de civils soviétiques de la deuxième guerre mondiale⁸. Faire la généalogie du mot génocide avec et sans Lemkin a été tout aussi passionnant.

AB, KD, FT : Tu écris beaucoup sur et pour les artistes. Ce serait l'occasion d'aborder ici cette « coopération »...

AB : J'ai participé à la création du centre de recherche Histoire, Arts, Représentations de Paris-Nanterre avec des historiens de l'art, du théâtre, du cinéma et des philosophes de l'esthétique, et pour le volume jumeau de celui-ci, aux éditions Créaphis, qui s'appelle *L'immontrable*⁹, j'ai écrit une préface où je reviens sur mon compagnonnage avec différents artistes et écrivains du passé et du présent. C'est la partie de ma vie de chercheuse qui me paraît la plus imaginative, et je me sens si redevable aux artistes français ou étrangers qui m'ont fait confiance en me demandant d'accompagner certaines de leurs œuvres par des repérages communs sur le terrain et l'écriture de textes de catalogues ou de monographies; ainsi, Natacha Nisic, Pierre Buraglio, Paul Emmanuel, Haïm Kern, Ernest Pignon-Ernest, Jochen Gerz, Boris Tazlistky,

7. Hannah Arendt, *La crise de la culture : huit exercices de pensée politique*, Gallimard, 1972 [éd. originale : 1961 ; 1968 pour la trad. de l'anglais sld de Patrick Lévy].

8. A. Becker, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre 1914-1918. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Noësis, 1998, p. 9.

9. *L'immontrable. Guerres et violences extrêmes dans l'art et la littérature, XX^e-XXI^e siècles*, Créaphis, 2021.

Christine Canetti, Alain Fleisher, Michel Quinejure, Claire Angelini, Miklos Bokor, Kingsley Baird. Dans tous les cas, il s'agit de créateurs contemporains qui tentent de transposer par le médium de la peinture, la sculpture, le dessin, l'installation, la vidéo, etc. ce qu'ils ont perçu des extrêmes de violence du monde.

Publiés à côté de ceux d'historiens d'art, d'anthropologues, de collectionneurs, ces textes sont à la fois épars – d'où l'idée de les rassembler – et montrent je crois une certaine cohérence. Cette pratique m'a fait rencontrer les êtres exceptionnels que sont ces artistes qui ont le talent de transposer leur vision originale du monde – dans ce cas aux prises avec guerres et génocides – pour l'offrir à notre regard contemporain.

AB, KD, FT : Tu occupes une place particulière dans le champ historiographique français, sans doute parce que tu as voulu avoir un pied en dehors. Sans doute aussi car ta personnalité et ton écriture ne laissent pas indifférent. Les critiques formulées, il y a vingt ans, à la sortie de *14-18. Retrouver la guerre* (rédigé à quatre mains avec Stéphane Audoin-Rouzeau), qui aurait « mis le feu aux poudres¹⁰ », ont souvent été radicales, parfois virulentes, pas toujours claires sur leur cible, mais toutes ont contribué à t'inscrire dans le champ historiographique et te reconnaître (par) une certaine pratique historique.

Certaines relevaient le bien-fondé de la notion de « culture de guerre » mais discutaient sa valeur heuristique dès qu'elle se résumerait à une « anthropologie culturelle¹¹ » qui ne serait pas (suffisamment) sensible aux conditions de production de documents et des stratégies des auteurs cités. D'autres revenaient sur l'administration de la preuve et votre critique de la « dictature du témoignage » en vous faisant grief de ne retenir qu'une culture des élites et de l'arrière, dont les représentations vaudraient pour l'ensemble de la société française en guerre. La question du « consentement » apparaissait aussi centrale que la réponse que vous apportiez controversée. Peut-on le concevoir dans le temps court de la mobilisation qui prend la forme d'une « croisade » et faire fi de la « nationalisation des sociétés¹² » à l'œuvre tout au

10. Jean Birnbaum, « 1914-1918, guerre de tranchées entre historiens », *Le Monde*, 10 mars 2006.

11. François Buton *et al.*, « 1914-1918 : retrouver la controverse », *La vie des idées*, 2008, <https://laviedesidees.fr/1914-1918-retrouver-la-controverse.html> (consulté le 14/10/2019), p. 5.

12. Blaise Wilfert-Portal, « Note critique : 14-18, Retrouver la guerre », *CRID 14-18*, https://www.crid1418.org/bibliographie/commentaires/retrouver_wilfert.html (consulté le 14/10/2019).

long du XIX^e siècle? Antoine Prost soulignait que « si l'on voulait bien tenir compte de tous les témoignages, on verrait de la contrainte dans le consentement, et inversement ¹³ ». Dès lors, certains critiquaient la trop grande rigidité de la notion de « culture de guerre » dans la prise en compte de la diversité des mobilisations : ne vaudrait-il pas mieux parler de « cultures de guerre » pour inclure des pays qui suivent une autre entrée dans la guerre comme l'Italie, voire les nations de l'Est, comme des spécificités et variations régionales? Enfin, certaines lectures soulevaient le « paradoxe » qu'il y avait à dénoncer une perception contemporaine toujours plus victimaire de 14-18 et à s'intéresser, pourtant, en premier lieu, aux victimes « dans les habits de civils – bombardés, occupés, objets d'exactions, internés, déportés, massacrés », n'introduisant les militaires qu'à travers la figure des prisonniers de guerre.

Rétrospectivement, une fois que les passions sont quelque peu retombées, ces critiques te semblent-elles toujours injustifiées? Que trouves-tu, aujourd'hui, à y redire?

AB : Je crois que le livre n'a pas été lu et critiqué en France pour ce qu'il était mais pour ce que nos honorables opposants voulaient y voir. Car ils se sont mobilisés sur quelques pages, voire quelques lignes, dans une vision d'une guerre limitée à quelques kilomètres de front occidental et aux seuls combattants français alors qu'il s'agissait d'une guerre mondiale en voie de totalisation en général et totale dans les zones occupées et contre certains peuples, les juifs de Russie, les Arméniens de l'Empire ottoman. Si j'ai un regret, c'est que l'expression culture de guerre ait été alors conservée au singulier, réduisant la multiplicité de ces êtres en guerre si divers à une unicité qui n'était d'ailleurs pas dans le livre. Pour le reste, l'excellent accueil fait à l'ouvrage traduit dans tant de langues et qui est devenu une sorte de classique dans plusieurs pays me suffit. Vous ne citez à ce propos que des critiques français, vous si transculturels et si internationaux, pourquoi n'avez-vous pas lu des recensions américaines, italiennes, hongroises, australiennes? Quant au livre, il a plus de vingt ans, Stéphane et moi, les chercheurs du monde entier avons tant écrit depuis, laissons ceux qui regardent vers le passé historiographique franco-français continuer à débattre entre eux. Partout dans le monde on s'intéresse à la dialectique centrale entre les formes de consentement et de refus et les souffrances subies, acceptables,

13. Antoine Prost, « Controverses », *Le Mouvement social*, n°199, 2002/2, p. 98.

rejetées, qu'elles soient celles des combattants ou celle des civils, et c'était déjà parfaitement clair dans le livre. Cette dialectique prolongée dans les mémoires vient d'irriguer tout le centenaire, en France et à l'étranger. Désormais on parle de fronts, quels qu'ils soient, militaires, domestiques, d'occupation, d'hôpitaux, de deuil, etc. et les individus et les collectifs y gagnent une présence de plus en plus sophistiquée.

AB, KD, FT : Ta manière de travailler, avec tes collègues ainsi qu'avec tes étudiants, s'appuie sur une remarquable capacité à créer des réseaux de connaissances, à favoriser les rencontres et à associer les générations, à décentrer les regards, de plus en plus aussi à « provincialiser » l'Europe. Depuis l'expérience fondatrice de l'Historial de la Grande Guerre à Péronne, qu'est-ce qui a changé ? Qu'as-tu vu changer parmi les nouvelles générations d'historiens et d'historiennes que tu as vu passer ?

AB : Le comparatisme, l'histoire transnationale, le croisement des archives écrites et visuelles, des textes « nobles », de la littérature « grise » des lectures, des regards, a toujours été mon désir. Jeune professeure de collège, je partais à bicyclette avec les élèves pour regarder les plaques de rues et tracer leurs origines historiques, du local au national et à l'international, par exemple. Devenue universitaire, je n'ai pas changé de méthode. Internationalisme hérité de mes parents communistes ? Pas impossible, mais avec la certitude que l'engagement pour un système était vicié.

AB, KD, FT : Tu es fortement engagée dans l'aide aux rescapés et rescapées du génocide perpétré contre les Tutsi du Rwanda, tu as signé la pétition « Mettons fin à la domination masculine en histoire » en 2018. Pour autant, tu n'apparais pas comme une historienne engagée publiquement. Comment qualifierais-tu tes rapports politiques à l'histoire ? Peut-on s'être intéressée au sort des civils en guerre et rester silencieuse dans la cité d'aujourd'hui ?

AB : Que voulez-vous dire par « historienne pas engagée publiquement » ? Il me semble que je suis exactement le contraire. Sans battre les estrades, je me suis toujours intéressée aux victimes et aux démunis. Lycéenne à Grenoble en 1968, c'est le sort des Tchèques au printemps écrasé qui me passionnait, j'ai même commencé à apprendre la langue dès la première année à l'université et comptais faire ma thèse sur le hussisme si la glaciation intel-

lectuelle dans ce pays ne me l'avait pas interdit. Puis une importante communauté de Chiliens s'est réfugiée dans cette ville militante après le coup d'État de Pinochet, ce sont des expériences très fortes qui ont sans doute orienté ma vision du monde à tout jamais. J'ai eu souvent l'occasion d'aider des étudiants étrangers en difficulté avec la préfecture, à Lille en particulier, puis j'ai milité contre les négationnismes de tous poils. Depuis quelques années je m'occupe avant tout de femmes Tutsi du Rwanda rescapées du génocide, veuves, violées, atteintes du VIH. On ne sait pas assez que des rescapés et leurs animaux, en particulier les vaches – animal sacré du Rwanda depuis les temps les plus reculés – sont toujours, hommes et femmes, attaqués, tués au Rwanda, et souvent de la même façon que pendant le génocide, par d'anciens bourreaux sortis de prison non repentis. Si histoire et militantisme pour ces victimes toujours recommencées sont totalement liés dans ma pratique au Rwanda, cela n'empêche pas que je n'ai jamais oublié la leçon de Lucien Febvre, « une histoire qui sert est une histoire serve ».

Peut-être suis-je relativement moins médiatisée que certains de mes collègues dans le même champ, un peu de mon fait, un peu parce que l'histoire des guerres, fût-elle culturelle, est toujours vue comme dominée par le masculin. Je me rappelle un journaliste de TF1, ignorant et machiste comme ils le sont tous, m'appelant un 10 novembre parce qu'un collègue masculin ne pouvait pas intervenir dans son émission du lendemain puis de nouveau pour me dire que c'était arrangé, que le précédent viendrait, que je ne me dérange pas! Aussi j'interviens plus à l'étranger où les médias ont découvert les femmes depuis plus longtemps, même pour l'histoire dite militaire, et à la radio que je préfère, car on a plus de temps pour développer son argumentation. Ainsi à l'ex « Fabrique de l'histoire » d'Emmanuel Laurentin sur France Culture, à la « Marche de l'histoire » de Jean Lebrun sur France Inter, et à l'excellente émission de Valérie Nivelon sur Radio France internationale – toujours l'étranger et la seule femme qui réalise une émission d'histoire importante en France, « La marche du monde ».

Plus grave, le grand Alain Corbin a dit au micro de France Culture (« À voix nue ») que Stéphane Audoin-Rouzeau avait totalement renouvelé l'histoire de 14-18¹⁴! Certitude bien masculine de toute puissance, que j'ai souvent ressentie en France : le pays qui n'a donné le droit de vote aux femmes

14. Série d'émissions « À voix nue » consacrées à « Alain Corbin, historien du monde sensible », du 9 au 13 sept. 2019, France Culture.

qu'en 1944 continue à manier l'universel tout en le masculinisant. C'est à l'étranger que l'originalité de mon travail a été reconnue d'abord, parce que les collègues et amis masculins n'y étaient pas traités différemment. Mais je dois dire qu'au musée comme au centre de recherche de l'Historial cet accablement masculin n'a jamais existé. Et heureusement la nouvelle génération des spécialistes des guerres est plus qu'à parité, une remarquable pléiade de jeunes femmes a pris le relais en France comme à l'étranger.

AB, KD, FT : Une dernière question, et si tu devais refaire ta vie, que changerais-tu ?

AB : Il s'agit de ma vie professionnelle je suppose ? Peut-être me serais-je intéressée plus tôt à l'Afrique, et au genre. Non pas que ces différents terrains et plans ne soient pas présents dans mon travail depuis toujours, mais peut-être de façon disséminée. Ma rencontre avec les équipes qui travaillent à nouveaux frais sur l'esclavage atlantique (par les musées de l'esclavage en particulier), mon engagement auprès des femmes rescapées Tutsi du Rwanda me font voir encore et encore combien la place des femmes est toujours secondaire dans l'historiographie. Et – je n'ai pas peur des paradoxes – c'est aussi le cas chez certains et certaines thuriféraires d'une histoire du genre qui succombent comme leurs homologues de toutes sortes d'histoire au politiquement correct plutôt qu'à la recherche vive. J'espère continuer à inventer, ainsi dans mon nouveau projet « derniers domiciles connus » où je mêle recherches sur des individus et souvenirs personnels ou familiaux. C'est avec vous toutes et tous que ce sera possible, comme cela a été le cas depuis le début de ma vie d'enseignante et de chercheuse. C'est vous que je tiens à remercier pour ce que je suis. ■



**D'UNE GUERRE À L'AUTRE.
RENOUVELLEMENT HISTORIOGRAPHIQUE
DES DEUX CONFLITS MONDIAUX**

1

Historienne de la Grande Guerre dans laquelle elle est rentrée à front renversé à travers les monuments aux morts, Annette Becker a, peu à peu, quitté les fronts militaires après en avoir arpenté les champs de bataille, comme dans la Somme avec l'équipe de l'Historial de Péronne, pour passer dans l'arrière-cour : expériences d'occupation et violences contre les civils, humanitaire et neutralité, foi et deuils... Son intérêt pour les fronts domestiques et sa lecture de la première guerre mondiale comme laboratoire de la violence au xx^e siècle l'ont conduite à suivre le cours de l'histoire pour s'intéresser au second conflit mondial, à cette guerre de trente ans et aux liens entre les deux guerres mondiales à partir des représentations (en filiation bienveillante avec George Mosse). Annette Becker se tourne désormais vers l'étude de la Shoah et des exterminations de masse. D'autres cultures de guerre, d'autres civils et d'autres mémoires, mais du monde de guerre au monde en guerre, une même volonté de comprendre l'in-audible et de retrouver les ressorts de l'action humaine. « De la diversité des faits humains à l'unité des consciences », elle s'inscrit en cela à une démarche chère à Marc Bloch. Plus récemment, Annette Becker s'est ouverte à d'autres continents des ténèbres et à des temporalités plus contemporaines avec son intérêt pour le génocide au Rwanda et son engagement auprès des victimes tutsi. Elle élargit encore un peu plus sa réflexion comparative sur la guerre, père de toutes les choses.

Les quinze contributions qui suivent reviennent sur le moment fondateur qu'a été la première guerre mondiale mais proposent également des prolongements en écho aux problématiques de l'historienne.

HAÏM KERN

LE THÉÂTRE DES OPÉRATIONS

Techniques mixtes, tirage numérique, 18 x 24 cm



à Annette Becker de toutes les batailles

MAARTJE ABBENHUIS

LES CONFÉRENCES INTERNATIONALES DE LA HAYE, LES JOURNAUX ET LE LANGAGE DE LA « CIVILISATION » À LA VEILLE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

TEXTE TRADUIT PAR ÉTIENNE LEYRIS

Les historiens ont longtemps mis en contexte leurs débats relatifs aux origines de la première guerre mondiale en signalant que les Européens avaient été nombreux à se réjouir de la survenue du conflit en juillet et en août 1914¹. Et d'expliquer que ces Européens, abreuvés de nationalisme, de xénophobie et de militarisme, se représentaient la guerre comme une entreprise romantique et ne prenaient nullement en considération les désastres potentiels qu'occasionnerait la guerre industrielle. Plus récemment, ces points de vue se sont vus opposer de sérieux correctifs. Il est maintenant admis que tous les Européens ne sont pas partis en guerre en 1914 dans la joie et l'allégresse, et que le déclenchement du conflit suscita inquiétude, incertitude et craintes devant l'avenir tout autant que déchainements de ferveur patriotique et d'aventurisme².

-
1. Je voudrais exprimer ici ma gratitude à tous les étudiants qui ont travaillé avec moi sur bon nombre des idées développées dans ce chapitre. Je remercie tout particulièrement Annalise Higgins, Laura Staveley, Grace Jansen, Harry Vossen, Chris Barber, Leon Ostick, Thomas Munro, Mathew Graham, Michael Moon, Harry Bloomfield, Merryn Ward, Anthony Artus, Bernard Marsh, Steven Sheldon, Wang Shuo (Ozzy), Mark Stevenson, Hemi David, Samuel Jaffe, Sarah Russell et James Halcrow.
 2. Michael S. Neiberg, *Dance of the Furies. Europe and the Outbreak of World War I*, Cambridge MA, Harvard UP, 2013 ; Catriona Pennell, *A Kingdom United. Popular Responses to the Outbreak of the First World War in Britain and Ireland*, Oxford-New York, Oxford UP, 2013.

La première guerre mondiale marque une rupture historique. La plupart des historiens prennent ce conflit comme point de départ de l'histoire du xx^e siècle, des controverses éclatant parfois sur le choix de la date : le déclenchement de la guerre en 1914, son tournant révolutionnaire en 1917 ou sa conclusion tumultueuse et insatisfaisante entre 1918 et 1923 ? Tous, cependant, s'attachent à dépeindre la période de la guerre entre 1914 et 1918 comme absolument distincte du monde d'avant 1914. Le travail remarquable de Charles Emerson concernant l'année 1913, par exemple, met notamment l'accent sur tout « ce qui a été perdu » durant la guerre³. Et Emerson n'est pas le seul.

L'Historial de la Grande Guerre, à Péronne, dont les expositions doivent beaucoup à la profonde connaissance historique et à la perspicacité d'Annette Becker, propose une approche similaire. Le parcours mémoriel de l'exposition permanente s'ouvre, dans la salle « Avant-Guerre », avec la conférence de La Haye de 1899 et le concept de paix, la régulation de la guerre et la promesse de « civilisation » avancée par les gouvernements de l'époque. Le langage évocateur des conventions ratifiées en 1899 à La Haye est résolument opposé au monde en guerre totale de la période 1914-1918. Prenez, par exemple, le préambule de la Convention 1, qui décrivait les plénipotentiaires présents comme :

Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale;
Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux;
Reconnaissant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées;
Voulant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale;
Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale, accessible à tous, peut contribuer efficacement à ce résultat;
... Estimant avec l'Auguste Initiateur de la Conférence internationale de la Paix qu'il importe de consacrer dans un accord international les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des États et le bien-être des Peuples⁴.

L'Historial tire pleinement parti du contraste entre cette rhétorique des bonnes relations internationales et la brutale réalité de la première guerre

3. Charles Emerson, *1913: The World Before the Great War*, Londres, Bodley Head, 2013.

4. Preamble to the « Convention (I) for the Pacific Settlement of International Disputes », The Hague 1899, *Avalon Project. Documents in Law, History and Diplomacy* http://avalon.law.yale.edu/19th_century/hague01.asp (consulté en janv. 2018).

mondiale, amplifiant notre (in)compréhension de l'impact du conflit sur ceux qui en firent l'expérience directe; ces souffrances nous en prenons acte et nous souhaitons en conserver la mémoire.

Bien sûr, la paix ne régnait pas dans le monde d'avant 1914. La guerre et la violence d'État y étaient fréquentes, de même que le génocide, l'ordre colonial et la répression des insurrections. Toutefois, contrairement à la guerre totale qui embrasa la planète entre 1914 et 1918, les guerres de la fin du XIX^e siècle étaient restreintes; non pas en termes de violence exercée, mais en termes de portée géographique et humaine de cette violence. Durant ces conflits, le nombre des personnes neutres surpassait toujours celui des belligérants. Néanmoins, la couverture médiatique qui leur fut accordée fut massive. Par suite du formidable essor de la presse résultant, dans les années 1890, de la mise au point de procédés d'impression moins onéreux, de l'extension des câbles télégraphiques transocéaniques et de l'alphabétisation croissante, un nombre grandissant de personnes dans le monde industrialisé se trouvaient quotidiennement informées des conflits en cours. Ces lecteurs confrontés au spectacle de la guerre n'avaient bien souvent aucune implication dans ces violences, ce qui ne les empêchait pas d'en mesurer l'importance.

C'est dans ce contexte de mondialisation d'un public mis en présence de conflits largement répandus quoique « limités » que le discours de bonne entente et de retenue internationales si largement affichées à la Conférence de La Haye en 1899 fut reconnu à sa juste valeur. Comme en convinrent tous les contemporains, cette conférence fut un événement exceptionnel. Elle se tint à l'initiative du tsar Nicolas II de Russie et avait pour objectif de discuter de la limitation des armements, de la réglementation de la guerre et de l'arbitrage des différends. Ce fut un moment extraordinaire de diplomatie en temps de paix qui, en dépit de l'hostilité notoire existant entre les 26 États participants (au nombre desquels toutes les grandes puissances), donna néanmoins naissance à un droit international de la guerre universellement applicable et instaura la Cour permanente d'arbitrage, première instance légale internationale au monde. Les conventions de La Haye délivraient également un message puissant (et objet de nombreux débats) : les conflits entre sociétés « civilisées » pouvaient être contenus et devaient être règlementés. Comme le stipule le préambule de la Convention II (également connu sous le nom de Clause de Martens) :

[...] les Hautes Parties contractantes jugent opportun de constater que, [...] les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des

principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique⁵.

Dans les années qui suivirent, l'esprit de « La Haye » prospéra dans la presse, imprégné des idées de paix, d'humanitarisme, des limites légitimes à la guerre « civilisée » et de l'importance du droit international. Les mêmes concepts alimentaient un débat public encore plus large autour de la valeur normative de la guerre et de la violence d'État⁶. C'est ainsi que le langage de La Haye imprégna également la première guerre mondiale : il se développa tout à la fois par opposition à la violence exercée durant le conflit et comme prisme au travers duquel les agents de la violence furent jugés et tenus pour responsables.

Comme Annette Becker l'explique avec tant de force : si nous voulons comprendre la rhétorique qui a habillé la violence d'État durant tout ce dernier siècle, il nous faut nous pencher, dans un premier temps, sur la première guerre mondiale. Ce conflit, tout à la fois total et global de par sa portée et son échelle, se pose comme le laboratoire de la violence d'État au xx^e siècle⁷. L'ensemble des travaux de recherche d'Annette Becker dresse l'inventaire du langage culturel véhiculé par les images, les œuvres d'art, les mots et les paysages commémoratifs de la guerre, du génocide et de la violence d'État au xx^e siècle. Dans son travail, les idées accompagnant la violence influent (et continuent à influencer) sur le façonnage de la compréhension, de la réflexion, de la mémoire et de l'instrumentalisation. Bien sûr, les acteurs et les victimes de la première guerre mondiale véhiculaient sur la guerre un ensemble très large d'idées bien établies. Ces idées jouaient tout autant le rôle d'ingrédients dans le laboratoire de violence du conflit que les autres activités qui caractérisaient ce conflit.

Ce chapitre propose une réflexion sur les origines *fin de siècle* de certains de ces ingrédients. Il fait valoir que, dans les années qui ont suivi la Conférence de La Haye en 1899, se sont entremêlés les discours des journaux, le droit international et le concept de « civilisation ». « La Haye » offrait un prisme très puissant dont s'emparèrent nombre de commentateurs pour apprécier et critiquer la conduite des États. La palette de leurs propos était très large. Ils franchissaient les frontières nationales et impériales et côtoyaient d'autres

5. Preamble to the « Convention (II) with Respect to the Laws and Customs of War on Land » The Hague 1899, *Avalon Project* http://avalon.law.yale.edu/19th_century/hague02.asp (accessed January 2018).

6. Maartje Abbenhuis, *The Hague Conferences in International Politics 1898–1915*, Londres, Bloomsbury, 2018.

7. Annette Becker, « The Great War: World war, total war », *International Review of the Red Cross*, 97, 900, 2015, p. 1029.

points de vue qui considéraient la guerre comme une glorieuse entreprise romantique, essentielle pour l'avancement des nations et des empires et pour la caractérisation de la masculinité. Si les guerres – spectacles populaires à destination des masses – offraient aux journaux des contenus éditoriaux de premier choix, la signification et l'importance de ces spectacles *fin de siècle* n'en étaient pas moins contestées⁸.

Ces désaccords contribuent à expliquer certaines des vertus morales également attribuées à la guerre durant la période 1914-1918. Ils font apparaître que les questionnements relatifs aux niveaux d'acceptabilité de la violence d'État étaient antérieurs à la première guerre mondiale et qu'ils influencèrent le développement de ces concepts durant et après les hostilités⁹. Ils définissent également un contexte qui donne à expliquer pourquoi, lors du déclenchement du conflit, tous les gouvernements impliqués le présentèrent comme un conflit défensif mené dans le but de protéger leur conception de la « civilisation¹⁰ ». Critique vis-à-vis du cours de la guerre, ce discours « civilisationnel » aide à comprendre pourquoi la propagande belligérante accorda tant d'importance à la violation, par l'Allemagne, de la neutralité belge : par cet acte, l'Allemagne se coupait toute possibilité de se donner beau jeu dans les cœurs et les esprits acquis à la neutralité. En 1914, pour de nombreux observateurs neutres, l'Allemagne était la première nation à transgresser, de manière flagrante, les « limites de la violence légitime¹¹ » et, ce faisant, donnait le ton pour identifier la barbarisation à venir de la violence guerrière¹².

Dans la période précédant la première guerre mondiale, les Anglo-Européens envisageaient la conduite de la guerre sur le plan de la morale. Ils invoquaient fréquemment des termes tendancieux comme « civilisation » et « barbarie » pour juger de la conduite d'une guerre ou un cas de violence d'État. De façon générale, ils ne reconnaissaient pas le droit aux peuples « civilisés » d'entrer en guerre ou d'exercer la violence sur d'autres peuples sans raison valable¹³. Le plus souvent, ils faisaient bon accueil à la réglementation

8. Bonnie Miller, *From Liberation to Conquest. The Visual and Popular Cultures of the Spanish-American War*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2011, p. 2-18.

9. Cf. J. B. Moore, « The Hague Conventions », *Columbia University Quarterly* (1914) in John Bassett Moore (ed.), *The Collected Papers of John Bassett Moore*, vol. 3, New Haven, Yale UP, 1944, p. 467-477.

10. Cf. I. F. Clarke, *Voices Prophesying War 1765-1984*, Londres-New York, Oxford UP, 1966, p.75-77.

11. J. B. Moore, *Collected Papers*, vol. 4, p. 349.

12. Cf. Isabel Hull, *A Scrap of Paper. Breaking and Making International Law during the First World War*, Ithaca, Cornell UP, 2014; William Mulligan, *The Great War for Peace*, New Haven, Yale UP, 2014; Thomas Munro, « The Hague's War, 1914-1918 », PhD University of Auckland, 2018.

13. Cf. Joanna Bourke, « Barbarization vs civilisation in time of war » in George Kassimeris (ed.), *The Barbarization of Warfare*, New York UP, 2006, p. 19-38; Micheline R. Ishay, *The History of Human Rights*

des méthodes de guerre et se servaient des règles établies à Saint-Petersbourg (en 1868), Genève (en 1864 et 1906) et La Haye (en 1899 et 1907) comme prismes pour décoder la conduite des États et comme lignes de conduite pour apprécier ses limites « légitimes ». Ils traitaient une quantité importante de militarisme et de violence d'État dans leurs informations quotidiennes. Ils traitaient et suscitaient aussi une quantité importante de commentaires éditoriaux au sujet de cette violence.

Il est indubitable que les limites de la violence d'État étaient contestées dans la sphère publique même avant la première Conférence de La Haye¹⁴. On peut prendre pour exemple la manière dont Winston Churchill, alors correspondant de guerre, qualifie de « joyeux ... moment sportif lors d'une remarquable compétition¹⁵ », le massacre par les Britanniques durant la campagne du Soudan, de milliers de soldats africains blessés, suivi de la décapitation du corps exhumé du mahdi. Dans un contraste saisissant, les rédacteurs de l'*Anglo-Saxon Review* dénonçaient les mêmes événements :

Ce sera une triste journée pour la Grande-Bretagne lorsqu'un moment de violence inutile demeurera incontesté du fait que les hommes qui en sont responsables ont connu de brillants succès sur le champ de bataille.

Après tout, continuait la même revue, « nous autres » Britanniques devons donner l'exemple d'une « civilisation supérieure, d'une humanité supérieure, d'une délicatesse et d'une considération supérieures » ; l'humanité attendait mieux d'États civilisés que cette « orgie de revanche barbare¹⁶ ». Le journal *Mataura Ensign* de l'avant-poste impérial britannique en Nouvelle-Zélande faisait part de son approbation et décrivait comme macabres les opérations des soldats britanniques au Soudan, tandis que le *Manchester Guardian* reprenait un article de la *Contemporary Review* dans laquelle l'auteur détaillait ces atrocités et les considérait comme n'étant pas dignes d'une société civilisée, au moins en partie du fait qu'elles contrevenaient au droit international¹⁷.

La lecture d'une somme considérable d'archives journalistiques relatives aux conférences de La Haye entre 1899 et 1915, en provenance de nombreux

from Ancient Times to the Globalization Era, Berkeley, University of California Press, 2004, p. 3.

14. Daniel Marc Segesser, « Unlawful Warfare: The International Debate on the Punishment of War Crimes, 1872-1918 », *European Review of History*, 14, 2, 2007, p. 215-234 ; Daniel Marc Segesser, *Rechtstatt Rache oder Rache durch Recht?*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 1998, p. 31 ; Gregory Claeys, *Imperial Sceptics. British Critics of Empire 1850-1920*, Cambridge, Cambridge UP, 2010, p. 9, 26, 282.

15. Cité par Jane Samson, *Race and Empire*, New York, Routledge, 2014, p. 60.

16. « Impressions and opinions », *Anglo-Saxon Review*, 1, June 1899, p. 244-255, citations p. 248.

17. *Mataura Ensign*, 4 mai 1899, p. 5 ; *Manchester Guardian*, 30 déc. 1898, p. 10.

pays et empires, montre à l'évidence que les conventions internationales définissant les relations interétatiques influèrent sur les représentations de la guerre transmises par les journaux, et ce quelle que soit leur tendance politique, sociale ou religieuse¹⁸. Les journaux rendaient compte, quotidiennement, des guerres et de la violence d'État, événements qui inspiraient souvent des commentaires éditoriaux. Certains de ces commentaires empruntaient le prisme de la « civilisation » et créditaient de rectitude morale les acteurs dont le comportement était en conformité avec le droit international de la guerre (souvent cité conjointement à la Conférence de La Haye). Comme le faisait remarquer Mme Auguste Meulemans dans un article publié dans le journal parisien de son mari, *La Revue diplomatique*, en septembre 1900 : la Conférence de La Haye a donné la possibilité aux gouvernements de faire prévaloir le droit humanitaire sur le pouvoir militaire¹⁹. Et les gouvernements invoquaient souvent le langage du « droit » pour justifier leurs actions et condamner celles des autres, émaillant leur diplomatie publique de fréquentes références à La Haye.

Aux États-Unis, les références de ce type étaient si fréquentes que James Brown Scott, une autorité américaine en matière de droit international, s'était exclamé « qu'il était pour ainsi dire impossible de remplir ses obligations de citoyen sans avoir pris connaissance des Conférences de La Haye et de leurs résultats constructifs²⁰ ». Le *Denver Republican* avait énoncé une idée similaire lorsqu'il avait proclamé en 1907 que depuis la seconde Conférence de La Haye, « le monde avait éradiqué la barbarie » et que n'importe quel État pouvait accéder à la « civilisation » en adoptant les directives de La Haye²¹. Les éditeurs du *Denver Republican* n'avaient manifestement pas perçu la complexité de la situation ni la prépondérance, au niveau mondial, de l'esprit belliciste en 1907, quelque espoir ils aient pu mettre dans la mission civilisatrice des conférences de La Haye. Cependant, l'éditorial reflète aussi, dans une plus large mesure, l'espoir d'un progrès de l'ensemble de la société internationale.

Des propos moralisateurs relatifs à la guerre, en phase avec les préceptes du droit international, furent tenus à maintes reprises avant 1914. Durant la seconde guerre des Boers (1899-1902), qui éclata au moment même où

18. Pour de plus amples détails : M. Abbenhuis, *Hague Conferences...*, *op. cit.*, Introduction.

19. « Droit de vivre et la guerre », *Revue diplomatique*, 16 sept. 1900, p. 9.

20. James Brown Scott, *The Hague Peace Conferences of 1899 and 1907*, vol. 1, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1909, p. 738 ; Sondra R. Herman, *Eleven Against War. Studies in American Internationalist Thought 1898-1921*, Stanford, Hoover Institution Press, 1969.

21. Comme le rapportait le *Washington Post*, 25 sept. 1907, p. 6.

s'achevait la conférence de La Haye, l'esprit de cette assemblée fut invoqué tant par les pays neutres que par les belligérants pour émettre des jugements d'ordre moral à l'encontre des criminels. Madame Meulemans fut l'une des nombreuses voix qui contestèrent le droit des Britanniques de partir en guerre contre les Boers sans avoir eu recours à l'arbitrage préconisé par la conférence de 1899 et sans avoir pris en considération les souffrances infligées par la guerre. Le juriste allemand Carl Ludwig von Bar déclara également que la Grande-Bretagne avait « l'obligation morale » d'éviter d'engager les hostilités dans le Transvaal en raison de la conférence de La Haye de 1899, et que le non-respect de la Convention durant le conflit pourrait avoir « des conséquences tout à fait désastreuses – pour la moralité générale, la conscience juridique et le sentiment de sécurité parmi les peuples du monde²² ». Au même moment, le quotidien parisien *Le Matin* mettait l'accent sur ces concepts de civilisation en signalant que si les Britanniques armaient le peuple Basutho durant le conflit, risquaient de s'ensuire le pillage, le viol et la profanation des Blancs afrikaners. De tels actes, poursuivait le journal, constitueraient une infraction directe à la Convention de La Haye ainsi qu'aux préceptes raciaux qui servaient de socle à la civilisation chrétienne²³.

Si l'on ne s'attendait pas à ce que les peuples « barbares » (c'est ainsi que les rédacteurs du *Matin* considéraient les Basutho) se comportent conformément aux préceptes dictant la conduite des États « civilisés », de nombreux journaux anglo-américains et européens considéraient toutefois que ces États « civilisés » avaient le devoir d'agir en conformité avec les règles du droit international, sans tenir compte de l'origine raciale de leur ennemi. Les articles relatifs à la révolte des Boxers (1900-1901) – épisode qui vit une coalition d'empires industriels (au nombre desquels la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, le Japon et les États-Unis) envoyer un corps expéditionnaire en Chine pour réprimer la secte Yihequan – étaient particulièrement explicites sur ce point : ils dénonçaient les « atrocités apocalyptiques » résultant, là-bas, de certaines des actions militaires de cette coalition²⁴. Les témoignages sur le génocide des peuples Hereros et Namas par les autorités coloniales allemandes en Afrique du Sud-Ouest, et dans cette même partie

22. Carl Ludwig von Bar, *Der Burenkrieg, die Russifizierung Finnlands, die Haager Friedenskonferenz und die Errichtung einer internationalen Academie zur Ausgleichung von Streitigkeiten der Staaten*, Hannover, Helwingsche Verlagsbuchhandlung, 1900, p. 24.

23. *Le Matin*, 26 oct. 1899, p. 2.

24. M. Abbenhuis, *Hague Conferences*, chap. 5, *op. cit.* Citation : E. J. Dillon dans *Daily Telegraph* (United Kingdom) cité dans *l'American Monthly Review of Reviews* 23, janv.-juin 1901, p. 220-223.

du monde sur les atrocités commises au Congo belge, condamnaient également ces actes comme moralement répréhensibles et malvenus de la part d'Européens « civilisés²⁵ ». Même lorsqu'il documentait les iniquités résultant de la violence impériale – ce à quoi le *Sumatra Post*, journal de langue néerlandaise, s'employait dans les Indes orientales néerlandaises – l'idée était néanmoins implicite selon laquelle le comportement d'un État « civilisé » au sein de son empire se devait de respecter certaines limites²⁶.

Ce qui ne signifie pas que les journaux anglo-américains et européens adoptaient l'humanitarisme en tant que tel ou qu'ils cherchaient à protéger les victimes de la violence par principe. Ni que ces opinions freinaient en quelque manière la conduite effective de la violence d'État. Mais on suggère par là que même au sein des métropoles des empires industriels du monde et parmi des peuples peu enclins à s'interroger sur leur suprématie raciale ou le droit des puissants à dominer les faibles, l'exercice de la violence d'État était néanmoins pris en compte et débattu. De la civilisation procédait un code de conduite. Réflexion et examen approfondi s'imposaient. Pour être considérés comme « civilisés », donc, un État et ses agents (soldats ou forces de police) devaient se comporter de manière responsable. La démesure était rarement excusable. La réglementation du droit international de la guerre contribuait à répondre aux attentes dans ce domaine et offrait aux éditeurs de presse et au public en général un langage bien défini pour concevoir cette violence. Les Conventions de La Haye de 1899 et 1907 offraient un code de conduite permettant de juger les États.

Examinons, par exemple, la façon dont le journal de langue anglaise *The Japan Times* (publié à Tokyo) traitait, en 1900, des sujets tels que la guerre, la civilisation, le droit international et La Haye. En ce qui concerne la guerre des Boers, le quotidien relevait le 9 février que « nombreux étaient les commentaires traitant de la "guerre civilisée" » et il rendit compte à maintes reprises des horreurs résultant du conflit²⁷. Il reprit même un article publié dans la gazette militaire britannique *The Broad Arrow*, article qui présentait le droit de la guerre relatif aux uniformes militaires et la nécessité pour les soldats boers d'être reconnaissables comme soldats et non pas comme « ennemis irréguliers », une référence manifeste à l'emploi de francs-tireurs

25. Grace Jansen, « "White man's honour": The Congo Free State, the *Manchester Guardian* and British national honour 1904-1907 », BA(Hons) dissertation, University of Auckland, 2017.

26. Entre 1899 et 1914, les éditeurs du *Sumatra Post* se livrèrent à des débats fréquents et incendiaires au sujet des actes de violence impériale au sein ou en dehors des Indes orientales néerlandaises.

27. *Japan Times*, 9 fév. 1900, p. 4.

lors de la guerre franco-prussienne de 1870-1871 et aux Conventions de La Haye précisant qui était un soldat légitime et qui ne l'était pas²⁸. *The Japan Times* porta également son attention sur les protestations mondiales qu'occasionna le rôle de la Grande-Bretagne dans la guerre et invoqua La Haye comme repère de comportement approprié en temps de guerre. Il releva que les citoyens de Boston fustigeaient la Grande-Bretagne comme étant « un tyran parmi les nations – au lendemain de la Conférence internationale de la paix de La Haye²⁹ ». Il éditait enfin un long éditorial consacré à Jean de Bloch, auteur bien connu de *Is War Now Impossible* (1898) et 'grand-père de la Conférence de la Paix [de La Haye]', qui pensait qu'une intervention européenne dans la guerre était improbable parce que les Conventions de La Haye n'avaient pas été ratifiées mais qui proclama également : « Mon opinion est que cette guerre est devenue le complément de la Conférence de la Paix [de La Haye], qu'elle fait valoir ses résultats et justifie ses travaux, qu'elle est un exemple de son utilité et une preuve de la nécessité de la paix.³⁰ »

À propos de la révolte des Boxers et de l'hostilité grandissante entre la Russie et le Japon au sujet de la péninsule coréenne, *The Japan Times* examina le rôle important joué par le Japon dans l'ouverture de la Chine à la « civilisation moderne » et dans la promotion du droit des traités et des principes de La Haye³¹. Le quotidien s'employa également à modérer la russo-phobie qui sévissait au Japon en reprenant un éditorial du journal *Kokumin* louant la générosité du tsar Nicolas II pour son action dans l'organisation de la conférence de la paix de La Haye, considérée comme « l'un des événements les plus importants du XIX^e siècle », car elle plaçait la réglementation et l'évitement de la guerre dans le champ de la « politique concrète³² ». *The Japan Times* mentionna aussi à maintes reprises l'importance que revêtait la volonté des États-Unis de saisir la Cour permanente d'arbitrage pour procéder à une médiation et limiter l'impact de l'intervention internationale lors de la révolte des Boxers³³. En septembre, il réédita un éditorial du *Times* de Londres qui demandait que toute action punitive menée à l'encontre des Boxers soit conduite conformément au droit international et non pas dans un esprit de vengeance : car « toute punition vindicative » serait « indigne

28. *Japan Times*, 11 janv. 1900, p. 4.

29. *Japan Times*, 28 fév. 1900, p. 4.

30. *Japan Times*, 17 mars 1900, p. 4.

31. *Japan Times*, 28 juin 1900, p. 4.

32. *Japan Times*, 20 mars 1900, p. 2.

33. *Japan Times*, 9 juin 1900, p. 4 ; 13 nov. 1900, p. 4.

de la civilisation³⁴ ». L'année suivante il réédita un discours d'un membre du Parlement britannique qui demandait au gouvernement l'assurance que les soldats engagés en Chine se conformaient aux Conventions de La Haye et ne s'adonnaient ni au pillage ni à quelque autre « indignité³⁵ ».

Les éditeurs du *Japan Times* reprenaient souvent ces mêmes idées pour apprécier plus largement le rôle du Japon dans le concert des nations, laissant entendre que le pays devrait être considéré comme tout aussi civilisé que n'importe quel autre pays car il respectait le droit international de la guerre. En janvier 1900, le journal réédita un article de la *National Review* qui qualifiait le Japon d'« État de niveau le plus élevé » et estimait que ce pays, à l'instar des États-Unis, se trouvait idéalement situé pour promouvoir une politique « de la porte ouverte » en Chine. Selon cet article, le Japon avait montré qu'il était à même de « faire la guerre de façon civilisée », conformément aux principes du droit international, et que « les Japonais eux-mêmes, dans leur œuvre civilisatrice et colonisatrice, avaient pris exemple sur la Grande-Bretagne³⁶ ». Au mois de février, il rendit compte d'un discours du ministre de la Justice japonais faisant valoir que si les Chinois désiraient être au premier rang du commerce mondial, il leur faudrait tout d'abord se conformer aux normes de civilisation en vigueur dans le monde³⁷. L'importance que revêtaient ces notions aux yeux des éditeurs du *Japan Times* ressort clairement de leur publication d'une lettre écrite par un expatrié britannique à Tokyo en octobre 1900, lettre qui répondait à une autre missive adressée à la rédaction du magazine londonien *The Spectator*, et publiée par cet hebdomadaire. La lettre du *Spectator* laissait entendre que la race « jaune » japonaise représentait une « sérieuse » menace pour les Anglo-Saxons et que l'on ne pouvait compter sur elle pour maintenir l'ordre international en Chine. Le correspondant de Tokyo était outré devant l'incapacité de son compatriote britannique à percevoir que la participation loyale des Japonais dans la répression de la révolte des Boxers servait « les intérêts supérieurs de l'humanité » et, ce faisant, respectait « les canons de la civilisation³⁸ ». Après tout, le Japon n'avait-il pas expédié à Pékin une armée assez considérable et secouru des citoyens européens piégés dans le tourbillon de la violence³⁹ ?

34. *Japan Times*, 28 sept. 1900, p. 4.

35. *Japan Times*, 21 avril 1901, p. 4.

36. *Japan Times*, 13 janv. 1900, p. 4.

37. *Japan Times*, 13 fév. 1900, p. 3.

38. *Japan Times*, 13 oct. 1900, p. 4.

39. *Japan Times*, 11 juillet 1900, p. 2.

Il n'est donc pas surprenant de constater que le Japon respecta soigneusement le droit de la guerre durant la guerre russo-japonaise (1904-1905). Son gouvernement avait tout intérêt à se montrer l'égal des États européens dans le concert international des nations, en se conformant aux réglementations internationales propres à cette société⁴⁰. L'importance accordée au respect des normes juridiques internationales était profondément intégrée aux principes gouvernementaux de l'ère Meiji : *The Japan Times* rapporte que les examens auxquels étaient soumis les candidats intégrant, en 1901, la fonction publique japonaise, comportaient des questions traitant des relations entre le droit international et la conférence de La Haye de 1899, ainsi que des traités et des mesures d'embargo qui liaient l'État⁴¹. Durant le conflit, les forces militaires japonaises respectèrent le droit de la guerre. Elles traitèrent les prisonniers de guerre russes conformément aux Conventions de La Haye de 1899 et menèrent avec rigueur leur action contre la contrebande. Le gouvernement japonais alla jusqu'à nommer des juristes qui avaient pour mission de suivre les armées japonaises et de conseiller les responsables militaires sur ces questions⁴².

Cependant, la plupart des éditorialistes de journaux neutres déplorèrent le coût humanitaire de la guerre russo-japonaise. Le magazine new-yorkais *Vogue*, par exemple, rendit compte du conflit de 1905 comme d'une affaire sordide et affirma « qu'il restait bien peu de bravoure dans l'idée de la guerre » ; la guerre n'était guère plus qu'un « meurtre de masse » et seul « l'esprit de La Haye contribuait à la paix⁴³ ». La Deuxième Internationale socialiste, dont les membres traitaient généralement avec dédain l'esprit de La Haye, ne vit qu'horreur dans la guerre russo-japonaise et, à partir de 1905, se mobilisa avec plus d'ardeur contre le capitalisme guerrier⁴⁴.

Les compte-rendus que fit la presse internationale de la guerre italo-turque de 1911 firent aussi clairement apparaître que les principes de La Haye

40. Antony Best, « The Role of Diplomatic Practice and Court Protocol in Anglo-Japanese Relations 1867-1900 » in Markus Mösslang, Torsten Rottke (dir.), *The Diplomats' World. A Cultural History of Diplomacy 1815-1914*, Oxford, Oxford UP, 2008, p. 253. Cf. Gerrit W. Gong, *The Standard of « Civilization » in International Society*, Oxford, Clarendon Press, 1984, p. 4-6 ; Miriam Kingsberg, *Moral Nation: Modern Japan and Narcotics in Global History*, Berkeley, University of California Press, 2014 ; Kinji Akashi, « Japanese "Acceptance" of the European Law of Nations » in Michael Stolleis, Masaharu Yanagihara (dir.), *East Asian and European Perspectives on International Law*, Baden-Baden, Nomos, 2004, p. 17-21.

41. *Japan Times*, 9 oct. 1901, p. 3.

42. *Japan Times*, 5 juillet 1904, p. 3.

43. *Vogue*, 15 juin 1905, p. 856.

44. James Joll, *The Second International 1889-1914*, 2^e éd., Londres, Routledge, 1974, p. 108 ; Jay Winter, *Dreams of Peace and Freedom: Utopian Moments in the Twentieth Century*, New Haven, Yale UP, 2006, p. 44-46.

étaient résolument admis comme critères de comportement civilisé. Durant ce conflit les forces italiennes envahirent brutalement la ville libyenne de Tripoli, massacrant des civils. L'Empire ottoman protesta formellement contre ces agissements et invoqua les principes de La Haye pour étayer son argumentation⁴⁵. Les gazettes reprirent cette rhétorique : les unes condamnèrent fermement les Italiens, d'autres firent preuve de plus d'équilibre en stigmatisant la violence excessive exercée par l'un et l'autre camp comme injustifiée et barbare. Cependant, même le journal danois *De Haagsche Courant* dut admettre qu'aucun critère de comportement civilisé ni aucun article du droit international ne pouvait excuser les représailles italiennes féroces contre les habitants de Tripoli⁴⁶. Un autre journal du même pays, *Het Nieuws van de Dag*, disserta assez ironiquement sur « l'anachronisme » de la guerre à l'époque des Conventions de La Haye et cita un éditorial du *Berliner Morgenpost* qui dénonçait l'État italien « officiel » comme agent des normes internationales, tandis que ses citoyens « officieux » exerçaient une revanche criminelle contre des innocents. Le *Het Nieuws van de Dag* reprit aussi à son compte l'éditorial du *Daily News* qui estimait que « la civilisation était en grève » en Afrique du Nord et laissait entendre que les allégations italiennes selon lesquelles ils « apportaient la civilisation » à un peuple « non civilisé » ne résistaient pas à l'examen : que diraient les Italiens si la France envahissait la région méridionale « arriérée et non civilisée » de l'Italie en recourant à la même logique⁴⁷ ?

Les articles traitant de la guerre des Balkans (1912-1913) furent également émaillés de nombreux commentaires relatifs aux justes limites de la violence militaire⁴⁸. Par exemple, lorsque les Ottomans bombardèrent la cité bulgare de Varna en octobre 1912, non seulement le gouvernement bulgare vit-il dans cet événement une violation grossière des conventions de La Haye et donc des codes qu'on est en droit d'attendre des États civilisés, mais nombreux furent les journaux à relayer et défendre cette déclaration⁴⁹. Et que la Fondation Carnegie pour la paix internationale publie un rapport sur les Balkans en dit long. Ce rapport, qui fut à nouveau publié en 1993 suite à une nouvelle série d'atrocités dans cette région, illustre l'importance qu'avait, pour les contemporains, le langage de la modération et du droit dans la compréhension de la

45. *Berliner Volkszeitung*, 6 nov. 1911, p. 1-2.

46. *De Haagsche Courant*, 6 nov. 1911, p. 1.

47. *Het Nieuws van de Dag* (Amsterdam), 30 sept. 1911, p. 1.

48. Eugene Michail, « Western Attitudes to War in the Balkans and the Shifting Meanings of Violence, 1912-1991 », *Journal of Contemporary History*, 47, 2, 2012, p. 224-227.

49. Par exemple : *Berliner Volkszeitung*, 22 oct. 1912, p. 1 ; *Altonår Nachrichten* (Hamburg), 22 oct. 1912, p. 1.

guerre⁵⁰. Comme l'expliquait l'internationaliste américain Nicholas Murray Butler dans sa préface : le monde entier étant hypnotisé par les guerres, une enquête indépendante peut informer l'opinion publique sur la conduite de cette guerre mieux que n'importe quel article de journal ou document gouvernemental⁵¹. Et le représentant de la Russie au sein de la Fondation d'expliquer que ce rapport exprimait « la voix de l'Europe » et qu'il contribuait à amplifier la compréhension de la morale guerrière auprès du public⁵².

Comme le fait apparaître cette revue de presse, à l'orée de la guerre mondiale en 1914, les contemporains disposaient de tout un assortiment d'idées et de concepts moraux leur permettant de comprendre et de juger la violence guerrière. Idées et concepts qui les accompagnèrent lorsqu'ils s'engagèrent dans la première guerre mondiale. Bon nombre de ces idées étaient imprégnées des concepts de « civilisation », de rectitude morale et de la valeur du droit international. Bien sûr, « La Haye » n'était pas le seul marqueur culturel leur permettant de juger des « justes » limites d'un conflit guerrier, mais il jouait toutefois un rôle important. Comme nous le montre le travail d'Annette Becker, les années de guerre entre 1914 et 1918 normalisèrent la violence extrême et en firent une réalité tangible pour des millions de personnes. Les principes de La Haye eurent néanmoins leur importance dans ce laboratoire de violence. Ils contribuèrent à la compréhension, par les contemporains, des limites du droit et du non-droit en même temps que le conflit suivait son cours, et mit en relief les contradictions inhérentes à ce monde où une « guerre pour la civilisation » pouvait aspirer à des années d'après-guerre plus pacifiques. À tout le moins, La Haye contribua à faire progresser l'idée selon laquelle, en temps de guerre, des secours devraient être apportés aux victimes⁵³. Bien sûr, pas plus les conventions de La Haye que les règlements internationalistes qui les accompagnaient ne purent faire obstacle à la violence de la première guerre mondiale. Mais La Haye sut fournir (et continue à fournir) les outils grâce auxquels nous pouvons mesurer cette violence et élaborer un langage pour en discuter. ■

50. George F. Kennan (dir.), *The Other Balkan Wars. A 1913 Carnegie Endowment Inquiry in Retrospect with a New Introduction and Reflections on the Present Conflict*, Washington D.C., Carnegie Endowment of International Peace, 1993 ; D. M. Segesser, « Unlawful », p. 219.

51. Nicholas Butler, « Préface » in Dotation Carnegie pour la paix internationale, *Enquête dans les Balkans. Rapport présenté aux directeurs de la Dotation par les membres de la Commission d'Enquête*, Georges Crès, 1914, p. I-XIII.

52. W. Mulligan, *Great War...*, op. cit., p. 36.

53. Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism 1918-1924*, Cambridge, Cambridge UP, 2014, p. 1-12.

MATTEO STEFANORI

MÉMOIRES DES « CHEMISES ROUGES » : VOLONTAIRES ITALIENS EN FRANCE EN 1914-1915

TEXTE TRADUIT PAR GIULIA CASTORANI

Pour ceux qui depuis quelques temps ont forgé leur vie dans le formidable foyer du Front, toute la guerre finit par apparaître en une suite interrompue de tableaux. Des tableaux qui se succèdent et se superposent en une continuité fébrile, précipitée. Des tableaux sans formes, où l'on ne distingue rien, vivant uniquement dans des nuées de couleurs¹.

La « Légion garibaldienne » de 1914

L'histoire de la « Légion garibaldienne » qui se forma en France, au début de la Grande Guerre, sous les ordres de l'un des petits-fils de Giuseppe Garibaldi, représente un moment important dans la mobilisation « interventionniste » en Italie, qui culmina par les manifestations populaires du printemps 1915, ce que l'on nomme les « radieuses journées » de mai.

À peine quelques semaines après le début du conflit, Giuseppe « Peppino » Garibaldi (1879-1950) décida de gagner la France avec ses frères pour organiser un corps de volontaires italiens et combattre, au nom d'une Italie dont le gouvernement s'était déclaré neutre, aux côtés de son historique sœur « latine » contre le traditionnel et historique ennemi austro-allemand. Sous les auspices de son père Ricciotti (1847-1924), fils cadet de Giuseppe

1. Capitaine Oudanc (R. Canudo), *Jours gris et nuits rouges dans l'Argonne. Douze fresques de l'action garibaldienne*, Hélios, 1916, p. 73.

et Anita et « héros » de Dijon lors de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, Peppino Garibaldi obtint du gouvernement français l'autorisation à créer un corps d'environ 2 000 hommes dans la Légion étrangère. Entre fin décembre 1914 et début janvier 1915, le bataillon de volontaires italiens fut envoyé sur le front franco-allemand, où il participa à trois violents affrontements dans les forêts de l'Argonne, la « mangeuse d'hommes », selon la définition de ceux qui vécurent l'expérience de ce théâtre de combat. La nouvelle de la mort lors de la bataille de deux jeunes appartenant à la famille Garibaldi – les frères Bruno (1889-1914) et Costante (1890-1915) –, ainsi que celle de nombre d'autres volontaires italiens, se diffusa immédiatement en Italie : les quotidiens de l'époque dédièrent beaucoup d'espace à ce qui se passait au-delà des Alpes, exaltant le « sacrifice » de ces morts. À Rome, des milliers de personnes participèrent, émues, aux funérailles des petits-fils de Garibaldi, autour de la statue équestre du « héros des deux mondes » sur le Janicule.

Les trois batailles dans l'Argonne décimèrent la « Légion garibaldienne », qui fut donc dissoute par le gouvernement français quelques semaines après – également sur demande de son commandant, paraît-il. Les animateurs de ce corps de volontaires, les frères Garibaldi en tête, rentrèrent en Italie et, dans les mois suivants, participèrent à la mobilisation interventionniste en qualité de vétérans d'une avant-garde militaire ayant déjà vécu au front le « baptême du feu », comme représentants aussi d'une patrie encore en dehors du conflit mais désireuse d'y participer. Lorsque l'Italie entra officiellement en guerre en mai 1915, comme alliée de la Triple-Entente, les petits-fils du héros des deux mondes et de nombreux vétérans de l'expérience française s'engagèrent dans l'armée royale, encadrés dans les troupes régulières, et participèrent aux batailles sur le front des Dolomites, aux confins orientaux de la péninsule, contre les troupes austro-hongroises².

Comme le remarque Eva Cecchinato, à propos des mémoires garibaldiens du Risorgimento, « la sensation, la conviction de vivre ou d'avoir vécu quelque

2. Sur l'histoire de la « Légion garibaldienne » de 1914 : Pierre Milza, « La Légion des volontaires italiens dans l'armée française : une antichambre du fascisme ? » in P. Milza (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986, p. 143-154 ; P. Milza, *Voyage en Ritalie*, Plon, 1993, p. 277-286 ; Matteo Stefanori, « Dall'intervento in Argonna alle "Avanguardie garibaldine": la vicenda dei fratelli Garibaldi », *Clio, Rivista Trimestrale di Studi Storici*, XLII, n° 1, 2006, p. 51-69 ; Hubert Heyriès, *Les garibaldiens de 14. Splendeurs et misères des chemises rouges en France de la Grande Guerre à la seconde guerre mondiale*, Serre éditeur, 2005 ; Eva Cecchinato, *Camicie rosse. I garibaldini dall'Unità alla Grande guerra*, Rome-Bari, Laterza, 2007, p. 227-312 ; Marco Cuzzi, *Sui campi di Borgogna. I volontari garibaldini nelle Argonne (1914-1915)*, Milan, Biblion edizioni, 2015 ; Piero Crociani, *I garibaldini dell'Argonne. Francia 1914-1918*, Rome, Arti Grafiche Picene, 2015.

chose de mémorable, justifie l'écriture de journaux, lettres, mémoires garibaldiens³ ». De même, les vétérans de la « Légion garibaldienne » en France sentirent le besoin de laisser eux aussi un témoignage de celle qu'ils considéraient comme une véritable « épopée », qui s'inscrivait dans le cadre d'une glorieuse tradition de campagnes militaires commencée lors du Risorgimento par Giuseppe Garibaldi et continuée par ses fils et petits-fils. Bien souvent, les auteurs des mémoires et des écrits de cette expérience avaient déjà participé à d'autres expéditions garibaldiennes à la fin du XIX^e siècle en Grèce (1897) ou au début du XX^e siècle dans les Balkans (1911-1913). Les hommes qui laissèrent leur témoignage, dans la plupart des cas, appartenaient à une élite bourgeoise et cultivée; ils étaient fort conscients de la signification politique et symbolique de leur choix de partir et combattre en France et voulaient publier leurs mémoires pour ces raisons, à quelques exceptions près. Il faut donc compter les auteurs de ces mémoires dans la première des trois catégories utilisées par l'historien Hubert Heyriès pour classer les volontaires de la Légion : les « politiques », à savoir ceux qui donnaient un sens idéologique et militant à leur enrôlement⁴. Alignés sur des positions républicaines et proches des idéaux patriotiques du Risorgimento et de Mazzini, comme dans le cas des frères Garibaldi, des représentants socialistes et anarchistes faisaient également partie de ce groupe. À leur côté – et à leur suite – il y avait tous les autres : les Italiens émigrés en France, qui avaient une conscience politique plus faible et s'étaient enrôlés surtout pour amour du pays qui les avait accueillis; des simples aventuriers; enfin des délinquants communs, des chômeurs et d'autres personnes qui fuyaient la misère et espéraient pouvoir revenir un jour dans leur patrie acclamés pour leur entreprise militaire. Une composition qui reflétait celle des bandes de volontaires qui avaient participé aussi aux expéditions garibaldiennes en Amérique latine, en Italie pendant le Risorgimento, en Grèce et ailleurs dès la seconde moitié du XIX^e siècle. Comme le souligne Peppino Garibaldi lui-même, parlant des hommes à ses ordres :

Je ne peux pas exclure que, parmi cette foule, il y eut des hommes non parfaitement honorables, mais comme le disait mon grand-père, ses soldats ne devaient pas avoir un casier judiciaire chargé ou vierge, ils devaient avoir du courage⁵.

3. E. Cecchinato, *Camicie rosse...*, op. cit., p. 185.

4. H. Heyriès, *Les garibaldiens de 14...*, op. cit., p. 121.

5. « Non escludo che in tutta questa massa vi fosse qualcuno non perfettamente onorato, però come diceva mio Nonno: i suoi soldati non dovevano avere la fedina criminale pulita o sporca, dovevano avere del coraggio »; Archives Associazione Nazionale Veterani e Reduci Garibaldini (ANVRG), Musée

Les mémoires et les écrits examinés pour cet essai ne représentent pas exhaustivement la composition sociale de la Légion, ils peuvent également être considérés comme reflétant les différents esprits qui animèrent le bataillon garibaldien⁶.

« Pour Trente, Trieste et la Dalmatie ! »

Des motivations communes rassemblaient ces volontaires, indépendamment de leur origine sociale ou de leur milieu culturel. Comme ils le déclarent dans tous les écrits, le choix de partir pour la France et de s' enrôler dans les rangs garibaldiens obéit au désir de contester la décision du gouvernement italien qui s'était déclaré neutre dans le conflit venant de se déclencher. Fortement opposés à toute hypothèse de négociation secrète et diplomatique, ces volontaires préféraient l'action et la célébraient, étant convaincus que seule une participation active à la guerre aurait permis à l'Italie de regagner les « terres irrédentes » (Trente, Trieste et la Dalmatie), encore sous la domination des Autrichiens :

Nous étions pris d'une grande tristesse en pensant que le gouvernement de notre Pays, en se déclarant neutre, ne soutenait pas les droits de notre patrie en faveur de nos frères opprimés sous le joug de l'Autriche. Nous aurions été tellement plus heureux si, au lieu d'offrir notre vie à des nations étrangères, tout en

des Cultures Villa Garibaldi, Riofreddo (Rome), Mémorial de Peppino Garibaldi, *Raccolta di documenti riguardanti l'opera della direzione del Partito repubblicano e le sue influenze sul 4° Rto di Marcia Legione garibaldina*, Paris, 1^{er} mai 1915, p. 7.

6. Les écrits pris en considération pour cette contribution sont : Georges Boucheron, *L'assaut, l'Argonne et Vauquois avec la 10^e division 1914-1915*, Perrin et Cie, 1917 ; Capitaine Oudanc (Ricciotto Canudo), *Jours gris et nuits rouges en Argonne...*, op. cit. ; Ugo Cappuccino, *Le ultime camicie rosse nella Grande Guerra d'Europa : impressioni e ricordi*, Rome, Casa del Libro, 1936 ; Ricciotti Garibaldi, *Da Digione all'Argonna. Memorie eroiche di Ricciotti Garibaldi*, raccolte da G. A. Castellani, Milan, Trèves, 1915 ; R. Garibaldi, *Legioni Rosse. Memorie patriottiche di Ricciotti Garibaldi*, Milan, Modernissima, 1921 ; Giuseppe Chiostergi, *Diario Garibaldino e altri scritti*, Milan, Associazione mazziniana italiana, 1965 ; Gino Coletti, *Peppino Garibaldi e la legione garibaldina*, Bologne, Poligrafico Emiliano, 1915 ; Xavier Derfner, *Les mémoires d'un légionnaire garibaldien*, Delmas, 1961 ; Ricciotti Garibaldi, *I fratelli Garibaldi dalle Argonne all'intervento*, Milan, Edizioni garibaldine, 1933 ; Henry-Jacques Hardouin, *L'épopée garibaldienne 10^e D.I. française 1914-1915 en Argonne*, Debrasse, 1939 ; Camillo Marabini, *La rossa avanguardia delle Argonne*, Milan, Rava & C., 1917 ; C. Marabini, *Les garibaldiens de l'Argonne*, Payot et Cie, 1917 ; Livio Pivano, *L'interventismo 1914-1915. Remo Sampol eroe garibaldino*, Milan, Associazione mazziniana italiana, 1966 ; Maffeo-Charles Poinso, *Au service de la France, les volontaires étrangers de 1914*, Dorbon-Ainé, 1915 ; Massimo Rocca (Liberio Tancredi), *Dieci anni di nazionalismo fra i sovversivi d'Italia 1905-1915*, Milan, Rinascimento, 1918.

conservant les traditions de notre famille, nous avons pu la mettre au service de notre Patrie⁷!

C'est le commentaire de Ricciotti Garibaldi Jr. (1881-1951), petit-fils de Giuseppe Garibaldi et fils de son cadet Ricciotti, à propos du choix de partir pour la France. En réalité, de nombreux volontaires auraient souhaité combattre justement dans ces terres, la Dalmatie surtout : « Aller vers le feu, maintenant, ici contre les Allemands, et après voler en Dalmatie, ce serait le rêve : une aura d'épopée effleurerait alors notre action! », écrivait dans le journal adressé à sa fiancée le volontaire républicain Giuseppe Chiostergi (1889-1961)⁸. À l'appui de cette hypothèse, juste pendant les mois de formation de la Légion aux ordres de Peppino Garibaldi, on relève que le Partito repubblicano italiano aussi ressembla, à Nice, quelques centaines de volontaires destinés à former une légion portant le nom de Giuseppe Mazzini. Toutefois, cette possibilité fut immédiatement exclue par le gouvernement français et ses dirigeants militaires, qui n'avaient aucune intention d'envoyer des Italiens dans d'autres théâtres de guerre que les français. Face à cette décision, l'initiative des républicains s'effrita rapidement, alors que celle des garibaldiens progressa : quelques dizaines de volontaires arrivés à Nice décidèrent alors de ne pas rentrer en Italie et de continuer l'aventure, rejoignant les hommes guidés par Peppino Garibaldi, qui suivaient leur entraînement dans les villes de Nîmes et de Montélimar. Quand la perspective de combattre dans les terres irrédentes s'évanouit, l'engagement sur le front franco-allemand trouva en effet une justification également valable dans l'aversion pour l'agresseur allemand et l'historique ennemi autrichien, ainsi que dans le sentiment de « fraternité latine » qui unissait idéalement les peuples italien et français :

Nous irons en France. Car c'est sur les champs de la Belgique ensanglantée, amputée, que les destins d'Europe seront décidés, puisque ce n'est pas une masse d'armées qui se tend de la mer à la Lorraine, mais une immense barricade, où l'on combat la deuxième révolution. En 1789 pour le droit de l'homme. En 1914 pour le droit des nationalités⁹.

7. « Una grande tristezza ci dominava pensando che il governo del nostro paese, con la dichiarazione della neutralità, non sosteneva i diritti della nostra patria in favore dei nostri fratelli oppressi sotto il giogo dell'Austria. Quanto più felici saremmo stati se invece di offrire la nostra vita a nazioni straniere, pur continuando le tradizioni della nostra famiglia, l'avessimo potuta mettere al servizio della nostra Patria! », R. Garibaldi, *I fratelli Garibaldi...*, op. cit., p. 13.

8. « Andare al fuoco, ora, qui contro i tedeschi e poi volare in Dalmazia sarebbe il sogno : solo allora un'aura di epopea sfiorerebbe la nostra azione! », G. Chiostergi, *Diario Garibaldino...*, op. cit., p. 106.

9. « Noi andremo in Francia. Perché è sui campi del Belgio insanguinato, amputato, che si decideranno i destini d'Europa. Poiché quella che è tesa dal mare alla Lorena non è una massa d'eserciti, è un'immane

De Dijon à l'Argonne : dans le sillon de la « tradition garibaldienne »

Beaucoup de mémoires rappellent souvent la guerre des Vosges de 1870-1871 à laquelle avait participé justement le fils de Garibaldi, Ricciotti, père du commandant de la Légion de 1914. Faire référence à cette expédition servait aussi à établir une continuité historique et « familiale » de la nouvelle initiative avec les batailles du Risorgimento : à Dijon, Giuseppe Garibaldi avait passé le témoin à son fils Ricciotti, qui maintenant en faisait de même avec ses propres fils. C'étaient surtout les héritiers du héros des deux mondes qui insistaient, dans leurs écrits, sur le thème de la tradition militaire garibaldienne : au-delà de la dimension symbolique et de sa force évocatrice et mobilisatrice, leur but était également celui de se légitimer comme indiscutables – et uniques – chefs militaires dans le groupe des volontaires et, si possible, comme interlocuteurs politiques privilégiés aux yeux des autorités gouvernementales italiennes et des autres pays en guerre.

Le souvenir des vicissitudes du Risorgimento et du XIX^e siècle, en tout cas, n'est pas seulement une référence historique et mythique : il est souvent un élément fondamental de la vie de ceux qui participèrent à la Légion de 1914, puisque nombre d'entre eux avaient déjà participé à d'autres « expéditions garibaldiennes ». Leurs écrits s'inspiraient des traditionnels mémoires garibaldiens, des mémoires caractérisés par un style rhétorique bien précis et par une façon de décrire les personnages et les épisodes à l'aide d'images et de *topoi* fort bien reconnaissables. Au cœur de cette littérature, il y avait par exemple la figure du général Garibaldi, héros romantique, homme du miracle, peint avec des détails physiques qui entrèrent dans l'imaginaire collectif : sa barbe, sa canne, sa voix, sa manière de s'habiller sont autant d'aspects gravés dans la mémoire non seulement de ceux qui suivent ce grand chef, mais aussi de ceux qui le voient une fois seulement, ou pas du tout, en personne. Paul Ginsborg observe que le succès du mythe romantique de Garibaldi est lié à sa capacité de conjuguer, surtout dans l'épisode-symbole de l'expédition des Mille, « passion et discipline », à savoir la capacité d'enflammer les cœurs et en même temps d'avoir la lucidité pour diriger les forces dont il disposait de manière aussi réfléchie qu'efficace¹⁰. Toutefois, la légende garibaldienne

barricata, ove si combatte la seconda rivoluzione. Nel 1789 per il diritto dell'uomo. Nel 1914 per il diritto delle nazionalità », C. Marabini, *La rossa avanguardia...*, *op. cit.*, p. 20.

10. Paul Ginsborg, « Romanticismo e Risorgimento : l'io, l'amore e la nazione » in Alberto Maria Banti et P. Ginsborg (dir.), *Storia d'Italia, Il Risorgimento*, « Annali », vol. 22, Turin, Einaudi, 2007, p. 64.

n'est pas édifiée uniquement autour d'éléments héroïques et symboliques; elle porte aussi en son sein un autre aspect, celui du quotidien et de la tendance à « deshéroïser » les choses et les personnes¹¹.

C'est exactement le but des récits d'épisodes de la vie quotidienne de la troupe, des descriptions affectueuses des compagnons d'armes. Les tableaux de vie de camaraderie brossés souvent par les auteurs font partie de ce que Gaetano Mariani a défini comme le « bozzettismo epico » des écrits garibaldiens, à savoir la tendance à « faire jaillir l'épique de la représentation d'un détail insignifiant et [à] projeter ce détail dans une perspective n'étant plus du tout contingente¹² ». Le sentimentalisme, la pensée tournée souvent loin, vers les personnes les plus chères, la nostalgie du pays sont autant d'éléments coexistant avec l'esprit d'aventure et le désir pressant d'agir sur le champ de bataille. Leurs écrits procèdent « par croquis » (« bozzetti »), le tableau d'ensemble étant le résultat de la narration d'épisodes particuliers tracés avec un réalisme impressionniste, ou de l'ensemble d'impressions suscitées à chaud par l'événement ou la situation qui vient d'être vécue. Dans leurs mémoires les points de vue humain et héroïque coexistent toujours¹³. Toutefois l'écrivain italien Giani Stuparich, qui participa comme soldat à la Grande Guerre, affirme dans l'introduction d'un recueil d'écrits garibaldiens qu'après l'unification italienne, le style narratif des vétérans du Risorgimento changea : dans leurs récits, les mêmes protagonistes cherchèrent à transformer la « réalité héroïque » garibaldienne en mythe absolu et épopée. « La spontanéité des faits fut trahie par la grandiloquence [...]; le sentiment se fit sentimentalisme, la poésie intime des faits garibaldiens art oratoire apparent.¹⁴ »

Il semble donc que ceux qui écrivaient leurs mémoires pour rappeler l'expérience de la Légion garibaldienne puisèrent dans ce courant littéraire, dont ils étaient probablement imbibés. Dans les pages de son *Diario garibaldino*, Giuseppe Chiostergi, préoccupé par l'inactivité de la troupe et anxieux à l'idée d'être envoyé au front, montre clairement ce lien culturel unissant les « garibaldiens de 1914 » et ceux du Risorgimento, ainsi que le désir de renouveler la tradition :

Hier, je lisais *Da Quarto al Volturno* de Abba. Ce fut une véritable entreprise garibaldienne. Maintenant tout dégénère. Mais nous espérons toujours écrire une

11. Cf. Lucy Riall, *Garibaldi, l'invenzione di un eroe*, Rome-Bari, Laterza, 2007.

12. Gaetano Mariani (dir.), *Antologia di scrittori garibaldini*, Bologne, Cappelli, 1960, p. 29.

13. Paolo Ruffili (dir.), *Antologia degli scrittori garibaldini*, Milan, Mondadori, 1996, p. 12-14.

14. Giani Stuparich (dir.), *Scrittori garibaldini*, Cernusco sul Naviglio, Garzanti, 1948, p. XVI-XVII.

page d'histoire digne de notre Italie et de nos idées... quoique le doute assaille parfois¹⁵.

Images, idées, expressions et lieux communs repris et parfois manipulés selon l'intérêt spécifique du récit¹⁶. C'est encore Chiostergi qui, le 3 janvier, dresse ce tableau de ses compagnons au repos, nous donnant un exemple classique du « bozzettismo epico » :

Il y a Saccavino, le goujat de la compagnie, qui souffle comme un bœuf pour allumer le feu et qui refuse de nous faire la flambée souhaitée : le bois est vert et trempé d'eau et de boue. Il y a Panerai, un grand bavard livournais qui n'arrête jamais de parler. Il faudrait écouter les disputes entre eux : n'importe quel sujet fait l'affaire. L'un parle vénitien (Saccavino est frioulan) et l'autre toscan, et ils mettent tout dans le même sac. Il y a Potocco, qui a les pieds malades, ne peut pas bouger et voudrait être envoyé dans un hôpital, mais le médecin ne peut pas ; il y a Favillo, le Génois silencieux, socialiste ; Martini, génois lui aussi, boulanger, républicain, un type impétueux ; il y a Montanari, le typographe de Faenza, et ses nerfs d'acier malgré son âge ; finalement, Rovida, le vieil oncle, un peu hargneux parfois, mais l'un des meilleurs sans aucun doute... et moi, le plus calme, mais préoccupé sans cesse par la correspondance... et, tous ensemble, nous vivons cette vie à moitié sauvage, tant bien que mal¹⁷.

Un autre volontaire, l'anarchiste Gino Coletti (1893-1976), dresse d'autres portraits typiquement « garibaldiens » des hommes de la Légion, dans la partie finale de ses mémoires. « Le plus âgé » de la troupe est le sergent Mori :

Il a soixante ans, [...] il a participé à la campagne de 1870-1871 aux côtés de Garibaldi. Cultivé, d'origines italiennes, il parle très bien notre langue. [...] En 1870, le général Ricciotti Garibaldi n'en voulait pas de lui car il était trop jeune ;

15. « Ieri mattina leggevo *Da Quarto al Voltorno* di Abba. Lì c'è stata un'impresa veramente garibaldina. Ora tutto traligna. Ma speriamo sempre di scrivere una pagina di storia degna della nostra Italia e delle nostre idee... senonché assale il dubbio talvolta », G. Chiostergi, *Diario garibaldino...*, op. cit., p. 104.

16. Alberto Mario Banti, *La nazione del Risorgimento : parentela, santità e onore alle origini dell'Italia Unita*, Rome-Bari, Laterza, 2000, p. III.

17. « C'è Saccavino, il fachino della compagnia, che soffia come un mantice per accendere il fuoco che non vuol saperne di far la fiammata desiderata: la legna è verde e inzuppata d'acqua e di fango. C'è Panerai, un chiacchierone livornese che non la finisce mai di parlare. Bisognerebbe sentire le dispute fra questi due: ogni argomento è buono. Uno parla veneto (Saccavino è friulano) e l'altro toscano e fanno d'ogni erba un fascio. C'è Potocco, malato ai piedi, che non si può muovere, il quale vorrebbe essere inviato in un ospedale, ma il dottore non può; c'è Favillo, il silenzioso genovese, socialista; Martini anche lui genovese, fornaio, repubblicano, tipo irruento; c'è Montanari, il tipografo faentino, tutto nervi nonostante l'età; infine Rovida, il vecchio zio, un po' bisbetico a volte, ma uno dei migliori senza dubbio... e poi io, il più calmo, però con la preoccupazione continua della corrispondenza... e, tutti insieme, si passa la vita semiselvaggia, alla meglio », G. Chiostergi, *Diario garibaldino...*, op. cit., p. 128.

cette fois, le colonel Bertin n'en voulait pas car il est trop âgé. Mais « Monsieur Mori » ajoute qu'il y a une autre raison, en plus de son âge : le colonel Bertin est un clérical, et lui il est un anticlérical¹⁸.

Le Génois Bruno Gatti, surnommé « le chaton », est au contraire très jeune. Fils d'un républicain, à seize ans seulement il s'était enfui déjà à l'insu de ses parents pour s'enrôler volontaire, d'abord à Nice, ensuite avec les garibaldiens. Il y a aussi « Clairon de Malheur », considéré comme la « trompette la plus originale de la Légion » : fils d'Italiens, né en France près de Marseille, il avait fait son service régulier dans l'armée française avec les Chasseurs d'Afrique lors de la campagne au Maroc, lors de laquelle il avait été blessé. Quand la guerre éclata et que l'armée ne le rappela pas, il se porta volontaire. Dans le bataillon, il y a aussi le lieutenant Lamberto Duranti – que nous rencontrerons à nouveau –, originaire d'Ancône :

Bon, gentil, il avait toujours le sourire aux lèvres et la mort, jalouse, a voulu le prendre par la bouche et lui tordre sa gaieté inaltérable. Il venait des rangs actifs du Parti républicain [...]. Il avait participé bravement à l'insurrection albanaise et à la campagne de Grèce : Ricciotti Garibaldi l'avait nommé sous-lieutenant pour mérites de guerre¹⁹.

Umberto Cristini, classe 1878 :

Parmi les garibaldiens il est l'un des meilleurs : il a combattu vaillamment aux côtés du peuple dans toutes les révolutions de ses temps. Le champion de la Liberté : au Transvaal avec les Boers, à Lisbonne, au Mexique, en Grèce, au Venezuela. Sur tout train portant des volontaires à Montélimar, il y a des amis, des anciens compagnons d'armes du lieutenant Cristini : beaucoup d'entre eux le saluent en l'appelant « colonel Dewet »²⁰.

18. « Egli ha sessant'anni, [...] ha preso parte alla campagna del '70-'71 nelle file di Garibaldi. Colto, oriundo italiano, parla assai bene la nostra lingua. [...] Nel '70 il generale Ricciotti Garibaldi non lo voleva perché troppo giovane; questa volta il colonnello Bertin non lo voleva perché troppo vecchio. Ma il "Signor Mori" aggiunge, che c'è anche un'altra ragione, oltre la vecchiaia: il colonnello Bertin è clericale, egli è anticlericale », G. Coletti, *Peppino Garibaldi...*, *op. cit.*, p. 111-112.

19. « Buono, gentile, aveva il perenne sorriso sulle labbra: e la morte invidiosa gli è voluta entrare per la bocca a torcergli quella gaiezza inalterabile. Veniva dalle fila attive del Partito Repubblicano [...]. Prese parte alla insurrezione albanese e alla campagna di Grecia bravamente: Ricciotti Garibaldi lo aveva nominato sottotenente per merito di guerra », G. Coletti, *Peppino Garibaldi...*, *op. cit.*, p. 116-117.

20. « Fra i garibaldini è una delle figure più belle: tutte le rivoluzioni dei suoi tempi lo hanno visto strenuo combattente nelle file del popolo. Il paladino della Libertà: al Transval coi Boeri, a Lisbona, al Messico, in Grecia, al Venezuela. Ogni treno che porta volontari a Montelimar, porta amici, vecchi compagni d'armi del tenente Cristini: molti lo salutano chiamandolo "colonnello Dewet" », *ibid.*, p. 117-118.

Et encore, parmi d'autres, le journaliste Augusto Alziator, « avec sa barbe touffue et inculte, la cravate de travers, le pantalon trop large. Il n'est pas [...] le typique journaliste *blaguer* : son âme est chargée de romantisme et son cœur aspire aux entreprises hardies, même s'il ne le laisse pas deviner²¹ ».

La vie quotidienne des soldats pendant les mois d'instruction ou sur la ligne du front est souvent racontée avec crânerie et ironie, glissant parfois dans le comique lors des descriptions, à l'aide aussi d'images stéréotypées de leur unique « nature garibaldienne » :

Le soir, quand les volontaires se rassemblent autour du feu et chantent en chœur les chansons de leur lointaine patrie, les chiens aboient à la lune. C'est un *crescendo* qui augmente d'intensité jusqu'à l'intervention du caporal de service. – Au lit, les hommes. Une demi-douzaine de projectiles de tout type lui répond, le frappant sur la tête. Ah, la discipline garibaldienne²² !

L'indiscipline de la troupe – évoquée aussi par les autorités françaises de l'époque – n'entame pas l'esprit du corps de volontaires. L'obéissance au chef n'est jamais en question : Peppino Garibaldi est reconnu pour ses capacités militaires, en plus du nom qu'il porte, illustre et digne du plus grand respect. La hiérarchie au sein de la troupe est respectée mais elle ne crée aucune distance entre les hommes et leurs officiers : les soldats traitent leur commandant avec déférence, mais ils le considèrent aussi comme un compagnon de bataille, qui leur est proche. Surtout la représentation du chef pendant la bataille rappelle de manière évidente des descriptions de Giuseppe Garibaldi. L'on peut par exemple comparer les mots du poète et patriote italien Giuseppe Cesare Abba, déjà cité dans les mémoires de Chiostergi, avec ceux de Camillo Marabini (1887-1965), garibaldien républicain et volontaire en 1914 :

Là [à Calatafimi, en Sicile, pendant l'« expédition de Mille » en 1860], je vis Garibaldi à pied, l'épée dégainée sur l'épaule droite, avancer lentement et observer toute la nation. Tout autour de lui les nôtres tombaient, et plus encore ceux avec la chemise rouge. Bixio courut au galop pour le mettre à l'abri et le faire monter sur son cheval, en lui criant :

21. « Con la barba piena e incolta, la cravatta storta, i pantaloni cascanti. Non [...] il solito giornalista *blaguer*: ha l'anima satura di romantiche e il cuore volto alle audaci imprese, per quanto non lo lasci indovinare », *ibid.*, p. 121.

22. « Quando la sera i volontari si radunano attorno al fuoco e cantano, in coro, le canzoni della patria lontana, i cani abbaiano alla luna. Ed il crescendo rossiniano aumenta d'intensità finché non interviene il caporale di servizio. – Andiamo a letto ragazzi. Gli rispondono una mezza dozzina di proiettili, di varia natura, sulla testa. Ah, la disciplina garibaldina! », C. Marabini, *La rossa avanguardia...*, *op. cit.*, p. 74.

- Général, vous voulez mourir comme ça ?
– Comment pourrais-je mourir mieux que pour mon Pays ? répondit le Général et, laissant la main de Bixio, il poursuivit l'air sévère. Bixio le suivit, respectueux²³.

Alors que Peppino observait à la jumelle les positions ennemies, une grenade explosa. La violence de l'explosion me jeta à terre. En me relevant, je vis Peppino, indemne, qui continuait à parler avec Levanier, tranquille comme si rien ne s'était passé ; dans sa main la *cravache* comme d'habitude. « Il a éloigné la grenade avec sa cravache ! », s'exclama le volontaire Pessina²⁴.

Dans les mémoires de Coletti, l'on trouve des représentations similaires qui ne se limitent pas seulement au chef mais s'étendent aussi à tous ceux qui portaient le nom du héros des deux mondes :

Peppino est réapparu : il nous avait précédés sur le terrain et revenait d'une inspection. Son visage est sévère et une ride sillonne son front. Avec son frère Ricciotti il saute les tranchées et disparaît au cœur de la forêt. Tous sont étendus à terre : les Garibaldi marchent droit. Les projectiles sifflent rageusement tout autour, comme s'ils voulaient les punir [...]. Nous tremblons, attendant qu'ils tombent d'un instant à l'autre. Ils viennent de passer devant un grand tronc d'arbre, et une rafale le crible en lui ouvrant l'écorce, la déchiquetant. Peppino se tourne en souriant et l'indique de la cravache à son frère²⁵.

La guerre représentée dans les mémoires est souvent une manifestation fanfaronne de courage et d'héroïsme, où les frères Garibaldi font figures de repères symboliques dans la narration des événements : Bruno, le premier de

23. « Là [à Calatafimi, en Sicile, pendant l'"expédition de Mille" en 1860] vidi Garibaldi a piedi, colla spada sguainata sulla spalla destra, andare innanzi lento e tenendo d'occhio tutta la nazione. Cadevano intorno a lui i nostri, e più quelli che indossavano la camicia rossa. Bixio corse di galoppo a fargli riparo col suo cavallo e tirandoselo dietro alla groppa gli gridava: – Generale, così volete morire? – Come potrei morire meglio che pel mio paese? – rispose il Generale e scioltesi dalla mano di Bixio, tirò innanzi severo. Bixio lo seguì rispettoso », Alberto Mario Banti, « La memoria degli eroi » in A. M. Banti et P. Ginsborg (dir.), *Storia d'Italia, Il Risorgimento, op. cit.*, p. 643.

24. « Mentre Peppino osservava, con il binocolo, le posizioni nemiche, una granata è scoppiata. Io sono stato gettato a terra dalla violenza dell'esplosione. Rialzandomi ho scorto Peppino, incolume, che seguiva a parlare con Levanier tranquillo in volto come se nulla fosse avvenuto; nella mano aveva la solita cravache. "L'ha allontanata con il frustino la granata!" Ha esclamato il volontario Pessina », C. Marabini, *La rossa avanguardia...*, *op. cit.*, p. 209.

25. « Peppino è riapparso: ci aveva preceduti sul terreno e tornava da un'ispezione. Ha il volto severo e una ruga gli solca la fronte. Col fratello Ricciotti scavalca le trincee laterali e si sperde nel folto del bosco. Tutti sono distesi a terra: i Garibaldi camminano diritti in piedi. I proiettili sibilano attorno ad essi con un furore rabbioso, quasi volessero punirli [...]. Noi tremiamo, ci pare di vederli cadere da un momento all'altro. Sono appena passati davanti ad un grosso tronco d'albero, che una scarica lo crivella aprendo la scorza, cincischiandolo. Peppino si volge sorridente e ne fa cenno col frustino al fratello », G. Coletti, *Peppino Garibaldi...*, *op. cit.* p. 48.

la famille qui mourut sur le champ, est décrit comme « fort et agile comme un cow-boy du Far West²⁶ ». Les volontaires sortent des tranchées et partent à l'assaut « à la baïonnette », comme dans les batailles du Risorgimento :

Les volontaires s'élançèrent à la contre-attaque. Qu'elle est belle la bataille! Bataille de mouvement et dans la forêt, tel qu'au Salto, en Sicile, au Volturmo, à Bezzecca, sur les Vosges, sur les montagnes de l'Épire; la bataille traditionnelle des garibaldiens : à la baïonnette²⁷!

Face à la « guerre moderne »

Mais c'est justement dans la description des combats que la réalité de la première guerre mondiale fait irruption, caractérisée par des situations extraordinaires et jamais vécues jusque-là même pour ceux qui, comme volontaires, étaient habitués à la vie militaire : la violence des batailles, les conditions de vie inhumaines dans les tranchées, la mort de masse. Les lieux où il faut dresser les campements comme livrer bataille sont en effet des plus hostiles et durs aussi pour un « garibaldien » :

Qui saurait décrire le front de cette guerre ? Partout des repères creusés, des baraquements, des arbres abattus, d'énormes trous laissés par les explosions des obus, des tas de décombres et puis des soldats dans la forêt, dans les fossés, dans les cabanes, en marche : des soldats, des soldats et encore des soldats. Et des coups de canon et de fusil; et des mitrailleuses et des avions et des dirigeables. Nous sommes seulement à deux kilomètres hors d'atteinte de l'artillerie²⁸.

Et encore :

La nuit, on ne repose pas, l'humidité nous empêche de dormir, les reins souffrent en raison de l'absence de paille et le jour, on a du mal à creuser des cabanes dans la terre; et le feu des fusils et des canons crépite tout autour... la guerre n'est

26. Capitaine Oudanc, *Jours gris et nuits rouges dans l'Argonne...*, *op. cit.*, p. 36.

27. « I volontari scattarono e si slanciarono al contrattacco. È la bella battaglia! Battaglia di movimento e per i boschi, come al Salto, come in Sicilia, come al Volturmo, come a Bezzecca, come ai Vosgi, come sui monti dell'Epiro; battaglia tradizionale dei garibaldini: alla baionetta! », U. Cappuccino, *Le ultime camicie rosse...*, *op. cit.*, p. 83.

28. « Chi saprebbe descrivere il fronte di questa guerra? Ovunque tane scavate, baraccamenti, alberi abbattuti, enormi buchi fatti dallo scoppiare degli obici, mucchi di macerie e poi soldati nei boschi, nei fossati, nelle capanne, in marcia: soldati, soldati e soldati. E cannonate, fucilate; e mitragliatrici e aeroplani e dirigibili. Siamo a soli due chilometri fuori tiro d'artiglieria », G. Coletti, *Peppino Garibaldi...*, *op. cit.*, p. 35.

certainement pas belle... ah, non, c'est une infamie infinie : il paraît impossible qu'elle puisse encore exister et que l'on projette froidement son arrivée. Des raisons de principe et des raisons contingentes, spécifiques de notre organisation, nous font considérer sceptiquement la poésie de la guerre²⁹.

Les volontaires perçoivent que le danger ne vient pas seulement des coups de canon de l'ennemi, mais aussi de la vie dans les tranchées et à l'arrière, du froid et de la neige, et de l'abrutissement sauvage qui plonge les soldats dans le « mal des tranchées³⁰ », un mal mystérieux qui frappe le physique mais surtout l'esprit des hommes. De nombreuses pages évoquent l'importance des moments de vie en commun entre les soldats, répétant les schémas du « bozzettismo », sans pour autant pouvoir cacher les inquiétudes ni les sensations de précarité constante des combattants. La guerre en effet est difficile et essentiellement nouvelle, donc les courts intervalles de repos entre une bataille et l'autre sont fondamentaux : le déjeuner, les instants de sommeil en quête d'un peu de chaleur dans les abris, les bavardages avec les compagnons, les heures consacrées à la vie privée, par exemple pour écrire à sa fiancée. Les objets qui apparaissent dans les moments de trêve, tels que la gamelle, le feu, les cigarettes, semblent parfois plus importants que les symboles militaires traditionnels, la « chemise rouge » ou la baïonnette. Après les trois violents combats de fin décembre 1914 et début janvier 1915, les soldats sont finalement écartés du front. Le volontaire Ricciotto Canudo (1877-1923), écrivain et critique de cinéma qui s'était établi en France depuis plusieurs années, décrit ainsi ceux qu'il définit comme des « somnambules fatigués » :

Sous le dos d'un serpent livide de fange, noueux et presque droit, qui est la rue principale du Claon, couronnée par l'église où est étendu sous les couleurs des deux nations le corps de Constante Garibaldi, des centaines d'hommes en haillons, durcis de glaise, se prélassent. Ils racontent. Ils ont eu enfin une soupe chaude, du vin et du tabac. Un besoin de parler, de hurler, les tient si fort, qu'ils chantent pour crier, ils se disputent pour hurler. Et toute heure qui passe est ici immédiatement lointaine. Les événements de la veille paraissent éloignés de plusieurs semaines³¹.

29. « La notte non si riposa, l'umidità ci impedisce di dormire, le reni soffrono della mancanza di paglia e il giorno si fatica a far capanne scavate nel terreno; e tutt'intorno crepita e romba il fuoco di fucileria e il cannone... non è certo bella la guerra... ah no, è un'infamia infinita: pare perfino impossibile che possa sussistere e si possa preparare freddamente il suo avvento. Ragioni di principio e ragioni contingenti, particolari alla nostra organizzazione, fanno pensare con scetticismo alla poesia della guerra », G. Chiostergi, *Diario garibaldino...*, op. cit., p. 125.

30. Capitaine Oudanc, *Jours gris et nuits rouges dans l'Argonne...*, op. cit., p. 121-122.

31. *Ibid.*, p. 48.

Les volontaires se heurtent surtout à la violence des combats au front; dans leurs mémoires, ils insistent même crûment sur des détails macabres :

Les garibaldiens qui, surpris sur l'instant, s'étaient arrêtés dans la troisième tranchée neutre, sautent au-delà. Le feu de deux mitrailleuses et des fusils les fauche. En premier on voit tomber l'*adjudant* Boni, le crâne fracassé par une balle *dum-dum* alors qu'il incitait : « Allez les hommes! » Le sergent Borna du 7^e le suit : il crie « Vive l'Italie! » Ses hommes répondent : « Vive Borna! » Mais une balle le frappe à la tête et il tombe. Le sang s'écoule à flots de sa blessure [...]. Une balle le frappe entre les yeux, lui écrase le nez et fracasse le crâne. Dans sa chute mortelle, la pointe de sa baïonnette glisse sur la poitrine d'un Allemand et rougit³².

Et encore, cette description de Canudo :

Nous vîmes, lancés dans les airs, des troncs humains, des bras, des têtes; des hommes mutilés qui restaient dans les arbres ou retombaient devant nous, sur nous, nous blessant, nous tuant, cadavres et morceaux de cadavres, sinistres et vengeurs³³.

La violence, le feu ennemi, les affrontements cruels : tout fait peur. Avant la bataille, des mots de tristesse émergent, des sinistres pressentiments sur le sort qui attend les soldats :

Duranti m'a donné sereinement ses dispositions.

– Je sens que cette fois ce sera mon tour. Tu diras aux miens que j'ai pensé à eux. Tu diras à... et le nom d'une femme.

– J'ai compris. Et voilà mes volontés aussi. Mais... et si on meurt tous les deux? Lamberto a réfléchi un instant. Puis il a souri : Et alors... bonsoir³⁴!

Dans ces moments, le réconfort n'est pas dans la religion : le volontaire garibaldien ne semble pas s'adresser à dieu mais à l'idéal pour lequel il combat. C'est grâce à la conscience d'agir pour la patrie qu'ils peuvent dépasser la peur de la mort et de la bataille. Pendant les cérémonies religieuses en l'hon-

32. « I garibaldini che, per un istante di sorpresa, si erano arrestati nella terza trincea neutra, saltano fuori dai parapetti. Il fuoco di due mitragliatrici e della fucileria li falcia. Cade primo l'*adjudant* (maresciallo) Boni col cranio fracassato da una palla *dum-dum* mentre incita: "Avanti ragazzi!" Il sergente Borna della 7^a lo segue: egli grida «Evviva l'Italia!» I suoi uomini rispondono: "Evviva Borna!" Ma una palla lo colpisce e la testa cade. Il sangue cola a rivi dalla ferita [...]. Una palla gli penetra tra occhio e occhio, gli sfraccella il naso e gli apre il cranio. La punta della sua baionetta striscia, nella caduta della morte, sul petto d'un tedesco e si arrossa », « G. Coletti, *Peppino Garibaldi...*, op. cit., p. 52-53.

33. Capitaine Oudanc, *Jours gris et nuits rouges dans l'Argonne*, op. cit., p. 54.

34. « Duranti mi ha dato serenamente le sue disposizioni. – Sento che questa volta mi tocca. Dirai ai miei che li ho pensati. Dirai a... e qui un nome di donna. – Ho capito. Ed eccoti anche le mie volontà. Ma... e se morremo tutti e due? Lamberto è stato un po' a riflettere. Poi ha sorriso: – E allora... buona sera! », C. Marabini, *La rossa avanguardia...*, op. cit., p. 152.

neur des soldats décédés, l'accent n'est pas mis sur les mots du prêtre célébrant la messe, mais sur les discours des généraux et des autorités militaires adressés au mort, comme pour signifier que le sacrifice des morts en bataille n'est pas immortel et mythique par la volonté de dieu mais grâce aux mots des militaires et des compagnons d'armes. Dans la même perspective peut se lire également la relation avec l'image de la femme. L'épouse, la fiancée, la mère, lointaines en patrie, apparaissent pendant la distribution du courrier ou dans les moments de repos, ou bien lors des appels aux femmes françaises :

Les garibaldiens avec leurs baïonnettes marchaient fiers, rigides, une profonde émotion dans leurs cœurs. D'une fenêtre de la maison de l'officier technique du Camp dépasse la tête d'une femme : elle a les larmes aux yeux. La tête se penche et une main agite un mouchoir : « Pauvres enfants! » Les soldats l'entendent et, agitant leurs mains, le sourire aux lèvres, répondent à ses larmes : « Au revoir maman! » car, pour tout soldat, chaque femme est sa « maman », chaque fille sa « bien-aimée », chaque vieille sa « grand-mère »³⁵.

Toutefois, dans ses derniers instants, le blessé s'adresse à son secoureur, disant qu'il meurt pour sa patrie et pour la nation italienne, tandis que les messages laissés par le mourant à sa bien-aimée sont beaucoup plus rares. La rhétorique des écrivains garibaldiens exalte ainsi l'exclamation lancée en mourant par Lamberto Duranti, protagoniste du dialogue mentionné ci-dessus : « Venez voir comment meurt un garibaldien. »³⁶

Au-delà des divisions : l'expérience unitaire de la guerre

Pierre Milza, analysant l'histoire du bataillon de volontaires garibaldiens, s'est demandé si cette Légion ne peut pas représenter une « antichambre du fascisme », en raison des choix politiques et sociaux des hommes qui la composaient³⁷. D'ailleurs, la plupart des protagonistes, y compris des membres

35. « I garibaldini colle baionette in resta passavano impettiti, rigidi, i petti gonfi di commozione. Da una finestra dell'abitazione dell'ufficiale tecnico del Campo una testa di donna fa capolino: i suoi occhi lucicano di lacrime. Il capo si sporge ancora di più e una mano sventola un fazzoletto: "Pauvres enfants!" (Poveri ragazzi!). I soldati la odono ed agitando le mani, col sorriso sulle labbra, rispondono a quel pianto: "Au revoir maman!" (Arrivederci mamma) poiché per il soldato ogni donna è la sua "mamma", ogni ragazza la sua "bella", ogni vecchia la sua "nonna" », G. Coletti, *Peppino Garibaldi...*, op. cit., p. 30.

36. « Venite a vedere come muore un garibaldino », Marabini, *La rossa avanguardia...*, op. cit., p. 155.

37. P. Milza, « La Légion des volontaires italiens dans l'armée française : une antichambre du fascisme? », in P. Milza (dir.), *Les Italiens en France...*, op. cit., p. 143-154.

de la famille Garibaldi, suivirent l'interventionniste Benito Mussolini non seulement en mai 1915 mais également pendant le « Ventennio » fasciste. Parus pendant la guerre ou immédiatement après, certains des mémoires des vétérans furent imprimés à nouveau en pleine période fasciste, s'insérant dans une production littéraire appuyant le régime. Il est indéniable que ces témoignages furent écrits aussi avec un but spécifique, lié à l'appartenance politique à un parti ou bien au simple intérêt personnel : par exemple afin que l'État les reconnaisse officiellement – voire avec une récompense économique – comme vétérans et volontaires garibaldiens. Si l'on s'en tient exclusivement aux mémoires rédigés immédiatement après l'expérience de l'Argonne, donc entre 1915 et 1918, l'on peut y repérer les pensées différentes des hommes présents dans le groupe³⁸.

En effet, ces mémoires contiennent des idées et des réflexions qui, d'un côté, se posaient dans le sillon d'une riche tradition d'expéditions organisées, à partir du Risorgimento, au nom de Garibaldi, des valeurs de liberté et de l'aide aux peuples opprimés ; de l'autre côté, les volontaires garibaldiens se trouvèrent à intervenir dans un contexte tout nouveau, celui de la première guerre mondiale. C'est pourquoi la caractéristique principale de ces écrits est représentée par cette alternance continue entre la volonté de rester liés, dans le style et dans les idéaux, à la tradition des mémoires du Risorgimento et, au contraire, l'irruption, parfois même inconsciente, de nouveaux thèmes sociaux et politiques du nouveau siècle, notamment la dramatique expérience de la guerre mondiale. Les divisions internes de la Légion qui, dans les années suivantes, débouchèrent sur des positions très différentes entre ses membres, d'adhésion ou opposition au fascisme, à ce moment-là, sur les champs de bataille de la Grande Guerre, trouvèrent une composition. La vision d'une mort nécessaire et le sacrifice des soldats décédés sont les éléments qui unissent dans un organisme unique tous les hommes de la Légion, au-delà des appartenances politiques ou sociales de chacun : « est-ce le prélude d'une Épopée, de grande Épopée sacrée par la Race méditerranéenne toute entière ? », s'interroge Canudo à la fin de ses mémoires, écrits à chaud, quelques mois après cette expérience³⁹. ■

38. Cf. Nicolas Beaupré, « De quoi la littérature de guerre est-elle la source ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n. 112, oct.-déc. 2011, pp. 41-55.

39. Capitaine Oudanc, *Jours gris et nuits rouges dans l'Argonne...*, op. cit., p. 197.

NICOLAS BEAUPRÉ

« L'EUROPE SE MEURT » EUROPE ET IDÉE EUROPÉENNE DANS LA POÉSIE FRANÇAISE ET ALLEMANDE DE LA GRANDE GUERRE

Le 9 avril 2018, les présidents français et portugais commémoraient ensemble le centenaire de la bataille de la Lys à Richebourg. À cette occasion le président de la République, Emmanuel Macron, déclarait : « La première guerre mondiale nous paraît aujourd'hui, avec nos yeux d'Européens, comme une guerre civile et fratricide.¹ » Présenter la Grande Guerre comme une « guerre civile européenne » devient un cliché irritant tellement cette image est le plus souvent galvaudée et avancée sans la moindre réflexion ni réflexivité, comme un mantra pacifiste à l'heure où une Europe politique patiemment construite connaît assurément une très grave crise. De prime abord, le cliché n'a en effet guère de sens tant l'idée de patrie et les nationalismes triomphèrent entre 1914 et 1918. Comme l'écrivent Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker : « Ce sont donc les patries qui l'emportent. Toutes les formes d'internationales [...] sont plus ou moins neutralisées.² » Pour l'immense majorité des contemporains de 1914, en effet, que ce soit par conviction ou simplement du fait de leur socialisation dans et par les nations en construction à la fin du XIX^e siècle, l'Europe ne représentait pas grand-chose, tout au plus un continent martyrisé par l'ennemi, mais certainement pas un horizon d'attente ou un idéal. L'idée européenne en tant que telle préexistait à la Grande Guerre mais elle n'était portée que par des juristes ou des intellectuels très

1. <https://twitter.com/EmmanuelMacron/status/983289446547193856> (consulté le 9 oct. 2019).

2. Voir Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Gallimard, 2000, p. 114.

minoritaires³. Pendant le conflit, elle fut défendue depuis leur exil suisse par une poignée d'activistes, pour la plupart eux aussi issus des classes intellectuelles ou artistiques⁴. De ce point de vue, parler de « guerre civile européenne » peut apparaître alors bel et bien comme un anachronisme pathétique, digne du film *Joyeux Noël*⁵.

Pour autant, à y regarder de plus près, cette expression est-elle si absurde et si anachronique ? Elle est certes très marginale et n'a pu concerner, dans le contexte si prégnant des cultures en guerre et des cultures de guerre, que quelques individus qui surent résister au *Zeitgeist* de la première guerre mondiale et s'identifier à un idéal européen ; parmi eux, des poètes.

Il est un art où la question européenne fut effectivement plus présente qu'ailleurs : la poésie. Certes, nous ne nierons pas que cet européisme poétique a été le fait d'une infime minorité de poètes combattants et non combattants, mais il n'en demeure pas moins que cette poignée de poètes français et allemands a bien fait de l'Europe un thème vivant de la poésie de 1914-1918. Certains osèrent même évoquer cette Europe dans le titre de leurs recueils comme le Français Jules Romains avec *Europe* (1916), l'Alsacien Yvan Goll avec son *Requiem. Für die Gefallenen von Europa* (1917), l'Allemand Johannes R. Becher avec *An Europa* (1916) ou encore le recueil posthume de Gerrit Engelke, tué le 13 octobre 1918 près de Cambrai, paru sous le titre *Rhythmus des neuen Europa* (1921)⁶. Hormis ces recueils, le nom d'« Europe » est également présent dans un bon nombre de titre de poèmes, comme celui qui donne son titre à cette contribution, « L'Europe se meurt⁷ » du poète expressionniste autrichien Albert Ehrenstein.

Le but de cette contribution est d'explorer ce – petit – corpus poétique de vers et de poèmes écrits pendant le conflit, au front, à l'arrière ou en exil, qui n'a guère été étudié ni par les spécialistes de la Grande Guerre, ni par

3. Voir Laurent Barcelo, *Paul d'Estournelles de Constant : l'expression d'une idée européenne*, L'Harmattan, 1995 ; Sophie Lorrain, *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande 1870-1925*, L'Harmattan, 1999 et Élisabeth du Réau, *L'idée d'Europe au xx^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 1996.

4. La littérature sur l'exil suisse pendant la Grande Guerre est fournie et ancienne. Parmi les travaux récents voir par exemple : Landry Charrier, *L'émigration allemande en Suisse pendant la Grande Guerre*, Genève, Slatkine, 2015.

5. Film réalisé par Christian Carion, 2005, 1h55.

6. Nous utiliserons les éditions suivantes : Yvan Goll, *Écrits pacifistes, poèmes et proses (1914-1920)*, Aspect, 2015 ; Jules Romains, *Europe. Poèmes*, Gallimard, 1960 ; Johannes R. Becher, *An Europa*, Leipzig, Kurt Wolff Verlag, 1916 ; Gerrit Engelke, *Rhythmus des neuen Europa*, Jena, Eugen Diederichs, 1929.

7. Titre du poème d'Albert Ehrenstein paru dans l'anthologie Yvan Goll (dir. et trad.), *Le cœur de l'ennemi* (1919), cité d'après *Écrits pacifistes...*, *ibid.*, p. 88.

ceux du pacifisme ou de l'idée européenne⁸, pour tenter de comprendre les usages que les poètes font de l'Europe en plein conflit mais aussi dans le but avoué de donner à lire des textes bien souvent oubliés. Ils expriment la colère contre une Europe coupable, exaltent le martyr de tout un continent et en particulier celui des jeunes soldats sacrifiés alors qu'ils appartiennent à la même patrie européenne, ou encore un horizon d'attente pour un après-guerre pacifié et transformé.

L'Europe coupable ?

Même s'ils sont rares dans le chœur des poètes pacifistes, certains ne se contentent pas de voir l'Europe et ses peuples comme les victimes de la guerre. Plusieurs d'entre eux comme Pierre-Jean Jouve ou Marcel Martinet ou encore Henri Guilbeaux ne se contentent pas d'accuser les responsables du conflit – hommes politiques, savants, intellectuels, hommes d'Église ou industriels –, même si ceux-là demeurent la cible principale de leur dénonciation. Ils déplorent aussi que les Européens y participent activement. Marcel Martinet, dans le poème qui ouvre *Les temps maudits*, s'adresse « aux esclaves », au « peuple d'Allemagne et de France » comme s'il ne formait qu'un seul et même peuple acceptant sa servitude et le fait d'être jetés les uns contre les autres, même si à la fin du poème Martinet ose encore espérer en un sursaut des fils de ce peuple :

Peuple d'Allemagne et de France
Enivré de ton reniement,
[...]
Je t'ai maudit avec tes maîtres,
Peuple servile, et j'ai douté⁹.

Dans son poème « Noël 1914 », Henri Guilbeaux, depuis la Suisse, déplore :

Sur l'Europe cavalcade un impétueux vent de folie
La méchanceté longtemps latente brûle universelle et pesamment délétère

8. La poésie reste en effet une source largement délaissée par les historiens. À ce sujet voir notamment Julia Ribeiro, « "Knowing you will understand": The Usage of Poetry as a Historical Source about the Experience of the First World War », *Alicante Journal of English Studies / Revista Alicantina de Estudios Ingleses*, 31, 2018, p. 109-124. Pour cette étude, nous nous appuyons sur un corpus de poèmes et de recueils – non exhaustif – prenant explicitement l'Europe pour thème.

9. Marcel Martinet, « Aux esclaves » in *Les temps maudits*, Paul Ollendorff, s. d. (1917), p. 1.

et les privilégiés se couvrent de l'écharpe épaisse et bigarrée de leur charlatanisme
Ils célèbrent, bénissent, haranguent les héros.
Ouvriers employés, bourgeois, tous à l'appel ont répondu dociles¹⁰.

Cette docilité, Pierre-Jean Jouve la dénonce encore plus brutalement dans son poème « Les Voix d'Europe » :

Tue! Tue!

Écoutez ce sont par millions les voix d'Europe,
Les cris par millions de l'Atlantique à la Pologne,
Toutes nos voix entre l'Océan et les montagnes

Tue! Tue!

Ce sont les voix les plus sages, les plus vraies d'Europe,
Les voix unanimes comme la terre,
Les voix formidables comme le sang!

Tue! Tue!

Ce sont les voix sacrées et savantes d'Europe,
Les voix à jamais enivrées de Raison,
Les voix jadis enchaînées à la chair faible et brûlante,
Qui depuis des milliers d'années approchaient de la délivrance¹¹.

Dans un autre poème paru dans le même recueil – *Vous êtes des hommes* de 1915 dédié « aux frères ennemis » –, Pierre Jean Jouve s'affirme cette fois « Pour l'Europe ». Mais ce poème, s'il exprime bien une « infinie pitié » pour les « peuples » européens, est plus ambigu qu'il n'y paraît car le poète constate avec un certain dépit :

Ainsi l'entente heureuse, la moyenne heureuse
Fut rompue.

L'amour de la journée d'été, nul homme au monde

Ne pouvait plus l'éprouver,

Car la fournaise, nuit et jour, était allumée.

Bon vouloir et miséricorde mourraient dès les premières heures;

Tous étaient nouveaux, tous se levèrent¹².

10. Henri Guilbeaux, « Noël 1914 » in *Du champs des horreurs*, Genève, Éditions de la revue Demain, 1917, p. 47.

11. Pierre-Jean Jouve, « Les Voix d'Europe » in *Vous êtes des hommes*, Éditions de la NRF, 1915, p. 22-24.

12. P.-J. Jouve, « Pour l'Europe » in *Vous êtes des hommes*, *op. cit.*, p. 81-102.

Certaines forces sont bien selon lui les principales responsables de la guerre : « la rivalité », « la science », « l'argent ». Mais si les peuples sont les victimes de la guerre, ils en sont aussi *nolens volens* ses acteurs. Dans cette perspective, l'Europe, se retrouvant dans la paix après la guerre devra partir en quête de sa rédemption. Dans le poème « Que faut-il faire ? » du même recueil, Jouve écrit :

Européens, il faudra contempler l'étendue des morts
Et penser : le monde était terrible et souffrant,
Tous devaient mourir et le savaient,
Qu'avons-nous de nouveau pour la souffrance du monde¹³ ?

Yvan Goll, dans l'introduction du recueil de poésies de guerre *Élégies internationales* qu'il publia en 1915 et qui se présente sous la forme d'un poème en prose, reprend l'idée de la bellicosité des peuples européens :

Peuples des chansons militaires! Rêveurs! Européens!
Pourquoi ces matins grelottants sous le clairon, ces campements dans la fraise des bois, les villes énervées du sang lointain, la cavalerie flottante par les brouillards, des routes hagardes trainant l'exode des veuves, des plaines inondées de feu, les enfants sentinelles, les nuits malades et chancelantes à la toux du canon, et puis la pitié des Croix-Rouge ? Pourquoi cherchiez-vous l'amertume et la douleur, le tambour claquant de ses os et la plainte des tombes dans les dunes¹⁴.

Chez Goll cependant, il ne s'agit pas tant d'une accusation que d'une déploration qui se termine du reste par l'expression d'une forme de compassion pour ce qu'il assimile à une défaite :

Ô peuples héroïques! Vous qui cherchez votre grande bataille!
Vous en perdîtes la plus grande, Européens!
L'Europe¹⁵ !

Avec ces mots, Goll annonce ce qui est en fait le thème principal de sa poésie de guerre et plus largement toutes les poésies pacifistes françaises et allemandes qui prennent l'Europe pour thème : celle du martyr du continent déchiré par la guerre.

13. P.-J. Jouve, « Que faut-il faire ? » in *Vous êtes des hommes*, op. cit., p.107-115.

14. Y. Goll, « Peuples guerriers ! » in *Élégies internationales* (1915), cité d'après *Écrits pacifistes...*, op. cit., p. 31.

15. *Ibid.*

L'Europe martyre

Ce martyre de l'Europe prend chez les poètes différentes formes. L'une des plus courantes est celle de :

La saignée de l'Europe; le choléra dans les sombres ruelles des villes; la haine hurlante des esprits.

C'était la guerre : et le soleil restait figé au ciel comme un rubis, un œil rond qui saigne

[...]

C'est le cœur de l'Europe qui coulait¹⁶.

Johannes R. Becher, dans son long poème « À l'Europe », multiplie les images poétiques pour évoquer chez son lecteur le fatum du continent en s'adressant directement à lui :

Europe, toi – : couvre ton chef avec des bombes

[...]

Europe, toi : des hôpitaux de campagne se bâtissent

En spirale à travers un air jaune¹⁷.

Comme Romain Rolland dans *Au-dessus de la mêlée*, nombreux sont les poètes pacifistes à déplorer le grand sacrifice sur l'autel de la guerre de la jeunesse européenne dont les idéaux sont captés par ceux qui veulent et mènent la guerre. Jules Romains décrit ainsi les villages qui, peu à peu du fait de la guerre, se vident de leurs hommes en commençant par les plus jeunes jusqu'au plus âgés :

Tous les villages d'Europe

Meurent par le Front des Armées

Ils meurent de loin, homme à homme

Une levée a pris les jeunes

Une levée a pris les vieux¹⁸.

La saignée est d'autant plus tragique qu'elle frappe en fait une commune patrie qui se retrouve déchirée par la guerre. C'est là, voisine et étroitement liée à la première, la seconde déclinaison du martyre de l'Europe. La subversion pacifiste vient ici de la référence explicite mais aussi parfois implicite à un patriotisme qui, de fait, se tromperait d'objet en se transformant en na-

16. Y. Goll, « Requiem. Pour les morts de l'Europe (1917) » in *Écrits pacifistes...*, *op. cit.*, p. 66.

17. J. R. Becher, *An Europa*, *op. cit.*, p. 66.

18. J. Romains, *Europe...*, *op. cit.*, p. 80.

tionalisme guerrier alors qu'il aurait dû être l'amour commun de l'Europe et de ses valeurs.

Le continent est partagé, traversé par un front, une ligne de sang qui trace de nouvelles frontières, bien pires que celles d'avant la guerre. Le poète allemand Wilhelm Klemm décrit en 1915 une Europe, coupée en deux et transformée en champ de bataille :

Et à travers toute l'Europe s'étirent les barbelés,
Les forts sommeillent en silence.
Villes et villages empestent de toutes leurs sombres ruines,
Comme des poupées gisent les morts, entre les lignes¹⁹.

Ces divisions déchirent ceux qui pour les poètes sont des frères qui partagent le même destin, la même expérience. Cette idée est au fondement de toute l'œuvre de guerre d'Yvan Goll qui, à l'instar des Alsaciens Jean Arp ou René Schickele, connaissait un véritable clivage identitaire du fait de la guerre, au point d'écrire un recueil de poésie en français, les *Élégies internationales* (1915), et un autre en allemand, *Requiem für die Gefallenen von Europa* (1917), puis de se faire de traducteur de la poésie pacifiste allemande en 1919 avec l'anthologie *Le cœur de l'ennemi* (1919). Né sous le nom d'Isaac Lang à Saint-Dié-des-Vosges, dans une famille juive alsaco-lorraine, bilingue dès l'enfance, il avait la nationalité allemande et s'exila en Suisse pour ne pas avoir à servir contre sa patrie de naissance. Tout le *Requiem* thématise la tragédie de la fraternité meurtrie et meurtrière :

Tommies, Poilus, Bavarois, Moujiks, Bersagliers, Honveds! Vous tous, naguère le boulevard, la salle des fêtes, la foule, la mer qui me portait comme son onde!
Européens, visage de lait et de sang! Chacun le fils d'une splendide mère! Ô vous, symboles de choses éternelles : amours dans l'œil limpide, bonté souriante sur vos lèvres, et la sagesse de votre front penseur²⁰!

Le recueil posthume *Rythme de la nouvelle Europe* du poète allemand Gerrit Engelke se clôt sur un poème intitulé « Aux soldats de la Grande Guerre ». Engelke insiste lui aussi sur cette expérience partagée de part et d'autre du *no man's land* :

Étais-tu devant Ypres, détruite, en ruine? Moi aussi j'étais là.
À Saint-Mihiel qui faisandait? Moi aussi j'ai connu cet endroit.

19. Wilhelm Klemm, « An der Front » (Au front), paru dans *Gloria* (1915), cité d'après *Gesammelte Verse*, Mainz, Dieterich'sche Verlagsbuchhandlung, 2012, p. 43.

20. Y. Goll, « Requiem... », *op. cit.*, p. 67.

À Dixmude l'engloutie ? Contre ton front. J'étais là.
Dans les ravins infernaux de Verdun, comme toi, dans la fumée et le froid²¹.

Pierre Drieu la Rochelle prend également pour thème la fraternité au-dessus des tranchées, sans son poème « Plainte des soldats européens » :

Par le travers de l'Europe, nous sommes des millions et seuls.
Multitude solitaire, qui divulguera notre peine inconnue ?
Ennemis de cette tranchée-ci ou de la tranchée d'en face
Tous ensemble isolés au milieu du monde²².

Pour Drieu, le résultat n'est point dans le rapprochement à venir entre combattants frères. La guerre ne crée pas de nouvelles frontières entre les peuples européens mais plutôt en leur sein même. Elle en a créé en tout cas une nouvelle qui va se perpétuer après le conflit :

Partage de l'humanité par la guerre
Les combattants et les non-combattants²³.

Mais pour Engelke, cette expérience commune peut être, non pas tant le germe d'une irrémédiable séparation entre ceux qui firent la guerre au front et ceux qui la vécurent à l'arrière, que le ferment d'un avenir commun fondé sur la reconnaissance de communes souffrances :

De front en front, de champs de bataille en champs de bataille,
Chantons ensemble le jour de fête du nouveau monde !
Un tressaillement de toutes les poitrines retentit :
Le psaume de la paix, de la réconciliation, du soulèvement²⁴ !

L'Europe avenir

Rares sont en effet les poètes qui refusent tout sursaut ou toute rédemption. Jules Romains l'exprime simplement par un refus :

Europe ! Je n'accepte pas
Que tu meures dans ce délire

21. G. Engelke, « An die Soldaten des Großen Krieges » in *Rhythmus...*, *op. cit.*, p. 105-108.

22. Pierre Drieu la Rochelle, « Plainte des soldats européens » in *Interrogation. Poèmes*, Éditions de la NRF, 1917, p. 27.

23. *Ibid.*

24. G. Engelke, « An die Soldaten des Großen Krieges » in *Rhythmus...*, *op. cit.*, p. 105-108.

Europe, je crie qui tu es
Dans l'oreille de tes tueurs
[...]
Ils auront beau pousser leur crime;
Je reste garant et gardien
De deux ou trois choses divines²⁵.

Le *Requiem* de Goll se clôt ainsi sur une possible rédemption par la création d'un « homme nouveau », d'un « citoyen du monde », d'un homme de paix et de raison né « de la fermentation obscure des souffrances [...] dans la nuit des glèbes terrestres²⁶ ». D'autres poètes recourent à des figures de style comme la métaphore ou la comparaison pour annoncer la renaissance de l'Europe, envers et contre tout, ou encore la possibilité de lendemains, d'un renouveau.

Charles Vildrac, pour décrire l'avenir de l'Europe, utilise la métaphore de l'arbre. Mutilé par la guerre, aux branches cassées, dont l'écorce « pend en lanières blêmes / Poisseuses partout de la même sève ». Mais si son faite est brisé, le « tronc est fort ». De nouvelles branches repoussent :

Fais-les se nouer, se croiser, s'étreindre,
Se quitter, se tordre et se prendre encore
De telle façon que tu ne sois plus
Un déploiement de forces divergentes,
Mais un seul destin, un amour, un arbre²⁷!

Pour Henri Guilbeaux, c'est le Rhin qui incarne l'Europe et qui est son avenir. Alors que les tranchées forment de nouvelles frontières, alors que la guerre détruit, le Rhin féconde et unit. Dans son poème « Le chant du Rhin », écrit à Genève le 13 août 1916 et dédié « aux peuples français et allemand, victimes de la guerre mondiale, en signe de ferme espoir », Guilbeaux sait qu'il prend à contrepied toute une tradition poétique qui avait vu, lors de la crise d'Orient de 1840-1841, s'affronter les auteurs français et allemands qui, chacun, revendiquaient pour eux le Rhin, comme Musset, Lamartine, Schneckengerber et Becker. Il s'inscrivait en revanche dans la lignée de Hugo ou Heine qui voyaient dans le Rhin un trait d'union européen²⁸. Citant Tacite

25. J. Romains, *Europe*, op. cit., p. 40.

26. Y. Goll, « Requiem... », op. cit., p. 73-74.

27. Charles Vildrac, « Europe » in *Chant du désespéré*, Gallimard, 2016 (1920), p. 61-62.

28. Jakob Vogel, « Natürliche oder nationale Grenze » in Marie-Luise von Plessen (dir.), *Der Rhein. Eine europäische Flussbiographie*, Munich, Prestel / Bundeskunsthalle, 2016, p. 226-299.

– « Le Rhin sépare des Gaules toute la Germanie » –, Guilbeaux en fait le père de l'Europe :

– Grand fleuve européen
fleuve ample, fleuve altier,
notre Gange, – notre père,
père de la robuste race germano-celte,
père de la race des constructeurs, des organisateurs, des pacificateurs,
ô *Vater Rhein!*
un homme libre, ici te chante, et proclame ta puissance et ta magnificence,
– Tu limites la Gaule et la Germanie, – mais tu les unis et les harmonise.
[...]
Tu seras notre père, notre vrai et seul père, notre éternel et sûr protecteur.
[...]
Réconcilie – en peuple unis les peuples,
Rhin! Notre Rhin! *Vater Rhein!*
sois la démocratie invincible et triomphante, vouée au dieu Amour²⁹!

Comme on peut le lire ici, l'avenir de l'Europe passe par la réconciliation, la fraternisation qui est également mobilisée par d'autres poètes. Johannes R. Becher lance un appel :

Camarades! Levez-vous! Arrachez-vous à votre solitude³⁰!

Dans un autre recueil intitulé *Fraternisation* (1916), de manière moins explicite, il fait de l'expérience de guerre un « mastic de sang » à même de souder les hommes de les rapprocher :

Et nous tombons – le grand jour reste à vous.
Écoutez : guidez – il rayonne – vers la fête des morts
Europe! Mastic de sang plus monstrueusement³¹.

Si la guerre marque la « fin des héros », elle est le début d'autre chose, de plus grand, de plus neuf :

Mais celui qui se fraye un chemin par d'infemales aventures
Vers la fin des héros. Passe devant l'Europe.
Évangéliste de l'époque. Un abrupt. Neuf³².

29. H. Guilbeaux, « Le chant du Rhin » in *Du champ des horreurs*, op cit., p. 61-64.

30. J. R. Becher, *An Europa*, op. cit., p. 73.

31. J. R. Becher, « Getötetem Freund. Vermächtnis des sterbenden Soldaten » in *Verbrüderung*, Leipzig, Kurt Wolff Verlag, 1916, p. 29-30.

32. *Ibid.*, p. 31.

Ce thème de la « fraternisation » est aussi pour certains des poètes pacifistes l'occasion d'annoncer la couleur politique de cette Europe qui selon eux doit sortir de la guerre. Pour ce faire, Walter Hasenclever invoque les mânes du tribun socialiste assassiné dans « La résurrection de Jaurès ». C'est lui qui indiqua la voie nouvelle aux soldats fraternels :

Soldats d'Europe! Les Églises dévastées
Ne sauveront plus vos pays.
Soldats d'Europe, Citoyens d'Europe!
Écoutez la voix qui vous appelle, frères³³!

Karl Otten ou encore Henri Guilbeaux sont encore plus explicites et invitent les combattants d'Europe à regarder vers l'est et à préparer une Europe non seulement pacifiste mais aussi révolutionnaire. Dans le poème qui dédie à Marcel Martinet, Karl Otten en appelle à suivre l'exemple russe et à chercher l'ennemi véritable :

Le véritable ennemi! Il y a un ennemi! Ô jour de joie, jour de liberté, Sainte Russie!
Jamais l'Europe n'a connu pareille journée, jamais notre jeunesse de but plus noble!
[...]
Toute l'Europe tressaille, un authentique idéal effleure la peau de tous les éreintés³⁴.

Tandis que Guilbeaux, en avril 1917 dans un poème en hommage à la révolution de mars 1917, en appelle explicitement à une révolution qui de Russie en Europe a vocation à devenir mondiale :

Peuples des tranchées, fraternisez, libérez-vous,
abandonnez tous les engins de meurtre et de carnage.
[...]
Peuples, debout,
prolétaires, formez une chaîne mondiale incassable et sans fin,
libérez l'humanité de ses tourments, de ses douleurs,
créez la vie, créez la paix, par la Révolution³⁵.

Peu voire pas connue, cette expression ultra-minoritaire d'un européisme à vocation pacifiste en pleine guerre mondiale, depuis la Suisse ou de chaque côté du front, intéresse à plus d'un titre. Outre le fait qu'ils expriment une voix

33. Walter Hasenclever, « Jaurès Aufherstehung » cité d'après Kurt Pinthus (dir.), *Menschheitsdämmerung, Symphonie jüngster Dichtung*, Berlin, Rowohlt, 1920, p. 203-204

34. Karl Otten, « Für Martinet » in K. Pinthus (dir.), *Menschheitsdämmerung...*, op. cit., p. 195-200.

35. H. Guilbeaux « Mars 1917 » in *Du champs des horreurs*, op cit., p. 74-75.

marginale qui affirme haut et fort son opposition à des cultures de guerres fondées sur les imaginaires patriotiques inventés et massivement diffusés au XIX^e siècle mais radicalisés en 1914-1918, ces poèmes contiennent en effet en germe tous les thèmes abordés par les essayistes promoteurs des diverses visions de l'Europe unie qui s'expriment dans les années 1920 mais aussi tous les conflits qui les traversent. L'Europe comme civilisation est-elle détruite, ruinée par la guerre, vouée à un déclin irrémédiable ou bien cette dernière doit-elle permettre au contraire un sursaut fondé sur l'expérience commune de l'horreur des tranchées? L'union de Europe – et éventuellement la révolution socialiste qui accompagnera sa création – est-elle un préalable à la paix ou bien l'aboutissement de cette dernière? Quelle place singulière doivent jouer, de part et d'autre et le long du Rhin, les peuples français et allemands dans la création de cette union qui passe par leur réconciliation? Celle-ci est-elle une fin ou un moyen?

Souvent moins péremptoires que les essayistes, les poètes invitent les lecteurs de leur temps, mais aussi de l'avenir, à entendre une voix qui à sa manière porte aussi un témoignage. Ce faisant, implicitement, ils invitent également les historiens et les historiennes à se défaire de la crainte qui les saisit face au texte poétique en tant que source et à considérer les poèmes et les poètes non comme des créateurs ou des textes se mouvant uniquement dans une histoire littéraire mais comme des hommes et des signes de leur temps, comme sut le faire Annette Becker avec le livre pionnier – et rare pour une historienne – qu'elle consacra à Guillaume Apollinaire³⁶. ■

36. Annette Becker, *La Grande Guerre d'Apollinaire. Un poète combattant*, Tallandier, 2014 (2009).

ANNE RASMUSSEN

LES VIES MULTIPLES D'UN BOBARD DE LA GRANDE GUERRE

Dans son livre *Croire* – dont le titre éclairant pourrait être placé en exergue d'une œuvre historique qui a tendu à conférer du sens à la Grande Guerre et, pour la rendre intelligible, à prendre au sérieux les faits de culture –, Annette Becker donne à voir une image dont le sujet est un motif devenu célèbre : le Canadien crucifié¹. Il s'agit d'un dessin, au trait malhabile, représentant un militaire cloué sur un arbre par des soldats allemands. Ce simple dessin, anonyme, expression d'une culture populaire commune, traduit le poids symbolique et la diffusion exceptionnelle d'un récit d'atrocité de guerre. Celui-ci semble avoir eu pour première occurrence la parution d'un bref article dans le *Times* du 10 mai 1915, sous l'intitulé « Torture of a Canadian Officer » émanant, d'après le journal, de son correspondant à Paris. Le journaliste narre l'histoire, transmise par des soldats canadiens blessés dans les combats d'Ypres des 22-24 avril 1915, d'un de leurs officiers, crucifié sur une porte de grange par des baïonnettes allemandes fichées dans les mains, les pieds et la gorge, et finalement achevé par balles². Selon le *Times*, les Canadiens tenaient cette histoire de soldats des Royal Dublin Fusiliers qui en auraient été eux-mêmes témoins. L'entrefilet du *Times*, plusieurs fois repris et commenté ensuite dans le même journal³, est à l'origine d'un immense cycle de citations de cette histoire qui connaît de multiples variantes dans la presse internationale. Le monde politique s'en saisit également, avec des questions posées à la Chambre des communes du Royaume-Uni dès le

1. Annette Becker, *Croire*, Historial de la Grande Guerre de Péronne/Centre régional de documentation pédagogique de Picardie, 1996, p. 24.

2. « Torture of a Canadian Officer », *The Times*, 10 mai 1915, p. 7

3. Notamment « The Crucifixion of a Canadian: Insensate Act of Hate », *The Times*, 15 mai 1915, p. 7.

12 mai, au lendemain de l'article du *Times*, par des députés sommant le gouvernement de rendre des comptes sur la véracité de l'histoire et d'engager une enquête parlementaire, effectivement ouverte.

Ce récit d'atrocité, faute de preuve et de témoins directs l'attestant, a été catalogué au nombre des multiples rumeurs qui ont fait leur fond sur la dénonciation de la barbarie ennemie : pour qu'une rumeur fonctionne, il faut que le fait qu'elle rapporte soit, comme ici, précisément situé et documenté. L'histoire du sergent crucifié a été déclinée pendant le conflit en récits de presse et en images, devenant un des nombreux stéréotypes de l'ample construction culturelle anti-allemande élaborée au Canada et, plus globalement, chez les Alliés. Si les officines de propagande officielle s'en sont saisies, dont témoignent par exemple des affiches américaines de campagne pour le financement de l'effort de guerre, des artistes lui ont aussi donné un large écho, à l'instar de dessinateurs et caricaturistes aussi renommés que le Russe D. O. Widhopff⁴ ou le Néerlandais Louis Raemaekers⁵, ce qui souligne la fortune internationale de l'histoire du sergent crucifié. C'est aussi le cas du sculpteur britannique Francis Derwent Wood qui, en 1918, en fait le sujet d'un relief en bronze, *Le Golgotha canadien*, qui représente le soldat souffrant sa passion sous les quolibets de soldats allemands – aujourd'hui exposé au Musée canadien de la guerre à Ottawa.

Que l'histoire originelle ait été vraie, fautive, ou bien l'assemblage fragmentaire de vérités partielles, n'est pas l'enjeu de son élucidation historique, plus intéressée par sa réception, par les conditions qui l'ont rendue plausible et, à son tour, performative. Quand Annette Becker choisit une image modeste et sans prétention esthétique du Canadien crucifié pour contribuer à rendre compte de puissants imaginaires, elle noue des fils qui, ainsi entremêlés, forment la trame caractéristique des cultures de la Grande Guerre qu'elle a explorées avec profondeur et dont elle a mis au jour les caractères fondateurs. La lecture de cette histoire peut ainsi se faire selon trois fils conducteurs, qui ont chacun constitué l'ossature de répertoires de questions et d'objets que ses livres ont déployés.

Premier fil, la crucifixion du soldat canadien met en jeu le « caractère sacré de la guerre », au cœur de tout un pan de l'œuvre d'Annette Becker, à commencer par *La guerre et la foi*⁶. Elle y cite Robert Hertz, l'ethnologue durkhei-

4. David Ossipovitch Widhopff, « Frère!... », *À la Baïonnette!...*, numéro spécial « Bouillon de Kultur », n° 4 nouvelle série, 29 juillet 1915, p. 59.

5. Louis Raemaekers, « Wake up, America! », *New York American*, 4 août 1918.

6. A. Becker, *La guerre et la foi : de la mort à la mémoire, 1914-1930*, Armand Colin, 1994.

mien, combattant de 1914, qui a exprimé avec force le sceau du sacré qui marque les individus et les collectivités sociales qui font l'expérience de la guerre moderne :

Comment méconnaître dans la guerre les forces mystérieuses qui tantôt nous écrasent et tantôt nous sauvent. Je n'aurais jamais imaginé à quel point la guerre, même cette guerre moderne toute industrielle et savante, est pleine de religion⁷.

L'expression du sacré réunit les composantes de cette expérience limite engageant le sens donné à la souffrance et à la mort infligées et reçues, et à leur sublimation, que traduisent les mots des contemporains : « messianisme, espoir, désespoir, apocalypse, rédemption, souffrance, sacrifice, croisade, punition.⁸ » La crucifixion, quand bien même elle exhibe dans le Golgotha canadien la désacralisation du corps profané et la décivilisation de ses bourreaux – et précisément parce qu'elle l'exhibe –, porte aussi, dans la culture chrétienne de l'Europe du début du xx^e siècle, l'espérance eschatologique de la vie qui doit triompher de la mort et du sacrifice. C'est ce qu'ont exprimé les crucifix de l'artisanat de tranchée, fabriqués dans les douilles d'obus ou les balles de fusil détournées de leur emploi mortifère pour s'offrir au réconfort de la dévotion à la croix.

Le deuxième fil de cette histoire singulière consiste à tenter de comprendre sa circulation et ses rebonds à travers les canaux de l'information et de la rumeur, comme sa réception dans les mondes sociaux les plus divers et les cercles géographiques les plus larges. Quelles ont été les formes de croyance et de crédulité mises en jeu et quels effets ont-elles induits ? Ce n'est pas un hasard si des praticiens des sciences sociales – qui ont, aux premières loges, éprouvé à la fois charnellement et intellectuellement la Grande Guerre – ont pris pour sujets d'étude les manières d'appréhender, sur le plan sensoriel et cognitif tout à la fois, les savoirs sur la guerre. Marc Bloch, qui avait été soldat de 1914, puis l'historien des thaumaturges et des formes médiévales de la sacralité, a été un guide d'exception pour nourrir les questionnements des historiens des cultures de guerre, et l'on sait gré à Annette Becker de l'avoir mis en valeur⁹. Les travaux qu'elle a menés sur Maurice Halbwachs,

7. Robert Hertz, lettre du 3 oct. 1914 in Jean-Jacques Becker, Philippe Besnard, Alexander Riley et Christophe Prochasson (éd.), *Un ethnologue dans les tranchées, août 1914-avril 1915*, citée dans la préface d'A. Becker (« Du sacré et du deuil, 1994-2015 ») à la deuxième édition de *La guerre et la foi*, Armand Colin, 2015, p. 9.

8. *Ibid.*, p. 8-9.

9. Marc Bloch, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, édition établie par A. Becker et Étienne Bloch, Gallimard, 2006.

mettant en relation l'expérience que le sociologue a eue des deux guerres et sa théorisation des mécanismes de transmission et des cadres sociaux de la mémoire collective, sont eux aussi d'un grand secours pour saisir les phénomènes de « désincarnation » de la mémoire, comme ces « choix de mémoire, choix d'oubli¹⁰ » qui président aux jeux et rejeux dissonants des rumeurs et constructions culturelles de guerre, et leurs usages bien compris.

Le troisième fil est celui d'une histoire des représentations et des cultures visuelles qui ont investi les récits de guerre, fictionnels ou réalistes, comme celui du Canadien crucifié. Annette Becker, en jouant le jeu de la confrontation historique aux représentations artistiques elles-mêmes, et pas seulement aux discours qui les enveloppent, les a très tôt désenclavées du confinement spécialisé où les œuvres d'art sont généralement tenues pour être légitimes. Dans *Voir la Grande Guerre*, elle a analysé les productions « à hauteur d'œil » pour donner à lire « un autre récit¹¹ » du conflit, en décryptant dans le continuum des textes et des images – poèmes, calligrammes, dessins, photographies, expressions picturales, monuments, pratiques commémoratives – des ensembles de signes qui disent et traduisent les expériences et les imaginaires de guerre. Si ces signes, dans leur diversité, voire leur contradiction – manifestations de haine, d'effroi, d'espoir, de protestation ou d'ardeur... – participent de la « confusion des sentiments¹² » que la guerre entretient, ils ne lui confèrent pas moins du sens aidant les sociétés à lutter contre la déréliction qui menace de sourdre de l'absurdité et de la folie qu'elle engendre.

Pour éprouver ces grilles de lecture fécondes, je souhaiterais faire retour sur une autre rumeur fameuse de la Grande Guerre, celle des « usines à cadavres », en livrant quelques réflexions sur une fiction et ses usages qui, comme l'histoire du Canadien crucifié, engagent la mort, le sacré et la croyance, telles des balises de l'œuvre d'Annette Becker. Comme elle le souligne dans *Voir la Grande Guerre*, « les débats sur la censure et la propagande sont intéressants mais limités » : ce n'est pas là l'objet de l'enquête. Plus stimulant, suggère-t-elle, est de mettre au jour ce que montrent les images et ce que disent les textes, qui « sont à la fois transfert de la réalité, déréalisation,

10. A. Becker, *Maurice Halbwachs, un intellectuel en guerres mondiales, 1914-1945*, Agnès Viénot, 2003, p. 157-158.

11. A. Becker, *Voir la Grande Guerre : un autre récit, 1914-2014*, Armand Colin, 2014.

12. A. Becker, « Les arts » in Jay Winter (dir.), *Cambridge History. La Première Guerre mondiale*, vol. III : Sociétés, trad. française, Fayard, 2014, p. 539-561.

et parfois sur-réalisation¹³ ». Et pour cela, il suffit souvent de « voir » et de lire ce qui s'offre à la vue. On se livrera à cette fin à une petite enquête en prenant la chronologie à rebours.

Une accusation des années 1920

C'est dans les années 1920 que l'histoire des « usines à cadavres » connut sans doute son plus grand retentissement¹⁴. La rumeur de la « Corpse Factory » figure ainsi, comme d'ailleurs celle du « Crucified Canadian », au cœur de « l'assortiment de mensonges ayant circulé parmi les nations durant la Grande Guerre » recensés par Arthur Ponsonby, selon le sous-titre de son fameux ouvrage *Falsehood in War-Time* publié en 1928, qui connut un très grand succès, de multiples rééditions et des traductions en allemand et en français¹⁵. Député britannique, siégeant d'abord sur les bancs de la gauche du parti libéral, Lord Ponsonby est l'un des cinq membres de la Chambre des communes à prendre position en 1914 contre l'entrée en guerre du Royaume-Uni, avant de déployer pendant le conflit un actif engagement pacifiste au sein de l'Union of Democratic Control où il dénonce notamment les effets belligènes de la diplomatie secrète. Dans les années 1920 et 1930, désormais membre du parti travailliste, il est l'une des figures des pacifistes radicaux qui, dans les nations alliées, militent pour l'éradication de l'esprit belliciste et du carburant intellectuel qui l'a rendu possible – ce que l'on appellerait aujourd'hui les cultures de guerre. Ces pacifistes font dans leurs libelles le procès de la guerre et de ceux qui en ont eu la responsabilité morale. Cherchant à expliquer rationnellement ce comble d'irrationalité qu'est à leurs yeux la guerre, et à rendre compte du ciment national qui a permis l'endurance des sociétés confrontées à l'intolérable, ils font de la propagande la cause première du conflit : non seulement, selon eux, ses mécanismes ont rendu la guerre tenable, mais ils ont même été à l'origine de son déclenchement. Comme l'a souligné John Horne, l'explication par la

13. A. Becker, *Voir la Grande Guerre...*, op. cit., p. 12.

14. Elle a donné lieu à une étude récente en Grande-Bretagne avec pour point d'entrée la propagande : Stephen Badsey, *The German Corpse Factory. A Study in First World War Propaganda*, Warwick, Helion and Company, 2019.

15. *Lügen in Kriegszeiten; eine Sammlung von Lügen, die während des Weltkrieges bei allen Völkern im Umlauf waren*, Berlin, G. Stilke, 1930 ; *Les Faussaires à l'œuvre en temps de guerre*, Bruxelles, Maison internationale d'édition, 1941.

propagande s'appuyait à la fois sur « la fausseté factuelle qui avait déformé la compréhension des événements et la fausseté des valeurs qui avait rendu les populations complices de l'impérialisme et du chauvinisme de leurs dirigeants¹⁶ ». Si les sociétés intoxiquées par les mensonges dont on les avait accablées en sortaient moralement dédouanées, cela n'était pas le cas des fers de lance de la construction propagandiste, aux premiers rangs desquels les gouvernements et la presse des pays belligérants, accusés de connivence. Telle est la thèse, pour le Royaume-Uni, de l'ouvrage *Falsehood in War-Time* qui, pour mettre en valeur la manipulation dont les sociétés en guerre ont été les victimes, expose une collection de rumeurs, de fictions tenues pour vraies et d'assertions mythiques. Il les livre principalement sous la forme d'extraits de presse et de débats à la Chambre des communes aux fins d'en établir le caractère mensonger.

Selon Ponsonby, l'histoire de « l'usine à cadavres » était ainsi « l'une des plus révoltantes inventées pendant la guerre, dont la diffusion dans tout le pays et dans le monde a été encouragée et approuvée par le gouvernement et la presse. Elle a commencé en 1917 et n'a été finalement éradiquée qu'en 1925¹⁷ ». L'évocation de 1917 correspond à la publicisation de l'histoire dans les colonnes du *Times*, le 16 avril. À cette date, le quotidien britannique diffuse une information fondée sur un article publié quelques jours plus tôt dans la presse allemande, dans les pages du *Berlin Lokalanzeiger* [sic]¹⁸, sous la plume de son correspondant sur le front de l'ouest, Karl Rosner. Les propos de Rosner sont ainsi rapportés dans le *Times* :

Nous traversons Everingcourt [sic]¹⁹. Il régnait dans l'air une odeur fade comme de chaux brûlée. Nous passions près du grand établissement d'exploitation de cadavres (*Kadaververwertungsanstalt*) de ce corps d'armée. La graisse que l'on y brûle est convertie en huiles lubrifiantes et le reste est réduit en poudre par le moulin à os; on se sert de cette poudre pour la mélanger à la nourriture des cochons et aussi comme fumier, et l'on ne permet que rien ne se perde²⁰.

16. John Horne, « "Propagande" et "vérité" dans la Grande Guerre » in Christophe Prochasson et Anne Rasmussen (dir.), *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, La Découverte, 2004, p. 79. Voir aussi John Horne et Alan Kramer, 1914. *Les atrocités allemandes*, Tallandier, 2005, trad. par Hervé-Marie Benoit [*German Atrocities 1914. A History of Denial*, New Haven (Conn.), Yale UP, 2001].

17. Arthur Ponsonby, *Falsehood in War-Time, containing an assortment of lies circulated throughout the nations during the Great War*, Londres, George Allen and Unwin, 1928, p. 101.

18. Pour *Berliner Lokal-Anzeiger*.

19. Le nom de la commune est en fait Evergnicourt, dans l'Aisne.

20. A. Ponsonby, *Falsehood in War-Time...*, op. cit., p. 101.

Ce récit dit en substance le thème principal de cette histoire dont les variantes sont nombreuses, mais le motif récurrent : d'une part, une narration dont la véracité se fondait sur l'origine allemande de la source²¹, authentifiée, signée, datée – le *Times* soulignait ainsi qu'il s'agissait pour la première fois de la « reconnaissance allemande » de tels actes, dont la responsabilité était ainsi endossée, ce qui levait tout doute sur les faits; d'autre part, une histoire dont l'atrocité était triplement constituée.

Premièrement, les Allemands dissimulaient leurs pertes en faisant tout bonnement disparaître les corps, en les détruisant par le feu – en violation de la sacralité des morts pour la patrie et du culte mémoriel qui doit leur être rendu. Deuxièmement, ils franchissaient un seuil anthropologique dans la barbarie, en instrumentalisant les corps comme source de sous-produits pour les usages les plus avilissants, aux derniers échelons de l'échelle de la bestialisation (nourriture des porcs) et de la scatologie (fumier). Des variantes de l'histoire – véritables récits d'atrocité²² – indiquaient que la récupération des graisses alimentait la machine de guerre allemande par leur transformation au profit de l'industrie d'armement. L'exploitation du « matériel humain » confortait tous les stéréotypes de la mécanisation, de la militarisation et de l'organisation savante, réunis au service d'une véritable métonymie de la chair à canon dont les polémistes alliés nourrirent leurs diatribes anti-allemandes :

Les soldats ont donné leur vie pour la patrie, cela ne suffit pas et, d'après le principe que « rien ne doit être perdu », le matériel humain mort est traité comme un détritris utilisable dont les produits entrent dans le commerce. Voilà l'aboutissement dernier de la science et de la culture allemandes! [...] Et quand les pères et les mères des soldats allemands tués sauront que, non seulement leurs enfants sont morts, mais que leurs corps ont été cuits pour devenir de la stéarine, de l'huile ou du savon – oui du savon –, quelle clameur ne pousseront-ils pas contre leur empereur et sa guerre²³ ?

21. « *Through German Eyes* », selon l'intitulé de l'article original du *Times* du 16 avril 1917.

22. *Le Temps* en fait une description maintes fois reprise dans la presse : « Après une cuisson de six à huit heures dans la vapeur, les chairs, séparées des os, ne forment plus qu'une bouillie presque noire; les os tombent au fond et la "pâte" est envoyée par des pompes dans une installation spécialement affectée à l'extraction des matières grasses, par la benzine. Les graisses extraites sont envoyées dans un autre bâtiment où l'on sépare, par des procédés connus, les éléments stéariques des éléments oléiques. La stéarine est vendue telle quelle, mais les huiles répandent une telle odeur qu'il est nécessaire de leur faire subir un commencement de raffinage », extrait de « Comment les Allemands exploitent les cadavres de leurs soldats », *Le Temps*, 19 avril 1917.

23. Henri Collin, « Effroyable Kultur », *La Croix*, 2 mai 1917.

Troisièmement, la profanation des morts atteignait un paroxysme en ce qu'elle touchait non pas les corps des ennemis, mais ceux des enfants de la patrie, corrompant leur sacrifice.

Pour Ponsonby, le sommet dans l'atrocité atteint par cette histoire n'était rien d'autre qu'un sommet dans la propagande; chaque thème pouvait en être retourné comme la marque de l'ignominie des manipulateurs d'opinion. Car c'est bien, selon lui, de l'invention de toutes pièces d'un mensonge dont il s'agissait ici. Il mentionnait en effet les questions et confirmations qui s'étaient succédé dans le *Times* les jours suivants, et les doutes exprimés, en particulier à la Chambre des communes, sur la fiabilité de l'histoire. Si ces doutes avaient été balayés par le gouvernement qui savait pourtant, selon Ponsonby, « qu'il n'y avait pas une once de preuve authentique²⁴ » dans les rapports à l'appui de ce récit, c'est bien que la falsification de la vérité était le dessein de ceux qui avaient fabriqué ce faux. Tel était le sens de la seconde date, 1925, mentionnée par le député britannique comme la fin de l'histoire, c'est-à-dire le moment où « la vérité avait émergé²⁵ ». En effet, à cette date, l'histoire qui aurait pu s'évanouir dans la dissipation des cultures de guerre suscitée par l'esprit de Locarno connaît un rebondissement médiatique, dont les pacifistes tel Ponsonby vont faire grand cas. Le *New York Times* donne alors écho à une conférence tenue devant l'auditoire d'un club new-yorkais par le chef du renseignement au quartier général du Corps expéditionnaire britannique de 1915 à 1918, le général Charteris. Ce dernier aurait confessé, d'après le journal, qu'il avait été à l'origine de la fabrication de ce bobard, destiné à la propagande alliée en direction de la Chine encore neutre. Il aurait ainsi délibérément interverti la légende de deux photographies, l'une montrant des corps de soldats allemands morts, l'autre l'évacuation de chevaux morts vers une usine d'équarrissage, et envoyé le cliché des soldats faussement légendé à un journal de Shanghai. Bien qu'immédiatement démentie par Charteris lui-même, puis par le War Office, l'information du *New York Times* de 1925 nourrit une nouvelle controverse sur les méthodes de la propagande interalliée de guerre, dont la presse internationale se fait l'écho²⁶. Au sortir des années 1920, l'usine à cadavres apparaît selon cette interprétation

24. A. Ponsonby, *Falsehood in War-Time...*, op. cit., p. 104.

25. *Ibid.*, p. 107.

26. Par exemple, « Remarks About Corpse Factory Exaggerated », *The Chicago Tribune and the Daily News*, 26 oct. 1925; « Les Allemands fabriquaient-ils de la glycérine avec les corps des soldats alliés? », *La Liberté*, 27 oct. 1925; « La vie à Londres », *Le Temps*, 23 nov. 1925; « Mars le bouffon », *L'Œuvre*, 10 déc. 1925.

comme une fiction, déconnectée de tout enracinement culturel, élaborée par des clercs et des politiques qui ont attisé le foyer de la guerre en intoxiquant des opinions crédules, et dont la mise en accusation s'impose.

Une fausse nouvelle de 1917

En faisant de la manipulation de l'opinion par les états-majors fauteurs de guerre l'enjeu de la rumeur de l'usine à cadavres, les pacifistes de l'entre-deux-guerres ciblaient la véracité des faits comme le point crucial de leur démonstration. Or, si l'on sort de la dialectique du vrai et du faux, et du cadre étroit que la grille de lecture par la propagande institue, le retour aux textes permet de « voir » ici, comme y invitait Annette Becker, une construction culturelle bien plus complexe que ne le laisse entendre le schématisme de la forgerie imputée aux officines propagandistes des services de renseignement et de la presse patriotique. Tablant sur la toute-puissance de la propagande, les démystificateurs des rumeurs de guerre ne posaient ni la question de la crédibilité ni celle de la plausibilité de l'histoire. Ce sont pourtant ces questions-là qui intéressent l'historien des cultures de guerre et qui invitent à revenir au temps du conflit, point d'origine allégué de la fabrication du bobard. Esquissons un tableau de ces enjeux qui touchent au feuilletage du réel à l'œuvre dans les cultures de guerre.

D'abord, et contrairement aux thèses d'après-guerre d'une machination politico-médiatique ourdie contre la vérité des faits, il convient de souligner la persistance d'une authentique autonomie de la construction médiatique dans les journaux du temps de guerre. On pourrait sans doute, *a contrario*, défendre l'idée inverse : l'unification de l'information de guerre renforce l'impression d'une administration orchestrée des nouvelles. Deux éléments plaident en effet en ce sens. D'une part, les conditions contraintes de la circulation de l'information, du fait de la censure et des opérations militaires, favorisent la citation d'un journal à l'autre, et par conséquent l'amplification des (fausses) nouvelles par leur répétition à l'envi. Ainsi l'information sur l'usine à cadavres, réputée avoir pour source le *Berliner Lokal-Anzeiger* du 10 avril, est publiée dans le *Times* du 16 avril 1917, et reprise en écho dans les jours suivants par toute la presse populaire britannique du groupe Northcliffe, reproduisant à l'identique les mêmes motifs et jusqu'aux mêmes coquilles. Le 17 avril, le *Times* mentionne que l'information émanant

de Rosner a été publiée auparavant dans *L'Indépendance belge*, journal qui avait trouvé lui-même sa source dans le *Journal de Belgique*, publié en territoire neutre, à Leyde, la nouvelle circulant via l'agence Havas, elle-même citant l'agence Reuters. En France, la presse se réfère à la même citation du correspondant du *Berliner Lokal-Anzeiger*, Karl Rosner, citée à partir de la traduction du *Times* et corroborée elle aussi par le vecteur de la presse belge²⁷. D'autre part, ces effets de citation se font à l'échelle internationale et la pénurie d'informations concourt à une véritable globalisation de la citation – d'Europe en Amérique et en Asie, pour ce qui est de l'usine à cadavres, qui exemplifie l'émergence de fausses nouvelles mondialisées.

Pour autant, la thèse d'une construction propagandiste unifiée ne résiste pas à l'examen de la presse, dont le pluralisme met en défaut la vision monolithique. Ainsi, en France, dès la publication de l'information sur l'usine à cadavres, nombre de journaux prennent leur distance à l'égard de la nouvelle et suscitent le doute quant au crédit qu'on peut lui accorder. Ce doute est instillé par le démenti officiel allemand de « l'information de l'usage des cadavres pour l'extraction des matières grasses », démenti dont la presse française se fait le relais. Quand bien même la dénégation allemande y est assortie de commentaires suspicieux, comme dans *Le Figaro* – « C'est possible, mais les Allemands ont tant menti qu'on ne sait le cas qu'il faut faire de leur protestation²⁸ » –, le fait même qu'il existe un démenti souligne publiquement l'enjeu de crédibilité de l'information. Le démenti se fonde sur l'argument qu'une erreur de traduction aurait été à l'origine d'une mésinterprétation : l'usine à cadavres (*Kadaververwertungsanstalt*) serait en fait un établissement d'équarrissage qui traite des animaux morts sur le champ de bataille, comme l'atteste, selon la note allemande, le terme *Kadaver* dont l'usage est impropre pour désigner des corps humains (*Leiche*). Une étonnante controverse sur la sémantique du cadavre et la traduction de l'allemand s'engage alors dans la presse, qu'elle divise. Certains journaux reconnaissent s'être trompés en ayant fait état de l'usine à cadavres et nuancent, sèment le doute, voire démentent leurs informations antérieures. Ainsi *L'Intransigeant*, fer de lance le 18 avril de la dénonciation de l'industrie des cadavres, symbole de la rationalisation à l'allemande, prend ses distances le 20 avril et fait machine ar-

27. Par exemple, « Sur le front allemand. Les porcs engraisés avec les cadavres », *Le Figaro*, 18 avril 1917 ; « L'industrie des cadavres. Une usine bien allemande », *L'Intransigeant*, 18 avril 1917 ; « Comment les Allemands exploitent les cadavres de leurs soldats », *Le Temps*, 19 avril 1917 ; « Chez les barbares. Les Boches nourrissent leurs porcs avec les cadavres de leurs soldats », *L'Action française*, 19 avril 1917.

28. « L'utilisation des restes », *Le Figaro*, 21 avril 1917.

rière – « Ce n'est pas sans une certaine réserve que nous avons accueilli les informations relatives à l'utilisation industrielle des cadavres par les Allemands » –, avant d'imputer le 24 avril la responsabilité de la polémique à la presse anglaise, responsable des malentendus²⁹. *La Croix*, qui avait violemment mis en accusation l'« effroyable *Kultur* » le 2 mai 1917, publie le 21 juin un « post-scriptum » : « Tant mieux si je me suis trompé, tant mieux pour eux [les Allemands], mais surtout tant mieux pour l'honneur de l'humanité.³⁰ » Après avoir publié le démenti de Berlin le 21 avril, *Le Temps* l'accrédite en donnant la parole au leader de la zoologie savante Raphaël Blanchard pour une mise au point sur les modèles nationaux de destruction des cadavres d'animaux : le savant français y loue même les pratiques allemandes et s'inquiète des chevaux sans nombre qui meurent dans les lignes françaises³¹. Ici, l'explication rationnelle dissipait tout malentendu.

D'autres journaux vont plus loin dans la mise à distance et affirment d'emblée qu'il s'agit d'un bobard, entretenu par des organes de presse peu scrupuleux. Ainsi *l'Humanité* met en exergue les « bourreurs de crâne » et en dénonce les mécanismes : d'abord rapporter « la fantaisiste histoire » puis démentir – « C'est toujours la même méthode : bourrer les crânes d'abord, vérifier après³² ». *Le Bonnet rouge*, journal satirique d'orientation anarchiste, qualifie le 24 avril « cette invention grotesque de l'usine aux cadavres » de « canard géant³³ », et même la presse de tranchée, telle que *Le Crapouillot*, fait en juin 1917 des « usines à cadavres » une fable à l'égal de celles « de la révolution à Constantinople, des cosaques à cinq étapes de Berlin, du cancer de Guillaume³⁴ ».

Ainsi, démentie, controversée, et même déconstruite dès sa publicisation au printemps 1917, comment comprendre que l'usine à cadavres soit devenue le topos d'« une des plus fameuses légendes de la guerre » – selon la formule inlassablement répétée d'Albert Dauzat dans sa collecte de 1918 des « faux-bruits et légendes de la guerre³⁵ » à Arthur Ponsonby? N'avait-elle jamais été crédible?

29. « "Kadaver". L'utilisation industrielle des "cadavres" par les Allemands », *L'Intransigeant*, 20 avril 1917; « Kadaver? », *L'Intransigeant*, 24 avril 1917.

30. Henri Collin, « Effroyable *Kultur* », *La Croix*, 2 mai 1917; « Post-scriptum », *La Croix*, 21 juin 1917.

31. Raphaël Blanchard, « L'utilisation des cadavres d'animaux », *Le Temps*, 23 avril 1917.

32. « Bourreurs de crânes », *l'Humanité*, 20 avril 1917; « Les crânes bourrés », *l'Humanité*, 21 avril 1917.

33. « Les bourreurs de crânes. Canards d'hier et d'aujourd'hui », *Le Bonnet rouge*, 24 avril 1917.

34. *Le Crapouillot*, juin 1917. Voir Stéphane Audoin-Rouzeau, *À travers leurs journaux : 14-18 les combattants des tranchées*, Armand Colin, 1986, p. 114.

35. Albert Dauzat, *Légendes, prophéties et superstitions de la Grande Guerre*, Vuibert, 2012 [1918], p. 73.

Des rumeurs des années 1910

En faisant du *Times* du 16 avril 1917 l'origine datée et située de la construction médiatique de l'usine à cadavres, Ponsonby donnait de l'étoffe à la thèse de la fabrique d'un bobard, surgi tout armé des ateliers de propagande. Pourtant, l'examen de la presse montre que, loin d'avoir un acte de naissance précis en avril 1917, l'histoire de l'usine à cadavres circulait auparavant à bas bruit dans les colonnes des journaux, sans avoir alors donné lieu au scandale qui se noue au printemps 1917. Ainsi, par exemple, la *Gazette de Lausanne* en fait état dès le 28 février 1917, en se fondant sur les déclarations d'un consul américain quittant l'Allemagne; le rédacteur en chef du *Journal*, Lucien Chassaing, rend compte quant à lui, le 10 mars, du « suprême effort de l'Allemagne : les morts même servent à la défense », tandis que Jean Brunhes, dans *L'Œuvre*, dénonce le lendemain l'« invention imaginative » du *Journal* : « Ne bourrons pas les crânes avec de la graisse de "macchabées".³⁶ » L'histoire était déjà là, et sa contradiction également.

Il ne s'agit cependant pas de chercher un illusoire point d'origine à ce récit. Loin d'un surgissement soudain, tout montre au contraire que la « légende » de l'exploitation industrielle des cadavres ennemis relève d'une nébuleuse de rumeurs dont le cycle ne date pas de 1917, mais est contemporain du conflit lui-même et relève intrinsèquement de son outillage mental.

Ainsi, c'est dès l'automne 1914 que des journaux français mentionnent l'existence de « trains de cadavres » ennemis. Des masses de cadavres allemands seraient évacués par voie ferrée des champs de bataille de France et de Belgique, traversant les régions envahies, vers des fours à chaux situés en Belgique, près de Louvain et Bruges, et vers les fours à coke des usines Cockerill, à Seraing, près de Liège, pour y être incinérés³⁷. Les hauts-fourneaux fonctionneraient à marche forcée pour venir à bout des corps des soldats allemands, que leur propre commandement ordonnerait de brûler, sous le sceau du secret. C'est toute une chaîne de témoignages émanant des départements envahis et de Belgique, voire transitant par la Suisse, qui fonde l'attestation. Parce qu'elles seraient dissimulées à dessein dans le camp allemand, les nouvelles en sont à l'inverse rendues publiques dans le camp fran-

36. « Le dernier bourrage de crânes. La graisse des cadavres », *L'Œuvre*, 11 mars 1917.

37. « L'occupation allemande », *Le Temps*, 4 déc. 1914; H. Doizy, député des Ardennes, conférence à l'Association d'hygiène sociale, 26 déc. 1914 in « Les nécessités de l'hygiène dans les lieux de combat et d'occupation », *Revue scientifique*, n° 7, 27 mars-3 avril 1915, p. 102.

çais. La presse n'est pas la seule à en être le vecteur et les politiques s'en saisissent. En juin 1915, les députés français évoquent à la Chambre ces méthodes jugées archétypiques de l'organisation germanique : « Les Allemands pratiquent l'incinération depuis le début de la guerre. Pour cela, ils se servent de fours d'usines, de distilleries et enfin ils ont construit à cet effet, dans ces dernières années, cinquante fours crématoires immenses.³⁸ » En janvier 1916, le sénateur Paul Cazeneuve décrit lui aussi, à la tribune du Sénat, l'usage d'un « procédé assez macabre » : « Nos ennemis ont trouvé un moyen, c'est de dépouiller les cadavres de leurs effets, de les transporter par voie ferrée dans des wagons fermés et de les incinérer dans des hauts-fourneaux de la région du Nord.³⁹ » Des médecins du champ de bataille en analysent les méthodes dans les revues spécialisées de leur domaine⁴⁰. Ces rumeurs ne vont pas sans argumentaires qui les justifient, et qui puisent autant dans le répertoire de la conduite de la guerre que dans les représentations nées de la confrontation à la mort de masse.

Dans le premier registre, c'est une préoccupation stratégique qui conduirait les Allemands à dissimuler leurs pertes, nécessairement considérables – quel moyen plus efficace que la destruction pour faire disparaître les monceaux de cadavres de l'armée ennemie dont la presse énonce quotidiennement l'existence⁴¹ ? La préoccupation est également sanitaire, justifiant que les Allemands, chantres des méthodes hygiénistes, luttent par la crémation contre les épidémies réputées affecter leurs troupes. Dans le second registre, celui des représentations, les trains de cadavres abondent le thème de la pathologie de la mentalité allemande, que traduit son hyper-organisation, militariste et industrielle, dénoncée par les intellectuels français dans les pamphlets de la série des « Études et documents sur la guerre ». La barbarie est doublement à l'œuvre. Barbarie crématisante d'abord, dans l'incinération des corps, une pratique funéraire marginale dans la société du temps. Dans les récits que la presse véhicule – tels que « des corps, dénudés de leurs vêtements et liés par faisceaux de quatre, avaient été placés debout, dans des wagons qui les transportaient en vitesse jusqu'aux usines les plus

38. Député Lucien Dumont, *Comptes rendus des débats parlementaires*, Chambre des députés, *Journal officiel*, séance du 18 juin 1915, p. 925.

39. Paul Cazeneuve, *Comptes rendus des débats parlementaires*, Sénat, *Journal officiel*, séance du 17 janv. 1916, p. 29.

40. Dr Henry Viry, « L'incinération en temps de guerre dans la zone de l'avant », *Journal des praticiens*, n° 29, 17 juillet 1915, p. 459.

41. « Les Allemands cachaient leurs pertes », *Le Figaro*, 6 avril 1915 ; « Les pertes allemandes sont énormes », *L'Écho d'Alger*, 14 mai 1915.

proches, pour y être directement brûlés⁴² » –, nul doute que des imaginaires ancestraux associés aux visions des damnés en proie aux flammes de l'Enfer pouvaient s'en trouver réactivés. Barbarie industrielle ensuite, à l'œuvre dans la transformation des cadavres. En décembre 1914, le journal *Le Temps* mentionnait ainsi que « des quantités de cadavres de soldats allemands sont brûlés dans les usines de Cockerill. Ces usines travaillent à la fabrication du matériel de guerre avec l'aide d'ouvriers qu'on a fait venir d'Allemagne⁴³ ». Dans l'ordre des représentations, le glissement pouvait aisément se produire du lieu de l'incinération, les hauts-fourneaux, à ses modalités : si les corps étaient brûlés dans des usines d'armement, n'en fournissaient-ils pas logiquement une des ressources, comme l'histoire de l'usine à cadavres le formalisera ensuite ? La réification des corps par leur transformation en « matériel humain » était sous-jacente.

Du réel au plausible : la prescription crématiste depuis le XIX^e siècle

On l'a dit, pour rendre compte du dégradé des niveaux de réel à l'œuvre dans ces rumeurs, les historiens des cultures de guerres ne sauraient les réduire à leurs enjeux discursifs. Si ces derniers sont plus intéressés par les formes de croyance qu'elles suscitent – en somme, par leur crédibilité, voire leur performativité – que par leur véracité, ils ne sauraient négliger leur plausibilité. Car si ces fictions étaient crédibles, c'est qu'elles étaient dotées d'enjeux en prise avec le réel. Ainsi les trains puis les usines à cadavres fournissaient-ils une réponse, sans doute fautive, à une question aussi cruciale pour l'état-major que déstabilisante pour les soldats et, au-delà d'eux, la collectivité sociale : que deviennent les corps des morts sur le champ de bataille ? La question était encore plus ardue pour les armées projetées sur des théâtres d'opération qui les éloignaient d'une dernière demeure sur le sol de la patrie. L'enjeu était d'ordre symbolique, mais il n'était pas moins pratique et, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, les hygiénistes militaires, dans toutes les armées, avaient créé un corpus de savoirs et une intendance dédiés à cette prise en charge : l'« assainissement du champ de bataille », soit la restit-

42. Gustave Barrier, « La crémation des cadavres sur les champs de bataille », *Revue d'hygiène et de police sanitaire*, vol. XXXVII, 1915, p. 546.

43. « L'occupation allemande », *Le Temps*, 4 déc. 1914.

tion des terrains aux vivants. Ce chapitre obligé des traités d'hygiène envisageait les conditions logistiques et sanitaires du devenir des corps, engageant un délicat équilibre entre raison militaire et culte rendu aux défunts. Ce n'est pas ici le lieu d'en faire l'histoire⁴⁴. Mentionnons toutefois brièvement quelques points saillants permettant de « voir », sous un autre jour, les effets de réel qui diffractent la lecture des bobards.

Dans ses fameux carnets de guerre, le tonnelier Barthas signale qu'en 1916, traversant dans la Marne un champ de bataille d'août 1914, et voyant les traces d'un foyer de restes humains, on lui « explique » qu'à la suite des terribles combats du début de la guerre,

les Allemands maîtres du champ de bataille ramassèrent tous les morts – les leurs et les nôtres – et en firent un immense bûcher qu'ils arrosèrent de pétrole et pendant plusieurs jours, le vent apporta à plusieurs lieues à la ronde cette épouvantable odeur de chair grillée⁴⁵.

Barthas semble se satisfaire de cette explication. Peut-être les hécatombes qu'il a connues depuis sa mobilisation lui font-elles apparaître cette hypothèse comme crédible. Peut-être aussi sait-il que la crémation des morts sur le champ de bataille s'inscrit dans un répertoire d'action militaire qui, en 1916, n'a rien d'exceptionnel. Pour les animaux, elle s'était banalisée : il était courant de brûler dans des fosses – celles-là mêmes qui accueillait les détritiques –, ou à l'air libre, les carcasses des chevaux et des mulets tués pendant le combat, arrosées de pétrole ou de goudron⁴⁶. Pour les hommes, la question était plus délicate. Si l'incinération des morts au combat a été ponctuellement mise en œuvre depuis les conflits napoléoniens (en 1811, à Taragonne, pour les Français, ou en 1814, à Montfaucon, pour les Allemands), ce sont deux précédents, puisés dans deux contextes culturels bien différents, qui font référence pendant la Grande Guerre chez les hygiénistes militaires français.

Le premier est l'expérimentation crématisante qui s'est déroulée en mars 1871, sur les zones de combat de la guerre de 1870. Une commission officielle belge est alors chargée de l'assainissement du champ de bataille des plaines de Sedan : sous la conduite d'ingénieurs chimistes chargés d'incinérer tous

44. Voir Anne Rasmussen, « La règle et le consentement. Hygiénistes, médecins et militaires à l'épreuve du cadavre dans la Grande Guerre » in Giorgio Cosmacini et Georges Vigarello (dir.), *Il medico di fronte alla morte (secoli XVI-XXI)*, Turin, Fondazione Ariodante Fabretti, 2008, p. 215-260.

45. Louis Barthas, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, La Découverte, 1987, p. 269.

46. Voir Henry Viry, « Hygiène militaire, hygiène navale » in Jules Rochard (dir.), *Encyclopédie d'hygiène et de médecine publique*, t. VII, L. Battaille et Cie, 1895, p. 398.

les corps qui n'ont pas connu d'inhumation définitive, elle mène des expériences sur les modes opératoires, qui donnent lieu à mesures et rapports circonstanciés⁴⁷, et dont les conclusions controversées sont encore débattues en 1915. Le second précédent est celui de la guerre russo-japonaise, où la crémation des corps intervient au moment même des combats. Elle a constitué le traitement réglementaire des corps des 75 000 morts japonais de l'armée impériale en Mandchourie, achevé avec le renvoi des cendres de chaque soldat dans la mère-patrie – l'incinération étant ici légitimée comme un procès de réindividualisation du culte des morts. Les corps des soldats de l'armée ennemie relevaient quant à eux, en principe, de l'inhumation, sauf en cas de menace épidémique, où la crémation leur était alors étendue⁴⁸. Ces précédents, où l'accent est mis, pour le premier, à Sedan, sur la rationalisation hygiéniste, et pour le second, en Mandchourie, sur la dimension culturelle des pratiques funéraires, sont mobilisés en France en 1915, en particulier dans le débat parlementaire d'une proposition de loi destinée à rendre obligatoire « l'incinération en temps de guerre ». Celle-ci, déposée par le docteur Lucien Dumont, député républicain socialiste de l'Indre, au nom de la Commission d'hygiène publique de la Chambre, engage une discussion soumise à la tenue d'« expériences » de crémation pilotées par l'armée française, sur le champ de bataille. Ainsi, le 10 juin 1915, à Benoitevaux, dans la Meuse, une commission se transporte sur les lieux de combats récemment tenus et proches de la ligne de feu et procède à des essais de fours crémateurs, en présence des représentants des commissions d'hygiène mandatées par le haut commandement et d'instances savantes du Val de Grâce et de l'Académie de médecine. Dans une fosse, avec des moyens de fortune, deux corps allemands, munis d'uniforme et de bottes, sont incinérés, tandis que dans une autre, deux cadavres de chevaux sont brûlés. La prescription crémateuse adopte un cadre comptable, comparant avec rigueur les volumes incinérés, le temps passé, les masses de combustibles nécessaires, les coûts des opérations, dont il est rendu compte dans la presse.

La discussion de la loi suscite un débat public, associant les organes militants pour la propagation de l'incinération et les instances médicales et hygiénistes, où s'échangent des arguments sanitaires, militaires et logistiques,

47. Louis Créteur, *L'hygiène sur les champs de bataille*, Bruxelles, Imprimerie de Combe et Vande Weghe, 1871 ; Hippolyte Guillery, *Compte rendu raisonné de l'assainissement du champ de bataille de Sedan et de la partie de la Meuse qui le traverse*, Bruxelles, Imprimerie et lithographie E. Guyot, 1871.

48. Harukazu Nagaoka, « Étude sur la guerre russo-japonaise au point de vue du droit international », *Revue générale de droit international public*, n° 6, nov.-déc. 1905, p. 603-636.

tout autant que culturels. Le récit des opérations de crémation est restitué à l'Assemblée, par la bouche du député Lucien Dumont, sans faire grâce d'aucun détail matériel. Il signale ainsi que les dispositifs les plus efficaces s'emploient à récupérer les graisses issues de l'incinération, afin d'être immédiatement recyclées et d'activer la crémation. Il ne fait ici que reprendre des propositions du répertoire classique de l'hygiène militaire, mises en valeur par exemple au congrès international d'hygiène de Bruxelles de 1876, où nombre de technologies sanitaires étaient exposées : « L'appareil de MM. Kuborn et Jacques est constitué par une grande caisse métallique qui offre extérieurement l'aspect d'un wagon de chemin de fer, porté sur un châssis, muni de roues. » Dans cet espace clos, une chambre est destinée à recevoir les cadavres. Les promoteurs du système ont proposé « de faire suivre les armées de fourgons crématoires où deux soles inclinées, en fonte, sur lesquelles on placerait deux cadavres, conduiraient sous le foyer disposé au-dessous les graisses qui contribueraient ainsi à entretenir la combustion⁴⁹ ». Sans doute ces images médiatisées dans l'espace public ont-elles fait leur chemin, et infusé des imaginaires, non sans effet sur les rumeurs des trains, puis des usines à cadavres.

Au terme de ces débats, la Chambre des députés adopte, avec le soutien de toute la gauche de l'Assemblée, un texte qui rend la crémation obligatoire sur le champ de bataille, mais seulement pour les corps des soldats non identifiés. La même loi oblige, dans l'article suivant, à l'incinération des objets et matières souillés, et des animaux malades et blessés, selon les recommandations du haut commandement dénoncées depuis avril 1915 : cette coexistence dans la loi, comme dans les pratiques effectives des armées, soulignait le continuum, des choses aux hommes en passant par les animaux, de tout ce qui était considéré comme « capable de compromettre la salubrité publique ». Si la loi est finalement rejetée par le Sénat en janvier 1916, c'est, selon son rapporteur le chimiste Paul Cazeneuve, moins par souci religieux que par crainte que la crémation ne remplisse pas suffisamment ses impératifs sanitaires et pour les difficultés matérielles de sa mise en œuvre.

Si la loi n'en faisait donc pas obligation, des pratiques ont été cependant adoptées sur le terrain. Ainsi, par exemple, le ministère de la Guerre passe en avril-mai 1915 des commandes massives de tonnes de naphthaline brute « destinées à l'incinération des cadavres », à la place du pétrole et du goudron

49. Octave du Mesnil, « L'exposition et le congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles en 1876 », *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, n° 47, 1877, p. 48-50.

qui font défaut. Les traces de ces usages sont nombreuses dans les unités. Mais le haut commandement, soulignant les coûts du combustible, reste réservé et n'en recommande pas la pratique pour les cadavres récents, faute de « résultats encourageants » : la systématisation de la crémation « devrait donc rester assez exceptionnelle⁵⁰ ».

Les rumeurs des usines à cadavres, considérées dès leur énonciation comme incroyables, soit par leur degré d'horreur, soit parce que, pour beaucoup, il était patent qu'elles relevaient du genre des bobards et du bourrage de crâne – un genre où la distanciation est intrinsèque au discours – devinrent pourtant un emblème des fausses nouvelles de guerre (celles donc auxquelles on croyait). La déconstruction dont elles furent l'objet dès leur diffusion auraient pourtant dû les préserver d'une postérité durable. Ce ne fut pas le cas, comme l'atteste leur usage dans l'entre-deux-guerres, pour nourrir une interprétation du sens à donner à la Grande Guerre. On sait aussi que ces rumeurs contribuèrent au scepticisme des opinions face aux récits d'atrocités, délétère durant la seconde guerre mondiale. Plus tard, à la fin du xx^e siècle, les négationnistes en tirèrent profit pour accréditer l'idée d'un mensonge invariable qui aurait fonctionné d'une guerre à l'autre⁵¹.

Si la résistance de ces histoires n'était pas fondée sur leur crédibilité, il faut sans doute lui chercher d'autres causes. On a suggéré ici que ces histoires engageaient des fondamentaux structurant les comportements des hommes devant la mort. La mort de masse à la guerre subvertissait le système de normes qui présidait aux pratiques funéraires du temps de paix. La crémation des cadavres, dans la dérégulation du champ de bataille, montrait, dans la réalité la plus crue, que le procès de civilisation qu'avaient connu ces pratiques depuis le xix^e siècle était mis en cause, et que l'anomie était plausible. Mais si ces histoires ont autant marqué les esprits, c'est sans doute qu'elles touchaient à des constantes anthropologiques, en réaction à deux extrêmes des atteintes aux corps : leur réification profanatrice et leur disparition, atomisés sous le feu de la mitraille ou des flammes de la crémation.

50. Ministère de la Guerre, 7^e Direction, 29 avril 1915, Archives du Service de santé des armées (SSA), Val de Grâce, Paris, carton 974 et lettre du ministre de la Guerre au directeur général du Service de santé du groupe des armées d'opérations, 9 mai 1915, Archives SSA, carton 971.

51. J. Horne, « "Propagande" et "vérité" dans la Grande Guerre », art. cit. Voir par exemple les préface, trad. et notes de Jean Plantin à *Mensonges et rumeurs en temps de guerre* d'Arthur Ponsonby, Cahiers d'histoire révisionniste, 1996.

Annette Becker, attentive à ce que disent les œuvres, a mieux que personne analysé la douleur qui en résulte, celle des hommes rendus inconnus et qui « n'ont pas choisi leur sépulture », à qui le sculpteur Haïm Kern a rendu hommage sur le plateau de Californie. ■

JAY WINTER

L'ESPACE DU DEUIL. L'HISTOIRE CULTURELLE DE LA GRANDE GUERRE : APPROCHE DIALECTIQUE

TEXTE TRADUIT PAR ÉTIENNE LEYRIS

C'est un fait bien établi que l'histoire culturelle de la Grande Guerre a été soumise à un déséquilibre notoire au profit de l'Europe occidentale. Il est temps de mettre en regard le savoir culturel et littéraire que les pays d'Europe occidentale ont développé sur le conflit avec celui qui s'affirme en Europe centrale et orientale. Dans cette entreprise, une place de choix devra être réservée à l'histoire religieuse – à savoir les pratiques significatives de la vie religieuse et spirituelle – à l'étude de laquelle Annette Becker a si généreusement contribué. Son approche nouvelle de la foi comme vecteur mobilisateur en temps de guerre a eu de profondes répercussions sur notre compréhension d'une part des engagements en temps de guerre, d'autre part du désenchantement d'après-guerre.

La trajectoire menant de la solidarité patriotique à l'exclusion de l'après-guerre aura été particulièrement éprouvante pour les populations juives d'Europe. De nombreux travaux de recherche ont été menés sur le patriotisme juif et la haine anti-juive durant les deux décennies comprises entre 1914 et 1934, mais peu d'études analysent la façon dont, durant la Grande Guerre, les écrivains et les penseurs juifs ont fait face à ces temps de tourments en reconfigurant leur approche de leur foi et de son texte central, la Torah. Faire ce travail donne à voir une part importante des réponses juives à une guerre qui s'avéra une catastrophe pour tous ceux qui furent emportés dans son tourbillon. Cet article expose quelques-unes des premières étapes à franchir pour intégrer l'histoire intellectuelle et culturelle juive de l'Europe centrale

et orientale – le cœur du monde juif – dans l'histoire culturelle plus large de la Grande Guerre.

Une façon d'entamer ce travail consiste à tester une hypothèse exposée dans mon livre *Sites of memory, sites of mourning*¹. J'affirme dans cet ouvrage qu'une des répercussions du conflit sur la vie culturelle européenne fut de faire naître une tension créatrice entre ce que nous nommons les courants moderniste et traditionnel. Le modernisme, quelle que soit sa définition, fit son apparition bien avant 1914, mais ce qui rendit son développement plus complexe à partir de cette date fut le degré inédit de violence propre à la Grande Guerre et le nuage funeste qui recouvrit alors toute l'Europe, orientale et occidentale. Je voudrais explorer ici, en recourant à des matériaux historiques juifs, la thèse selon laquelle il y eut un retour à ce que l'on pourrait appeler les langages traditionnels de l'expression artistique – sous des formes classiques, romantiques ou religieuses – du fait que ces langages fournissaient une grammaire du deuil dans le sillage de la guerre totale. Le modernisme – qui présentait sans conteste une déclinaison juive – provoquait, enflammait, dynamitait, stimulait, séduisait, mais (sous ses nombreuses formes) ne traduisait pas le deuil.

Pourquoi en était-il ainsi ? Le cadre interprétatif élaboré par Julia Kristeva peut fournir quelques pistes². En recourant à un vocabulaire dérivé de la psychanalyse, Kristeva a exploré la capacité qu'avaient ce que j'ai nommé les structures « traditionnelles » de la pensée d'exprimer les tourments et les espoirs des hommes et des femmes frappés par le deuil. Son argumentation a des implications très importantes pour notre compréhension de l'histoire culturelle de la guerre.

Julia Kristeva suggère que le « discours religieux » associé à « la création esthétique et notamment littéraire » fondent « un dispositif où l'économie prosodique, l'interaction entre les personnages et le symbolisme implicite établissent une représentation sémiologique très fidèle du combat du sujet contre l'effondrement symbolique ». « L'effondrement symbolique » menaçait tous ceux qui tentaient de comprendre la signification de la perte de vie durant la Grande Guerre. L'art et le rituel contribuaient à consolider ces symboles traditionnels par l'intermédiaire desquels l'affliction pouvait s'ex-

-
1. Jay Winter, *Sites of memory, sites of mourning: The Great War in European cultural history*, Cambridge, Cambridge UP, 1995 (trad. en français par Christophe Jacquet : *Entre deuil et mémoire. La Grande Guerre dans l'histoire culturelle de l'Europe*, Armand Colin, 2008).
 2. Julia Kristeva, « Psychoanalysis: a counterdepressant » in *Black Sun : Depression and melancholia*, New York, Columbia UP, 1990 (éd. originale : 1987 ; traduit du français par Leon Roudiez), p. 25.

primer et le deuil être éprouvé. Suivons Julia Kristeva : il ne s'agissait donc pas seulement d'individus, mais bien des symboles du sens qui se trouvèrent « ressuscités » durant et après la guerre. Par le biais de leur élaboration, leur expression et leur renaissance, ces images et ces icônes furent partagées par des millions de personnes en deuil. Ce que j'ai nommé les langages traditionnels de la perte, tels que repérés dans les arts visuels, dans la prose et la poésie, et inscrits dans les formes sociales de l'affliction, contribuaient donc au processus de deuil, peut-être plus, comme le suggère Kristeva, par le truchement de la « catharsis » que de l'« élaboration ».

Cette approche, à mon sens, éclaire le contrecoup culturel de la Grande Guerre, et l'épanouissement, dans son sillage, d'une palette plus ancienne d'expressions littéraires et artistiques. Il est temps, je pense, de tirer parti de ce cadre conceptuel pour commencer à intégrer les écrivains juifs d'Allemagne et d'Europe orientale ainsi que leurs œuvres dans l'histoire culturelle globale de la guerre. Pour résumer, des mouvements dialectiques entre courants modernistes et traditionalistes étaient à l'œuvre dans nombre de différents domaines de la vie culturelle de l'époque, et toute histoire véritablement européenne de la vie culturelle dans le contexte de la Grande Guerre se doit de prendre en compte ces composantes contradictoires.

Vous trouverez, ci-après, la première étape de cette recherche. Elle se concentre sur Martin Buber, Franz Rosenzweig et leur traduction de la Bible publiée en allemand, par intervalles, de 1926 à 1961. L'hypothèse retenue est que leur fameux projet de traduction doit être replacé dans le contexte de la réaction de ces deux auteurs face à la guerre et au bouleversement qu'elle induisit. Le retour, dans le projet Buber-Rosenzweig, de l'hébreu archaïque dans toute sa puissance comme vecteur de la confrontation juive avec Dieu était, dans ce cadre, un élément d'une recherche beaucoup plus vaste et multiforme de langages porteurs de sens dans le sillage de la guerre. C'était là, également, une façon de comprendre la sévère réponse critique d'un ensemble d'écrivains, au nombre desquels Siegfried Kracauer, à ce projet de traduction. Ces critiques très radicaux ne comprenaient pas que ce retour à des langages porteurs de sens plus anciens constituait un élément fondamental du paysage culturel de l'après-guerre. Ils se méprenaient donc sur le processus créateur dans lequel Buber et Rosenzweig étaient engagés. Gershom Scholem, lui, avait vu juste : la traduction était en quelque sorte la pierre tombale de la tradition humaniste germano-juive, traduction qui survenait précisément au moment où cette tradition était en voie d'effacement.

Buber et la guerre

Et tout d'abord, la guerre. Buber, comme des centaines d'écrivains, d'artistes et d'intellectuels de nombreuses régions différentes du monde, se trompa lourdement sur la nature du conflit et les dommages incommensurables que la guerre industrialisée ne manquerait pas d'infliger à l'Europe³. L'attitude du philosophe lorsque la guerre éclata ne relevait pas vraiment de l'enthousiasme guerrier, le *Kriegsbegeisterung* des Allemands. Buber était plutôt habité par la croyance mystique selon laquelle l'énergie libérée par cette guerre ne manquerait pas de susciter une nouvelle renaissance, tant pour les juifs que pour les non-juifs. Et cette naïveté portée à un très haut niveau était encore aggravée par l'incapacité à voir dans le déclenchement de cette guerre une politique « d'aveugles guidant des aveugles » (selon les termes de Christopher Clark), de dirigeants entraînant les masses dans le conflit, tels des somnambules. Il est difficile de critiquer l'incapacité de Buber (et d'autres) à prédire l'avenir, mais il n'est pas difficile de voir leur degré de cécité devant la puissance destructrice de la guerre moderne parfaitement manifeste à cette époque. C'est là la force de l'ouvrage de Clark, *Les Somnambules : Été 1914 : Comment l'Europe a marché vers la guerre* ; nous devons juger les hommes de 1914 en fonction de ce qu'ils pouvaient savoir à cette date. Or, ils auraient pu savoir – et savaient – beaucoup sur les effets terrifiants de l'artillerie tels que les rapportait la presse européenne dans son traitement des guerres des Balkans.

Ce n'est que plus tard, au cours de la guerre, que Buber prit conscience de ses errements. Mais sa quasi euphorie, dans les premiers temps, à considérer la guerre comme un moment d'effervescence, d'ouverture vers des changements radicaux, fait paraître ses écrits du temps de guerre particulièrement déconnectés rétrospectivement. Encore une fois, ses illusions étaient partagées par des milliers d'intellectuels qui pensaient avoir trouvé leur place au centre de leurs sociétés, et non sur les marges. Mais le sentiment de partager un grand moment historique affaiblit sensiblement la capacité critique du philosophe à mesurer les clichés de l'époque.

Buber ne fut jamais un hyperpatriote allemand. Né à Lemberg, il reçoit une éducation autrichienne qui pesa au moins aussi lourd que ses activités intellectuelles allemandes postérieures, et cependant – comme Freud, Weber, Max Reinhardt, Max Planck – il se laissa entraîner dans la folie d'août 1914. Oui, la

3. Je suis ici la narration de Maurice S. Friedman, *Martin Buber's Life and Work, The Early Years 1878-1923*, New York, Dutton, 1982.

guerre est destruction, écrivait-il, mais tout en même temps il pensait qu'elle occasionnerait, par la force, la « purification de l'esprit ⁴ ». « J'ai attendu ce moment, brisé et libéré ⁵ ». « L'époque est d'une beauté extrême », notait-il, « Pour la première fois, les nations me sont apparues dans leur entière réalité », et « le concept de *Volk* » s'empara de son esprit dans toute sa grandeur. La nation allemande était vraiment une, faisait-il remarquer, et à la lumière de cette conviction, son devoir vis-à-vis d'elle était de se tenir à ses côtés à l'heure du danger. Il disait à ses amis qu'il regrettait d'être trop âgé et infirme pour se porter volontaire. En septembre 1914, il écrivit que la guerre « libérait l'homme d'Europe centrale pour la vie publique ». Célébrant le premier Hanouka de la guerre, il écrivait que le conflit avait le pouvoir d'initier une période de lumière et de créativité. Il adopta même, à ce moment-là, la devise de Dante, « *Incipit vita nova* », « Ici commence une nouvelle vie ». Dans une lettre à Hans Kohn, il affirmait que pour lui, comme pour les autres juifs, le déclenchement de la guerre était un moment de « solennelle exaltation ⁶ ». Il tenait pour mensongers ou exagérés les reportages faisant état d'atrocités commises par les Allemands en Belgique. Il rejoignait, en cela, la majorité de ses pairs de la classe moyenne qui refusaient de voir les effets dévastateurs de la guerre industrielle dans une région de l'Europe densément peuplée. Nous savons maintenant ce qu'il en est.

Buber aurait-il dû avoir plus de discernement ? Peut-être, étant donné que cette vague de sentiment national touchait pour l'essentiel la classe moyenne, était au mieux éphémère, et n'était pas ressentie en dehors des villes principales ⁷. Durant une courte période, il eut le sentiment de participer à un moment historique mondial, un épisode qui lui donnait enfin la possibilité de faire fusionner son identité juive et son identité d'intellectuel allemand.

L'un de ses plus proches amis, Gustav Landauer, pensait qu'il avait quelque peu perdu la tête, et de railler son ami « Buber en guerre », ce rêveur comme tous ceux qui tenaient l'agitation comme bénéfique en elle-même, alors que pour Landauer l'agitation en question ne manquerait pas d'engendrer la mort et la destruction à une échelle encore jamais vue auparavant. À l'instar du Hans Castorp de *La Montagne magique*, Buber pensait avoir échappé à

4. *Ibid.*, p. 33.

5. *Ibid.*, p. 67.

6. Buber à Hans Kohn, 30 sept. 1914, in *The Letters of Martin Buber*, éd. Nahum N. Glatzer et al., Oxford, Oxford UP, 1983.

7. Jeff Verhey, *The Spirit of 1914: Militarism, myth, and mobilization in Germany*, Cambridge, Cambridge UP, 2009.

la stagnation privée d'oxygène du monde d'avant-guerre, avec tous ses obstacles et ses limitations, et accueillait la guerre durant laquelle il pourrait respirer l'air du soulèvement et de la libération.

Au milieu de l'année 1915, Landauer refusa de nuancer son rejet total de la position de Buber sur la guerre. Il refusa de contribuer à la nouvelle revue de Buber, *Der Jude*, au motif qu'il ne souhaitait pas s'associer à une publication éditée par un homme qui professait de façon absurde que les juifs allemands trouveraient leur intérêt dans une victoire allemande. « C'est dommage pour le sang juif », écrivait Landauer à Buber, « c'est vraiment dommage pour chaque goutte de sang versée dans la guerre ; ... c'est dommage pour les hommes ; et c'est dommage que vous vous soyez égaré dans cette guerre. »

Landauer, un socialiste teinté d'une bonne dose d'anarchie dans sa vision libertaire, ne rompit jamais avec Buber durant la guerre malgré leurs profondes divergences⁸. Mais la guerre s'éternisant et son emprise sur la vie en Europe devenant de plus en plus dramatique, Buber en vint, lentement mais sûrement, à reconnaître l'erreur monumentale que représentaient ses vues initiales sur le conflit. Plus il reconnaissait la validité de l'analyse de Landauer sur la guerre, plus il regrettait la démesure – c'est le moins qu'on puisse dire – de son culte initial pour l'esprit héroïque que la guerre, pensait-il, avait libéré en Allemagne. La vision de Buber était apocalyptique, dans son acception traditionnelle, c'est-à-dire annonciatrice d'une aube nouvelle consécutive à une épouvantable nuit de destruction. Qu'advierait-il si l'aube jamais ne paraissait ?

En même temps que grandissait le nombre des victimes, et que s'amenuisaient les chances de voir le conflit présenter un aspect transformateur au sens positif du terme, Buber en vint à éprouver le tragique de la guerre. Notamment lorsque Landauer fut battu à mort en prison durant la répression de la République des conseils à Munich en 1919. À la liste des connaissances, étudiants et amis morts durant la guerre venait s'ajouter son cher Landauer, critique loyal qui rêvait comme lui d'un monde différent de celui dans lequel les survivants du conflit de 1914-1918 devaient vivre.

Ses amis les plus proches en sont témoins, Buber ne se remit jamais de la perte de Landauer. « J'ai vécu sa mort comme ma propre mort », confia-t-il plus tard à un ami⁹. Mais d'un autre côté, la disparition de Landauer mar-

8. Sur Landauer, voir M. Buber, *Paths in utopia*, Syracuse, Syracuse UP, 1996, p. 80-93.

9. Tiré d'une conversation avec Grete Schaeder, citée in G. Schaeder, « Martin Buber: A biographical sketch » in *The Letters of Martin Buber*, n° 52, p. 103-110.

quait, dans la vie de Buber, l'apogée d'une période de terribles pertes : pertes d'êtres chers, mais aussi de ses propres et profondes illusions. Et ce sentiment lui fut d'autant plus insupportable qu'il prenait conscience de l'étendue de sa naïveté à avoir considéré la guerre autrement que comme une catastrophe absolue, y compris depuis ses premiers jours. Les pertes les plus colossales n'avaient-elles pas été enregistrées durant l'année 1914 ? Bien que 100 000 juifs allemands servirent le pays sous l'uniforme, jamais ils n'eurent la possibilité de se joindre à la nation sur un pied d'égalité. L'infâme recensement des juifs de 1916 indiqua clairement que la guerre propageait l'antisémitisme plutôt que d'affaiblir cette tendance¹⁰.

Toutefois, certains engagements de Buber restaient inchangés. Il conservait sa croyance dans le sionisme et éditait *Der Jude* pour promouvoir la cause d'une nation juive et le renouveau spirituel de la judéité en Palestine. Mais il se détourna de la société de masse et de ses enthousiasmes pour se consacrer à ses propres travaux sur le dialogue¹¹. C'est pendant les terribles années de guerre que se firent jour ses premières formulations de ce que nous connaissons maintenant comme la relation Je-Tu.

Je laisserai de côté ces aspects de sa carrière pour me concentrer sur une autre réaction significative face à la tourmente de la guerre et aux pertes qui en résultèrent. Il s'agit de son amitié grandissante, et finalement sa collaboration, avec un écrivain juif très différent de lui, Franz Rosenzweig. Les vies de ces deux hommes furent transformées par la guerre, mais de façons très différentes.

Rosenzweig et la guerre

Rosenzweig était âgé de 28 ans lorsque la Grande Guerre éclata¹². Il était issu d'une famille de la petite bourgeoisie juive de la ville de Kassel et avait étudié l'histoire et la philosophie. Il s'appropriait à entreprendre une carrière académique et rédigeait, sous la direction de Friedrich Meinecke, une thèse sur

10. J. Winter, « Jüdische Erinnerung und Erster Weltkrieg – Zwischen Geschichte und Gedächtnis », *Jahrbuch des Simon-Dubnow-Instituts*, xiii, 2014, p. 111-130. Sur le « recensement des juifs », voir Michael Berger, *Eisernes Kreuz und Davidstern : die Geschichte jüdischer Soldaten in deutschen Armeen*, Berlin, Trafo, 2006.

11. Paul Mendes-Flohr, « Martin Buber: Builder of bridges », *Jewish studies quarterly*, xiv, 2007, p. 101-119.

12. Je suis ici la narration de Nahum N. Glatzer, *Franz Rosenzweig: His life and thought*, Indianapolis/Cambridge, Hackett Publishing Company, Schocken Books, 1961 (1^e éd. : 1953)

Hegel et l'État¹³. Rosenzweig n'était ni pacifiste, ni sioniste ; il restait donc à distance aussi bien de Buber que de Landauer. Le conflit ne l'exaltait pas plus qu'il ne le déprimait : Rosenzweig l'endurait comme une réalité incontournable. L'année précédente, en 1913, il avait envisagé de se convertir au christianisme, à la suite d'échanges approfondis avec Eugen Rosenstock, un juif converti qui s'enrôla également dans l'armée en 1914. Rosenstock combattit plus d'une année à Verdun, et il ne nourrissait aucune illusion sur la nature monstrueuse de la guerre industrialisée comme mise en œuvre d'une chaîne de production meurtrière. Néanmoins, tant Rosenzweig que Rosenstock considéraient le service militaire comme une obligation inévitable.

Rosenzweig intégra la Croix-Rouge lorsque les hostilités se déclenchèrent et servit en Belgique comme infirmier. Il fut incorporé au début de l'année 1915 et servit tout d'abord dans l'infanterie. Sa formation au métier des armes ne mit pas un terme à ses échanges parlés et écrits avec le distingué philosophe kantien Hermann Cohen, un patriote qui tenait Kant pour la figure prédominante de la tradition humaniste germanique et de la pensée des Lumières dans le monde. Rosenzweig était moins convaincu de la justesse de la cause allemande dans la guerre. Rapidement, il fut envoyé en Serbie, dans Belgrade occupée, puis il rejoignit une unité de troupes de montagne affectées au repérage des avions ennemis sur le front montagneux de la Macédoine, à environ 120 kilomètres au nord de Salonique. Il menait une « existence d'ermite », écrivait-il à un cousin, Rudolf Ehrenberg. « Je n'attends ni n'espère rien » de la guerre, « mais, disait-il, je mène ma vie à travers elle, comme Cervantes le faisait de son poème », d'une main, tout en tenant mon rôle de soldat de l'autre main¹⁴. Cette vie n'avait rien de difficile. Et même il notait que « ses périodes de service solitaire » en montagne à repérer les avions « m'ont permis de réaliser un rêve romantique d'enfant », celui de vivre seul dans les montagnes, dégagé de toute responsabilité personnelle. Dans un registre plus sobre, il pleurait la mort de plusieurs de ses artilleurs dans des engagements avec l'artillerie et les avions des Alliés, et faisait part de son aversion pour l'extrême chauvinisme de certaines composantes de la société allemande, notamment durant la période de prééminence de Hindenburg et de Ludendorff en 1917. « Être un Allemand », écrivait-il à ses parents, « signifie être *pleinement* responsable pour sa nation », dans le pire comme dans le

13. Franz Rosenzweig, *Hegel und der Staat*, avec le soutien de l'Académie des sciences de Heidelberg, München, R. Oldenbourg, 1920.

14. N. N. Glatzer, *Franz Rosenzweig...*, *op. cit.*, p. 53.

meilleur. Après la chute du chancelier Bethmann-Hollweg, sa sympathie pour les dirigeants allemands en arriva presque à son point de rupture. Et pourtant, comme tant d'autres soldats de la Grande Guerre, malgré ses critiques, et malgré son sentiment que les leaders n'avaient aucune idée de la façon de gagner la guerre, il restait à son poste. En 1917, des mutineries éclatèrent dans plusieurs armées, en partie pour s'insurger contre les massacres, mais aussi en raison du sentiment que la guerre s'éternisait parce que personne ne savait au juste comment lui trouver une issue¹⁵.

C'est durant cet engagement guerrier statique dans les montagnes qu'il renoua avec un thème qui l'avait préoccupé durant les mois précédant la guerre. Il commença à réfléchir à ce que pourrait être un programme juif d'éducation d'après-guerre et à rechercher des moyens d'entrer si possible en contact avec des communautés juives des Balkans et sur les fronts turc-ottoman et russe. Ce qui l'intéressait était de savoir comment ces communautés organisaient l'éducation non seulement des jeunes, mais aussi de tous les juifs¹⁶.

À Skopje, la capitale de la Macédoine, il rencontra des juifs sépharades qui parlaient ladino et dont la vie culturelle était très riche. La variété et la dignité des modes de vie juifs en Europe s'imposèrent à lui : il n'était pas sioniste et considérait peu probable la renaissance d'un mode de vie juif, même si ce peuple découvrait « sa Serbie, sa Bulgarie ou son Montenegro en Palestine ». Toutefois, il avait le sentiment que les juifs allemands devaient approfondir leur connaissance du judaïsme comme expérience vécue, transmise initialement et fondamentalement dans le langage de la Bible. Et pour cela, il leur fallait délaissier les idées méprisantes qu'ils entretenaient sur les pratiques vulgaires et barbares des communautés juives de l'Europe orientale et méridionale.

Le calme relatif sur ce front permit à Rosenzweig de se mettre au violon et de tenir des conférences sur l'histoire de la guerre mondiale. Et surtout, il commença à réfléchir à la nature des communautés juives qu'il rencontrait en Europe méridionale et orientale. Plutôt que de les considérer comme les ombres appauvries et incultes de leurs frères germaniques plus raffinés, il fut intrigué par la richesse et la variété de la vie sociale et culturelle juive dans toutes ces contrées. Resté à distance du sionisme, il déclina la proposition

15. J. Winter, « War and anxiety in 1917 » in Maartje Abbenhuis et al. (dir.), *1917 in Historical Perspective*, Auckland, University of Auckland Press, 2018, p. 13-33.

16. Voir les lettres à ses parents in Franz Rosenzweig, *Feldpostbriefe: die Korrespondenz mit den Eltern (1914-1917)*, édition et introduction par Wolfgang D. Herzfeld, Freiburg, Alber, 2013.

de Buber à collaborer à sa nouvelle publication, *Der Jude*; cependant, son approche œcuménique, se déployant des frontières du christianisme jusqu'aux multiples formes de vie collective juive, lui permit durant la guerre d'entretenir des relations cordiales, quoique distantes, avec Buber et les autres adeptes du sionisme en Allemagne.

Servant dans une unité de montagne où la mort était certes présente mais seulement occasionnelle, Rosenzweig n'eut pas à subir les exterminations massives, industrialisées. La mort, cependant, ne lui était pas étrangère. Son père mourut en mars 1918, et ce fut pour lui un moment de grande tristesse, comme le fut également le décès, un mois plus tard, de son maître et ami Hermann Cohen. Au mois de juillet de la même année, il contracta la grippe puis une pneumonie; il fut hospitalisé à Leipzig. Une fois guéri, il fut en poste dans une école d'artillerie à Varsovie où il fit la connaissance, pour la seconde fois, d'un monde culturel juif plein de vitalité.

À Varsovie, le dynamisme de la culture juive l'enthousiasma. Les écoles étaient des centres d'émulation intellectuelle et non pas d'apprentissage mécanique. Dans leurs synagogues, les hassidim étreignaient les mots de la Bible avec ferveur.

Revigoré par sa rencontre avec la culture juive en Europe de l'Est, Rosenzweig reprit ses écrits philosophiques : il les rédigeait sur du papier de l'armée ou sur des cartes postales qu'il expédiait à sa mère pour qu'elle les transcrive. Fin août 1918, chacun savait que les Empires centraux ne pouvaient gagner la guerre, et quoique le front macédonien fût calme, Rosenzweig n'en était pas moins obligé de partager ses heures d'éveil entre la surveillance des avions alliés et l'adjonction d'un nouveau chapitre à son ouvrage, *L'Étoile de la Rédemption*. Même une crise de paludisme ne put l'interrompre dans sa tâche. Il écrivit certaines parties du livre à l'hôpital de Belgrade, puis à Fribourg-en-Brisgau où il fut cantonné jusqu'à la fin de la guerre. C'est le 16 février 1919 qu'il en acheva la rédaction.

La seule trajectoire érudite équivalente dont j'ai connaissance, à savoir celle d'un homme en uniforme engagé dans une œuvre philosophique abstraite durant son service actif, concerne Ludwig Wittgenstein. Ce dernier a laissé à son collègue de Cambridge le carnet dans lequel il consigna les thèses publiées ultérieurement dans son ouvrage *Tractatus logico-philosophicus*. Comme Rosenzweig, Wittgenstein écrivait pendant le temps libre que lui laissait son service comme officier décoré dans l'armée autrichienne en Italie, et plus tard comme prisonnier de guerre en Italie.

Dans quelle mesure ce travail rédactionnel les protégeait des duretés de la guerre reste une question ouverte. Tous deux avaient pris la pleine mesure du désastre qui avait frappé leurs pays, et avaient bien conscience du massacre à peine imaginable des jeunes hommes pendant et après le conflit. De plus, la maladie dépressive qui s'était maintes fois déclarée dans la famille Wittgenstein, avait emporté son frère Kurt, le troisième de ses frères à se suicider. « Toute réflexion sur Dieu trouve son origine dans la mort et dans la peur de la mort » ; c'est par ces mots que Rosenzweig débute ses méditations dans *L'Étoile de la Rédemption*.

De fait, encore sous l'uniforme, Rosenzweig avait envisagé d'écrire un livre sur la guerre, qu'il ne publia jamais en fin de compte. Ces méditations servent de passerelle, aux dires de Bensussan, entre sa thèse sur Hegel et l'État d'une part, et *L'Étoile de la Rédemption* d'autre part¹⁷. Que ses écrits d'alors portent l'empreinte des événements en cours est indéniable. Pour se soustraire à la peur de la mort, écrit Rosenzweig, « l'homme s'enfouit dans le sol, cherchant désespérément à échapper aux tentacules qui le menacent de toute part... hurlant son refus de cette inexorable violence¹⁸ ». La guerre était l'épreuve de vérité de toutes les formes de pensée qui devaient être revues à l'aune du « souffle pestilentiel », de la « morsure fatale, impitoyable » de l'immense coût humain de ce conflit. Voilà pour l'idéalisme ; le temps était venu de penser une autre approche de la vie et de la mort.

En 1919, pour ainsi dire partout dans l'Europe déchirée, la mort de masse était une compagne omniprésente. Dans ce monde endeillé, une question incontournable se posait : comment perpétuer une vie intellectuelle et culturelle dans le sillage de la catastrophe ? Tel est le contexte dans lequel s'inscrit ma ré-interprétation du projet de traduction de la Bible par Martin Buber et Franz Rosenzweig. C'est ce sujet que je voudrais aborder maintenant.

Maurice Friedman a laissé un témoignage émouvant du développement de l'amitié qui conduisit à la collaboration de Buber et Rosenzweig et à leur traduction de la Bible. Tous deux s'étaient rencontrés en 1914, mais ce n'est qu'en 1922 que Rosenzweig sollicita Buber. Pourquoi ce délai ? Rosenzweig le rationaliste non-sioniste et Buber le mystique sioniste formaient un couple étrange. Mais lorsque Rosenzweig créa sa « Libre maison d'études juives » à Francfort en 1920, il partit en quête de conférenciers susceptibles d'attirer

17. Gérard Bensussan, « Rosenzweig and War: A Question of "Point of View": Between Creation, Revelation, and Redemption », *New Centennial Review*, XIII, 1, printemps 2013, trad. Matthew H. Anderson, p. 115-136.

18. *Ibid.*, p. 117-118.

un public d'hommes et de femmes désireux d'approfondir la compréhension de leur héritage juif. Le plus réputé d'entre eux était sans conteste le distingué rabbin conservateur Nehemiah Nobel. Lorsque ce dernier mourut soudainement en 1922, Rosenzweig fut tout à la fois ébranlé et désorienté. C'est pour tenter de combler ce trou noir dans sa vie et dans son projet de maison d'études que Rosenzweig se tourna vers Buber, lequel, à sa grande surprise, accepta l'invitation. De cette association émana le projet de traduction proprement dit, entrepris formellement en 1925 et achevé trente-six ans plus tard par Buber seul.

Vers une traduction de la Bible

En Allemagne, au lendemain de la Grande Guerre, l'avenir paraissait très sombre. Les haines des temps de guerre se muèrent très rapidement en haines des temps de paix, et des groupes paramilitaires portèrent jusqu'à Berlin et Munich la violence et la cruauté des tranchées. Les autorités ne firent aucun effort pour poursuivre en justice ceux qui battirent Gustave Landauer à mort en 1919 et qui exhibèrent comme trophée une photographie de sa « mise à mort ». Cela en dit long sur l'époque.

La vie de tous les jours posait problème, elle aussi. L'économie, à Francfort, avait été dévastée par le conflit et l'inflation de l'après-guerre. La spirale des prix avait balayé une petite fondation qu'avait créée la famille Rosenzweig au nom du père de Franz pour venir en aide aux études juives, et même si les prix retrouvèrent leur stabilité à partir de 1925, les fractures sociales au sein de la société allemande étaient plus profondes que jamais. Pour s'assurer de la bonne visibilité de ces clivages, le parti nazi ouvrit une antenne à Heppenheim, ville où Buber s'était installé en 1916.

Assurément, tous les projets culturels sont surdéterminés, puisent à de multiples sources. Néanmoins, je souhaite poser la question de savoir s'il est utile d'interpréter le projet de traduction de la Bible Buber-Rosenzweig dans le contexte d'une crise du sens en temps de guerre et d'après-guerre, crise durant laquelle les artistes et les penseurs de croyances diverses se tournent non pas vers le modernisme ou le nihilisme, mais vers les traditions classiques, religieuses et romantiques. Ainsi formulée, l'histoire culturelle de l'entre-deux-guerres – et notamment l'histoire juive durant cette période – est dialectique. D'un côté, Dada et le surréalisme rejetaient ou se moquaient

de ce langage culturel qui avait produit les machines de mort de la guerre, et le communisme proclamait qu'il était à même de prendre la place de cette culture en faillite. Parallèlement à ces tendances, une sorte de célébration marxisante de la fragmentation de la vie urbaine attirait l'attention sur des composantes susceptibles, un jour, d'être assemblées en une société inédite. L'« Arcades project » de Walter Benjamin et les études sur la culture populaire de Siegfried Kracauer étaient des exemples de cette manière de penser.

D'un autre côté, des artistes et des écrivains choisissaient, au sein d'une vaste gamme de projets culturels, de faire retour vers le passé pour trouver un semblant de signification à ce monde d'après-guerre. Au nombre de ces projets se trouvait l'exploration de la parole écrite de la Bible, comme source antique de la vie des juifs et de leur croyance.

Il existe des ressemblances frappantes avec un autre projet initié durant la guerre elle-même. En 1916, le théologien protestant Karl Barth, consterné par le nationalisme virulent de certains de ses propres professeurs, des protestants libéraux (auxquels il aurait pu adjoindre des catholiques libéraux et des juifs libéraux), s'engagea dans un commentaire de l'Épître aux Romains de Paul¹⁹. Ceux qui professaient que Dieu était dans leur camp, affirmait-il, n'avaient qu'une compréhension très superficielle des Évangiles, et des textes de Paul et des premiers chrétiens. Plutôt que d'humaniser Dieu, il exhortait les chrétiens à accepter son altérité, son inconnaissabilité, sa différence, si ce n'est dans sa Révélation dans le Christ. En 1925, Buber et Rosenzweig entreprirent une démarche analogue en remontant aux premiers temps de la vie des juifs, et en proclamant que seul le contact direct avec l'hébreu biblique permettrait aux juifs d'éviter la mauvaise compréhension de Dieu qui transparissait dans la plupart des traductions de la Bible, y compris celle de Luther. Dans un sens, Buber et Rosenzweig étaient plus radicaux que Barth en affirmant que seule l'écoute des sons de l'ancien hébreu permettrait aux juifs de commencer à entamer un dialogue avec Dieu et entre eux. La première étape pour ce faire était de restituer le texte biblique en un allemand qui communiquerait le sens originel de l'hébreu dans lequel ce texte était déclamé. La seconde étape consistait à aller au-delà de la traduction allemande et à s'engager dans une exploration du langage originel de la Bible.

19. Karl Barth, *Der Römerbrief (erste Fassung)*, 1919, édition par Hermann Schmidt, Zurich, Theologischer Verlag, 1985. En anglais, Karl Barth, *The Epistle to the Romans*, trad. de la 6^e édition par Edwyn C. Hoskyns, bart., avec une nouvelle préface de l'auteur, Londres, Oxford UP, H. Milford, 1933.

« Shema Yisrael », « Écoute Israël », constitue le credo juif. Buber et Rosenzweig percevaient ces mots dans leur sens littéral. La Bible était une mémoire auditive. Elle était l'enregistrement d'une série de sons totalement différents du langage domestiqué propre aux traductions de la Bible depuis Luther. Seule l'écoute de ces sons primitifs, archaïques, nous permet d'accéder à la compréhension de la Torah, comprise comme guide de signification de l'existence. En affirmant que le son précède la pensée, ils s'engageaient dans la même voie que Hölderlin; en exhortant les juifs à abandonner la lecture conventionnelle et sereine du texte biblique, ils présentaient la pratique juive comme une mise en mots des tonalités du shofar, cette sonnerie venue d'un autre monde qui engage les juifs à s'éveiller à la présence de Dieu parmi eux.

Une autre façon de concevoir la traduction de Buber et Rosenzweig consiste à dire qu'après la Grande Guerre, les métaphores désignant Dieu et l'homme avaient perdu toute efficacité. Walter Benjamin, en des phrases célèbres, expliquait que ceux qui étaient revenus de la guerre avaient perdu toute aptitude à sauvegarder leur expérience et à y réfléchir, le langage disponible pour en rendre compte ayant été pulvérisé par la guerre : « Une génération qui s'était rendue à l'école en tramway à chevaux se retrouvait maintenant sous le ciel grand ouvert, dans une campagne où rien ne restait inchangé hormis les nuages, et sous ces nuages, dans un champ de force d'explosions et de torrents destructeurs, se trouvait le corps humain, minuscule, fragile.²⁰ » Ce que Buber et Rosenzweig offraient à cette génération de juifs désorientés était un retour aux origines, un cri de ralliement pour lire une traduction de la Bible en harmonie avec le langage originel de la Révélation, et pour contourner la prose domestiquée des traductions modernes. Leur traduction était la première étape du chemin menant du langage conventionnel des traductions bibliques jusqu'à la Bible des origines comme texte déclamé. Ils se querellaient avec Luther, certes, mais leur véritable ennemi était la domestication de Dieu sous les traits d'un sage réconfortant, posté au-dessus de nous comme Michel-Ange l'a représenté au plafond de la chapelle Sixtine.

Leur objectif était de transformer le son de la Bible, jusque-là attribut routinier et confortable, en une tempête déchaînée et mystérieuse. Il était possible de commencer par la poésie parlée de la Bible pour parvenir à un ensemble d'enseignements, de moments de présence sonore de Dieu parmi

20. Walter Benjamin, *The Storyteller: Tales out of Loneliness*, Londres, Verso, 2016, trad. et éd. par Sam Dolbear, Esther Leslie and Sebastian Truskolaski [éd. originale : 1936], p. 8.

les hommes; mais il n'était pas possible de commencer par la théologie pour retrouver à travers elle la parole de Dieu.

Pour Buber et Rosenzweig, affirmer la présence de la Révélation, en faire matière à dialogue aujourd'hui et demain, nécessitait de libérer la Bible des langages dans lesquels elle avait été traduite, de la vulgate grecque à la Bible de Luther et au-delà. Leur traduction visait à détourner les lecteurs de leur propre texte, à les forcer à dépasser l'allemand pour rejoindre l'hébreu, cette mémoire auditive unique des rencontres des juifs avec Dieu. Ils affirmaient qu'aucune autre langue (y compris l'allemand) ne pouvait saisir les rythmes déclamés, respiratoires, de la Torah orale. C'est pourquoi il était nécessaire d'extraire la Bible du domaine de la sagesse reçue, telle que codifiée et domestiquée par les traductions antérieures, pour la présenter comme sagesse entendue pour la première fois dans le langage originel de la Révélation. Une traduction de la Bible dans un allemand rendu étranger inciterait les juifs allemands à se tourner vers l'original, espéraient-ils. Et restreindre la traduction au texte massorétique revenait à se concentrer non pas sur le Talmud, qui était lu, mais sur la Torah, qui était récitée et dont le sens était englobé dans la sonorité.

La fulguration du langage de la Bible, écrivait Buber, peut être ressentie à travers l'exploration des maîtres mots, *Leitwörter*. Voici la définition qu'en donne Buber²¹ :

Par *Leitwort*, j'entends un mot, ou une racine, qui est répété de manière significative dans un texte, ou une série de textes, ou un ensemble de textes; ceux qui prêtent attention à ces répétitions verront un sens du texte se révéler ou se clarifier, ou à tout le moins se trouver accentué. On l'a noté, la répétition ne concerne pas nécessairement un seul mot; ce peut être une racine. En effet, la diversité des formes renforce souvent l'effet dynamique dans son ensemble. Je dis « dynamique » car ce qui est à l'œuvre entre les formes verbales ainsi associées est en quelque sorte un *mouvement*; les lecteurs attentifs à la globalité perçoivent le mouvement de va-et-vient des vagues. Une répétition calculée de la sorte, correspondant au rythme interne du texte – ou plutôt qui en émane – est probablement la technique la plus efficace pour révéler un sens sans le formuler explicitement.

Les répétitions génèrent des motifs, des motifs perçus par l'oreille, des rythmes respiratoires, qui nous mettent en mesure de commencer à

21. M. Buber, « *Leitwort style in Pentateuch narrative* » in M. Buber et F. Rosenzweig, *Scripture and translation*, trad. Lawrence Rosenfeld avec Everett Fox, Bloomington, Indiana UP, 1994 [éd. originale, Berlin, Schocken, 1936], p. 114.

comprendre le sens des écritures par le biais de l'acte d'audition. Quiconque a jamais lu une *haftarah*, morcelée en petites unités d'hébreu chanté, saura ce que cela signifie. Notre voix doit reprendre son souffle, décomposer le texte en modules, et c'est cette pause qui nous donne la possibilité de le chanter et de l'entendre comme de la poésie parlée. Pour parvenir à ces énoncés initiaux, il nous faut retrouver l'hébreu originel. Cela fait, procéder à la traduction de la Bible dans une autre langue, quelle qu'elle soit, est alors un acte de distanciation, une notification d'exil²². Il est nécessaire que nous ressentions l'éloignement, l'étrangeté archaïque, la sonorité de la dissonance, et pour cela bien des termes conventionnels connus des fidèles dans leurs traductions de la Bible devaient être écartés et remplacés. Voilà, en quelques mots, la mission qu'ils endossaient en traduisant la Bible.

Permettez-moi de donner quelques exemples parmi les plus frappants de ce travail de retour à la Bible archaïque tel qu'effectué par Buber²³. Prenons le mot hébreu *Qurban*, que Luther traduit en allemand par *Opfer* (sacrifice), et qu'il comprend comme le renoncement, l'abandon de la vie. Tel n'est pas le sens de l'hébreu originel, nous dit Buber. *Qurban* définit une relation et implique l'existence de deux personnes, dont l'une cherche à réduire la distance entre elle et l'Autre, le Dieu éternellement présent. Pour cela, cette personne se saisit de quelque chose et « rapproche ce quelque chose » de l'Autre. Ainsi « *Qurban* n'est pas *Opfer* mais *Darnahung* (rapprochement, mise en avant, mise à proximité) ».

De la même façon, considérons le mot *Kippour*, traduit habituellement par « réparer », « expier ». Dans son sens biblique originel, il signifie « couvrir », « recouvrir », « protéger ». Et prenons aussi l'exemple de *Kodesh*, qui durant des siècles a été traduit par « saint ». Buber rejette cette interprétation car « saint » est statique, alors que *Kodesh* est dynamique, ce n'est pas un état mais un processus, celui « de consacrer, de sanctifier et d'être sanctifié ». Moïse se tient devant le buisson ardent non pas en un lieu sacré, mais sur le lieu de la consécration. Le shabbat est une fête de la consécration.

L'opposé de *Kodesh* est *Hol*, terme qui requiert également une nouvelle traduction. Luther se trompe en proposant « impie ». *Hol* signifie la restitution à son usage ordinaire de ce que l'on a tenu à l'écart durant le shabbat. *Ohel moed* n'est pas le « lieu où je te rendrai témoignage », comme le traduit Luther.

22. Leora Batnitzky, « Franz Rosenzweig on translation and exile », *Jewish studies quarterly*, xiv, 2, 2007, p. 131-143.

23. M. Buber, « On word choice in translating the Bible » in M. Buber and F. Rosenzweig, *Scripture and translation*, op. cit., p. 73-89.

Le retour à l'ancien hébreu nous montre qu'il s'agit plutôt d'un processus où il est question d'être présent, d'être rendu présent, de rester présent. En poursuivant dans le même esprit, c'est-à-dire la conversion du statique en dynamique, *Moed* n'exprime pas un moment fixe dans le temps, mais le temps prolongé de la rencontre des uns avec les autres, et avec Dieu.

« Une Bible allemande, écrit Buber, doit affranchir le mot *Shabbat* de la rigidité de la prescription sabbatique et lui restituer la vitalité de *Feier* (fête) et *Feiern* (fêtes). » Buber s'est peut-être autorisé cet emprunt de « jeu » et de « dévotion » à la tradition hassidique pour la réintroduire dans le texte hébreu originel. L'idée fondamentale est que nous imitons Dieu le jour du shabbat, en cessant de travailler, de la même façon que Dieu cessa son travail de création le septième jour. Et il nous faut donc employer le même mot qu'emploie la Bible pour qualifier le travail de Dieu et le nôtre.

Tsedek est un verdict, l'énoncé d'un jugement concernant la vérité. *Tsedakah* consiste à vivre cette vérité tout au long de notre vie, et le *Tsaddik* est celui qui y parvient. *Torah* ne signifie pas « loi », mais toujours « instruction », « enseignement ». Un *Nabi* n'est pas un prophète, mais celui qui proclame la Vérité divine. *Malakh* ne doit pas être traduit par « ange » mais par « messenger » dont l'acte définit l'existence. *Ruah* est un surgissement de Dieu, la survenue d'un *Geisting* (souffle de l'esprit), plutôt qu'une référence à une entité déterminée ou un message spirituel définitif. Chaque fois qu'il est confronté à un choix dans la traduction de l'hébreu biblique, Buber opte pour la démarche contre le produit, pour l'action verbale de la révélation contre le message révélé. Et dans un passage célèbre, écho d'une œuvre antérieure de Rosenzweig, Buber nous exhorte à considérer le nom de Dieu comme marqueur de sa présence parmi nous, attentif à nous, mais sous des formes constamment renouvelées et jamais totalement reconnaissables. Il est ici, présent, mais au-delà de nos capacités de compréhension. Buber et Barth trouvent ici un terrain d'entente.

Buber et Rosenzweig prirent un parti audacieux lorsqu'ils choisirent de rendre le nom innommable de Dieu par des pronoms avec capitale initiale : *Ich, Er, Du* (« Je, Il, Tu »). Ils se détournèrent ainsi de leur propre engagement en faveur d'une traduction littérale, auditive, fidèle au texte hébraïque, et semblaient adopter une formulation accordée à leur philosophie d'un nouveau humain grâce à une communication binaire, de l'homme avec Dieu, ou de l'homme avec l'homme. Dieu, pour Buber, est un partenaire dans une conversation sans fin, et le Je, le Il et le Tu conviennent à cette façon de voir.

Cette introduction d'un programme idéologique spécifique dans la traduction n'est pas sans poser problème²⁴.

Doutes et critiques

Pour Buber, la Bible était devenue un palimpseste chargé d'apports dont il fallait se débarrasser pour parvenir à l'original brut et saisissant. Comme le son du shofar, la Bible dans cet état premier devrait toujours être déconcertante, stimulante, dérangement, et occasionner, à chaque écoute, des tremblements et non de la quiétude.

Cette traduction fut également objet de critiques²⁵. Le critique et théoricien Siegfried Kracauer fut l'un de ceux qui exprimèrent le plus profond rejet de l'ensemble du projet²⁶. Et ce qui rendait la critique douloureuse c'est que Kracauer était un ami et un conférencier de la Maison d'études juives de Francfort. Ce pionnier de la critique cinématographique était un homme dont les avis importaient vivement à Buber et Rosenzweig. Le critique social Walter Benjamin faisait partie du cercle de Kracauer et il partageait son point de vue, mais il ne rédigea aucun commentaire à ce sujet. Benjamin flirtait avec le sionisme, mais à l'instar de Kracauer, il était trop matérialiste pour croire à la rédemption par la parole de la Bible. Malgré le respect réciproque et les affinités de tous ces protagonistes de la scène culturelle de l'Allemagne de Weimar, il est évident qu'au premier plan des enjeux sous-jacents à ces échanges se trouvaient la nature de la judaïté en Allemagne et la façon de concevoir et de réagir à la crise sociale de la décennie d'après-guerre.

Considérons tout d'abord le rejet par Kracauer du projet biblique, avant de proposer en conclusion une ou deux idées concernant cet échange de points de vue et la façon dont il mettait en évidence une différence fondamentale, dans les années 1920, entre des hommes comme Kracauer qui privilégiaient la modernité, et d'autres qui, à l'instar de Buber et Rosenzweig, se tournaient vers le passé archaïque. À travers leur projet de traduction de la Bible, ils

24. Voir Martin Jay, « Politics of translation. Siegfried Kracauer and Walter Benjamin on the Buber-Rosenzweig Bible », *Leo Baeck Institute Yearbook*, XXI, 1, janv. 1976, p. 3-24 ; Siegfried Kracauer, « The Bible in German », *The Mass Ornament: Weimar essays*, Cambridge, Mass., Harvard UP, 1995, trad., éd. et introduit par Thomas Y. Levin [éd. originale, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1963], p. 14.

25. Lawrence Rosenwald, « On the reception of Buber and Rosenzweig's Bible », *Prooftexts*, XIV, 2, mai 1994, p. 141-165.

26. S. Kracauer, « The Bible in German », *op. cit.*, p. 189-202.

avaient pour objectif de réinsérer le sacré dans le quotidien, en s'adressant non seulement aux juifs mais à la société toute entière. Et pour cela, ils faisaient retour, dans le sillage de la première guerre mondiale, à des vocabulaires signifiants plus anciens.

Kracauer livra en 1926, dans le *Frankfurter Zeitung*, une analyse critique du premier volume de la traduction²⁷. L'ouvrage comprenait le texte de la traduction ainsi qu'un bref essai de Rosenzweig intitulé « L'Écriture et le Mot ». Il s'interrogeait sur les raisons mêmes de l'entreprise, et sur les raisons de cette publication privée de tout commentaire. Sous l'un et l'autre aspect de la question, il considérait le projet inacceptable.

Kracauer estimait tout d'abord qu'entreprendre une traduction de la Bible en 1926 était une façon de se soustraire aux dures réalités de l'époque. Soit nous considérons la Bible avec le regard profane de notre temps, soit nous cessons de regarder autour de nous, nous berçons d'illusions et cherchons refuge dans le domaine du sacré. Buber et Rosenzweig s'étaient donc détachés du matérialisme comme du modernisme dont l'ordre du jour était d'affronter sans faiblir, et sans Dieu, la crise où était plongée l'Europe de l'après-guerre. Se tourner, dans les années 1920, vers la Bible des Hébreux comme moyen d'effectuer une renaissance spirituelle n'était pas seulement une erreur; c'était trahir la tâche de l'intellectuel. La traduction, affirmait-il, était « le témoignage et l'émanation d'un cercle religieux » qui se consacrait au « renouveau religieux », résultant des efforts pour « rétablir la relation des populations avec les vérités révélées de la religion²⁸ ». Cette approche avait deux résultantes : elle occasionnait une désaffection de la sphère publique en direction du secteur privé et détournait « de la tâche de réorganisation de l'ordre social ». De fait, le projet était une forme de désintérêt pour la réalité du xx^e siècle au profit du romantisme du xix^e, qui était le langage « d'une classe moyenne cultivée en quête de soutien spirituel/intellectuel. « Les traducteurs auraient dû savoir discerner les domaines qui, de nos jours, devaient être dynamités par la vérité »; « l'élément déterminant » se trouve dans la sphère sociale et non dans la sphère « privée » ou interpersonnelle.

Aurait-il rédigé un compte-rendu critique du commentaire de Karl Barth sur *L'Épître aux Romains*, que Kracauer aurait sans doute dit exactement la même chose, probablement en précisant qu'il attendait mieux de la part d'intellectuels comme Buber et Rosenzweig que d'un pasteur comme Barth.

27. *Ibid.*, p. 186-201. Initialement publié dans *Frankfurter Zeitung*, 25 janv. 1926.

28. *Ibid.*, p. 191.

Max Weber avait tenu le même discours en 1919 dans sa célèbre conférence « La science comme vocation » : « À celui qui ne peut supporter en homme ce destin de notre époque il nous faut lui dire : retourne en silence, sans donner à ton geste la publicité habituelle des renégats, mais simplement et sans façons, dans les bras largement ouverts et pleins de miséricorde des vieilles Églises. »

Rosenzweig ne chercha pas à réfuter cette critique. « Toute traduction est un acte messianique, revendiquait-il, qui nous rapproche de la rédemption.²⁹ » Il affirmait, dans *L'Écriture et Luther* : « Notre époque doit donc être autorisée à interroger à nouveau le livre sur la question essentielle de la religion, avec autant de fermeté et d'assurance qu'elle le peut.³⁰ » Remarquez l'accent universaliste de Rosenzweig. Le projet de traduction de la Bible était d'importance pour les juifs, mais non pas seulement pour eux. « Ki mi-Frankfurt Tazei Torah » (De Francfort, la Torah se propage au monde entier) était une façon de le signifier; ce qu'ils trouvaient dans la Bible était vérité pour le monde. Kracauer, en revanche, n'y voyait aucune vérité, simplement illusion et idolâtrie. Peut-être se serait-il quelque peu adouci si un commentaire avait été joint à la traduction. Mais en l'absence de texte accompagnateur, sa conviction était que Buber et Rosenzweig avaient renoncé au travail intellectuel et adopté le langage et l'exaltation du missionnaire et du zélateur. Le problème de l'aliénation, enraciné dans les conflits sociaux d'une période qui avait délaissé le sacré pour le profane, concernait tout le monde, soutenait Kracauer. Un retour à la religion par le biais d'une nouvelle traduction de la Bible exprimait, selon lui, un rejet de l'analyse sociale et de l'action sociale³¹.

La critique de Kracauer allait encore plus loin. Il caractérisait le langage de cette traduction alternativement comme « wagnérienne » ou « géorgienne ». Kracauer signifiait par là que Buber et Rosenzweig usaient d'un langage archaïque, esthétisant, distant, qui n'était pas sans évoquer l'épopée des Nibelungen ou la poésie de Stefan George. En réponse, Buber et Rosenzweig désignèrent Goethe et Schiller comme étant tout aussi coupables³². Mais ils ne répondaient pas à la critique de Kracauer selon qui leur texte s'apparentait plus au romantisme allemand qu'à l'hébreu archaïque. Nous en arrivons

29. Comme cité in M. Jay, « Politics of translation... », art. cit., p. 14. La source est : George Steiner's, *After Babel: Aspects of language and translation*, Oxford, Oxford UP, 1975, p. 244.

30. M. Buber et F. Rosenzweig, *Scripture and translation*, op. cit., p. 47-69.

31. Voir M. Jay, « Politics of translation... », art. cit., p. 13 sq.

32. M. Buber et F. Rosenzweig, « The Bible in German », art. cit., p. 151-60, initialement publié dans *Frankfurter Zeitung* le 18 mai 1926.

au point essentiel, que Kracauer avait fort justement identifié : produire une version allemande de la Bible ayant pour objectif final de retrouver l'hébreu original nécessite encore que nous apprécions la tonalité de la version allemande. La mémoire auditive procède de la sonorité du texte, et cette sonorité restait allemande. Buber et Rosenzweig voulaient que leur Bible allemande fasse entendre des sons étranges, surprenants, dérangeants, de manière à mettre du désordre dans les certitudes prétentieuses de leur temps. Un dessein parfaitement vain, selon Kracauer.

Ce qui nous amène à une toute dernière critique du texte, celle que formula Gershom Scholem en 1961, quelques années après l'achèvement de l'entreprise par Buber³³. Ami de longue date de Buber et Benjamin, Scholem avait déployé la pugnacité dont il savait faire preuve dans ses écrits pour reprocher à son ami Buber de ne pas avoir fait son aliyah plus tôt. Benjamin non plus, malheureusement, n'avait pas entendu ce message. Le même reproche, de toute évidence, n'avait pu être adressé à Rosenzweig qui n'avait jamais été sioniste. D'ailleurs Scholem entretenait des relations plus distendues avec Rosenzweig ; une certaine tension s'était manifestée entre les deux hommes dès leur première rencontre, tension qui jamais ne se dissipa. Du reste, Rosenzweig mourut en 1929 d'une maladie dégénérative.

C'est Buber qui était la cible de l'esprit acéré et éminemment arrogant de Scholem. Ce dernier voyait dans la traduction de Buber le monument à la mémoire de la communauté juive allemande assimilée. Et Scholem d'expliquer que cette traduction était une offrande aux juifs allemands, mais qu'en raison de la survenue des nazis, les « juifs pour lesquels vous avez entrepris ce travail ne sont plus vivants, et que ceux de leurs enfants qui ont échappé à cette catastrophe ne lisent plus l'allemand ». Selon l'heureuse formule de Martin Jay, « le dieu des juifs ne parlait plus l'allemand³⁴ ». Le scepticisme de Kracauer concernant le renouveau spirituel juif dans l'entre-deux-guerres s'avérait un tragique euphémisme.

Telle était la critique centrale de Gershom Scholem. Buber faisait partie des millions de juifs qui n'avaient pas entendu l'appel du sionisme jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour la plupart d'entre eux. Buber réussit à gagner Jérusalem en 1938, mais les autres membres de la communauté juive, à quelques notables exceptions, furent exterminés. C'en était fini du projet de

33. Edmée Kingsmill, « Martin Buber from the perspective of Gershom Scholem », *European Judaism: A Journal for the New Europe*, xl, 2, automne 2007, p. 90-101.

34. M. Jay, « The Bible in German », art. cit., p. 22.

maison d'études. C'en était fini de l'éveil des Allemands, juifs ou non-juifs, au message explosif que recélait le texte de la Bible. Ce message avait été réduit en cendres en même temps que ceux à qui il s'adressait. Scholem, comme à son habitude, s'assurait que tout un chacun sût qu'il avait été plus avisé.

En conclusion, ce que Kracauer, Benjamin et Scholem percevaient de façon analogue était que Buber et Rosenzweig avaient fui le monde réel pour se consacrer à la révélation proclamée de la Bible. La théorie critique à la Kracauer et à la Benjamin, de même que les travaux érudits à la Scholem, passaient cependant un point sous silence : comment faire face à la crise du sens en Europe après la catastrophe de la Grande Guerre ? Dans le même temps que ces modernistes, que ces philosophes du langage et de l'art, d'autres suivaient une toute autre direction. Je qualifie cette réaction de retour aux langages traditionnels dans le sillage de la guerre. Retour qui prit des aspects très divers, des sculptures évoquant la perte et le deuil de Käthe Kollwitz, aux formes mémorielles de Sir Edwin Lutyens et à ce retour à l'ordre qui rapprocha Picasso d'Ingres durant une période. *L'Ulysse* de Joyce est un pamphlet écrit à l'époque où Stephen Dedalus et ses contemporains étaient piégés dans un cauchemar dont ils semblaient ne pouvoir se dégager. Mais tous ces efforts sont-ils vraiment à mettre sur le compte des défis que présente le monde moderne ? L'assurance avec laquelle il est affirmé que telle réponse était la bonne face aux bouleversements du monde européen dans le premier quart du xx^e siècle me laisse sceptique. Il me paraît plus pertinent de replacer le projet de Buber et Rosenzweig au centre d'un moment dialectique de l'histoire culturelle durant lequel, en réponse aux convulsions engendrées par la guerre et ses multiples conséquences, certains se tournèrent vers les traditions du passé, actualisées pour servir le présent³⁵, tandis que d'autres se projetèrent dans la modernité, parfois en grimaçant, parfois en soupirant. N'oublions pas que l'ange de l'histoire du tableau de Paul Klee – *Angelus Novus* – est poussé vers l'avenir par le vent et la force de l'histoire, mais il avance en faisant résolument face au passé. Telle est la représentation la plus achevée de l'histoire culturelle de la Grande Guerre et de son caractère dialectique. ■

35. Voir Mara H. Benjamin, *Rosenzweig's Bible: Reinventing Scripture for Jewish modernity*, Cambridge, Cambridge UP, 2009.

ALEXANDRE SUMPFF

RE-VOIR LA RÉVOLUTION RUSSE

Quand l'historien contemporain arrive près de la table de visionnage aux archives, il se confronte à une source triplement muette. Le film est privé de son accompagnement oral et musical, de rigueur à l'époque et changeant en fonction de l'exploitant, du type de séance et du public¹. Plus grave, il a changé de contexte et de statut : cent ans après les événements, il ne conserve qu'un lointain écho de l'atmosphère inédite des harangues, des chansons, des serments, et appartient désormais à la matière des bobines rangées sur les étagères dans leurs boîtes métalliques. Enfin, faute trop souvent de documentation papier disponible sur place et venant renseigner les conditions de tournage, de diffusion et de réception, les plans qui se précipitent sur l'écran relèvent du mystère ; en résumé, les images ne parlent plus.

Mon ambition est d'envisager ces sources de l'histoire avec le regard de ceux qui les ont réalisées et, surtout, de ceux qui en faisaient l'objet². Dans mon ouvrage sur les révolutions russes de 1917, j'ai largement utilisé les sources audiovisuelles³. J'ai procédé à *la* Marc Ferro⁴ – dont les hypothèses sont d'autant plus remarquables qu'il n'a jamais eu accès aux documents originaux, mais à des copies parvenues en France – tout en posant trois questions cruciales à ces sources : qui filme, dans quel but, et avec quel effet.

1. Valérie Pozner (dir.), *Le muet à la parole. Cinéma et performances à l'aube du xx^e siècle*, Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHC), 2005 ; Yuri Tsivian, *Early Cinema in Russia and its Cultural Reception*, Londres, Routledge, 2014.

2. En référence à l'amant japonais d'Emmanuelle Riva lui répétant qu'elle, l'Occidentale jouant dans un film sur Hiroshima, ayant tout visité dans la cité détruite, n'a rien vu. Annette Becker a organisé le 13 octobre 2018 une table ronde intitulée « Tu n'as rien vu dans la Grande Guerre ? » aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois : c'est dans ce cadre qu'une première version de ce texte a été élaborée.

3. Alexandre Sumpf, *1917. La Russie et les Russes en révolutions*, Perrin, 2017.

4. Marc Ferro, « Le film, une contre-analyse de la société ? », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 28^e année, n° 1, 1973, p. 109-124.

Que voir là où on croit avoir tout vu, là où il n'y a rien à voir? Cette interrogation dans le droit fil de l'approche de *Voir la Grande Guerre. Un autre récit*⁵ m'a amené à revenir à l'un des films les plus originaux conservé sur les événements de mars 1917 en Russie : *Manifestation à Iaroslavl dans les premiers jours suivant la révolution de Février*⁶. À travers ces séquences montées dans un bout-à-bout de presque sept minutes, j'aimerais pointer la manière dont la Grande Guerre a conditionné une révolution du regard et dont la révolution de Février 1917 a favorisé l'extension accélérée d'une nouvelle culture partagée – celle d'un théâtre de la rue brandissant un ensemble de symboles encore largement clandestins la veille⁷.

Le film nous invite à un fécond décentrement du regard qui nous permet de mieux saisir la dimension populaire des révolutions russes. En effet, il ne nous situe pas classiquement à Petrograd en octobre, mais tout début mars dans une tranquille cité du nord du pays, Iaroslavl. Selon toute vraisemblance, les images n'ont pas été tournées par les opérateurs expérimentés des actualités filmées russes du Comité Skobelev, passé comme un seul homme du côté de la révolution après avoir dûment servi la propagande du tsar qui lui avait conféré le monopole du tournage sur le front⁸. Ces scènes de rue ont probablement été enregistrées par des professionnels du studio de Grigori Libken, justement installé dans cette ville, spécialisé avant-guerre dans les films d'horreur (de momies, surtout) et reconverti depuis 1914 dans le juteux thème des atrocités de guerre. Surtout, nous pouvons d'emblée nous débarrasser de toute illusion rétrospective sur une supposée « authenticité » d'images de la révolution, c'est-à-dire des manifestations parties des faubourgs ouvriers de Petrograd le 23 février 1917 ou même de la scène de l'abdication du tsar à des centaines de kilomètres de là, le 2 mars⁹. À Iaroslavl, on a imité à seulement un jour d'intervalle le renversement du pouvoir, de façon pacifique, et organisé rapidement une « fête de la révolution » typique des deux premières semaines suivant la chute de la dynastie Romanov.

5. Annette Becker, *Voir la Grande Guerre : un autre récit, 1914-2014*, Armand Colin, 2014.

6. Archives russes d'État du film et de la photographie documentaires (RGAKFD), film n° 18 103, noir et blanc, muet, 195 mètres.

7. Orlando Figes et Boris Kolonitskii, *Interpreting the Russian Revolution. The Language and Symbols of 1917*, New Haven, Yale UP, 1999.

8. Hubertus F. Jahn, *Patriotic Culture in Russia During World War I*, Ithaca, Cornell UP, 1995.

9. Si un film conservé dans les mêmes archives porte ce titre, il consiste en réalité dans l'enregistrement pour l'histoire de l'acte écrit de l'abdication de Nicolas II, imprimé, et dans celui de son frère Michel le lendemain, manuscrit cette fois. RGAKFD, film n° 1940.

Il s'agit d'un véritable événement local, plus frappant sans doute que la révolution feutrée opérée l'avant-veille, où pour la première fois se manifestent des attitudes politiques orientées par la caméra. Les opérateurs, peu aguerris pour les tournages en direct, font (sans doute spontanément) le choix de se mettre au niveau de la foule qui défile et impriment ainsi un changement de point de vue proprement révolutionnaire. Enfin, le défilé porte en lui les germes des tensions politiques complexes poussant le pays au bord de la guerre civile dès l'été 1917.

Grâce aux chroniques locales de l'époque, nous pouvons dater précisément le tournage au dimanche 5 mars (18 mars dans le calendrier occidental) 1917. Ce qui pourrait apparaître aujourd'hui comme un détail contingent avait toute son importance à l'époque. D'une part, il ne s'agit pas de la première manifestation publique consécutive à la fin brutale de l'autocratie. Le samedi 4 mars, les ouvriers de cette cité d'industrie de transformation (tabac, amidon, un peu de textile et de chimie) typique d'un centre provincial russe ont défilé dans le centre avec leurs banderoles, en soutien du soviét (conseil) des ouvriers et soldats constitué le 2 mars. Ce cortège n'intéressant a priori qu'une partie de la population de Jaroslav n'a pas été filmé, mais il a peut-être eu suffisamment d'échos pour que les opérateurs Libken se décident à sortir leurs lourds appareils des studios et à les planter dans la rue. Pas n'importe où. Comme l'indique le court descriptif disponible aux archives russes d'État de la documentation cinématographique et photographique, ce tournage prend place sur les artères encadrant le théâtre Volkov, inauguré en 1911 à la suite d'un concours lancé à Moscou et d'une souscription nationale. L'érection de ce bâtiment qui fait la fierté de l'élite locale a commandé l'aménagement de boulevards plantés à la moscovite où peuple et notables se mélangent, le dimanche justement.

A priori, nous indiquent les films préservés dans les archives russes, la ville d'environ 110 000 habitants n'avait eu que deux fois les honneurs d'un tournage, en 1913, à chaque fois dans le cadre des festivités du tricentenaire de la dynastie régnante. Le 21 février, on inaugure en grande pompe le pont Romanov sur la Volga, ici dans son cours supérieur¹⁰; le 21 mai, les caméras suivent la visite de l'empereur, de sa famille et de la Cour dans sa tournée à travers le pays conçue pour réaffirmer le lien entre le tsar et son peuple¹¹.

10. *Otkrytie Romanovskogo mosta v Jaroslavle*. RGAKFD, film n° 937. 139 mètres.

11. RGAKFD, film n° 12 856. Il s'agit d'un montage postérieur de sujets sans rapport les uns avec les autres, qui comporte cette séquence.

Dans le style caractéristique des « nouvelles filmées » du cinéma des premiers temps, la figure de Nicolas II et la cérémonie par laquelle il impose son « scénario du pouvoir¹² » saturent l'écran où se succèdent une série de tableaux figés par le protocole autant que par le manque d'habitude de la caméra, par l'ignorance (plus que le refus) des potentialités médiatiques et performatrices de ce nouveau média. Le 5 mars 1917, c'est la population qui a pris possession du centre réservé à l'accueil du monarque ou des célébrités (artistes, scientifiques, hommes politiques) venues se produire sur la scène.

Guidés par l'intelligence de la situation, voire enivrés par cette nouveauté radicale, les opérateurs anonymes ne se contentent pas d'enregistrer la partie programmée du défilé, mais varient les points de vue. Ils saisissent d'abord les différents groupes se rendant sur le lieu de la manifestation officielle, ils captent l'atmosphère d'une fête populaire où abondent femmes et enfants, ils préservent la trace d'un rassemblement empruntant aux rites de la procession religieuse, de la manifestation politique et de la revue militaire. La cohue du début demeure indistincte pour l'œil non habitué et même pour l'historien spécialiste, privé de repères. Ce n'est qu'au terme de visionnages répétés, concentrés mais aussi inattentifs car tendus vers la dernière partie du film et son cortège lisible, que j'ai trouvé un fil dans cet enregistrement sans filtre apparent. Plusieurs micro-événements donnent sens à ce chaos initial. À l'arrière-plan passe rapidement une colonne en rangs serrés, qu'on devine être des soldats non à l'uniforme, presque invisible, mais aux baïonnettes; celles-ci sont ornées d'un mince ruban très sombre – la marque du rouge dans les films de cette époque. Cette trentaine d'hommes se revendique donc révolutionnaires, c'est-à-dire participants actifs du changement de gouvernement local; ils ont probablement protégé ses nouveaux représentants sans même avoir eu à chasser leurs prédécesseurs. Ces révolutionnaires de la première heure restent anonymes : il ne s'est produit aucun haut fait digne de mémoire, nul héroïsme ferment de légende ne s'est manifesté. Cette révolution pacifique s'explique par le lent pourrissement de l'autorité tsariste, achevé par l'affaire Raspoutine et les défaites militaires, autant que par l'accord tacite des notables locaux désirant à tout prix éviter les désordres de la capitale.

12. Richard S. Wortman, *Scenarios of Power. Myth and Ceremony in Russian Monarchy from Peter the Great to the Abdication of Nicholas II*, Princeton, Princeton UP, 2006.



▲ Fig. 1. « L'Union fait la force »,
banderole-intertitre

▲▲ Fig. 2. Regarder la caméra qui fixe
le peuple en révolution

◀ Fig. 3. Salut fraternel du soviét
de Iaroslavl au Soviet de Petrograd

Or il ne s'agit que d'un événement constitutif d'une longue série qui formera finalement « la » révolution de Iaroslav dans les révolutions russes (et également non russes ethniquement) de 1917. La Russie se trouve alors au beau milieu de sa troisième année de guerre, comme en témoigne l'imposant panneau affichant au-dessus de la foule une réclame pour l'emprunt de guerre de 1916. Ce contexte éprouvé au quotidien avec la présence de la trop populeuse garnison de réserve, le flux discontinu de blessés et malades, l'inquiète attente de nouvelles des proches au front, informe la scène en profondeur. Après un premier étendard rouge, suit un calicot proclamant de façon œcuménique « Vive la Russie libre » et surtout une banderole affirmant « L'Union fait la force ». La phrase attire inmanquablement l'œil, mais encore faut-il savoir écouter notre regard. Certes, cet adage n'est guère usité dans les cercles révolutionnaires, même non marxistes. Ce qui frappe en réalité, c'est sa lisibilité parfaite. Le spectateur n'a aucun effort à faire pour déchiffrer un énoncé chiffonné à d'autres endroits par le vent, parfois insuffisamment contrasté : rigide, peint en lettres capitales sur fond blanc, ce slogan bénéficie d'une orientation calculée. La pancarte défile non dans le sens du cortège spontané, mais avec un angle spécifique placé pour la caméra – c'est le premier exemple à ma connaissance de l'emploi, qui sera magnifié chez Eisenstein, d'une banderole venant imprimer directement dans l'image le message écrit en général réservé aux intertitres. Cela a été rendu possible par une nouvelle culture visuelle, celle de la guerre, diffusée par les actualités filmées françaises et russes¹³.

Cette prise en compte du pouvoir de transmission de la caméra se double d'un second geste marquant, initié cette fois par les opérateurs. Ils n'interviennent pas directement sur le défilé, ne le *mettent* pas en scène comme le feront les bolcheviks lors de leurs carnivals des premières années¹⁴, ou le dramaturge Nikolaï Evreïnov en 1920 pour représenter la *Prise du palais d'Hiver* dont on a d'ailleurs filmé les répétitions¹⁵. Au contraire, ils quittent leur position de recul au bout de deux minutes pour se rapprocher de la foule et entrer en contact avec la masse. Ce petit déplacement de quelques

13. A. Sumpf, « La mise en scène de la guerre dans les actualités filmées russes, 1914-1918 » in Angel Quintana Morraja et Jordi Pons Busquet (dir.), *La Gran Guerra 1914-1918. La primera guerra de les imatges*, Girona, Museu del Cinema, 2016, p. 47-68.

14. James von Geldern, *Bolshevik Festivals 1917-1920*, Berkeley, University of California Press, 1995.

15. *Vzjatje zimnego dvorca (inscenirovka)*. RGAKFD, film n° 1 940, 456,10 mètres. Youri Tsvïan aurait retrouvé des parties manquantes de cette captation et travaille à sa restauration et son analyse.

mètres à peine revêt une signification fondamentale. Il abolit la distance marquant l'autorité du tsar ou des généraux, la neutralité rationnelle de l'examen ethnographique, toutes deux typiques du cinéma de l'époque. Les opérateurs imitent la manière de filmer la troupe montant au front dans les actualités de guerre, s'essaient à un effet visuel connotant la masse, la densité, l'unité, le dynamisme. Le léger accéléré des images trahit leur inexpérience en ce domaine. Habités à filmer en intérieur un jeu d'acteurs encore très fortement influencé par la mimique théâtrale, ils ne tournent pas assez rapidement la manivelle, ne s'accordent pas au rythme du flux continu qui traverse l'écran. Tout juste ont-ils la chance qu'il fasse beau ce jour-là, et que la réverbération du soleil sur la neige offre un éclairage abondant qui rend les images bien plus nettes que celles tournées au même moment à Petrograd – qui ont en outre été mal conservées car très utilisées, contrairement à ces rushes restés sans doute inédits. Il ressort des images de Iaroslav une impression de bousculade qui dissimule le véritable enseignement de ces plans : non seulement une grande partie des classes sociales de la ville se trouvent représentées, à l'exception peut-être des minorités ethniques et religieuses, mais elles ne sont pas hiérarchisées par la caméra qui ne discrimine plus personne. Le peuple (*narod*) a conquis son droit à l'image.

Comme si souvent au début du siècle, la présence de la caméra étonne et fascine : les regards-caméra se répètent, détournant pour un instant les visages de l'événement en cours pour plonger au cœur de l'attraction qu'offre le cinématographe. Un regard plus vigilant, moins aveuglé par ce tenace cliché, ouvre une autre dimension : celle de l'émotion palpable de ces regards, plus ou moins appuyés, soulignés parfois de saluts de la main ou du couvre-chef. Les demi-sourires interrompus dans leur élan ne relèvent pas de l'autocensure de bons sauvages sachant qu'ils ne doivent pas réagir face à l'œil avide de l'objectif. De cette masse émergent des attitudes politiques individuelles. Cela est notable moins dans les groupes, au second plan, des participants de la manifestation à venir, qui se pressent vers le point de rassemblement, qu'au premier plan, parmi les spectateurs en quête de la meilleure place pour assister à ce spectacle révolutionnaire.

Avant même la structuration en cortège qui intervient une minute et demie plus tard et constitue la moitié des images tournées, un groupe politique émerge de la masse. Des hommes se fraient difficilement un chemin entre les manifestants tendus vers leur objectif et la caméra ; les réactions des spectateurs *in situ* attestent d'une interpellation de la part du ou des opérateurs. On

▼ fig. 2

fig. 3

se recule, on vérifie d'un coup d'œil que cela a suffi, on attend de voir ce qui va se passer, on est en lisière d'un événement restant inconnu pour quelques secondes encore. On distingue enfin un groupe qui tranche par ses habits sombres avec le fond gris des capotes de soldats; ce sont des civils, il y a une femme, deux peut-être, l'un d'entre eux arbore un manteau avec col de fourrure. La quinzaine de personnes faisant tout à coup corps se met à saluer, puis repartent vers le cortège en train de se former. Un étendard fixé sur une unique hampe, mais portant heureusement des mots très reconnaissables de ce temps, nous révèle qu'il s'agit du soviétique local qui pose pour l'éternité. Ces clandestins savent bien que l'avenir est toujours incertain, ils tiennent à marquer l'arrêt. Ils attestent par leur salut aux autres soviétiques, à commencer bien sûr par celui de Petrograd, de l'existence du pouvoir populaire que tous, même le bourgeois en manteau, estiment représenter.

Leur incursion dans l'espace public, timide, fait ressortir par contraste l'absence à l'écran du pouvoir exécutif autoproclamé réuni dans un comité de salut public. Ses membres sont restés tout le temps de la manifestation perchés sur le balcon du bâtiment hébergeant la douma municipale, non filmés et donc invisibles. C'est une erreur politique grave car dans la *glasnost* du printemps 1917, la politique se mène désormais au grand jour; mieux, la politique doit *se rendre visible*.

La deuxième bobine de 100 mètres utilisée par les opérateurs opère l'enregistrement proprement dit du défilé célébrant l'avènement d'une nouvelle Russie libre. Il se déroule sur le boulevard de Kazan – aujourd'hui, du Premier-Mai, il n'a pas repris son ancien nom –, dont l'allée centrale est plantée d'arbres dressant leurs branches nues sur le fond blanc de la neige tassée, et plus précisément sur la partie orientale, à droite du bâtiment-vigie du théâtre. Disons un mot de sa composition. Trois groupes apparaissent nettement : les citoyens, les militants et les militaires fermant la marche. Les hommes dominent, mais par deux fois une concentration inusitée de femmes vient rompre cette homogénéité qui confine presque au monopole. À la différence des participants masculins, les manifestantes ne regardent pas la caméra – alors que des spectatrices le font – et ne la saluent pas, signe du caractère récent de leur entrée dans l'espace public, en ville du moins. Si de nombreux contemporains ont noté les discours lancés et les refrains entonnés¹⁶, personne ici ne s'improvise leader d'opinion, tout le monde ferme la

16. Voir Nicolas Soukhanov, *La Révolution russe. 1917*, Stock, 1965. Version abrégée de l'édition en anglais et de l'original en russe, paru en 1920 à Berlin (7 volumes); Claude Anet, *La Révolution russe. Chroniques*

bouche : il n'y a nul slogan scandé, nulle révolution chantée. Le nombre de spectateurs n'a pas diminué, ils forment une étroite haie d'honneur involontaire au cortège qui avance en bon ordre, encadré par des hommes portant un brassard blanc : la manifestation possède donc un service d'ordre destiné non plus à la protéger de la répression par les Cosaques ou les sergents de ville (*gorodovyé*) – grands absents de l'écran puisqu'ils se terrent pour éviter la furie populaire – mais à lui conférer la légitimité d'une expression politique publique dans un cadre défini.

Les slogans se succèdent sur les banderoles. « Vive le socialisme », « Vive la liberté » et « Vive l'armée » ouvrent la marche. Cette première salve universaliste impose en réalité un ton et indique clairement ce qui n'est plus envisageable (l'arbitraire monarchique), ce qui est visé (le progrès et la justice), les moyens d'y parvenir (la force armée populaire mobilisée sous les drapeaux). Les devises suivantes prennent parti plus nettement : « Camarades ouvriers et camarades soldats, unissez-vous », « À bas l'autocratie / Vive la République socialiste », « Vive la Russie libre / Vive la République! / Vive le prolétariat! » La célèbre formule « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » apparaît en lettres dorées sur un gonfalon rouge tout droit issu de la tradition orthodoxe, bel exemple de syncrétisme. L'écrasante domination des positions d'extrême gauche tient à une culture certaine de la manifestation qui a permis en particulier une fabrication rapide et efficiente. L'encodage visuel du cortège, bien plus univoque que ce que laisse deviner sa réalité composite, se révèle précieux pour la population de Jaroslav. Nous sommes en effet à l'orée d'une politisation accélérée de l'espace public et des opinions individuelles, prélude à une polarisation puissante et une radicalisation revendiquée.

La coloration partisane de la masse en train de défiler s'opère de façon très discrète pour l'œil d'aujourd'hui, par le biais de fanions triangulaires portant les initiales des divers partis politiques – encore illisibles pour la plupart des spectateurs, qui se familiariseront bien vite avec. Il s'agit plus de marquer l'espace dévolu à chacun, de réunir sous la même bannière ceux qui y militent déjà que de faire la promotion de tel ou tel mouvement – les compétitions électorales viendront, pour l'heure on ne compte que quatre bolcheviks au soviet et 80 dans toute la province¹⁷. De même, le second groupe de femmes, plus restreint et étrangement coincé entre civils et militaires, ne

1917-1920, Phébus, 2007 ; Mihajl Prišvin, *Dnevnik. 1914-1917*, Saint-Petersbourg, Rostok, 2007.

17. Evgenij Solov'ev, *Rasstrejannyj Jaroslav! Istoričeskaja panorama tragedii goroda na Volge, ijul' 1918* [« Jaroslav fusillé. Panorama de la tragédie de la ville sur la Volga, juillet 1918 »], Jaroslav, Akademija 76, 2018.

Fig. 5 ▶

se distingue en rien de ses voisins. Une seule image, furtive, nous éclaire tout d'un coup : elles portent toutes des médailles sur la poitrine. Ce sont donc des *soldatki*, ces femmes de soldats (maigrement) pensionnées par l'État devenues par la force des choses solidaires. Probablement veuves de guerre, elles représentent le premier lobby né du conflit, auquel on a accordé une place tandis que les minorités nationales ou les invalides de guerre attendront encore leur heure. La manifestation s'achève avec une revue militaire à l'ancienne précédée d'un officier à cheval. Les régiments de réserve de Iaroslav connaissent en réalité des tensions internes que masque mal l'unité forcée de la marche cadencée. Sur certains bonnets en fourrure, l'absence de l'insigne impérial ovale signale une prise de position inédite des simples soldats qui vont jouer un rôle si crucial dans la suite des événements.

Manifestation à Iaroslavl dans les premiers jours suivant la révolution de Février, titre donné par les documentalistes des Archives d'État à une date indéterminée, ne peut sans doute pas être considéré comme un film. L'absence de carton de début et de fin, d'intertitres commentant les images indique que les deux bobines exceptionnellement octroyées par le patron Libken ont dû aboutir plus tard dans un centre de conservation et n'ont pas servi de matériau pour les actualités filmées Skobelev – il y avait bien assez à filmer à Petrograd, puis à Moscou, et la province a rarement fait l'objet de tournages, faute de moyens humains et techniques. Ces séquences ont bien été destinées à quelque chose, mais elles n'ont atteint personne, en tout cas à l'époque, et donc suscité aucune réaction. Les opérateurs ont enregistré ce qu'ils savaient être une archive mais aucun documentaire n'a tiré parti de ces plans de très bonne qualité, à ma connaissance. Or le fait que l'on ne se situe pas à Petrograd, c'est-à-dire sur les lieux de « la » révolution, ne justifie pas une telle omission. Encore faut-il prendre la peine de lire les images et les utiliser pour ce qu'elles disent, non pour ce qu'elles illustrent.

Les quelque sept minutes qui nous touchent plus de cent ans après les faits témoignent d'une double révolution du regard. La première, c'est celle des caméras qui quittent le front, abandonnent les élites, pour mieux voir le peuple, qui n'est plus un simple décor de pacotille, mais l'acteur central de la révolution, des révolutions en cours. La seconde, et la plus sensible, c'est celle des Russes qui se savent filmés. Immédiatement, instinctivement, ils appellent par le biais de l'objectif leurs camarades à travers le pays, et définissent une identité politique qui vaut autant par l'effet de groupe que par l'engagement individuel. Ce que montrent les images et ce qu'ont vu



▲ Fig. 4. Sous la bannière du parti.

▲▲ Fig. 5. Héroïnes de guerre et figures de la révolution.

les Russes qui allaient au cinéma, c'est la démocratisation accélérée avec la naissance du citoyen et la diversité des moyens d'expression politique à sa disposition. Les positionnements collectifs et individuels, calculés ou spontanés, que capte la caméra, révèlent des tensions contraires à l'esprit d'unité. Tout le monde n'approuve pas les slogans lancés à travers l'écran, tant s'en faut ; la plasticité des termes « révolution » – fin de l'arbitraire ou cardinale refonte de la société – et « liberté » – droits civiques ou libération économique – ne peut rassembler qu'un bref moment, avant de diviser. Si le coup d'État d'octobre se déroule sans coup férir à Iaroslav, en miroir de Petrograd, la violence extrême se déclenche en juillet 1918 avec une insurrection antibolchevique : le cortège s'est désuni, les factions ne marchent plus épaule contre épaule, mais l'une vers l'autre, les armes à la main. ■

ALAIN SOUBIGOU

VENGEANCE, VIOLENCE ET SOUFFRANCE DE GUERRE EN « PAYS TCHÈQUES ¹ », 1914-1918

Longtemps, l'historiographie des « Pays tchèques » a sous-estimé les phénomènes de violence et la souffrance de la population, pour deux raisons contradictoires. D'un côté, l'historiographie autrichienne ou allemande a émis des doutes sur la loyauté des troupes slaves, spécialement tchèques et, au-delà, de la quasi-totalité de la population tchèque. Ces troupes étaient formées de Tchèques, sujets slaves d'Autriche-Hongrie enrôlés dans l'armée de la Triplice (Allemagne, Empire austro-hongrois, Italie jusqu'en mai 1915). D'un autre côté, la construction de l'État tchécoslovaque après 1918 s'est fondée sur la mise en valeur des exploits des légionnaires tchécoslovaques, qui, eux, étaient émigrés en France, Italie et Russie avant 1914 et avaient formé des Légions de volontaires et avaient combattu avec les alliés de la Triple Entente (France, Royaume-Uni, Russie) sur les fronts russes, français et italiens, ce qui a minoré les souffrances des Tchèques et Slovaques dans l'armée austro-hongroise. Or 95 % des combattants tchèques de la première guerre mondiale avaient combattu sous l'uniforme autrichien, ce qui ne coïncidait pas avec la construction de l'État tchécoslovaque après 1918. Cette double occultation a fini par faire oublier les phénomènes de violence subis par la population tchèque. Dans la dialectique désormais classique de la contrainte ou du consentement à la violence (mise en évidence par l'historien américain George Mosse²), la population tchèque paraissait avoir été plutôt épargnée. Son orientation vers les institutions et les partis démocratiques entre

-
1. L'expression englobe la Bohême et la Moravie, provinces de l'Empire austro-hongrois de 1526 à 1918.
 2. George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, Hachette, 1999, trad. de Edith Magyar [éd. originale : *Fallen Soldiers : Reshaping the Memory of the World Wars*, New York, Oxford UP, 1990].

les deux guerres semblait confirmer le paradigme français ou anglais selon lequel l'absence de souffrance aurait disposé au pacifisme et à la démocratie contre le paradigme des populations allemande, italienne, autrichienne, hongroise, bulgare qui auraient beaucoup souffert dans la guerre et refusé par conséquent la démocratie.

La question est simple : la population tchèque de Bohême et de Moravie a-t-elle souffert de la brutalisation et de l'ensauvagement de la première guerre mondiale³ ?

Le silence sur la violence de guerre du côté autrichien

Le mythe de la douceur de vivre sous l'Empire de François-Joseph, l'unanimité supposé découlant du manifeste de l'empereur « À mes peuples » du 28 juillet 1914, l'absence de soulèvement pacifiste pendant la guerre alimentèrent le refus de réfléchir aux formes de brutalisation au sein de la population tchèque. Tous les peuples de l'Empire auraient été loyaux au vieil empereur. Et le débat est clos.

Les crimes de guerre de l'armée austro-hongroise perpétrés dès l'été 1914 contre les populations civiles des Slaves du Sud occultaient les autres formes de brutalisation. Les mesures contre les civils serbes prises par le général Oskar Potiorek (précédemment responsable de la sécurité de François-Ferdinand à Sarajevo, avec le succès que chacun connaît) avaient relativisé les violences infligées aux populations des Slaves du Nord⁴. Le caractère de vengeance personnelle du général Potiorek contre les Serbes ne trouva pas immédiatement d'équivalent en Bohême et Moravie. La censure de guerre empêcha la divulgation des atrocités de l'armée austro-hongroise, spécialement sur le front méridional en Serbie.

Après la guerre, les observateurs autrichiens avaient tout intérêt à construire le mythe paradoxal de la désertion générale des unités tchèques et du sabotage de l'effort de guerre par la population tchèque, de manière à expliquer commodément la dislocation de ce si bel édifice qu'était l'Empire

3. Thérèse Delpech, *L'ensauvagement, le retour de la barbarie au XXI^e siècle*, Grasset, 2005.

4. Rudolf Jeřábek, *Potiorek, General im Schatten von Sarajevo* [« Potiorek, le général dans l'ombre de Sarajevo »], Graz, Vienne, Cologne, Verlag Styria, 1991. Le général Oskar Potiorek (1853-1933), d'origine slovène, fit pendre des centaines de civils serbes, y compris des femmes, à l'automne 1914. L'état-major autrichien le releva de son commandement pour incompétence mais il ne fut jamais jugé ; il termina sa vie dans un asile psychiatrique.

austro-hongrois. Ce qui permettait de taire le bellicisme des élites viennoises avant 1914, l'absence entêtée de suffrage universel en Hongrie et la suspension du *Reichsrat*⁵ de Vienne par l'empereur François-Joseph dès le mois de mars 1914, trois mois avant Sarajevo. Alors que des débats parlementaires contradictoires et très intéressants se sont déroulés pour ou contre le vote des crédits de guerre en Allemagne, France ou Angleterre, rien de tel en Autriche et Hongrie. Un petit groupe de décideurs autour de Conrad von Hötzendorf, chef de l'état-major austro-hongrois, a pris l'initiative de la guerre sans vote de la représentation nationale. Dès l'origine de la guerre, la démocratie et les formes parlementaires avaient été court-circuitées. C'était une première forme de brutalisation, par absence de consensus authentique, par impossibilité d'exprimer une opposition à la guerre ou simplement de soulever des interrogations sur les buts de guerre.

Le silence sur la violence de guerre en Bohême et Moravie

Depuis des décennies, la Bohême-Moravie avait fourni des cadres loyaux à l'Autriche-Hongrie, mais peu nombreux. Cette province avait le plus fort taux d'alphabétisation du monde en 1910, pour de lointaines raisons historiques et religieuses, en particulier le hussitisme du ^{xiv}e siècle, sorte de pré-protestantisme un siècle avant Luther⁶. Cette population bien formée pouvait déployer ses compétences dans le domaine économique et avait fait de la Bohême-Moravie l'atelier de l'Empire, contribuant pour 60 % à sa richesse en 1913. Sa puissante industrie fabriquait les canons Škoda, les locomotives Kolben-Daňek ou les automobiles Laurin & Kliment (devenues Škoda ultérieurement). Mais ces talents tchèques étaient bridés dans leur expression politique et sous-représentés dans la haute administration et dans les postes de commandement de l'armée en raison du mépris de la haute société autrichienne et hongroise pour les Slaves. Les Tchèques fournissaient les bataillons de fantassins, pas les officiers. Dès le début, la guerre des Autrichiens n'était pas la guerre des Tchèques.

Pendant tout le conflit, les phénomènes de censure, la répression policière, le mouchardage ont rendu difficile une compréhension par les Tchèques des

5. Chambre basse du parlement autrichien.

6. Richard Friedenthal, *Jan Hus, hérétique et rebelle*, Calmann-Lévy, 1977, p. 289.

ressorts, étapes et buts de la guerre. D'où la difficulté pour la population et les soldats tchèques de se sentir concernés par cette guerre qui les amenait à tirer sur d'autres Slaves, sur le front russe ou le front serbe. Cette incompréhension des buts de guerre austro-hongrois a été moquée par l'écrivain Jaroslav Hašek dans son livre *Les aventures du brave soldat Chvėik*⁷. Ce « brave soldat » tchèque obéit à des ordres incompréhensibles de son colonel autrichien. Appliqués très strictement – « de manière très obéissante » –, ils provoquent des désastres : un régiment entier est fait prisonnier par incompréhension des ordres hurlés en allemand. C'était moqueur et prémonitoire, dans un pays pour ainsi dire dépourvu de véritable culture de guerre depuis l'occupation autrichienne en 1526, plus encore après la défaite de la Montagne blanche en 1620, traumatisme qui a durablement marqué la mentalité tchèque.

Le panthéon tchèque comprend de nombreux écrivains, intellectuels ou musiciens, mais pas de militaires. Les campagnes napoléonienne (Austerlitz en Moravie méridionale en 1805) et prussienne (la bataille de Sadowa en 1866 en Bohême orientale) se sont bien déroulées sur le sol tchèque, mais n'ont que très modérément concerné la population tchèque. Depuis la guerre de Trente Ans au XVII^e siècle qui a fait disparaître un tiers de la population, les Tchèques n'ont plus vraiment eu l'occasion de se constituer une culture de guerre. Ils ont au contraire cultivé le souvenir de pacifistes comme Petr Chelčický (v. 1390-v. 1360) ou d'intellectuels : le théologien Jan Hus (1369-1415), le pédagogue Jan Amos Komenský (Comenius, 1592-1670) ou l'historien František Palacký (1798-1876), les uns et les autres étudiés par le philosophe Tomáš Garrigue Masaryk⁸.

Après la Grande Guerre, la vénération pour les 80 000 légionnaires qui ont combattu au côté des Alliés en France, en Italie et en Russie a fait passer au second plan les souffrances et les sacrifices des fantassins tchèques de l'armée austro-hongroise. Sur 9 millions de soldats austro-hongrois mobilisés, 1,1 million de soldats furent tués ; parmi eux figuraient 138 000 Tchèques et 69 700 Slovaques, tandis que 5 405 hommes furent tués parmi les légionnaires tchèques et slovaques du côté allié⁹. La dissymétrie des nombres de

7. Jaroslav Hašek (1883-1923), *Les aventures du brave soldat Chvėik*, Gallimard, 2017 [1932 ; traduit du tchèque par Henri Horejšil]. Le personnage de Švejk apparut en revue en 1912, puis en quatre romans de 1921 à 1923.

8. Tomáš Garrigue Masaryk (1850-1937), anima les débats intellectuels et politiques tchèques de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Voir Alain Soubigou, *Thomas Masaryk*, Fayard, 2002.

9. Ivan Šedivý, *Češi, České země a Velká Válka, 1914-1918 (Les Tchèques, les Pays tchèques et la Grande Guerre, 1914-1918)*, Prague, Lidové Noviny, 2001, p. 13 ; Antoine Marès, « La Tchécoslovaquie : la sortie de guerre

victimes a pourtant produit une construction mémorielle favorable aux légionnaires, d'autant plus étonnante que la saignée démographique avait été tragiquement lourde partout en Europe. Les souffrances tchèques du côté austro-hongrois n'étaient que des souffrances parmi beaucoup d'autres, de surcroît d'une armée défaite et au mieux oubliée, au pire honnie par la nouvelle république d'après-guerre.

En l'absence de combats sur le sol tchèque, la Bohême et la Moravie furent-elles épargnées par la guerre ?

La réalité des violences de guerre

À l'été 1914, la mobilisation s'est menée sans difficulté, les hommes se sont présentés dans les casernes conformément aux ordres. Une photo de la mobilisation dans une rue de Prague témoigne d'une loyauté résignée, semblable en tout point à celle en France étudiée par Jean-Jacques Becker¹⁰. Néanmoins, dans ses mémoires de guerre, Masaryk note que les conscrits austro-hongrois offraient le triste spectacle d'une forte imprégnation d'alcool dans les trains les menant à la caserne, tandis que les soldats allemands en Allemagne étaient bien plus sobres et disciplinés.

De Schandau [en Saxe où il passait ses vacances en famille], nous ne pûmes pas rentrer chez nous aussitôt la mobilisation proclamée. Les trains étaient réservés aux soldats et aux recrues; des masses de sujets austro-hongrois rentraient aussi d'Allemagne dans leur pays. Ce séjour en Saxe me permit de voir à Dresde et en diverses villes la mobilisation allemande et de la comparer à la mobilisation autrichienne que j'observais à mon retour, vers le 10 août [1914 à Prague]. En Allemagne, il régnait en toutes choses beaucoup plus d'ordre, et l'équipement de l'armée était bien supérieur et de bien meilleure qualité. Le spectacle des recrues autrichiennes, spécialement des Slaves, rentrant d'Allemagne ou à travers l'Allemagne, me fut pénible : des masses d'entre eux étaient ivres¹¹.

d'un État nouveau » in Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson (dir.), *Sortir de la Grande Guerre, le monde après 1918*, Tallandier, 2008, p. 106.

10. Jean-Jacques Becker, « L'opinion publique française et les débuts de la guerre de 1914 », thèse de doctorat sld de Pierre Renouvin, 1976, repris dans *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.

11. Thomas Garrigue Masaryk, *La résurrection d'un État. Souvenirs et réflexions, 1914-1918*, trad. du tchèque par Fuscien Dominois, Plon, 1930, p. 3.

Pour Masaryk, cette alcoolisation des soldats slaves était le signe d'une guerre aux buts incompris et non partagés.

La guerre fut menée en allemand, langue du commandement de l'armée austro-hongroise. Ce fut la deuxième violence infligée aux soldats slaves. L'historien autrichien Richard Lein fait de l'incompréhension linguistique la cause principale de l'échec dans le commandement des troupes slaves de l'armée austro-hongroise¹². Il en résulta des captures massives de prisonniers slaves, interprétées par les Autrichiens comme des désertions. Ce qui a légitimé une violence accrue contre les soldats slaves et contre la population tchèque.

L'envoi des troupes tchèques sur le front russe allait contre la *vzajemnost* – sentiment de réciprocité – slave et contre le sentiment panslave qui animait une notable partie des élites tchèques, très admiratives de la littérature et la musique russes. À la différence des Polonais, les Tchèques n'avaient pas de méfiance ou de contentieux à l'égard des Russes, au contraire.

La province de Bohême-Moravie a subi les réquisitions alimentaires de guerre plus qu'aucune autre. La ration alimentaire par habitant s'est effondrée dès le début de la guerre. Les réquisitions au profit de l'armée austro-hongroise ont entraîné une tragédie dans les deux dernières années de la guerre car, en l'absence d'un empire colonial outre-mer, les ressources disponibles étaient rares et dirigées en priorité vers les besoins de l'armée.

Réquisitions de l'armée austro-hongroise¹³

Consommation de céréales en 1917-1918 (indice 100 en 1915-1916)

Pays	Blé	Seigle	Orge	Avoine
Pays tchèques	41,33	60,02	71,62	37,91
Moravie	70,64	63,12	48,99	38,14
Pays alpins d'Autriche	84,54	93,14	94,14	56,68

12. Richard Lein, *Pflichterfüllung oder Hochverrat, die tschechischen Soldaten Österreich-Ungarns im Ersten Weltkrieg* [« Accomplissement du devoir ou haute trahison, les soldats tchèques d'Autriche-Hongrie dans la première guerre mondiale »], Vienne, Lit Verlag, 2011. Lein analyse ce que l'écrivain Hašek avait intuitivement décrit avec son *Brave soldat Chvéik* au début du xx^e siècle.

13. Ivan Šedivý, *Češi, České země a Velká Válka... op. cit.*, p. 258.

Dans la seconde moitié de la guerre, la consommation de céréales s'écroule à la moitié de ce qu'elle était au début de la guerre en Pays tchèques et moraves, tandis qu'elle ne baisse que de 5 à 15 % dans les pays autrichiens.

Réquisitions du cheptel bovin en pourcentage des capacités

Semestre	Basse Autriche	Haute Autriche	Pays tchèques	Moravie	Silésie
2 nd sem. 1916	52 %	128 %	113 %	108 %	80 %
1 ^{er} sem. 1917	127 %	149 %	161 %	148 %	102 %
2 nd sem. 1917	191 %	208 %	234 %	233 %	209 %
1 ^{er} sem. 1918	206 %	193 %	239 %	210 %	210 %

Les réquisitions des bœufs, vaches, veaux et génisses atteignent rapidement des taux importants un peu partout dans l'Empire, attaquant jusqu'à la pérennité du cheptel puisque des taux supérieurs à 100 % signifient que même les bœufs reproducteurs et les vaches allaitantes sont réquisitionnés et abattus par l'armée, ce qui compromet très gravement la possibilité de maintenir un élevage dans les années suivantes. Or dès 1917, des taux de prélèvement de 200 – voire 230 % et plus – sont atteints spécialement dans les pays tchèques, moraves et silésiens. Les officiers chargés de la réquisition ne prélèvent pas, dans le cheptel, seulement les veaux et génisses mais aussi les vaches à viande ou allaitantes et les taureaux. L'armée austro-hongroise méprisait ainsi les besoins alimentaires des civils, ne se souciait pas de ce que ceux-ci ne disposent quasiment plus de viande et qu'à terme, l'élevage des pays tchèques, moraves et silésiens soit totalement ruiné, dans l'impossibilité de se reproduire.

La militarisation de l'économie et l'organisation de la pénurie ne touchent pas que la production agricole : la majeure partie de l'industrie de la Bohême et la Moravie fut tournée vers la production de guerre. À partir de 1917, le général Eduard Zanantoni (1862-1933), commandant de l'administration militaire pragoise, apparaît de plus en plus souvent dans les archives économiques¹⁴. L'entrepreneur morave Baťa fournit en masse les chaussures

14. Národní Archiv, Prague-Chodovec (Archives nationales tchèques, ANT), fonds Mistodržitelství Praha, Prezidium [présidium du gouverneur/Coudenhove/à Prague], « 1911-1920 » Politische und nationale Bewegung, carton 4986, dossier 1914 8/1/52/30/1.

des soldats avec un quasi-monopole pour l'armée austro-hongroise. Škoda fournit les obusiers lourds de 385 mm que d'ailleurs l'armée austro-hongroise ne savait pas utiliser, si bien qu'ils finirent dans l'armée allemande qui, elle, sut s'en servir par exemple au siège de Liège. De même, il était logique que le gouvernement de Vienne tente de placer ses emprunts de guerre en Bohême et à Prague, l'une des plus puissantes places financières de la double-monarchie¹⁵. Néanmoins, il se heurta à la résistance passive des milieux bancaires tchèques, qui aboutit à l'emprisonnement de Jaroslav Preiss, le plus grand banquier tchèque, patron de la Živnobanka (banque de l'artisanat)¹⁶. Cette violence contre les milieux d'affaires fut très contre-productive : elle priva l'Empire de moyens financiers et accéléra le détachement de l'opinion publique tchèque à l'égard des autorités austro-hongroises. Le plus grand ratage de la militarisation de l'économie tchèque fut le lancement d'une souscription en vue de l'érection d'une statue monumentale du théologien Jan Hus, à Prague. La statue fut conçue par le sculpteur patriote Ladislav Šaloun (1870-1946) en souvenir du cinquième centenaire du supplice du théologien médiéval le 6 juillet 1415. La souscription permit l'inauguration de la statue sur la place de la Vieille-Ville le 6 juillet 1915, véritable gifle aux Habsbourg catholiques. Or cette énorme statue pesait 60 tonnes de bronze, que l'état-major austro-hongrois aurait bien aimé utiliser pour ses canons. C'était la façon muette, très tchèque, de protester contre cette guerre des Autrichiens.

Un autre accélérateur du détachement de l'opinion publique tchèque fut l'exécution des premiers civils : Slavomír Kratochvíl, technicien à Přerov en Moravie, membre du mouvement gymnique patriotique Sokol, arrêté le 18 novembre 1914, fut condamné et pendu le 23 novembre à Moravská Ostrava pour un poème jugé démoralisateur par les autorités austro-hongroises. Il est considéré comme la première victime de la répression de guerre austro-hongroise contre les Tchèques. Ses restes furent transférés et enterrés au cimetière de sa ville de Přerov le 5 janvier 1919. Sa tombe fut l'ob-

15. Bernard Michel, *Banques et banquiers en Autriche au début du XX^e siècle*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976.

16. Alain Soubigou, « Banques et banquiers dans la Tchécoslovaquie de Masaryk, le cas de Jaroslav Preiss » in Catherine Horel (dir.), *Nations, cultures et sociétés d'Europe centrale aux XIX^e et XX^e siècles, mélanges offerts au professeur Bernard Michel*, Publications de la Sorbonne, 2006, p. 251-264. Sous la Première République, le banquier Jaroslav Preiss (1870-1946), proche de Masaryk, fut une sorte de ministre des Finances bis.

jet de cérémonies civiques pendant tout l'entre-deux-guerres. Un mois après sa pendaison, un autre Morave, le journaliste Josef Kotek (1883-1914), fut à son tour pendu à Moravská Ostrava le 23 décembre, pour un article dans la revue *Pokrok* [*Le Progrès*], au mépris du code de procédure pénale autrichien. La pendaison de Slavomír Kratochvíl à l'automne 1914 lança le début de la constitution de réseaux alternatifs et de résistance anti-autrichienne, causa le départ en exil de Masaryk en décembre 1914 et en 1915, celui de Beneš¹⁷; en 1915, se constitua un réseau de renseignement, la *Maffia*. Mais ce fut aussi le début d'une terrible répression : internement de l'épouse de Masaryk après la mort de leur fils aîné Herbert causée par le typhus, emprisonnement de leur fille Alice, envoi du fils cadet Jan en régiment disciplinaire sur le front de l'Est; plus largement, condamnation à mort de toute une génération d'hommes politiques tchèques comme Karel Kramář. La dernière année de la vie et du règne de l'empereur François-Joseph mort en 1916 fut terrible pour les libertés publiques et les opposants en pays tchèques.

Le renforcement de la violence contre la population

Le massacre de Prostějov en Moravie centrale se déroula dans un centre textile qui fabriquait les tenues de l'armée austro-hongroise : une émeute de la faim consécutive aux lourdes réquisitions militaires traversa la ville le 25 avril 1917. La troupe tira et fit 23 morts et 80 blessés. 112 personnes furent condamnées par des tribunaux¹⁸. Dans l'entre-deux-guerres un monument à leur mémoire fut construit sur une place à l'est du centre-ville sur le lieu du massacre. Ce monument fut détruit par les nazis, puis reconstruit après la seconde guerre mondiale et célébré par les communistes. Il est aujourd'hui presque abandonné¹⁹.

Un autre massacre survint à Pardubice en Bohême orientale le vendredi 7 juin 1918, après une série de protestations contre la faim. Un train, chargé de lard et charcuterie en partance pour l'Allemagne, fut arrêté par des femmes désespérées en gare de Pardubice. Le plus solide historien tchèque

17. Masaryk le mentionne explicitement dans ses mémoires comme cause de son départ. Pour lui, l'exécution de Slavomír Kratochvíl démontra l'irréversibilité du bellicisme autrichien et la volonté autrichienne de se venger sur les Slaves.

18. ANT, fonds SÚA Praha, MRP / R (Prezidium ministerské rady Videaň), 1917, č j 372 / 17 (prieus č 4376 / 1918), liasse 79.

19. Résultat d'une enquête sur place en août 2013.

de la première guerre mondiale, Ivan Šedivý, qualifie la scène qui suivit « d'hystérie²⁰ ». Or, d'après les archives, le commandant de l'unité prit le temps de téléphoner depuis la gare à trente minutes de marche pour consulter le gouverneur Coudenhove à Prague²¹. Celui-ci donna l'ordre de tirer. Après le retour de l'officier, une heure après les premières exactions de la foule affamée de femmes et d'enfants, la troupe tira. Il y eut trois morts : Josef Slezák né en 1889, professeur à l'école de commerce pour jeunes filles ; Franz Hatle, né en 1867, propriétaire et tanneur ; et Udalrich Kudrna, né en 1906, écolier, fils d'un ouvrier en service militaire. Un autre vieillard de 68 ans et un autre écolier de 12 ans furent blessés.

L'âge et le statut des victimes montrent de manière évidente que les tués furent ceux qui n'avaient pu courir assez vite. Leur profil n'en fait pas d'emblée des résistants ou des saboteurs. Il s'agissait simplement des personnes qui souffraient de la faim et voyaient partir un train de victuailles pour l'Allemagne. Six personnes furent arrêtées, transférées et jugées à Hradec Králové. Plus tard, une enquête démontra que les tireurs étaient hongrois et qu'aucune sommation n'avait été faite. Il ne s'agit nullement d'un épisode hystérique, exécuté dans la précipitation, mais bien de décisions prises au plus haut niveau par le gouverneur du pays, Coudenhove, dans une logique de brutalisation de la société et de vengeance contre les Slaves à un moment où la guerre échappait à ses initiateurs.

Autre exemple de la brutalisation, cette fois morale, de la population tchèque, la catastrophe de Bolevec. Ce fut, au départ, un accident industriel. Dans l'usine Škoda de munitions, dans un quartier nord de Plzeň (*Pilsen* en allemand), à l'ouest du pays, étaient employés 3 000 ouvriers et ouvrières. Un mois après le massacre de Prostějov survient une explosion le vendredi 25 mai 1917. Des ouvriers tchèques avaient signalé une anomalie dangereuse à l'ingénieur autrichien Rudolf Thiel. Celui-ci préféra aller déjeuner, reportant la solution à l'après-midi. Pendant l'heure du déjeuner, à 13 h 32, un atelier explosa et, de proche en proche, tous les ateliers et les entrepôts de poudre explosèrent, les uns après les autres pendant l'après-midi jusqu'à 15 h 08. Il y eut encore 18 explosions, les dernières se produisant le lendemain matin. Les sauveteurs trouvèrent des projectiles à 8 km de l'usine. La catastrophe fit 13 morts selon l'administration autrichienne

20. Ivan Šedivý, *Češi, České země a Velká Válka...*, op. cit., p. 325.

21. ANT, fonds Mistodržitelství Praha, Prezidium, Politische und nationale Bewegung, carton 4972, K. k. Statthaltereipräsidium in Prag [archives du présidium du gouverneur impérial à Prague], dossier 1918, 8 / 1 / 16 / dossier 13, liasse 1917, folios 55 à 72. Confirmé par une enquête sur place en août 2013.

et la presse viennoise. En réalité, près de 300 personnes ont disparu et on retrouva 242 cadavres d'ouvriers et ouvrières tchèques mais aussi d'enfants (33 de moins de 16 ans) et de sauveteurs. Leurs restes furent enterrés dans le cimetière de Bolevec et une chapelle édiflée en son centre. À l'intérieur, les noms des 242 victimes sont gravés sur les murs. L'ingénieur Rudolf Thiel fut incarcéré et se suicida. Le gouvernement autrichien n'était pas directement responsable de cet accident industriel. Il avait juste autorisé l'augmentation du stock de matières hautement explosives de 16 à 48 tonnes dans l'usine, ce qui aggrava l'effet du sinistre. En revanche, la sous-estimation du nombre de victimes, la négation du traumatisme, la censure au prétexte de loi martiale, l'absence de réparation pour les familles ont engendré une souffrance interdite d'expression. Encore une forme de brutalisation par le mépris de la société tchèque. L'écrivain Karel Čapek, qui vivait non loin de Bolevec et avait entendu l'explosion, écrivit en 1922 le roman *Krakatit* – le titre évoque un mélange du nom du volcan explosif indonésien Krakatoa et d'une substance explosive –, qui narre l'explosion d'une usine de munitions. Ce roman revendique la nécessité du sens des responsabilités chez les décideurs; en l'occurrence, celle de l'ingénieur, responsable de la sécurité de ses ouvriers dans son usine. Pour Karel Čapek, elle avait fait défaut à l'ingénieur de l'usine de Bolevec, au tragique détrimment des travailleurs tchèques.

La gestion mémorielle des violences de la première guerre mondiale

La proportion d'anciens combattants et de veuves (60 à 65 000) dans la population tchèque n'était pas celle de la France (700 000 pour 1,4 million de tués) ni celle de l'Allemagne (525 000 pour 1,8 million de tués)²². Seule une petite proportion des combattants avait subi des combats industriels du type de ceux de Verdun, la Somme ou Ypres. De ce fait, la réification des corps des combattants et la déshumanisation des soldats décrites par les historiens comme George Mosse, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker avaient

22. Chiffre tchèque approximatif fourni par Petr Mazouch, chercheur à la Chaire d'économie statistique de la Faculté d'informatique et statistique de la Vysoká škola Ekonomická (VŠE) de Prague. Chiffres français et allemand fournis par Peggy Bette dans l'encyclopédie en ligne 1914-1918, reprenant des chiffres procurés par Jay Winter : https://encyclopedia.1914-1918-online.net/article/war_widows (consulté le 16 oct. 2019).

atteint un degré plus accessible par une gestion sociale et politique de sortie de guerre²³.

La démobilisation n'a pas été brutale. Les légionnaires dont le retour à la patrie a été étalé sur trois ans de 1918 à 1920 ont pu rentrer dans la vie civile de manière plus diffuse. Ils ont bénéficié d'un statut de héros dans la République tchécoslovaque. Par conséquent, l'horreur des combats n'a pas laissé une trace dévastatrice chez les anciens combattants tchécoslovaques, à la différence des anciens combattants allemands étudiés par George Mosse. Ces derniers sont demeurés une masse de manœuvre belliciste dans les *Freikorps* alors que les légionnaires tchécoslovaques, au contraire, sont devenus des piliers de la démocratie tchécoslovaque.

Le travail de pédagogie politique mené par le premier président de la République tchécoslovaque, Thomas Garrigue Masaryk, a permis une rapide intégration des légionnaires dans la vie sociale et politique. Au lieu de devenir des nostalgiques réactionnaires et soupçonneux contre les civils et gens de l'arrière, ils se sont répartis dans tous les partis politiques autorisés par la constitution de 1920. Les partis extrémistes n'ont jamais été interdits sous la Première République mais n'ont jamais prospéré. Il n'y eut donc pas de processus de brutalisation de la scène politique tchécoslovaque *post bellum*, alors que l'Allemagne de Weimar des années 1920 connaissait 324 assassinats politiques d'extrême droite, quasiment sans sanction judiciaire²⁴.

L'ambiguïté des monuments aux morts

Parmi les soldats tchèques morts pendant la première guerre mondiale, le nombre des tués du côté austro-hongrois est près de quarante fois supérieur à celui des tués côté allié, parmi les légionnaires (207 700 vs 5405). Or seule la mémoire glorieuse de ces derniers a été cultivée par la Première République. Un monument en forme d'obélisque leur a été érigé au centre du château de Prague, des institutions prestigieuses comme la *Legiobanka* (banque des légionnaires) ont été constituées²⁵. Ils formaient le corps de la

23. G. L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme...*, op. cit.; S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, 14-18. *Retrouver la guerre*, Gallimard, 2000.

24. G. L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme...*, op. cit., p. 193.

25. Daniela Bradlerová, « Banka československých legií v letech 1919-1938 » [« La banque des légions tchécoslovaques en 1919-1938 »], Prague, Université Charles, Faculté de philosophie, mémoire de master sld d'Eduard Kubů, 2006.

garde présidentielle. Aucun sentiment de relégation ; leur contribution à l'effort de guerre a été célébrée, au contraire.

À l'époque communiste après la seconde guerre mondiale, un rééquilibrage négatif fut toutefois opéré : la mémoire des légionnaires fut minorée, voire anéantie, car, en 1917-1918, ils avaient combattu contre les bolcheviks russes pour le compte des Alliés. Ils furent évincés de la mémoire nationale tout comme leur héros, porteur de la carte de légionnaire n° 1, le président Thomas Masaryk.

Depuis 1989 et le retour à la liberté, une prise en compte de l'ensemble des victimes militaires tchèques de la première guerre mondiale est assurée. Les soldats morts sous l'uniforme austro-hongrois sont considérés comme les victimes indifférenciées d'un conflit global. Il est possible que cette relativisation des engagements produise des effets de dilution du souvenir des motivations des légionnaires en faveur de la construction de l'État (mouvement *statotvorní*) et de la démocratie. Mais, contre toute attente, la célébration des légionnaires en République tchèque est perçue comme un marqueur démocratique, cultivé par l'organisation gymnique et culturelle du Sokol (le Faucon) et des associations civiques.

La trace mémorielle dans la vie politique jusqu'à nos jours

En tant que guerre fondatrice de la résurrection de l'État tchèque et slovaque du Moyen Âge, la première guerre mondiale n'a pas, chez les Tchèques et les Slovaques, la réputation atroce de guerre destructrice. Masaryk, dans son petit livre *La nouvelle Europe* de 1918, avait déconstruit l'idée que cette guerre était insensée²⁶. Masaryk en avait fait au contraire l'ordalie des empires autoritaires qui devaient céder la place à des démocraties.

La Première République de Masaryk continue de bénéficier d'une gloire dans la mémoire des Tchèques jusqu'à nos jours. Après 1989, le président Václav Havel s'est explicitement référé au premier président tchécoslovaque et a repris son message humaniste²⁷.

26. Thomas Garrigue Masaryk, *La Nouvelle Europe* [1918], L'Harmattan, 2002, trad. du tchèque par A. Soubigou.

27. Significativement, Václav Havel a signé la préface de la biographie de Masaryk (A. Soubigou, *Thomas Masaryk, op. cit.*) et s'en inspire dans ses *Essais politiques* rassemblés par Roger Errera et Jan Vladislav, Seuil, 1994, et ses *Méditations d'été* [*Letní přemítání*], trad. de Jan Rubeš, éd. de l'Aube, 1998.

Aujourd'hui, le relatif bon fonctionnement de la démocratie tchèque et l'absence de partis extrémistes résultent dans une large mesure de l'apprentissage de la démocratie et de la constitution d'une vraie société civile forgée après la première guerre mondiale. La Tchécoslovaquie préserva le multipartisme, des élections authentiquement libres avec isolements, un système parlementaire bicaméral, le droit de vote et d'éligibilité de toutes les femmes, une protection constitutionnelle des minorités, tous les marqueurs rares en Europe centrale d'une réussite dans le rejet de la brutalisation. Même en 1938-1939 après Munich, pendant la seconde guerre mondiale, pendant la période communiste et jusqu'à nos jours, dans les Pays tchèques, l'antisémitisme est quasiment inexistant ou importé et le racisme anti-tzigane est contenu, surtout en comparaison des pays voisins.

Le premier conflit mondial a créé en Tchécoslovaquie des situations bien originales en Europe. D'une part, la population tchèque a subi des formes de violences de la part des autorités austro-hongroises inédites ailleurs. L'armée a tiré à plusieurs reprises sur la population civile, ce qui ne s'est jamais produit ni en France, ni en Allemagne, ni en Angleterre. Ces épisodes ne sont pas des phénomènes hystériques mais entrent bien dans une logique de vengeance anti-slave, commencée par le général Oskar Potiorek contre les civils serbes à l'automne 1914 et d'autant plus aggravée que la guerre échappait à ses instigateurs en 1917 et 1918, années où se sont produites les pires atrocités contre les civils de l'arrière.

D'autre part, la population tchèque fournit un contre-exemple de la brutalisation des sociétés européennes. Elle n'a pas sombré dans les violences politiques typiques de la continuation de la guerre dans les têtes, bien décrite dans le cas allemand des années 1920²⁸. La société tchèque a donc plutôt fonctionné selon le paradigme pacifiste français ou anglais repéré par Antoine Prost : celui d'un apprentissage de la démocratie et du pacifisme, ces valeurs qui s'effondrèrent en 1938, lâchées par la Grande-Bretagne et la France à Munich. ■

28. Robert Gerwarth, *Les vaincus. Violences et guerres civiles sur les décombres des empires, 1917-1923*, Seuil, 2017, trad. par Aurélien Blanchard [édition originale : *The Vanquished. Why the First World War Failed to End, 1917-1923*, Londres, Penguin Books, 2016]. Dans une large mesure, la population des pays tchèques échappa à ce schéma.

LAURENCE VAN YPERSELE

AUSTRALIENS ET BELGES AU SORTIR DE LA GRANDE GUERRE : UN CAS D'OCCUPATION AMIE (DÉCEMBRE 1918 - MAI 1919)

En novembre 1918, après quatre ans d'occupation, les territoires belges sont enfin libérés et les troupes allemandes quittent le petit royaume¹. Pourtant l'état de guerre persiste jusqu'en septembre 1919. Durant cette période, les troupes alliées occupent différentes zones. Les Australiens restent près de six mois dans la région de Charleroi et de Dinant en Wallonie. Aussi bien, ces régions passent d'une occupation ennemie à une occupation amie. Car, il s'agit bien d'une occupation militaire, c'est-à-dire – en termes de droit international – d'une situation provisoire qui « maintient la souveraineté auprès de l'occupé, mais fait passer son exercice temporairement à l'occupant² ». Ainsi voit-on en fait deux pouvoirs et deux administrations se superposer. Le pouvoir de l'occupant est limité par le respect notamment des biens et des personnes, et par le maintien d'un certain nombre d'institutions en vue du bon fonctionnement sociétal. En échange de quoi, la population civile est tenue de ne pas mettre en péril la sécurité des troupes et de se soumettre aux réquisitions et aux règlements de l'occupant³. Toute occupation implique donc des relations plus ou moins complexes entre occupants et occupés.

Pour aborder ce sujet, il faut d'abord évoquer les imaginaires de l'autre. Comment les Australiens voyaient-ils les Belges et vice versa ? Quels étaient les stéréotypes dominants ? Quels codes de conduite cela impliquait-il ?

1. Cf. Annette Becker, *Les cicatrices rouges, 14-18. France et Belgique occupées*, Fayard, 2010.

2. Peter Haggemacher, « L'occupation militaire en droit international : genèse et profil d'une institution juridique », *Relations internationales*, n° 79, 1994, p. 297.

3. Cf. Philippe Burrin, « Faire l'histoire des occupations militaires » in Sarah Fishman et Leonard V. Smith (dir.), *La France sous Vichy. Autour de Robert O. Paxton*, Bruxelles, Complexe, 2004, p. 93.

Ensuite, on s'intéressera à l'arrivée des troupes, à la réquisition des logements, aux relations avec les autorités locales et aux symboliques mises en œuvre. Puis, on analysera quelles étaient les priorités des autorités militaires et les activités des troupes, ainsi que les activités ou événements qui susciterent des relations tantôt heureuses tantôt problématiques entre Australiens et Belges. Enfin, comment s'est déroulé le départ des Australiens, la liquidation de cette occupation amie et quelles ont été ses conséquences tant sur les imaginaires que sur la vie concrète des populations ?

Les imaginaires de l'autre

Les Australiens ont-ils entendu parler de la Belgique avant-guerre, ce minuscule pays situé à l'autre bout de la planète ? Très peu ou pas du tout. Mais, le 3 août 1914, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne fait de la violation de la neutralité belge un *casus belli*. Le lendemain, il entre en guerre contre l'Allemagne, fait appel à son empire et lance une formidable propagande de guerre. Les Britanniques sont entrés en guerre pour défendre les petits pays innocents, pour défendre le « Droit » et la « Civilisation » tout entière. La « poor and gallant little Belgium » se voit ainsi internationalement exaltée, jusqu'en Australie⁴. Des dizaines de milliers d'Australiens répondent à l'appel de l'empire en s'engageant dans les forces de l'Anzac (Australian and New Zealand Army Corps), des dizaines de milliers d'autres Australiens soutiennent, par leur générosité, l'aide humanitaire destinée à sauver la petite Belgique martyre et affamée par l'occupant allemand. Tel est, en gros, l'image que l'on peut avoir des Belges.

Les troupes australiennes combattent à partir de 1916 sur le front occidental, notamment dans le saillant d'Ypres, à Ploegsteert et à Passchendaele où ils payent un lourd tribut en 1917 lors des batailles de Messines en juin, puis de Passchendaele de juillet à novembre. Lorsque sonne l'armistice, les Australiens sont stationnés en France dans la région d'Arras. Ils vivent depuis plus de deux ans dans l'enfer des tranchées, côtoient les paysages dévastés du front, vivent au milieu des morts. À la mi-décembre 1918, quatre des cinq divisions australiennes reçoivent l'ordre de marcher vers l'Est pour

4. Cf. Judith Smart, « "Poor Little Belgium" and Australian Popular Support for War 1914-1915 », *War & Society*, vol. 12, n° 1, mai 1994, p. 27-46.

prendre leurs quartiers d'hiver dans l'Entre-Sambre-et-Meuse en Wallonie. Le contraste entre les zones ravagées du front et les zones occupées encore vertes et plantées d'arbres donne l'impression aux Australiens d'arriver dans un pays presque prospère. D'autant plus que la région de Charleroi faisait partie de la zone du gouvernement général allemand et non des zones d'étapes encore plus mal menées. Pourtant, après quatre années d'occupation ennemie, de réquisitions et de pillages, le pays est ruiné et les populations ont faim.

Quant aux Belges qui, sous l'occupation devaient les communiqués militaires publiés par la presse censurée, même s'ils n'y croyaient pas tout à fait, ils ne savent guère qu'une seule chose sur les Australiens mais elle est essentielle. Depuis 1915, ils combattent dans les rangs alliés. Ils ont même payé le prix fort en 1917, lors de la bataille de Passchendaele. Aussi bien, les troupes qui arrivent en décembre 1918 dans le pays de Charleroi sont auréolées d'une triple gloire : celle du combattant, celle du libérateur et celle du vainqueur. Une gloire que rien ne borne, puisque les Belges vont découvrir avec soulagement que les Australiens sont blancs comme eux.

Bref, Belges et Australiens ont une image positive de l'autre avant même de se rencontrer.

L'arrivée des troupes australiennes

Si les canons se taisent sur le front occidental le 11 novembre à 11 heures du matin, il est évident que l'on ne peut démobiliser des millions d'hommes du jour au lendemain. Pour les Australiens, il faut d'abord les mener en Angleterre où l'on constate leur aptitude à faire un voyage long de trois mois. De là, ils prennent le bateau pour rentrer chez eux et y être démobilisés. Or, en cette fin de guerre, le trafic maritime est particulièrement intense et les bateaux destinés au rapatriement des soldats de l'empire ne sont pas la priorité. Quelle que soit leur impatience de retrouver leur famille et leur pays, les soldats australiens devront donc patienter encore quelques mois. La démobilisation se fera donc par ordre d'ancienneté au front, progressivement⁵.

5. Cf. Matthew Haultain-Gall, « De soldat à citoyen. La sortie de guerre de la 1^e Division australienne en Belgique, 1918-1919 », honours thesis, sld de Peter Schrijvers, University of New South Wales, Sydney, 2012, p. 53-54.

D'autant que la guerre n'est pas tout à fait terminée : les négociations pour la paix vont durer jusqu'au 28 juin 1919, avec la signature du traité de Versailles. Durant cette période, les Alliés suspendront à plusieurs reprises la démobilisation de leurs troupes pour faire pression sur l'Allemagne.

Aussi bien, les Australiens vont s'installer dans l'Entre-Sambre-et-Meuse. Seule une poignée d'entre eux ira jusqu'en Allemagne, le Haut-Commandement britannique – Douglas Haig en particulier – estimant qu'il préférerait avoir sous ses ordres des troupes plus dociles. Pour la majorité des Australiens, la marche vers l'Est s'arrête donc là.

Dès la fin novembre 1918, des démineurs australiens, sous commandement britannique, viennent vérifier que les Allemands n'ont pas laissé des mines prêtes à exploser. Si le travail le plus urgent est terminé un mois plus tard, le danger perdurera encore longtemps. Par ailleurs, en novembre et décembre 1918, un peu partout en Belgique, les populations se déchaînent contre les profiteurs de guerre. Face à ces violences populaires, la police belge est impuissante et doit faire appel aux forces militaires. Ainsi, par exemple, à Marchienne-au-Pont, le 20 décembre 1918, des manifestants s'en prennent aux commerces et aux habitations pro-allemandes, les portes sont enfoncées et le mobilier est jeté par les fenêtres. Les troupes australiennes doivent intervenir pour éviter que l'émeute ne dégénère⁶. Le retour au calme est immédiat.

Le Grand quartier général (GQG) australien s'installe au château de Ham-sur-Heure, tandis que le QG de la 1^{ère} division s'installe au château de Presles, celui de la 2^e division au château de Brisack à Marcinelle, celui de la 4^e dans la région de Dinant et celui de la 5^e à Solre-le-Château⁷. Début décembre, de petits groupes d'officiers étaient partis en reconnaissance dans les villages environnants pour réquisitionner des cantonnements pour les troupes : écoles, entreprises, maisons particulières. Or, autant les réquisitions allemandes avaient été mal vécues, autant celles des Australiens furent perçues comme un devoir et un honneur – même si la vigilance des propriétaires resta de mise⁸. L'armée australienne, d'ailleurs, paya des indemnités

6. À propos des violences populaires, voir Laurence van Ypersele, « Les violences populaires » in Xavier Rousseaux et Laurence van Ypersele (dir.), *La Patrie crie vengeance ! La répression des inciviques belges au sortir de la guerre 1914-1918*, Bruxelles, Le Cri, 2008, p. 33-59.

7. Bernard Lejeune, *Les Australiens dans la région de Châtelet de novembre 1918 à mai 1919*, Châtelet, Société royale d'histoire Le Vieux Châtelet, 2012, p. 10.

8. Ainsi, par exemple, la comtesse Jacques d'Oultremont rentra de Bruxelles à son château de Presles pour surveiller ses hôtes et éviter de trop nombreuses dégradations. Cf. *infra*.

jusqu'en octobre 1920 et remboursa les dégâts commis par certains soldats chez les particuliers⁹.

À la fin du mois de décembre, les troupes australiennes font leur entrée dans la région¹⁰. L'accueil est formidable. Les villes et les villages ont dressé à la hâte des arcs de triomphe munis de banderoles sur lesquelles l'on peut lire, tantôt en anglais « Welcome to Australia¹¹ », tantôt en français « Bienvenue à nos courageux libérateurs » et « Australie pour toujours¹² ». Partout, les drapeaux belges et alliés flottent aux balcons. Partout, les foules sont sorties pour découvrir à quoi ressemble un *digger* et ovationner les vainqueurs. Il est clair que curiosité et reconnaissance se mélangent avec bonheur.

À Dinant, les Australiens arrivent dès le 16 décembre 1918, sous les ovations de la population. Les drapeaux alliés flottent partout, une fanfare civile les accueille et le bourgmestre Bribosia prononce quelques mots de bienvenue. À Châtelet, le 20 décembre 1918, les autorités civiles belges accueillent elles aussi officiellement les autorités militaires australiennes à l'hôtel de ville avec faste. La « Brabançonne » est jouée par la musique australienne, tandis que « God Save the King » est joué par une fanfare de Châtelet. Ensuite, le bourgmestre adresse un mot de bienvenue au général Glasgow qui commande la 1^{ère} division et lui accorde le statut de citoyen d'honneur de la ville. Dans son discours, il rend d'abord hommage au « courage » et à « l'esprit chevaleresque » des Australiens venus défendre un peuple opprimé par la « perfide Allemagne », ensuite il promet de faire tout ce qu'il pourra pour rendre le séjour de ses « hôtes » le plus agréable possible. Après avoir répondu et vidé une coupe de champagne, le général « visiblement ému » rentre au château de Presles où il séjourne¹³. On ne pouvait mieux symboliser la volonté de collaboration entre les autorités civiles et militaires, entre occupés et occupants. Le même jour, Marcinelle accueille tout aussi officiellement et chaleureusement le major-général Rosenthal commandant la 2^e division¹⁴. Quinze jours plus tard, la ville de Couillet fera de même, mais à une moindre échelle,

9. Châtelet, archives communales, MP n° 75, logement des troupes australiennes en 1919 à Châtelet, Bouffioux et Châtelineau, *Compte logement troupes australiennes*.

10. Au total, ce sont plus de 90 000 hommes qui séjourneront dans le pays de Charleroi et dans la vallée mosane.

11. Comme à Acoz ou à Dinant.

12. Comme à Hanzinelle.

13. *Le Rappel*, 22 déc. 1918.

14. *La Gazette de Charleroi*, 21 déc. 1918.

en accueillant le brigadier-général Heane, commandant la 2^e brigade de la 1^e division¹⁵.

Les troupes australiennes s'installent donc, tantôt chez l'habitant, tantôt dans des écoles ou des usines, dans une ambiance chaleureuse qui leur permet de ré-appriivoiser une certaine vie sociale, voire familiale. Si l'on en croit les nombreux témoignages australiens, les logements sont confortables et les Belges font tout ce qu'ils peuvent pour leurs hôtes¹⁶.

Les préoccupations des autorités australiennes

Quel que soit l'accueil reçu, à l'évidence, les soldats australiens souhaitent avant tout quitter leur statut militaire et rentrer chez eux. Pour les autorités militaires, il s'agit donc de maintenir une certaine discipline et d'éviter des dérapages d'autant plus plausibles que ces jeunes soldats sont quelque peu désœuvrés et impatientes...

La première préoccupation des autorités militaires australiennes est l'hygiène et la prévention des maladies vénériennes¹⁷. Comme pendant la guerre, des conférences sont organisées pour informer les soldats des dangers de ces maladies. Des « Blue Light Depots » sont également installés à Charleroi. Il s'agit d'installations où les soldats peuvent venir se désinfecter. Cette mesure semble bien plus efficace que les conférences et ces dépôts seront largement fréquentés par les soldats. Enfin, les prostituées « légales », comme sous l'occupation allemande, sont régulièrement contrôlées par un médecin dépendant des autorités locales belges en collaboration avec les autorités militaires désormais australiennes¹⁸. En fait, Charleroi est un important centre de prostitution. La ville compte 400 prostituées « légales ». Mais, la situation économique dramatique engendrée par la guerre a poussé un nombre indéterminé de femmes à se prostituer occasionnellement et clandestinement pour survivre sans perdre la face. Ce sont ces dernières qui inquiètent le plus les autorités. À ces mesures de prévention, les autorités australiennes ajoute-

15. B. Lejeune, *Les Australiens dans la région de Châtelet...*, op. cit., p. 27-28.

16. *Ibid.*, p. 29-32.

17. L'armée australienne, comme l'armée allemande, opte donc pour la médicalisation plutôt que pour la répression.

18. À propos de la coopération, en matière de prostitution entre les autorités belges et allemandes sous l'occupation, voir Benoît Majerus, *Occupations et logiques policières. La police bruxelloise entre 1914-1918 et 1940-1945*, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 2008.

ront à partir de mars 1919 une mesure répressive : l'interdiction de rentrer au pays pour les soldats atteints de maladie vénérienne. Le problème est donc bien réel.

Mais, une autre maladie préoccupe grandement les autorités : la grippe espagnole qui sévit à la fin de la guerre. Une dernière vague s'abat sur la région en février 1919. Malheureusement, les services médicaux australiens comme les autres se révèlent impuissants. Les malades sont immédiatement évacués vers un des deux hôpitaux militaires britanniques installés à Charleroi. Des mesures d'urgence sont prises, notamment l'interdiction de rassemblement d'hommes dans des lieux clos. Début mars, la maladie disparaît mystérieusement et les mesures sont levées. On compte une quarantaine de victimes rien que pour la 1^{ère} division¹⁹...

Une autre préoccupation des autorités australiennes est la lutte contre l'indiscipline. Les exercices militaires sont maintenus, même s'ils n'ont plus beaucoup de sens aux yeux de soldats en attente de démobilisation. Des matchs de rugby, de football et de boxe sont organisés entre unités (ce qui permet de perpétuer les identités de groupe), mais aussi entre Australiens et civils belges (ce qui permet d'entretenir des relations amicales avec les populations locales). En fait, toutes ces activités maintiennent les Australiens dans leur identité de soldat. Or, les autorités songent également à l'avenir, c'est-à-dire au retour des hommes à la vie civile. C'est pourquoi, le général Monach responsable du rapatriement et de la démobilisation, s'inspirant du modèle canadien, lance un programme d'éducation comprenant des formations théorique, professionnelle et pratique, suivant les vœux exprimés par les soldats. En réalité, ces formations sont autant une forme de contrôle sur les hommes et une façon de les occuper qu'une réelle préparation à l'avenir²⁰. Quoi qu'il en soit, en matière de formation technique et professionnelle, la région de Charleroi dispose d'atouts incontestables : son Université du Travail inaugurée en 1911 et une série d'usines et de verreries qui n'ont pas été totalement détruites par l'occupant allemand²¹. Avec l'accord et le soutien enthousiaste des autorités carolorégiennes et du directeur de l'Université du

19. B. Lejeune, *Les Australiens dans la région de Châtelet...*, op. cit., p. 54.

20. Pour plus de détails, voir M. Haultain-Gall, *De soldat à citoyen...*, op. cit.

21. À propos du démantèlement du potentiel industriel de la région carolorégienne, voir Alain Forti, « L'industrie carolorégienne sous l'occupation, ou comment vampiriser une économie prospère » in Simon Alexandre (dir.), *La bataille de Charleroi, 100 ans après (actes de colloque, Charleroi, 22 et 23 août 2014)*, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 2015, p. 143-162.

Travail, dès janvier 1919, des locaux sont mis à la disposition des Australiens pour y établir une école technique. Des visites sont organisées aux usines de Marchienne-au-Pont, de Couillet et d'ailleurs pour donner un aspect plus concret à ces apprentissages. Ces formations remportent un certain succès puisque plus de la moitié des soldats les suivent. Mais les résultats, en termes de formation professionnelle, sont plus difficiles à évaluer.

Cela étant, les quelque 90 000 soldats australiens stationnés en Wallonie ont besoin, après quatre ans de guerre, de détente et de divertissements. Les autorités militaires confient à la section australienne de la YMCA (Young Men's Christian Association) l'organisation des divertissements auxquels les Belges – pour leur plus grand bonheur – sont conviés : championnats d'athlétisme, concerts, pièces de théâtre, séances de cinéma, bals et même fêtes pour les enfants rythment ainsi les mois d'attente et permettent des contacts positifs, quoique parfois ambigus, avec la population locale.

En outre, pour maintenir le moral des soldats, des permissions d'un à trois jours leur sont octroyées. Conscients qu'ils ne reviendront sans doute jamais sur le vieux continent, la plupart d'entre eux en profitent pour faire du tourisme. Charleroi est la ville la plus proche, mais elle a mauvaise réputation. Les autorités australiennes craignent à la fois des incidents avec la population dus à des excès d'alcool et les maladies vénériennes le plus souvent contractées lors des permissions. Les autorités militaires, conscientes que l'on ne pourra empêcher les soldats de s'y rendre, mettent donc des limites à cette destination : interdiction d'y loger et obligation d'un retour au cantonnement avant 21 h 30²². Lorsque la permission dépasse une journée, les destinations les plus prisées sont Namur, Bruxelles et Waterloo. Pour éviter les incidents dans ces villes où la présence australienne est faible et garder un certain contrôle sur leurs troupes, les autorités militaires obtiennent facilement des autorités communales belges des logements pour soldats en permission, les « Leave Clubs ». Les quelques témoignages australiens que l'on possède à ce sujet montrent combien ces séjours « touristiques », mais toujours en maintenant une certaine discipline militaire, ont permis de maintenir le moral des soldats en attente de démobilisation, par des contacts encadrés avec la population civile. Les divertir et les enrichir²³ pour préparer ces soldats à un retour à la vie civile.

22. B. Lejeune, *Les Australiens dans la région de Châtelet...*, op. cit., p. 101.

23. M. Haultain-Gall, *De soldat à citoyen...*, op. cit., p. 46-47.

Les relations avec la population locale

Les contacts avec la population belge ont sans aucun doute aidé les soldats à ré-approprier la vie quotidienne loin de tout combat. Dans leur correspondance familiale, beaucoup de soldats s'émerveillent de pouvoir dormir dans un vrai lit. Les rapports des bataillons se félicitent du bon état des sanitaires mis à leur disposition : les douches fonctionnent bien et sont en nombre suffisant. Mais, pour les nombreux Australiens qui logent chez l'habitant, l'expérience la plus importante est la redécouverte d'une vie de famille. En effet, les familles d'accueil vont s'attacher à « leur » soldat et déployer des trésors de générosité pour lui rendre le séjour le plus agréable possible.

Dès leur arrivée, les fêtes de Noël et du Nouvel An sont l'occasion pour les civils de montrer leur générosité. Immédiatement, des salles sont mises à la disposition des compagnies. À Châtelet, une brasserie offre aux hommes du 9^e bataillon de quoi boire à volonté. Nombre de familles accueillirent deux ou trois *diggers* à dîner avec eux. À Dinant, le palais de justice a été mis à leur disposition²⁴. À Couillet, les habitants s'empressent d'apporter aux soldats du 7^e bataillon tout ce qu'ils demandent : nappes, vaisselle, décoration de circonstance. À Villers-Poterie, le repas de Noël est suivi d'un bal où les Australiens initient les Belges à leur quadrille²⁵. Quant au Nouvel An, il est fêté par des banquets, des concerts et des bals.

Les contacts entre les civils et les militaires ne s'arrêtent pas à ces deux grandes fêtes. Tout au long de leur séjour, les Australiens organisent des concours de sport, des concerts, des bals, des séances de cinéma, et même des fêtes enfantines²⁶, auxquels les civils belges participent avec enthousiasme. Par ailleurs, dans la ville martyre de Dinant, les Australiens viennent se recueillir ou prendre des photos des principaux lieux où furent massacrés plus de 660 civils en août 1914, manifestant ainsi toute la compassion qu'ils avaient pour leurs hôtes²⁷. En outre, en février et mars 1919, les Australiens, assistés par des huissiers belges, organisent la vente des chevaux qu'ils ne peuvent rapatrier chez eux. Si ces ventes publiques se sont bien déroulées, nombre d'Australiens ont dû se séparer de leur bête avec un serrement de cœur. D'autant qu'ils ne font nullement confiance aux Belges qui ont la

24. B. Lejeune, « Les Australiens à Dinant et dans la vallée mosane, déc. 1918-mars 1919 », *Les Echos de Crèvecœur*, n° 32, juin 2010, p. 18.

25. B. Lejeune, *Les Australiens dans la région de Châtelet...*, op. cit., p. 34.

26. Cf. *Vers l'Avenir*, 8 fév. 1919, à propos d'une fête organisée pour les enfants de Falaën.

27. B. Lejeune, « Les Australiens à Dinant... », art. cit., p. 25.

réputation de maltraiter les chevaux et même de les manger! Ce choc culturel est toutefois atténué, dans les témoignages australiens, par la volonté d'excuser les Belges affamés par les Allemands et qui « ont alors appris à ne rien gaspiller qui soit utilisable ou... comestible²⁸ ». On constate cette même vision lorsque certains civils volent du matériel militaire aux Australiens.

Cette indulgence est d'ailleurs réciproque, ce qui facilitera grandement la cohabitation. Car la présence massive de soldats, revenus de l'enfer des tranchées et impatients de rentrer chez eux, malgré la vigilance des autorités australiennes, ne pouvait se dérouler sans aucun incident. Les premiers incidents qui marquent les civils sont les batailles de boules de neige en décembre et janvier. Au départ, le plaisir enfantin des *diggers* fait sourire une population habituée aux hivers enneigés²⁹. Mais lorsque les boules de neige se mettent à atteindre d'honorables bourgeois et que des carreaux volent en éclats, la mauvaise humeur devient palpable. Ainsi, lit-on dans le *Journal de Charleroi* du 7 février 1919 :

Depuis une quinzaine de jours, les Australiens ont pris la place des enfants, mais ils se livrent à ces batailles avec une autre énergie, un autre acharnement, on s'en doute. Au début, on en a ri, mais franchement, ils abusent... [Ces attaques] ont assez duré. Peut-on compter sur leurs chefs pour le leur faire comprendre? Si on n'y parvient pas, on arrivera peut-être à des incidents regrettables³⁰.

Même écho, mais plus virulent encore, dans la *Gazette de Charleroi* :

Ça n'fait rien, affirmait hier, en riant de toutes ses longues dents, un grand diable d'Australien qui venait de démolir partiellement, à l'aide d'une boule de neige bien serrée, l'honorable visage d'une très respectable dame. Il est bien bon, l'Australien! Dans toutes nos rues, on se bat : c'est peut-être drôle pour ceux qui ont pris l'habitude de recevoir des « marmites » sur le dos dans les tranchées, mais c'est beaucoup moins amusant pour de simples civils, pacifiques et débonnaires³¹.

Message bien reçu par les autorités australiennes, puisqu'elles finissent par interdire les batailles de boules de neige.

Ce ne sont pas les seuls incidents. On assiste également à la mise en place de trafics d'équipements militaires organisés par les soldats australiens mais

28. C.M. Wrench (AWM, Australian Army War Dairies. 9th Infantry Bataillon. Class 23 / 26), cité par B. Lejeune, *Les Australiens dans la région de Châtelet...*, op. cit., p. 69.

29. *Le Journal de Charleroi*, 28 janv. 1919.

30. *Le Journal de Charleroi*, 7 fév. 1919.

31. *La Gazette de Charleroi*, 7 fév. 1919.

aussi par des Belges³², ainsi qu'à quelques vols chez les particuliers, à des dégradations de logements ou à des bagarres dues à l'ivresse. Si les autorités militaires veillent à intervenir au plus vite, notamment en interdisant l'accès à certains estaminets, la compréhension de la population civile est encore plus remarquable. Il semble clair que, de part et d'autre, on souhaite garder les meilleures relations. À titre d'exemple, on peut citer la façon dont la comtesse Jacques d'Oultremont relate les écarts de comportement des Australiens au château de Presles :

Mon retour à Presle [sic] ne se fit que vers la fin février. Les Australiens mirent à notre disposition les belles autos de l'État-Major, avec leur conducteur en uniforme, pour venir me chercher à la gare de Charleroi; après six mois d'absence, je retrouvai ce cher Presle qui avait tout à fait changé de décor. C'était devenu une garnison australienne! Deux États-Majors... Un régiment d'artillerie dont 100 soldats logeaient au château, les autres dans le village. Les canons étaient rangés dans les prés Burniaux. La cour intérieure était réservée pour le tennis : un filet avait été tendu et des limites tracées à la chaux. Par moments, les officiers jouaient aussi au football. J'ai pris ma chambre au premier étage. Toutes les autres étaient occupées par les officiers supérieurs. Leurs ordonnances nettoyaient chaque jour les bottes et les chaussures sur les jolies consoles, ce qui ne m'enchantait guère. Sans cela, ils ne me gênaient pas. [...] Périodiquement, les Australiens donnaient de grandes fêtes ou dansaient, chantaient et finissaient par crier, tant ils étaient pochards. Alors votre grand-père³³ devait faire la police pour empêcher qu'ils ne fassent trop de dégâts par leur fantaisie. Ils lançaient des œufs contre les murs, versaient de la confiture ou faisaient des cascades de vin dans le grand escalier. C'était loin d'être drôle pour le propriétaire qui pouvait craindre que des tableaux ne soient pris pour cibles. Deux agapes de l'espèce eurent lieu à Presle, l'une peu de temps avant mon retour. La deuxième festivité eut lieu peu après mon retour. Ce jour-là, ils ne me virent pas, et, le soir, ils furent plus calmes et moins bruyants, respectant ma présence. Dans l'ensemble, je dois dire, sincèrement, que les officiers étaient tous très polis, attentionnés et prévenants. Jamais aucun ne m'a causé ennui d'aucun genre³⁴.

Lorsque l'on sait qu'un œuf est à l'époque une denrée précieuse et que la confiture est devenue un véritable luxe, tout comme le vin, on peut s'étonner

32. *La Gazette de Charleroi*, 14 janv. 1919 : l'article signale des vols de chevaux et de pneus. Tandis que *Le Journal de Charleroi*, 18 mars 1919, dénonce un trafic de chevaux organisé par deux Belges habitant Biesme.

33. Le comte Jacques d'Oultremont, époux de Gabrielle d'Ursel.

34. Gabrielle d'Ursel, *Souvenirs de la comtesse Jacques d'Oultremont. Les Australiens à Presles*, Presles (mémoires inédites), 1967.

d'une telle compréhension. En tous cas, si les faits avaient été perpétrés par des soldats allemands, on peut être sûr que la comtesse y aurait vu une nouvelle preuve de la barbarie teutonne...

Mais, quelle que soit la bonne volonté de chacun, il y a tout de même un domaine où les tensions ont été plus vives, celui des femmes. Les autorités australiennes, on l'a vu, envisagent le problème essentiellement sous l'angle sanitaire. Alors que pour les civils belges, il s'agit avant tout d'un problème de moralité : on ne souhaite pas voir les jeunes filles déshonorées par les séduisants *diggers*. À cela s'ajoute la jalousie des jeunes Belges qui n'ont pas servi sous les drapeaux mais ont subi quatre ans d'occupation allemande. Ils n'ont donc ni le prestige de l'uniforme, ni la gloire du libérateur. Aussi bien, à leurs yeux, les Australiens représentent une concurrence déloyale auprès de la gent féminine³⁵. À Charleroi, la peur d'un possible relâchement des mœurs est tellement vive qu'une « Ligue du respect moral » voit le jour dès janvier 1919 et placarde des avis livrant au mépris de la population le nom de certaines jeunes filles. Immédiatement, un conseiller communal fait publier dans le *Journal de Charleroi* une mise au point pour dénoncer les agissements de cette « ligue » de « gens mal intentionnés » : « Ces lâches accusateurs, que l'on rencontre la cigarette australienne en bouche, montrent après l'armistice plus de bravoure que pendant la guerre.³⁶ » Cette insinuation qui vise à délégitimer les membres de la « ligue » en les présentant comme des inciviques est d'autant plus efficace qu'en cette sortie de guerre la haine des traîtres et autres profiteurs de guerre est à son paroxysme. Ailleurs, des comités de villageois dressent la liste des personnes à exclure lors des bals organisés par les Australiens. Les autorités militaires, d'ailleurs, veilleront à respecter les *desiderata* de ces groupes informels, ce qui apaisera quelque peu la population. Ce qui est intéressant dans un domaine aussi sensible que celui-ci, c'est que d'un côté les Australiens font immédiatement des concessions aux demandes des villageois et que de l'autre les autorités locales, relayées et soutenues par la presse, cherchent activement à museler les groupes les plus extrêmes. En mai 1919, on peut encore lire dans le *Journal de Charleroi* : « Il n'y a aucun mal de la part des jeunes filles à répondre à l'invitation de nos amis australiens, mais il est du devoir des parents de veiller à ce que leurs enfants ne soient pas exposés à se trouver dans des réunions où elles pourraient contracter des

35. Ce dont témoigne un article de *L'Horizon de Dinant*, 23 mars 1919, dans lequel l'auteur anonyme se réjouit du départ de ces grands séducteurs d'Australiens. D'ailleurs, sur les photos du départ, on voit toujours des foules de femmes et d'enfants, mais bien peu de jeunes hommes, venus leur dire au revoir.

36. *Le Journal de Charleroi*, 28 janv. 1919.

fréquentations peu convenables.³⁷ » Bref, coopération et vigilance dominant jusqu'au bout. En effet, les nombreux bals, concerts et autres séances de cinéma, organisés par les Australiens, facilitèrent les rencontres. Et le succès des Australiens auprès des femmes est incontestable. Le plus souvent, ces idylles sont restées éphémères, mais parfois elles aboutissent au mariage. Les jeunes mariées, désormais australiennes, suivent alors leur époux jusqu'en Australie. Dans la région de Charleroi, on compte une vingtaine de mariages rien que pour la 1^{ère} division³⁸, mais aucun dans la région de Dinant pour la 4^e division³⁹.

Le départ et la liquidation de l'occupation

Malgré les divertissements et les contacts chaleureux avec la population belge, les Australiens ne souhaitent qu'une chose : rentrer chez eux. À partir de février 1919, les Australiens commencent à quitter le territoire belge, via la gare de Charleroi-Sud. Chaque division était chargée d'établir des quotas de mille hommes – ce qui correspond à la capacité d'un train – répartis équitablement entre les différentes unités. Le plus souvent, le départ des unités était précédé d'un dîner d'adieu et d'un bal offert par les Australiens pour remercier la population⁴⁰. À chaque départ, au son des fanfares, de nombreux villageois accompagnent « leurs » Australiens jusqu'à Charleroi pour leur dire au revoir, les embrasser une dernière fois et leur offrir quelques menus cadeaux⁴¹. Dans la région dinantaise, les troupes s'en vont progressivement dès le mois de mars, avec les remerciements officiels du bourgmestre Bribosia, tandis qu'à Chatelet, une dernière grande revue d'adieu des troupes australiennes a lieu le 14 mai 1919, en présence de quelque 5 000 civils. Après avoir passé en revue ses troupes, le général Hobbs se rend auprès des autorités

37. *Le Journal de Charleroi*, 6 mai 1919.

38. B. Lejeune, *Les Australiens dans la région de Châtelet...*, *op. cit.*, p. 39-44. Notons que l'on ne trouve pas de cas de couple ayant choisi de rester en Belgique

39. Les mariages avec des soldats alliés ne subissent pas l'opprobre publique que suscitent, sous l'occupation, les rares mariages avec des Allemands. Voir à ce sujet : Emmanuel Debruyne, « Femmes à Boches », *Occupation du corps féminin, dans la France et la Belgique de la Grande Guerre*, Les Belles lettres, 2018.

40. *La Gazette de Charleroi*, 17 avril 1919.

41. Voir les nombreux témoignages d'Australiens à ce sujet dans Timothy Arthur Cusack et Frederick William Taylor, *Nulli secundus. A History of the Second Battalion, A.I.F., 1914-1919*, Sydney, New Century Press, 1942, p. 340-347.

communales et le bourgmestre prononce un vibrant discours d'adieu et de remerciements aux Australiens⁴².

Assurément, les Carolorégiens et les Dinantais garderont longtemps le souvenir ému de ces quelques mois passés aux côtés des prestigieux *diggers*. En revanche, cette période de transition entre la guerre traumatisante et le retour tant attendu ne laissa guère de traces dans les mémoires australiennes.

Cette occupation amie s'est donc fort bien déroulée. Mais, il est vrai que, tant du côté australien que du côté belge, on ne ménagea aucun effort pour que cela se passe au mieux. Les autorités militaires australiennes veillèrent à maintenir la discipline dans leurs rangs, n'hésitèrent pas à prendre des mesures répressives contre les auteurs de troubles, voire à indemniser les Belges victimes de vols ou de dégradations. Elles veillèrent également à préparer leurs hommes au retour et organisèrent une série d'activités récréatives pour les civils. La tâche des Australiens fut facilitée par le soutien sans faille des autorités communales et la bienveillance de la majorité de la population civile qui permit de minimiser les incidents jugés « regrettables », mais compréhensibles. Certes, la vigilance restait de mise, surtout en ce qui concerne la respectabilité des jeunes filles. En fait, dès le début, l'occupant australien est perçu et accueilli comme un hôte de marque. Les réquisitions sont davantage vécues comme un honneur que comme une charge. Les bâtiments mis à leur disposition étaient confortables et les familles belges firent tout ce qu'elles pouvaient pour que le séjour de leurs libérateurs soit agréable. Cette bonne volonté populaire fut d'autant plus solide que l'on souhaitait exprimer sa reconnaissance vis-à-vis des libérateurs, tout en sachant que cela ne durerait pas. La belle image du *digger* resta donc pratiquement sans tache. ■

42. *Le Journal de Charleroi*, 15 mai 1919.

BRUNO CABANES

« DROIT À LA RÉPARATION ». LES ENJEUX D'UN CONCEPT JURIDIQUE DANS LA FRANCE DE LA SORTIE DE GUERRE

Par sa durée et sa violence, la Grande Guerre ouvre une crise humanitaire d'une telle ampleur qu'elle impose de repenser les critères et les moyens de prise en charge des nombreuses victimes qu'elle laisse dans son sillage. À travers l'Europe, 10 millions de soldats au moins avaient perdu la vie, 20 millions avaient été blessés, 8 millions souffraient d'invalidités diverses. En France, plus d'un million d'hommes étaient frappés d'une infirmité permanente (mutilés, gueules cassées, aveugles, gazés, etc.). Les familles qui les accueillaient étaient souvent désemparées par la gravité des blessures et des traumatismes, leur impuissance à les soigner et l'impossibilité de revenir à la vie d'avant-guerre. Les veuves de guerre étaient près de 600 000 et les orphelins de guerre près de 1 100 000. Des parents avaient perdu avec leur unique enfant leur seul soutien de famille. Dans les pays envahis, les destructions matérielles et environnementales s'ajoutaient à la catastrophe démographique et sociale¹.

Pour toutes ces « victimes de guerre », la reconnaissance de leurs droits à une pension, à des soins, à un emploi fut décisive. Elle revêtait souvent un caractère vital, tant les conditions d'existence de l'après-guerre étaient difficiles². Aux yeux des survivants de la Grande Guerre, l'enjeu était aussi une

1. Dans une abondante bibliographie, voir notamment Annette Becker, *Les cicatrices rouges, 14-18. France et Belgique occupées*, Fayard, 2010; Philippe Nivet, *La France occupée, 1914-1918*, Armand Colin, 2011; Sophie de Schaepdrijver, « Populations under Occupation » in Jay Winter (dir.), *The Cambridge History of the First World War*, vol. 3, Cambridge, Cambridge UP, 2014, p. 242-256; James Connolly, Emmanuel Debryne, Élise Julien et Matthias Meirlaen (dir.), *En territoire ennemi. Expériences d'occupation, transferts, héritages (1914-1949)*, PU du Septentrion, 2018.
2. Bruno Cabanes, « Les vivants et les morts. La France au sortir de la Grande Guerre » in Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson (dir.), *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après 1918*, Tallandier, 2018, p. 27-45.

question de justice et de dignité : partout les anciens combattants et leurs ayants droit en appelaient « aux droits, pas à la charité ». Mais comment définir ces droits au lendemain d'un conflit dont les victimes étaient si nombreuses, avec des législations sociales héritées du XIX^e siècle et largement inadaptées ? De fait, il ne s'agissait pas seulement de reconnaître les souffrances des victimes, quoique ce besoin de reconnaissance fût au cœur de leurs attentes. Il fallait également conférer un fondement légal aux demandes d'indemnisation, ce qui nécessitait une volonté politique, un important travail législatif et l'intervention de juristes, experts du droit du travail ou des questions de santé³. À cette époque, comme l'a bien montré Annette Becker dans ses travaux pionniers sur le versant humanitaire de la Grande Guerre, le concept de « victime de guerre » n'est pas encore stabilisé ; la notion de « droit à la réparation » reste encore floue⁴.

Pendant plus de quatre années, le discours sur la « guerre du droit », véritable captation du vocabulaire et de la culture juridiques au service des intérêts nationaux, avait envahi l'espace public. « Que signifie au juste cette prétendue "guerre du droit" que les belligérants prétendent mener ? », s'interroge l'historienne du droit Annie Deperchin.

En réalité, elle signifie que le droit est détourné de sa mission pacificatrice pour servir à faire la guerre, c'est-à-dire pour légitimer les violences commises. Utiliser le droit comme instrument de guerre revient à sortir de l'esprit du droit. Plus le droit est invoqué au cours du conflit, plus il est absent. Il faut en convenir : cette guerre a perverti le droit et aussi... les juristes⁵.

Dire le droit des victimes imposait donc, en premier lieu, de réinvestir des valeurs humanistes dans un champ juridique largement dénaturé par la guerre et de remettre les individus au centre des projets de reconstruction. Le « droit à la réparation » est inséparable d'un travail conceptuel sur ce que peut le droit au sortir de la guerre et comment il doit tirer les leçons de la crise morale qui a accompagné le conflit. Cette redéfinition du droit,

3. Par exemple, dans le cas de la France, des juristes comme Charles Valentino, auteur d'une thèse de droit importante sur les *Accidents du travail et blessures de guerre* (1917), Marcel Lehmann avec *Le droit des mutilés* (1918) ou René Cassin avec ses travaux sur le droit des anciens combattants.

4. A. Becker, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre, 1914-1918*, Hachette Pluriel, 2003 [Noësis, 1998] et « Les victimes, entre «innocence», oubli et mémoire », *Revue suisse d'histoire*, vol. 57/1, 2007, p. 12-28.

5. Annie Deperchin, « La Grande Guerre : un non-sens juridique » in Stéphane Audoin-Rouzeau et al. (dir.), *La Grande Guerre dans tous les sens*, Odile Jacob, 2021.

notamment du droit humanitaire et du droit international, fut l'œuvre de personnalités remarquables : André Mandelstam, René Cassin, Nicolas Politis, Georges Scelle, et beaucoup d'autres juristes, travaillant dans le cercle d'experts réunis par Albert Thomas, au sein du Bureau international du travail (BIT), à la Société des Nations (SDN) ou dans des institutions comme l'Union juridique internationale ou l'Institut des hautes études internationales.

La réflexion sur le « droit à la réparation » se développa par ailleurs dans un contexte de mutation des identités individuelles et collectives : les soldats devenaient des anciens combattants et rentraient dans leur région d'origine sans retrouver leur cadre ou mode de vie d'avant-guerre ; blessés, veuves et orphelins demandaient des droits nouveaux, définis avant même la fin officielle des hostilités ; les réfugiés eux-mêmes devaient parfois reconstruire leur vie à partir de rien. Définir un « droit à la réparation » permet alors de garantir une forme de continuité identitaire, par-delà la béance traumatique créée par la guerre, et de redonner à chacun une place dans la société. Sa fonction est à la fois sociale et psycho-sociale⁶.

En théorie, « victime de guerre » est un terme générique, utilisé dans l'intitulé de la loi française sur les pensions de 1919 et dans lequel se confondent, à l'époque, militaires et civils⁷. Cela ne signifie pas pour autant que la notion de « droit à la réparation » soit homogène et qu'elle n'intègre pas des nuances, qui révèlent une concurrence des mémoires, des stratégies de reconnaissance variées et une fine hiérarchisation des souffrances de guerre ou des rôles de genre⁸. Les victimes civiles du conflit, par exemple, doivent-elles et peuvent-elles bénéficier du même « droit à la réparation » que les victimes militaires, et les anciens prisonniers de guerre des mêmes droits que les anciens combattants ? Si l'on considère la question du « droit à la réparation » dans une perspective genrée, les veuves de guerre ne sont pas reconnues pour elles-mêmes mais dans la mesure où elles peuvent assurer la stabilité de la cellule familiale. Or, en France, environ 140 000 veuves s'étaient remariées en 1923 et 262 500 en 1927-1928, soit 20 % et 37 % de l'ensemble des veuves de guerre. La plupart étaient des veuves sans enfant ou des mères d'un enfant unique en bas âge. Fallait-il continuer à leur verser leur pension ? La question revenait régulièrement dans le débat public durant toutes les années 1920,

6. Claude Barrois, *Psychanalyse du guerrier*, Hachette, 1993.

7. A. Becker, « Conclusion » in David El-Kenz et François-Xavier Nérard (dir.), *Commémorer les victimes en Europe, XVI^e-XXI^e siècles*, Champ Vallon, 2011, p. 328-329.

8. Sur la notion de « victime de guerre » en Allemagne, voir Robert Weldon Whalen, *Bitter Wounds. German Victims of the Great War, 1914-1939*, Ithaca/Londres, Cornell UP, 1984.

à une époque où, par ailleurs, les veuves de guerre, remariées ou non, s'impliquaient de plus en plus dans les associations de victimes de guerre – les veuves remariées restant exclues des conseils d'administration de l'Office national des pupilles de la Nation et de l'Office des mutilés et réformés.

Le « droit à la réparation » s'accompagne enfin d'une réflexion plus large sur le type de société que les survivants souhaitent voir émerger de la guerre. L'exemple des régions dévastées est éclairant : réparer les destructions consiste-t-il à essayer de restaurer les paysages, le bâti, le cadre de vie de l'avant-guerre (un avant-guerre inévitablement idéalisé par ceux qui viennent de traverser les tragédies du conflit), ou bien les reconSTRUCTEURS doivent-ils en profiter pour transformer, moderniser villes et villages détruits ? En d'autres termes, le « droit à la réparation » est-il nostalgie du passé ou promesse d'avenir ? Quoi qu'il en soit, le désir de reconnaissance, qui sous-tend toute revendication à une réparation, comme l'avait justement montré le psychiatre Karl Abraham dans ses travaux sur les vétérans⁹, est presque toujours déçu : la réalité de l'après-guerre est toujours en deçà de l'« horizon d'attente¹⁰ » et des espoirs forgés pendant le conflit. C'est avec cet arrière-plan conceptuel, psychologique et émotionnel, où se combinent rêves collectifs et affects individuels, que les experts, chargés de préciser la nature des droits des victimes de guerre, se mirent au travail.

La définition des droits des victimes de guerre comporte en fait deux volets. Les experts doivent d'abord évaluer *a posteriori* les dommages engendrés sur les personnes et leurs biens, leur niveau de gravité, les possibilités éventuelles de guérison, de réparation ou de reconstruction. Cette évaluation comporte à la fois une dimension individuelle (par exemple, la documentation des conditions exactes dans lesquelles les dommages ont été infligés) et collective (la création de critères permettant de comparer les dommages et de fixer une grille d'indemnisation). Dans le cas des dommages de guerre sur les biens immobiliers, l'évaluation de la perte fut confiée à des commissions locales, présidées par le juge de paix du canton et composées de citoyens ordinaires nommés par le préfet plutôt que de magistrats professionnels. Cette justice de proximité visait à la fois l'efficacité et la rapidité de prise en charge,

9. Karl Abraham, « Contribution à la psychanalyse des névroses de guerre », *Œuvres complètes*, t. II : 1913-1925. *Développement de la libido du caractère. Étude clinique*, Payot, 1966, p. 173-180.

10. Reinhart Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, EHESS, 2000 [éd. de Minuit, 1979].

la plupart des dossiers de demande de réparation étant étudiés entre 1921 et 1923¹¹.

Se posait parallèlement la question de la responsabilité de la société dans ces dommages, en vertu de quoi les victimes obtiendront réparation. En France, la notion de réparation avait été redéfinie dans ses fondements, ses objectifs et ses ambitions par l'ampleur des ravages engendrés par la Grande Guerre. Elle trouve néanmoins ses racines dans une réflexion plus ancienne et doit être comprise à la lumière des travaux de Léon Bourgeois, le théoricien du « solidarisme », lequel voulait, face à la montée du paupérisme, favoriser une meilleure cohésion entre citoyens et redéfinir le contrat social¹². L'aide aux victimes de la guerre va dans ce sens¹³. « La notion de solidarité entre Français n'était avant la guerre qu'une philosophie, dont la guerre a fait un ensemble de rudes et éclatantes vérités expérimentales », résumait le député Léon Bérard, dans un discours à la Chambre en juillet 1917.

C'est donc l'État qui servit de garant, financier et moral, à la réparation des dommages causés aux victimes. Car ce qu'avaient pu accomplir les nombreuses associations d'entraide créées pendant la guerre, dans un champ associatif en pleine expansion et en pleine recomposition, seul l'État pouvait le mener dans la longue durée, en fondant l'aide reçue sur des critères réfléchis et équitables¹⁴. La question de la reconstruction des départements du nord et de l'est de la France en offre un bon exemple. Dès le 27 octobre 1914, une circulaire de la présidence du Conseil expose l'ambition du gouvernement de venir en aide aux réfugiés et de prendre en charge la reconstruction à venir des villes et des villages détruits : dans les mois qui suivirent, huit services dédiés aux régions envahies, libérées et sinistrées sont créés au sein des divers ministères concernés (Intérieur, Agriculture, Travaux publics,

11. Bénédicte Grailles et Patrice Marcilloux, « Les dommages de guerre » in Philippe Nivet *et al.* (dir.), *Archives de la Grande Guerre. Des sources pour l'histoire*, Archives de France/PUR, 2014, p. 409-415.

12. Plusieurs ouvrages sont consacrés à Léon Bourgeois et font redécouvrir l'importance de son influence sur les hommes politiques de la III^e République : voir en particulier Marie-Claude Blais, *La solidarité. Histoire d'une idée*, Gallimard, 2007, et Serge Paugam (dir.), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, PUF, 2007 ; sur son rôle dans les milieux internationalistes après la guerre, Marie-Adelaide Zeyer, « Léon Bourgeois, père spirituel de la SDN. Solidarité internationale et service de la France (1899-1909) », thèse de l'École nationale des chartes, 2006.

13. La première mention de la notion de « réparation » des victimes de guerre apparaît dans une loi du 26 décembre 1914. Elle concerne « ceux qui ont été victimes dans leurs biens » au moment de l'invasion allemande et présente l'État comme assureur en dernier ressort, dans le cas où les assurances privées font défaut.

14. Sur la question de l'humanitaire en France pendant et au sortir de la guerre, A. Becker, *Oubliés de la Grande Guerre*, *op. cit.*, et Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918-1924*, Cambridge, Cambridge UP, 2014.

etc.), dans un contexte d'« envahissement de l'étatisme¹⁵ » et de multiplication des administrations, qui aboutit parfois à une forme d'incohérence des politiques publiques¹⁶.

En novembre 1917, le ministère du Blocus et des Régions libérées voit le jour. Enfin, la « Charte des sinistrés » du 17 avril 1919, fondée sur le principe général de l'égalité et de la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre, officialise l'idée d'une large indemnisation par l'État : l'indemnité de dommage, consentie par l'État à ceux dont les biens avaient été détruits, partiellement ou complètement, dans les régions envahies ou occupées, couvrait la totalité de la perte subie. Si le sinistré décidait de reconstruire – ce qui était d'ailleurs souvent le cas – dans la même commune ou dans un rayon de cinquante kilomètres dans la zone dévastée, il toucherait des frais supplémentaires pouvant atteindre six fois le montant de la perte.

L'exemple le plus saisissant de l'engagement de l'État aux côtés des victimes de guerre concerne les enfants. À la différence des autres pays belligérants, la France mit en place une législation pionnière avec la création du titre de « pupille de la Nation¹⁷ ». C'est la loi du 27 juillet 1917 qui établit le principe de l'adoption par la Nation, à travers un jugement d'un tribunal civil, des enfants dont le père avait été tué pendant la guerre, ou qui restait grièvement blessé au point de ne pas pouvoir subvenir aux besoins de ses proches. Les « pupilles de la Nation » devaient donc être distingués des « orphelins de guerre », un groupe d'ailleurs en constante mutation puisqu'il était composé des enfants dont les pères avaient été tués pendant le conflit ou qui étaient morts des suites de leurs blessures, après la fin officielle des hostilités.

« Pour des raisons de convenance morale évidente à tous les yeux, il était tout à fait impossible que des fils de soldats de la guerre fussent légalement confondus avec les "enfants trouvés" ou "moralement abandonnés" », précise le parlementaire Léon Bérard. La considération sociale dont jouissaient les « pupilles de la Nation » manifestait le caractère sacré de la réparation qui leur était due. « Une des préoccupations des auteurs de la loi a été qu'on ne puisse [les] assimiler aux enfants de l'Assistance publique », ajoute le juriste René Querenet. « Ce n'est pas un secours que confère la loi avec le titre de

15. Pierre Renouvin, *Les formes du gouvernement de guerre*, Paris/New Haven, PUF et Yale UP, 1925.

16. Danièle Voldman, « Reconstituer les pays aplatis », *Reconstructions en Picardie après 1918*, Éditions de la RMN, 2000.

17. Olivier Faron, *Les enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la Nation de la première guerre mondiale (1914-1941)*, La Découverte, 2001.

pupille de la Nation; c'est un droit.¹⁸ » Le droit à la réparation pour les pupilles procède d'une parenté fictive qui les élève au-dessus de leur statut de victime – à la différence des veuves de guerre, par exemple –, pour en faire les enfants de la Nation tout entière. D'où les débats qui accompagnent la mise en place du statut des pupilles de la Nation : le statut doit-il prendre fin lorsque les bénéficiaires atteignent leur majorité ou se prolonger au-delà puisque l'État les adopte comme ses propres enfants ?

Qu'il s'agisse des veuves ou des orphelins de guerre, des mutilés ou tous ceux qui ont perdu leurs biens immobiliers ou mobiliers pendant la guerre, le principe commun est celui d'une réparation *a posteriori*, naturellement symbolique, des dommages subis. Cette prise en compte du passé se double aussi d'une anticipation des difficultés ou des risques à venir. En effet, dans l'entre-deux-guerres, une nouvelle catégorie juridique est en train de voir le jour : la *vulnérabilité* des victimes de la guerre. Par vulnérabilité, le législateur entend les déficiences résultant de la guerre, les formes diverses de handicap, qui fragilisent les victimes et les exposent, *a priori* cette fois, à des risques supplémentaires, soit de nature physique (par exemple, l'aggravation de troubles physiques) soit de nature sociale (la perte d'un emploi). Ces risques, que les victimes encouraient après la guerre, imposaient à la société un devoir d'assistance, de prise en charge, de protection¹⁹. L'introduction progressive de cette notion de vulnérabilité atteste que les juristes des années 1920 avaient déjà compris ce que l'historiographie récente ne cesse de répéter : on ne sort jamais complètement d'un conflit aussi destructeur que la première guerre mondiale.

La définition d'un droit à la réparation nécessitait aussi la mise en place de catégories descriptives, en constante évolution durant le conflit, et le travail d'experts. Ce recours aux experts – qu'il s'agisse de médecins chargés d'évaluer le degré d'invalidité des mutilés de guerre, d'ingénieurs concevant des prothèses, de juristes spécialisés dans le droit du travail ou le droit des successions, de géographes dessinant les limites de la « zone rouge » (cet espace rendu impropre à toute activité agricole) – traduit une réalité difficilement contestable : au lendemain de la Grande Guerre, les questions humanitaires étaient devenues si complexes qu'elles nécessitaient des savoirs sociaux nouveaux, capables d'identifier les besoins, hiérarchiser les priorités, répartir l'aide.

18. René Querenet, *Conférence faite au Comité d'entente des œuvres venant en aide aux veuves et aux orphelins de la guerre*, s. n., 1918.

19. Brian Turner, *Vulnerability and Human Rights*, University Park, Penn., The Pennsylvania State UP, 2006.

Ces savoirs pratiques étaient eux-mêmes influencés par des normes morales qui, dans le domaine de la santé par exemple, pouvaient valoriser certaines blessures ou en négliger d'autres²⁰. Ainsi, le statut des blessés physiques diffère de celui des blessés psychiques, pendant et après la guerre. Autant la visibilité des atteintes corporelles facilitait la prise de conscience des dommages infligés aux invalides, autant les blessures psychologiques étaient entachées du soupçon de simulation ou considérées comme déshonorantes²¹. Par ailleurs, les déficiences résultant de la guerre étaient perçues différemment selon les contextes nationaux. Dans les pays vaincus, les mutilations des grands blessés de guerre étaient vues comme des stigmates de la défaite : les mutilés portaient la défaite sur eux. À l'inverse, la « culture de la victoire » – un concept nouveau construit par opposition à la notion mieux connue de « culture de la défaite²² » – pouvait transformer les blessés ou mutilés de guerre en héros ou en martyrs. Pour le dire autrement, les droits des victimes de guerre sont au croisement de plusieurs discours, souvent concurrentiels : celui du législateur, celui de l'expert, celui de la victime.

La première guerre mondiale ouvrait un espace nouveau à la prise de parole des victimes. On en trouve la trace dans les premières associations de blessés et de mutilés, qui voient le jour à Paris dès 1915 et en province en 1916-1917. En mars 1916, le jeune juriste René Cassin, grièvement blessé en octobre 1914, rejoint l'association des mutilés de guerre d'Aix-en-Provence. Dans son autobiographie, il offre un poignant témoignage des débuts du mouvement associatif :

Dans cette ville d'Aix endeuillée, je voyais les veuves de guerre, les camarades invalides qu'on commençait à réformer – ceux de la Marne, puis ceux de Verdun –, et mon coiffeur qui avait eu la main gauche emportée, m'a dit que les mutilés de l'endroit commençaient à se manifester parce qu'avec une allocation provisoire de 1 franc 50 par jour, ils étaient dans la misère, ne pouvant plus exercer leur

20. Didier Fassin et Richard Rechtman, *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Flammarion, 2007.

21. George L. Mosse, « Shell-shock as a Social Disease », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 1, janv. 2000, p. 101-108.

22. Wolfgang Schivelbush, *The Culture of Defeat: On National Trauma, Mourning and Recovery*, Londres, Granta, 2003 (édition originale : *Die Kultur der Niederlage*, Berlin, Alexander Fest Verlag, 2001, traduit par Jefferson Chase); John Horne, « Defeat and Memory in Modern History » in Jenny Macleod (dir.), *Defeat and Memory: Cultural Histories of Military Defeat in the Modern Era*, Londres, Palgrave Macmillan, 2008. La notion de « culture de la victoire » est discutée dans Julia Eichenberg et John Paul Newman (dir.), *The Great War and Veterans Internationalism*, Londres, Palgrave Macmillan, 2013, p. 11 sq.

profession. Lui avait eu la chance d'être repris par son patron... Je fus secrétaire adjoint car je ne voulais pas trop m'exhiber. Je voulais aider sans briller. J'étais alors jeune marié et écrasé de travail. Nous avons créé l'association d'Aix, et puis celles des petits villages des alentours... Les veuves, même pourvues de travail, n'avaient pas l'habitude de sortir et une femme en noir qui allait au café était mal vue. Il leur a fallu du courage²³ !

Le mouvement pour la reconnaissance du droit à la réparation découlait d'initiatives, multiples et décentralisées, venant des anciens combattants eux-mêmes, des mutilés, des veuves de guerre – et non pas de l'État. Il se développa dans un climat de mécontentement à l'égard des insuffisances des politiques publiques en faveur des victimes de la guerre, et en réaction à l'indifférence du reste de la société. Il suffit de feuilleter la presse associative pour s'en rendre compte : créé en 1916 par l'Association des mutilés de guerre, le *Journal des mutilés* dénonce à longueur de pages le peu de considération dont jouissent les blessés de guerre. Il rapporte, par exemple, cet échange (sans doute fictif) entre le patron d'une usine et un blessé venu lui demander du travail :

Vous êtes mutilé, évidemment, mais ce n'est pas notre faute. Vous devez comprendre que nous sommes obligés de considérer avant tout l'intérêt de notre maison et que nous évitons d'être encombrés par des infirmes²⁴.

Une loi du 17 avril 1916 réservait des emplois « aux militaires et marins réformés ou retraités par suite d'infirmités résultant de blessures reçues ou de maladies contractées lors de la guerre actuelle » mais ses dispositions étaient encore trop vagues²⁵. La loi fut donc complétée par la création, en 1918, de l'Office national des mutilés et réformés, rattaché au ministère du Travail, puis par la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés : concierges, surveillants d'internat, receveurs des postes, emplois dans les manufactures de tabac et d'allumettes, gardes forestiers, gardiens de la paix, et même gardiens de phare – mais devant les risques pour les mutilés et pour la sécurité de la navigation, le ministère des Travaux publics finit par introduire des aptitudes

23. René Cassin, « Fragments autobiographiques » recueillis par Françoise Beer-Poitevin in René Cassin, *La pensée et l'action*, Éditions F. Lalou, 1972, p. 197.

24. *Journal des Mutilés*, 1^{er} mars 1917, p. 8.

25. Des dispositions comparables concernent d'autres victimes de guerre. En janvier 1915, le ministre des Finances décrète l'attribution des trois quarts des vacances des débits de tabac aux veuves et aux orphelins de guerre. Il renoue avec une pratique ancienne, remontant à Napoléon 1^{er}, qui réservait la vente au détail du tabac aux familles des militaires décédés (décrets du 29 déc. 1810 et du 11 janv. 1811).

physiques minimales (savoir nager cent mètres et conduire une embarcation) pour pouvoir occuper le poste²⁶.

L'emploi réservé ne répondait pas seulement à un enjeu social (redonner du travail aux anciens combattants). Il constituait également une forme de réparation symbolique, à laquelle avait appelé Clemenceau avec sa formule célèbre : « Ils ont des droits sur nous. » À l'objectif de réparer les dommages infligés pendant le conflit s'ajoutait une autre ambition : les anciens combattants devaient pouvoir contribuer au redressement économique de la France d'après-guerre. Le député Marcel Ferraris explique :

En somme, que réclament et veulent nos camarades mutilés et les éprouvés de guerre ? Ils veulent simplement reprendre leurs places dans la vie sociale, ils veulent continuer les efforts commencés au front, ils veulent replacer notre France si éprouvée au rang qu'elle doit occuper parmi celui des nations, c'est-à-dire à la première place qu'elle occupait avant la guerre. [...] Ils savent que leurs devoirs de bons citoyens français ne sont pas finis, ils se rendent compte qu'ils doivent s'employer à ne pas rendre vains des sacrifices si noblement consentis. Ils veulent encore travailler à la prospérité du pays sorti victorieux de cette terrible guerre²⁷.

Il existe cependant de sensibles nuances entre le discours du législateur et le point de vue des anciens combattants. En novembre 1917 s'était tenu au Grand Palais à Paris le congrès de toutes les associations de mutilés, dans le but de déboucher sur une union nationale. Lors de ce congrès, Charles Valentino, docteur en droit et médecin militaire²⁸, intervint de manière décisive pour que le principe des réparations prévale sur celui de l'assistance :

26. Jean-Christophe Fichou, « De l'irrationalité de la loi de 1923 sur l'emploi des mutilés de guerre dans le service des Phares et Balises », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, n° 121-1, 2014, p. 147-165. Sur les politiques d'assistance sanitaire et de rééducation professionnelle, Jean-François Montès, 1915-1939. *(Re)travailler ou le retour du mutilé : une histoire de l'entre-deux-guerres*, rapport de recherche pour l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, 1991 ; Romain Pierre, « À l'origine de la réinsertion professionnelle des personnes handicapées : la prise en charge des invalides de guerre », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, 2005, p. 229-247 ; Vincent Viet, *La santé en guerre, 1914-1918. Une politique pionnière en univers incertain*, Presses de Sciences Po, 2015 ; Catherine Omnès, « La réinsertion professionnelle des pensionnés de guerre en France : la loi du 26 avril 1924. Un legs de la première guerre mondiale ? », *Revue d'histoire de la protection sociale*, n° 8, 2015, p. 167-181.

27. Marcel Ferraris à la Chambre des députés, séance du 30 juin 1921, cité par Peggy Bette, « Reclassement des victimes de la première guerre mondiale. Le cas de la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés en France (1923-1939) », *AMNIS. Revue de civilisation contemporaine Europe/Amérique*, n° 6, 2006 [en ligne]. Sur la reconstruction des corps, le retour au travail et la restauration des identités masculines, voir la thèse en cours de Julie Powell, « The Labor Army of Tomorrow. Masculinity, Allied Rehabilitation, and the First World War », The Ohio State University, sld de Bruno Cabanes et Alice Conklin.

28. Charles Valentino, secrétaire général de l'Union fédérale (UF) à partir de 1918, devient directeur du service des Pensions en 1920.

On dit qu'on a un droit quand on peut l'imposer et le faire valoir devant les tribunaux. Or ce droit, vous ne l'avez pas. [...] La première question à poser est donc de savoir si vous avez un droit, oui ou non. Actuellement, ce n'est pas un droit, c'est de l'assistance. Il s'agit de savoir si le blessé de guerre qui a sauvé le pays sera constamment à la merci de la générosité du gouvernement ou s'il pourra, au contraire, se présenter devant la nation en véritable créancier ! Quand un homme revient mutilé et qu'il a versé son sang, [...] cela lui constitue un droit, non pas à une aumône, mais à la réparation du dommage qu'il a subi²⁹.

Le principe des réparations, voté à l'unanimité par le congrès, finit par être inscrit dans l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1919.

Cette loi représentait un progrès considérable par rapport à une législation héritée de la monarchie de Juillet. Elle mettait fin à l'obligation pour l'invalidé de prouver l'origine de ses blessures et consacrait le principe de la présomption d'origine à l'avantage du blessé³⁰. Plus besoin de chercher des témoins pour attester qu'une blessure avait été reçue au cœur de la bataille. Cette nouvelle disposition valait aussi pour les veuves de guerre, pour peu que le décès fût officialisé – une démarche souvent longue et douloureuse du fait du grand nombre de combattants portés disparus. La nouvelle loi rendait également le calcul des pensions plus équitable, en substituant aux anciennes classes de pension de 1831 un nouveau système d'appréciation de l'invalidité, qui allait de 5 % en 5 %, jusqu'à l'invalidité totale de 100 %. Son modèle était la loi française sur les accidents du travail de 1898. Sans doute est-il facile de souligner le caractère un peu absurde d'une telle évaluation : l'amputation d'une jambe est-elle plus grave que celle d'un bras ? Comment apprécier le dommage relatif lié à la perte d'un pouce, d'une main, ou de la main droite par rapport à la main gauche ? Pourtant, à l'époque, l'apparence rationnelle du système d'appréciation de l'invalidité satisfaisait globalement les anciens combattants. Des majorations étaient prévues en fonction du nombre d'enfants et de personnes à charge. Enfin, les droits de veuves et des orphelins de guerre étaient officiellement reconnus³¹.

Pour les associations de mutilés, la question des pensions était le sujet prioritaire, d'autant que leur montant, fixé par la loi du 31 mars 1919, se révélait

29. *Journal des mutilés*, 8 déc. 1917.

30. La présomption d'origine est déjà affirmée dans la loi du 9 décembre 1916 sur les allocations temporaires spéciales pour les réformés à titre temporaire (réformés n°2).

31. Sur la question de l'État social à l'épreuve de la guerre, un colloque s'est tenu les 17-18 janvier 2018 à l'université Paris-I Panthéon Sorbonne : « Assistance, prévoyance, assurance au prisme de la Grande Guerre et d'un changement de paradigme. Fin XIX^e-années 1920. »

rapidement insuffisant face à l'augmentation du coût de la vie³². Mais comment obtenir du gouvernement une revalorisation ? Si l'on voulait mettre en place des pensions dignes de ce nom, peut-être fallait-il commencer par faire une distinction entre combattants et non-combattants, entre ceux qui avaient combattu dans les tranchées et ceux qui, invalides avant la guerre, avaient servi dans des administrations ? La justice ou l'égalité : c'est un autre thème récurrent des débats d'après-guerre. Pour Cassin, il est inconcevable d'établir une hiérarchie entre les vétérans de la Grande Guerre : tous ont servi leur pays, soit par leur travail soit par l'impôt du sang. Nul ne peut remettre en cause l'esprit d'égalité entre anciens combattants³³. Secrétaire général de l'Union fédérale (UF), puis vice-président, aux côtés d'Henri Pichot, un instituteur du Loiret, il dirige la plus grande association de vétérans de France. Il se souvient :

Il fallait veiller parce que certains voulaient se servir des mutilés à des fins politiques, même violentes. Nous ne l'avons jamais admis et nous avons pris à ce moment-là la seule position républicaine : nous obtiendrons tout par la Loi, par des moyens démocratiques³⁴ !

C'est à l'État de trouver les ressources nécessaires pour leur verser ce qu'il leur doit – et il le leur doit comme à des soldats citoyens qui ont fait leur devoir pendant les années de guerre.

De ce point de vue, la réaffirmation d'un ordre fondé sur la relation des citoyens avec l'État peut rappeler d'autres débats engagés pendant la guerre elle-même – par exemple le procès du soldat Baptiste Deschamps à l'été 1916, accusé d'avoir brutalisé un psychiatre militaire qui souhaitait lui imposer un traitement d'électrothérapie –, procès qui connut d'importants échos dans la presse et qui peut être interprété comme le début d'une réflexion sur les droits des soldats malades face à l'institution militaire³⁵. Ce qui se joue dans les débats de l'immédiat après-guerre est donc important. En défendant ardemment le principe des réparations, les associations d'anciens combattants

32. Initialement, la Chambre avait adopté un barème de 2 400 francs par an pour un soldat invalide à 100 %, soit à peu près l'équivalent du coût de la vie pour une année, estimé à 2 500 francs. Mais l'inflation tend à réduire nettement le pouvoir d'achat des anciens combattants au début des années 1920. Cf. Antoine Prost, *Les anciens combattants et la société française*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, vol. I, 1977, p. 55.

33. Rapport au congrès de Nancy, 15-17 mai 1921, p. 126-134, cité par A. Prost et Jay Winter, *René Cassin*, Fayard, 2011, p. 55.

34. R. Cassin, « Fragments autobiographiques », *op. cit.*, p. 201.

35. Marc Roudebush, « A Patient Fights Back: Neurology in the Court of Public Opinion in France during the First World War », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 1, 2000, p. 29-38.

faisaient valoir que l'État n'était pas, à leurs yeux, une instance supérieure qui dispenserait des droits à ses soldats en fonction de son bon plaisir³⁶. En réalité, les droits dont jouissaient les vétérans s'imposaient déjà à l'État, en raison du contrat qui le liait avec les citoyens par une série d'obligations réciproques. Par ailleurs, les droits résultaient aussi du préjudice subi durant le conflit, et cela quelle qu'en fût sa nature : une santé ruinée, la perte d'un emploi, le retard dans l'avancement professionnel...

Inscrire dans la loi le principe des réparations impliquait donc de redéfinir la notion de victime de guerre. On envisagea même, en rupture avec la loi de 1831, qui donnait des avantages importants aux officiers par rapport aux sous-officiers et aux hommes de troupe³⁷, d'établir une stricte égalité des victimes. Comme l'écrit le *Journal des mutilés et réformés* :

Officier, sous-officier ou soldat ; ouvrier, cultivateur, employé ou patron, l'égalité du sacrifice est indiscutable. Et l'égalité du sacrifice appelle l'égalité de la réparation, selon les principes de la vraie justice démocratique³⁸.

En juin 1793, la Convention avait tracé la voie en élevant les simples soldats grièvement blessés au rang de sous-lieutenant afin qu'ils puissent bénéficier de pensions décentes et être admis comme pensionnaires à l'hôtel national des Invalides³⁹. Dans le contexte de la préparation de la loi du 30 mars 1919, le principe fut discuté puis abandonné. On continua cependant à invoquer la « dette sacrée » contractée par la nation à l'égard de ses défenseurs

36. Cette thématique apparaît encore lors de la discussion sur la retraite du combattant, créée en 1930. En 1933, Cassin réaffirme le bien-fondé de cette mesure : « Ce n'est pas une générosité que l'État fait aux victimes de la guerre et aux anciens combattants, mais la réparation d'un dommage personnel », rapport au congrès de l'UF à Limoges, 3-7 juin 1933.

37. La loi d'avril 1831 portait du principe que les officiers réformés à la suite d'une blessure ne devaient pas être contraints de travailler : la pension d'invalidité leur était due pour leur permettre de tenir leur rang, quelles que soient les circonstances. En revanche, l'obtention d'une pension par un sous-officier ou un simple soldat était déterminée par la gravité de la blessure. Si l'infirmité était telle qu'elle empêchait l'ancien combattant de gagner sa vie, une pension lui était accordée, à la condition toutefois qu'il puisse prouver que la blessure avait été contractée sur le champ de bataille. Dans le cas contraire, l'invalidé devait trouver un travail à son retour dans la vie civile. Cf. A. Prost, *Les anciens combattants...*, *op. cit.*, vol. I, p. 14-15.

38. *Journal des mutilés et réformés*, 1^{er} juin 1917.

39. Isser Woloch, « A Sacred Debt: Veterans and the State in Revolutionary and Napoleonic France » in David Gerber (dir.), *Disabled Veterans in History*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2000, p. 145-162 et *The French Veterans from the Revolution to the Restoration*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1979.

– un terme repris largement par le personnel politique au lendemain de la Grande Guerre⁴⁰.

À partir du milieu des années 1920, à une époque où les anciennes puissances centrales sont encore exclues des grandes organisations internationales, y compris professionnelles et scientifiques – comme l'International Research Council, fondé en juillet 1919⁴¹ –, les rencontres de la Conférence internationale des Associations de mutilés de guerre et anciens combattants (Ciamac) internationalisent et, d'une certaine manière, radicalisent les enjeux du débat sur le « droit à la réparation⁴² ». Car ce n'est plus au nom de leur participation à la communauté civique, du contrat passé entre l'État et ses citoyens ou des sacrifices consentis par les anciens combattants de tel ou tel pays, qu'est fondé ce droit, mais au nom d'un ordre supérieur, qui procède de l'essor de l'idéal humanitaire, pendant et après la première guerre mondiale. René Cassin fut l'un des principaux artisans de cette forme de transnationalisation : c'est lui qui fit le lien entre la SDN, où il siégeait depuis 1924 au sein de la délégation française, et l'UF – une association forte, à l'époque, de 70 fédérations et quelque 320 000 adhérents – où il gardait de nombreux contacts. C'est aussi Cassin, avec Paul Brousmiche, le président de l'UF, et Adrien Tixier, chargé des mutilés de guerre auprès d'Albert Thomas au BIT, qui contribua à redéfinir les enjeux du « droit à la réparation », non pas simplement dans un cadre national, mais dans le cadre plus large de l'Europe d'après-guerre.

C'est en ces termes, par exemple, que Brousmiche accueille les anciens combattants de divers pays (allemands, autrichiens, italiens, roumains, serbes, etc.) à la première rencontre de la Ciamac :

40. Outre le discours de Clemenceau en novembre 1917, où il affirme à propos des vétérans qu'« ils ont des droits sur nous », Aristide Briand rappelle, dans son discours d'investiture de janvier 1921, que les mutilés et les familles des soldats tués à la guerre sont « les premiers créanciers de la nation ». L'expression est reprise par Cassin dans un article de *La France mutilée*, 30 janv. 1921. Voir A. Prost, « Ils ont des droits sur nous » in Jean-François Muracciole et Frédéric Rousseau (dir.), *Combats. Hommage à Jules Maurin historien*, Michel Houdiard Éditeur, 2010, p. 369-380.

41. Brigitte Schroeder-Gudenus, « Pas de Locarno pour la science. La coopération scientifique internationale et la politique étrangère des États pendant l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, n° 46, 1986, p. 173-194.

42. Pour une étude globale de la transnationalisation de l'aide aux mutilés de guerre, intégrant le Comité permanent interallié et la Croix-Rouge, voir Gildas Brégain, « Un problème national, interallié ou international? La difficile gestion transnationale des mutilés de guerre (1917-1923) », Comité d'histoire de la Sécurité sociale/*Revue d'histoire de la protection sociale*, n° 9, 2016/1, p. 110-132, et la thèse de J. Powell, « The Labor Army of Tomorrow », *op. cit.*

Nous sommes ici entre gens qui, ayant connu les horreurs de la guerre, doivent avoir la volonté de se dire face à face les vérités que, dans d'autres milieux, il n'est pas toujours facile, par raison d'État, de pouvoir exprimer... La paix? N'avons-nous pas un intérêt commun à la défendre tous ensemble, non seulement l'intérêt moral d'une humanité meilleure, mais même l'intérêt matériel des mutilés et anciens combattants, car ce n'est que dans une sécurité financière restaurée par une paix durable, que les mesures propres à sauvegarder notre existence ou à l'améliorer pourront être prévues et exécutées⁴³.

Cette déclaration préliminaire résume à elle seule toutes les dynamiques de la sortie de guerre : la lenteur d'une démobilisation culturelle encore marquée par la persistance des tensions entre anciens ennemis, l'articulation d'enjeux nationaux et internationaux, et celle d'intérêts moraux supérieurs (l'avènement d'une « humanité meilleure ») et d'intérêts particuliers de certains groupes sociaux, comme les mutilés et anciens combattants. Elle nous conduit aussi à replacer l'année 1919, qui vit à la fois l'émergence de la notion de « droit à la réparation » dans le droit français (avec la loi du 31 mars 1919 et la « Charte des sinistrés » du 17 avril 1919) et dans le règlement de la paix (la fameuse partie VIII du traité de Versailles), dans le contexte plus large de la démobilisation culturelle et de la reformulation des normes de l'après-guerre, où sont réaffirmés d'une part les devoirs des États à l'égard de leurs citoyens et d'autre part des exigences humanitaires à l'échelle transnationale.

Lors des réunions successives de la Ciamac, le bilan concret des actions de la conférence reste modeste. La résolution adoptée en 1927 en convient :

La conférence constate que, dans la majorité des États, [les anciens combattants] n'ont reçu aucune compensation réelle du dommage résultant d'un long séjour sous les drapeaux et d'un vieillissement prématuré, dénonce l'immoralité du principe en vertu duquel les services d'argent ou de travail rendus à la nation sont rémunérés alors que les services de sang ne reçoivent qu'une compensation insuffisante, proclame la nécessité pour les associations de combattants d'étudier les moyens d'instaurer la reconnaissance de la créance particulière des anciens combattants⁴⁴.

Il faut toutefois veiller à ne pas évaluer le mouvement transnational d'anciens combattants formé autour de René Cassin et de ses camarades, soit à l'aune des gains obtenus dans les différents pays, soit à la mesure de leurs

43. Archives du BIT, MU / 7-9-5, Première Ciamac, Genève, 18-19 sept. 1925.

44. Archives du BIT, MU / 7-9-6, Troisième Ciamac, Vienne, 15 oct. 1927.

échecs. Ce qui compte beaucoup plus, c'est la manière dont ce groupe d'hommes, composé de grands mutilés de guerre, incarne le « moment humanitaire » de l'immédiat après-guerre : un temps spécifique où les organisations internationales créées par les traités de paix, comme la SDN ou le BIT, semblaient porter l'espoir d'un renouvellement de l'ordre mondial, par l'effort conjugué des témoins survivants de la Grande Guerre et d'une nouvelle génération d'experts du social. En marge de la diplomatie traditionnelle, dont les codes, les rituels, les outils intellectuels, les objectifs mêmes avaient été profondément modifiés par l'expérience de la guerre totale et ses conséquences, se développait une « diplomatie humanitaire » – forme alternative de diplomatie. Dans cette nouvelle configuration, le « droit à la réparation », à la fois revendication des victimes de la guerre et gage de stabilité à l'échelle nationale et européenne, occupe une place essentielle. ■

SÉBASTIEN CARNEY

DE LA GUERRE DES RACES À LA RACE DES GUERRIERS. NATIONALISTES BRETONS ET BRETONS RECELTIÉS (1914-1944)

En 1919 paraît une feuille baptisée *Breiz Atao*, « Bretagne toujours », organe de différents groupes successifs¹ qui se donnent pour objectif de « travailler activement au *relèvement de la Patrie bretonne*² ». Expression locale de ce que l'on a pu appeler des mouvements « non-conformistes³ », *Breiz Atao* regroupe de jeunes militants qui se disent « ni blancs ni rouges, Bretons seulement » et incarnent à leur manière un personnalisme breton cherchant sa voie en s'inspirant des expériences politiques du temps. À la manière des États européens qui tâchent de conjurer la défaite de 1918 ou leurs frustrations de sortie de guerre par la promotion d'un homme nouveau, ces nationalistes bretons cherchent à imposer au reste des Bretons leur idéal d'un « Breton total », d'un « Celte intégral ». Qu'avaient-ils à reprocher à leurs compatriotes pour vouloir les corriger ainsi ? Qu'avaient-ils eux-mêmes à se reprocher pour se vouloir autres que ce qu'ils étaient ? Les archives privées de quelques militants de premier plan, ainsi que leurs publications dans quelques revues, permettent de mettre en évidence leur confrontation à un déficit de guerre, qu'ils essayent de compenser par le modelage d'un Breton receltisé, résumé à la figure du guerrier.

-
1. Groupe régionaliste breton (1918), Unvaniez Yaouankiz Vreiz (Union de la jeunesse de Bretagne, 1919), Parti autonomiste breton (1927), Parti national breton (1931).
 2. Fonds privé Mordrel, OM7 178. Statuts du GRB, 1918-1919. L'expression est soulignée dans le texte.
 3. Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Seuil, 1969.

Le complexe de Mars

Pour bien comprendre ce que fut le nationalisme breton du début du xx^e siècle, il faut l'envisager en termes de génération, c'est-à-dire en tant que classe d'âge ayant été durablement marquée par un événement⁴. Nombre de jeunes nés entre 1900 et 1910 constituent ce que l'on a appelé la « génération sans sourire⁵ », celle dont Pierre Brossolette dira que « ce qui l'a marquée, c'est d'avoir ouvert les yeux sur un monde en folie », celle dont les rejets sont « entrés dans la vie à un moment où la mort seule avait de la grandeur⁶ ». Mobilisés par l'enseignement, la lecture, la prière, les jouets dans la croisade de la civilisation contre la barbarie, habitués à la violence, ces enfants et adolescents de la Grande Guerre ont grandi « sous le signe de la force⁷ » et ont très tôt été marqués par le politique⁸. Les jeunes de *Breiz Atao* sont de ceux-là.

Leur Grande Guerre passa à collectionner des cartouches, des médailles commémoratives en carton, à jouer avec des petits sous-marins en tôle, à piquer des drapeaux en papier sur des cartes murales. Elle est balisée par le tocsin et l'arrivée des réfugiés, celle des Américains et l'Armistice – repères saillants dans des scolarités bouleversées, leur famille ayant quitté Paris pour Rennes, ou la ville pour la campagne ; bornes chronologiques de grandes vacances, de graves vacances.

Olivier Mordrelle a 13 ans quand la guerre éclate. Il dessine. Des uniformes, un spahi sénégalais, un turco : son père est général dans la coloniale. Mais il saisit également la violence et ses effets : les ruines de l'église de Clémentine en Lorraine d'après une carte postale, témoignage de la barbarie allemande ; le chaos de l'explosion d'une mine qui projette dans les airs des corps disloqués, anonymes ; des soldats allemands aux yeux exorbités, visiblement traumatisés « après un bombardement⁹ ».

Il lit *Le Matin*, qui l'affranchit sur les justifications raciales de la guerre et les différences qu'un Lapouge établit entre les crânes dolichocéphales du

4. Karl Mannheim, *Le problème des générations*, Nathan, 1990, p. 52 et 60.

5. Dominique Fouchard, *Le poids de la guerre. Les poilus et leur famille après 1918*, PUR, 2013, p. 100.

6. Pierre Brossolette, « Pour les moins de trente ans d'aujourd'hui », *Notre Temps*, 9 juillet 1933, n° 201-202, p. 633.

7. Roland Alix, *La nouvelle jeunesse. Enquête auprès des jeunes gens d'aujourd'hui*, Librairie Valois, 1930, p. 31.

8. Stéphane Audoin-Rouzeau, *La guerre des enfants, 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Armand Colin, 1993, p. 158.

9. Fonds privé Mordrel, OM47 IC6-7.

nord et brachycéphales du sud. À l'école, quand il dessine un casque à pointe sur une pleine page, c'est moins le contenant que le contenu, ou plutôt l'absence de contenu, qu'il montre. En témoignent les croquis qui encadrent le couvre-chef : des soldats allemands au profil de rongeur en côtoient d'autres aux traits porcins ; à côté, Guillaume II est incarné en cochon, selon l'un des préjugés raciaux les plus communs du conflit¹⁰.

D'autres futurs nationalistes bretons lisent les *Annales*, *L'Illustration*, qui alimentent leur haine de l'ennemi. Non sans ironie, Célestin Lainé se souviendra :

Je détestais ces Huns barbares qui nous avaient déjà volé l'Alsace-Lorraine, ces lâches répugnants, assoiffés de sang, ces affreux hérétiques qui insultaient la Sainte Vierge, ces monstres hideux qui coupaient les mains des petits enfants, tuaient, pillaient et volaient, que repoussaient victorieusement nos héros nimbés de lumière, de vertu et de sacrifice réconfortés et soutenus par Jeanne d'Arc, le bon Dieu, tous les saints et l'assurance du Paradis¹¹.

Ces héros, ce sont leurs propres pères, tous combattants. Un jour, le jeune Yann Fouéré apprend que le sien a été blessé à la tête. Une balle a traversé son casque, mais ne l'a qu'effleuré, lui, un miracle. Son oncle Jules n'a pas eu autant de chance, on n'a même pas retrouvé son corps. Du front, le général Mordrelle écrit à son fils :

Tu dois savoir que j'ai failli être tué par un obus le 18, pendant la préparation d'artillerie précédant l'attaque boche ; c'est providentiel que je n'ai reçu aucune égratignure. [...] Je vous embrasse tendrement tous les trois, en vous priant de ne pas m'oublier dans vos prières¹².

La prière, récurrente, suggère des périls, que chacun imagine, et des devoirs, que ces risques encourus intimement. Comment ne pas concevoir un sentiment de culpabilité ? Si les pères se battent pour leurs enfants, ceux-ci doivent se montrer dignes de leur sacrifice. Devenus responsables d'une guerre faite pour eux, les fils de héros doivent eux-mêmes vivre en héros¹³ et assumer la « dette de sang¹⁴ » de leurs aînés.

10. Bruno Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français 1918-1920*, Seuil, 2004, p. 235-236 et, pour une instrumentalisation du cochon, Annette Becker, *Voir la Grande Guerre : un autre récit, 1914-2014*, Armand Colin, 2014, p. 71-77.

11. Centre de recherche bretonne et celtique (désormais CRBC), Brest, fonds Célestin Lainé, CLI T2, autobiographie 1946.

12. Fonds privé Mordrel, OM22 C1218, lettre de Joseph Mordrelle à son fils, 26 juin 1918.

13. S. Audoin-Rouzeau, *La guerre des enfants*, op. cit., p. 18.

14. Thierry Hardier, Jean-François Jagielski et Guy Pedroncini, *Combattre et mourir pendant la Grande Guerre : 1914-1925*, Imago, 2001, p. 347.

De fait, éduqués et instruits dans la perspective de leur propre sacrifice, ces jeunes étaient promis à la guerre. Mais l'armistice met un terme à ce qui fut leur seul horizon pendant plus de quatre ans. Aussi, en 1918, le désarroi de certains est complet. Célestin Lainé relate son état d'esprit à la fin de la guerre :

Qu'allait-on pouvoir faire désormais si la Grandeur de la Patrie, l'Héroïsme et toutes les Vertus qui nous avaient menés à la Victoire venaient à se démoder? À quoi allait servir la Justice si l'on ne pouvait plus combattre l'Injustice? À quoi pourrait-on s'occuper? Faire du sport? C'est bien fade! Dire des prières? C'est peu mouvementé! Travailler? Sans doute, mais *pourquoi*? [...] L'aviation ne me tentait pas; il m'eût fallu bien davantage; au moins un voyage à la Lune ou à la planète Mars¹⁵.

Les perspectives martiennes de Lainé sont claires : sa planète Mars, c'est l'expérience de la guerre elle-même, désormais inaccessible.

La génération sans sourire est aussi qualifiée en Allemagne de « superflue¹⁶ », d'« inutile¹⁷ ». Mais la défaite seule n'explique pas le désarroi de ceux qui seront les piliers du nazisme¹⁸ : en France, un Jean Luchaire se dira lui aussi d'une génération d'« écoliers hors de jeu, ignares, inutilisables¹⁹ ». Car arrivés trop tard, ces jeunes éprouvent le manque de ne pas avoir combattu, d'autant plus que le champ de bataille est perçu comme un lieu d'initiation qui participe d'un mythe de la guerre, dont on croit qu'elle fut une aventure transformant les corps et les âmes²⁰. Mordrelle le premier, à qui son père répète que c'est au feu que les gens révèlent leur vraie personnalité. Quelques années plus tard, il écrira que la Grande Guerre fut « le terrible choc qui a[vait] mis à nu l'âme humaine et l'a débarrassée des fadaïses qu'elle contenait²¹ ». Qu'est-ce que cela voulait dire? L'expérience du feu est d'autant plus fascinante qu'on en mesure mal la qualité. Dans *Ce que j'ai appris à la guerre*, le journaliste Fernand Divoire tente d'apporter une réponse à cette

15. CRBC, fonds Célestin Lainé, CL1 T2, autobiographie 1946. C'est l'auteur qui souligne.

16. Stefan Breuer, *Anatomie de la Révolution conservatrice*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1996, p. 35.

17. Detlev Peukert, *La République de Weimar. Années de crise de la modernité*, Aubier, 1995, trad. de l'allemand par Paul Kessler [éd. originale : 1987], p. 28-33.

18. Christian Ingrao, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Fayard, 2010, p. 19-40.

19. Jean Luchaire, *Une génération réaliste*, Librairie Valois, 1929, p. 31.

20. George Lachmann Mosse, *Nationalism and Sexuality. Respectability and Abnormal Sexuality in Modern Europe*, H. Fertig, 1985, p. 114-116. Voir aussi le dossier « La Grande Guerre comme initiation » dans *Histoire@politique*, n° 28, janv.-avril 2016.

21. J. La B. (alias Mordrel), « La Bretagne touristique », *Breiz Atao*, n° 6(42), 15 juin 1922, p. 203.

question existentielle qui sépare les générations : « La guerre a bouleversé non seulement les existences mais encore les pensées de ceux qui l'ont vue. En quel sens a-t-elle agi sur eux ?²² » En 1934, devenu commissaire général des jeunes de l'Union fédérale des anciens combattants et s'adressant à ces derniers, Yann Fouéré affirmera :

Je sais bien que vous avez des excuses et que les combats de la paix sont plus durs à mener que ceux de la guerre; je sais bien que beaucoup d'entre vous sont tombés et que vous étiez las... Mais la guerre nous l'aurions faite comme vous et je veux croire que nous la ferions sans doute aussi bien que vous si nous avions à la faire : aussi nous ne comprenons pas que vous ayez manqué à votre mission de paix après avoir si bien rempli votre devoir de guerre²³.

Mais nier ainsi la rupture générationnelle, ce sera encore mieux dire sa frustration de ne pas avoir combattu²⁴. Encore en 1938, Mordrel écrira : « Nous tous, certes, voulons vivre plus largement, plus héroïquement que ceux qui nous ont mis au monde.²⁵ » Condamnés à être des « puceaux de l'horreur²⁶ », privés de l'expérience unique de la découverte de la frontière qui sépare les hommes des surhommes, c'est-à-dire de leurs pères à qui il est désormais impossible de s'identifier, les jeunes de la génération superflue sont sujets à ce que, faisant mienne une expression de Dominique Fernandez, j'appelle le complexe de Mars²⁷ : un déficit d'héroïsme guerrier, doublé ici d'une culpabilité de n'avoir pas honoré sa dette de sang, qui pousse des jeunes à explorer leur propre personnalité potentielle²⁸ dans des expériences cathartiques et bouleversantes, une aventure qu'ils trouvent entre autres dans le combat armé, le sport de vitesse, l'alpinisme, la politique. Mordrel, toujours :

Les fils des soldats de Dixmude, de Verdun, de Soissons, du Vardar et du Riff offrent à leur mère Bretagne leur soif de sacrifice et leur volonté de vaincre²⁹.

22. Fernand Divoire, *Ce que j'ai appris à la guerre*, Éditions Mouton, 1927, p. 8.

23. Yann Fouéré, « Les jeunes devant le présent, devant l'avenir et devant les A.C. », *Le Congrès de Vichy*, 19, 20, 21, 22, 23 mai 1934, Éditions de l'Union Fédérale, 1934, p. 257-278.

24. Bertrand de Jouvenel affirmera dans ses mémoires : « N'avoir pas fait la guerre était une infériorité fortement ressentie ». Bertrand de Jouvenel, *Un voyageur dans le siècle, 1903-1945*, R. Laffont, 1980, p. 77.

25. Stur (alias Mordrel), « Paroles aux jeunes », *Stur*, n° 12, janv./mars 1938, p. 6-11.

26. Louis-Ferdinand Céline, *Voyage au bout de la nuit*, Gallimard, 1952 (1^{er} édit. : 1932), p. 14.

27. Dans *Ramon*, Dominique Fernandez explique comment le déficit héroïque de son père, qui n'a pas fait la Grande Guerre, l'aurait, en partie, conduit à adhérer au PPF. Dominique Fernandez, *Ramon*, Grasset, 2009, p. 117.

28. Pierre Bayard, *Aurais-je été résistant ou bourreau ?*, Minuit, 2012, p. 16.

29. J. La Benelais (alias Mordrel), « Nous sommes revenus à l'idéal de notre race », *Breiz Atao*, n° 240, 5 janv. 1936, p. 1.

Ce n'est donc pas un hasard si le Groupe régionaliste breton (GRB) fondé en 1918 dans les parages de l'Action française mêle jeunes étudiants et jeunes anciens combattants dont on recherche la compagnie. Morvan Marchal, fondateur du GRB, étudiant en architecture, fréquente la revue *La Glorieuse Bretagne des armées*; Olivier Mordrelle, qui rejoint Marchal en 1919, frissonne aux récits des anciens combattants du groupe, et prend vite le pseudonyme d'*Er Gedour*, « le veilleur », inspiré du titre d'un poème évoquant le tour de garde d'un soldat dans la tranchée, écrit par Jean-Pierre Calloc'h, lui-même mort à la guerre. Dès son troisième article, Mordrel fait l'éloge de « la guerre, noble et implacable, d'homme à homme », où se reconnaissent « les frères d'une même race pour qui la guerre est un devoir et une nécessité, qui se tutoient et, avant le combat, s'embrassent...³⁰ » Ce n'est enfin pas un hasard si Yann Fouéré fera ses premiers pas d'homme public dans le mouvement breton en même temps qu'à l'Union fédérale des anciens combattants.

À ces guerriers de papier issus de familles bretonnes, élevés en français et à la ville, il s'agit donc de renouer un fil cassé et de se trouver un champ de bataille original. Pour tous, la Bretagne – et surtout la Basse-Bretagne, rurale et bretonnante – est une *terra incognita* dans laquelle ils s'engagent sans même la connaître. Non seulement une découverte, mais aussi une aventure teintée d'exotisme : on y parle une autre langue, on y porte des costumes étranges, on y trouve une pauvreté qui étonne. En 1918, Mordrelle la traverse à vélo et y découvre d'authentiques indigènes dont peut se satisfaire l'aventurier des temps modernes qu'il incarne alors. Bretagne, aventure, guerre par procuration, tout se mélange à la faveur de réunions bien arrosées où l'on imagine des expéditions plus ou moins légales « dans une atmosphère qui tenait à la fois du repaire de révolutionnaires, du corps de garde de commando et de la salle de répétition d'un cercle celtique³¹ ».

Cependant, la chaude ambiance de ces quelques soirées ne doit pas masquer la réalité de ce qui se joue en fait : au sortir de la Grande Guerre, le champ du sensible de ces jeunes gens, structuré selon les deux axes que sont héroïsme et victimisation, est en déséquilibre. Saturés d'héroïsme, ils se font victimes. Cette victimisation les fait passer de l'expérience perdue de la guerre à l'expérience de la guerre perdue.

30. Olier Mordrel, « La lutte des Bretons pour la sauvegarde de leurs libertés. 1715-1720 », *Breiz Atao*, n° 3 (15), mars 1920, p. 9-11.

31. Fonds privé Mordrel, OM37 T80, Tapuscrit de la *Galerie bretonne*, p. 57.

Le Breton comme guerrier

Pendant ses vingt ans de parution, dans presque la moitié des livraisons de *Breiz Atao* sont évoqués l'impôt du sang ou les 240 000 Bretons tombés pendant la Grande Guerre³². La revue est véritablement hantée par le souvenir de ces morts qui semble d'abord être le rappel d'une dette contractée par une France injuste envers des Bretons dont elle se serait honteusement servie, sans donner en retour à la Bretagne les faveurs pour lesquels les Bretons s'étaient si bien battus dans les tranchées, par exemple l'enseignement de la langue bretonne. Mais, très vite, les militants de *Breiz Atao* se plient à l'évidence : ces 240 000 soldats ne sont pas tombés pour la Bretagne mais bel et bien pour la France. Et l'on dénonce l'introduction en Bretagne par les soldats démobilisés de « l'esprit parisien », des « mœurs d'Apaches », du « système D » assimilé à « certaines habitudes d'immoralité³³ ». Le constat est simple : la guerre a « débrettonnisé », francisé le pays, les Bretons sont devenus des « Français comme les autres³⁴ », ils ont donc dégénéré, et les 240 000 spectres viennent rappeler cela aux vivants. On pourrait percevoir ici ce que la psychanalyse appelle une « projection³⁵ » : ne se remettant pas de n'avoir pas fait la guerre pour eux-mêmes, les nationalistes bretons condamnent dès le début des années 1920 ceux qui l'ont faite pour la France ; refusant d'admettre qu'ils sont des héros manqués, ils stigmatisent la dégénérescence de leurs contemporains³⁶. Mais on se contentera de l'idée que pour ces jeunes militants, la Bretagne a perdu la guerre, ce qui implique deux choses : il faut combattre la France, mais surtout il faut régénérer les Bretons.

J'ai déjà montré ailleurs comment, à bien des égards, l'activisme des jeunes nationalistes bretons s'apparente à une Grande Guerre continuée

32. On sait aujourd'hui que ce chiffre doit être descendu à un peu plus de 130 000 morts, mais dans l'entre-deux-guerres, tout le monde ou presque s'accorde sur 240 000. Sur la symbolique de ce chiffre fantasmé, voir Frédéric Le Moigne, « Les "240 000" de Sainte-Anne-d'Auray, nombre porteur du catholicisme breton : à une "Centène" de milliers près ? », dans Yvon Tranvouez (dir.), *Les catholiques bretons dans la Grande Guerre*, CRBC, 2017, p. 235-252.

33. Le Comité directeur, « À travers le Pays », *Breiz Atao*, n° 7(19), juillet 1920, p. 25.

34. O. Mordrel, « Ce que signifierait la guerre pour la Bretagne », *Breiz Atao*, n° 313, 19 oct. 1938, p. 1-2.

35. La psychanalyse appelle « projection » la délocalisation d'un élément de la conflictualité interne qui permet de percevoir chez les autres ce que le sujet ne peut reconnaître en lui-même. Voir Annie Birraux, « La projection, instrument d'adolescence », *Revue française de psychanalyse*, n° 64, 2000/3, p. 693-704.

36. Voir par exemple J. La B. (alias Mordrel), « L'utilisation des Bretons », *Breiz Atao*, n° 9(33), 15 août 1921, p. 121-122, et du même, « La déchéance des Bretons », *Breiz Atao*, n° 5(41), 15 mai 1922, p. 191.

par d'autres moyens³⁷, une guerre de la civilisation contre la barbarie opposant le Celte, nordique, fort, énergique et pur, au Latin dégénéré et jouisseur, dont la présence en Bretagne doit être éradiquée. En ce sens, le combat breton est une tentative de purifier la Bretagne de son ennemi intérieur : le Breton francisé.

La dévotion du nationalisme breton à l'égard de l'Irlande est une antienne qui repose sur le modèle d'insurrection qu'aurait représenté l'Irlande opportuniste de 1916 et sur une prétendue parenté ethnique qui, aujourd'hui encore, est un lieu commun insuffisamment interrogé. Or, c'est dans la fréquentation des supposés frères celtes, que les nationalistes bretons ont placé leurs premiers espoirs de régénération de la race bretonne. Au début des années 1920, ces jeunes pensent en effet que c'est au contact des Irlandais, Gallois, Écossais ou par leur apport culturel que l'on peut espérer retrouver les caractéristiques celtiques cachées sous le vernis latin :

Les Bretons sont impuissants à se réaliser parce qu'ils ne savent pas distinguer ce qui, dans leur pays, est à eux de ce qui y a été apporté du dehors.

Au contact des Celtes insulaires, ils pourront éliminer de leur esprit, de leur culture, de leurs mœurs, les scories latines qui en rompent l'harmonie et en amoindrissent la force. [...]

Le Panceltisme nous fera sortir de notre ambiance pétrifiée, il nous plongera dans un courant de vie intense qui réveillera un génie, une sensibilité et un caractère endormis, abrutis par une trop longue servitude. Il fera de nous des Celtes intéressés, c'est-à-dire des hommes faisant figure d'hommes³⁸.

Olivier Mordrelle, qui signe ces lignes programmatiques, se fait désormais appeler « Olier Mordrel » : en bretonnant son nom, il le virilise. Relisant la conspiration de Pontcallec à la lueur de 1914 et de l'identité par laquelle il rejette l'état-civil de son général de père, il décrit deux styles opposés de guerre :

D'un côté, la Celtie frustre [...] de sombres embuscades, des coups de fusil de ragoisse en ragoisse, des corps-à-corps sauvages, la guerre, toute la guerre, mais rien que la guerre, noble et implacable, d'homme à homme; de l'autre, des charges brillantes, des entrées triomphales, des pendaisons de femmes et de vieillards, des enfants à la broche, des villages en feu, des églises rasées, des viols, des crimes, des atrocités³⁹...

37. Sébastien Carney, *Breiz Atao! Mordrel, Delaporte, Lainé, Fouéré : une mystique nationale (1901-1948)*, PUR, 2015, p. 297 sq.

38. O. Mordrel, « Les avantages du panceltisme », *Breiz Atao*, n° 4-5 (52-53), 15 avril et 15 mai 1923, p. 295.

39. O. Mordrel, « La lutte des Bretons pour la sauvegarde de leurs libertés. 1715-1720 », *Breiz Atao*, n° 3 (15), mars 1920, p. 9-11.

L'affaire est claire : la Celtie est associée au mythe de la guerre, le Celte est essentiellement un guerrier, viril, déterminé. En Irlande où il se rend en 1925 à l'occasion du congrès panceltique, Mordrel visite les « champs de bataille dublinois » : l'hôtel des postes et le palais de justice dévastés, ici héroïsés, comme le sont les ruines combattantes du front occidental au même moment⁴⁰. Il rencontre d'anciens insurgés, en qui il voit « des êtres jeunes, qui seront toujours jeunes, possédés par une idée supérieure qui les mène avec un bras de fer vers le but. Ils sont tranquilles, dignes, disciplinés. Ils se meuvent dans une des plus fantastiques aventures qu'ait vues l'histoire avec le naturel des héros de leurs légendes anciennes voguant en plein merveilleux⁴¹ ». Marqué par la Garde noire écossaise qu'il a vu défiler pendant la guerre, ce même Mordrel veut importer d'Écosse le modèle martial du *pipe-band* et la cornemuse de guerre pour remplacer les traditionnels couples de sonneurs de biniou-bombardes dont le répertoire ne lui paraît plus suffisamment breton. Dans une chanson composée en 1935, il imagine cet instrument accompagnant des marches héroïques : « Le biniou-bras fait gronder sa clameur splendide : / La grande lutte va bientôt commencer!⁴² »

Mais cette conception du panceltisme s'accorde mal à celle héritée du XIX^e siècle, plus attachée à l'érudition qu'à l'action. Les contacts pris avec Irlandais et Gallois dans les années 1920 déçoivent, les relations avec les jeunes flamands, dont on aime les « discours virils⁴³ », et alsaciens sont finalement plus prometteuses. En 1927 est fondé le Parti autonomiste breton (PAB), prolongation du GRB puis de l'Union de la jeunesse de Bretagne, expression locale des non-conformismes du temps, qui prétendent incarner des « relèves⁴⁴ » politiques, à défaut d'avoir pu assurer la relève pendant la Grande Guerre⁴⁵. En 1931, séparé de son aile gauche, ce PAB se mue en Parti national breton et lorgne vers l'Allemagne, où Mordrel se rend en 1932. Les succès du nazisme et ses démonstrations de force lui indiquent un nouveau modèle politique qu'il s'empresse de copier, proposant aux militants bretons le programme *Saga (Strollad ar Gelted adsavet, parti des Celtes relevés)*. À la croisée des chemins entre les 25 points du NSDAP et les thèses de l'Ordre nouveau,

40. Emmanuelle Danchin, *Le temps des ruines, 1914-1921*, PUR, 2015.

41. O. Mordrel, « Note d'Irlande et d'Outre-Manche (suite) », *Breiz Atao*, n° 11-12 (95-96), nov.-déc. 1926, p. 740-741.

42. Le biniou-bras est le « grand biniou », adaptation bretonne de la cornemuse écossaise. « Le front levé », *Breiz Atao*, n° 222, 28 avril 1935, p. 3.

43. « Un discours viril » *Breiz Atao*, n° 70, 13 oct. 1929, p. 2.

44. Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, PUF, 2002.

45. C'est par exemple le cas de Philippe Lamour qui, lui non plus, ne se remet pas de ne pas avoir combattu. Voir ses *Entretiens sous la tour Eiffel*, La Renaissance du livre, 1929, p. 217.

Saga entend « apporter au mouvement les entrailles qui lui manquent⁴⁶ » et ne cache pas sa fascination pour un nordisme qui, quelques années plus tôt, n'avait rencontré aucun succès auprès des militants. Face à la latinisation, le rempart est désormais « le retour des peuples du Nord à leurs traditions ethniques⁴⁷ ». Discuté dans les maigres sections locales, le programme n'est pas adopté mais sa philosophie gagne *Breiz Atao* dont le tirage bimensuel est alors de 3 000 exemplaires, pour 600 abonnés environ en 1935. Sous le nom de Brython, Mordrel livre alors des poèmes empreints du mythe de la guerre et adapte ses textes sur des chants de marche de la Wehrmacht.

Mais après la publication de l'encyclique *Mit brennender Sorge*, le nordisme passe mal auprès des catholiques du parti qui, jusque-là, n'avaient rien trouvé à y redire. Pour les rassurer, Mordrel théorise un « racisme breton » qu'il veut distinct de l'allemand et compatible avec la foi catholique. Pour autant il ne renonce pas à ses convictions : Germains et Celtes restent parents; le type originel celte est le guerrier dont les vertus, définies par les auteurs de l'Antiquité, sont « la bravoure, la fidélité, l'hospitalité, le dévouement aux hommes du sang, l'esprit aventureux et l'amour de la lutte⁴⁸ »; il en découle la croyance qu'« une politique et une mystique de la race pure sont appelées à obtenir des résultats⁴⁹ ».

Mordrel explique que la vraie race nordique se fonde sur une conception héroïque de la vie dont les Celtes ont été les grands maîtres :

La conception héroïque de la vie des Nordiques fixe comme idéal supérieur *l'acte désintéressé* trouvant sa récompense en lui-même et promettant à l'homme *de se dépasser*⁵⁰.

Il propose une définition :

Nordisme, mot ayant le sens de revanche et de lutte, d'accomplissement trop longtemps différé. Il évoque la liberté et la force, la hiérarchie de la vie, le monde mouvant en marche. Il annonce une nouvelle fraternité, celle des maîtres de demain⁵¹.

Mordrel a découvert Spengler, lui aussi frustré de guerre, et en retient l'impératif, pour conjurer la décadence, de réveiller le barbare, le guerrier,

46. A.C. (alias Mordrel), « Saga », *Breiz Atao*, n° 170, 12 mars 1933, p. 1-3.

47. Non-signé (O. Mordrel), *Le nationalisme breton. Aperçu doctrinal*, Les Éditions du Parti national breton, 1932, p. 27.

48. O. Mordrel, « Racisme breton », *Stur*, n° 10, 1^{er} juillet 1937, p. 39-63.

49. *Ibid.*

50. J. La B. (alias Mordrel), « Nordiques », *Breiz Atao*, n° 230, 18 août 1935, p. 1. C'est l'auteur qui souligne.

51. J. La Bénélaïs (alias Mordrel), « Impressions nordiques », *Stur*, n° 11, 1^{er} oct. 1937, p. 71-78.

l'homme faustien conquérant qui sommeille en chacun⁵². Définissant « l'essence de la Bretagne », il écrit :

Sachons faire ce pour quoi nous sommes faits. Ailleurs, on fabrique de bons militaires, en enseignant le métier des armes à des hommes de devoir. Ici, on naît soldat⁵³.

Si pour certains la guerre était une culture, pour les Celtes, c'était une nature. Et Mordrel a des disciples.

Parmi eux, Célestin Lainé, principal démiurge de l'incarnation du Breton receltisé. Élevé dans la foi, sujet à des crises mystiques, Lainé est tenté par la prêtrise avant de s'engager dans la cause bretonne, au moment où une maladie grave lui ferme les portes de l'École navale. Son penchant pour l'action violente et clandestine le conduit à dynamiter en 1932 un groupe statuaire célébrant l'union de la Bretagne à la France, dans une niche de l'hôtel de ville de Rennes. L'attentat est revendiqué par Gwenn ha Du⁵⁴, société secrète dirigée par Lainé, qui prétend regrouper autour de lui les « Bretons qui ont ce qu'il faut là où [il] pense⁵⁵ ».

Cet attentat aurait attiré à lui Gerhard von Tevenar, un jeune celtisant allemand, agent de l'Abwehr II qui l'envoie un peu partout à la rencontre des minorités à qui il fait la promotion d'une Europe des races fédérées en un vaste empire nordique. Bientôt proche d'Ahnenerbe – l'institut scientifique de la SS – et secrétaire général de la Deutsche Gesellschaft für keltische Studien, Tevenar est également sectataire païen de l'Unabhängige Freikirche (Église libre indépendante) fondée par Friedrich Hielscher⁵⁶, chantre étrange⁵⁷

52. Mordrel se réfère parfois aux héros du cycle arthurien comme Arthur, Geraint, Owen; ceux de la « Matière de Bretagne », comme Cadwallon, dans A. Calvez (alias Mordrel), « L'essence de la Bretagne », *Stur*, n° 3-4, janv.-avril 1935, p. 25-43; mais aussi au légendaire irlandais dans « Le Génie celtique », *Stur*, n° 7-8, oct. 1936-janv. 1937, p. 47-54. D'une manière générale, c'est dans un Moyen Âge fantasmé que le nationalisme breton trouve de quoi alimenter son discours. Voir Sébastien Carney, « D'une guerre l'autre : les Moyen Âge du mouvement breton au début du xx^e siècle », dans Hélène Bouget, Amaury Chauou et Cédric Jeanneau (dir.), *Histoires des Breagnes*, tome 4 : « Conservateurs de mémoire », CRBC, 2013, p. 265-283.

53. A. Calvez, « L'essence de la Bretagne (Fin) », *Stur*, n° 10, 1^{er} juillet 1937, p. 20-32.

54. Blanc et noir, en breton.

55. Ab Arzel, « "Gwenn ha Du" irlandais », *Breiz Atao*, n° 322, 12 fév. 1939, p. 1 et 3.

56. Sur ces hommes, voir Bernadette Schnitzler, « Gerhard von Tevenar (1912-1943). Secrétaire de la Deutsche Gesellschaft für keltische Studien » in J.-P. Legendre, Olivier L. et B. Schnitzler (dir.), *L'archéologie nationale-socialiste dans les pays occupés à l'ouest du Reich*, Gollion, Infolio, 2007, p. 289-299; Ina Schmidt, *Der Herr des Feuers. Friedrich Hielscher und sein Kreis zwischen Heidentum, neuem Nationalismus und Widerstand gegen den Nationalsozialismus*, Köln, SH-Verlag, 2004.

57. On retiendra ce qu'en dit Ernst Jünger dans son journal de guerre : « La rencontre est surprenante entre cette intelligence aiguë, toujours en éveil, et ce personnage bizarre, qui frôle parfois la bouffonnerie. »

d'une Europe des races hiérarchisée, d'un Reich nordique sous domination allemande. Au contact de Tevenar et d'Hielscher, Lainé finalise la « foi celtique » qu'il a commencé à théoriser en 1934.

Celle-ci tient en quelques idées simples : gangrenés par le progrès et la foi chrétienne, les Bretons se sont embourgeoisés, ramollis, affaiblis, ils ne sont plus dignes de leurs ancêtres guerriers, car ils ont perdu la foi celtique. Lainé imagine la retrouver dans l'action, la « force violente des Nordiques » nécessaire et sans état d'âme ; le racisme qui définit l'ennemi comme inférieur et justifie la guerre ; l'ignorance du mal, et donc du bien. Lainé a lu Nietzsche, Maître Eckhart, et il connaît les théories raciales d'Hans K. Günther pour qui l'âme nordique exige une expression nordique de la foi. Le fidèle de la « foi celtique » est donc un croyant autant qu'un guerrier, autrement dit un druide, meilleur serviteur d'un Dieu attaché à créer une race supérieure. Friand de philologie, Lainé fait de l'expression « héros celte » un pléonisme trilingue :

Notre nom même contient toute notre idée. En l'invoquant sans le comprendre nous ressemblons au sorcier qui prononce une invocation puissante et fermée à l'entendement. Les Germains l'ont conservé avec son sens : *Der Held* = *Ar C'helt* = Le héros⁵⁸.

Lainé explique aux jeunes recrues du parti comment devenir « non seulement un soldat, mais encore un guerrier complet, le type d'homme le plus élevé dans la conception celtique⁵⁹ » :

Chacun d'entre nous doit réaliser dans sa vie privée l'idéal guerrier de nos ancêtres, l'idéal chevalier de nos grands-pères. Autrement il n'est qu'un imposteur, un tricheur de l'existence.

[...] Chaque vrai Breton doit se préparer corporellement et spirituellement à être un soldat, s'entraîner à une discipline active de renforcement, affronter volontairement les dangers, de vrais, où le sentiment de la vie mise en question donne à toutes choses un relief extraordinaire, où les boyaux qui se serrent façonnent le futur guerrier.

Sous peine de n'être qu'un « demi-homme », l'activiste breton doit aussi être « un propagandiste, un écrivain, un élève, un professeur, un organisateur, un savant, un ouvrier, un mécène, voire à l'occasion certaines choses que les

Ernst Jünger, *Journaux de guerre*, II, 1939-1948, Gallimard, 2008, trad. de l'allemand par Julien Hervier, Pascal Mercier, François Poncet, p. 51-52.

58. CRBC, fonds Célestin Lainé, CL8 T107, « Foi celtique », seconde rédaction, 1934.

59. Ab Arzel, « Soyez des hommes », *Breiz Atao*, n° 276, 16 mai 1937, p. 3.

lois répriment durement ». Lainé veut créer le Breton total, projection de sa guerre totale dans l'inadmissible paix. L'idée est dans l'air du temps, nombreux sont alors les jeunes intellectuels à penser leur communauté comme moteur de l'histoire, à rêver « la société comme une sorte d'ordre de moines-soldats investis d'une mission quasi sacrée⁶⁰ ».

Les jeunes militants bretons se regroupent alors en bande. Les voilà sur les routes, le sac au dos à la manière des *Wandervögel* dont leur ont parlé les autonomistes alsaciens ; les voilà encore réunis en camp d'été à la manière des auberges de jeunesse ou des campeurs. Mordrel est enthousiaste :

Quand nous avons aperçu, l'année dernière, pour la première fois, sur une route du Léon, deux jeunes campeurs bretons, portant comme des légionnaires toute leur maison sur leur dos, le teint hâlé, les genoux nus, hag... « *o chaokat brezoneg etrezo*⁶¹ », nous avons compris que quelque chose était changé chez nous.

Des jeunes avaient retrouvé le chemin de l'aventure. Le vieil instinct de leurs pères migrants et guerroyeurs faisait à nouveau entendre ses appels profonds. Le soleil qui brûle, la pluie serrée qui transit et gerce les mains, la boue des marais, le lit d'herbe maigre ne faisaient plus peur aux petits enfants des rôdeurs de nuit d'antan. [...]

Notre jeunesse prend laborieusement conscience d'elle-même ; elle secoue les tares que lui ont léguées les générations de la défaite. [...]

Nous comptons sur le soldat breton, dont la silhouette se précise, dure et loyale, à l'horizon de nos rêves⁶².

L'année suivante, au retour d'un camp d'été, Mordrel salue la naissance des « nouveaux Bretons » :

Ils sont sûrs d'eux-mêmes, ils se sentent investis d'une mission grandiose. Un esprit conquérant, combatif les possède. Devant certains d'entre eux, résolus sans forfanterie à n'importe quelle audace, j'ai spontanément pensé aux mythes les plus vieux de notre race⁶³.

Certains se retrouvent dans les Bagadou-Stourm⁶⁴, qui marchent au pas cadencé, chansons martiales aux lèvres, ou défilent au son des cornemuses, lors des manifestations du parti. Les mêmes, parfois, rejoignent le Kadervenn,

60. Pascal Balmand, « Les jeunes intellectuels de "l'esprit des années trente" : un phénomène de génération ? » dans Jean-François Sirinelli (dir.), « Générations intellectuelles », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 6, nov. 1987, p. 49-64, p. 55.

61. Et... « bavardant en breton entre eux ».

62. J. La B. (alias Mordrel), « Préparons nos coeurs et nos corps », *Breiz Atao*, n° 231, 1^{er} sept. 1935, p. 1.

63. O. Mordrel, « Les nouveaux bretons », *Breiz Atao*, n° 258, 6 sept. 1936, p. 1-2.

64. Troupes de combat, service de sécurité du parti.

« sillon de combat » fondé par Lainé en 1937. Cet embryon d'une future armée bretonne reçoit une instruction militaire, prolongée dans ce qui devient en 1941 le « service spécial », service militaire du mouvement breton aux yeux du parti, mais secte cachée « des hommes du Dieu de la Croix celtique » pour ses membres. À cette communauté, Lainé veut imposer des rites, une liturgie et des règles de vie : la pauvreté, l'impassibilité, le silence, une hygiène de vie irréprochable, un port droit et une façon celtique de marcher, autant de signes extérieurs qui distinguent une race de maîtres, une aristocratie de seigneurs celtes, blancs et nordiques, grands et droits de leurs ennemis cosmopolites qui, selon Lainé, abondent dans la religion catholique et l'État français.

À la mort de Tevenar survenue en 1943, déterminé à pérenniser ce Celte auquel il rêve, Lainé rédige les statuts d'un Ordre celtique, d'une « Communauté totale à fondement religieux et à but militaire⁶⁵ » vouée à « défendre et accroître l'héritage celtique par l'instruction et la pratique en leur intérieur, puis en devenant des exemples et des instructeurs à l'extérieur, enfin des soldats contre les ennemis ». À la fin de l'année, une douzaine de membres de cette communauté constitue l'état-major de la petite troupe mise au service du SD de Rennes dans la lutte contre la Résistance en Bretagne : Celtes et Germains étaient réunis contre les Bretons.

En 1931, au plus fort des difficultés que traversait le PAB agonisant, Mordrel déclara :

Breiz Atao demeurera. Il demeurera pour devenir enfin la pépinière des héros, oui nous le disons : des héros, dont la Bretagne comme toutes les autres nations opprimées, réclamera impérieusement le sacrifice un jour pour monnayer sa délivrance⁶⁶.

S'il y eut des Bretons receltisés, ils ont vite disparu. Les officiers de l'état-major de l'unité Perrot, surnommés les « celticards », sont vite détestés du reste des hommes de la troupe, en majorité catholiques. Chacun se rend compte que ceux en qui Lainé voulait voir la synthèse celto-germanique du héros nordique ne sont pour les Allemands eux-mêmes qu'une piétaille chargée des basses œuvres, bientôt abandonnée à son triste sort. Lainé voit ses créatures les plus prometteuses lui échapper : l'un est fusillé à la Libération,

65. CRBC, fonds Célestin Lainé, CL8 M480, Projet d'un Ordre celtique, 20 avril 1943.

66. Breiz Atao (alias Mordrel), « Un départ », *Breiz Atao*, n° 139, 28 fév. 1931, p. 1-2.

l'autre – c'est pire – se marie avec une chrétienne. Lui seul continuera à se voir en Celte nordique. Encore dans les dernières années de son exil irlandais, il commencera ses phrases par : « We, Vikings... »

En fait, la Bretagne n'eut jamais besoin de mâles soldats⁶⁷, de héros pétrifiés pour la guider : il n'y avait évidemment personne à régénérer. Le celtisme et le nordisme furent essentiellement l'expression d'un fascisme breton, lui-même conséquence de la faille narcissique de ceux qui, dans l'incapacité de devenir les vrais hommes qu'ils rêvaient d'être, furent peut-être d'éternels adolescents englués dans un dangereux romantisme politique. ■

67. Klaus Theveleit, *Fantasmalgories*, L'Arche, 2015 [1^e éd. : 1977].

JULIETTE DENIS

LA TEMPORALITÉ JUSTE

Annette Becker manifeste un appétit certain pour des terrains éloignés et des phénomènes méconnus. Elle a dirigé, en coopération avec Nicolas Werth, mon master 2 et mon doctorat sur la soviétisation de la Lettonie dans les années 1940¹. J'aimerais insister sur l'inspiration que j'ai puisée dans ses ouvrages, les ajustements qu'elle a apportés à mes réflexions et le souffle qu'elle contribue à donner à mes recherches. Ces trois raisons ont en commun un élément fondamental de la méthode historique, de la substance même de notre profession : jusqu'où chercher les causes d'un phénomène ? comment trouver la bonne temporalité pour cimenter des démonstrations ?

Au début des années 2000, Annette Becker et d'autres historiens avec lesquels elle travaillait en bonne intelligence ont forgé et diffusé le concept de « sortie de guerre² ». Ce dernier rend compte de la transition complexe d'un contexte conflictuel à une situation *a priori* pacifiée. Il a acquis le statut d'objet historique à part entière. Car il s'éloigne des récits classiques sur les sociétés en guerre, qui escamotaient la durée et l'épaisseur des conflits. Les premières recherches sur la fin de la première guerre mondiale dans les sociétés d'Europe occidentale ont permis d'approfondir la connaissance des démobilisations, du deuil, de la longueur des violences guerrières et politiques³... Et elles ont rapidement inspiré les historiens de la deuxième guerre⁴.

1. « La Blouse bleue, une troupe d'agitation et de propagande dans l'URSS dans les années 1920 », mémoire de maîtrise, univ. de Nanterre, 2004 ; « La fabrique de la Lettonie soviétique, 1939-1949. Une soviétisation de temps de guerre », thèse en histoire, univ. de Nanterre, 2015.

2. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Gallimard, 2000.

3. Parmi une bibliographie très riche, on peut noter par exemple pour la Grande Guerre : Bruno Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Seuil, 2004 ; George L. Mosse, *De la Grande Guerre aux totalitarismes : la brutalisation des sociétés européennes*, trad. de l'anglais par Edith Magyar Hachette, 1999 [éd. originale : 1990].

4. Sur la sortie de la seconde guerre mondiale, on retient pour l'Europe de l'Ouest : Dominique Barjot, Rémi Baudouï, Danièle Voldman (dir.), *Les Reconstructions en Europe (1945-1949)*, Bruxelles, Complexe,

Jusqu'à une période récente, l'intérêt pour les sorties de guerre ignorait le cas russe et soviétique, de même que le front de l'Est était relativement négligé⁵. L'historiographie a évolué. Elle a puisé dans des thématiques devenues désormais classiques pour le front de l'Ouest, tout en les adaptant aux spécificités de l'Est. La sortie de guerre est devenue un concept novateur pour l'histoire de l'URSS.

L'étude de la « Grande Guerre patriotique » (22 juin 1941-9 mai 1945) en URSS et celle de la longue et chaotique sortie de guerre durant le « second stalinisme » (de la fin de la guerre à 1953) ont été deux chantiers menés de front. L'influence des recherches pionnières auxquelles Annette Becker a participé s'y retrouve. Le sort des vétérans et des partisans, les attentes des civils, les formes d'épuration pratiquées par les divers échelons de l'État et du Parti ont été traités brillamment par des historiens de tous bords⁶.

En Lettonie en 1944, divers aspects d'une sortie de guerre tumultueuse et violente s'entremêlent. J'en présenterai deux. En Lituanie surtout, un solide mouvement de résistance antisoviétique s'implante, contre lequel toutes les forces armées de l'État s'engagent. La situation dégénère en quasi-guerre civile et perdure jusqu'au début des années 1950. Parallèlement, des centaines de milliers d'Estoniens, de Lettons et de Lituaniens profitent des étroits corridors encore ouverts vers l'ouest de l'Europe pour s'enfuir. Les réfugiés pèsent sur des sociétés occidentales elles aussi ravagées par la guerre, tandis que le vide engendré par leur départ massif se ressent dans leurs pays d'origine. C'est dans ce contexte guerrier et social extrêmement tendu que l'État soviétique se reconstitue progressivement. Il combine épuration et promotion, phases d'attente prudente et radicalisation brutale.

1997; Marc Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la seconde guerre mondiale*, Fayard, 2003; Mark Mazower (dir.), *After the War was over. Reconstructing the family, nation, and state in Greece, 1943-1960*, Princeton-Oxford, Princeton UP, 2000.

5. Hormis quelques ouvrages fondamentaux ou renouvelés : Amir Weiner, *Making Sense of War. The Second World War and the Fate of Bolshevik Revolution*, Princeton, Princeton UP, 2001 ; Alexander Werth, *La Russie en guerre*, deux tomes, Tallandier, 2010 [1964] ; Elena Zubkova, *Russia after the War. Hopes, Illusions and Disappointments, 1945-1957*, New York, M.E. Sharpe, 1998.
6. Ces recherches ont été synthétisées dans un recueil d'articles : Masha Cerovic, Juliette Denis, Beate Fiesler, Nathalie Moine (dir.), « Sortie de guerre. L'URSS au lendemain de la Grande Guerre patriotique », *Cahiers du Monde russe*, n° 49/2-3, 2008.

Remonter dans le temps 1 : comprendre le conflit et ses prémices

La sortie de guerre était alors au cœur de ma problématique. Je tentais d'en percevoir les aspects politiques et militaires, tout comme les dimensions sociales, notamment à travers les mouvements de population.

La période antérieure est déterminante pour comprendre les caractéristiques de la sortie de guerre dans la république lettone. Car la Lettonie, tout comme ses voisines estonienne et lituanienne, a été annexée tardivement à l'URSS. Sa satellisation commence par la signature du pacte Ribbentrop-Molotov (23 août 1939), qui délimite dans ses clauses secrètes une « sphère d'intérêts » soviétique. L'objectif de Staline et du commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, est alors le suivant : se prémunir de toute attaque provenant de l'Allemagne nazie (justement en accord avec celle-ci!) en installant des bases militaires dans de petites contrées incapables de se défendre elles-mêmes, et d'ailleurs diplomatiquement proches de l'Allemagne. La Lettonie, l'Estonie, la Finlande, la Bessarabie, et bientôt la Lituanie, en font partie.

Les trois pays baltiques⁷ conservent leur indépendance pendant encore un an. Leur annexion se précipite à l'été 1940, après la défaite de la France. À cette date, pour Staline et Molotov, la Wehrmacht semble invincible. Elle peut se retourner à tout moment contre l'URSS. Autant renforcer les frontières en accélérant l'annexion des pays voisins.

La Lettonie devient une république socialiste soviétique. La soviétisation demeure relativement prudente. Mais le 14 juin 1941, une déportation des soi-disant élites politiques, militaires, sociales du pays touche environ 15 000 personnes et leurs familles, tandis que toute la population en est témoin.

À peine plus d'une semaine plus tard, le 22 juin 1941, l'Allemagne lance l'opération Barbarossa. La Lettonie tombe en quelques semaines; elle est occupée jusqu'en 1944 (1945 pour sa région occidentale, la Courlande). Je ne peux présenter ici toutes les dimensions de cette occupation⁸. La collaboration y est étendue, pour diverses raisons qu'il est impossible de détailler. Notons cependant quelques traits saillants de la période de guerre :

7. L'expression désigne les trois pays avant leur annexion en 1940 alors qu'on réserve celle d'« États baltes » pour la période après leur indépendance en 1991.

8. On pourra les lire plus en détails dans Juliette Denis, *Staline à la conquête de l'Ouest. Guerre et soviétisation de la Lettonie, 1939-1949*, CNRS éd., à paraître (2022).

— le massacre des juifs lettons est rapide et quasiment exhaustif : les rescapés du génocide sont massivement ceux qui ont réussi à gagner les profondeurs de l'URSS avant l'invasion de la Lettonie ;

— des structures policières, militaires et politiques sont tolérées, voire stimulées par les nazis. Elles alimenteront plus tard les noyaux de résistance antisoviétique (à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières de la république lettone d'après-guerre) ;

— ces phénomènes sont suivis par Moscou, à l'époque même de la guerre. Ils nourrissent l'image d'une république collectivement traîtresse et dangereuse. Les tactiques de pacification adoptées après la guerre sont pénétrées de cette représentation.

L'URSS stalinienne n'a pu, en un an, transformer le pays en profondeur. Les structures du précédent régime indépendant, profasciste, nationaliste et capitaliste persistent souterrainement. Remises à l'honneur par l'occupant nazi, renforcées par les violences de guerre, elles expliquent les formes prises par la reconquête de la Lettonie à partir de 1944.

Remonter dans le temps 2 : de la seconde guerre mondiale à la première

La sortie de guerre en Lettonie ne s'entend donc qu'au regard de son annexion et de son occupation, qu'il me fallait décortiquer tout autant que l'après-guerre. Mais peut-on remonter encore plus loin dans la chronologie ? Que de continuités entre les deux guerres, dans le petit terrain de la Lettonie que j'étudie ! La Lettonie est le théâtre, dès 1915, d'une évacuation de masse vers la Russie, alors que les armées allemandes s'approchaient de Riga. Des habitants s'installent en Russie révolutionnaire, d'autres reviennent après la guerre et la guerre civile, espérant construire un État indépendant. Cette expérience demeure dans les mémoires familiales. Elle est cardinale dans l'évacuation de 1941 vers l'Est, et même dans la fuite en 1944-1945, vers l'Ouest.

Un peu comme l'imaginaire des réfugiés de Belgique et du Nord, durant la première guerre en France, a alimenté l'exode en 1940, l'expérience du déplacement de 1915 en Lettonie (alors tsariste), du retour ou du non-retour, se répercute sur les motivations et les espoirs des citoyens de la république lettone durant la guerre.

Autre idée que je n'ai cessé de creuser, autour des déplacements de population : la limite ténue entre les mouvements « forcés » ou « volontaires ». Annette Becker souligne, au sujet de la première guerre, « la difficulté de faire la différence entre évacuations et déportations », propres aux circonstances des conflits⁹ : les mouvements de population s'imbriquent et se chevauchent dans le contexte chaotique de l'entrée en guerre. Cette courte citation – complétée par d'autres études, il est vrai¹⁰ – a longuement résonné lors de l'écriture de ma thèse.

J'aimerais présenter un exemple qui atteste de la complexité des expériences humaines – sur lesquelles, justement, Annette Becker pose un regard à la fois sensible et raisonné. On présente, à juste titre, la déportation du 14 juin 1941 orchestrée par Moscou comme un exil forcé. À l'inverse, la semaine suivante, l'évacuation spontanée face à la menace nazie serait choisie. Mais, une fois en URSS, qu'en est-il de la destinée de ces exilés ? En réalité, déportés et évacués vivent dans des conditions très similaires. Et pour certains d'entre eux, l'exil a été salutaire : d'anciens déportés d'origine juive, au même titre que les évacués, considèrent que ce déplacement vers l'Est les a sauvés d'un assassinat certain¹¹. L'exil conduit à des situations tellement diverses, étranges et inattendues parfois, que leur appréhension ne peut se réduire à un simple classement rigide et binaire.

Incontestablement, l'audace et l'engagement d'Annette Becker ont ouvert des pistes novatrices qui stimulent la recherche en histoire. ■

9. Annette Becker, *Les Cicatrices rouges 14-18. France et Belgique occupées*, Fayard, 2010, p. 79.

10. Rebecca Manley, *To the Tashkent Station. Evacuation and survival in the Soviet Union at War*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2009.

11. Entretiens réalisés dans le cadre du projet « Archives sonores. Mémoires européennes du Goulag », Cercec/rfi, (<http://museum.gulagmemories.eu>) Rafails Rozentāls (avec Marta Craveri et Valérie Nivelon), 11 juin 2008 (<http://museum.gulagmemories.eu/fr/salle/rafails-rozentals>); Teodor Shanin (avec Alain Blum), Moscou, 8 déc. 2008 (<http://museum.gulagmemories.eu/fr/salle/teodor-shanin>).

JAN LAMBERTZ

EXCURSION SUR LE CHAMP DE BATAILLE : LES CIMETIÈRES JUIFS ALLEMANDS SOUS LE RÉGIME NAZI

TRADUCTION DE NADIA GABRIEL

Le projet « 2 146 Pierres – Monument contre le racisme / le monument invisible » met en terre les noms de plus de deux mille cimetières juifs allemands d'avant 1933 sous une grande place de la ville de Sarrebruck. Avec l'aide de communautés juives de toute l'Allemagne, l'artiste conceptuel Jochen Gerz et des étudiants en art ont inventorié tous les emplacements des cimetières. Ils ont ensuite choisi d'installer des pavés, chacun marqué d'un de ces noms, sur la place située devant le palais de la ville, aujourd'hui siège du gouvernement régional¹. Le site est un lieu central dans l'histoire du régime nazi et de sa brutalité, le palais ayant servi de bureaux locaux à la Gestapo, qui y avait aussi des cellules de prison². Le groupe rassemblant Gerz et ses étudiants a d'abord œuvré dans le secret et de nuit, profitant de l'obscurité pour remplacer les pavés en place par les leurs, marqués du nom des cimetières, chacun prenant la place exacte de son prédécesseur, face gravée contre terre³. Le projet, qui s'est déroulé entre 1990 et 1993, a finalement été rendu public et

-
1. Jacqueline Lichtenstein et Gérard Wajcman, « Interview mit Jochen Gerz » in Jochen Gerz (éd.), *2146 Steine. Mahnmal gegen Rassismus Saarbrücken*, Stuttgart, Verlag Gerd Hatje, 1993, p. 8. Les citations de langues anglaise et allemande sont les nôtres sauf si indication contraire. Je remercie Nadine Blumer, Marion Kaplan, et Jürgen Matthäus pour leurs commentaires assurés. Les opinions exprimées ici sont les miennes et ne reflètent pas nécessairement celles du United States Holocaust Memorial Museum (USHMM), Washington, D.C.
 2. Lieselotte Kugler, « Menschen verstummen, Steine reden immer... » in J. Gerz (éd.), *2146 Steine...*, *ibid.*, p. 175. Pour la documentation sur les activités de la Gestapo dans la ville, voir USHMM, RG-43.166, series 52_004313_00194-00203.
 3. Les noms mêmes des cimetières juifs en Allemagne évoquent peu puisqu'en général, ils reprennent simplement celui de la communauté, la ville ou le quartier où ils se trouvent.

officiellement approuvé, même si, comble de l'ironie, le produit fini ne peut être vu et la surface de la place ressemble en tout point à ce qu'elle était avant l'installation⁴. Et c'est justement là l'intérêt : l'invisibilité, l'absence. Comme dans d'autres de ses œuvres, l'exploration de l'invisible est au cœur même de la vision de Gerz : « C'est-à-dire davantage des limites de ce qui peut être représenté que du sujet apparent. »⁵

Dans une série de travaux lumineux sur les monuments aux morts, Annette Becker nous demande de nous interroger sur les morts et les disparus de deux guerres mondiales sur le sol européen et observe leur « présence » dans nos espaces publics, dans notre art : parfois vus et adulés, parfois camouflés et invisibles. Elle a fait l'éloge de Gerz pour avoir créé une sorte de malaise vis-à-vis du monument. En effet, les travaux provocateurs de l'artiste nous poussent à revoir la relation entre l'art, le souvenir et l'oubli, ainsi que la difficulté de montrer la violence de la guerre et les violences extrêmes⁶. Comme Becker et ses collègues l'ont souligné, « les différents "anti-monuments" de Jochen Gerz visent, eux, toujours, à faire prendre conscience des difficultés de la mémoire, de ce passé qui ne passe pas à force de ne pas passer et, pour lui, à force d'être ressassé sans être réapproprié⁷ ». Il est incontestable que le projet de Sarrebruck nous entraîne dans les « difficultés de la mémoire ». Mais est-ce suffisant ?

Les pavés de Gerz se trouvent bien loin des premières formes de monuments aux morts que Becker inspecte et photographie assidûment. Le projet déroge radicalement au contre-monument tellement cité que Gerz et sa partenaire Esther Shalev-Gerz ont conçu dans le quartier Harburg, à Hambourg (1986-1993), où une colonne se dérobant petit à petit à la vue mettait en valeur la distance grandissante entre ses visiteurs et les événements de la Shoah. Par ailleurs, le projet de Sarrebruck crée un défi plus radical que les pavés de Gunter Demnig (les *Stolpersteine*, « pierres d'achoppement »), qui sont autant d'hommages aux juifs déportés et assassinés⁸. Installées sur les trottoirs le

4. J. Lichtenstein et G. Wajcman, « Interview mit Jochen Gerz », p. 9.

5. J. Gerz, « Montrer les violences de la guerre : partage du non-vécu (paroles de témoin) » in Annette Becker et Octave Debary (éd.), *Montrer les violences extrêmes. Théoriser, créer, historiciser, muséographier*, Créaphis, 2012, p. 131.

6. Annette Becker, « Traces and Tombs: Ghosts of the Great War » in Kingsley Baird (éd.), *Tomb, Historial de la Grande Guerre de Péronne*, 2013, p. 14.

7. A. Becker et O. Debary, « Jochen Gerz et la parole maudite » in A. Becker et O. Debary (éd.), *Montrer les violences extrêmes, op. cit.*, p. 125.

8. L'allemand *Stolperstein* a le même double sens qu'en français : pierre d'achoppement et, plus littéralement, pierre sur laquelle on trébuché. Nous avons opté ici pour la traduction plus abstraite.

long des anciennes habitations de victimes d'Allemagne et d'Europe à partir de 1996, les *Stolpersteine* sont marquées du nom de chaque individu et des détails relatifs à leur persécution. On peut les considérer comme « amonumentales », ou comme des contre-monuments elles aussi : de taille bien plus modeste que des pierres tombales, elles remplissent une partie du paysage résidentiel et non des concessions de cimetières⁹. Intrinsèquement, les morts ont acquis le droit au seuil d'une maison. Par contraste, le travail « invisible » de Gerz et ses étudiants à Sarrebruck rappelle de manière plus abstraite le meurtre et l'exil violents de la population juive et de ses institutions¹⁰.

Dans le catalogue qui accompagne l'œuvre, on nous assure que les pavés de Sarrebruck *sont bien* un monument pour la Shoah. L'un des étudiants explique :

On ne peut pas et on ne doit pas comprendre le mémorial, de même qu'on ne peut pas comprendre la Shoah. [...] Le mémorial est conçu de sorte qu'il ne peut apparaître que dans la tête des gens et non dans le regard du spectateur¹¹.

Et Gerz d'ajouter :

[Ce travail] se fonde sur les cimetières juifs, soit une métaphore pour quelque chose d'assez ordinaire. Pour les morts « les plus normaux ». [...] Un cimetière signifie aussi qu'il y a quelqu'un à la maison. [...] Il semblerait que ce soit le seul usage possible d'un cimetière. [...] Les 2 146 cimetières nous font penser aux disparus, qu'ils y soient enterrés ou non, et d'autant plus lorsqu'ils n'y sont pas¹².

Le raisonnement est-il fondé ? Est-ce qu'un tapis de pavés commémoratifs invisibles, unis et ordonnés parvient à nous connecter aux « disparus », ceux qui ne sont pas enterrés là ? Dans l'abstrait, le monument à face cachée constitue bien un rappel pénible de la disparition de la population et des institutions juives dans toute l'Allemagne. Mais en tant que commentaire sur la *production* historiquement complexe de cette disparition, cette invisibilité et cette amnésie sont-elles suffisantes ? Comment établissent-elles une connexion entre nous et la violence qui a englouti tant de cimetières juifs de la période nazie ?

9. Ces pierres n'ont pas été acceptées de la même manière partout. Il y a quelques années, Munich a d'abord interdit les pavés, certains membres de la communauté juive ayant vivement condamné ces pavés qui selon eux discréditaient les victimes. Voir par exemple « Holocaust Memorial Projects Clash in Munich », *Jerusalem Post*, 31 mai 2016.

10. Sur les effets involontaires du monument et sa tentative de détourner le travail de mémoire de sa structure pour le rendre au touriste, voir Brett Kaplan, *Unwanted Beauty: Aesthetic Pleasure in Holocaust Representation*, Urbana, University of Illinois Press, 2007, p. 161-163.

11. Voir « Stellungnahme der Studenten » in J. Gerz (éd.), *2146 Steine...*, op. cit., p. 150-151 (Daniel Funke).

12. J. Lichtenstein et G. Wajcman, « Interview mit Jochen Gerz », op. cit., p. 12.

Démembrement et destruction

Que sait-on des cimetières juifs d'Allemagne? Peu après la fin de la guerre, des organisations juives commencent à répertorier ceux qui ont survécu, puis des historiens prennent le relais, notamment à l'échelle locale et régionale¹³. Adolf Diamant, chroniqueur assidu des persécutions contre les juifs en Saxe et à Francfort-sur-le-Main au cours du nazisme, a produit une importante liste de ces sites quand le groupe de Sarrebruck a commencé son projet¹⁴. Un autre spécialiste de la culture et de l'histoire juives, Helmut Eschwege, avait entamé une étude similaire avec sa maison d'édition d'alors juste avant la dissolution de la RDA¹⁵. Dans une analyse convaincante de 2002, l'historien Andreas Wirsching examine le statut changeant de quelque 1 700 cimetières juifs allemands sous le régime nazi. Tout en reconnaissant que nombre d'entre eux ont subi d'importantes dégradations, il explore les raisons pour lesquelles tant de ces lieux ont survécu d'une manière ou d'une autre, alors même que les résidents juifs, émigrés ou déportés, disparaissaient. « De fait, pourquoi y avait-il encore tant de cimetières juifs en Allemagne après 1945 ?¹⁶ » Les règlements administratifs d'avant 1933 concernant les cimetières allemands ont continué à s'appliquer aux cimetières juifs, empêchant leur fermeture ou leur vente. Le régime central avait choisi de ne pas adopter de dispositif juridique dans le Reich qui aurait pu faciliter la confiscation ou l'achat par des municipalités ou des parties prenantes privées. S'il existait quelques nuances d'une région à l'autre, les villes allemandes souhaitant acquérir un cimetière juif n'avaient en général pas leur mot à dire, et ce jusqu'au début des années 1940. Et même alors, de nombreuses questions juridiques demeuraient sans réponse, notamment, où enterrer les juifs du Reich encore présents? Les obstacles aux ventes forcées et aux fermetures ont ainsi persisté dans de nombreux endroits¹⁷.

13. Le catalogue qui accompagne l'exposition sur le monument, édité par Gerz, liste la totalité des noms. En 1952, une commission du Zentralrat der Juden in Deutschland a entrepris une étude des cimetières encore existants cette année-là. Voir Andreas Wirsching, « Jüdische Friedhöfe in Deutschland 1933-1957 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 50, n° 1 (2002), p. 1-40.

14. Adolf Diamant, *Jüdische Friedhöfe in Deutschland – eine Bestandsaufnahme*, Frankfurt a.M., publié à compte d'auteur, 1982 ; A. Diamant, *Geschändete jüdische Friedhöfe in Deutschland 1945 bis 1999*, Potsdam, Verlag für Berlin-Brandenburg, 2000.

15. Helmut Eschwege, *Fremd unter meinsgleichen. Erinnerungen eines Dresdner Juden*, Berlin, Ch. Links, 1991, p. 264-72.

16. A. Wirsching, « Jüdische Friedhöfe... », art. cit., p. 2.

17. *Ibid.*, p. 2-31.

Plus récemment, le groupe de recherche « *Alemannia Judaica* » a mis en place un vaste projet pour reconstituer l'histoire des cimetières juifs d'Allemagne et d'ailleurs. Comme *Wirsching*, *Alemannia Judaica* ont constaté que nombre d'entre eux ont survécu au nazisme, sont relativement intacts et continuent à être utilisés dans leur fonction première, malgré une réduction drastique de leurs usagers. Il n'en reste pas moins que, comme le soulignent ces chercheurs, de nombreux autres cimetières ont été violemment ébranlés au cours des années de terreur. Dans son étude des enquêtes d'après-guerre sur les crimes contre les biens à l'époque du nazisme, l'historienne *Edith Raim*, spécialiste de ces questions juridiques, vient corroborer l'authenticité de ces violences contre les cimetières juifs allemands. Quant aux dégâts causés par le vandalisme, ils servaient souvent de prétexte à raser et convertir des pans entiers de sites¹⁸.

C'est au cours des pogroms de novembre 1938 que les pillages et le vandalisme contre les cimetières juifs allemands commencent vraiment. À *Ingolstadt*, *Mannheim* et *Stavenhagen*, des groupes de membres de la SA mettent le feu à des morgues et autres bâtiments destinés à la préparation des morts avant l'enterrement, ou les font exploser. Des pierres tombales sont renversées ou fracassées. Dans tout le Reich, des non-juifs se mettent à profaner locaux et tombes pour leur propre profit. On vend des corbillards, on abat des arbres pour en vendre le bois, on enlève les sépultures pour les vendre comme matériel de construction ou bien, comme à *Fürth*, à des maçons. Ainsi, bien longtemps avant la création du monument de *Sarrebruck*, la pierre se trouve éparpillée dans les villes et villages d'Allemagne, saisie pour d'autres chantiers. Dans les petites municipalités, des maires cupides s'approprient les pierres tombales pour daller leurs jardins et leurs patios, comme dans ce bourg près de *Göttingen* où elles « sont acquises par le chef local nazi qui utilise les *matsevot* [pierres tombales en hébreu] pour construire une partie de sa clôture », comme le rapporte un enquêteur pour l'organisation *Jewish Cultural Reconstruction, Inc.* après-guerre¹⁹.

Certains cimetières sont reconvertis en sites de stockage. Il semble que la ville de *Bamberg* ait loué la *Tahara-Haus* du sien à la compagnie *Bosch*

18. Les incidents cités sont majoritairement tirés d'*Edith Raim, Nazi Crimes against Jews and German Post-War Justice. The West German Judicial System during Allied Occupation (1945-1949)*, Oldenburg, de Gruyter, 2015, p. 179-185 et www.alemannia-judaica.de/juedische_friedhoefe.htm (consulté le 13 janv. 2018).

19. Rapport confidentiel de *M. Bernstein*, Library Investigator de l'organisation *Jewish Cultural Reconstruction, Inc.* [NY], sept.-oct. 1949, résumé en anglais du texte en yiddish, *Wiener Holocaust Library*, collection 561, extrait. Cf. aussi *E. Raim, Nazi Crimes...*, op. cit., p. 182.

pour qu'elle y entrepone le métal. D'autres sont convertis en casses et en décharges pour les gravats après des bombardements (à Anklam, sur la côte baltique), voire, à une occasion, pour une carcasse de cheval²⁰. Leurs frontières disparaissent aussi : dans de nombreux cimetières juifs d'Allemagne et d'Autriche, les portails et les barrières métalliques sont abattus, « récoltés » pour la collecte de ferraille ou pour les casseurs. On va jusqu'à décrocher les lettres en fer forgé sur les pierres tombales. « Dès que les grilles tombent, les vannes se trouvent grandes ouvertes », conclut Edith Raim²¹. En 1942, à Hettenleidelheim, à l'ouest de Mannheim, le vieux cimetière est converti en parcelles de terrain à cultiver. Un autre devient un pâturage pour les moutons et, à Memmingen, un enclos pour des poulets. Le cimetière d'Altstrelitz (Strelitz-Alt), à Mecklenburg-Vorpommern, qui datait du XVIII^e siècle, est actif jusqu'à sa démolition en 1937, quand son bâtiment principal est converti en local d'élevage de poules. Dans la ville de Hannoversch Münden, c'est une scierie que l'on voit s'installer sur le terrain du cimetière²².

Les bombardements et la guerre aérienne sèment à leur tour la destruction dans l'enceinte des cimetières. Les morts mêmes sont parfois littéralement déplacés. Dans la capitale berlinoise, le plus grand cimetière juif du Reich et d'Europe, Weißensee, ne s'arrête pas de fonctionner, mais les bombes alliées anéantissent plusieurs bâtiments et environ 4 000 tombes²³. Il en va de même début 1945 du cimetière de Nuremberg, qui date des années 1860, où des édifices et plusieurs centaines de sépultures sont dévastés. Dans plusieurs grandes villes allemandes, on emporte des pierres tombales juives pour la protection des habitants « aryens » : elles serviront de murs de renforcement aux abris antiaériens. Entre 1940 et 1942, la municipalité de Vienne fait l'acquisition de quasiment tous les cimetières juifs et leurs terrains dans la ville²⁴. Elle prévoit une zone de loisirs à l'emplacement du cimetière juif de Währing, où se trouvent 9 000 tombes individuelles et caveaux de famille qui ont déjà subi des profanations considérables. Elle en rase également une section pour construire un abri antiaérien, détruisant ainsi quelque 2 000 tombes. Entre 1942 et 1943, des anthropologues du musée d'histoire naturelle de

20. E. Raim, *Nazi Crimes...*, *op. cit.*, p. 180, 183.

21. *Ibid.*, p. 181. Cf. A. Wirsching, « Jüdische Friedhöfe », art. cit., p. 1n2; Tina Walzer, *Der jüdische Friedhof Währing in Wien. Historische Entwicklung, Zerstörungen der NS-Zeit, Status quo*, Vienne, Böhlau, 2011, p. 59-60.

22. http://www.alemannia-judaica.de/juedische_friedhoeefe.htm (consulté le 11 mai 2020); E. Raim, *Nazi Crimes...*, *op. cit.*, p. 181-183.

23. Dietmar Strauch et Regina Borgmann, *Adagio - Feld O. Biographische Recherchen auf dem Jüdischen Friedhof in Berlin-Weißensee*, Berlin, éd. Progris, 2008, p. 115.

24. T. Walzer, *Der jüdische Friedhof Währing...*, *op. cit.*, p. 58.

Vienne exhument les dépouilles du cimetière pour un projet d'« études raciales²⁵ ». La Gestapo donne l'ordre de raser le cimetière juif le plus vieux de Berlin, situé sur la Grosse-Hamburger-Strasse, en 1943. Des abris antiaériens sont construits sur le site, avec des pierres tombales pour renforcer les parois, « alors que les os des morts sont négligemment jetés de côté ». Au printemps 1945, au cimetière de Schönhauser Allee, les pierres « sont arrachées de terre pour servir à la construction de barricades et d'obstacles antichars²⁶ ».

Certains cimetières sont « réaffectés » non seulement à un usage commercial mais aussi pour des logements. Celui de Greifswald, sur la côte baltique, qui date des années 1860, est largement démantelé en 1941-1942 afin d'y installer une caserne pour la Wehrmacht. Quant à celui de Ludwigslust, au sud de Schwerin, construit au XVIII^e siècle, il est rasé pendant la période nazie et, à partir de 1944, le terrain est utilisé pour des habitations. Au nord de Crivitz, le cimetière établi en 1776 subit le même sort et est utilisé comme camp de prisonniers soviétiques. Il en va de même à Bad Kissingen, qui date du début du XIX^e siècle et est fermé en 1942. Les détenus vivent dans les locaux « *Tahara* », où l'on préparait auparavant les morts pour l'enterrement²⁷. Dans le cimetière juif du district d'Ohlsdorf, à Hambourg, fréquenté par diverses communautés juives, on compte peu de funérailles après octobre 1941 et presque aucune n'est enregistrée après la fin mai 1943. Au printemps de la même année, des casernes sont érigées pour héberger les habitants dont les foyers sont détruits par les bombardements alliés. Les lieux sont néanmoins démolis à leur tour quelques mois plus tard. En 1944, des employés municipaux de Hambourg s'engagent dans des projets de reconstruction des casernes dans le cimetière, cette fois pour accueillir les juifs de la ville vivant en mariages mixtes²⁸.

25. *Ibid.*, p. 63-71, sur les exhumations pour « recherches anthropologiques ». Sur l'intérêt du Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschland d'exhumer les tombes juives pour des études craniologiques et ostéologiques, voir A. Wirsching, « Jüdische Friedhöfe », art. cit., p. 22-23.

26. Roger Moorhouse, *Berlin at War: Life and Death in Hitler's Capital, 1939-45*, Londres, The Bodley Head, 2010, p. 264.

27. Les cimetières juifs deviennent parfois le prolongement des sites de détention dans les territoires occupés par l'Allemagne en Europe de l'Est également. Par exemple, dans un camp du SD à Gomel (aujourd'hui au Bélarus), des civils – 200 hommes environ et des femmes –, suspectés d'avoir des liens avec des partisans ou de violer les règles d'occupation sont détenus dans des « conditions carcérales ». Selon certaines informations, la section des hommes est déplacée dans le cimetière juif en dehors de la ville à l'été 1943. Staatskomitee für Archive und Aktenführung der Republik Belarus, *Handbuch der Haftstätten für Zivilbevölkerung auf dem besetzten Territorium von Belarus 1941-1944*, Minsk, Nationalarchiv der Republik Belarus, 2001, p. 107.

28. Herbert Diercks, *Friedhof Ohlsdorf. Auf den Spuren von Naziherrschaft und Widerstand*, Willi-Bredel-Gesellschaft Geschichtswerkstatt e.V., Hambourg, Ergebnisse-Verlag, 1992, p. 106.

D'autres communautés allemandes imaginent la conversion de ces espaces en lieux de loisirs et en terrains de jeux pour les non-juifs. À Haigerloch, au sud-ouest de Stuttgart, on envisage même une piste de ski²⁹. Dans la ville de Brandenburg, près de Berlin, le cimetière du XVIII^e siècle est saccagé au cours du pogrom de novembre et la morgue détruite, mais il continue à être utilisé pour des enterrements juifs jusqu'à relativement tard (décembre 1942). Par la suite, on projette de le transformer en terrain de sport pour l'usine de Brennabor-Werke. Il faut également souligner que, d'autre part, les cimetières juifs d'Allemagne deviennent polyvalents, à savoir que certains fonctionnaires les affectent aux morts « racialement indésirables ». À Barth, sur la côte baltique, après des décennies d'usage pour une communauté juive, le cimetière devient la dernière demeure d'innombrables internés de camp de concentration, prisonniers de guerre, travailleurs forcés et enfants de travailleuses forcées soviétiques.

Dans son histoire de la mort dans Berlin en guerre, Monica Black montre avec force comment, même après le décès, les lignes « raciales » sont observées dans l'Allemagne nazie³⁰. Elle soutient que les juifs, les travailleurs forcés étrangers et les prisonniers de guerre soviétiques se voient encore davantage exclus ou rabaissés par les pratiques de l'enterrement. Malgré les perturbations considérables à Berlin dans les dernières années de la guerre, elle conclut que ces « distinctions raciales érigées autour de la mort à partir de 1933 sont maintenues, et ce pour ainsi dire jusqu'à la dernière minute de la guerre³¹ ». On trouvera des scénarios semblables ailleurs dans le Reich. Dans la ville de Petershagen, au nord-ouest de l'Allemagne, les prisonniers d'Europe de l'Est décédés étaient généralement enterrés dans le cimetière juif³². Paradoxalement, il semble que les efforts des autorités locales pour empêcher les juifs d'être inhumés dans les cimetières municipaux aient « sauvé » un certain nombre de cimetières³³. Cependant, l'intensification de la guerre aérienne par les Alliés marque un tournant dans les dernières années du conflit : les autorités ont du mal à faire face au nombre de

29. E. Raim, *Nazi Crimes...*, op. cit., p. 183.

30. Monica Black, *Death in Berlin: From Weimar to Divided Germany*, New York, Cambridge UP, 2010, p. 121, et cf. p. 148-149.

31. *Ibid.*, p. 10.

32. Voir Andrea Tech, *Arbeitserziehungslager in Nordwestdeutschland 1940-1945*, Cöttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2003, p. 223-225. On a pu préserver ces informations en partie parce que le transport des corps, mal couverts, perturbait les habitants.

33. A. Wirsching, « Jüdische Friedhöfe », art. cit., p. 13-15, 20.

morts³⁴. Les cercueils et les moyens de transporter les corps se font rares. Des « tombes d'urgence » parsèment le paysage urbain tandis qu'il devient physiquement impossible de se rendre auprès des caveaux individuels « habituels³⁵ ». À Berlin par exemple, une bonne partie du cimetière juif sur la Grosse-Hamburger-Strasse, déjà rasé, est convertie tard dans la guerre afin de faire face au besoin de fosses communes pour les soldats morts et les civils tués dans les bombardements et les combats. Pendant les derniers mois de la guerre, l'armée allemande utilise alors le cimetière juif de Francfort-sur-l'Oder pour enterrer ses soldats.

Marquer la mort dans les communautés juives de la période nazie

Alors que de nombreux cimetières juifs d'Allemagne et d'Europe occupée sont reconvertis, fractionnés, voire rasés, d'autres continuent à répondre aux besoins des morts et des vivants. Ici et là subsistent des îlots d'espaces relativement protégés pour les juifs du Reich et d'Europe occupée. Certains cimetières sont officiellement maintenus en l'état dans le simple but de faire face aux nouveaux décès. L'historienne Beate Meyer note que, dans le Reich :

Le seul point du budget que l'on peut considérer comme religieux est l'entretien du cimetière. On ne peut nullement y voir une concession à la réglementation religieuse, mais plutôt la conséquence directe d'une peur des autorités (notamment en temps de guerre) face au danger d'une possible épidémie due à un mauvais entretien des cimetières ou des bombardements³⁶.

Quant aux juifs d'Allemagne, ils utilisent également leurs cimetières pendant l'époque nazie pour d'autres fonctions, parfois inédites, tant qu'ils ne sont pas fermés d'office ou profanés. Jusqu'aux grandes déportations de la guerre, les lieux offrent d'autres possibilités de travail, pour les personnes qualifiées ou non. Il semble que ce soit notamment le cas pour les hommes et femmes temporairement exemptés de déportation parce qu'ils vivent en mariage mixte³⁷. Pendant longtemps, on utilise les cimetières pour dispenser une formation professionnelle en agriculture, préparant ainsi ceux qui

34. *Ibid.*, p. 147, et cf. p. 111, 118, 128-130.

35. *Ibid.*, p. 137.

36. Beate Meyer, *A Fatal Balancing Act: The Dilemma of the Reich Association of Jews in Germany, 1939-1945*, New York, Berghahn, 2013, p. 229, et cf. p. 154.

37. www.go2war2.nl/print.asp?artikelid=4613 (consulté le 14 janv. 2018).

vont partir en Palestine. Les enfants âgés de 14 ans ou moins dont les écoles ont été fermées en juin 1942 et qui ne sont pas encore affectés aux travaux forcés viennent s'ajouter aux adultes chargés de l'entretien des cimetières. Exception faite du cimetière Weißensee du rabbin Martin Riesenburger, à Berlin, ils représentent souvent « les seuls à rendre un dernier hommage aux défunts³⁸ ».

Au fur et à mesure que les possibilités de célébrer les services religieux se réduisent drastiquement, certains se déroulent en secret et parfois, comme dans les locaux des cimetières³⁹. Ceux-ci faisaient également office de caches temporaires, quoiqu'instables, tant pour les personnes que pour les objets du culte. Weißensee présente une originalité, car il reste ouvert alors que nombre d'autres sites finissent par fermer ou être convertis à d'autres usages. Les membres de la communauté juive encore présents utilisent ces locaux pour cacher des centaines de rouleaux de la Torah volés à d'autres communautés dissoutes de toute la Prusse – beaucoup survivront à la guerre⁴⁰. Le cimetière devient alors un espace vivant, et pas seulement pour ceux qui s'y cachent. Le rabbin Martin Riesenburger et sa femme vivront à Weißensee après des bombardements plus intenses que jamais sur la ville⁴¹. Ce nouveau rôle, inversé, se retrouve bien au-delà des villes allemandes : le cimetière juif de la rue Okopowa, à Varsovie, vient au secours de quelques habitants du ghetto quand, avant sa destruction, il offre une bonne couverture pour des activités clandestines. Situées à la frontière de la section « aryenne » de la ville, des ouvertures dans ses murailles permettent de faire passer des marchandises qui entrent et sortent du ghetto sur les chariots des pompes funèbres. On sait par des témoignages de l'époque que « les Allemands ne contrôlent pas les chariots par peur du typhus, ainsi les cortèges funèbres emportent plus que des cadavres⁴² ». Par ailleurs, l'herbe trouvée dans les cimetières fournit aux ateliers du ghetto un matériel précieux pour la tapisserie.

38. B. Meyer, *Fatal Balancing Act*, op. cit., p. 143.

39. *Ibid.*, p. 229-230.

40. Voir Hannah Arendt, Confidential Field Report No. 16, JCR, Inc., 18 fév. 1950, Wiener Holocaust Library, collection 561 ; Martin Riesenburger, *Das Licht verlöschte nicht. Ein Zeugnis aus der Nacht des Faschismus*, (éd.) Andreas Nachama et Hermann Simon, Teetz, Hentrich & Hentrich, 2003, p. 27-28, 84-85 ; B. Meyer, *Fatal Balancing Act*, *ibid.*, p. 143-44.

41. Hermann Simon, « Martin Mosche ben Chajim Riesenburger (1896-1965) » in M. Riesenburger, *Das Licht...*, op. cit., p. 28.

42. Barbara Engelking et Jacek Leociak, *The Warsaw Ghetto: A Guide to the Perished City*, New Haven, Yale UP, 2009, p. 86, 275-76, 454-55.

Le cimetière devient alors l'un des rares lieux où l'on peut continuer à pratiquer une certaine forme de religion. Il n'en reste pas moins que, même s'ils sont plus ou moins préservés, la disposition des communautés juives à observer des rituels religieux immuables autour de la mort se trouve fortement remise en question sous le régime nazi même avant-guerre. Avant les déportations de masse, elles apprennent souvent la mort de proches en camp de concentration, et parfois même, reçoivent aussi une boîte ou une urne censée contenir leurs cendres. Les fonctionnaires nazis rapportent les tristes nouvelles avec une cruauté toute calculée⁴³. Les chefs religieux et les cimetières juifs du Reich doivent soudain décider comment gérer les enterrements tardifs. Quant aux cendres des morts (assassinés), les mettre en terre présente diverses contradictions avec les pratiques funéraires juives, notamment l'obligation de procéder aux inhumations le plus vite possible. Les archives des communautés juives montrent que, même à l'intérieur du Reich, les restes des prisonniers des camps arrivent souvent deux mois après leur décès, soit bien au-delà des délais prescrits pour un enterrement traditionnel⁴⁴. Les persécutions au cours de la Shoah rendent impossibles les soins qu'apporte la *hevra kadicha* (assemblée chargée de l'inhumation) aux défunts, ou le rite de la shivah et la prière du kaddish, ajoutant « une nouvelle couche de déshumanisation dans le processus⁴⁵ ». Partout, et quelles que soient les diverses sensibilités religieuses, les juifs se trouvent ainsi confrontés à la perte d'êtres chers sans la présence de rituels fortement ancrés dans la tradition⁴⁶. Même dans les ghettos de Pologne occupée, fils et filles doivent batailler pour la moindre information sur la dernière demeure lointaine de leurs parents puis trouver les moyens de décorer la tombe avec le respect qui leur est dû⁴⁷. Le rôle des administrateurs funéraires change également : ils ouvrent

43. Jan Lambertz, « The Urn and the Swastika: Recording Death in the Nazi Camp System », *German History* 38, n° 1 (2020), p. 77-95.

44. Un certain nombre de règles et de décisions rabbiniques (*responsa*) aux problèmes spécifiques à la Shoah ont été collectées et publiées.

45. Jürgen Matthäus, avec Emil Kerenji, Jan Lambertz, et Leah Wolfson, *Jewish Responses to Persecution*, vol. III : 1941-1942, Lanham, AltaMira, 2013, p. 369.

46. Les difficultés pour respecter les rituels associés à la mort des êtres chers étaient loin d'être un problème réservé aux juifs survivants d'Europe, particulièrement dans les derniers mois de la guerre. Voir Richard Bessel, « The Shadow of Death in Germany at the End of the Second World War » in Alon Confino, Paul Betts, et Dirk Schumann (éd.), *Between Mass Death and Individual Loss: The Place of the Dead in Twentieth-Century Germany*, New York, Berghahn Books, 2008, p. 51-68, ainsi que le récit plus développé de Monica Black dans *Death in Berlin*.

47. Pour un exemple poignant, voir la lettre d'Anny Feldmann, une Viennoise « évacuée » vers le district de Lublin dans le Generalgouvernement, adressée au Conseil juif de Łódź à l'automne 1941. J. Matthäus et al., *Jewish Responses to Persecution*, op. cit., p. 370.

de nouvelles sections pour les urnes et s'adaptent pour accueillir les nombreuses personnes qui se suicident la veille de leur départ en déportation⁴⁸.

En Allemagne, ce sont des délégués ou des intermédiaires (*Vertrauensmänner*) de l'Association des juifs du Reich (Reichsvereinigung der Juden in Deutschland) sous le régime nazi qui sont amenés à s'occuper de plus en plus de l'organisation des funérailles. Ainsi, le bénévole et ancien avocat Erich Schlesinger à Gleiwitz se souvient :

Quand on enterrait un membre de la Communauté, je m'assurais que nous observions les rites dans le plus grand respect des règles [...] et je prononçais l'éloge funèbre sur la tombe. À l'époque, j'étais le président, le *shammes*, le *hazan* et le rabbin tout à la fois⁴⁹.

Quant aux visites au cimetière, plus qu'un moment pour se souvenir des morts, elles deviennent l'occasion de faire passer des informations cruciales à un cercle d'amis qui se réduit comme peau de chagrin. On ne perd cependant pas de vue les agressions et la terreur du quotidien : on est de moins en moins nombreux à assister aux funérailles, la peur d'être pris dans une rafle est bien réelle. À Weißensee par exemple, un bureau de la Gestapo se trouve juste en face des portes du cimetière, et au risque de croiser ses agents vient s'ajouter un arrêté selon lequel les visiteurs « doivent traverser la rue en restant perpendiculaire au trottoir, pas en biais. S'ils traversent en diagonale, ils se dirigent tout droit dans un piège de la police⁵⁰ ». (Par la suite, la communauté juive a obtenu la permission de poser un panneau d'avertissement à l'entrée du cimetière.)

Comme le montrent bien les récits de Victor Klemperer sur Dresde en guerre, l'enterrement devient le moment où ceux qui accompagnent le défunt – les juifs endeuillés toujours moins nombreux qui subsistent dans le Reich – peuvent constater le déclin physique précipité de leurs connaissances. Ces occasions les forcent à affronter le fait que pour eux aussi, les jours sont comptés. Se rappelant les funérailles d'un homme nommé Grünbaum pris dans une rafle et envoyé à Auschwitz, Klemperer avance :

48. Sur le nouveau « champ » d'urnes aménagé au cimetière de Weißensee, voir Regina Borgmann et Dietmar Strauch, *Der Jüdische Friedhof in Berlin-Weißensee. Ein Wegweiser durch seine Geschichte*, Berlin, éd. Progris, 2003, p. 36-37 et cf. 27.

49. B. Meyer, *Fatal Balancing Act*, *op. cit.*, p. 337 ; voir le tableau p. 337-38, cf. p. 347.

50. *Ibid.*, p. 166 et 211-212n288. R. Moorhouse, *Berlin at War...*, *op. cit.*, p. 263, avance également l'hypothèse que la Gestapo à Berlin avait placé le rabbin Riesenburger à Weißensee et l'y gardait « afin de [l'] utiliser comme "paratonnerre" et attirer les juifs en fuite, qu'ils pouvaient alors capturer ».

Ce fut en quelque sorte notre devoir dominical et même presque un peu notre plaisir dominical que de participer aux inhumations. Il arrivait fréquemment que deux ou trois urnes nous parviennent ensemble; tout en rendant honneur aux morts, on avait l'occasion de retrouver les compagnons d'infortune venant d'autres maisons de juifs [*Judenhäuser*] et d'autres entreprises⁵¹.

Forgée dans des circonstances inédites, cette camaraderie se paie terriblement cher. Après avoir assisté à plusieurs cérémonies à Dresde un jour d'été 1942, Klemperer remarque :

Je me souvins de ce géant de cordonnier [Feldmann] puis je vis cette toute petite, petite urne. Alors la pensée de l'extinction s'approcha encore plus près et me fit frissonner encore plus que le cercueil devant moi⁵².

Avec une sensation prémonitoire, il observe :

Ce qui est particulièrement épouvantable est la manière dont les chapeaux haut-de-forme glissent sur le visage émacié des hommes, la manière dont il souligne l'usure de leur costume⁵³.

Le déclin physique alarmant des participants lors de ces rassemblements exacerbe son sens du danger, ses perspectives d'avenir qui rétrécissent, sa propre mort, imminente. Reconnaisant à peine des gens qu'il n'avait pas vus depuis quelques semaines, il ne parvient pas « à se débarrasser de ce frisson insensé de plus devant le tombeau minuscule, devant la destruction absolue de la forme extérieure⁵⁴ ». Klemperer survivra à la guerre.

Le saccage de cimetières juifs et de sites commémoratifs d'après-guerre se poursuit au hasard. Les marques de l'éradication nazie persistent dans toute l'Allemagne grâce à la restauration de cimetières qui se déroule lentement, tant que faire se peut malgré les ordres des forces alliées d'occupation. Après 1945, les enquêtes, et surtout les poursuites judiciaires des pilleurs et des profanateurs, restent rares. Les individus et les fonctionnaires qui ont acquis des terres ou ont d'une manière ou d'une autre réalisé des profits sur le dos des communautés juives empêchent les efforts de restitution⁵⁵. Le

51. Victor Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich. Carnets d'un philologue*, Albin Michel, 1996, trad. de l'allemand par Elisabeth Guillot [éd. originale : 1947], p. 245.

52. V. Klemperer, *Ich will Zeugnis ablegen bis zum letzten. Tagebücher 1942-1945*, Berlin, Aufbau, 1995, 5 juillet 1942, p. 156.

53. *Ibid.*, p. 155.

54. *Ibid.*, 10 août 1942, p. 202.

55. E. Raim, *Nazi Crimes...*, *op. cit.*, p. 184, et cf. Tina Walzer sur l'administration de la municipalité viennoise in *Der jüdische Friedhof Währing...*, *op. cit.*, p. 76.

cas de Josef Ständer, chef de district pour le parti nazi à Osnabrück, relève plutôt de l'exception puisqu'il est inculpé et condamné à la prison pour recel : en 1944, il avait utilisé les pierres tombales d'un cimetière juif pour paver la cour de son domicile. Avec un état d'esprit bien différent de Gerz et son projet de Sarrebruck, l'homme avait dissimulé au regard les vieilles inscriptions en hébreu et en allemand en plaçant la pierre face contre terre⁵⁶. Nathan Rosenberger, un survivant que les occupants alliés avaient affecté aux affaires juives régionales à Baden après la guerre, raconte à un ami rabbin l'enquête qu'il mène sur les cimetières juifs de la région en juin 1947. Il en a trouvé un en bon état, mais « sur Wallbrunnstrasse, on pourrait à peine détecter que le vieux cimetière en avait jamais été un si l'on n'apercevait pas ici et là le socle d'une pierre tombale. Certaines avaient été déplacées au bord de la piste menant au *Schützenhaus* ». Il rapporte également une réunion avec le maire de la ville « qui ne veut pas se souvenir qu'il n'y ait jamais eu de pierres tombales⁵⁷ ». L'amnésie sur ce qui est arrivé aux cimetières juifs d'Allemagne – la production de leur invisibilité – a longtemps baigné dans les intérêts personnels, ceux des nombreux résidents et fonctionnaires qui pillaient, dénudaient et démantelaient ces sites pour leur propre gain et pour le plaisir.

Mort aux monuments

Dans un hommage complexe, renversé, le « dessous » de la Schlossplatz de Sarrebruck nous rappelle ce qui est peut-être la forme commémorative la plus ancienne, persistante et ordinaire d'Europe : le cimetière. À travers leur ensemble bien ordonné de 2 146 pavés, Gerz et son équipe nous invitent à une réflexion sur l'invisibilité des violences antijuives en Allemagne au cours de la période nazie. Ils ont « enterré » le paysage commémoratif d'une époque lointaine, non pas pour cautionner le processus de l'oubli ni la négation du visuel, mais pour susciter une conversation. On pourrait toutefois contredire

56. E. Raim, *Nazi Crimes...*, op. cit., p. 185.

57. Nathan Rosenberger à Ludwig Bloch Sinthern, 3 juin 1947, USHMM, RG14.061M, rouleau 46. Rosenberger a déployé un effort immense pour tenter de remettre le cimetière juif de Freiburg en ordre au cours des années qui ont suivi la guerre. Il faisait de son mieux pour répondre aux questions d'anciens réfugiés sur l'état des tombes de leurs parents ou de leurs grands-parents : voir correspondance, Rosenberger à Julie Reis, 4 août 1947, et Rosenberger à Fred Wolf Reiwald, 26 mai 1946, toutes deux à l'USHMM, RG-14.061M, rouleau 2.

Gerz et ses collaborateurs sur ce qu'ils ont accompli. Les cimetières ne sont que de pauvres symboles pour une population qui a perdu jusqu'au droit d'être inhumée dans des tombes gravées, sur des terrains bien entretenus aux côtés de leurs proches et leurs ancêtres. Il nous manque un consensus culturel pour déterminer comment la Shoah devrait être représentée et ce qui, de ces événements, peut être « rendu visible ». Ce que l'on sait, c'est que la plupart des victimes n'ont pas été enterrées dans des cimetières juifs traditionnels et que ces institutions avaient leur propre passé, complexe et varié, en temps de siège. On sait aussi qu'au bout du compte, nombre de ces lieux que nomme le contre-monument de Sarrebruck ont « disparu » d'abord et avant tout par le truchement des violences antijuives et de la cupidité, non pas par la faute de notre mémoire défaillante. ■

NICOLAS GINSBURGER

DES « HOMMES FIERS ET DOULOUREUX ». MARC BLOCH, LUCIEN FEBVRE ET LES GÉOGRAPHES FRANÇAIS (1940-1945)

Spécialiste de la Révolution française et collaborateur de Lucien Febvre et de Marc Bloch dans la revue des *Annales d'histoire économique et sociale*¹, âgé de 71 ans en 1945, Georges Lefebvre sort doublement meurtri de la seconde guerre mondiale :

[Il] parlait généralement des leaders de la France de Vichy comme de « Messieurs les assassins de mon frère », [et] avait refusé une invitation à devenir membre de l'Institut pour ne pas s'asseoir à côté des complices du meurtre de Marc Bloch. [...] Tous ceux qui ont connu [son] appartement [...] ont remarqué la présence des photographies de Robespierre, de Jaurès, de Marc Bloch et de Théodore Lefebvre, son frère victime des nazis².

Dans la mémoire privée de l'historien de *La Grande Peur de 1789* (1932), dans son panthéon personnel et son culte familial et disciplinaire, voire politique, Marc Bloch et Théodore Lefebvre sont donc pour toujours associés, tous deux assassinés, mais également tous deux résistants actifs. Cette association post-mortem entre « martyrs » de l'histoire et de la géographie n'est pas banale : Théodore Lefebvre n'a pas l'aura de l'auteur de *L'étrange défaite*³, son œuvre est peu connue et ses quelques années comme professeur de

-
1. Stéphane Buzzi, « Georges Lefebvre (1874-1959) ou une histoire sociale possible », *Le Mouvement social*, n° 200, 2002/3, p. 177-195.
 2. Claude Mazauric, « "Les chaussées sont désertes, plus de passants sur les chemins" (Essaie 33:8). La SER dans la tourmente, 1940-1945 », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 353, 2008, p. 198-199.
 3. Sur la mémoire du « mythe » Bloch, voir Olivier Dumoulin, *Marc Bloch*, Presses de Sciences Po, 2000.

géographie à l'université de Poitiers n'ont pas marqué les esprits⁴. Cependant le lien dont témoigne ici le deuil du vieil historien est métaphorique de la proximité de Bloch à l'égard de plusieurs représentants français de la discipline géographique pendant les « années de tourmente », peut-être davantage à ce moment-là que de la plupart de ses collègues « purement » historiens⁵ et que dans les parties précédentes de sa vie et de sa carrière, précisément alors qu'au contraire Lucien Febvre semblait s'en éloigner⁶ et que les disciplines historique et géographique se séparaient, du moins en ce qui concerne la licence et l'agrégation⁷. Par l'étude de ce réseau d'universitaires qui suivirent Bloch dans les multiples dimensions de sa trajectoire lors de la seconde guerre mondiale, peut être évoquée la diversité des engagements de géographes français entre 1939 et 1945 et, plus largement, la situation du champ disciplinaire national dans son ensemble, à la fois « sous occupation » et « en guerre⁸ ». On évoquera ainsi des figures remarquables d'anciens combattants

4. Sur Bloch, dans une bibliographie très abondante, je cite ici principalement l'un des livres qui m'ont le plus influencé dans la construction de mon propre itinéraire d'historien et le sillage amical et magistral d'Annette Becker : Marc Bloch, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, éd. établie par Annette Becker et Étienne Bloch, Gallimard, 2006. Sur T. Lefebvre et dans cette même perspective de continuité des parcours d'une guerre à l'autre : Nicolas Ginsburger, « Géographie humaine, historiens des *Annales* et guerres mondiales. L'itinéraire heurté de Théodore Lefebvre (1889-1943) » in Pascal Clerc et Marie-Claire Robic (dir.), *Des géographes hors-les-murs ? Itinéraires dans un monde en mouvement (1900-1940)*, L'Harmattan, 2015, p. 137-182.
5. Les relations entre Bloch et Febvre pendant le conflit (notamment autour de la publication de leur revue) ont fait l'objet d'une très vive controverse historiographique, mais ce sujet ne nous concerne ici que de manière périphérique.
6. Sur les relations entre Bloch, Febvre et les géographes : Pierre Toubert, « Préface » in Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Armand Colin, 1988 [1931], p. 1-41 ; O. Dumoulin, *Le rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*, Albin Michel, 2003, p. 248-268 ; Bertrand Müller, *Lucien Febvre, lecteur et critique*, Albin Michel, 2003, p. 239-265 ; M.-C. Robic, « Légitimer la géographie face à l'histoire et à la sociologie. Échanges et débats entre disciplines » in Patrick Latour (dir.), *Un géographe de plein vent. Albert Demangeon (1872-1940)*, catalogue de l'exposition « Albert Demangeon (1872-1940) : méthodes, archives et combats d'un géographe de plein vent », Bibliothèque Mazarine/Éditions des Cendres, 2018, p. 95-108.
7. O. Dumoulin, « À l'aune de Vichy ? La naissance de l'agrégation de géographie » in André Gueslin (dir.), *Les facs sous Vichy. Étudiants, universitaires et universités de France pendant la seconde guerre mondiale*, PU Blaise Pascal, 1994, p. 23-38 ; N. Ginsburger, « Historiens et géographes au scalpel de Vichy », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 31, automne 2017, p. 141-185 [commentaire de « Discussions d'experts sur la licence et l'agrégation de géographie (janvier-février 1943) »].
8. L'historiographie de la géographie française a peu considéré précisément cette question, jusqu'à ce que l'équipe de recherche parisienne « Épistémologie et histoire de la géographie » organise à ce sujet deux journées d'études en 2009 et 2010. Les contributions, mises à jour, de ces colloques ont paru : N. Ginsburger, M.-C. Robic, Jean-Louis Tissier (dir.), *Géographes français en seconde guerre mondiale*, Éditions de la Sorbonne, 2021. Un long et riche article de synthèse a également été publié : Hugh Clout, « French geographers during wartime and German Occupation, 1939-1945 », *Journal of Historical Geography*, t. 47, 2015, p. 16-28.

de la Grande Guerre⁹ devenus, comme le médiéviste¹⁰, à la fois victimes et résistants, des géographes de sa génération¹¹, plus ou moins intégrés dans le cercle des *Annales*, pour qui « la guerre nouvelle [se situait] dans le prolongement direct d[u] conflit précédent¹² ». À travers ces exemples et au miroir, notamment, de la correspondance entre Bloch et Febvre, on abordera autant de manières d'être en résistance académique dans la seconde guerre mondiale comme autant de mémoires combattantes et disciplinaires du conflit, en comparaison et en lien avec la figure héroïque de Bloch.

« Parti sans bruit, dans le grand fracas » : la mort des amis géographes

La défaite française de 1940 est particulièrement marquée, pour la géographie, par la disparition quasi-simultanée de deux de ses représentants académiques les plus importants, à savoir Jules Sion, à Montpellier le 8 juillet 1940, et Albert Demangeon, à Paris le 25 du même mois¹³. Le 15 juillet, Febvre décrit son émotion : « [Sion] était un être exquis, toute affection et toute tendresse pour ceux qu'il avait adoptés – pour moi, un des trois ou quatre "témoins" chers de ma vie, depuis mes 17 ans...¹⁴ » Deux mois plus tard, il précise plus laconiquement : « Demangeon a été enlevé par une congestion pulmonaire en trois jours. [...] Sion est mort subitement, dans la nuit, sans un soupir ni un cri.¹⁵ » L'année suivante, il publie un hommage conjoint¹⁶, très émouvant et sensible, mais aussi éminemment politique :

9. N. Ginsburger, « "La guerre, la plus terrible des érosions". Cultures de guerre et géographes universitaires, France-Allemagne-États-Unis (1914-1921) », thèse de doctorat, sld d'A. Becker, univ. de Paris-Nanterre, 2010 [en ligne : <http://bdr.u-paris10.fr/theses/internet/2010PA100195.pdf>].

10. M. Bloch, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, *op. cit.*

11. D'autres géographes, plus jeunes, sont également connus comme résistants actifs. Voir H. Clout, « French geographers... », art. cit.

12. A. Becker, *Messagers du désastre. Raphaël Lemkin, Jan Karski et les génocides*, Fayard, 2018, p. 97.

13. Denis Wolff, « Subir le présent, préparer le futur : Albert Demangeon, ses collègues et ses disciples au début du conflit (1939-1940) » in N. Ginsburger, M.-C. Robic et J.-L. Tissier (dir.), *Géographes français...*, *op. cit.*, p. 15-37.

14. M. Bloch et L. Febvre, *Correspondance*, éd. établie, présentée et annotée par Bertrand Müller, t. III : *Les Annales en crises, 1938-1943*, Fayard, 2003, p. 92.

15. *Ibid.*, p. 101.

16. L. Febvre, « Deux amis des *Annales* : Jules Sion, Albert Demangeon », *Annales d'histoire sociale*, vol. 3, n° 1-2, juin 1941, p. 81-89, rééd. in *Vivre l'histoire*, éd. établie par Brigitte Mazon et préfacée par B. Müller, Armand Colin/Robert Laffont, coll. Bouquins, 2009, p. 321-330.

[Sion et Demangeon sont] partis sans bruit, dans le grand fracas de l'année 1940 [...] à une heure deux fois trouble. On est tenté de dire, quand on les a bien aimés : tant mieux pour eux ! Mais ni l'un ni l'autre n'eussent goûté cette forme de piété amicale. [...] Tous deux étaient de ceux qui ne lâchaient pas l'outil et qui [...] n'avaient devant le danger, devant le péril mortel, devant le désastre imminent, qu'une commune réaction : celle de frère Jean, retroussant ses manches, pour sauver, si possible, la nef en perdition¹⁷.

La perte de ces personnalités pivots ne résonne pas de la même façon pour les deux historiens : elle renvoie Febvre à ses années de formation, intellectuelle et personnelle, à son passé d'avant 1914, d'où une grande nostalgie. Sion, son camarade de promotion normalienne (1899), était son proche depuis près de 40 ans, tandis que Demangeon avait des liens personnels plus lointains, autour de la famille Wallon en particulier¹⁸, et dans le milieu d'une école française de géographie, vidalienne et régionale, que Febvre apprécie mais critique parfois¹⁹, malgré la publication de leur ouvrage commun, *Le Rhin*, en 1931. Bloch a des relations moins étroites avec les deux disparus. Pendant ses années à l'École normale supérieure (promotion 1904), il n'a d'ami géographe que Philippe Arbos²⁰ et s'il suit, comme Febvre avant lui, certains cours de Paul Vidal de La Blache à la Sorbonne²¹ comme de Lucien Gallois à Ulm²², il va alors plutôt du côté des sociologues, même s'il obtient, classiquement, une agrégation d'histoire et géographie²³. Il sait cependant parfaitement ce qu'il doit à Demangeon, comme Febvre le rappelle :

Ami de la première heure, ce serait trop peu dire. [...] C'est lui qui nous a tenus sur les fonts baptismaux [et] mit au service des *Annales*, quand elles n'étaient encore qu'un projet, toute l'influence qu'il s'était acquise à la librairie Armand Colin. [...] Et, la revue créée, Albert Demangeon ne l'abandonna point. Il fut pour elle le meilleur des collaborateurs²⁴.

17. L. Febvre, *Vivre l'histoire*, op. cit., p. 325 et 329-330.

18. D. Wolff, « Albert Demangeon (1872-1940). De l'école communale à la chaire en Sorbonne, l'itinéraire d'un géographe moderne », thèse de doctorat, sld de Marie-Claire Robic, univ. de Paris I, 2005 et « De la rue d'Ulm à la Sorbonne : une carrière de géographe » in P. Latour (dir.), *Un géographe...*, op. cit., p. 29-41, en particulier p. 35 ; Marie Barral-Baron et Philippe Joutard (dir.), *Lucien Febvre face à l'Histoire*, PUR, 2019.

19. M.-C. Robic, « Légitimer la géographie... », art. cit., en particulier p. 97.

20. À qui il lègue des livres dans son testament du 1^{er} juin 1915. Voir Bloch, *L'Histoire...*, op. cit., p. 191.

21. Henri Baulig, « Marc Bloch géographe », *Annales d'histoire sociale*, vol. 8, n° 2, 1945, p. 5.

22. Sa disparition, en mars 1941, n'est pas évoquée dans la correspondance entre les deux hommes.

23. Susan W. Friedman, *Marc Bloch, Sociology and Geography: Encountering Changing Disciplines*, Cambridge, Cambridge UP, 1996.

24. L. Febvre, *Vivre l'histoire*, op. cit., p. 327.

Si le géographe y publie en effet, comme Sion, de nombreux articles et comptes rendus, s'il est dès l'origine membre de son comité de rédaction, c'est aussi par effet miroir avec les *Annales de géographie* – également publiées chez Armand Colin depuis 1891 et dont Demangeon est depuis 1921 membre du comité de direction – que la publication historique reçoit son titre, par « analogie », mais sans « double emploi²⁵ ». Mais Bloch sait aussi que Demangeon, qu'il critique parfois²⁶, a joué un rôle actif dans son élection à la Sorbonne, en 1936²⁷. Il perd donc alors un compagnon historique et un collègue qui l'a toujours accompagné, au-delà de leurs différences, et pour qui il avait assurément une certaine affection²⁸. Pour Sion, il partage certes la peine de Febvre, mais il est moins touché :

J'ai appris avec beaucoup de chagrin la mort de Sion. Une année de Montpellier n'était certes pas assez pour pénétrer dans son intimité et, depuis, je n'avais guère fait que correspondre occasionnellement avec lui. Mais c'était assez pour deviner quelque chose de son charme et de sa profondeur. Quant au « savant », en voilà un auquel notre Université et nos milieux « intellectuels » n'ont pas su faire sa place²⁹!

Symboliquement, ce sont enfin deux représentants éminents de la « République des universitaires³⁰ » qui disparaissent avec le régime, pour lequel Demangeon en particulier avait eu des phases d'engagement politique très notables³¹.

Lutter contre « le divorce des deux disciplines » ?

Ces deux décès n'affaiblissent pas vraiment la discipline géographique en tant que telle, à une époque où, pourtant, selon le géographe normalien Louis Poirier (alias Julien Gracq), « la géographie [...] était une petite tribu, organisée de manière hiérarchisée, [...] [avec] de grands fiefs³² », mais tenue par les frères ennemis et « patrons » rivaux Emmanuel de Martonne à Paris

25. M. Bloch et L. Febvre, *Correspondance*, op. cit., t. I, p. 9-11.

26. *Ibid.*, t. II, p. 448-449.

27. *Ibid.*, t. II, p. 385 et 491.

28. *Ibid.*, t. II, p. 191.

29. *Ibid.*, t. III, p. 96.

30. Christophe Charle, *La République des universitaires, 1870-1940*, Seuil, 1994.

31. N. Ginsburger, « De l'Affaire Dreyfus au danger nazi : un intellectuel vigilant mais un engagement modéré » in P. Latour (dir.), *Un géographe...*, op. cit., p. 77-93.

32. Julien Gracq, « Entretien avec Jean-Louis Tissier, 1978 » in *Entretiens*, José Corti, 2002, p. 15.

et Raoul Blanchard à Grenoble. Cependant c'est alors qu'éclate l'affaire du « divorce » de l'histoire et de la géographie pour la licence et l'agrégation³³. Cette alliance au sommet de la pyramide institutionnelle mène à la scission de « ces Dodica-Radica de la pédagogie, qui souffraient d'autant plus d'être soudées l'une à l'autre que les développements de la géographie géologique s'éloignaient davantage de la critique des textes et de la psychologie des événements³⁴ ». Cette séparation, dernier stade de l'autonomisation de la géographie comme discipline, se traduit en particulier par la première fondation différenciée de l'agrégation (mixte) de géographie d'un côté, de l'agrégation (masculine) d'histoire de l'autre, le 28 avril 1941³⁵. Febvre y réagit publiquement, justement dans la nécrologie de Sion et Demangeon qu'il prend à témoin et instrumentalise :

Nous venons d'apprendre que le divorce des deux disciplines s'imposait. Sur le plan pédagogique, s'entend. [...] N'entamons pas le procès de mesures sommaires qui n'ont pas encore commencé d'être appliquées [...]. On voit mal cependant ce que pourra devenir la géographie humaine aux mains d'hommes privés de culture historique. [...] Nous saurons lutter ici, s'il le faut, pour sauver de votre œuvre tout ce qui peut être transmis à ceux qui, demain, librement, à leur allure, viendront marcher sur [vos] traces³⁶.

Il retrouve ainsi certains accents de Bloch dans les années 1930, au cours desquelles son attachement à la dualité de l'enseignement (donc des diplômes et des concours) était exprimé avec plus de légèreté :

Martonne a beau ne pas être toujours drôle, la géographie humaine à la Demangeon a beau être quelquefois bien inconsistante : protégeons-le tout de même soigneusement, notre système de formation historico-géographique³⁷ !

Cependant, cette décision est d'abord remise en cause et suspendue en mai 1942, mais finalement confirmée le 28 septembre 1943, malgré l'opposition de certains géographes³⁸. Dans cette affaire aux multiples rebondisse-

33. O. Dumoulin, « À l'aune de Vichy?... », art. cit.; N. Ginsburger, « Historiens et géographes au scalpel de Vichy », art. cit.

34. Jérôme Carcopino, *Souvenirs de sept ans, 1937-1944*, Flammarion, 1953, p. 420. Dodica et Radica étaient deux sœurs siamoises du cirque Barnum, séparées par le chirurgien français Eugène Doyen le 9 fév. 1902, opération qui fit alors grand bruit et dont il se rappelle ici (il était à l'époque élève normalien).

35. Pour le détail du processus, voir N. Ginsburger, « Historiens et géographes au scalpel », art. cit.

36. L. Febvre, *Vivre l'histoire*, op. cit., p. 330.

37. M. Bloch et L. Febvre, *Correspondance*, op. cit., t. I, p. 414.

38. N. Ginsburger, « De Louis-le-Grand à Radio-Paris : l'inspecteur général et géographe Henri Boucau et ses collègues entre le régime de Vichy et l'épuration (1940-1945) », *Cybergeo: European Journal of Geography*, document 901, mis en ligne le 6 juin 2019 et « Un représentant de l'État français? Les

ments, ni Bloch ni Febvre ne semblent avoir joué de rôle direct et n'évoquent la question dans leur correspondance, même si Bloch poursuit dans la guerre une réflexion pédagogique intense³⁹. À la fin du conflit, dans un hommage à Bloch, son collègue géomorphologue Henri Baulig évoque également le sujet :

Il importe que [l'histoire et la géographie] continuent à s'éclairer l'une l'autre, en échangeant non seulement leurs conclusions, mais encore les raisons qui les justifient. Si géographes et historiens doivent se comprendre vraiment, c'est-à-dire être à même de se contrôler mutuellement, il importe que leurs disciplines restent associées dans la formation de base des jeunes travailleurs⁴⁰.

Nouvelle instrumentalisation d'un défunt donc, cette fois de l'historien par un géographe, pour réclamer, comme d'autres mais en vain, la réunification⁴¹.

Bloch et les géographes à Clermont et Montpellier

Avec la défaite militaire, Bloch est révoqué par le gouvernement de Vichy en octobre 1940, puis rétabli dans ses fonctions pour services exceptionnels par Carcopino et nommé à Strasbourg. Il se rend à Clermont-Ferrand, où le personnel strasbourgeois a été évacué et est réfugié, et y retrouve Baulig, qu'il avait rencontré lorsqu'ils furent nommés, à l'instar de Febvre et de Maurice Halbwachs⁴², à la faculté des lettres de Strasbourg reconquise et rénovée en 1919. S'en étaient ensuivies plusieurs années marquées par l'interdisciplinarité et le travail en séminaires, notamment entre les historiens et le géographe⁴³, ainsi que par des liens professionnels et amicaux symbolisés, par exemple, par Suzanne Dognon-Febvre, élève de Demangeon et assistante de Baulig, devenue l'épouse de Febvre en 1921⁴⁴. Baulig écrit dans les *Annales*,

ambiguïtés de l'inspecteur général Henri Boucau » in N. Ginsburger, M.-C. Robic et J.-L. Tissier (dir.), *Géographes français...*, op. cit., p. 147-171.

39. M. Bloch, « Notes pour une révolution de l'enseignement », *Les Cahiers politiques*, n° 2, août 1943, rééd. in M. Bloch, *L'Histoire*, op. cit., p. 781-791.

40. H. Baulig, « Marc Bloch géographe », art. cit., p. II.

41. N. Ginsburger, « Historiens et géographes au scalpel », art. cit.

42. A. Becker, *Maurice Halbwachs, un intellectuel en guerres mondiales 1914-1945*, Agnès Viénot, 2003 ; B. Müller, « L'université de Strasbourg dans l'immédiat après-guerre (1919-1925). Lieu ou moment de reconfiguration des sciences sociales ? », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 33, 2018, p. 211-240.

43. Carole Fink, *Marc Bloch. Une vie au service de l'histoire*, PU de Lyon, 1997, p. 75-93.

44. N. Ginsburger, « Les premières géographes universitaires en France : enquête sur les débuts d'une féminisation disciplinaire (1913-1928) », *Cybergeo: European Journal of Geography*, document 734, mis en ligne

cultivant son amitié, voire « une intime communion de pensée⁴⁵ », avec Bloch. Le 26 septembre 1940, le médiéviste raconte : « J'ai revu Baulig hier : bien vieilli. Mais son regard droit est toujours le même. Les événements ont fait le tri.⁴⁶ » À Clermont, le géographe enseigne, aide des évacués et des étudiants juifs, se révèle « un maître préoccupé de savoir si ses élèves mangeaient à leur faim, étaient chauffés, vivaient en sécurité⁴⁷ ». Le 5 juin 1944, il est finalement arrêté par la Gestapo⁴⁸, peut-être du fait de « son dévouement, son patriotisme et ses solides convictions républicaines⁴⁹ ». Seul son âge avancé l'empêche d'être emprisonné dans un camp de concentration : il est libéré en juillet.

À Clermont, Bloch retrouve également le géographe titulaire local et doyen de la faculté des lettres, son camarade Arbos, élève de Blanchard, resté un proche. Le 16 mai 1941, à un moment de tensions autour du sort de leur revue, le médiéviste écrit au moderniste :

Vous connaissez, je le sais, mal Arbos. [...] C'est le cœur le plus chaud et le plus droit, un des esprits aussi les plus fermement sensés, dans la signification élevée du terme, qu'il m'ait été donné de rencontrer. J'ajoute : le confident le plus sûr⁵⁰.

Soutien dans l'épreuve et maillon essentiel dans la « chaîne de solidarité » autour de Bloch, Arbos met à l'abri le manuscrit de *L'étrange défaite* jusqu'à la fin du conflit :

Bloch m'en avait confié un manuscrit qui, lors d'une perquisition, échappa aux yeux de la police de Vichy. Un ami clermontois [...] le dissimula alors dans une maisonnette, [...] occupée par un poste allemand de DCA. Nous étions fort inquiets sur le sort du manuscrit, lorsqu'un jour [il] l'enterra dans sa propre propriété [...]. Peu après, les troupes allemandes, se repliant du Midi, [y] campèrent et y creusèrent des tranchées, mais cette fois ne mirent pas au jour le précieux écrit que nous pûmes bientôt rendre à la famille de Bloch⁵¹.

Se déplaçant à Montpellier, Bloch fréquente également celui qui y a remplacé Sion en 1941, le géographe Paul Marres, avec qui il va en excursion dans

le 9 sept. 2015 ; Natalie Zemon Davis, « Les femmes et le monde des Annales », *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 32, mis en ligne le 20 mai 2017.

45. Edouard Will, « Henri Baulig (1877-1962) », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 18^e année, n° 3, 1963, p. 608-615.

46. M. Bloch et L. Febvre, *Correspondance, op. cit.*, t. III, p. 104.

47. E. Will, « Henri Baulig... », art. cit., p. 610.

48. H. Baulig, « Au 92 » in [collectif], *De l'Université aux camps de concentration. Témoignages strasbourgeois*, Publications de la faculté des Lettres de l'univ. de Strasbourg/Les Belles Lettres, 1947, p. 21-37.

49. E. Will, « Henri Baulig... », art. cit., p. 610-611.

50. M. Bloch et L. Febvre, *Correspondance, op. cit.*, t. III, p. 145-146.

51. Cité in M. Bloch, *L'Histoire... , op. cit.*, p. 520.

la garrigue nîmoise le 7 juin 1942⁵². Socialisant, internationaliste et antifasciste, il aide de nombreux jeunes gens à fuir le STO et à trouver des filières vers la Haute-Savoie et l'Ariège. Nommé à la tête du comité départemental du Front national, il cache chez lui résistants et réfractaires, tandis que son fils Louis participe à divers combats de maquisards avant d'être tué le 21 août 1944, trois mois après que Marres lui-même a échappé de justesse à une arrestation⁵³.

« Un conflit de sentiment et de devoir » : la détresse d'un ancien combattant

À Paris, Febvre est également en contact avec certains de ses collègues géographes, notamment Jacques Ancel. Cet ancien élève (non-normalien) de Vidal, spécialiste des Balkans et auteur d'une thèse de doctorat sur la Macédoine en 1930⁵⁴, est révoqué de son poste à la Sorbonne du fait du premier statut des juifs en 1940. Febvre, qui le reçoit en 1941, raconte son désarroi face à la persécution :

Je le vois encore chez moi, peu de temps avant son arrestation, me parlant avec passion et de la défaite, et du régime de Vichy, et des perspectives d'avenir de son pays. Des menaces rôdant autour de lui, oui, également, et aussi de ses états de service de l'autre guerre, de sa magnifique citation de Verdun. « Quand je pense qu'elle est signée de Pétain! » – Je lui disais, à lui comme à d'autres : « Qu'attendez-vous? Qu'on vous fasse périr en prison? Partez, disparaissez, préservez-vous pour les luttes de demain, pour la reconstruction d'après-demain... » – Et comme d'autres, il me répondait : « Mais j'aurais l'air de m'avouer coupable, et je ne sais de quoi? ... D'être français sans doute? » Que leur dire, à ces hommes fiers et douloureux? Comment résoudre, du dehors, un conflit de sentiments et de devoirs tout intérieur⁵⁵?

Témoignage sur la détresse d'un ancien combattant victime de la politique antisémite du « vainqueur de Verdun », mais aussi sur l'attitude de Febvre envers ses collègues persécutés. Ancel est arrêté le 12 décembre 1941,

52. Archives départementales de l'Hérault, Montpellier, fonds Marres, 132 J1.

53. N. Ginsburger, « Engagements, difficultés et carrières. Géographes communistes et communistes dans la tourmente (1938-1945) » in N. Ginsburger, M.-C. Robic et J.-L. Tissier (dir.), *Géographes français...*, op. cit., p. 39-62.

54. N. Ginsburger, « Les Balkans avec ou sans Cvijić. Géographes et géologues universitaires austro-allemands, français et serbes dans un espace européen périphérique (1893-1934) » in P. Clerc et M.-C. Robic (dir.), *Des géographes hors-les-murs?...*, op. cit., p. 323-354.

55. L. Febvre, « Slaves et Germains », *Annales d'histoire sociale*, vol. 9, n° 1, 1945, p. 147-148.

lors de la rafle dite des « notables juifs », et interné à Compiègne, dans des conditions très difficiles, enfin relâché en mars 1942, avec une santé fortement dégradée⁵⁶.

1943 ou l'année tragique : les cas Lefebvre et Ancel

Vient alors le moment des disparitions violentes, avant celle de Bloch en juin 1944. Théodore Lefebvre d'abord : depuis 1933 professeur à l'université de Poitiers, notamment grâce à Febvre⁵⁷, résistant très précoce⁵⁸, il est arrêté le 30 septembre 1942. Bloch écrit à Febvre, le 9 novembre : « Vous savez sans doute que Théodore Lefebvre est également assez souffrant. Prenez bien garde aux gripes de ce début d'hiver.⁵⁹ » Il ne s'agit évidemment pas d'une simple maladie, mais d'un danger mortel : le géographe est déporté, condamné à mort et décapité à Wolfenbüttel, le 3 décembre 1943. Son collègue parisien Max Sorre, lui aussi un moment inquiété par Vichy pour raisons politiques⁶⁰, lui rend hommage :

Il est mort pour la France. Le sacrifice que l'ancien combattant de la Somme et de la Champagne avait offert sans réserve il y a trente ans, il l'a renouvelé en 1942 et, cette fois, ce sacrifice a été accepté. [...] Comment son patriotisme [...], la foi démocratique qu'il tenait de ses origines [...], son amour du peuple auquel il tenait par toutes ses fibres, se fussent-ils accommodés de la défaite acceptée, de l'abjection d'un régime qui, en dépit des prétentions officielles, était la négation même de notre tradition française et révolutionnaire⁶¹ ?

56. Florian Louis, « Jacques Ancel, itinéraire d'un idéaliste en géopolitique » in Hervé Coutau-Bégarie et Martin Motte (dir.), *Approches de la géopolitique de l'Antiquité au XXI^e siècle*, Economica, 2015, p. 493-519 ; N. Ginsburger, « "Témoin contre la Barbarie" : les combats de Jacques Ancel (1938-1946) » in N. Ginsburger, M.-C. Robic et J.-L. Tissier (dir.), *Géographes français... op. cit.*, p. 315-330.

57. N. Ginsburger, « Théodore Lefebvre, un bon géographe pour Poitiers ? Identités sociale, professionnelle et disciplinaire entre stratégies, rivalités et affinités dans la géographie française de l'entre-deux-guerres (1933-1934) », *Noroi - Environnement, aménagement, société*, n° 230, 2014, p. 7-19.

58. N. Ginsburger, « Géographie humaine », art. cit. et « L'"authentique héros" de Poitiers : Théodore Lefebvre, professeur et martyr » in N. Ginsburger, M.-C. Robic et J.-L. Tissier (dir.), *Géographes français... op. cit.*, p. 295-314.

59. M. Bloch et L. Febvre, *Correspondance*, op. cit., t. III, p. 229-230.

60. Dylan Simon, « Les inscriptions savantes de Maximilien Sorre (1880-1962) entre conformation et singularisation dans le champ de la géographie », thèse de doctorat, sld de Jean-Marc Besse et Olivier Orain, univ. de Paris I, 2017 ; « Une reconnaissance paradoxale ? Max Sorre, une identité savante en recompositions (1939-1948) » in N. Ginsburger, M.-C. Robic et J.-L. Tissier (dir.), *Géographes français... op. cit.*, p. 89-116 et Max Sorre, *une écologie humaine. Penser la géographie comme science de l'homme*, Éditions de la Sorbonne, 2021.

61. Maximilien Sorre, « Théodore Lefebvre », *L'Université libre. Organe centrale de l'Union française universitaire*, 20 oct. 1945, p. 2.

Évocation d'un saint républicain et laïc, d'un double combattant au sort sacrificiel, que l'on retrouve dans les mots de Febvre sur Ancel, disparu une semaine après Lefebvre :

[Il] ne s'est pas mis à l'abri. Il a fait front. Les Allemands l'ont jeté en prison. Il en est mort [...]. Une victime de plus. Un témoin de plus contre la Barbarie. Nous aurions aimé que ceci fût rappelé en tête du livre qui nous vient aujourd'hui du fond de sa tombe [...]. Si nous ne rendons pas témoignage à ceux qui sont morts pour que la France vive [...], nous manquons à un devoir certain⁶².

Ces lignes, à l'occasion de la publication posthume de son ouvrage *Slaves et Germains*, dans le même numéro des *Annales* que les hommages consacrés à Bloch, renvoient à la même thématique de l'ancien combattant persécuté, ici Ancel, résistant intellectuel, mort près d'un an et demi après sa sortie de Compiègne, sans doute de privation et d'épuisement. Febvre n'hésite pas cependant à établir une relation de cause à effet entre sa mise au ban, son incarcération et sa disparition, de même qu'il avait attribué la mort de son cher Sion au choc de la défaite et de l'écroulement de la République.

Le grand refus, un ouvrage de lutte méconnu

Plus éloigné de Bloch mais également comparable, le géographe de Nancy Jules Blache ne fut pas, au contraire de ses deux précédents collègues, véritablement victime de persécution, quoique résistant actif, devenu préfet de Meurthe-et-Moselle à la Libération, puis recteur de l'académie d'Aix-en-Provence. Mais c'est surtout son ouvrage *Le grand refus*⁶³, rédigé dans la clandestinité, entre juin 1942 et avril 1944, publié en octobre 1945, qui peut être rapproché de *L'étrange défaite*. Dans ce livre passé inaperçu et resté peu connu⁶⁴ mais récemment redécouvert⁶⁵, Blache développe d'abord une longue critique de la propagande allemande, analyse les conditions de la défaite française et note :

62. L. Febvre, « Slaves et Germains », art. cit., p. 147.

63. Jules Blache, *Le grand refus. Pamphlet pour notre rééducation civique*, Berger-Levrault, 1945.

64. Son élève pendant le conflit, Jean Nicod écrit à son sujet : « Il abordait volontiers [...] [le] sujet des problèmes de l'heure. Jules Blache luttait contre les idées collaborationnistes, fort en vogue dans le milieu universitaire nancéien ; pour lui, c'était le "Grand refus" » in Jean Nicod, « Jules Blache », *Méditerranée*, 3, 1970, p. 209-210.

65. M.-C. Robic, « Jules Blache et *Le Grand Refus*, le texte de résistance d'un géographe » in N. Ginsburger, M.-C. Robic et J.-L. Tissier (dir.), *Géographes français...*, op. cit., p. 331-365.

Nous avons vécu depuis [1940] dans l'abjection, asservis, nourris des mensonges officiels, abreuvés d'humiliations, contenant mal notre rage. Si nos alliés ne nous tiraient pas de là, qu'auraient gagné à survivre nos enfants dont le sang fut économié par la défaite rapide ? [...] Une fois tirés du cachot, il faudra lier les événements à ceux de l'autre guerre, comme l'histoire les liera un jour⁶⁶.

Puis il fait un tableau de la construction, à l'échelle européenne, d'un vaste Empire allemand (« La cueillette »), et décrit la politique nazie d'annexion et d'exploitation des pays conquis, de même que le sort des populations juives, dont « l'élimination » figure aussi « parmi les objectifs de la guerre germanique⁶⁷ ». Il ajoute :

Nous assistons à [...] [l']une de ces razzias accompagnées de meurtres comme l'Europe centrale et orientale en a tant vu. Mais, cette fois-ci, à une autre échelle [...]. La destruction des Juifs polonais serait, dit-on, presque achevée. Plusieurs millions d'individus auraient disparu, à la suite d'opérations qui rappellent, pour la technique, la dératissage. [...] Les Allemands ont dispersé les familles juives [...] qu'ils ont trouvées en France. [...] C'est une chose de l'apprendre, et une autre chose d'avoir entendu les hurlements, dans le garage qui les tenait enfermées, des femmes privées de leurs enfants et de leurs maris, qu'elles ne reverront plus. Ces femmes juives étaient des femmes comme la vôtre. Les autorités allemandes, des monstres. Le Gouvernement français qui s'est associé à l'opération s'est déshonoré⁶⁸.

Suite à ces analyses, il esquisse enfin un programme d'action civique pour la reconstruction. Pas d'examen de conscience national ou personnel donc, ni de recherche des « causes internes » à la défaite, hors le déséquilibre militaire et stratégique, mais une manière de résister à la propagande par l'écriture, de continuer à réfléchir contre l'ennemi : Blache insiste sur les perspectives d'avenir, avec « l'œil sec de l'historien⁶⁹ », mais en prenant la mesure de « la mutation totalitaire⁷⁰ », et propose une démocratie « modeste », laissant « aux propagandes les schémas où tout s'ordonne une fois pour toutes, sans erreurs ni déchets⁷¹ », dessinant une facette de la civilisation occidentale « dont l'efficacité ne repose ni sur le racisme, ni sur la police politique⁷² ».

66. J. Blache, *Le grand refus...*, op. cit., p. 117.

67. *Ibid.*, p. 171.

68. *Ibid.*, p. 185-186.

69. *Ibid.*, p. 201.

70. *Ibid.*, p. 214.

71. *Ibid.*, p. 238.

72. *Ibid.*, p. XI.

« Marc Bloch géographe⁷³ » sur sept pages, « Lucien Febvre et la géographie⁷⁴ » en deux feuillets : Baulig rend un hommage dissymétrique aux deux historiens, à dix années d'intervalle, dans les revues sœurs qui ont difficilement traversé, avec tous ces professeurs, la période de la seconde guerre mondiale. Mais pour les directeurs des *Annales* d'histoire, c'est notamment par un lien renforcé avec la « tribu des géographes » que se sont traduits le conflit et ses terribles épreuves : une proximité contrainte souvent, par des déplacements imposés ou des disparitions inattendues, parfois brutales, également une forte solidarité, enfin une mémoire partagée, celle des combats et des deuils comme des aventures communes d'avant la catastrophe. Cette communauté de destins et d'expériences a cependant été largement et longtemps oubliée, sans doute du fait de l'évolution désormais séparée des deux disciplines, également parce que Febvre avait voulu prendre ses distances avec les descendants de Vidal⁷⁵. Difficile cependant de ne pas reconnaître combien, au moment des épreuves, les limites académiques avaient été transcendées par ceux qui partageaient plus que l'agrégation.

Après 1945 survivent quelques témoins du début du siècle, qui cultivent la mémoire du « savant et soldat⁷⁶ » historien, en gardent le souvenir et publient les ouvrages de guerre. Dans son grand âge, Baulig conserve ainsi à l'esprit le modèle posthume de son ami de Strasbourg lorsqu'il confie, peu de temps avant sa propre disparition :

Je voudrais réussir à mettre sur le papier [...] ce que j'appellerai un peu audacieusement la philosophie de mon métier de géo-morphologiste, un peu, j'imagine, ce que voulait faire Marc Bloch sous le titre : *Métier d'historien*. Quelle leçon et quel exemple aurait été un tel livre⁷⁷... ■

73. H. Baulig, « Marc Bloch géographe », art. cit., p. 5-12.

74. H. Baulig, « Nécrologie : Lucien Febvre et la géographie », *Annales de géographie*, n° 355, 1957, p. 281-283.

75. M.-C. Robic, « Gottmann, Gracq, Febvre et quelques autres. Mémoire et postérité de Demangeon » in P. Latour (dir.), *Un géographe... op. cit.*, p. 119-130, en part. p. 128.

76. Georges I. Bratianu, « Un savant et un soldat, Marc Bloch » in M. Bloch, *L'Histoire... op. cit.*, p. 998-1011.

77. Paul Leuilliot, « Henri Baulig (1877-1962) – L'Historien », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 18^e année, n° 3, 1963, p. 613.

STÉPHANE AUDOIN-ROUZEAU

DE LA GRANDE GUERRE AU RWANDA : TRENTE ANNÉES AVEC ANNETTE BECKER

Nous étions tous deux jeunes historien et historienne lorsque Annette a rejoint, au début des années 1990, le petit commando qui s'occupait de tenter de mettre sur pied le discours muséal du futur Historial de la Grande Guerre de Péronne, destiné à ouvrir ses portes deux ans plus tard. Il y avait là les historiens Jean-Jacques Becker, Jay Winter et Gerd Krumeich, une agence d'architectes (menée par Adeline Rispal), l'équipe de conservation du futur musée (autour de Hugues Hairy), quelques politiques (Jacques Gronnier) et administratifs (Alain Petitjean) du conseil départemental de la Somme...

Disons-le franchement : Annette et moi n'étions pas seulement les plus jeunes ; nous étions aussi les plus déterminés à renverser la table – « historiographiquement » et « muséalement » parlant. Notre agressivité, et même notre arrogance, ont parfois exaspéré, non sans quelque raison.

Mais sait-on à quel point un immense travail muséal comme celui-ci, mené au cours d'interminables réunions plus complexes et conflictuelles les unes que les autres, peuvent souder une équipe ? Il nous a soudés, Annette et moi. C'est là un souvenir d'une fraîcheur et d'une intensité extrêmes.

Quand il s'est agi de trouver une direction au Centre de recherche – créé avant que le musée n'ouvre ses portes afin de l'accompagner après l'ouverture et de poursuivre le travail de renouvellement historiographique que nous nous propositions de mener à bien –, Annette et moi avons tout naturellement assumé conjointement cette charge, sous la présidence de Jean-Jacques Becker. Dès lors, nous eûmes dans nos mains un instrument historiographique à nul autre pareil et nous l'avons utilisé à fond, dans une complicité totale. Issues de cette période de travail magnifique, je ne détaillerai pas ici les productions successives ; je m'en tiens à un livre auquel

Annette et moi continuons de tenir sans doute beaucoup l'un et l'autre : *14-18. Retrouver la guerre*, publié grâce à Pierre Nora chez Gallimard, au cours de l'année 2000. C'est peu de dire qu'il nous a fait beaucoup d'ennemis. Sans doute l'écrivirions-nous différemment aujourd'hui. Mais je n'ai pas le souvenir de séances de travail plus exaltantes que nos réunions d'élaboration commune, tandis que Caroline Fontaine, ramassant les feuillets, reportait les modifications au fur et à mesure.

Sans tourner le dos à la Grande Guerre, Annette s'est ensuite de plus en plus dirigée vers la question des génocides, et en particulier vers la Shoah : une direction qui était lovée, en quelque sorte, dans son intérêt pour les atrocités de l'invasion 14, pour les populations occupées en 1914-1918, pour le sort des civils en temps de guerre totale. À l'époque, je ne pense pas avoir bien compris cette orientation nouvelle de son travail de recherche, moi qui restais attaché à l'étude des mondes combattants et me tenais à une prudente distance des exterminations de masse.

Et puis celles-ci m'ont rattrapé, à travers un premier déplacement au Rwanda, en 2008. Quand l'opportunité s'est présentée, à l'occasion de la 20^e commémoration du génocide des Tutsi en 2014, j'ai été très heureux qu'Annette puisse se joindre à un voyage d'étude collectif et qu'elle ait pu alors découvrir, sur le terrain, ce génocide qu'elle ne connaissait que de loin. Je ne saurais dire exactement à quel point cette pénible expérience de la traversée des traces laissées par l'immense massacre des Tutsi rwandais, vingt ans après sa perpétration, nous a rapprochés à nouveaux frais et, en quelque sorte, rajeunis. Au soir de notre carrière de chercheurs et d'enseignants, s'est présenté de nouveau, face à nous, un *combat*. Et quel combat : historiographique, certes, mais politique tout autant, voire davantage. Et de nouveau, nous nous sommes retrouvés, Annette et moi, dans une même tranchée, alignés sur un même *front* : contre la négation du dernier génocide du xx^e siècle, contre le mensonge français sur la responsabilité endossée par notre pays, contre le déni, contre l'ignorance, contre l'indifférence.

Ainsi le Rwanda est-il devenu le point d'aboutissement de nos trente années de travail en commun.

Et voilà qui n'est pas rien, amie, ne crois-tu pas ? ■

**HISTOIRE ET ART,
HISTOIRE ET REPRÉSENTATIONS :
LE DÉFI DES NOUVEAUX OBJETS**

2

L'histoire des guerres évolue, son objet aussi. À partir de la fin des années 1980, Annette Becker s'attache à l'étude des sensibilités des combattants et des civils d'abord par le biais des monuments aux morts puis des sentiments religieux de la Grande Guerre, en explorant par la suite une approche de divers objets, qui décloisonne les arts et les périodes historiques : les tranchées où les « artisans » acquièrent une place particulière, la scène artistique et intellectuelle où les avant-gardes apparaissent comme une « arme de guerre », la littérature où les hommes et les femmes représentent et se représentent la guerre et la violence qui les entourent, les musées où sont conservées leurs traces. Dans *Voir la Grande Guerre* (2014), Annette Becker se place résolument – *programmatically* même – « à hauteur d'œil » des acteurs pour comprendre « ce qui a été senti, perçu, restitué du conflit », mais elle accompagne aussi les œuvres contemporaines commanditées par les pouvoirs publics dans le cadre de la commémoration du conflit centenaire. Enfin, l'historienne de la Grande Guerre s'est ouverte aux autres lieux de guerre, de déportation, d'exploitation, d'enfermement pour décrypter les « bricolages symboliques » des temps et des espaces marqués par les conflits du xx^e siècle et leur réception au xxi^e siècle.

La variété des approches proposées par les onze contributeurs témoigne de ces riches rencontres dont l'historienne a été partie prenante comme des aventures intellectuelles dont les pratiques artistiques et culturelles ont été au cœur de ce renouvellement historiographique.

PIERRE BURAGLIO

POUR ANNETTE

Dessin, 21 x 20,7 cm



D'après ... Janet Chesler 2011

MARINE BRANLAND

DU GAZ À L'ACIDE. LA GRANDE GUERRE D'OSSIP ZADKINE*

Jean Cassou écrivait en 1978 à propos du cycle d'eaux-fortes d'Ossip Zadkine consacré à la première guerre mondiale : « Il s'agit d'une expérience vécue, et vécue en vérité et en profondeur.¹ » Cassou invitait à réfléchir aux liens qui se tissent entre l'expérience de guerre de l'artiste et sa restitution plastique. Ce commentaire reposait sur une étude de l'iconographie et du style de Zadkine; la technique choisie était faiblement questionnée au profit de la valorisation d'un imaginaire construit sur une expérience concrète de la guerre par un artiste moderne; les conditions de sa blessure et son impact sur l'artiste n'étaient pas pris en considération.

Zadkine a pourtant raconté les conséquences terribles et persistantes sur son corps du gaz qui l'avait grièvement blessé : « Le plaisir amer de ce séjour dans cet hôpital était de vomir et rendre tout ce qu'on me faisait absorber.² » Pourquoi, dès lors, devait-il adopter une technique connue pour ses désagréments physiques³? Quelques décennies plus tôt, l'artiste Henry de Groux expliquait que l'eau-forte lui était interdite « à cause de [s]es malheureux

*. Cet article reprend et développe l'analyse de l'œuvre de guerre d'Ossip Zadkine proposée dans la thèse de Marine Branland : « La gravure en Grande Guerre : donner corps à son expérience », univ. Paris-Nanterre, 2013, p. 469-476.

1. Texte introductif à l'édition en fac-similé des eaux-fortes de guerre de Zadkine : Ossip Zadkine, *Vingt eaux-fortes de la guerre de 1914-1918* (présentées par Jean Cassou), Saint-Gall, Erker, 1978.
2. Extrait du fac-similé d'un texte autographe de Zadkine, reproduit en préface dans Christophe Czwiklitzer, *Ossip Zadkine. Le sculpteur-graveur de 1919 à 1967*, chez l'auteur, 1967. Voir aussi : Philippe Dagen, *Le Silence des peintres : les artistes face à la Grande Guerre*, Fayard, 1996, p. 188 et Véronique Koehler, *Destin / dessins de guerre*, Paris-Musées, 2016, p. 80-82.
3. L'eau-forte est une technique de gravure en taille-douce, soit un procédé de taille en creux sur une plaque de métal, qui nécessite l'usage d'acide pour creuser la matrice qui sert ensuite à l'impression des estampes.

poumons⁴ » ; pendant la guerre, le graveur Marcel Roux fut contraint d'abandonner l'eau-forte en raison d'un ulcère à l'estomac contracté au front⁵, mal incompatible avec le maniement de l'acide aux émanations toxiques. Pratiquer l'eau-forte en 1918, alors qu'il souffrait d'une affection des poumons, ne pouvait donc être envisagé comme un choix insignifiant de la part de Zadkine, d'autant plus qu'il expérimentait cette technique pour la première fois. La série d'estampes qu'il conçut en 1918 est en effet la première qu'il exécuta à l'eau-forte⁶; l'artiste ne retrouva ensuite cette technique qu'en 1928⁷.

Revenir sur le parcours de guerre de Zadkine et sur la genèse de ce cycle en interrogeant l'engagement de l'artiste dans la guerre et dans l'acte de création est l'occasion de poser un nouveau regard sur ce travail singulier. Pour ce faire, il importe de dépasser le visuel pour entrer dans la matière de l'art et dans celle de la guerre. En croisant les approches historique, artistique et anthropologique⁸ – laquelle permet de redonner de la place et du sens à la pratique et à la culture matérielle – en questionnant les implications psychanalytiques sous-jacentes, il s'agit d'approfondir, à partir d'un cas d'étude, la compréhension que nous avons des œuvres relatives à la première guerre mondiale et même, dans une certaine mesure, de repenser les termes de l'analyse d'une partie des productions artistiques réalisées en temps de conflit.

De la guerre à la gravure

Artiste d'origine russe installé en France en 1909, Ossip Zadkine n'est pas soumis à la mobilisation générale lorsque la guerre éclate au début du mois

-
4. Commentaire formulé en 1893, à propos du cycle *Les Vendanges* qu'il réalise en lithographie fautive de pouvoir employer l'eau-forte comme il l'aurait préféré. Henry de Groux, *Journal* (éd. Rodolphe Rapetti, Pierre Wat), Kimé/INHA, 2007, p. 63.
 5. L'artiste décède en 1922 des suites de ses blessures de guerre. Voir l'article de Colette E. Bidon, « L'œuvre diabolique et apocalyptique de Marcel Roux, graveur lyonnais, (1878-1922) », *Nouvelles de l'estampe*, n° 105, mai-juin 1989, p. 17-27.
 6. D'après le catalogue établi par Christophe Czwiklitzer, *Ossip Zadkine... op. cit.*
 7. « Les Trois grâces », 1928, *ibid.*
 8. On se reportera aux travaux d'anthropologie historique de la guerre moderne proposés par Stéphane Audoin-Rouzeau, ainsi qu'à ceux d'anthropologie des images développés par Hans Belting d'une part, et Georges Didi-Huberman d'autre part. Voir également des travaux sur l'art et les productions culturelles de la Grande Guerre menés depuis la fin des années 1980 en Europe et aux États-Unis. Ceux d'Annette Becker en particulier ont contribué à façonner cette manière d'aborder les parcours des individus en guerre au plus proche de leur expérience vécue dans une optique d'anthropologie culturelle.

d'août 1914. L'alliance militaire de la Russie et de la France rend néanmoins délicate pour les sujets russes vivant en France toute prise de distance vis-à-vis des événements. Dès l'été 1914, quelques écrivains et artistes étrangers, parmi lesquels le Suisse Blaise Cendrars et le Lituanien Jacques Lipchitz, ont d'ailleurs exhorté tous les « étrangers vivant en France » à rejoindre les rangs militaires⁹. Zadkine choisit pour sa part d'entrer en formation à l'école de la Croix-Rouge dès octobre 1914 comme en atteste la carte d'identité de sauveur-ambulancier datée du 3 octobre 1914 qui est conservée dans les archives du musée Zadkine¹⁰, ce qui lui permet de bénéficier de papiers d'identité et de se prémunir de toute accusation d'embusquage. Cette position lui permet peut-être aussi d'échapper provisoirement au front ; l'artiste aurait alors sans doute été porté, comme beaucoup de ses contemporains, par l'espoir d'une guerre courte¹¹.

D'après sa fiche matricule¹², ce n'est qu'en janvier 1916 que Zadkine rejoint la Légion étrangère. L'artiste n'est certainement pas épargné par le climat d'austérité qui touche le monde des arts en France. Paradoxe de la guerre : rejoindre le 2^e régiment étranger en qualité d'infirmier-brancardier lui permet de survivre à la guerre, notamment grâce à la solde militaire que tout soldat percevait, même si ses moyens restent très limités comme il le raconte dans son autobiographie publiée en 1968¹³. Il est provisoirement affecté à la première section d'infirmiers militaires le 31 mai 1916 et rejoint l'ambulance russe aux armées françaises le 3 juin 1916¹⁴. Sa fiche matricule ne dit rien

9. « Appel aux étrangers vivant en France », signé le 29 juillet et publié dans *Le Figaro* et *Le Gaulois* le 2 août 1914.

10. Document présenté au musée Zadkine en 2016 et reproduit dans le catalogue de l'exposition : V. Koehler, *Destin / dessins de guerre*, op. cit., p. 98.

11. On peut également admettre l'hypothèse formulée par V. Koehler à propos de l'engagement volontaire de Zadkine dès janvier 1915 (*ibid.*, p. 108-115). Le livret militaire conservé dans les archives du musée Zadkine (archives auxquelles nous n'avons malheureusement pas pu accéder en dépit de nos requêtes) comporte des précisions absentes de la fiche matricule. La confusion sur sa date de naissance ainsi que sur la classe à laquelle il appartient réellement soulève cependant des questions concernant son entrain réel à s'engager. L'auteur du catalogue conclut que ses recherches ne lui ont pas permis de démêler l'exactitude des faits (*ibid.*, p. 142).

12. Archives départementales de Paris : fiche matricule n° 578, registre D4 R1 2318 (1922), table D3 R1 215 : 1910, liste complémentaire.

13. O. Zadkine, *Le maillet et le ciseau, souvenirs de ma vie*, Albin Michel, 1968, p. 80-89.

14. L'ambulance russe est un « don à la France de la dernière impératrice de Russie » comme le rappelle Zadkine. Il précise : « Nous étions une soixantaine à la servir, Russes et Français. Tous les Français étaient des "intellectuels", écrivains, peintres, journalistes » (*ibid.*, p. 82). Voir également : Bernard Isserlis, « L'ambulance russe, la mort mise à distance (1915-1916) » in Cécile Pichon-Bonin et Alexandre Sumpf (dir.), *Alexandre Zinoviev, un peintre sur le front français (1914-1918)*, Gallimard/Historial de la Grande Guerre, 2017, p. 38-43.

de la période allant de cette affectation à la proposition de réforme émise le 3 octobre 1917. On sait cependant qu'il se trouve dans le secteur d'Épernay à l'automne 1916. C'est dans ce secteur qu'il subit une attaque au gaz à la fin du mois de novembre 1916¹⁵, laquelle entraîne son hospitalisation¹⁶ puis sa mise en congé illimité à l'automne 1917 pour « respiration aux deux sommets soufflantes et sueurs nocturnes », blessure nommée « sclérose pulmonaire » en 1922¹⁷.

De cette expérience de guerre et de sa blessure par gaz naît un cycle d'eaux-fortes tiré à 51 exemplaires en 1919¹⁸. Intitulé *Vingt eaux-fortes de la guerre 1914-1918*¹⁹, ce cycle reprend et complète par la gravure un ensemble graphique réalisé en 1916-1917, en parallèle de ses activités d'infirmier-brancardier puis lors de sa convalescence²⁰.

Dessiner la guerre

Comme nombre d'artistes contemporains de cette guerre, Zadkine a rendu compte dans ses dessins de son environnement quotidien. La guerre étant immédiatement palpable et suffisamment marquante « à hauteur d'œil²¹ », sa représentation n'est que rarement conceptuelle et bien davantage directe et pragmatique. Ambulances, hôpitaux de campagne, blessés et morts,

15. Le journaliste, dessinateur et critique d'art André Warnod évoque dans sa correspondance de guerre (fonds Warnod, musée de l'Armée, Paris) sa rencontre avec Zadkine à l'ambulance russe en 1916, et le gazage de ce dernier à la fin de cette même année.

16. Le dossier de presse de l'exposition du musée Zadkine de Paris détaille son parcours de blessé. http://www.zadkine.paris.fr/sites/zadkine/files/cp_dp_visuels/dossiers_de_presse/dp_destins_de_guerre_musee_zadkine.pdf (dernière consultation le 23 juillet 2018).

17. Mention figurant sur sa fiche matricule. Ce n'est qu'en 1922 qu'il est réformé définitivement, après sa naturalisation qui a lieu le 26 décembre 1921.

18. On se reportera avec intérêt à l'analyse de ce cycle que propose Nicolas Surlapierre, « La vingtième pupille d'Ossip Zadkine. Souvenirs d'un soldat au premier régiment français étranger affecté à l'ambulance russe aux armées françaises » in A. Becker (dir.), *20/21 siècles, Cahiers du Centre Pierre Francastel*, n° 4 : « Une Grande Guerre. 1914-années trente », 2007, p. 89-103.

19. Il s'agit du titre donné au cycle lors de sa réédition en fac-similé en 1978. La page de titre de la première édition de l'album indique : « Vingt eaux-fortes dessinées et gravées par Osip [sic] Zadkine. Soldat au 1^{er} régiment étranger affecté à l'ambulance russe aux armées françaises. »

20. Un ensemble de ces dessins de guerre est conservé dans les collections de La contemporaine (anciennement BDIC). D'autres se trouvent dans des collections particulières. Voir V. Koehler, *Destin / dessins de guerre*, op. cit., p. 36 (n. 3, 4, 5 et 6).

21. Expression qu'Annette Becker utilise en ouverture de son ouvrage *Voir la Grande Guerre : un autre récit, 1914-2014*, Armand Colin, 2014, p. 11.

chambres d'hôpitaux, scènes de convalescence sont les thèmes de cet ensemble graphique.

Au-delà de sujets relativement communs, dans la plupart de ses œuvres de guerre s'affirme un traitement particulier de l'espace comme si Zadkine s'était trouvé en proie à un malaise. Certains dessins semblent être intentionnellement troubles : quelques arcs pour les têtes et pieds de lits, des obliques pour les béquilles et les corps humains dont certains sont démesurément grands et d'autres paraissent minuscules, le tout organisé autour d'une nature morte à la bouteille (dans l'esprit cubiste d'avant-guerre) dont la stabilité étonne et qui sert de pivot à cette frise tournoyante dans laquelle les lits paraissent glisser et les hommes se lèvent en dépit de leurs blessures.

Parfois, les corps et le décor se font écho. Lorsque, par exemple, deux brancardiers aux statures imposantes et rigides transportent un blessé : rondins ou planches de bois de guingois, tibias et bras dynamisent ensemble la composition malgré la raideur des corps actifs. Ces derniers contrastent avec celui du blessé qui se fond sur la civière, à peine suggéré par quelques traits légers. Certains de ses dessins n'ont pas dépassé le stade de l'esquisse, tandis que, pour d'autres, le sculpteur Zadkine a renforcé le tracé léger par des traits plus appuyés, des fondus à la mine graphite ou à l'encre et des hachures ou traits répétés et serrés qui donnent du relief à ses compositions. Parmi ces dessins plus travaillés, quelques-uns ont servi de base et de modèle pour la réalisation de son cycle d'eaux-fortes. Avec cet ensemble graphique à l'esthétique cubiste, Zadkine livre un témoignage intime dans lequel la modernité de la guerre et le caractère inédit en Europe de sa violence trouvent des résonances dans la modernité artistique ou, pour le dire autrement, dans lequel la modernité artistique sert l'expression plastique de la modernité du conflit²². Quant à la couleur, employée avec parcimonie dans quelques dessins, elle tend à atténuer l'instabilité des compositions de Zadkine dans lesquelles les plans sont imbriqués créant des déséquilibres visuels qui expriment la défaillance des hommes, la difficulté de se situer dans ce réel inconcevable.

22. Dans son ouvrage *Le Silence des peintres...*, *op. cit.*, Philippe Dagen a précisément discuté cette question, affirmant le faible nombre de représentations artistiques « modernes » (avant-gardistes) susceptibles de rendre compte de la modernité de cette guerre industrielle et mondiale.

« Au-delà du principe de plaisir²³ »

La fonction d'infirmier-brancardier qu'occupe Zadkine pendant la guerre rend tous les jours tangible la violence des combats. Non seulement le ramassage des blessés sur les champs de bataille expose les hommes aux tirs ennemis mais le sauvetage des corps morcelés, désagrégés est un véritable supplice dont maints artistes ont rendu compte, notamment de manière symbolique par l'emprunt fréquent aux thèmes bibliques. Pendant le conflit, l'iconographie chrétienne a en effet permis l'expression de messages polysémiques, intelligibles de tous, oscillant entre l'expression d'un chagrin profond provoqué par la perte d'êtres chers, celle de l'horreur du conflit ou encore l'idée de sacrifice consenti pour la patrie²⁴. Zadkine semble avoir lui aussi cédé à cette tendance dans un dessin sommaire à l'encre et à l'aquarelle – à la manière d'une déposition de croix – représentant un infirmier, genou à terre, portant secours à un blessé allongé sur une civière. On ignore quelle conscience Zadkine pouvait avoir de l'état de l'art en France en ce temps de guerre; il est donc malaisé de déterminer si pareil recours fut intentionnel ou fortuit pour l'artiste. Les fréquents emprunts à l'iconographie religieuse pouvaient en outre témoigner de la foi sincère des hommes et des femmes unis dans ce qui était considéré en France comme une guerre du Droit contre la barbarie. Mais Zadkine ne s'est pas rallié au patriotisme ambiant et n'a pas développé de discours de propagande dans son œuvre de guerre contrairement à beaucoup de ses contemporains. L'absence de décor dans ce dessin et l'usage restreint d'une teinte aquarellée bleue esthétisent la scène et lui confèrent une dimension méditative. Sa production aurait évidemment pu faire l'objet d'une instrumentalisation par la critique – majoritairement engagée dans une lecture de l'art au service de la nation en guerre – puisque le fait de montrer des blessés français et russes pouvait facilement prendre l'allure d'une dénonciation de la violence ennemie, mais elle est restée confidentielle pendant les années de guerre.

23. Titre emprunté à l'essai que Freud rédige en 1920 pour tenter de comprendre en même temps qu'il théorise la « pulsion de répétition » qu'il a observée chez des soldats atteints de « névrose de guerre ». Sigmund Freud, « Au-delà du principe de plaisir (1920) » in *Essais de psychanalyse*, Payot & Rivages, 2001 (trad. de l'allemand par Jean Laplanche et Jean-Bertrand Pontalis), p. 47-128.

24. Sur le rapport des hommes au religieux pendant le conflit, voir A. Becker, *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire (1914-1950)*, Armand Colin, 1994. Quelques pages sont consacrées à cette iconographie inspirée de la Bible qui s'impose pendant la guerre dans M. Branland, « La gravure en Grande Guerre... », *op. cit.*, p. 395-414.

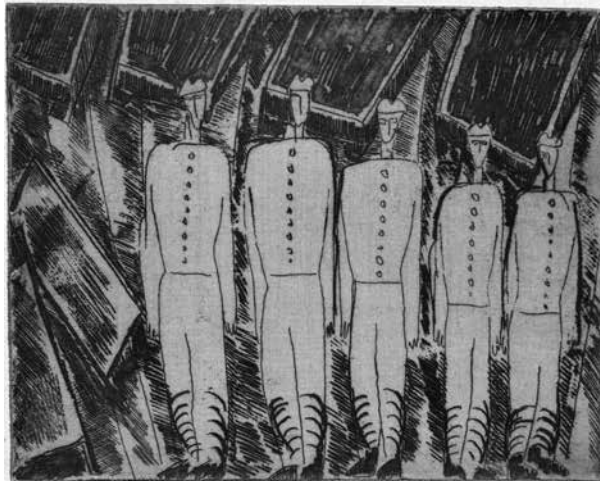
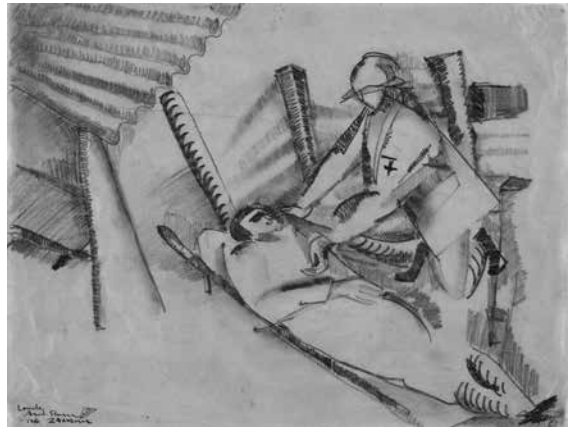
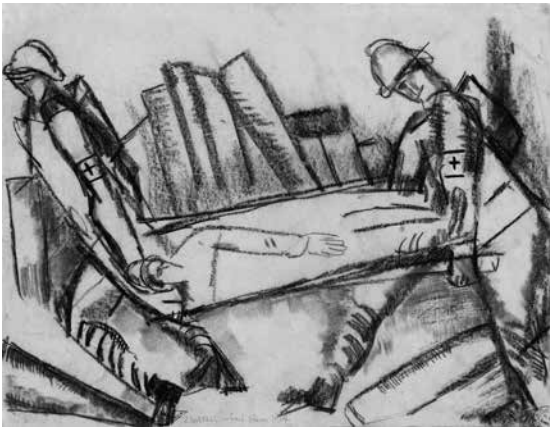
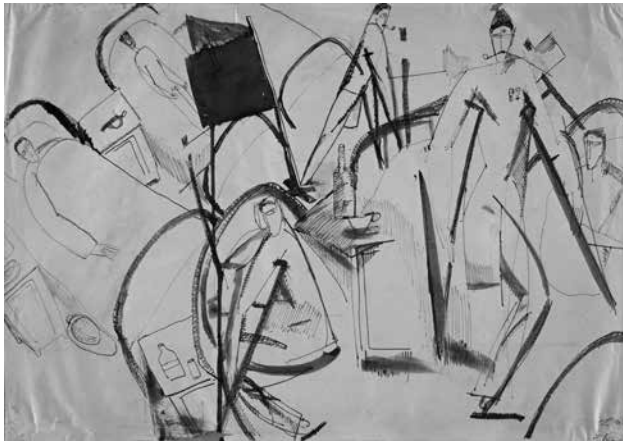


Fig. 1, 2 et 3 : Ossip Zadkine, dessins sans titre, 1916-1917.

Fig. 4 : Ossip Zadkine, « Le Repos », *Vingt eaux-fortes de la guerre*, 1919.

On retrouve ce même motif de déposition de croix, exacte réplique du précédent, dans un second dessin réalisé au crayon. Les deux versions portent à côté de la signature la même mention de lieu et de date : « Loude [sic], Amb. Russe, 1916.²⁵ » On observe la présence d'un décor d'abris en bois et tôle ondulée dans le second qui rend moins évidente l'inspiration biblique de la scène ou qui, plutôt, tente de transposer ce thème dans l'environnement guerrier. La raison de cette reprise n'est pas claire ; il est également difficile de déterminer lequel fut réalisé en premier²⁶. En revanche, si l'on tient compte du fait que c'est précisément à Ludes que Zadkine a été évacué après sa blessure par gaz à la fin de l'année 1916, la répétition du motif prend sens. L'artiste a pu mêler son expérience de blessé à celles de ceux qu'il a contribué à évacuer et soigner. On peut même plus particulièrement voir dans cette figure de blessé une représentation de Zadkine lui-même, et dans celle de l'infirmier, une image de celui qui lui a porté les premiers secours. On ne discerne pas le bras gauche du blessé qui pourrait porter un brassard similaire à celui de l'homme qui le soigne. Le geste précautionneux de ce dernier, répété à l'identique dans les deux dessins, interpelle. Il semble retenir ou maintenir la vie. Zadkine que l'on imagine aveuglé et asphyxié par les gaz a forcément senti les mains de celui qui le soignait. Il s'agirait alors d'une représentation du moment où l'artiste échappe à la mort, qu'il aurait choisi de présenter et de représenter à nouveau comme pour mieux s'assurer et se convaincre de sa survie.

La pratique du dessin pendant la guerre – comme de toute activité créative ou récréative, artisanat de tranchées compris – dépasse la simple volonté de représenter la guerre pour en témoigner. Ces pratiques manuelles offraient aux combattants un divertissement et, plus encore parfois, un moyen de sauvegarder leur humanité quand la guerre tendait à désindividualiser les hommes, voire à les déshumaniser. On comprend mieux le nombre important de productions visuelles sur la guerre qui nous sont parvenues. C'est précisément de préservation contre la mort par l'activité artistique dont il est question dans une lettre que l'artiste allemand Max Beckmann adresse à sa femme :

Mon désir de vivre est en ce moment plus fort que jamais bien que j'aie vécu des choses terribles et que je sois mort plusieurs fois avec les autres. Mais plus souvent

25. Il s'agit de Ludes et non de « Loude ». Voir V. Koehler, *Destin / dessins de guerre*, op. cit., p. 59-60.

26. La version aquarellée porte au verso la mention « à vendre » qui pourrait constituer une indication sur l'ordre de production. En l'absence de source éclairante sur ce point, il est toutefois préférable de ne rien déduire.

l'on meurt, plus intensément l'on vit. J'ai dessiné, c'est une assurance contre la mort et le danger²⁷.

L'acte de dessiner prend chez Max Beckmann une fonction protectrice qui ne suffit pourtant pas puisque ses nerfs cèdent en 1915 face à la déferlante de violence à laquelle il est confronté au sein du service sanitaire de l'armée allemande où il est affecté. Probablement exposés aux mêmes types de corps violentés et injuriés, Zadkine et Beckmann dessinent notamment pour s'assurer qu'ils sont toujours vivants, pour se maintenir en vie en dépit de la mort environnante. En un sens, en s'inspirant du thème de la déposition de croix, Zadkine se serait représenté en ressuscité. Son œuvre graphique faite de répétitions, de reprises, de redites et de variations prend dès lors une signification plus profonde. Un autre dessin daté de 1917 reprend la figure du blessé mais pas celle du soignant. L'homme étendu sur un brancard est alors presque seul (on aperçoit les pieds d'un autre blessé dissimulé sous un abri) dans un décor qui évoque un hôpital de campagne.

Zadkine reprend de manière assez fidèle la composition de ce dessin en gravure, à ceci près que les deux compositions sont en miroir comme souvent lorsqu'un motif est transposé en gravure. La composition est dynamisée par l'agencement des corps et des éléments du décor : tôle ondulée, rondins, voiture d'ambulance, brancard, bandes molletières. La gravure n'est pourtant pas une exacte reproduction du dessin. L'immobilité du corps blessé s'impose dans la gravure tandis que, dans le dessin, l'homme semble faire un léger mouvement avec sa main. En outre Zadkine s'est livré à un travail de taille dans la matrice qui offre une vision plus sombre de la scène et révèle sa concentration dans l'exercice de l'eau-forte destiné à traduire à la fois ce qu'il a observé mais aussi ce qu'il a éprouvé devant les blessés, et en tant que blessé.

Il y a, dans cette pratique de la gravure, comme un re-jeu de la souffrance observée et endurée. En réunissant des épisodes relatifs à son expérience de brancardier et à son hospitalisation après sa blessure, l'artiste semble avoir voulu résumer son parcours de guerre pour mieux l'assimiler; par la reprise de ses dessins en gravures, il semble avoir effectué une ultime tentative pour se « re-situer » dans la guerre pour mieux en sortir²⁸.

27. Max Beckmann, lettre de guerre, 3 octobre 1914 : *Écrits* (préface de P. Dagen, traduction de Thomas de Kayser, textes réunis et présentés par Barbara Stehlé-Akhtar), ENSBA, 2002, p. 133.

28. Cette compréhension de la création en guerre comme moyen de témoigner pour soi d'une expérience limite est née en lisant le texte de Carine Trevisan, « Se rendre témoignage à soi-même » in Jean-François Chiantaretto (dir.), *Témoignages et traumas. Implications psychanalytiques*, Dunod, 2004, p. 1-25.

▼ fig. 3

Exorciser sa blessure

On a beaucoup insisté sur l'esthétique cubiste des dessins et gravures de guerre de Zadkine²⁹, mais on ne s'est que trop peu interrogé sur les raisons qui ont pu inciter l'artiste à traduire par l'eau-forte ses dessins de guerre. L'idée de produire une série limitée de gravures s'inscrit dans une tendance propre à cette période dont témoigne la masse d'estampes réalisées. Dans cette dynamique collective souvent motivée par l'espérance de retombées économiques en ces temps de restrictions autant que par une volonté ou un besoin de témoigner d'un vécu extraordinaire, la gravure en taille-douce n'avait pas davantage les faveurs du public et des collectionneurs que la xylographie ou la lithographie. En qualité de sculpteur familier du bois, Zadkine aurait d'ailleurs pu choisir de graver au canif cette matière plutôt que d'attaquer le métal à l'eau-forte et ce d'autant plus que c'est sur bois et sur linoléum qu'il effectua ses premières gravures avant la guerre comme il le signale dans le texte introductif du catalogue raisonné de son œuvre gravé³⁰. Dans ce même texte – dans lequel il revient sur la genèse de son travail de graveur – Zadkine attribue à l'éditeur François Bernouard l'initiative de ses *Vingt eaux-fortes de guerre* :

C'est en 1919 [sic], menant une vie très anecdotique que l'éditeur imprimeur Bernouard [...] me proposa de graver d'après mes dessins [...] une vingtaine des planches et qu'on publierait en un cahier-livre³¹.

Mais Bernouard n'est pas seulement un imprimeur en taille-douce; il est aussi connu pour son travail d'éditeur et d'imprimeur de bois et de lithographies. Au moment même où Zadkine produit sa série d'eaux-fortes, il s'occupe notamment de l'édition du texte *J'ai tué* de Blaise Cendrars, illustré de gravures originales en relief de Fernand Léger³². Donc, si l'initiative de cette série revient effectivement à Bernouard, rien ne permet d'attribuer à ce dernier le choix de plaques de cuivre comme matrices des gravures de Zadkine. La disponibilité des matériaux ne saurait non plus être invoquée comme argument central de ce choix : le métal utilisé à des fins guerrières était en effet

29. J. Cassou, texte introductif à l'édition en fac-similé des eaux-fortes de guerre de Zadkine : O. Zadkine, *Vingt eaux-fortes...*, op. cit.; P. Dagen, *Le Silence des peintres...*, op. cit., p. 187-189; N. Surlapierre, « La vingtième pupille d'Ossip Zadkine... », art. cit.; Sylvain Lecombe, *Zadkine sur papier*, Paris-Musées, 2009, p. 19.

30. Texte cité reproduit en préface dans C. Czwiklitzer, *Ossip Zadkine...*, op. cit.

31. *Ibid.*

32. Blaise Cendrars, *J'ai tué*, À la belle édition, 1918.

certainement difficile à se procurer, encore en 1918, même pour un éditeur d'art tel que Bernouard.

De toutes les techniques de gravure, l'eau-forte reste toutefois celle qui offre le rendu le plus proche du dessin. S'agissant en partie d'une transposition de dessins en gravures, et considérant l'attrait expérimental que pouvait revêtir cette technique nouvelle pour l'artiste, on devine quelles motivations artistiques ont pu guider ce choix matériel. La volonté de produire un témoignage informé sur le conflit dans un but documentaire et artistique motiva donc certainement en partie l'élaboration de ce cycle d'estampes mais ne suffit pas à épuiser les raisons de ce choix technique. Véronique Koehler considère que la pratique d'une autre technique « plus physique » lui aurait été impossible³³; c'est cependant, au contraire, parce que cette technique imposait un rapport physique douloureux à Zadkine qu'il la choisit³⁴. Il semble en effet s'être engagé dans cette création au-delà d'enjeux purement économiques, esthétiques et documentaires.

Il faut pour le comprendre imaginer Zadkine striant le vernis de sa plaque avec une pointe pour rendre les surfaces hachurées, puis plongeant cette plaque dans un bain d'acide pour que le métal soit mordu, attaqué; envisager la suffocation que cela pouvait provoquer chez lui dont les poumons étaient atteints. Il faut penser que cette opération a pu être répétée plusieurs fois pour atteindre l'effet souhaité. Tout ou partie de ces opérations ont pu être réalisées avec l'aide d'un imprimeur en taille-douce mais probablement toujours sous le contrôle de l'artiste. Il n'est alors plus seulement question d'expression de la souffrance engendrée par le conflit mais bien de traductions plastiques et techniques de son rapport personnel à la guerre et à sa blessure. Dans le cas de Zadkine, il y a certainement une forme de traumatisme engendré par cette expérience de guerre³⁵. Tout se passe finalement comme s'il revivait avec cette pratique artistique les terribles années qui lui ont fait côtoyer la mort au quotidien.

33. V. Koehler, *Destin / dessins de guerre*, *op. cit.*, p. 21-22.

34. Sur cette interprétation de la dimension cathartique du travail de Zadkine, voir M. Branland, « La gravure en Grande Guerre... », *op. cit.* À l'inverse de V. Koehler qui envisage l'idée d'une mise à distance par la pratique artistique pour permettre un dépassement, nous pensons que, pour Zadkine, le dépassement ne peut se faire que par une immersion dans cet acte de création choisi qui lui rappelle la violence expérimentée.

35. L'étymologie du mot « trauma » renvoie à la « blessure »; les usages médicaux du terme concernent aussi bien la blessure physique que la blessure psychique. L'effraction à l'origine du traumatisme est pernicieuse avec les gaz puisqu'il n'y a pas de franchissement apparent de la barrière anatomique. Voir Louis Crocq, *Les traumatismes psychiques de guerre*, Odile Jacob, 1999, p. 214-215.

Tandis qu'il reprend avec une certaine fidélité ses dessins en gravures, le film de la guerre repasse en lui. On songe à André Masson qui disait combien cette guerre-là s'était inscrite en lui, combien les images continuaient à défiler³⁶. Si Zadkine ne parvient pas à rendre par l'iconographie la violence des blessures qu'il a pu soigner, par ses compositions faites de formes acérées et de « dispositions obliques³⁷ », il rend compte de la violence observée tandis qu'il était brancardier. Ce sont ces blessés, déjà morts, ces civières pareilles à des cercueils. Par les cadrages qui décapitent parfois les hommes et par la figuration de corps qui gardent les yeux ouverts mais dont on ne sait s'ils sont morts ou vivants, l'artiste traduit son effroi devant la mort. Les tailles denses et profondes qu'on perçoit dans ses estampes montrent, en outre, avec quel acharnement l'artiste rend compte de sa guerre. Une large part de la violence de son expérience se manifeste ainsi dans l'acte de création de ses eaux-fortes. Cet engagement dans la matière est, de fait, pleinement constitutif de la représentation.

Considérant ainsi l'impact physique du travail à l'eau-forte, on peut affirmer que, si Zadkine « fuit le pathétique³⁸ » dans son œuvre de guerre, ce n'est qu'en apparence. Par la représentation insolite des espaces et par le traitement accordé à ses figures, l'artiste paraît restituer sa vision brouillée par les gaz et par le choc provoqué par sa blessure. Plus encore, par la pratique de l'eau-forte, par le maniement de l'acide que cette technique implique, l'artiste trouve le moyen d'intégrer dans son œuvre une part concrète de son expérience de guerre et de sa blessure. Peut-être assimile-t-il l'action de l'acide sur le métal à l'effet des gaz sur lui. La toxicité de l'eau-forte le contraint en tout cas à revivre encore et encore, pendant tout le temps de production de ces estampes, le moment de sa blessure, et lui permet également d'expérimenter par lui-même les effets de l'agent chimique sur la matrice : celle-ci devient alors le miroir de ses poumons-matrice attaqués par les gaz³⁹. La production de cet album apparaît dès lors comme un moyen de catharsis pour l'artiste, comme une manière de dépasser cette expérience d'ordre traumatique pour se délivrer d'une souffrance tout en reconnaissant cette expérience limite comme sienne.

36. Voir le catalogue d'exposition *Masson / Massacres*, Historial de la Grande Guerre de Péronne, Skira/Le Seuil, Genève/Paris, 2002 ; André Masson, *La mémoire du monde*, Genève, Skira, 1974.

37. J. Cassou, texte introductif à l'édition en fac-similé des eaux-fortes de guerre de Zadkine : O. Zadkine, *Vingt eaux-fortes...*, op. cit.

38. P. Dagen, *Le Silence des peintres...*, op. cit., p. 187.

39. Merci à David Mastin à qui je dois cette belle image. Merci aussi à Fanny Gillet pour sa relecture et ses critiques avisées.

Dessiner et graver la guerre constituent chez Zadkine deux pratiques distinctes aux enjeux différents. Avec le dessin, il tentait de mémoriser son quotidien et de se maintenir en vie; avec la gravure, il rejouait sa guerre symboliquement mais de façon radicale pour tenter de retrouver une part de son inconcevable violence et, dans un mouvement contradictoire, pour la mettre à distance. Le souvenir de la guerre éprouvé par l'artiste est finalement contenu dans sa trace graphique qu'il importe d'explorer. L'iconographie reflète un quotidien vécu ou observé et l'acte de création est imprégné des affects des artistes et, par là même, extrêmement significatif. L'action de graver le bois ou le métal a ainsi pu constituer un moyen de s'abstraire de l'événement tout en permettant d'exprimer concrètement la violence de la guerre aussi bien dans le temps du conflit que dans l'après-guerre. L'œuvre de guerre de Zadkine est de fait singulière et rejoint les témoignages les plus poignants sur ce conflit, qu'il s'agisse du cycle d'estampes d'Otto Dix *Der Krieg* conçu en 1924 après une lente maturation, ou de celui d'artistes moins célèbres tel Charles Barclay de Tholey, artiste mort pour la France en 1917, qui livrait peu de temps avant de décéder une série de sept xylographies intitulée *Les Blessés* dont la force expressive est comparable à celle qui émane des gravures de Zadkine.

Pour comprendre les productions culturelles du temps de guerre, il ne suffit plus de les regarder, il faut les défaire et les refaire mentalement, les mettre en relation au vécu, aux parcours, aux autres modes d'expressions et lorsque c'est possible, les croiser avec d'autres sources pour en saisir au mieux la profondeur. Il importe pour cela de prendre en compte la culture matérielle propre aux temps de production et d'interroger les raisons pratiques et symboliques qui ont pu pousser les artistes à s'emparer de tel matériau et de tel outil d'expression. De telles analyses modifient le regard que l'on porte sur l'ensemble de la production artistique en lien avec ce conflit et, plus largement, ouvrent le champ de réflexion sur les relations entre l'art et la guerre. Les enjeux de la création en guerre deviennent alors bien plus complexes et l'étude des sources visuelles s'avère fondamentale pour éclairer le passé et écrire l'histoire. ■

KINGSLEY BAIRD

ANNETTE BECKER ET LES « TROUS PROFONDS » DE LA MÉMOIRE ET DE L'HISTOIRE

TEXTE TRADUIT PAR BRICE POIRIER

Alors que nous entrons dans une période où la guerre a quasi disparu de mémoire d'homme, que les derniers combattants ne sont plus des nôtres et que leurs enfants suivront bientôt, comment la culture visuelle et matérielle peut-elle connecter un public contemporain à ce passé? Quelles sont les difficultés rencontrées par les historiens, les institutions, les conservateurs et les artistes quand il s'agit de confronter la Grande Guerre¹?

« The Great War exhibition » (2015-2018), montée à Wellington, Nouvelle-Zélande, contenait des centaines de photos de la Grande Guerre, colorisées peu ou prou un siècle après les événements qu'elles illustrent. Bien que ces images colorisées soient fictives, puisque les originaux sont en noir et blanc, elles portent une authenticité que les originaux n'ont pas, car elles capturent le monde tel qu'il était il y a cent ans, un monde « en couleur ». Alors que les originaux achromatiques nous permettent de voir les événements du passé, les versions colorisées nous *plongent* dans les scènes dépeintes et « ramènent à la vie » les soldats du siècle passé. La colorisation a ce pouvoir d'effacer les cent dernières années², comme le dit le curateur de cette exposition, sir Peter Jackson.

Dans son analyse de l'art de la Grande Guerre et des artistes contemporains qui en traitent, Annette Becker confirme que le passé n'est pas un pays étranger³, mais est intimement entremêlé avec le présent, et que l'explora-

-
1. A. Becker, « How to Commemorate a 100-year-old Tragedy », *A Century in the Shadow of the Great War*, National World War I Museum at Liberty Memorial, Kansas City, US, 2013, visionnée le 30 janv. 2018. <https://www.youtube.com/watch?v=5v21Z0rvz1E>.
 2. « The Great War Exhibition », consulté le 30 janv. 2018. <https://www.greatwarexhibition.nz>
 3. L'historienne se réfère ici à David Lowenthal, *The Past is a Foreign Country*, Cambridge, Cambridge UP, 1985. Le titre du livre de Lowenthal est tiré de l'incipit du roman de L. P. Hartley, *Le Messenger* (1953) : « Le passé est un pays étranger : ils y font les choses différemment. »

tion de ce sujet par l'histoire, les arts et les autres domaines de recherche est loin d'être achevée. Elle affirme qu'« après un siècle, il est plus clair que jamais que la fin des hostilités n'a aucunement signifié que la Grande Guerre était terminée... et bon nombre d'aspects sont encore sujets à débat ⁴ ».

Le centenaire de la guerre de 1914-1918 et les commémorations qui y sont liées ont contribué à garder le conflit présent dans notre mémoire. De plus, les conflits contemporains, réels et potentiels sont omniprésents, les informations quotidiennes venues des théâtres de guerre nous rappellent la capacité des humains à commettre les pires horreurs envers leurs semblables, au nom de la guerre.

Becker combine sans peine le passé et le présent, et ce faisant, souligne comment nous vivons dans les deux simultanément. Comme Paul Ricœur nous le rappelle, « l'absent » (le passé) est présent ⁵. Toutefois, il nous faut reconnaître, comme le fait Becker, que la représentation de la guerre et de ses séquelles par les artistes avant-gardistes contemporains du conflit, ceux qui traitèrent des « tensions non-résolues de la guerre ⁶ » (tels qu'Apollinaire, Barbusse, Beckmann, Dix, Ernst, Felixmüller, Nash, Owen, Remarque, et bien d'autres) auront toujours une imminence que ceux qui viendront après, ceux qui ne l'ont pas vécu, n'auront jamais. Pour ces derniers, cela ne sera jamais qu'une expérience par procuration et leur œuvre ne sera que le produit de leur imagination et de leur réflexion, alors qu'ils se projettent dans un lieu et une époque qui leur sont, si non pas étrangers, au moins relativement éloignés. Je suis moi-même l'un de ces artistes.

Présence et absence

En 2013, j'ai exposé une sculpture temporaire, *Tomb*, à l'Historial de la Grande Guerre à Péronne. *Tomb* était composée d'environ 18 000 biscuits ayant la forme de soldats de la première guerre mondiale. Ces biscuits étaient empilés pour recréer une reproduction à échelle réelle de la Pierre du Souvenir, de sir Edwin Lutyens, que l'on retrouve dans les cimetières militaires du Commonwealth. Pour le catalogue qui accompagnait cette exposi-

4. A. Becker, « How to Commemorate a 100-year-old Tragedy », *op. cit.*

5. Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, 2000.

6. A. Becker, « How to Commemorate a 100-year-old Tragedy », *op. cit.*

tion⁷, Annette Becker a écrit un essai intitulé « Traces et tombes : fantômes de la Grande Guerre ». En utilisant un écrivain et soldat de la Grande Guerre, Guillaume Apollinaire (que Becker considère comme l'inventeur de la commémoration moderne), elle illustre comment les artistes de cette époque peuvent communiquer avec les artistes contemporains à travers le temps et les cultures, grâce à un langage à la fois formel et conceptuel.

Elle commence son essai par la description d'une conversation entre deux des personnages du *Poète assassiné*, la nouvelle d'Apollinaire publiée en 1916. Dans le chapitre XVIII, *Apothéose*, l'oiseau du Bénin décrit à Tristouse comment il érigeria un mémorial au héros, Croniamantal⁸. Mais l'oiseau du Bénin ne pense pas à une statue conventionnelle, faite de marbre ou de bronze. Après avoir fait l'expérience du cataclysme de la Grande Guerre, Apollinaire, lui-même soldat, sait que cette solution est caduque⁹. En lieu et place, l'oiseau du Bénin propose de « sculpte[r] une profonde statue en rien », faite de « vide », en forme de Croniamantal. Apollinaire décrit le mémorial comme un puits vide, habillé de béton armé, « si bien que le vide avait la forme de Croniamantal, que le trou était plein de son fantôme¹⁰ ». Comme Apollinaire, Annette Becker comprend le rôle, voire le devoir qu'ont les artistes contemporains de révéler les fantômes de la première guerre mondiale, de rendre l'absent tangible.

La coexistence, voire la codépendance de l'absent et du présent, ne se limite pas à la littérature et aux arts visuels occidentaux. Le concept japonais de *ma*, un vide ou intervalle spatio-temporel esthétique, est abondamment utilisé dans les arts traditionnels japonais¹¹. Dans les haïkus, un silence bien placé révèle des sens cachés au milieu des mots. Le compositeur et bouddhiste Zen John Cage, dans sa pièce *4'33''*, présentée en 1952, a choisi de donner au silence la même importance que les sons joués intentionnellement. Ainsi, les interprètes avaient pour consigne de s'asseoir en silence

7. Annette Becker, « Traces et tombes : fantômes de la Grande Guerre » in Kingsley Baird, *Tomb, Historial de la Grande Guerre et New-Zealand National Memorial*, p. 13-20.

8. *Ibid.*, p. 13-14.

9. Peut-être qu'Apollinaire fait référence à une « mémoire moderne » (Paul Fussell) que Jay Winter définit comme « un nouveau langage entièrement honnête pour parler de la guerre en prose, en vers ou dans les arts visuels » (Jay Winter, *Sites of Memory, Sites of Mourning: The Great War in European Cultural History*, Cambridge, Cambridge UP, 1995, p. 2).

10. A. Becker, « Traces et tombes... », art. cit., p. 14.

11. Voir Roger J. Davies et Osamu Ikeno (dir.), *The Japanese Mind: Understanding Contemporary Japanese Culture*, North Clarendon, Vermont, Tuttle Publishing, 2002, p. 37-38, et *Keys to the Japanese Heart and Soul*, Tokyo, Kodansha Bilingual Books (Japan Illustrated Encyclopedia), 1999, p. 27-29.

devant le public pour la durée de la pièce, quatre minutes et trente-trois secondes. Ainsi, après la première, John Cage a tenu ces propos :

Le silence n'existe pas. Ce qu'ils pensaient être le silence, faute de savoir écouter, était plein de sons accidentels. On entendait le vent souffler dehors pendant le premier mouvement; durant le deuxième, les gouttes de pluie clapotaient sur le toit et le troisième vit le public lui-même produire tout plein de sons intéressants alors qu'ils discutaient en partant¹².

Tout comme la composition de Cage, qui était tout sauf silencieuse, le puits de béton armé de l'oiseau du Bénin n'est pas vide, du moins pas pour ceux qui peuvent s'imaginer la figure de Croniamantal dans cet espace négatif. Le puits est un moule vide dans lequel on a coulé quelque matériau invisible ou un emporte-pièce qui doit encore révéler les contours d'un biscuit. L'invisibilité n'est pas la non-existence, mais juste ce qui n'est pas visible à l'œil nu, et les espaces habités par le vide et le néant sont des espaces de présence; ainsi le mémorial de Croniamantal est l'empreinte du héros, habitée par son esprit.

Annette Becker revient sur un siècle de pratiques créatives autour du souvenir et de l'oubli de la Grande Guerre. Elle comprend comment l'art peut faire resurgir ces choses qui semblaient avoir disparu. Depuis la fin de la guerre, les effets personnels et le matériel continuent de pénétrer notre mémoire au travers d'un processus que j'appelle « mémoire affleurante » (*surfacing memory*). Ceux qui ont vécu la guerre et plus tard, ceux qui n'en auront aucune expérience directe, tous rempliront ces « trous profonds » avec leurs pensées, leurs idées, leurs visions. C'est ce vide qui laisse libre cours à l'imagination, alors que la masse *peut* limiter et contraindre notre capacité à « voir » ce qui est absent.

En traversant la ville de La Boisselle, dans la Somme, en voiture pendant ma résidence à l'Historial, je suis tombé sur un de ces mémoriaux qu'Apollinaire aurait appelé « désuet ». La statue de poilu stylisée pourrait représenter tous et chacun des soldats français de la première guerre mondiale, en uni(que) forme. Malgré l'inscription gravée « À ses enfants et aux alliés », l'usage est d'avoir un soldat debout, évoquant la vie et non la mort. Non seulement le sujet était « vivant » au moment où il fut capturé par le sculpteur, mais sa posture verticale incarne la vie (tout autant que l'horizontalité représente la

Fig. 1 ▲

12. 4'33", Wikipedia, visitée le 30 janv. 2018, <https://fr.wikipedia.org/wiki/4'33>".

mort¹³). Il est comme figé dans un perpétuel acte de commémoration, se souvenant des camarades tombés plutôt que de représenter ceux-là mêmes qui sont morts à la guerre.

Contrairement au poilu de La Boisselle, le « Tommy » gisant du Mémorial de la Royal Artillery, de Charles Sargeant Jagger, étendu et recouvert d'un manteau, est clairement mort. Jagger défia les conventions de l'époque en ignorant les figures allégoriques, les formes abstraites ou le tabou sur la représentation de soldats britanniques morts¹⁴. Jagger, tout comme Apollinaire, a combattu dans les tranchées, et bien que sa représentation soit différente de celle imaginée par l'oiseau d'Apollinaire, ils ont en commun un besoin de « franchise et de vérité¹⁵ ».

Ironiquement, c'est un des mémoriaux non figuratifs de La Boisselle qui se rapproche le plus du « trou profond » d'Apollinaire, bien plus que les deux statues évoquées précédemment. L'ancien cratère apparut à la suite de la détonation de charges explosives souterraines de la mine Y Sap. Posées par le British Royal Engineers Corps sous un nid de mitrailleuses allemand, les charges explosèrent au début de la bataille de la Somme. Outre faire « disparaître » des êtres humains, de telles explosions créent des cavités, véritable testament des quantités de terre ainsi déplacées et de la nature des explosifs utilisés¹⁶. Le cratère de la mine Y Sap fut comblé après la guerre, mais des photos du trou désormais disparu ainsi que des prises de vues aériennes révèlent une empreinte qui nous laisse imaginer la forme négative créée si violemment dans le paysage voilà plus d'un siècle.

À propos de *Tomb*

La sculpture *Tomb* illustre l'usage que je fais de matériaux éphémères pour critiquer la représentation d'une mémoire immuable, que l'on retrouve dans

13. Jay Winter parle de « la dialectique entre horizontalité et verticalité dans la construction des mémoriaux de guerre pendant le xx^e siècle et après » dans sa conférence « The Geometry of Memory », Monash University, visionnée le 11 janv. 2018. <https://vimeo.com/180258623>

14. « Royal Artillery Memorial », Wikipedia, consulté le 30 janv. 2018. https://en.wikipedia.org/wiki/Royal_Artillery_Memorial.

15. *Ibid.* « When questioned about his lifelike depictions, Jagger said that the "experience in the trenches persuaded me of the necessity for frankness and truth". »

16. Dans le cas de l'Y Sap mine, l'explosion ne servit à rien puisque les Allemands furent prévenus de l'attaque et avaient évacué leurs positions avant la détonation. « Y Sap mine », consulté le 30 janv. 2018. https://en.wikipedia.org/wiki/Y_Sap_mine.

les médias et dans les inscriptions sur les monuments conventionnels, tels que la Pierre du Souvenir de Lutyens sur laquelle on peut lire cette épitaphe : « Leurs noms vivront à jamais. »

La structure de *Tomb*, faite de biscuits en forme de soldat, empilés horizontalement les uns sur les autres, semblablement au « Tommy » mort de Jagger, était une réponse tant à l'Historial qu'à la Pierre du Souvenir. Les paysages de la Somme, intouchés, renferment encore les restes humains et matériels de la Grande Guerre, et l'idée de faire miroir aux fosses « vitrines » enfouies du musée est une inspiration majeure de *Tomb*.

Tomb était aussi une réflexion sur la présence et l'absence, la matérialité et l'identité nationale. Cette dernière était soulignée par la forme même des biscuits-soldats : le poilu français et sa capote, si caractéristique, le soldat allemand et son casque *Stahlhelm*, les Australiens et leur feutre mou, et les Néo-Zélandais avec leur quatre-bosses, tout aussi distinctifs.

D'après Annette Becker,

Tomb est plusieurs fois une mise en abîme du temps et de l'espace. Des hommes sont venus de l'autre côté de la terre, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, ils avaient un uniforme très reconnaissable, surtout à cause de leur chapeau retourné qui était leur originalité dans le kaki britannique. Et chacun des biscuits reproduit l'uniforme, reproduit un homme, un, plus un, plus un... Mais chacun de ces hommes a été « mangé » par la guerre. Dans la guerre moderne, on ne mange plus son adversaire [...], c'est la guerre tout entière qui est devenue cannibale¹⁷.

Les biscuits de Baird sont en même temps multiples et égaux, des pairs, des frères dans la douleur; peut-être même veulent-ils dire « tu es ce que tu manges »? Kingsley Baird suggère que si cette tombe de biscuit était érigée dehors, elle serait rapidement détruite par les éléments ou dévorée par les animaux sauvages. Dans d'autres installations, il pousse encore plus loin le jeu morbide¹⁸, à l'instar de l'artiste Félix Gonzales-Torres, qui demandait au public de prendre et de manger les bonbons qu'il avait utilisés dans sa guerre contre le Sida¹⁹.

17. A. Becker, « Traces et tombes... », art. cit., p. 17.

18. Par exemple, dans l'installation temporaire *Stela*, au Musée d'histoire militaire de Dresde, en 2014, les visiteurs étaient invités à manger les biscuits du mémorial. Ce faisant, c'est comme s'ils consommaient symboliquement le souvenir des soldats morts, dans un rituel apparenté à l'eucharistie, mais aussi comme un acte cannibalesque. *Stela* voulait rappeler aux visiteurs notre complicité dans le fait d'envoyer nos concitoyens se battre et mourir pour la patrie.

19. A. Becker, « Traces et tombes... », art. cit., p. 17.



◀ Fig. 1. Sculpteur inconnu, statue de la Grande Guerre, La Boisselle, France.

▼ Fig. 2. Charles Sargeant Jagger (sculpteur) et Lionel Pearson (architecte), Royal Artillery Memorial (1925), Londres, Royaume-Uni. Détail : artilleur mort.

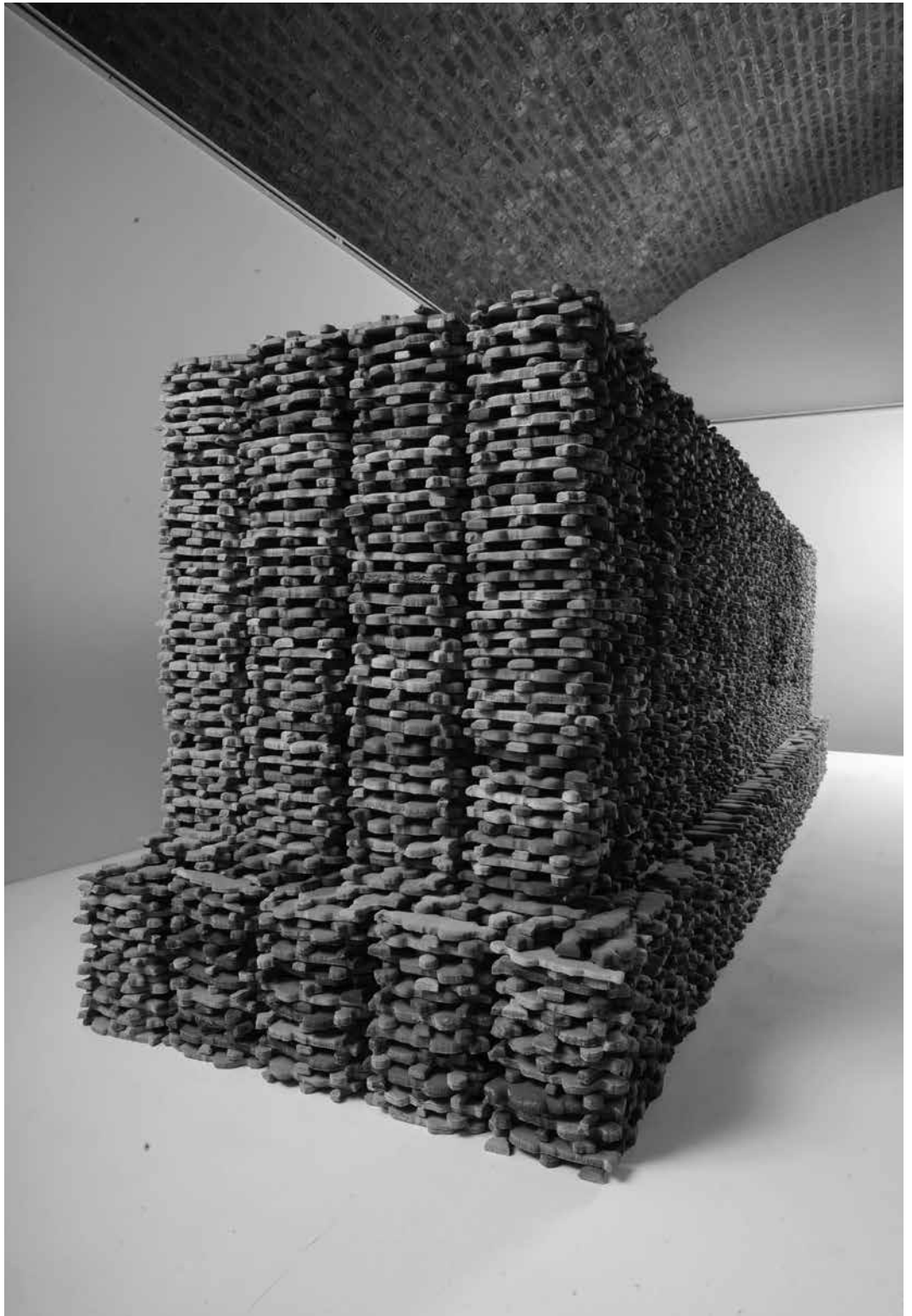




► Fig. 3. Kingsley Baird, *Tomb* (2013). Historial de la Grande Guerre, Péronne, France.

▲ Fig. 4. Sir Edwin Lutyens. Pierre du Souvenir, Caterpillar Valley Cemetery, Commonwealth War Graves Commission, Longeval, France.

▲▲ Fig. 5. Fosse du poilu, Historial de la Grande Guerre, Péronne, France.



Elle avait compris l'objectif principal de l'œuvre, qui était de représenter à la fois l'individu, différencié par son uniforme ou par sa forme (certains étaient intacts alors qu'à d'autres, il manquait un bras ou une jambe, grâce à des emporte-pièces modifiés), mais aussi la multitude, de par la production de masse.

Ces combattants du premier conflit mondial avaient aimé et haï, pleuré et chanté, joué et tué, chacun avait son individualité, sa façon d'être; dans la guerre, c'est l'accumulation d'hommes qui prime. L'œuvre nous rappelle cela : des moules ont créé une silhouette commune, la farine, la cuisson sont les mêmes. Et pourtant non, la boulangerie, même quand elle façonne des milliers de biscuits, ne peut pas être industrielle : ici un grumeau qui boursouffle un corps, là un coup de feu qui a bruni la surface de l'uniforme. Tous les biscuits sont semblables, ils sont tous différents²⁰.

Tomb, par sa composition sophistiquée, ses 18 000 biscuits – hasard et nécessité plastique, le nombre des morts néo-zélandais dans la Grande Guerre – passe du singulier qui représente le multiple, le soldat inconnu au multiple qui représente le singulier, un seul soldat dans un seul tombeau : *Tomb*. Et ce n'est pas un hasard si Kingsley Baird a justement construit la tombe du Soldat inconnu de Nouvelle-Zélande en 2004. 18 000 morts, 18 000 biscuits, 18 000 espaces entre eux; car *Tomb* est pleine de vides aussi, les 18 000 biscuits ne pourront jamais remplir ce trou, il est là, à l'infini, comme sur le Mémorial de Thiepval où Luytens a dessiné le sommet des briques de l'arche pour que l'on puisse toujours en rajouter une : le deuil est inextinguible²¹.

Annette Becker termine son essai en citant l'artiste Magdalena Abakanowicz, qui fournit une explication quant aux artistes contemporains de la Grande Guerre, à l'exploitation du sujet par les artistes modernes et à leur réinterprétation de la guerre pour le public actuel.

Je choisis d'utiliser le mot « inspiration », qui est pour moi la capacité subite à voir quelque chose de connu avec un nouveau regard, et à y percevoir des significations jusqu'alors inconnues. L'art est bien plus qu'un message intellectuel. Il exprime autrement ce qui ne peut être dit en mots, et bien plus encore. Je pense que la société a besoin de shamans, pour stimuler son imagination, questionner son existence, développer sa sensibilité, lui faire prendre conscience de problème qu'elle n'avait pas identifié²².

20. *Ibid.*, p. 18.

21. *Ibid.*, p. 19.

22. Magdalena Abakanowicz, *To the Rescue, Eight Artists in an Archive*, New York, American Jewish Joint Committee, 1993, p. 15.



►▼ Fig. 6 et 7.
Kingsley Baird, *Tomb* (2013).
Historial de la Grande Guerre,
Péronne, France.
Détails : emporte-pièce en
cuivre et biscuits-soldats.



Becker nous dit que « le souvenir de la Grande Guerre, et comment il est réprimé, ou volontairement oublié, nous hante²³ ». Peu ont œuvré autant qu'elle pour nous aider à accepter ce fantôme. Elle a très fortement contribué à notre compréhension de la guerre; de par son travail sur les thèmes de la mémoire, du traumatisme, de la présence et de l'absence et, tout particulièrement, pour autant que cela me concerne, sur l'interprétation de la guerre au travers des arts visuels. Les historiens comme Annette Becker sont aussi des « shamans ». Les artistes, confrontés à ses réflexions originales et inquisitrices, en ressortent éclairés, inspirés. Non seulement explique-t-elle leurs œuvres au public, mais elle valide aussi leurs créations avec des interprétations précises, critiques et justes. Une alliance symbiotique entre l'artiste et le théoricien contribue à une meilleure compréhension de la condition humaine et, ce faisant, à la cicatrisation des plaies de la guerre. De par ses écrits sur l'art en lien avec la Grande Guerre, Becker crée des liens entre le passé et le présent, renforçant cette idée que le passé n'est pas passé, « nous vivons [...] dans le passé, car il est lui-même vivant²⁴ ». Elle y parvient à travers sa vision d'une relation ininterrompue entre les artistes de la première guerre mondiale et ceux qui leur répondent aujourd'hui, quel que soit le conflit. La guerre fait partie intégrante de l'humanité et notre besoin de la comprendre via un processus créatif est aussi valide maintenant qu'il ne l'était en 1914-18. Becker continue :

Aujourd'hui nous voyons une génération née pendant la seconde guerre mondiale ou, plus tard, une génération née pendant d'autres conflits ou catastrophes, et qui consacre son travail aux relations entre l'art, le souvenir et l'oubli²⁵.

Tous butent sur la difficile représentation des brutalités et des cruautés : car en prétendant montrer les violences de guerre, on affirme qu'il est possible de voir ce qui paradoxalement signe la disparition du regard, la destruction des individus comme celle des objets. C'est pour cela que nombre d'entre eux ont exprimé une sorte de colère face à la prétention des objets, des musées et des mémoriaux à pouvoir tenir lieu de mémoire à la place des hommes et de leur perte. Contre cela l'art préfère les « trous profonds » (Apollinaire), entre recomposition et disparition. Dans ces récits spéculaires de la mort, dans la performance de la disparition

23. A. Becker, « How to Commemorate a 100-year-old Tragedy », *op. cit.*

24. C'est la remarque que fait la fille imaginaire d'Ivy Compton-Burnett dans *A Father and his Fate* (1957), citée dans D. Lowenthal, *The Past...*, *op. cit.*, p. 14.

25. A. Becker, « Traces et tombes... », *art. cit.*, p. 14.

d'êtres et d'illusions, les artistes prennent parti dans un débat qui est à la fois politique et esthétique²⁶.

Au-delà de sa capacité à tisser des liens entre les artistes et leur art à travers les âges, Becker peut aussi voir ce qui se cache dans les œuvres, ces « trous », les comprendre et les combler, en les révélant au public. Ainsi, elle explique que d'« Apollinaire aux artistes tout aussi conceptuels qui nous sont contemporains, tous ont bien compris que les combattants du premier conflit mondial ne seraient plus que des fantômes²⁷ ». Peu d'artistes ou d'historiens auront fait autant pour le souvenir de ces fantômes qu'Annette Becker. ■

26. *Ibid.*, p. 14-15.

27. *Ibid.*, p. 14.

CLAIRE MAINGON

APOLLINAIRE À LA TÊTE BANDÉE. LE POÈTE, L'HISTORIENNE ET LA GUERRE

Ce n'est pas un monument « de rien ¹ », ni même un monument de papier mais bien un portrait vivant de Guillaume Apollinaire qu'Annette Becker a dévoilé dans une biographie parue en 2009 sous le titre *Guillaume Apollinaire. Une biographie de guerre 1914-1918-2009* chez Tallandier, puis rééditée dans la collection Textos en 2014 ². Il ne s'agit naturellement ni d'un livre de souvenirs ³, ni d'une analyse littéraire des poèmes et écrits d'Apollinaire ⁴, ni même d'un récit strictement chronologique du parcours de Guillaume de Kostrowitzky dans la Grande Guerre ⁵. Poète-combattant, poilu, amoureux en guerre, patriote convaincu, grand blessé de guerre : toutes les facettes de l'écrivain sont simultanément révélées, creusées, croisées. L'auteure, en évitant les successions de dates et de lieux pour privilégier la temporalité mouvante de la création, sut mettre en évidence les contradictions d'un homme contradictoire : des mots aux maux, du consentement à la souffrance, de l'exaltation à l'ennui, de la camaraderie à la promiscuité, du désir de tuer à l'expérience de la blessure et de la mort. Celui qui envisageait la guerre comme une pièce d'Alfred Jarry, l'embrassant tel un cow-boy du Far West, en découvre finalement toutes les rudesses, les déceptions, les souffrances profondes. C'est la prise

1. J'évoque ici le projet de Picasso d'élever « une profonde statue en rien, comme la poésie et la gloire » à Guillaume Apollinaire après sa mort.

2. L'ouvrage fut réédité sous le titre *La Grande Guerre d'Apollinaire. Un poète combattant*, Tallandier, 2014. Le titre de l'édition de 2009 dit assez clairement, par sa chronologie (1914-1918-2009), qu'il s'agit de porter l'histoire vers le présent.

3. Tels que ceux publiés par Guy Cadou en 1945 (*Testament d'Apollinaire : témoignage*) ou André Billy en 1966 (*Avec Apollinaire : souvenirs inédits*).

4. Par exemple Guillaume Apollinaire, *Calligrammes, poèmes de la paix et de la guerre, 1913-1916*, dossier par Isabelle Schlichting, Belin, 2008.

5. Comme le propose David Hunter dans *Apollinaire, The Great War 1914-1918*, Londres et Chicago, Peter Owen, 2015.

de conscience d'un homme, un esprit extraordinaire, qui nous est contée, mais aussi la vie banale d'un soldat confronté au quotidien sur le front.

Annette Becker n'était pas la première à aborder cette période dans la vie du poète mais l'intérêt émanait, depuis les années 1950, des spécialistes de littérature et non d'historiens⁶. Apollinaire, poète-combattant, ne pouvait laisser l'historienne insensible, elle qui avait déjà pleinement abordé la contribution des artistes à l'édification de la mémoire de guerre, l'histoire des avant-gardes en guerre⁷. Concernant Apollinaire, c'était une gageure car les premières anthologies de poésie de guerre n'ont jamais inclus Apollinaire parmi les poètes du genre. Son nom n'apparaît pas, par exemple, dans *Les Poètes de la guerre, recueil de poésies* (parue en 1915)⁸, ni dans celle plus tardive (1957) des *Poètes français contre la guerre*⁹. Pourtant, comme le note Laurence Campa, professeur de littérature à l'université de Nanterre et collègue d'Annette Becker¹⁰, l'image du poète a commencé de changer depuis les années 1990. Débarrassée des polémiques concernant sa possible apologie de la guerre, portée par le renouveau des études sur la Grande Guerre, mais aussi par l'enrichissement du fonds Apollinaire à la Bibliothèque nationale¹¹, l'œuvre de guerre du poète était enfin reconsidérée. Pour exemple,

6. Dans le champ universitaire français, le grand spécialiste de l'œuvre d'Apollinaire fut Michel Décaudin, professeur de littérature à l'université Paris-Nanterre, puis à la Sorbonne. Il réédita, entre autres, *Calligrammes* en 1955, organisa des colloques consacrés au poète et accompagna la parution des écrits d'Apollinaire dans la Pléiade en 1971. Il préfaça l'édition des *Lettres à Lou*, ouvrage paru chez Gallimard en 1969. Ses travaux précèdent ceux de Laurence Campa, qui a repris certaines de ses recherches, mais a aussi initié un renouveau autour des études apollinariennes. Les recherches autour d'Apollinaire ont aussi mobilisé des spécialistes de littérature françaises outre-Manche comme John H. Field puis Peter Read.
7. Les premiers travaux d'Annette Becker sur la Grande Guerre ont concerné les monuments de mémoire (*Les monuments aux morts. Patrimoine et mémoire de la Grande Guerre*, Errance, 1998). Concernant les avant-gardes face à la guerre, voir son article « Créer pour oublier? Les dadaïstes et la mémoire de guerre », *14-18 Aujourd'hui*, n° 5, 2002, p. 129-143. En collaboration avec Philippe Dagen, *Otto Dix, Der Krieg / La Guerre / War / Guerra*, Milan, 5 continents, 2003. Plus récemment voir l'article « Les Arts » in Jay Winter (dir.) et Annette Becker (coord.), *La Première Guerre mondiale*, vol. III, *Sociétés*, Fayard, 2014, p. 539-562; A. Becker, *Voir la Grande Guerre : un autre récit, 1914-2014*, Armand Colin, 2014; préface d'A. Becker à la publication des lettres de guerre d'André Lurçat (Jean Lurçat, *Correspondances et écrits de guerre : 1913-1918*, Hermann, 2016, p. 5-13).
8. Hugues Delorme, *Les poètes de la guerre : recueil de poésies parues depuis le 1^{er} août 1911*, Berger-Levrault, 1915.
9. *Les poètes français contre la guerre*, Millas-Martin, 1957.
10. Laurence Campa est notamment l'auteure d'une biographie d'Apollinaire, très exhaustive et détaillée, chez Gallimard, en 2013.
11. Florence De Lussy, « Le fonds Apollinaire à la Bibliothèque nationale : de nouvelles pistes de recherche autour de *Calligrammes* », *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, 1995, n° 47, p. 349-370. La Bibliothèque nationale conserve notamment l'agenda militaire de 1915-1916 où se trouve relatée sa blessure.

l'historien Jay Winter fait figurer Apollinaire dans son article sur les poètes de guerre paru en 1994¹². S'en suivront, notamment, les travaux de Nicolas Beaupré¹³. En 2005, une exposition intitulée *Apollinaire au feu* était organisée à l'Historial de Péronne, dont Annette Becker codirige le centre de recherches¹⁴. Cette exposition, préparée par Laurence Campa, présentait certains documents et objets méconnus et replaçait la trajectoire d'Apollinaire dans le contexte plus général de la guerre¹⁵.

Au tournant du XXI^e siècle, Apollinaire devint donc le grand poète français de la Grande Guerre, l'image aussi du volontaire étranger blessé pour la défense de la France. Ainsi, en 2008, l'extrait d'une lettre à Lou a été lu aux obsèques du dernier ancien combattant de la Grande Guerre, Lazare Ponticelli¹⁶. Depuis, dans le cadre des expositions commémoratives du centenaire de la Grande Guerre, certains dessins d'Apollinaire furent montrés en regard d'autres productions de la guerre¹⁷. À travers l'ouvrage d'Annette Becker, la guerre d'Apollinaire se révèle maïeuticienne autant que mortifère. La poésie y apparaît non comme une simple illustration de l'histoire, mais comme un nouveau défi esthétique.

Simultanéité

Simultanéité : ce terme traduit le fait que deux évènements se produisent en même temps. C'est bien sous le signe de cette étrange temporalité que se place le récit de guerre d'Annette Becker. Simultanéité mais, d'abord, simultanéisme. Ce mot renvoie à une sensibilité artistique, inspirée par le contraste simultané des couleurs hérité du néo-impersonnisme, portée par Robert et Sonia Delaunay dans les années 1910 mais aussi par le mouvement futuriste.

12. J. Winter, « Les poètes-combattants de la grande guerre, une nouvelle forme du sacré », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 41, janvier-mars 1994, n° spécial, *La guerre de 1914-1918. Essais d'histoire culturelle*, p. 67-73.

13. N. Beaupré, *Écrire en guerre, écrire la guerre. France, Allemagne 1914-1920*, CNRS Éditions, 2006, préface d'A. Becker.

14. L'exposition s'est tenue du 1^{er} avril au 30 septembre 2005. Catalogue de l'exposition *Apollinaire au feu*, Historial de la Grande Guerre, 2005.

15. Voir la critique de N. Beaupré dans son article « La guerre comme expérience du temps et le temps comme expérience de guerre. Hypothèses pour une histoire du rapport au temps des soldats français de la Grande Guerre », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 117, 2013/1, p. 166-181.

16. Voir L. Campa, *Poètes de la Grande Guerre. Expérience combattante et activité poétique*, Garnier Classiques, 2010, p. 43-44.

17. Catalogue de l'exposition du musée de l'armée *Vue du front. Représenter la Grande Guerre*, Somogy, 2014.

Apollinaire, qui accompagna la naissance du cubisme, se rallia au plus vite au simultanisme, défendant les uns et les autres. Il fut aussi de ceux, avec Henri-Martin Barzun, à revendiquer la création d'une poésie simultaniste, travaillant sur le rythme et le contraste des mots. Le premier livre simultaniste, *La Prose du Transsibérien et de la petite Jeanne de France* (1913), est en revanche l'œuvre commune du poète Blaise Cendrars et de Sonia Delaunay. Apollinaire continua de mettre en application ses principes poétiques au cours de la guerre, en associant notamment un dessin à des mots. L'effet de la poésie devient visuel et sonore. La guerre, comme le montre Annette Becker, a brisé les liens entre Apollinaire et Delaunay, le premier considérant le second comme un déserteur à la patrie. L'historienne montre aussi que le poète a su garder des contacts étroits avec d'autres membres de l'avant-garde, notamment Picasso auquel il ne reprochait pas aussi vertement son manque d'engagement, et qui le peignit plusieurs fois en soldat.

Apollinaire se rêve et se révèle poète en guerre, mais aussi poète-combattant et épistolier. Il inonde de lettres, de cartes postales et de poèmes ses amis, en premier lieu Lou, son amour malheureux remplacé par Madeleine. Dans ses poèmes, les voix du poète se confondent, se mêlent, jusqu'à faire émerger un soi poétique spécifique à la guerre. Devenu brigadier masqué, son double au cœur du recueil *Le Poète assassiné*, Apollinaire représente son moi de guerre porteur d'un masque de parade contemporain des masques à gaz et des cagoules distribués aux combattants. Son dessin du brigadier masqué (*Autoportrait en cavalier masqué décapité*, Paris, musée de l'armée, 1916) apparaît influencé par les théories simultanistes, le fond rappelant les contrastes simultanés des œuvres de Sonia et Robert Delaunay.

Simultanéité, de nouveau, entre la modernité de Marcel Duchamp et celle d'Apollinaire. En 1917, alors qu'il est revenu à Paris suite à sa blessure, Apollinaire porte à la scène une œuvre de jeunesse, *Les Mamelles de Tirésias*. Le sujet de ce drame croise deux thématiques : le natalisme et l'antimilitarisme. Thérèse / Tirésias jette par la fenêtre un urinal, symbole pour elle de l'objet quotidien, de fabrication industrielle. Radicalité de l'acte, Apollinaire rejette les valeurs de la société contemporaine, sérieuse, bien-pensante. À la même époque, Duchamp réalise et expose son ready-made *Fountain*, un urinoir renversé. Radical du geste, l'auteur de « l'objet du siècle¹⁸ » transforme un objet tout fait en une œuvre d'art, déroutante pour l'époque.

18. Gérard Wacjman, *L'objet du siècle*, Verdier, 2012.

Simultanéité encore entre la figure du héros et du blessé de guerre, qu'Apollinaire cultive après sa blessure. Dans la poursuite d'une posture héroïque, héritée du XIX^e siècle, l'ancien combattant se promène, sanglé dans son uniforme de poilu, pour éviter d'être pris pour un embusqué, exhibant volontiers ses médailles (comme le montrent les portraits dessinés par ses amis, dont Picasso). Signalons que le peintre et aveugle de guerre Jean-Julien Lemordant, bien moins connu que le poète, cultive une posture similaire au même moment qu'Apollinaire¹⁹. Et simultanéité plus tragique encore de la concordance de sa mort, le 9 novembre 1918, avec l'abdication de Guillaume II.

Apollinaire-soldat, volontaire et patriote

La notion de consentement à la guerre est une pierre d'achoppement qui divise les historiens spécialistes de cette période. Les combattants ont-ils consenti, ont-ils été contraints ? Comme l'a montré Antoine Prost, une opposition trop dualiste relève de l'artificialité²⁰. Annette Becker, à travers diverses interviews, n'a jamais caché sa vision du sujet. « Tout le mystère est là : massivement, la chair à canon a accepté d'être de la chair à canon²¹. » Comme elle le confia dans une interview, l'une des raisons qui l'a fait choisir Apollinaire (après avoir écrit plusieurs monographies dont celle du sociologue Maurice Halbwachs²²), est son statut d'immigré :

Apollinaire est passionnant pour moi, parce qu'il était un étranger devenant français dans la guerre, un patriote, un critique d'art et un grand écrivain²³.

Apollinaire, en effet, né à Rome de père inconnu – sans re-père, donc – était de nationalité russe (Polonais) et a passé sa jeunesse sur la Riviera.

19. Voir le développement Apollinaire/Lemordant dans Claire Maingon, *Mains coupées sur paupières closes. Blessures, mutilations subies et sublimées des artistes (1914-1930)*, PU de Rouen et du Havre, 2018.

20. L'historien Antoine Prost approuvait lui aussi cette thèse du consentement à la guerre. « Si l'on voulait bien tenir compte de tous les témoignages, on verrait de la contrainte dans le consentement, en inversement » (Antoine Prost, « Controverses », *Le Mouvement social*, n° 199, 2002/2, p. 98).

21. Propos d'A. Becker cités dans Jean Birnbaum, « 1914-1918, guerre de tranchées entre historiens », *Le Monde*, 10 mars 2006.

22. A. Becker, *Maurice Halbwachs : un intellectuel en guerres mondiales 1914-1945*, Noësis, 2003.

23. Évelyne Cohen et Pascale Goetschel, « Annette et Jean-Jacques Becker, deux regards sur la Grande Guerre. Entretien réalisé par Évelyne Cohen et Pascale Goetschel, le 22 septembre 2011 », *Sociétés & Représentations*, vol. 32, n° 2, 2011, p. 193-216.

Installé à Paris en 1900, passionnément francophile, il s'enracine dans le milieu de l'avant-garde, devient un homme convoité. Souffrait-il, profondément, de déracinement, d'un manque d'ancrage? Son désir de s'engager dans l'armée française en 1914 fut puissant. Il avait déjà tenté, sans succès, d'être naturalisé français. La guerre peut lui offrir cette opportunité, à l'instar de Blaise Cendrars, poète suisse désireux d'être naturalisé. Dans la guerre, Apollinaire éprouve donc sa francité. Il compose d'ailleurs un poème à « La France » en 1915. « Poète honore-la », écrit-il, conjuguant patriotisme et sexualité. Engagé volontaire, non dans la Légion étrangère comme il se devrait, mais dans l'armée française à Nice en novembre 1914, il appartient au 38^e régiment d'artillerie cantonné à Nîmes. On ne sent guère peser sur lui la contrainte du commandement. Il devient assez rapidement élève officier, et fier de l'être, malgré la dureté de sa formation d'artilleur monté.

Après sa mort, un vers sorti de son contexte fut reproché au poète : « Ah Dieu! que la guerre est jolie!²⁴ » Une même incompréhension a concerné Fernand Léger au sujet d'une phrase retrouvée dans ses lettres de guerre. Le peintre écrit adorer Verdun²⁵. Léger aborde la guerre en artiste, remarque son enjeu esthétique, mais il ne fait pas plus l'apologie de la guerre qu'Apollinaire. C'est mal les lire. Tous les deux, en effet, n'acceptent ni l'inhumanité, ni la violence de la guerre. Comme l'écrivit André Masson, « [Apollinaire] a fait tout simplement l'apologie de la vie dans la mort²⁶ ». Par exemple, Apollinaire fut cruellement touché par la mort sur le front de René Dalize en 1917, son plus ancien meilleur ami. Il considéra cette perte comme l'un des plus tragiques événements de sa guerre.

En somme, on a reproché au poète son patriotisme acharné. Annette Becker nous rappelle au contraire qu'il était banal, notamment dans sa vision caricaturale des Allemands (comparés à des « cochons », selon une métaphore animalière classique dans le discours de propagande germanophobe). Le poète, pourtant, parlait la langue de Goethe et connaissait l'Allemagne, terre de partage des avant-gardes au cours des années 1910²⁷. La guerre exacerbe son antisémitisme car Apollinaire ne voulait pas être assimilé aux juifs

24. Premier vers de « L'Adieu au cavalier », dernier poème de la suite intitulée *Le médaillon toujours fermé*, envoyée le 26 août 1915 à Marie Laurencin. Ce cycle fut inséré dans *Calligrammes* paru 1918. Laurence Campa montre que ces vers n'attirèrent pas, de prime abord, l'attention avant d'être jugés polémiques après la seconde guerre mondiale. Voir L. Campa, *Poètes de la Grande Guerre...*, op. cit., p. 40.

25. Fernand Léger, lettre à Poughon, 23 nov. 1916, dans *Une correspondance de guerre*, Les Cahiers du musée national d'Art moderne, hors-série/archives, Centre Georges Pompidou, 1997, p. 72.

26. Cité dans A. Becker, *Guillaume Apollinaire...*, op. cit., p. 96.

27. Béatrice Joyeux-Prunel, *Les avant-gardes artistiques (1848-1918)*, Gallimard, 2016.

polonais. Au contraire, il cultive son catholicisme, partageant le retour vers les autels des Français²⁸. Bien qu'il se revendique d'une pratique orthodoxe, Apollinaire vit une espèce de syncrétisme, mêlant des croyances catholiques et superstitieuses, cumulant les amulettes et les breloques apotropaïques. C'est l'un des aspects les plus savoureux de ce livre, mais aussi des plus touchants. Comment se protéger de la mort ? Telle est au fond la question que se sont posée tous les Poilus.

Le poète à l'épreuve de la vie de tranchée

Apollinaire est porteur d'un mythe. Rien ne semble dans les normes chez cet homme exceptionnel, à l'aura charismatique, à l'écriture aussi prolixue que son insatiable appétit de la vie. Son entrée en guerre, quête de modernité que traduit le poème « La Petite auto », n'est pas exceptionnelle, si l'on excepte les difficultés de son engagement en tant qu'étranger, apatride. Comme de nombreux Français, il se trouvait en vacances avec son ami André Rouveyre. Il ne croyait pas plus à la possibilité d'une guerre que le peintre Dunoyer de Segonzac, en congés lui aussi et sommé de remonter au plus vite sur Paris. « J'ai eu raison de *m'affoler* – écrivait-il à son jeune ami Yves Alix resté à Saint-Tropez – car je suis arrivé à Paris pour constater mon retard de 10 heures sur mon ordre de mobilisation. Je n'ai même pas pu embrasser les miens...²⁹ » L'heure est à la précipitation.

L'arrivée d'Apollinaire dans le monde des tranchées, après une formation militaire un peu rude, date d'avril 1915. Il a déjà écrit nombre de poèmes de guerre sans jamais avoir vu le front. Loin de la vie de jouissance et d'hédonisme qu'il mène à Paris, Apollinaire traverse la guerre comme un simple soldat (mais élevé au grade d'officier dans l'artillerie), confronté à la vie populaire et inquiète des tranchées. À l'instar de bien d'autres, il a laissé derrière lui ses amours, Madeleine à laquelle il est fiancé, mais surtout Lou, rencontrée « dans une fumerie d'opium » fin septembre 1914³⁰. Voilà qui les prédestinait à des amours chimériques. C'est à elle qu'il écrit tout au long de l'année 1915.

28. A. Becker, *La guerre et la foi : de la mort à la mémoire, 1914-1930*, Armand Colin, 1994.

29. Lettre de Dunoyer de Segonzac citée dans Yves Alix, *Notes sur l'art, 1912-1940 : témoignage*, Association Les Amis d'Yves Alix, 2000, p. 22.

30. André Billy, « Préface » in G. Apollinaire, *Œuvres poétiques complètes*, Gallimard, 1965, p. xxxiii.

La vie d'Apollinaire sur le front est banale, soumise aux mêmes vicissitudes et impératifs que celles de tant de combattants anonymes. Il ne peut se raser, est confronté au manque d'hygiène, cultive l'argot des tranchées, s'attendrit sur les photographies de sa belle, attend les permissions, se penche sur sa table d'écriture pour y multiplier les lettres qu'il adresse à toutes ses femmes de guerre, attend le vagemestre. Fait plus marquant, il fait aussi connaissance avec le Feu, l'angoisse de la mort. Apollinaire s'entoure de croyances, mêlant, écrit l'historienne, « foi, désir patriotique et proches ». Pratique banale. Apollinaire prie Dieu, pour qu'il préserve ses amours avec Lou, admire Jeanne d'Arc, cette sainte des frontières dont le culte a connu un véritable renouveau pendant la guerre. À Reims, il ramasse des éclats de vitraux, devenus les reliques d'un monde disparu. Apollinaire collectionne les médailles, fabrique lui-même des bijoux de tranchées comme des milliers d'autres soldats anonymes. Son regard, ses attentions, ses obsessions, sont à la fois anodins et singuliers, preuve qu'il n'est pas tout à fait un Poilu comme les autres.

Cette réalité, à la fois banale, rude et cruelle, est transcendée par Apollinaire dans sa poésie de guerre. « La Tranchée » est, selon l'historienne, l'un de « ses plus beaux poèmes de guerre ». Il se montre par exemple très attentif aux lumières et aux bruits de la guerre. « Que c'est beau ces fusées qui illuminent la nuit », écrit-il dans le poème « Merveille de la guerre ». La guerre serait l'équivalent d'un opéra baroque, souligne Annette Becker. Le son est une dimension abstraite, impossible à restituer, mais dont la rétrocession par la peinture et la poésie préoccupait déjà les avant-gardes avant la guerre. Certains peintres, d'ailleurs, ont émis des tentatives pour rendre compte de ce que représente l'univers sonore de la guerre, notamment Félix Vallotton et Gino Severini. L'évocation du bruit de la guerre traverse d'ailleurs toutes les œuvres des écrivains combattants, de Clavel à Remarque, Barbusse et Genevoix. Si les bruits de la guerre sont dignes d'un opéra, ils prennent aussi la forme d'une plainte (un *lamento*), comme l'écrit Apollinaire : « Les obus gémissent d'une façon déchirante. » Les sons, miaulements de la guerre, ont des accents de métal. Il faut entendre dans la guerre une « simple et rude symphonie ». Fernand Léger évoque, quant à lui, Verdun comme une « fête du bruit ³¹ ». Pour Apollinaire, même les armes ont une âme, bien qu'elles soient mortifères. Comme Fernand Léger, une nouvelle fois, le poète est fasciné par l'obus-roi, le canon viril (lui qui est canonnier), la modernité des armements dont le métal étincelle et rougeoie. Il demeure fidèle à la préoccupation des

31. Fernand Léger, lettre à Poughon, 23 nov. 1916, dans *Une correspondance de guerre*, op. cit., p. 63-64.

avant-gardes pour la technologie et la technicité. Apollinaire emploie souvent des métaphores, par exemple lorsqu'il parle des canons qui peuvent devenir des « vagues tempêtes³² ». Apollinaire « danse avec sa mort³³ », écrit Claude Debon, réactualisant le vieux thème eschatologique de la danse macabre, l'un des plus anciens à orner les cimetières et à nourrir la poésie médiévale.

Après avoir quitté le front, Apollinaire en éprouve une grande nostalgie, un sentiment partagé par d'autres artistes et intellectuels, comme Pierre Teilhard de Chardin. Annette Becker détaille le rituel qui rattachait le poète à son expérience combattante après sa blessure, ne quittant pas son uniforme, s'indignant contre les embusqués; il finit par travailler pour la censure ce qui peut sembler un comble pour un poète de l'avant-garde mais lui permit, sans doute, d'être le protecteur d'autres écrivains.

L'amour en guerre, l'exaltation de la virilité

Georges Bataille l'a écrit : l'érotisme est intimement lié à la mort³⁴. Tout au long du livre d'Annette Becker, la guerre apparaît comme une épreuve de virilité pour Apollinaire, une manière de se confronter à lui-même. Le poète anticipe même sa mort dans « Si je mourais là-bas... », écrit pour Lou alors qu'il n'a pas encore approché le front. La guerre est un théâtre pour mettre en scène sa masculinité, son ardeur, sa puissance virile. « Je te désire en ce moment à faire sauter ma braguette d'artilleur », avait-il écrit à sa Lou en décembre 1914. Si son écriture est singulière, sa quête de virilité l'est moins. Beaucoup de jeunes hommes ont vécu l'entrée en guerre comme un rite de passage leur permettant de quitter l'enfance pour l'âge adulte, de devenir des hommes – ce que note le philosophe Alain dans *Mars ou La guerre jugée* en 1921. Par ailleurs, le XIX^e siècle est lui-même porteur d'une association entre masculinité, virilité et militarisme, comme l'ont montré les travaux d'Anne-Marie Sohn³⁵.

L'apparition de l'érotisme dans l'écriture d'Apollinaire est antérieure à 1914 (*Les Onze mille verges*, 1907) mais le contexte de la guerre lui donne l'occasion d'éprouver une ardeur nouvelle, et surtout le confronte à la frustration en étant éloigné de Lou. Il la désire, lui promet des retrouvailles charnelles et

32. « Simultanéités », *Œuvres poétiques complètes*, op. cit., p. 285.

33. Claude Debon, « Danse avec la mort » in *Apollinaire au feu*, op. cit., p. 63.

34. Georges Bataille, *L'Érotisme*, Minuit, 1957.

35. Anne-Marie Sohn, « Sois un homme ! » *La construction de la masculinité au XIX^e siècle*, Seuil, 2009.

exaltées. Jamais sa poésie ne s'est montrée si érotique, voire pornographique, que pendant la guerre. Apollinaire associe érotisme et martialité. Annette Becker montre combien Apollinaire a besoin de ces présences féminines alors qu'il est au front (Lou, Madeleine, Jeanne Yves-Blanc, Mireille Havet, Georgette Catelain), comme une lueur, une douceur qui maintient un lien avec le passé et l'avenir, le front militaire et le front domestique.

Les poèmes à Lou occupent, comme il se doit, une place centrale dans cette biographie car Lou, objet du désir, objet du fantasme, est devenu un sujet poétique. Un choix parmi ces poèmes avaient fait l'objet d'une réédition quelques années avant la parution du livre d'Annette Becker³⁶, mais leur première édition date de 1947 (sous le titre *Ombre de mon amour*, Genève, puis édition sous le titre *Poèmes à Lou* en 1955). Il s'agit de poèmes – parfois sous forme de calligrammes – où l'amour, le désir, se mêlent à la temporalité de la guerre. Dans « Je pense à toi », Apollinaire se languit, compare la grâce de son corps à ceux des canons français, sa voix aux fanfares de l'armée. Dans « Je t'adore mon Lou », sa belle est « son uniforme », elle est la « flamme » qui lui donne espoir. En faisant l'éloge de sa beauté, il fait aussi l'éloge de l'armée, tout en soulignant souvent le chaos de la guerre. Mais tous datent de l'année 1915, avant la désillusion du poète, puis sa blessure.

La blessure de guerre

La blessure du poète est l'un des thèmes centraux du livre d'Annette Becker, car elle représente une véritable césure dans la vie d'Apollinaire soldat. Il y eut un avant et un après. Le poète est blessé à la tempe droite par un éclat d'obus le 17 mars 1916, au Bois des Buttes, près du Chemin des Dames. La blessure aurait eu lieu alors qu'il lisait l'un de ses propres articles dans *Le Mercure de France*, grande revue de l'époque. Julien Bogousslavsky, neurologue suisse, considère qu'Apollinaire peut être compté parmi les blessés neurologiques³⁷. De fait, sa blessure eut des conséquences graves. Apollinaire fut trépané, comme Georges Braque, blessé à la tête lui aussi. Selon ses amis, le poète avait changé après son opération. Il est physiquement diminué. « Je

36. G. Apollinaire, *Si je mourais là-bas. Poèmes de la Grande Guerre*, préface de Jean Rouaud, illustrations d'Olivier Charpentier, Complexe, 2006.

37. Julien Bogousslavsky, « L'amour perdu de Gui et Madeleine, le syndrome émotionnel, comportemental et temporal droit de Guillaume Apollinaire », *Revue neurologique*, n° 159, 2003, p. 171-179.

vais beaucoup mieux mais avec de grands étourdissements encore et une impotence fonctionnelle du bras gauche³⁸ », écrit-il à Madeleine en 1916. Peter Read estime qu'Apollinaire a davantage dessiné qu'écrit à l'issue de sa blessure, peut-être parce que cet exercice lui demandait moins d'effort³⁹. Il continue cependant d'écrire, de donner des pièces, et surtout de rassembler ses travaux. Apollinaire compose le recueil *Calligrammes, poèmes de la paix et de la guerre 1913-1916* qui réunit des textes d'avant-guerre et de la guerre, paru avant sa mort (et réédité en 1925)⁴⁰.

Si elle le diminue, la blessure élève aussi Apollinaire au rang de héros de guerre, héritier des combattants antiques. Dans les discours et les récits, la figure du soldat blessé n'a cessé d'être héroïsée depuis les guerres révolutionnaires⁴¹. La blessure du poète est la preuve de son sacrifice pour la patrie. D'après Annette Becker, elle devient la « métonymie de l'engagement ». Importe-t-il qu'Apollinaire ait été touché par un obus à la tête, protégée par son casque, alors qu'il lisait tranquillement le journal dans la tranchée ? Tout comme il est moins glorieux pour un soldat de mourir à l'hôpital plutôt que sur le champ de bataille, Apollinaire saura lui-même rehausser d'éclat l'événement de sa blessure. Il en a fait un sujet d'écriture, ce qui est sans doute la plus belle manière de lui attribuer une valeur maïeuticienne et sacrée. *Le Poète assassiné*, qui concourut pour le Prix Goncourt sans être primé, parut en 1916. Dans ce recueil, la mort est un thème omniprésent. Si les textes datent de l'avant-guerre, la couverture ornée d'un dessin de Capiello est une référence directe à Apollinaire en guerre. Il représente un cavalier errant, largement blessé à la tête. La nouvelle du brigadier masqué, rajoutée au moment de la publication, ferme le livre. Qui est le double du poète ? Est-il le ressuscité ? Est-il le brigadier ?

Venu à cheval jusqu'aux lignes, avec une corvée de rondins, et enveloppé de vapeurs asphyxiantes, le brigadier au masque aveugle souriait amoureusement à l'avenir, lorsqu'un éclat d'obus de gros calibre le frappa à la tête⁴².

38. G. Apollinaire, *Lettres à Madeleine*, Gallimard, 2005, p. 452.

39. Peter Read, « Apollinaire et le brigadier masqué. Lecture de trois aquarelles », *Guillaume Apollinaire*, n°22, 2007, p. 91-107.

40. Le recueil *Calligrammes* est composé de six parties : « Ondes », « Étendards », « Case d'armons », « Lueurs des tirs », « Obus couleur de lune » et « La tête étoilée ».

41. Michel Biard et C. Maingon, *La souffrance et la gloire. Le culte du martyr, de la Révolution à la Verdun*, Vendémiaire, 2018.

42. G. Apollinaire, « Cas du brigadier masqué c'est-à-dire le poète ressuscité » in *Œuvres en prose*, t. 1, Gallimard, 1977, p. 385.

Il est presque insupportable que cette blessure glorieuse n'ait pas été la cause de la disparition du poète mais bien la grippe espagnole, épidémie contagieuse qui fit plus de victimes que la guerre elle-même. Le poète n'était pas mort en un Dieu solaire, de la belle mort héroïque des combattants grecs. Ses propres amis ne voulurent pas l'admettre et préférèrent garder l'image du poète-combattant, « mort pour la France ».

Apollinaire a consenti à la guerre, avec tout le sens qu'Annette Becker attache à cette notion : un consentement pour un renouveau. Apollinaire n'espérait-il pas faire renaître sa poésie dans la guerre ? N'est-ce pas, avant tout, une quête esthétique qu'il poursuit en devenant soldat, celle d'un nouvel esprit dans un nouveau corps, plus viril et martial ? L'ouvrage dévoile aussi, en filigrane, un portrait de l'historienne, croisant ses grands thèmes de prédilection : la religion, la création, les écrivains et les historiens en guerre, le lien entre le front et les civils. Son écriture libre le rend vivant. La parution de cette biographie fut pour moi une révélation. Trois ans auparavant, en 2006, je me souviens avoir acheté dans une librairie de musée *Les poèmes à Lou*. Je voulais lire les pensées que le prince de l'avant-garde envoyait à son amour passionné et malheureux, depuis les froides tranchées de la Champagne. Sentir comment l'érotisme se mélange au soufre de la guerre. Les photographies connues du poète blessé, dont les chroniques d'art s'étaient révélées si importantes pour mes recherches en histoire de l'art, exerçaient sur moi une certaine fascination. L'ouvrage d'Annette Becker me proposa un nouveau regard sur une figure de l'avant-garde artistique confrontée à l'expérience combattante. Cette approche de la grande histoire européenne par le prisme de l'expérience individuelle est l'une des particularités du travail d'Annette Becker, par opposition, peut-être à son père⁴³. Franchise, énergie, singularité : je retrouvai dans ce livre les qualités humaines de l'historienne qui m'a rendue, à mon tour, historienne du sensible, et je l'en remercie. ■

43. É. Cohen et P. Goetschel, « Annette et Jean-Jacques Becker... », art. cit., p. 193-216.

CAROLINE FONTAINE

LA COUSETTE DE LA SALLE 3

La création de l'Historial de la Grande Guerre et la confrontation induite aux objets des collections, dans un face-à-face souvent inédit, ont certainement une place particulière dans la carrière d'Annette Becker.

Au cours des années 1980, le conseil départemental de la Somme a souhaité créer un musée sur la bataille de la Somme. Bataille presque totalement oubliée des Français et des Allemands, toujours très présente, en revanche, dans la mémoire des peuples constituant l'empire britannique de cette période.

L'originalité de ce projet mérite que l'on s'attarde sur sa genèse. Le conseil départemental en réunissant des historiens de différentes nationalités¹, dont Annette Becker, pour réaliser le parcours muséal, a fait preuve d'une audace que l'on a du mal à mesurer aujourd'hui, tant cela semble aller de soi. Cela dit, au vu d'autres lieux construits depuis, on voit bien que cette démarche n'a rien d'évident. Force est de constater que le nationalisme n'est jamais très loin d'un sujet comme la Grande Guerre. Mais ici, au contraire, le département de la Somme affiche la volonté farouche d'édifier un musée à dimension européenne.

C'est grâce à un travail de groupe que les historiens – réunis en Centre de recherche en 1989 – ont réussi à dépasser un récit strictement national pour essayer de montrer une histoire transnationale de la Grande Guerre.

Autre grande originalité du projet, ces historiens ont travaillé avec toute l'équipe : l'architecte Henri Ciriani, le « muséographe » Gérard Rougeron bientôt remplacé par Adeline Rispal, le conservateur Hugues Hairy et Jean-Pierre Thierry, érudit passionné, chercheur insatiable et « constituteur » de la collection. Ainsi, ils ont pris part aux décisions et aux choix, notamment

1. Jean-Jacques Becker (France), Jay Winter (États-Unis), Gerd Krumeich (Allemagne), Stéphane Audoin-Rouzeau (France).

scénographiques. Peu à peu, le projet prend de l'ampleur et l'idée d'un musée uniquement centré sur la bataille de la Somme est abandonnée.

Il n'est pas si courant pour un historien d'avoir la possibilité d'exprimer sa représentation de l'histoire en trois dimensions, intelligible par un public hétérogène. Annette a participé avec passion, avec ce groupe d'historiens-amis, à ce vaste chantier.

Les textes sont écrits, le bâtiment est construit et les collections sont constituées. Pour certains historiens, le choc est grand devant l'immense fonds sagement rangé sur les rayonnages des réserves des archives départementales. Un ensemble hétéroclite et merveilleux pour ceux qui savent voir et entendre. Certains pourront passer des heures dans ces lieux sans jamais être interpellés quand d'autres y trouveront bien plus qu'ils n'allaient y chercher. C'est un fait, ces objets ont tous quelque chose à raconter, à condition d'avoir un interlocuteur attentif. Leur voix est si faible, mais ce qu'ils chuchotent mérite que l'on s'y attarde. Annette Becker fait partie du petit cercle, de ceux qui savent entendre et partager. Toutes les personnes qui ont eu la chance de visiter le musée avec elle peuvent en témoigner.

Un seul exemple : quelle expérience de l'entendre prêter sa voix à un petit objet, installer dans la fosse allemande de la salle 3, presque invisible aux visiteurs pressés ! Un nécessaire à couture artisanal, en feutre, brodé en laine rouge d'une croix de fer et de la devise militaire allemande *Gott mit uns* (« Dieu avec nous »). Mais en regardant de plus près – et Annette est experte –, *uns* (« nous ») a été remplacé par *dir* (« toi »). Tout est là : la polysémie de la croix et de sa couleur, la maxime détournée. Annette nous donne à comprendre l'amour et l'espoir dont cet objet est porteur. Subitement, c'est la créatrice de l'objet qui fait irruption dans la salle. Annette a ainsi décillé de nombreux regards dans sa passion de transmettre. ■



▲ Trousse de couture allemande, 8 x 7 cm. Collection Historial de la Grande Guerre (Péronne).

NATACHA NISIC

**LES RENCONTRES.
ESQUISSE POUR UN ROMAN-PHOTO**

Photogrammes extraits de *Plutôt mourir que mourir*, film, 2017



Octobre 2015 - Annette évoque les creutes de Picardie, ces lieux sombres pris dans la pierre où campaient les soldats français et anglais puis allemands et américains tout au long de la Grande Guerre. Nous avançons dans la forêt à la recherche de l'entrée d'une caverne tenue secrète, couverte de statues et d'effigies réalisées par les soldats eux-mêmes. Après une longue marche, nous découvrons un soldat mort.



Juin 2017 – Annette revient des États-Unis, elle est épuisée mais heureuse de ce voyage. Elle rapporte des documents exceptionnels sur l'engagement des soldats américains lors de la première guerre mondiale, et notamment celle des natifs américains. Elle évoque avec émotion une danse rituelle, une scène étrange, un jeune Pueblo portant un uniforme de soldat semblait reproduire pas à pas les mouvements de la danse du serpent des Hopis. Elle se rend compte combien ce souvenir est insolite, elle hésite avec une image fictive, une pure invention faite de compositions d'autres histoires qu'elle aurait entendues et qui se seraient métamorphosées. Troublée, Annette se met à rire. Tout cela est-il vraiment important ?



Août 2019 – Le lexique des historiens aurait banni ces mots : magie, superstition, et pour de bonnes raisons. Pourtant, après des années de travail, Annette décide de réhabiliter une part d'irrationnel dans ses textes. Non pas qu'il faille opposer la raison à la vie, ou plutôt convoquer la raison contre la mort, mais plutôt se saisir de tout ce qui lui résiste, l'insondable, l'irréparable, la limite, la violence. De retenir tout cela, de le faire venir à soi, de le regarder, peut-être le classer, ou tout au moins le mettre de son côté pour l'apprivoiser. Elle décide de photographier tout ce qu'elle ne peut dire. ■

MATTEO CAPONI

BOMBARDEMENTS ET DESTRUCTIONS D'ÉGLISES EN ITALIE PENDANT LA GRANDE GUERRE

Les bombardements et les destructions des églises italiennes pendant la Grande ont constitué un sujet généralement relégué au rang des disciplines d'histoire de l'art, sans être abordé dans ses implications politiques et culturelles plus profondes. En fait, l'historiographie a depuis longtemps perçu l'importance de l'espace ecclésiastique dans la gestion du deuil de masse. Les églises ont été des lieux de mémoire fondamentaux dans la reconstruction du paysage mental de la sortie de guerre. Il suffit de penser à la monumentalisation capillaire du culte des morts, destinée à établir et perpétuer une sorte d'*union sacrée* dans la pierre, pour reprendre l'heureuse expression d'Annette Becker¹. Cibles dans la guerre totale qui frappait les civils², les édifices sacrés ont été eux-mêmes des traces et des témoignages d'un paysage matériel radicalement transformé par la violence sans précédent de la guerre industrielle³.

Les publications et les initiatives concernant la destruction des églises ont eu une place importante, d'abord dans la propagande de guerre, puis dans le débat sur la reconquête des zones dévastées par les opérations militaires. Autour des églises réduites à l'état de ruines et détruites, dans les années vingt et trente, existait un enjeu à forte valeur symbolique, dans lequel les intérêts d'acteurs multiples n'étaient pas toujours convergents. D'une part, la reprise de l'architecture sacrée traduisait le rêve catholique intransigeant de reconquête d'un espace public de plus en plus sécularisé; de l'autre, ce

-
1. Annette Becker, *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire, 1914-1930*, Armand Colin, 1994, p. 103-138.
 2. A. Becker, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Noësis, 1998.
 3. Xavier Boniface, *Histoire religieuse de la Grande Guerre*, Fayard, 2014, p. 390-397.

projet était inévitablement lié au culte patriotique⁴. Les nouvelles réalisations monumentales ont ainsi contribué à remodeler le territoire et l'imaginaire, mêlant une tradition rassurante au langage du nationalisme.

Don Celso Costantini et l'Opera di soccorso per le chiese rovinata dalla guerra

Parmi les fléaux les plus graves de la guerre, il faut citer les destructions d'églises, les vols de cloches, les déprédations de mobiliers et le bouleversement total du rythme de la vie religieuse chez les douces et bonnes populations de la Vénétie.

Ceux qui ont parcouru, même une partie seulement, de la zone de l'Isonzo ou du Piave, ressentent un fort serrement au cœur en voyant les églises éventrées, démolies, profanées, pillées. Ils sentent que les villages ont été blessés dans ce qu'ils avaient de plus sacré et de plus vital, dans leurs cœurs, dans les membres de leur mère qui les a vus naître et qui les a protégés de son ombre.

[...] Les maisons renaîtront, les édifices publics du gouvernement et des municipalités renaîtront et les églises renaîtront. Mais comment faire pour que les nobles traditions de l'art religieux ne soient pas oubliées dans cette ferveur de travail [...] ?⁵

Ce passage est l'incipit d'un opuscule imprimé en 1920 pour illustrer les finalités de l'Opera di soccorso per le chiese rovinata dalla guerra (OSCRG). L'association fut constituée auprès de la curie patriarcale de Venise au cours de l'été 1918 – comme émanation de la Société des amis de l'art chrétien (SAAC), sur l'exemple de la structure française, l'Œuvre de secours aux églises dévastées – et elle fut approuvée par Benoît XV le 5 novembre, au lendemain de l'armistice de Villa Giusti. L'organisme fut promu, avec le soutien du cardinal Pietro La Fontaine, par Mgr. Celso Costantini, fondateur de la SAAC et de la revue *Arte cristiana*, recteur de la basilique d'Aquileia après la libération de la domination des Habsbourg (1915-1917)⁶. Dans la présidence d'honneur,

4. Matteo Caponi, « Traces des guerres mondiales dans les cathédrales italiennes » in Xavier Boniface et Louise Dessaivre (dir.), *Cathédrales en guerre XVI^e-XXI^e siècles*, PU du Septentrion, 2020, p. 63-78.

5. *L'Opera di soccorso per le chiese rovinata dalla guerra*. Palazzo Patriarcale, Venezia, Venise, Tipografia San Marco, 1920, p. 7.

6. Costantini (1876-1958) fut chapelain militaire après Caporetto et, dans l'après-guerre, administrateur apostolique dans la ville de Fiume occupée par les légionnaires de Gabriele d'Annunzio (1920-1922) et ensuite délégué apostolique en Chine (1922-1933). On peut trouver plusieurs informations sur lui dans ses mémoires autobiographiques : Celso Costantini, *Foglie secche*, édité par B.F. Pighin, Venise, Marcianum Press, 2013 [1948].

outre les ordinaires diocésains de la région de Vénétie incluse « dans les anciennes frontières » (soit excepté Trente, Bolzano, Gorizia et Trieste), figurent le commissaire du Secrétariat général pour les affaires civiles auprès du Commandement suprême, l'évêque aumônier Angelo Bartolomasi et le célèbre critique du *Corriere della Sera* Ugo Ojetti. Ce dernier, chargé par le Commandement suprême de la protection des monuments dans la zone de guerre, proposa son ami Costantini comme régent de la paroisse d'Aquileia, en vertu de ses compétences historiques et artistiques et de ses sentiments patriotiques. L'ordonnance Cadorna du 31 août 1915 avait protégé les biens artistiques dans les territoires occupés par l'armée italienne, en particulier dans la zone de « Cormons à Gorizia où les souvenirs romains et vénitiens sont fréquents et représentent les preuves évidentes des droits millénaires de notre histoire, de notre race⁷ ». Aquileia, ancienne capitale de la *regio X* et rempart de la civilisation latine et paléochrétienne à l'époque des incursions des Huns, devint ainsi un symbole de l'italianité des territoires juliens libérés. Ce n'est pas un hasard si l'église de S. Maria Assunta servit de décor pour le choix de la dépouille du Soldat inconnu, inhumée au Vittoriano le 4 novembre 1921. Ce fut encore Costantini, ce 4 novembre, qui bénit les dix cercueils des soldats sans nom écartés, puis enterrés dans le *cimetière des héros* tout près de la basilique⁸.

Le premier conseil de direction de l'OSCRG comprenait le maire de Venise Filippo Grimani (président, à qui succéda Lorenzo Cusani-Visconti), don Celso (vice-président) et d'éminentes personnalités du monde catholique : la marquise Giulio Persico Della Chiesa (sœur du pape), le chapelain militaire moderniste Giovanni Semeria, le directeur de la *Rivista liturgica* dom Emanuele Caronti, le préfet des cérémonies pontificales Carlo Respighi, le jésuite Carlo Bricarelli, Mgr. Giovanni Costantini (frère de Celso, qui prit en main les rênes de l'Opera après le départ de ce dernier pour la Chine), le dominicain Lodovico Ferretti, le *catholique national* Filippo Crispolti et Egilberto Martire, membre de l'aile philo-nationaliste de la Gioventù cattolica.

L'OSCRG se proposait d'accompagner l'action des institutions de l'État, en participant à la reconstruction « des églises dévastées au front » – autrement dit pas toutes celles qui avaient été frappées par les bombardements, mais uniquement celles situées dans la zone de guerre –, en leur fournissant

7. « Cronaca », *Arte cristiana* [Ac], 15 oct. 1915, p. 313-319.

8. Cf. Gian Paolo Treccani, *Monumenti e centri storici nella stagione della Grande Guerra*, Milan, FrancoAngeli, 2015, p. 188-232 et p. 311-315 ; Lorenzo Cadeddu, *La leggenda del Soldato sconosciuto all'Altare della patria*, Udine, Gaspari, 2001, p. 175-179.

des « objets sacrés », en récoltant des fonds et en préparant des projets. À la SAAC, on réserva la tâche de veiller, également à travers l'organisation de concours, à ce que la restauration ou la rénovation soient conformes au « sens liturgique » et à la « dignité [...] qui convient à la Maison de Dieu⁹ ». Dans ce but, l'OSCRG créa deux sous-commissions, une à Trente, confiée à don Vincenzo Casagrande, et l'autre à Udine, dirigée par don Giovanni Buttò. L'Opera di ricostruzione delle chiese nel lungo Piave agit d'une manière autonome, coordonnée par Mgr. Costante Chimenton et instituée dans le diocèse de Trévise, le plus touché par les importants bombardements d'artillerie sur le front vénitien entre la fin de 1917 et l'automne 1918, avec plus de 40 paroisses impliquées¹⁰.

Du point de vue économique, l'OSCRG eut une incidence marginale sur la reconstruction ; les financements distribués par elle dans les années vingt correspondirent à un peu plus d'un million et demi de lires, contre les 33 environ alloués au total pour la seule Vénétie. En revanche, son poids politique et culturel fut déterminant. La structure créée par les deux frères Costantini eut un important rôle de médiation entre institutions ecclésiastiques, militaires et politiques, en faisant valoir ses prérogatives : « édicter des normes d'art », réaliser des statistiques sur les dégâts et solliciter l'approbation de lois *amies*, qui sanctionnaient la responsabilité de l'État pour subventionner la réparation des édifices sacrés. Les résultats de cette action de *lobbying* furent importants. Il suffit de penser à l'accord avec le génie militaire, selon lequel l'Opera aurait coordonné les travaux dans les chantiers les plus complexes. Les décrets de loi du 6 octobre 1919 n° 2094 et du 18 avril 1920 n° 679 étendaient les dédommagements de l'État, prévus pour les ouvrages d'intérêt public, aux églises paroissiales de la Vénétie et du Frioul, puis aux nouvelles provinces – mesure prévue, à partir du mois de juillet 1922, pour les églises non paroissiales nécessaires au culte. Enfin, après l'arrivée au pouvoir de Mussolini, le pouvoir exécutif décida de destiner trois millions de lires en faveur des églises endommagées et de leur céder quelques centaines de tableaux à sujet religieux conservés dans les entrepôts du ministère de l'Éducation¹¹.

9. « L'Opera di Soccorso per le Chiese rovinata dalla guerra », *Ac*, 15 nov. 1918, p. 174.

10. Costante Chimenton, *E Ruinis Pulchriores. L'Opera di Soccorso e la ricostruzione delle Chiese nei paesi del Lungo Piave*, Trévise, S.A. Tipografia Editrice Trevigiana, 1930.

11. G. P. Treccani, *Monumenti e centri storici...*, *op. cit.*, p. 153-154 ; *La Civiltà cattolica* [Cc], 1923, t. I, p. 186.

Ruines d'églises et crucifix décapités

Costantini demanda aux curés et aux évêques d'Italie, au nom de la « charité chrétienne », de la « piété » et du « patriotisme », d'offrir leur contribution pour rétablir le culte dans les zones touchées par les bombardements, afin de pouvoir bénir le retour à la paix et à la normalité :

Il semble que toute l'angoisse d'un peuple qui a dû s'exiler, en apportant quelques haillons, soit résumée dans l'image mutilée et souffrante de son église¹².

La dimension politique qui sous-tend l'initiative apparaît explicitée dans un livret publié par la section américaine de l'OSCRG, établie à New York dès 1919. La Society to Help Devastated Churches in Italy fut patronnée par le délégué apostolique à Washington, Giovanni Vincenzo Bonzano, par le cardinal James Gibbons, archevêque de Baltimore, et par l'archevêque de New York Patrick Hayes. L'occasion de l'opuscule fut la mission réalisée par don Oreste Pantalini, prêtre du diocèse milanais et membre la SAAC, dans le but de promouvoir l'activité de l'Opera et de recueillir des fonds dans les milieux italo-américains. Fiorello La Guardia fut nommé *honorary patron*. Le message adressé à l'épiscopat américain se fondait, plus que sur la protection de la beauté monumentale et architecturale des édifices sacrés, sur leur utilité sociale. Les églises étaient en effet présentées comme le seul frein à la corruption morale de l'après-guerre : des lieux, tout d'abord, de consolation, où élaborer le deuil de masse :

Should these populations be deprived by this solace, they would succumb to the grief occasioned by the loss of their loved ones, fallen in battle, thus nurturing germs of discontent and social dissolution¹³.

L'urgence à reconstruire les églises résidait dans la nécessité d'éviter que les classes laborieuses et les communautés locales ne se réunissent dans les tavernes et, en proie à l'alcool, ne s'abandonnent aux théories subversives et aux excès du socialisme¹⁴.

12. « Circolare ai Parroci d'Italia », *Ac*, 15 mars 1919, p. 54.

13. « Si ces populations étaient privées de ce réconfort, elles succomberaient au chagrin causé par la perte de leurs proches tombés au combat, entretenant ainsi les germes du mécontentement et de la dissolution sociale. » Archivio Apostolico Vaticano [AAV], Cité du Vatican, *Opera di soccorso delle chiese rovinate dalla guerra (1915-1918) [Opera di soccorso]*, b. 17, fasc. « Opuscoli e volantini », *Society to Help Devastated Churches in Italy Inc. Mgr. Cav. Ufff. Prof. Oreste Pantalini, Pres.*, New York, s.n., s.d., f. 132r-143v (citation au f. 140v).

14. *Ibid.*, f. 140v.

Du même avis furent le père Bricarelli et don Celso. Le premier souligna que l'église de la plus petite commune continuait à « être dans l'esprit et dans le cœur du peuple, le lien social le plus naturel, le plus spontané, le plus saint¹⁵ ». Le jésuite s'inspira d'une publication de l'évêque de Trévise Andrea Giacinto Longhin, pour décrire une dramatique situation *année zéro* : les photos du front montraient, comme celles du front franco-allemand, de « misérables restes », des ruines rappelant « certains champs à l'intérieur de l'Asie mineure, [...] où, il y a mille quatre cents ans, il y eut déjà des églises et une chrétienté florissantes, qui tombèrent ensuite sous l'impassible incurie musulmane ». L'ancienne barbarie avait été remplacée par une autre qui, « ayant changé de nom, s'appelle civilisation ». Les vues des temples dévastés ou rasés au sol transmettaient à la postérité les effets désastreux d'une conflagration qui présentait les « cupidités effrénés du monde moderne tout entier¹⁶ ».

Costantini attribua le « martyre » des églises à la mentalité des Autrichiens, adeptes de « l'ancien Dieu des oppresseurs » et de « cette conception blasphème qui grouillait dans le cerveau luthérien et ivre du Kaiser ». Pour le prêtre frioulan, en outre, les églises situées le long du front l'Isonzo et du Piave – à la différence des « édifices sacrés touchés à l'intérieur de l'Italie par les bombes ennemies¹⁷ » (par exemple à Padoue ou à Venise) – n'avaient pas de spéciales valeurs artistiques, à l'exception de l'abbaye de Nervesa située sur les pentes du Montello. Mais, au-delà d'un jugement esthétique, chacune d'entre elles possédait une irremplaçable valeur idéale. Chaque village ou ville avait besoin d'une divine « chaire de vérité », en mesure d'enseigner à « combattre l'égoïsme et les mauvais instincts », de rendre « saint le devoir et méritoire le sacrifice¹⁸ ». Les églises, en somme, étaient les authentiques « maisons du peuple ». Leur destruction compromettait les affections les plus chères, en privant les habitants du lieu du patrimoine spirituel sur lequel devait se fonder une juste cohabitation civile. La voie vers le désordre social pouvait ainsi être considérée comme ouverte¹⁹.

15. « Circolare ai Parroci d'Italia », art. cit.

16. Carlo Bricarelli, « Rovine d'arte e lezioni di guerra », *Cc*, 1919, t. IV, p. 213-220 (citations p. 214-217). Les photos en question sont reportées dans Andrea Giacinto Longhin, *Le Chiese della mia Diocesi martoriate*, Venise, Istituto Veneto di Arti Grafiche, 1919, p. 36-40.

17. Celso Costantini, « La gran pietà delle nostre chiese sul fronte », *Ac*, 15 mars 1918, p. 34-47 (citations p. 41 et 38)

18. *Ibid.*, p. 40 et 42.

19. *Ibid.*, p. 42-43.

Costantini mûrit l'idée émise par l'OSCRG en 1917, après avoir effectué un voyage en France pour recueillir des témoignages du drame des *grandes blessées*. Outre le célèbre cas de la cathédrale de Reims – qui avait eu, en Italie aussi, une forte résonance médiatique, inspirant des œuvres littéraires et iconographiques²⁰ –, environ mille églises *mutilées*, situées le long du front occidental, attendaient d'être reconstruites. L'histoire n'avait jamais vu une « aussi vaste et horrible ruine d'édifices sacrés » ; même les dévastations provoquées au cours des siècles par les iconoclastes, par les barbares et les Turcs n'avaient jamais atteint le niveau des actuels « sacrilèges destructeurs²¹ ». Les images des ruines attestaient l'intention de disperser un « patrimoine idéal fait de foi et d'histoire qui, plus qu'à une nation, appartient à l'humanité ». En somme, l'évidence était la « blessure vile et mauvaise » délibérément infligée à la Maison de Dieu : on avait voulu frapper l'Église et le Christ lui-même. Citant Maurice Barrès, le reportage de Costantini souligna que les bombardements massifs du conflit mondial – d'artillerie à longue portée et les premières incursions aériennes sur le sol européen – s'acharnèrent sur les « écoles du savoir le plus haut, c'est-à-dire de la justice et de la bonté²² ». Dans la lignée de l'herméneutique intransigeante qui orienta la lecture catholique de la guerre, la dévastation des édifices de culte fut présentée comme le chapitre final de l'offensive que le monde moderne menait contre la civilisation chrétienne. En outre, à l'unisson des positions des Églises nationales et de la propagande patriotique anti-allemande, le curé d'Aquileia n'hésita pas à décliner ce discours en attribuant aux adversaires militaires de l'Italie, de la France et de l'Entente la responsabilité de l'œuvre dévastatrice de déchristianisation. La haine iconoclastique « luthérienne » et « protestante » contre « les images et la superstition de Rome » devenait la clé de lecture pour expliquer le « vandalisme » des armées des empires centraux²³. Les crucifix « mutilés, décapités, frappés de toutes les manières » démontraient sans équivoque la volonté ennemie d'effacer toute trace de *vraie* religion. Mgr. Alfred Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris et infatigable organisateur du Comité catholique de propagande française à l'étranger, avait répété cette idée à Costantini :

▼ fig. 1

20. Par exemple le tableau de Giuseppe Mentessi *Bersaglio* (1915), exposé à la *Permanente* de Milan et reproduit dans *Ac*, 15 janv. 1916, p. 27. Le tableau est aujourd'hui conservé aux Gallerie d'Arte Moderna e Contemporanea, Ferrare (voir fig. 1).

21. Celso Costantini, « Un viaggio in Francia », *Ac*, 15 juin 1917, p. 146-175 (citations p. 146-147).

22. *Ibid.*, p. 150.

23. *Ibid.*, p. 151 et 161-162.

Dites bien en Italie que nous ne combattons pas seulement pour la patrie, mais aussi pour notre foi, et que notre victoire sera aussi la victoire du catholicisme contre le luthéranisme²⁴.

Il n'y a aucun doute à ce que le prêtre frioulan partageait le schéma de la *guerre de religion*, en l'appliquant aussi au cas italien. Et c'est certainement à l'intérieur des coordonnées de la culture de guerre interalliée – diabolisation de l'ennemi comme antichrétien, victimisation de sa propre partie (en particulier de l'Église catholique), légitimation de la croisade anti-allemande – que don Celso plaça la protection du patrimoine artistique et ecclésiastique. Un témoignage de cette vision est l'estampe de Giuseppe Mazzoni, reproduite sur les pages de *Arte cristiana* et intitulée *Una scheggia di granata ha decapitato il Crocefisso trionfale* (*Un éclat de grenade a décapité le Crucifix triomphal*). L'œuvre représentait le « triste outrage » qui s'est répété « à Candelù, à Monfalcone, à Velo d'Astico²⁵ ». Le cas de l'église de Candelù avec le crucifix « en mille morceaux » servit à illustrer le martyre de « nos » églises sur le front. Dans les champs d'Italie, on répétait,

comme dans les siècles passés, le même choc entre la barbarie et la civilisation, entre les descendants des Huns (452), des Lombards (568), des Hongrois (901), qui avaient mis à feu et à sang Altino et enfin l'avaient tuée, et les fils de Rome; entre la rapacité et le droit, entre l'avidité furibonde et sanguinaire et la sainte défense de la justice²⁶.

Costantini rappelait les images d'une autre époque, celle des premiers siècles chrétiens bouleversés par les invasions barbares. Saint Jérôme avait transmis à la postérité la cruauté des Huns, « les églises ravagées, les autels du Christ auxquels on attachait les chevaux, les reliques des martyrs exhumées de façon sacrilège » : mais « si, autrefois, nos églises ont été outragées par la superstition des païens ou des peuples sauvages, aujourd'hui elles sont offensées par des gens qui se disent chrétiens²⁷ ». Le même sang versé par les témoins de la foi abreuvait aujourd'hui la « terre qui constitue la voie sacrée des libertés italiennes ». Pour une raison différente, mais toujours pour la défense de la liberté et du droit, les soldats italiens – avec leurs temples – combattaient âprement et étaient mutilés dans leurs membres²⁸.

24. *Ibid.*, p. 162-163.

25. *Ac*, 15 mars 1918, p. 33.

26. C. Costantini, « La gran pietà delle nostre chiese sul fronte », art. cit., p. 34-36.

27. *Ibid.*, p. 36-37.

28. *Ibid.*, p. 37-43.



◀ Fig. 1. Giuseppe Mentessi, *Bersaglio*.
Il bombardamento della cattedrale di Reims (1915).

▲ Fig. 2. Giuseppe Mazzoni, *Una scheggia di
granata ha decapitato il Crocefisso trionfale (1918 ?)*.

Le discours de guerre de Costantini était aligné sur le débat public développé à l'occasion des bombardements contre les villes se trouvant loin de la zone des opérations militaires : ils étaient interdits par les conventions de La Haye lorsqu'ils étaient dirigés contre les localités « sans défense », les édifices de culte et les hôpitaux sans utilité militaire. Les larges traits de cette définition déterminèrent une légitimation substantielle de ces instruments d'attaque. Les Églises nationales et le Saint-Siège lui-même évitèrent de les déclarer illicites en soi. En s'attachant à distinguer villes défendues et villes sans défense, ils prononcèrent le plus souvent des condamnations générales, dans le but de moraliser les bombardements au lieu de les bannir. En Italie, les appels de Benoît XV furent logiquement interprétés comme une dénonciation des belligérants ennemis, alors que les raids effectués par les armées italiennes furent considérés comme des actions acceptables, car probablement effectués contre des objectifs militaires²⁹.

L'« inique et vil assassinat du chef-d'œuvre de Tiepolo » : Venise et d'autres méfaits

Déjà le 24 mai 1915, jour de l'entrée en guerre de l'Italie, Ancône et la côte adriatique furent bombardés par la marine autrichienne ; quelques projectiles touchèrent la cathédrale de S. Ciriaco et endommagèrent la coupole, le toit de la nef centrale et la chapelle du Sacrement. « Ce fut un hasard, ou bien les canons autrichiens furent délibérément tournés contre notre cathédrale³⁰ ? » À la question posée par Mgr. Rodolfo Ragnini, natif des Marches et chapelain majeur de la Marine royale, correspondait une réponse prévisible : la dévastation du temple, « un des monuments les plus célèbres que l'Italie possède », avait été conçue pour provoquer un *effet moral* sur la population³¹. Les bombes de François-Joseph démontraient « l'inutile barbarie » et la haine nourrie par l'Autriche envers ce que l'Italie avait de plus sacré³².

Le plus grand scandale fut provoqué par le bombardement de Venise du 24 octobre 1915, au cours duquel une bombe tomba sur l'église de S. Maria

29. Matteo Caponi, « "Guerra giusta" e guerra ai civili. La Chiesa e i bombardamenti sulle città » in Daniele Menozzi (dir.), *La Chiesa italiana nella Grande Guerra*, Brescia, Morcelliana, 2015, p. 13-42.

30. Rodolfo Ragnini, *Il Duomo di Ancona dopo il bombardamento del 1915. Cenni storici e descrittivi pubblicati a cura della Brigata degli Amici dell'Arte*, Osimo, Off. Tipografica G. Scarponi, 1920, p. 3-4.

31. C. Costantini, « La gran pietà delle nostre chiese sul fronte », art. cit., p. 37-43.

32. R. Ragnini, *Il Duomo di Ancona dopo il bombardamento del 1915*, op. cit., p. 4.

degli Scalzi en détruisant le plafond avec une fresque de Tiepolo représentant la *Translation de la Sainte Maison de Lorette*. L'épisode eut un vaste écho international et fut documenté par une série de photos, publiées plusieurs fois dans le but de rendre méprisables les auteurs de ce geste ; il s'agissait de montrer au monde l'acharnement diabolique des Autrichiens sur les trésors de l'art et de la foi, conservés en Italie. *L'Illustrazione italiana* accompagna les images avec la légende « L'œuvre des Barbares sur les trésors artistiques de Venise », lançant ainsi un mécanisme de narration qui se renouvellera chaque fois que seront frappées d'autres églises dotées d'une valeur artistique et historique, comme S. Apollinare Nuovo à Ravenne (toit et façade, février 1916), S. Maria Formosa à Venise (incendie, août 1916), S. Maria del Carmine et la cathédrale de S. Maria Assunta à Padoue (respectivement, coupole brûlée et partie du faite abattu, décembre 1917)³³.

Du côté catholique aussi, la politisation et la sacralisation des églises bombardées, par des langages qui sollicitaient la sphère émotionnelle, servirent à condamner l'ennemi militaire. Le journal catholique de Venise *La Difesa* donna une grande place à ces rhétoriques agressives et dénigrantes qui réduisaient les Autrichiens au rang d'« assassins », de « vandales », d'« incendiaires »³⁴. Après le *crime contre Tiepolo*, les pages de *La Difesa* accueillirent les paroles de ressentiment de simples citoyens, de personnalités publiques, d'écrivains et d'intellectuels. Parmi eux, certains virent dans l'action de guerre une nouvelle preuve d'infamie de « la race teutonne, avide de massacres humains et destructrice des œuvres d'art, gloire du génie latin »³⁵. Particulièrement véhémentes furent les protestations d'hommes de culture comme l'expert de Dante, Isidoro Del Lungo, qui s'arrêta sur la logique de la « barbarie nordique » :

Elle a brisé une fois avec ses armes primitives la civilisation latine et universelle. Aujourd'hui, elle prostitue à la destruction des monuments du triomphe de l'art les mécanismes perfectionnés de la civilisation humaine³⁶.

33. e.m., « L'opera dei barbari sui tesori d'arte di Venezia », *L'Illustrazione italiana*, 31 oct. 1915, p. 357 ; *ibid.*, 7 nov. 1915, p. 383. Voir aussi « Gli attentati nemici contro i nostri monumenti », *ibid.*, 6 janv. 1918, p. 9 ; « Le malvage incursioni aeree nemiche sulle città aperte », *ibid.*, 13 janv. 1918, p. 27-28. Cf. fig. 3-4.

34. « Il soffitto del Tiepolo nella chiesa degli Scalzi completamente distrutto », *La Difesa*, 26-27 oct. 1915, p. 2 ; « Dopo il delitto agli Scalzi. Lo sdegno della Francia », *ibid.*, 27-28 oct. 1915, p. 3.

35. « Intorno alla rovina degli Scalzi. Il cordoglio di Ancona, Roma e Bari », *ibid.*, 29-30 oct. 1915, p. 3.

36. « Intorno alla rovina degli Scalzi », *ibid.*, 30-31 oct. 1915, p. 3.

L'historien de l'art Adolfo Venturi, « désolé, mais non pas surpris » par le vandalisme autrichien, expliqua l'épisode de Venise comme « la colère du monstre pour la beauté qui resplendit devant lui », alors que l'architecte Adolfo Coppedè se distingua par une affirmation partielle outre mesure : l'Autriche étant incapable de produire des œuvres d'art, elle tentait de les détruire là où elles existaient. « Elle est, en cela, certaine de son impunité car nous avions [...] n'auraient rien à détruire dans la production autrichienne³⁷. »

La Società Leonardo da Vinci de Florence, présidée par Angiolo Orvieto, se réunit pour dénoncer « l'inique et vil assassinat » de Tiepolo, en l'assimilant au crime de Reims³⁸. Sur la même longueur d'onde intervint *Arte cristiana*, en citant les paroles du directeur général des Antiquités et des Beaux-Arts Corrado Ricci ainsi qu'une proposition de Ojetti, à savoir rouvrir au plus vite l'église des Scalzi afin que le public puisse constater de ses yeux l'horreur et la ruine, et s'en rappeler³⁹. Le même registre fut utilisé pour décrire le méfait perpétré par la « nation très catholique » aux dépens de S. Apollinare Nuovo, fruit d'une « féroce folle, où la haine soulève les instincts bestiaux et aveugles ». Qu'aurait dit le barbare Théodoric s'il avait pu contempler le sacrilège accompli par les Barbares « plus vrais et grands », insensibles à la divine beauté des célèbres mosaïques représentant le cortège des vierges et des martyrs chrétiens⁴⁰ ?

Significativement, la thèse de l'intentionnalité des bombardements, amplifiée par la presse (même catholique), fut démentie par le baron Carlo Monti, chargé d'affaires du gouvernement italien auprès du Saint-Siège. Pour Monti, les bombes n'avaient pas été lancées sur Venise dans le but délibéré d'endommager des églises ou des monuments⁴¹. Mais cette conviction resta marginale et limitée à l'intérieur des canaux diplomatiques. Ce fut en revanche l'idée de l'existence d'un « plan préétabli de destruction » qui s'affirma, comme l'écrivit au pape le patriarche de Venise La Fontaine⁴². En mai 1917, après qu'un hydravion avait bombardé la basilique d'Aquileia en perforant son toit⁴³, la Società Leonardo da Vinci vota un ordre du jour dans lequel

37. « Le proteste in nome dell'arte e della civiltà », *ibid.*, 31 oct.-1^{er} nov. 1915, p. 3 ; « Intorno alla rovina degli Scalzi », *ibid.*, 2-3 nov. 1915, p. 3.

38. « Intorno alla rovina degli Scalzi. La protesta solenne della «Leonardo da Vinci» », *ibid.*, 4 nov. 1915, p. 3.

39. « Un affresco del Tiepolo distrutto », *Ac*, 15 nov. 1915, p. 351-352.

40. « Bombe austriache a Ravenna, che colpiscono S. Apollinare Nuovo », *ibid.*, 15 fév. 1916, p. 59-60.

41. AAV, *Fondo Culto*, S. Sede, position 31, copie de la lettre de C. Monti à Benoît XV, 26 oct. 1915, f. 6r-7v.

42. Lettre de P. La Fontaine à Benoît XV, 4 mars 1918, in *I vescovi veneti e la Santa Sede nella guerra 1915-1918*, édité par A. Scottà, tome II, Rome, Edizioni di storia e letteratura, 1991, p. 62-65.

43. Celso Costantini, « L'oltraggio austriaco alla Basilica e al Museo di Aquileia », *Ac*, 15 mai 1917, p. 142-144.



◀ Fig. 3. Ravenna – Sant'Apollinare Nuovo après la bombe du 12 février 1916..

▲ Fig. 4. Padoue – Le fronton du Dôme atteint et détruit par une bombe (30 décembre 1917).

on demandait explicitement des réparations matérielles et morales, consistant, pour les premières, dans la cession par l'ennemi d'« objets d'art qui puissent être considérés comme équivalents à ceux qu'ils auront endommagés ou détruits »; pour les secondes, en inscriptions commémoratives sur les lieux des bombardements et en publications illustrées, exposant en détail les dégâts causés, « en perpétuant pour les siècles futurs le souvenir et la réprobation⁴⁴ ». Il fallait, en somme, rappeler à la postérité les exécrables faits et gestes de l'ennemi. On prépara en effet une liste des œuvres d'art italiennes possédées par l'ennemi à demander comme dédommagement, par exemple la *Madone* à la prairie de Raphaël et la *Vierge aux cerises* de Titien, toutes deux conservées à Vienne⁴⁵.

Le thème du martyre des monuments, dont beaucoup sont religieux, fut le cœur du discours qu'Ojetti prononça en marge de l'exposition sur les photographies de guerre, qui eut lieu à Florence au Palazzo Vecchio en juillet 1917. L'argument de fond, repris par le critique d'art dans plusieurs interventions, soulignait une agression totalisante, avec pour but l'élimination de la culture italienne. « La colère des armées d'Autriche » n'avait pas commencé par cette guerre, mais elle durait depuis des siècles et elle était faite d'envie (pour le patrimoine artistique que les ennemis n'auraient jamais pu avoir) et de lâcheté⁴⁶. Les stéréotypes de cette propagande furent, de manière puissante, fixés par Amos Scorzon dans *L'obiettivo militare del nemico* (*L'objectif militaire de l'ennemi*), un dessin de la basilique Saint-Antoine de Padoue soumise à l'attaque, avec deux cadavres sur la place. L'œuvre s'inspirait de l'agression aérienne des derniers jours de décembre 1917, qui avait endommagé le parvis, quelques vitraux et la porte centrale de l'église⁴⁷. La destruction venue du ciel s'abattait non pas sur une ville quelconque, mais sur celle qui, après Caporetto, était devenue la capitale de la guerre⁴⁸. L'évêque Luigi Pellizzo, en décrivant avec des tons apocalyptiques la coupole du Carmine qui brûlait

44. *La barbarie autrichienne contre les églises italiennes*, Florence, Istituto Micrografico Italiano, s.d. [1918?], p. 8-9.

45. *Relazioni della Reale Commissione d'inchiesta sulle violazioni del diritto delle genti commesse dal nemico*, vol. I (*La partecipazione della Germania. Danni ai monumenti*), Milan-Rome, Casa editrice d'arte Bestetti & Tumminelli, 1920, p. 191-199.

46. Ugo Ojetti, *I monumenti italiani e la guerra*, édité par l'Ufficio Speciale del Ministero della Marina, Milan, Alfieri e Lacroix, 1917, p. 5. Sur le rôle d'Ojetti cfr. Monica Bassanello, « Ugo Ojetti. Sottotenente "Soprintendente" ai monumenti delle Terre Redente (1915-1919) », thèse de *laurea magistrale*, sld de A. Prandi, Università Ca' Foscari Venezia, 2012.

47. *Relazioni della Reale Commissione d'inchiesta*, op. cit., p. 155-156. Le dessin de Scorzon est conservé à l'Archivio del Museo Centrale del Risorgimento, Rome, MCRR, Casseta XLI(38).

48. Marco Mondini, *Andare per i luoghi della Grande Guerra*, Bologne, il Mulino, 2015, p. 91-107.

« en éclairant de lumière sinistre des tours, les édifices, les collines et les villages lointains, terrorisés par le spectacle », dénonça le véritable acharnement contre la ville du saint des miracles, qui visait de préférence les églises et les hôpitaux⁴⁹. En même temps, il conserva la certitude que les responsables étaient des avions allemands, car il faisait confiance à l'engagement pris par Charles I^{er} d'Autriche, en vertu de la dévotion des Habsbourg envers saint Antoine, de ne pas bombarder Padoue. Pellizzo, en outre, saisit parfaitement « la cause de cette ruine », c'est-à-dire la présence en ville du commandement suprême militaire italien⁵⁰. La solution pour éviter l'« inutile et barbare massacre » aurait donc été simple : le transférer ailleurs, loin des habitations⁵¹.

C'est dans ce climat que l'Istituto Micrografico Italiano de Florence, qui imprimait des matériels didactiques et de vulgarisation, distribua un opuscule en italien, français, anglais et espagnol, sous le titre *La barbarie austriaca contro le chiese italiane* (*La barbarie autrichienne contre les églises italiennes*), accompagné de photos qui certifiaient les dévastations produites. La publication – probablement de 1918 et dont le texte semble, dans plusieurs passages, provenir de la main d'Ojetti, qui dirigeait à Padoue le bureau de propagande pour l'étranger – souhaitait démontrer la haine absolue des Autrichiens contre l'Italie. La légende de la photo de l'église des Scalzi l'indiquait dévastée par une « bombe allemande ». L'apparente erreur fut ainsi commentée par le traducteur :

L'adjectif « autrichienne » aurait peut-être été plus exact, [...] mais il nous semble que la parole « allemande » réponde davantage encore à l'esprit de la conception : quelle bombe en effet – n'importe où elle a pu être fabriquée, et par qui elle a été lancée – peut être plus allemande que celle qui frappe, par pure brutalité, une église, un monument ou une œuvre d'art⁵² ?

La vague d'indignation, dirigée unilatéralement contre les Autrichiens et les Allemands, ne facilita pas un réexamen critique de l'emploi de l'arme aérienne et du bombardement stratégique; au contraire elle renforça cette culture de guerre qui rendait plausibles ces instruments guerriers, dans certaines conditions. L'Italie – précisait *La Difesa* – aurait évité de faire semblables atrocités, en visant seulement des chantiers, des voies ferrées, des usines militaires. Mais la réalité fut fort différente. Il suffit de penser aux victimes civiles et aux dégâts matériels qui touchèrent des villes comme Trieste

49. *I vescovi veneti e la Santa Sede*, op. cit., t. I, p. 259-261.

50. *Ibid.*, p. 256-259 et 266-267.

51. *Ibid.*, p. 268-270.

52. *La barbarie autrichienne*, op. cit., p. 3 et image IV.

(où le 21 avril 1916 – le Jeudi saint – l'oratoire des Salésiens fut touché dans le faubourg populaire de Servola⁵³), Gorizia ou Pola, plusieurs fois les cibles de l'aviation et de l'artillerie italienne.

Le décompte des dommages et les politiques de reconstruction

Revenons pour finir à la question de la comptabilité des dommages. Nous ne possédons pas de chiffres absolument certains et fiables. Nous pouvons puiser dans la source principale des statistiques réalisées par l'OSCRG dans l'immédiat après-guerre. Une liste, mise à jour au cours des années, finit par inclure 167 églises « complètement détruites⁵⁴ », 207 églises qui avaient besoin de « restaurations radicales⁵⁵ » et 237 églises où l'on pouvait « effectuer des réparations relativement petites⁵⁶ ». Mais cette liste était incomplète. Elle ne citait pas les nombreux édifices de culte,

qui subirent des dommages au toit pour la chute de projectiles, ou eurent des vitraux et des fenêtres brisées par l'explosion de bombes, ou qui furent endommagées par les soldats qui s'y cantonnèrent, ou endommagées par des vols, par la destruction des bancs et des armoires, par la destruction ou le vol d'orgues, etc.⁵⁷.

En 1927, l'année où l'OSCRG fut dissoute, le secrétaire de l'Opera Giovanni Costantini célébra le succès que représentait la reconstruction – en totalité ou presque en totalité – de 184 églises. Plusieurs de ces églises à reconstruire *ex novo* se trouvaient dans la région de Trévise, de Gorizia, de Vicence et de Venise. Le nombre d'édifices sacrés qui, à proximité des trois fronts italo-autrichiens (Isonzo, Alpes et Piave), subirent des dégâts tels qu'il fut nécessaire d'effectuer des travaux de restauration et de rénovation, oscilla entre 600 et 900. Les victimes illustres, déjà citées, de Venise, Padoue et Ravenne faisaient partie de ce groupe⁵⁸.

53. Archivio Storico della Segreteria di Stato – Sezione per i rapporti con gli Stati, Cité du Vatican, *Affari ecclesiastici straordinari, Italia III*, position 843, fasc. 310, lettre de T. Valfrè di Bonzo (nonce apostolique à Vienne) à P. Gasparri (secrétaire d'État du Saint-Siège), 2 mai 1918, f. 58rv.

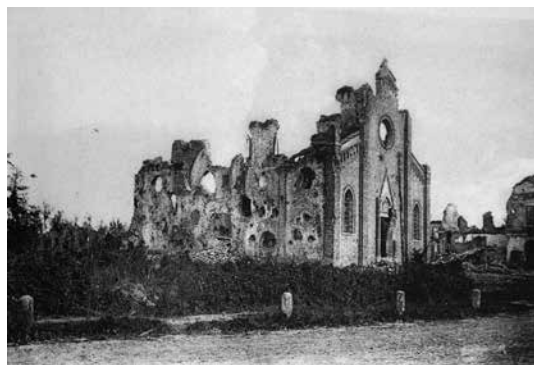
54. AAV, *Opera di soccorso*, fasc. « Opuscoli e volantini », *Statistica delle chiese rovinate dalla guerra*, Venise, Tip. S. Marco, s.d., f. 88r-95v. Voir fig. 7-12; soit Gorizia 43; Trente 37; Padoue 33; Trévise 26; Ceneda 13; Udine 6; Venise 4; Vicence 4; Belluno et Feltre 1.

55. Trente 103; Gorizia 18; Udine 18; Trévise 17; Ceneda 14; Belluno et Feltre 16; Padoue 9; Vicence 8; Venise 3; Brescia 1.

56. Belluno et Feltre 65; Trente 56; Udine 44; Gorizia 23; Ceneda 15; Venise 13; Trévise 10; Concordia 8; Vicence 1; Padoue 18.

57. *L'Opera di soccorso per le chiese rovinate dalla guerra*, op. cit., p. 10.

58. G.P. Treccani, *Monumenti e centri storici...*, op. cit., p. 113-136; « Random Notes from the Field of Art », *Arts and Decorations*, 25 mars 1920, p. 352. Voir Andrea Moschetti, *I danni ai monumenti e alle opere d'arte delle*



- ▲ Fig. 5. L'église de Musile.
▲▲ Fig. 6. L'église et le campanile de Nervesa.
▲▲▲ Fig. 7 L'église de Noventa di Piave.
▲▲▲▲ Fig. 8 L'église de Ponte di Piave.



Au lieu de s'arrêter sur la dimension quantitative des blessures infligées au patrimoine ecclésiastique, il vaut mieux cerner le processus de reconstruction sous le profil de la qualité. Tout d'abord, pour souligner que Celso Costantini – et plus en général l'OSCRG – écartèrent une option déjà discutée en France : laisser les « sanctuaires touchés par les obus germaniques » comme « autant de Parthénons », afin de témoigner de la barbarie allemande et d'éviter une rénovation qui risquait d'être anti-historique⁵⁹. *Arte cristiana* partagea l'avis de ceux qui rejetèrent une position semblable comme excessive. En particulier, la revue se rangea du côté de Joseph Péladan qui avait polémique contre l'idée de transformer la cathédrale de Reims en un ossuaire pour les soldats morts au champ d'honneur, en conservant ses ruines et en couvrant les murs d'inscriptions. Péladan s'opposa à la *muséalisation* de la cathédrale comme simple monument civil et mémorial de guerre, en se battant pour qu'elle soit rendue « à son état primitif » à travers la réalisation d'une copie imitative. Il fallait, en somme, la ressusciter comme elle était, afin de faire revivre un passé qui incarnait non seulement la gloire de la nation, mais aussi celle de la religion catholique⁶⁰.

Venezie nella guerra mondiale MCMV-MCMVIII, Venise, C. Ferrari, 1928-1931, 5 tomes.

59. A.F., « Ricostruzione delle chiese devastate », *Ac*, 15 juin 1916, p. 165-166.

60. « Cronaca. A proposito di restauri », *ibid.*, 15 déc. 1915, p. 379-380.



Certains essayèrent, en Italie aussi, de faire des églises dévastées le centre du culte national-patriotique consacré par le conflit mondial. Le père Agostino Gemelli, dans les pages du *Corriere della Sera*, suggéra que, dans chacune de ces églises, une chapelle soit transformée en ossuaire, assemblant les restes des soldats italiens enterrés dans les petits cimetières de guerre improvisés. De cette manière, les temples reconstruits n'auraient plus appartenu seulement aux « pauvres paysans de ces villages », mais à tous ceux qui y seraient allés « en pieux pèlerinage pour honorer nos morts et renouveler la promesse de servir fidèlement la Patrie⁶¹ ». Jugeant le projet de Gemelli trop radical, Costantini imagina une solution de compromis : se limiter à rassembler les corps des combattants qui se trouvaient dans les « tombes éparpillées, le long des routes, dans les champs » et prévoir dans chaque église une chapelle expiatoire dédiée à « tous les morts, avec une attention particulière pour les Morts pour la Patrie ». Mais les instructions du prêtre à ce sujet furent contradictoires. D'une part, elles comportaient une sacralisation des héros armés en conseillant de s'inspirer de l'art funéraire des catacombes et de l'office liturgique des martyrs ; de l'autre elles prenaient les distances avec les « vacuités rhétoriques » de l'art funéraire de guerre et

61. G.P. Treccani, *Monumenti e centri storici...*, op. cit., p. 113-136.

les interprétations, « s'inspirant d'un sentimentalisme mou ou d'une sombre douleur », des concepts d'origine païenne qui contrastaient avec l'espérance chrétienne de la vie éternelle⁶².

L'idée d'ériger dans les nouvelles églises des espaces où offrir des prières en suffrage pour les morts au combat fut sensiblement amoindrie. En 1923, par exemple, l'abbé Caronti définit une « malheureuse requête », celle d'inclure une chapelle-mémorial pour participer au concours de la rénovation de la cathédrale de Monfalcone. Les chapelles expiatoires trouvèrent une place à l'intérieur de nombreuses reconstructions⁶³. À part le cas de Monfalcone – la crypte fut dédiée aux morts de la III^e Armée –, il suffit de penser à S. Apollinare Nuovo : en 1919, la première chapelle de la nef de gauche fut intitulée « à la Victoire et à la Paix » et peinte par Carlo Donati avec un cycle représentant « les Nations alliées et nos héros qui montrent à Jésus [...] les bandes ensanglantées de la voie douloureuse »; Jésus, dans la scène centrale des peintures, apparaissait avec le geste de poser un rameau d'olivier sur la basilique « torturée par la bombe allemande », symbole de la paix invoquée par trois figures agenouillées à ses pieds, représentations de Benoît XV, de l'archevêque de Ravenne et du recteur de l'église⁶⁴. Le polyptyque s'achevait par une petite fille mourante, victime des incursions aériennes.

Fondamentalement, le principe du « comme elle était, où elle était » représenta le critère d'inspiration. Derrière cette directive se dissimule une bataille symbolique aux évidentes conséquences politiques et religieuses. Don Celso eut l'ambition de véhiculer, à travers l'esthétique de l'art sacré vénitien, l'attachement à une tradition, antithèse au déplorable art moderne : le *novocentismo* moderniste et rationaliste, en privilégiant la fonctionnalité du milieu et les aspects matériels, retirait en effet à l'édifice de culte son mysticisme et sa capacité à inspirer chez les fidèles la suggestion du mystère. S'agissant de reconstruire la maison de Dieu et de sortir d'une guerre terrible, l'artiste aurait dû « imprimer un caractère de sévère dignité à l'édifice sacré », en évitant tout ce qui avait un goût de léger et de séculier⁶⁵.

Le programme imprimé par l'OSCRG se situait donc dans le sillage contre-réformiste qui, à travers le pouvoir de fascination de l'art chrétien, déclinaient un langage compréhensible pour tous, composé d'un ensemble de codes

62. Celso Costantini, « Per le chiese devastate », *ibid.*, 15 juillet 1918, p. 110-111.

63. Emanuele Caronti, « Il concorso per il duomo di Monfalcone », *ibid.*, avril 1923, p. 113.

64. Celso Costantini, « I nostri artisti. Carlo Donati e la decorazione di una cappella per i caduti di Ravenna », *ibid.*, 15 janv. 1920, p. 1-9.

65. G.P. Treccani, *Monumenti e centri storici...*, *op. cit.*, p. 195-197 et 210.



▲ Fig. 11. « Une victime innocente des bombes ennemies. » Détail de la chapelle à la Victoire et à la Paix, peinte par Carlo Donati (église de S. Apollinare Nuovo, Ravenne, 1919).

figuratifs accessibles et immédiatement reductibles au *depositum fidei*. Toutefois, la déclaration d'intention de se conformer à la situation de l'avant-guerre fut souvent contredite et on fit plutôt appel aux modèles paléochrétiens, romans et gothiques. Le choix le plus répandu fut la récupération, au niveau architectural et iconographique, de l'imaginaire médiéval au prisme des canons de l'identité catholique intransigeante. Ce mythe du Moyen Âge était le meilleur instrument pour rétablir la *societas christiana* déchue et nationaliser les masses dans une perspective hiéocratique, opposée à celle de l'État laïque. Cette orientation fut encore plus accentuée dans l'action de Chimenton et de son Opera di ricostruzione delle chiese lungo il Piave : il adopta même une autre devise – « Des ruines plus belles ! » en parlant des églises – par rapport au slogan « Renaître comme elles étaient, où elles étaient », jugé conservateur et peu créatif. La préférence de Chimenton pour le néo-roman s'explique aussi bien par la volonté d'utiliser un langage considéré comme d'origine italienne que par la tentative de remonter aux sources primitives de la foi, sur la base du préjugé tacite que, dans les styles du Moyen Âge, on pouvait retrouver l'essence chrétienne la plus véritable et la plus orthodoxe⁶⁶. Dans ce sens, observait le jésuite Bricarelli, les nouvelles églises compensaient le dommage provoqué par les bombes ; la Providence avait su bénéficier de « ce terrible et déplorable fléau qu'est toujours la guerre⁶⁷ ». Longtemps objet de propagande, les églises dévastées conservèrent ainsi dans l'entre-deux-guerres la fonction d'importants symboles identitaires, constituant un des nombreux canaux de cette politisation du religieux qui avait pour objectif de redécouvrir – ou, plus exactement, de créer, d'imaginer – une nation catholique pour l'Italie de l'après-guerre. ■

66. *Ibid.*, p. 214-220 ; Francesca Zanella, « La ricostruzione delle chiese del Piave nel primo dopoguerra: la permanenza del revival », *Venezia arti*, n° 9, 1995, p. 77-88.

67. Carlo Bricarelli, « Riprese d'arte nel Veneto dopo la guerra », *Cc*, 1928, t. IV, p. 412-415.

OCTAVE DEBARY

À PROPOS DE QUELQUES RESSEMBLANCES

Au moment de rassembler les textes des mélanges pour Annette Becker, mes amis des éditions *Créaphis* me retournent le mien en m'expliquant qu'ils souhaitent de ma part, « un texte qui ne soit pas convenu ». La formule de Michel Leiris me revient aussitôt, « langage : invite au jeu – par élan ». Mais là les mots m'arrêtent. Leur tangage m'interroge. Quelle part ? La mienne. Part de choix, sacrée, maudite. Que me faut-il donner – de moi ? S'agit-il d'une commande, d'une invitation ? Annette Becker serait la première à dire qu'une invitation peut se décliner, mais qu'un commandement se refuse. « Convenu » (me) renvoie à une convention – que je n'ai pas signée –, mais aussi à un texte qui serait « déjà venu » (*convenire*, venir avec moi), avant même d'avoir été écrit. Pierre Gaudin, co-fondateur des éditions, s'emploie amicalement avec passion et brillance à m'écrire une (longue) lettre pour me dire ce qu'il attend (!) de mon texte. Une lettre qu'il ne publiera pas, à propos d'un texte qu'il me demande d'écrire. Cela fait partie des relations entre auteurs et éditeurs, entre ceux qui s'entendent, s'inspirent. Les uns écrivent ce que les autres aimeraient dire, les autres rendent audible (publi-c-ent) ce que l'auteur fait pour soi. Pour ma part, je préfère la forme verbale pronominale, « se convenir », en particulier pour Annette, « avoir des affinités réciproques, se plaire mutuellement ».

Dans nos échanges en période de confinement et de crise écológico-sanitario-politique ou biopolitique pour reprendre la formule de Foucault, nous avons plaisir à cultiver d'autres formes de voyages que ceux qui nous animent à l'étranger en temps normal (il arrive à Annette de passer chez elle entre deux voyages). Nous vivons désormais au rythme de voyages immobiles, sans rencontres. Ce temps de retrait procure, jusqu'aux peines et aux violences qu'il suscite, un temps de solitude et d'isolement social propice

à la réflexion et à l'introspection. *L'étrangement* creuse notre distance à la communauté, notre peur de la perte et de la perdre, mais révèle, également, notre attachement au monde (redevenu audible) et aux autres (absents), à l'autre... Combien de jours? Le matin du 21 mai 2020, nous échangeons des messages avec Annette. C'est le jour de l'Ascension qui célèbre la montée de Jésus vers Dieu (en attendant l'événement d'une Pentecôte qui signera l'effusion de la révélation sur les disciples). Ce moment fort de la liturgie chrétienne comporte sa part sacrificielle. Jésus délaisse les individus, les quitte (à nouveau), s'en sépare et leur donne la liberté de *croire* (aidés plus tard par des apôtres qui délivreront la « Bonne Nouvelle », les Évangiles). « L'Ascension répond à l'attente du salut par le motif de la disparition : Moïse, Elie, puis Jésus, absent de son propre tombeau : ces disparus sont des porteurs d'espérance. Quarante jours passés par les disciples à se demander que faire sans le maître... Il faut que le maître parte pour que ses témoins inventent (découvrent) le royaume qu'ils ont en eux », ajoutera à notre discussion un autre grand ami historien, Philippe Braunstein. L'Ascension vient quarante jours après Pâques. Comme quarante jours ont rythmé d'autres épisodes fondateurs du christianisme, celui de la pluie tombée lors du déluge et du sauvetage de Noé, ou le temps passé par Moïse sur le mont Sinaï avant de recevoir les dix commandements divins. Ou encore, celui de jeûne qui marque l'égarment de Jésus dans le désert lors de sa Tentation, de rejoindre le Mal (ou de *rester* parmi les hommes selon d'autres versions...). Ces quarante jours rappellent le voyage de quarante ans dans le livre de l'Exode des Hébreux dans le désert du Sinaï après avoir traversé la mer Rouge. Ces quarante jours/ans sont le temps du risque, de la perte, le temps menacé par la catastrophe. Mais ce temps est aussi celui de la réflexion, d'une mise à l'écart du groupe qui doit permettre une révélation. Un temps qui doit protéger, sauver le monde – de sa fin. L'apocalypse est un moment de révélation, de délivrance. Quarante jours, une véritable mise à l'écart de la communauté qui serait une des origines de la notion de *quarantaine* : une durée nécessaire de séparation de la communauté pour éviter la contamination avec l'impureté. Dans cette période difficile, je partage le plaisir des mots avec Annette mais aussi notre passion pour *leur révélation par l'histoire*. Notre mysticisme laïque y trouve un terrain d'entente où « l'amitié intellectuelle élective est ce qu'il y a de plus beau », « pour éviter toute contamination » ajoute-elle.

Revenons-en à mon premier texte, convenu, une version convenable et pour le coup inacceptable. Il s'agit (s'agissait) d'un texte qui rassemble les étapes d'une longue affinité intellectuelle avec Annette, depuis presque vingt ans. Un texte issu d'un travail présenté, dans une version plus courte, en octobre 2017 à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, aux côtés d'Annette, dans le cadre de journées de réflexion sur la place faite aux violences historiques dans l'enseignement en France. Cette présentation s'est soldée d'abord par un long silence avant que je récolte les critiques, et pire, d'une grande partie de l'auditoire. J'évoque, dans le sillage de Raul Hilberg, la nécessité d'accepter que les violences les plus extrêmes relèvent de notre humanité. Que, pour tenter d'en faire l'histoire, il faut accepter de donner un visage humain aux bourreaux pour établir leur responsabilité, la banale et parfois disciplinée planification de leur violence au regard de son historicité. Comprendre l'humanité des dictatures, des génocides, des meurtres de masse... pour dépasser le seuil des blessures qui nous invitent à les regarder en pensant qu'elles sont ineffables ou irreprésentables. Ce texte traitait du difficile trajet, de la difficile écoute, qu'il me semble urgent de donner autant à nos objets qu'à nos douleurs, à celles du passé comme à celles du présent. De la nécessité de renouer la parole avec ce/ceux que l'on combat, ce/ceux qui nous combattent. Autant de guerres que les historiens et anthropologues des violences tentent de nommer et d'expliquer. De quoi, de qui s'agit-il? La tentation anthropologique serait de répondre qu'il s'agit des autres, de tous ceux qui, lointains ou proches, pensent, vivent différemment de moi. Mais où commence l'altérité? L'autre est une mise en abyme de soi, susurre Rimbaud. Alors pourquoi ne pas essayer de penser l'altérité à partir de la ressemblance. C'est le chemin paradoxal que je tente de suivre dans une anthropologie qui cherche, dans des lieux, des moments, des « interstices » dira Philippe Descola, à penser davantage les ressemblances que les différences. J'ai cessé de penser qu'il ne fallait pas parler aux gens qui votent pour une extrême droite qui a atteint en France plus de dix millions de voix. L'urgence est au dialogue, à la recherche de nos ressemblances. Si ces idées prennent place dans un ouvrage dédié à Annette Becker, c'est parce que c'est elle qui m'a le plus appris à aimer débattre. Être d'accord ne suffit pas. Annette n'est pas une historienne des guerres et des violences par hasard, elle a cette force, cette joie qui anime le courage et l'intelligence d'une pensée qui lui permet de traverser les frontières – en temps de paix, comme en temps de guerre. Je souhaitais par ce texte évoquer principalement trois *topoi*, trois *ressemblances*. D'abord des terrains, des sujets sombres autour desquels nous avons édité,

en 2012, un ouvrage pluridisciplinaire à la suite d'un colloque où Annette avait eu l'idée d'inviter l'artiste allemand Jochen Gerz, célèbre pour ses anti-monuments et sa réflexion sur la mémoire (première ressemblance). Suivront d'autres rencontres, d'autres textes et ouvrages. Autour de l'art contemporain et en particulier de Christian Boltanski (*Monumenta*, 2010 et *Faire son temps*, 2020, deuxième ressemblance). Et, en écriture, des textes consacrés à nos réflexions sur les monuments (troisième ressemblance). Les éditions Créaphis seront souvent les complices de ces moments. C'est par cette porte que la question du convenu (me) revient! Publiant la plupart de mes ouvrages (quatre chez eux entre 2011 et 2019), le sentiment du convenu (déjà venu) se confond avec celui du « déjà lu ». La recherche et la fascination de l'inédit, du « jamais dit », revient hanter le désir éditorial face à l'amateur assumé que je suis des restes.

Je saisis donc l'occasion (de seconde main, j'insiste), pour m'arrêter un moment sur l'idée de nouveauté et d'inédit. C'est là encore un grand ami commun, le sociologue américain Howard Becker, qui a montré admirablement comment on pouvait penser le modèle de l'action sociale sur celui de l'improvisation et en particulier du jazz. Réconciliant les régimes de communauté (le collectif) et de singularité (l'individuel), toute action peut être comprise comme l'interprétation individuelle d'une partition collective, dont l'art de faire au quotidien se crée à chaque instant, par improvisation. Tout est déjà fait (écrit) au sein de cette partition commune qu'est la culture, mais rien n'existe sans notre réinterprétation et notre engagement dans son quotidien. Le social est en permanence *rejoué* – à nouveau! – pour exister. Alors, Becker, en très grand sociologue (et bon pianiste) ne manque pas de s'amuser, il fait de la sociologie comme on/il fait de l'art ou du jazz... Pourquoi laisser à l'art le privilège de la création, de la singularité, de la non-reproductibilité... de l'inédit. Sur le modèle d'une discothèque, il a créé un site Internet qui rassemble ses grands classiques. L'ensemble de ses partitions les plus connues et célèbres, ses conférences données depuis plus de quarante ans dans le monde entier. « Qu'est-ce que l'on joue ce soir? » Il rejoue à la demande et au rythme de ses invitations l'un de ses grands « tubes » ou standards. Des morceaux équivalents à ceux du monde de la musique qui, pour les plus célèbres interprètes, sont attendus par des fans et dont les puristes ne supportent pas qu'ils soient interprétés différemment que « l'original », pour entendre, réentendre (la copie de) l'original qu'ils aiment. La déception vient lorsqu'un artiste change une note, un ton, un

accord lors de sa reprise, de *son live*. Les amateurs les plus courageux, eux, se régalaient d'une interprétation revisitée de leur standard, mêlant ainsi le même et le nouveau dans un moment inattendu, mais ô combien travaillé. L'improvisation, comme l'art, prend du temps et demande du travail.

Dans le domaine de la peinture, Zola parle ainsi du paysagiste François Bonvin, « voici quarante ans qu'il refait le même petit tableau ». Il n'a peint qu'une seule toile, sans jamais la finir. Alors toutes les autres sont-elles des copies (non), des faux (non), des ébauches (peut-être), des recherches (oui). Des variations originales que l'on célèbre dans les mondes de l'art et que l'on peut retourner aux écrivains comme déjà lues, avant d'avoir été écrites, des *readymade*! L'épreuve de l'originalité est plus stricte qu'ailleurs, la notion de plagiat est à deux pas de s'étendre à celle « d'autoplégat ». Mais depuis Duchamp, l'art contemporain peut s'amuser et jouer de ce pouvoir. Christian Boltanski aime dire qu'il souhaite qu'un jour d'autres artistes puissent reprendre ses œuvres pour les réinterpréter. Des œuvres qu'il compare à des partitions, « Boltanski joué par XX ». Lorsque ses expositions voyagent, elles ne sont jamais identiques, toujours uniques dit-il. Avec un peu de décence sociologique, j'aime penser que s'il y a de l'originalité, de l'inédit, c'est dans la reprise, dans l'interprétation des textes, comme de la culture – qui nous vient toujours des autres. Seuls les arrangements, les combinatoires répondent à une mise en pratique qui nous est propre. L'inédit n'est qu'une forme de continuité revisitée. J'ai plaisir à lire des auteurs si animés, si inspirés par la pensée des autres, qu'ils en oublient parfois que leur mot leur vient des autres. Toute réflexion est généalogique et en déficit de citations. Parfois en surplus quand ces mêmes auteurs passionnés citent des phrases que leurs muses n'ont pas écrites, mais auraient pu... excès de citations! De la citation à l'œuvre, je me souviens d'une conférence partagée avec Jochen Gerz durant laquelle un illustre analyste (réel, GW) de son travail a décrit et commenté en sa présence une œuvre que l'artiste (n') a (jamais) réalisée, en Suisse dans les années 1990. La description du dispositif est précise, minutieuse, l'analyse est remarquable... Après la conférence, je demande à Gerz quelques explications : « Je ne connaissais pas cette pièce... » – réponse amusée de l'intéressé : « Je ne l'ai jamais faite... » (rires). C'était pourtant du très bon (vrai ?) Gerz. La mauvaise mémoire de GW lui a permis de faire son travail d'auteur.

Ma rencontre avec Annette s'est faite autour d'une recherche commune pour penser le temps, le temps de l'histoire et celui de la mémoire. Davantage qu'une juxtaposition des deux, cette recherche entend comprendre comment la conscience du temps portée par toute mémoire s'opère à partir des usages de l'histoire. Nous partageons une passion pour l'historicité du monde, pour les manières dont l'histoire s'accompagne de fables multiples pour se raconter et par là rendre compte, rendre un compte, au temps qui passe. Si cette conscience du temps est au cœur du métier d'historien, les rapports entre anthropologie et histoire sont plus distants, voire « froids ». L'anthropologie des grands ou petits partages, du sauvage (lointain) et du populaire (proche), n'a cessé de refouler l'historicité de ses objets. D'ailleurs, Lévi-Strauss ne concédera qu'une légitimité tardive (ou un « bref intérêt » pour reprendre la formule d'Isac Chiva) à la pratique d'une anthropologie de sa propre société. Alors que j'étais jeune étudiant, c'est autour de ce sujet que Lévi-Strauss m'accordera généreusement un long entretien. Plus tard, ce même sujet rythmera mes années de discussion et d'amitié avec Isac Chiva.

La tentation de l'universalisme anthropologique peut conduire la discipline à des formes de récits et de poétisations où la connaissance et la conscience historique s'évanouissent. Elle se fait science d'un objet perdu, qui cherche à retrouver sa mémoire. Elle laisse place à la spéculation littéraire d'un « anthropologue comme auteur » (Clifford Geertz) qui cède à la « force d'enchantement et d'incompréhension » (Alfred Gell) de ceux qu'elle appelle les autres. Mais la discipline cherche pourtant à prendre la parole, à comprendre. J'évoquerais ici deux sentiments face à ce parti pris disciplinaire. Tous deux liés à la certitude d'avoir deux compagnons de route qui me sont chers, d'une intimité qui me colle à la peau, mais dont je ne saurais dire pourquoi ils me sont si chers. Mon premier m'attache à l'histoire, frère et sœur de vie. J'ai depuis toujours la conviction que l'anthropologie n'arrivera à rien – penser – sans l'histoire. L'évidence qu'elle ne peut faire l'économie de l'historicité de son objet, voire mieux, que c'est en faisant l'histoire de son objet qu'elle trouvera (une partie de) son « secret ». J'aime penser que l'on peut entendre dans le présent (terrain de l'anthropologie) les voix du passé, retrouver nos fantômes (même pour les historiens du temps présent). Je conserve cette certitude mais la tiens aussi à distance (dans une part d'ombre, une pénombre) : je ne suis pas pour autant devenu historien, l'histoire (n'est) (qu')un compagnon. C'est là que se formule une seconde certitude : si l'anthropologie ne peut pas faire l'économie de l'histoire, elle ne peut réduire son discours à l'historicité de son objet. Son propos déborde

l'histoire. Le risque spéculatif entre en scène ici. Il faut que l'anthropologie établisse un (grand) récit du monde, peut-être moins en prétendant dire ce qu'il est que pour lui donner du sens, être avec ou encore, plus simplement, être au monde. Je me sens proche de l'idée de Paul Ricœur pour qui il faut accepter sereinement l'idée d'un présent réconcilié avec ce qui lui échappe, avec ce qui le sépare : le temps qui passe. Pour Ricœur, le récit est une manière d'habiter le présent du temps. La figure du témoin de l'histoire (de ses joies comme de ses peines) en constitue le modèle. Le témoignage, comme temps du récit, vient résoudre le malaise (de la « représentation ») d'un passé absent hantant le présent et qui peut s'en délivrer en racontant sa perte, en se racontant. Même si (ou *malgré tout*) ce récit du passé n'empêche pas les conflits d'interprétations : « Il restera toujours de l'irréconciliable dans nos différends, de l'inextricable dans nos enchevêtrements, de l'irréparable dans nos ruines. C'est en particulier parce qu'il y a de l'irréparable qu'il y a de l'histoire » (Ricœur). Cette force de réconciliation de l'histoire comme récit, narration de seconde voix, donne sa beauté au métier d'historien.

Sous la plume laudative de Pierre Nora, j'ai mesuré que la problématique entre mémoire et histoire avait trouvé chez Annette toute sa force. Dans la biographie qu'elle a consacrée à Maurice Halbwachs, elle montre comment sa réflexion sur la mémoire s'est faite à partir d'une double distance, celle d'avec une guerre de 1914 qu'il a « faite » sans qu'elle ne l'ait jamais conduite « au feu » (à cause de sa mauvaise vue), et celle d'avec un judaïsme qu'il a étudié, partagé et adopté – sans être juif, seulement par sa femme, ses amitiés et son passage à Jérusalem. Dans les deux cas, la réflexion sur la mémoire chez Halbwachs articule un régime de communauté (une présence partagée) avec un régime de séparation (une distance). La notion de mémoire collective vise bien à faire le pont entre (ré-concilier) un vécu individuel et ce que l'individu n'a pas vécu mais porte en lui. Précisément, la dimension collective de son identité qu'il porte à travers une *mémoire partagée mais non vécue*, qu'il convient d'appeler *collective*. Que cette mémoire « partagée non vécue » se pose en énigme (à résoudre pour le sociologue de la mémoire), ou en obstacle, voire en traumatisme (pour la psychanalyse), elle relève d'une logique en tension : entre présence (individuelle) et distance (collective). La mémoire est constitutive de cette part d'ombre, d'inconnu, dont l'école sociologique française, durkheimienne en tête, fera du sacré et du religieux le fondement. Cette résistance trouve dans l'idée même de refoulement une autre formulation. Comme le note Pierre Nora dans sa préface du livre :

La démonstration d'Annette Becker enrichit considérablement la problématique de la mémoire collective, au principe même de sa formulation. Elle inscrit le refoulement, la censure, l'oubli au cœur de la mémorisation; elle introduit un parallèle entre travail du deuil et travail de la mémoire; elle montre comment la mémoire ne s'envole que sur fond de tragique historique. Et du même coup, elle donne à la réflexion de Maurice Halbwachs sur la mémoire un relief et une profondeur [...].

La mémoire collective s'éclaire en tant qu'elle transmet, tout en rendant silencieux ce qui est transmis. Elle fait de l'oubli sa propre constitution (sa part mystique, sacrée *et* collective). Comment réconcilier la mémoire avec son histoire, comment rompre ou lever ce silence? On sait que l'entreprise éditoriale menée autour de Pierre Nora et des *Lieux de mémoire* ont fait de la séparation entre mémoire et histoire le fondement (dramaturgique) de ce moment historiographique. Dans cette perspective, cette œuvre tente de répondre au règne de la mémoire et aux enjeux de luttes identitaires et politiques en tentant d'*historiciser* le processus même de ces incarnations mémorielles. L'histoire (des historiens) serait source de réconciliation. Sur ce point, Annette me semble reconnaître ce magistère de l'histoire (sa part paternelle, bien sûr) mais elle lui conteste en même temps sa seule autorité. Son ouverture à l'art et aux artistes (ceux qu'elle aime comme Mark Rothko, Kurt Schwitters, Otto Freundlich, Aurélie Nemours, Pierrette Bloch et tant d'autres...) a trouvé dans le déficit ou le manque à dire des historiens une voie qu'elle n'a cessé de cultiver et qui traverse toute son œuvre. Comme si les artistes arrivaient à dire et à montrer – à raconter – ce qu'une partie de l'histoire historique n'arrivait pas à transmettre. Mais là encore, s'il arrive à quiconque, comme à tout artiste, d'avoir la mémoire courte, le rappel à l'histoire devient sa réponse radicale.

Je terminerai ce texte par l'évocation du sujet qui anime l'un de nos derniers échanges. Il touche à la question de la mort, autrement dit, au sens de la vie. Cette spécialiste de la mort, des morts de masse et des violences extrêmes, s'est donné cet objet le long d'un *xx^e* siècle fou de guerres. Elle le fait avec une conscience aiguë de la fragilité de la vie et une vigilance face aux dominations des régimes politiques. Une vie, des vies qu'elle suit comme historienne et dont elle sait que les cicatrices ou les fins ne tiennent à rien, à si peu. Dans un dialogue engagé avec Christian Boltanski commencé à la *Monumenta* en 2010 jusqu'au texte qu'elle a consacré à sa dernière exposition *Faire son temps* (2020), elle rappelle que « toute l'œuvre mortuaire, en

deuil permanent de CB, proclame que tout être humain va mourir. *Mais* il y a mort et mort » et, bien plus loin, elle ajoute : « Ce qui m'avait choquée, et je le reste, c'est qu'il insistât sur l'égalité de toute mort : maladie, vieillesse, crime personnel, accident, guerre, catastrophe naturelle ou génocide, toujours décontextualisés... » Même si pour l'anthropologie aucune mort n'est naturelle – elles sont *toutes* culturelles dans leur cause, leur déroulement et leur deuil –, la remarque de l'historienne vise à rappeler qu'une mort « à Auschwitz » ou « au Rwanda génocidaire » ne vaut pas une mort douce, voire « accompagnée ».

Dans son œuvre *Les Habitants de Malmö* (1993) Boltanski a fait réimprimer l'annuaire téléphonique des habitants de la ville en 1993 et a ajouté quatre pages intitulées « Errata », avec comme sous-titre, « You can't reach these inhabitants of Malmö on the phone any more. They died in 1993 ». Que s'est-il passé? Personne ne fera d'enquête car, gageons-le, aucun crime n'a été commis... Peut-être que Boltanski établit moins la valence de ces morts qu'il ne rappelle le fait que la mort est traitée aussi banalement qu'en enlevant (ou mettant) le nom des gens sur une liste, en temps de paix, comme parfois en temps de guerre. Il faut des artistes et des historiens pour nous rappeler ces ressemblances et ces différences.

Ultime ressemblance. La maison d'Annette Becker lui ressemble, elle est emplies d'histoires et de livres. Certains rangés aux murs, la plupart par terre, qui suivent le chemin de sa vie, de ses pièces, de ses escaliers, en haut vers son bureau, en bas vers son jardin. Une maison d'écrivaine. Libre. ■

FABIEN THÉOFILAKIS

ENTRE LES COLONNES DU TRÔNE, LA PATROUILLE DE FRANCE SURVOLE LA PLACE DE LA NATION : COMMÉMORER LE 8 MAI ET LE 11 NOVEMBRE DANS LES ACTUALITÉS FRANÇAISES (1945-1969)

Si Annette m'était contée : mémoires de guerre, commémoration et images

De 1945 à 1969, chaque séance de cinéma propose au spectateur français, en une dizaine de minutes, l'actualité de la semaine, en images et en sons. À mi-chemin entre le fait divers et la séquence documentaire, *Les Actualités françaises* font du présent un événement à chaque journal renouvelé, à travers les exploits sportifs et les innovations techniques ou scientifiques, les bouleversements politiques et les performances économiques, les manifestations culturelles et les mutations sociales. La vitesse caractérise cette mise en récit de l'information : en moyenne, une émission aborde neuf sujets, d'une durée d'à peine plus d'une minute et demie chacun, rythmés par une bande-son omniprésente. Chaque émission offre, aux sept millions de spectateurs hebdomadaires, un concentré du tourbillon qu'est l'actualité mais aussi un moyen de la maîtriser en donnant un sens à cette modernité historisée, matérialisée par les cartels à l'écran¹.

En tant que médium, *Les Actualités françaises* s'insèrent dans un triple héritage : elles empruntent à la presse écrite en calquant le temps des sujets sur le temps de l'article court², à la culture cinématographique de la salle

-
1. Sur *Les Actualités françaises*, voir Marcel Huret, *Ciné actualités. Histoire de la presse filmée 1895-1980*, Henri Veyrier, 1984 ; François de la Bretèque, « Les actualités filmées françaises », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 50, 1996, p. 137-140 ; Marie Bessi, « Les fonds des *Actualités françaises* à l'INA », *Les cahiers de la cinémathèque. Revue d'histoire du cinéma*, « Les Actualités françaises », n° 66, 1997, p. 65-70 et l'ouvrage de Sylvie Lindeperg, *Clio de 5 à 7. Les actualités filmées de la Libération : archives du futur*, CNRS éd., 2000.
 2. Un sujet compte en moyen 140 mots, une émission 1 771. Je ne saurais trop remercier Bénédicte Pincemin (Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités) pour ses conseils,

de cinéma et à la culture radiophonique dont les cinq années d'Occupation ont modifié les « airs de famille sonores³ ». Elles s'en distinguent aussi résolument en ce que l'actualité sur grand écran se fonde sur une mise en séquence du mouvement qui donne à voir la double étymologie du terme *actuel* – ce « qui est en activité » (1863) et « ce qui est présent » (1866) – avant l'ère télévisuelle et l'avènement du direct. L'information, reçue en public dans une salle obscure, soumet le spectateur à un mode de réception contraint : *Les Actualités françaises*, société publique fondée en 1945, dont le monopole de l'information est concurrencé dès janvier 1946 par des firmes privées (*Pathé Journal*, *Éclair Journal*, *Les Actualités Fox Movietone*, puis *Gaumont Actualité*), présentent une moindre pluralité d'interprétations que la presse écrite et radiophonique et imposent un même ordre linéaire de lecture. Totalité close renforcée par un commentaire fondamentalement consensuel.

Enfin, *Les Actualités* définissent un mode d'appréhension. Le visionnage des neuf minutes hebdomadaires est une expérience sensible : image noir et blanc, quasiment jusqu'à la fin de la période, sur grand écran ; bande-son à fort volume ; tonalité de la voix, presque exclusivement masculine, disposition propre à chaque salle ; et la combinaison de tous ces éléments est subjective selon la sensibilité insondable de chaque spectateur. Dès lors, *Les Actualités françaises* invitent le chercheur à se demander, à la suite de McLuhan – « the medium is the message » –, dans quelle mesure ce médium « façonne le monde et détermine l'échelle de l'activité et des relations des hommes⁴ ». En quoi *Les Actualités* changent-elles la façon de voir le monde, la façon dont elles-mêmes ont représenté le monde et, un demi-siècle plus tard, la façon de faire l'histoire de ce monde ?

ses requêtes, ses calculs et pour sa disponibilité à toute épreuve dans l'utilisation du logiciel de textométrie TXM. Sur le logiciel : Serge Heiden, Jean-Philippe Magué, Bénédicte Pincemin, « TXM : une plateforme logicielle open-source pour la textométrie – conception et développement » in Sergio Bolasco, Isabella Chiari, Luca Giuliano (eds.), *Proc. of 10th International Conference on the Statistical Analysis of Textual Data - JADT 2010*, vol. 2, Rome, Edizioni Universitarie di Lettere Economia Diritto, 2010, p. 1021-1032. Ce travail a bénéficié du soutien financier de l'Agence nationale de la recherche dans le cadre du projet « Analyse transdisciplinaire des *Actualités filmées*, 1945-1969 » (Antract) qui croise une analyse textométrique, une plateforme de Web sémantique (Okapi) créée par l'Institut national d'audiovisuel (INA), et des technologies d'analyse de son et d'image appliquées aux 1 262 journaux diffusés en vingt-cinq ans. Sur le projet, voir la présentation (<https://anr.fr/Projet-ANR-17-CE38-0010>) et l'article *Digital Humanities Quarterly*, 2021, 15.1 (<http://digitalhumanities.org/dhq/vol/15/1/000523/000523.html>).

3. François Noudelmann, *Penser avec les oreilles*, Max Milo, 2019, p. 122.

4. Marshall McLuhan, *Pour comprendre les médias*, trad. de l'anglais par Jean Paré, Seuil, 1968 [éd. originale : 1964], p. 40.

Y répondre supposait d'emprunter un peu le même chemin qu'Annette Becker mais à rebours pour remonter de la seconde guerre mondiale à la première et poursuivre, trente ans plus tard, sa réflexion sur la mémoire de la Grande Guerre, non plus à partir de photographies mais de la presse filmée, non plus à partir des monuments aux morts mais de leur mise en récit⁵. Étudier comparativement les commémorations des deux guerres mondiales revient à appréhender comment se construit une mémoire officielle et combien ses représentations sont liées à un imaginaire qu'elles cherchent à faire devenir réalité⁶. L'historien s'intéresse alors aux lectures différentielles du passé qu'elles véhiculent, au traitement de la violence dans le rétablissement d'un ordre démocratique, à l'importance du rituel qui emprunte au registre de la foi, à l'articulation entre ce que l'on voit et ce que l'on entend. Bref, il propose une histoire des démobilisations culturelles par l'image. Elle permet d'envisager la commémoration comme un événement et d'interroger « ce qui advient à qui est advenu⁷ ».

8 Mai et 11 Novembre dans *Les Actualités françaises* : où est l'actuel dans les commémorations ?

Deux fois par an, le déferlement de l'information semble comme suspendu : les 8 mai et 11 novembre. Non que ces cérémonies soient les seules qui fassent répétition mais les commémorations de la fin des deux guerres font cycle et interrogent l'actuel des *Actualités françaises* : les commémorations des 8 Mai et 11 Novembre s'éprouvent dans la reproduction du même, s'affirment dans le retour du passé, se légitiment dans une immuabilité revendiquée. Et cette mise en scène de la répétition se lit d'abord dans la récurrence des sujets sur l'ensemble de la période : entre novembre 1945 (mai 1946 pour les commémorations du second conflit) et novembre 1968, les spectateurs

5. Annette Becker, *Les monuments aux morts. Mémoire de la grande guerre*, Errance, 1991.

6. Voir les grilles d'analyse fournies par Philippe Raynaud, « La commémoration : illusion ou artifice ? », *Le Débat*, n° 78, p. 99-110 et Gérard Namer, *La Commémoration en France de 1945 à nos jours*, L'Harmattan, 1987 [1983]. Pour une synthèse, Rémi Dalisson, *La guerre et la mémoire. Enjeux identitaires et célébrations de guerre en France de 1870 à nos jours*, CNRS éd., 2013.

7. Pascale Goetschel, Christophe Granger, « "L'événement, c'est ce qui advient à ce qui est advenu..." Entretien avec Pierre Laborie », *Sociétés & Représentations*, 32, 2011/2, p. 167-181, <https://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2011-2-page-167.htm>, consulté le 12 mars 2021. Voir Vincent Auzas, « La commémoration du 11 Novembre à Paris 1919-2012 », thèse d'histoire dirigée par Bogumil Jacek Koss et Henry Roussio, univ. de Laval et univ. de Paris Ouest Nanterre, 2016, chap. 5.

ont pu revivre dans *Les Actualités* dix-neuf des vingt-quatre cérémonies du 8 Mai et dix-huit des vingt-trois cérémonies du 11 Novembre. Régularité suffisante pour interroger les lacunes⁸.

Les raisons de ces dernières peuvent être législatives : si la loi de 1922 consacre le 11 Novembre comme un jour férié, elle n'en fait pas pour autant une fête nationale. Quant au 8 Mai, une loi de mai 1946 l'instaure comme fête nationale mais non comme un jour chômé ni férié, ce qui renvoie sa célébration, si la date ne tombe un dimanche, au dimanche suivant, jusqu'à la loi de mars 1953. Déclarer le 8 Mai jour férié mais non chômé permet la synchronie entre date historique et célébration commémorative avant que le général de Gaulle – maître des horloges à partir de mai 1958 – ne revienne, en avril 1959, sur le caractère férié de la date : la commémoration est alors placée le deuxième dimanche du mois de mai ; puis, il décide en janvier 1968, de commémorer la fin de la seconde guerre mondiale le 8. Se pose alors la question de la valeur intrinsèque de ces commémorations à l'écran et, à travers elles, du rapport des Français à la guerre. Comprendre cette chronologie commémorative à trous revient à savoir ce qui relève de la part de contingence et d'actualité des deux guerres mondiales dans la France après 1945 : la célébration des deux victoires serait-elle *actuelle*, moins comme passé qui ne voudrait pas passer que comme passé qu'on ne voudrait pas faire passer en raison de son usage au présent ?

Cette *actualité* des deux conflits est en effet à replacer dans une France qui, entre décembre 1946 et mars 1962 – soit trois cinquièmes de la période considérée –, est en guerre, d'abord en Indochine jusqu'en août 1954, puis en Algérie jusqu'en mars 1962 : le premier des 171 sujets centrés sur les « événements d'Indochine » date du 16 janvier 1947, tandis que le dernier des 294 sujets abordant la guerre d'indépendance algérienne est diffusé le 8 août 1965⁹. La guerre fait l'actualité, dans la vie ou sur les écrans.

Dès lors, les trente-sept commémorations filmées de la fin des deux guerres mondiales ne seraient-elles pas *inactuelles* car contemporaines ? Contemporaines dans leur rapport décalé qu'elles entretiennent avec le présent, rapport qu'Agamben décrit comme « [...] *la relation au temps qui adhère à*

8. Respectivement les 11 Novembre 1958, 1959, 1963, 1964, 1966, 1967 et les 8 Mai 1951, 1956, 1958, 1968. Sur cette périodicité, voir Hélène Puisseux, « Contrat et convention à partir d'un genre disparu », 7, *Cinéma. Rites et mythes contemporains*, *Bulletin de recherches du laboratoire audiovisuel de l'EPHE – 5^e section*, 1988, p. 15-22.

9. Calculs effectués à partir des notices des sujets rédigées par l'INA.

lui par le déphasage et l'anachronisme¹⁰ ». C'est précisément cet anachronisme qui interroge la contemporanéité des deux commémorations en ce qu'elle « s'inscrit, en fait, dans le présent en le signalant avant tout comme archaïque [...], proche de l'arkè, c'est-à-dire de l'origine. Mais l'origine n'est pas seulement située dans un passé ontologique » – souligne le philosophe –, « elle est contemporaine du devenir historique et ne cesse pas d'agir à travers lui [...] »¹¹. Essayons de comprendre comment – par ce qu'ils donnent à voir, à entendre, à ressentir – les sujets sur les 8 Mai et 11 Novembre invitent les spectateurs à « percevoir dans les choses les plus modernes et les plus récentes les indices ou la signature de l'archaïsme¹² ». En quoi *Les Actualités françaises* cherchent-elles à faire des commémorations des événements ?

À l'échelle d'une émission, la place des sujets sur les commémorations fournit un premier élément de réponse. En effet, plus de deux cinquièmes des trente-sept émissions retenues entre 1945 et 1968 s'ouvrent sur une commémoration ; plus de trois cinquièmes si l'on considère les trois premiers sujets des émissions. Pour autant, conclure à une stratégie d'ouverture serait hâtif.

D'une part, les deux dates ne jouissent pas de la même exposition médiatique : si plus de la moitié des dix-huit émissions retenues pour le 11 Novembre commence par la commémoration, moins d'un tiers des dix-neuf émissions sur le 8 Mai sont dans ce cas. Même en comptant les trois premiers sujets diffusés, jamais la commémoration de la fin de la seconde guerre mondiale n'atteint la fréquence inaugurale de la première, conférant à cette dernière une stabilité commémorative inégalée. D'autre part, les deux commémorations voient leur exposition évoluer sur la décennie et demie de façon opposée : alors que les 11 Novembre ont tendance à devenir moins fréquents sur les écrans dans les années 1960¹³, le traitement des 8 Mai augmente continûment sur la même période. La commémoration de la fin de la Grande Guerre est donc particulièrement présente lors de la décennie 1950-1959 – principalement sous la IV^e République –, en revanche, sous la V^e République

10. Giorgio Agamben, *Qu'est-ce que le contemporain ?*, trad. de l'italien par Maxime Rovere, Rivages/Petite bibliothèque, 2008, p. 12. Italiques dans le texte original.

11. *Ibid.*, p. 33-34.

12. *Ibid.*

13. On compte cinq émissions traitant du 11 Novembre entre 1945-1949, huit entre 1950-1959 et cinq de 1960-1968, alors que sur le même découpage, le nombre d'émissions abordant le 8 Mai passe de quatre à sept puis huit.

gaullienne, le 8 Mai, assuré désormais d'un traitement quasi annuel à l'écran, est deux fois plus présent que le 11 Novembre¹⁴.

La rapide corrélation entre ordre de projection et décennie fait ressortir une utilisation différente des deux commémorations dans le montage. Les sujets couvrant le 11 Novembre ouvrent très souvent les émissions, quelle que soit la décennie ou le régime. En revanche, les sujets relatifs au 8 Mai peuvent être diffusés à l'intérieur, voire en fin de journal. Alors que les années 1946-1949 – celles de mise en place – ne présentent une forte polarisation pour aucune des deux dates, la décennie gaulliste apparaît à l'inverse comme celle de la plus forte concentration sur les commémorations en premier sujet : la commémoration de la fin de la première guerre mondiale semble désormais lui conférer un statut hors classe – d'événement dans l'événement – qui justifie sa position inaugurale mais aussi sa moins forte présence sur les écrans. À l'inverse, celle de la seconde, plus pérenne, semble se justifier par une certaine proximité avec l'actualité hebdomadaire. Et l'étude des sujets encadrants de confirmer une telle interprétation.

Les sujets sur le 11 Novembre semblent constituer des entités autonomes, sans liaison apparente avec ce qui suit, que ce soit la « grève des Boueux à Paris » en 1947 ou avec « le pavillon de Flore, rendu aux Beaux-Arts » en 1961¹⁵. En revanche, le 8 Mai, davantage inséré dans les émissions, présente deux associations : d'une part, avec la fête de Jeanne d'Arc, abordée à huit reprises en lien avec la capitulation allemande¹⁶; d'autre part, avec la seconde guerre mondiale. En 1949, est remise la « Croix de guerre à la ville de La Ciotat ». En 1959, le sujet, en lien avec la politique gaullienne de rang et puissance, est encadré par « Le général de Gaulle à Orléans » et « À Genève, la conférence des quatre ». En 1962, il précède le sujet « Maintien de l'ordre renforcé en Algérie¹⁷ ». Deux logiques de montage qui soulignent combien l'héritage de la seconde guerre mondiale reste un enjeu contemporain dans la France de l'après-guerre et posent la question du continuum dans le temps comme entre les deux dates.

14. Sur la chronologie, voir Jean-Pierre Rioux, « Les variables politiques » in Centre régional de publication de Paris, Institut d'histoire du temps présent, *La mémoire des Français. Quarante ans de commémorations de la seconde guerre mondiale*, CNRS éd., 1986, p. 89-101.

15. INA, *Les Actualités françaises* (désormais LAF), AFE85002813, 13/11/1947; AFE85009296, 15/11/1960.

16. De 1946 à 1950, puis en 1953 et 1963.

17. INA, LAF, AFE85003070, 12/05/1949; AFE85008287, 13/05/1949; AFE85008289 et AFE85009514, 16/05/1962.

La durée des sujets fournit un second élément d'appréciation. Sur l'ensemble de la période, la durée annuelle moyenne est quasiment identique – une minute six pour le 8 Mai; une minute sept pour le 11 Novembre –, en revanche, les sujets liés à la fin de la première guerre mondiale sont plus longs dans les années 1946-1949, notamment le premier en 1945 qui couvre la célébration des deux victoires et celui de novembre 1948 pour le trentième anniversaire de l'armistice. Les commémorations de la capitulation sans condition de l'Allemagne sont plus longuement traitées entre 1950 et 1957 – excepté en mai 1964 pour les vingt ans de la libération de la France – tandis que, sous la présidence gaullienne, les durées des deux commémorations sont quasi similaires. La période du GPRF apparaît celle de la plus grande visibilité des deux commémorations, 1945 et 1946 étant les années des plus longs sujets. À partir de la IV^e République, le 11 Novembre s'assure à l'écran une régularité remarquable mais brève, plus généreuse mais hachée sous la V^e République. La durée des sujets relatifs au 8 Mai confirme son profil différent, caractérisé par son irrégularité entre sujets brefs et reportages plus longs.

Ces données nourrissent un triple constat : d'abord, la cyclicité des anniversaires scande en partie la durée des sujets; ensuite, la chronologie des diffusions révèle l'existence d'un rapport politique et symbolique au passé en fonction du présent – la France gaullienne commémore à l'écran la fin de la guerre en référence à la libération de Paris en 1944, non de l'Europe en 1945 –; enfin, la complémentarité entre les deux modalités de diffusion alimente l'idée d'une hybridation entre les deux commémorations, soulignée par le fait que les périodes de plus forte présence médiatique de l'une correspondent aux périodes de moindre exposition de l'autre. La durée du sujet du 11 Novembre 1965 s'explique non par rapport à 1945 mais au 45^e anniversaire de la désignation du soldat inconnu en 1920.

Constat qui invite à visionner les sujets portant sur les commémorations des 8 Mai et 11 Novembre, en s'intéressant tour à tour à ce qui est montré et ce qui est dit : il s'agit de comprendre quelles représentations sont offertes au spectateur de l'immédiat après-guerre, puis à celui qui les regarde dix ans, vingt ans après la fin du second conflit. D'autant que la bande-son est conçue à partir d'images déjà montées, les deux processus de montage étant donc successifs et réalisés par des opérateurs différents. Quelles relations entre les deux dates transmettent-ils à l'écran? Que disent-ils des rapports entre guerre, État et société sur près d'une génération?

Commémorer une guerre de trente ans : un espace-temps entre trinité parisienne et figures poliades

La commémoration à l'écran s'organise d'abord selon une topographie mémorielle qui ancre l'héritage guerrier dans un espace urbain à la fois réel et imaginaire. Que ce soit le 8 Mai ou le 11 Novembre, Paris reste cet invariant cinématographique qui occupe le cœur de la cérémonie. Pourtant, un attentif visionnage révèle une géographie commémorative moins hégémonique puisqu'un tiers environ des sujets se déroule hors de la capitale, proportion quasi égale pour les deux dates. Hormis l'exceptionnelle année 1945, en 1946, 1947 et 1948, Paris est associée à plusieurs autres lieux en France : le choix des sujets présentés semble vouloir montrer l'unicité du souvenir par la diversité des territoires, le retour de l'unité politique par la célébration d'une même mémoire par la République, jusqu'au 11 novembre 1948 où la commémoration de 1918, abordée à partir de trois lieux, exclut la capitale. À partir du 8 mai 1949, une fois la République bien installée, *Les Actualités françaises* ne retiennent plus qu'un lieu en moyenne, très majoritairement Paris. Elles donnent à voir une géographie commémorative qui redonne à la capitale une centralité politique et mémorielle perdue sous l'Occupation.

Dans Paris même, les cérémonies du 8 Mai et du 11 Novembre se déroulent selon des itinéraires qui, s'ils empruntent certains mêmes lieux, ne s'articulent pas de la même façon à l'écran. En effet, dans *Les Actualités françaises*, les commémorations du 8 Mai se concentrent autour de trois lieux – l'Étoile avec l'Arc de Triomphe, les Champs-Élysées et la place des Pyramides avec la statue de Jeanne d'Arc –, alors que celles du 11 Novembre se déploient selon une géographie plus large qui, certes, aboutit à l'Étoile et la tombe du Soldat inconnu, après avoir emprunté les Champs-Élysées, mais les déborde pour englober le rond-point avec la statue de Clemenceau et les deux palais, voire le pont Alexandre III et l'Hôtel des Invalides. Cette différence fait proportionnellement davantage apparaître l'Arc de Triomphe à l'écran dans les sujets couvrant les 8 Mai que dans ceux relatifs au 11 Novembre. L'antériorité des cérémonies du 11 Novembre depuis 1920 suffit sans doute à associer ce monument à la tombe du Soldat inconnu. À moins que cette assimilation ne serve précisément à légitimer le 8 Mai par transfert d'imaginaire, nourrissant, d'une commémoration à l'autre, une filiation entre les deux conflits qu'explicitent les plans larges intégrant l'Étoile avec l'Arc de Triomphe en majesté, jusqu'au Soldat inconnu, dont la tombe « [...] représente pour les

Français le centre même de la patrie, le lien essentiel, le symbole de leur unité devant tous les périls et tous les problèmes¹⁸ ».

Si les bas-reliefs de Rude, en particulier *La Marseillaise*, sont presque aussi présents dans les sujets des deux commémorations, inscrivant les deux conflits mondiaux dans les luttes pour la patrie en danger depuis la Révolution française, en revanche l'énumération des victoires napoléoniennes apparaît cinq fois plus dans les sujets sur le 11 Novembre que dans ceux sur le 8 Mai, insérant également la Grande Guerre dans l'histoire de la gloire militaire. La cérémonie du 11 novembre 1945 commémore la « double victoire¹⁹ » par une scénographie urbaine incluant des hauts lieux mémoriels de la guerre de 1870, avec la place Denfert-Rochereau accueillant les 15 cénotaphes de « morts pour la France » entre 1939 et 1945, avant leur inhumation au Mont-Valérien. Les sujets des 11 Novembre et 8 Mai ne célèbrent donc pas – seulement – la guerre qui leur est chronologiquement rattachée, autre signe d'une continuité entre les mises en scène.

Hors de Paris, la géographie commémorative retenue à l'écran présente une topographie plus éclatée qui entretient ce lien entre les deux conflits : Rethondes et l'esplanade de l'armistice constituent l'espace de référence hors capitale que peuvent compléter l'ossuaire de Douaumont et les champs de bataille de l'Aisne. Le 8 Mai est représenté par une géographie resserrée autour de deux villes, Orléans, cité johannique, et Reims, lieu de la capitulation allemande. Le Mont-Valérien en novembre 1945 comme Mouchamps en mai 1946 viennent ouvrir ces géographies respectives sur un espace continu d'une guerre à l'autre.

Cette topographie commémorative est également peuplée de grands hommes : pour le 11 Novembre, de Clemenceau d'abord, par sa statue du rond-point des Champs-Élysées et sa tombe à Mouchamps; de Foch ensuite, par sa statue à Rethondes et celle, installée pour l'occasion en 1951, au Trocadéro; pour le 8 Mai, c'est Jeanne d'Arc qui est célébrée défilant à cheval ou en statue, place des Pyramides à Paris ou à Orléans. Sans surprise, *Les Actualités françaises* retiennent les figures tutélaires convoquées par les organisateurs : militaires ou civiles, masculines et exceptionnellement féminines, elles symbolisent la résistance à l'ennemi, voire la victoire, qui relie le XX^e siècle au XIV^e.

18. INA, LAF, AFE85009716, 14/11/1962.

19. INA, LAF, AFE86004509, « Commémoration de l'armistice », 14/11/1946.

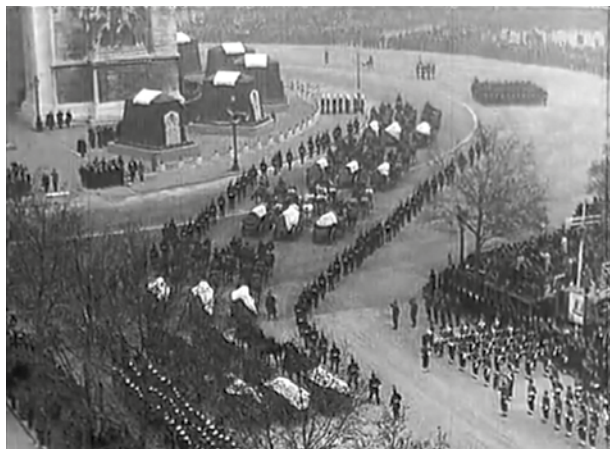
Toutefois, cette convocation de héros qui semble s'arrêter à la Grande Guerre peut alimenter une autre dynamique pour les spectateurs entre 1945 et 1968 : l'homme providentiel qui apparaît dans quinze sujets – soit deux cinquièmes –, c'est le général de Gaulle²⁰. Enfant de ce siècle de guerres, il est le seul à être à la fois un ancien combattant de la première guerre et le chef de la France libre, qui a conduit le pays à la victoire lors de la seconde. Les images explicitent le rapport particulier qu'il entretient avec la mémoire des deux conflits le liant à l'histoire de France. Il apparaît bien plus souvent lors des commémorations du 8 Mai que dans celles du 11 Novembre, notamment entre 1946 et 1957, se posant en héritier de Clemenceau. Mais, tel Foch, il se présente en chef militaire et, vêtu de l'uniforme, se recueille au garde-à-vous, à la différence de Vincent Auriol et René Coty sous la IV^e République²¹. En effet, le chef de la France libre – apparaissant tour à tour à l'écran comme chef du gouvernement provisoire, opposant à la IV^e République et président de la suivante – se présente rarement seul avant son retour pérenne au pouvoir, mais face tantôt à Jeanne d'Arc, tantôt à Clemenceau, et exclusivement les 8 Mai. Volonté politique ou biais du montage ? Toujours est-il qu'à partir de 1959, une fois les rênes du pouvoir et de l'information en main, de Gaulle chef de l'État apparaît quasiment autant lors deux cérémonies²² et, à partir de 1961, seul. Devenu la statue du commandeur, il n'a plus besoin d'adjoints et encore moins d'alliés : Churchill est décoré en 1947 par Ramadier ; Eisenhower est invité par Auriol en 1951. De Gaulle incarne ainsi un usage quasiment opposé à celui pratiqué sur les écrans sous la IV^e République, dont les sujets multipliaient les associations entre présidents et figures tutélaires.

Qu'ont alors choisi de retenir les opérateurs au montage pour résumer, en quelques minutes à peine, des cérémonies de plusieurs heures ?

20. Voir S. Lindeperg, *Clio de 5 à 7...*, op. cit., chap. 3 : « Scénographie du pouvoir. Les deux corps du Général », p. 117-154.

21. Sur ces préférences, voir Serge Barcellini, « Les cérémonies du 11 novembre 1945. Une apothéose commémorative gaulliste » in Christiane Franck (dir.), *La France de 1945. Résistances. Retours. Renaissances. Actes du colloque de Caen (17-19 mai 1995)*, PU de Caen, 1996, p. 85-100.

22. Toutefois, sa présidence concentre tous les sujets non diffusés sur les 11 Novembre, même si l'éclat de celui de 1968 doit rappeler le défilé de la Victoire du 14 juillet 1919.



▲ Fig. 1. Les 15 cénotaphes à l'Arc de Triomphe, 16 novembre 1945, AFE86003334, 00:00:13.

▲▲ Fig. 2. Surimpression de la statue de Jeanne d'Arc à Orléans et l'Arc de Triomphe, 16 mai 1946, AFE85001424, 00:07:05.

◀ Fig. 3. La patrouille de France survole les colonnes du Trône, 13 novembre 1968, AFE86001304, 00:01:35.

Rétablir l'unité nationale par l'image : la commémoration comme rituel d'institution²³

Les sujets à l'écran montent d'abord les commémorations comme des rituels²⁴. Dans une France amoindrie militairement par la défaite et l'Occupation, affaiblie politiquement par la rivalité entre l'État français et la France libre, divisée socialement par le programme de la « Révolution nationale » et la politique de collaboration, les commémorations doivent relever un défi central : redonner confiance aux Français, en eux-mêmes comme nation, en leur État comme en leur armée. On peut donc regarder ces sujets dans *Les Actualités françaises* comme une tentative de restaurer, par l'image, l'ordre républicain dans le désordre de l'après-guerre, comme un usage de la mémoire pour gérer l'héritage de l'« étrange défaite ». Cette lecture invite à considérer les deux commémorations comme montées et commentées ensemble pour répondre à l'urgence de la déprise de guerre.

La mise en scène de ce retour à l'ordre s'incarne, à l'écran, dans près des deux cinquièmes des sujets, par les défilés. On défile toutefois davantage à l'écran les 11 Novembre que les 8 Mai, en raison sans doute de l'antériorité du premier après-guerre. Cette présence du militaire à l'écran sous forme d'unités ordonnées, marchant d'un même pas, formant une totalité sans taire les signes distinctifs de sa diversité – casoar pour les saint-cyriens, bicorne pour les polytechniciens, turban pour les goumiers marocains, etc. –, célèbre *l'omnes et singulatim* de la France de la victoire. Les défilés donnent à voir la renaissance de l'armée française : outre la garde républicaine, l'infanterie, les corps des grandes écoles militaires, les marins mais aussi les soldats de l'Empire forment cette nouvelle famille telle que devrait l'être la nation France. Le spectateur pourrait en conclure que le 8 Mai ne fait que reprendre un rituel hérité de la Grande Guerre, espérant en capter les vertus unificatrices. Néanmoins, ces cérémonies peinent, en la matière, à passer du militaire au politique et apparaissent davantage insérées dans le temps des cortèges civils ou religieux (deux tiers des occurrences).

La greffe s'avère en effet plus complexe car la surreprésentation des défilés militaires les 11 Novembre ne signifie pas nécessairement que l'on commé-

23. Pierre Bourdieu, « Les rites comme actes d'institution », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 43, 1982, p. 58-63.

24. Voir Jean Cuisenier (dir.), *Penser le rituel*, PUF, 2006 et le numéro « Rituels » de *Hermès. La revue*, 43, 2005/3.

more la seule première guerre mondiale. Comme pour la présence anachronique de grands hommes, la caméra filme des éléments typiques d'un conflit dans la commémoration de l'autre, voulus par les organisateurs et repris par *Les Actualités*. Dans cette perspective, l'année 1945 constitue moins un hapax commémoratif qu'elle ne pose le principe de l'hybridation entre les deux commémorations comme composante de politique mémorielle et de mise en scène cinématographique. Ainsi, le 11 novembre 1945, la cérémonie autour des 15 combattants de la seconde guerre mondiale, veillés aux Invalides avant d'être honorés sous l'Arc de Triomphe puis inhumés au Mont-Valérien, fait-elle écho à la forte présence des goumiers et spahis dans les commémorations du 11 Novembre comme à la présence de poilus lors de celles de la seconde guerre mondiale. En effet, près d'un quart de ces anciens combattants défilent lors des cérémonies du 8 Mai, proportion équivalente à celle des combattants de la seconde un 11 Novembre. C'est bien que se compose à l'écran comme en réalité sur les Champs-Élysées un cérémoniel en deux temps, porteur d'un même message, celui d'insérer la seconde guerre mondiale dans le roman national. Entre les colonnes du trône, c'est la patrouille de France qui survole la place de la Nation.

Cette aspiration du 11 Novembre par le 8 Mai est également motivée par la participation d'éléments étrangers aux commémorations. Sur les quinze personnalités relevées dans les notices de l'INA, presque autant de personnalités étrangères que françaises assistent à des 8 Mai qu'à des 11 Novembre. Elles n'entretiennent, toutefois, pas le même rapport à la date commémorée. Celles présentes dans des sujets sur la seconde guerre mondiale ont un lien direct avec elle, tels Bevin, Byrnes, Molotov pour les alliés, le roi du Cambodge Sihanouk pour l'Empire; en revanche, la présence des ambassadeurs soviétiques ou les généraux américains Eisenhower et Ridgway à un 11 Novembre honore davantage une alliance datant de la seconde, contribuant à intégrer 1944-1945 dans une commémoration de près de trente ans, « parce qu'il est impossible désormais de séparer 18 de 40, deux parties d'une même épreuve²⁵ ». Chaque année est ainsi affirmé le statut de vainqueur de la France aux côtés de ses alliés internationaux.

Cette dimension nationale du militaire rejoint un élément omniprésent à l'écran : les drapeaux, en premier lieu tricolores. Le symbole s'impose en effet dans toutes les cérémonies, des fanions à l'immense drapeau flottant sous l'Arc de Triomphe filmé presque à chaque fois, en passant par ceux des régiments

25. INA, LAF, AFE86004561, 13/11/1947.

dissous de la Grande Guerre, portés jusqu'à la tombe du Soldat inconnu. Les trois couleurs constitueraient ce lien visuel d'un peuple avec son histoire, d'un après-guerre à l'autre, mais aussi de façon synchronique entre tous les Français. La cérémonie militaire contribuerait à refaire nation en restaurant un ordre social et politique. Dans au moins quatre sujets, le tricolore est ainsi paré de références républicaines – « RF » ; « Liberté-Égalité-Fraternité » –, le plus souvent les 8 Mai. S'agit-il d'enraciner le nouveau régime par la commémoration d'une victoire ? Ou bien la convocation de symboles du XIX^e siècle ne vise-t-elle pas à intégrer la victoire de 1944-1945 dans l'histoire de France comme un nouveau sauvetage de la patrie en danger, après 1914-1918 ? Sur la période, la commémoration du 8 Mai constituerait le chapitre refermant, dans le roman national, la page sur trois guerres. Reste à trouver un maître de cérémonie capable d'assurer un tel rituel sous l'Arc comme à l'écran.

Figure centrale à la fois par le nombre d'apparitions et sa position à l'écran, le chef des cérémonies assure une double fonction, donner un sens à ces mises en scène et porter les aspirations supposées de la nation dont il faut réaliser l'unité. Il joue donc un rôle charnière dans l'articulation entre ordre militaire et ordre social, entre nation et État, entre passé et présent. Jusqu'en 1958, face à l'instabilité gouvernementale, ce sont les présidents de la République qui incarnent la continuité de l'État vis-à-vis de la nation, en conformité à leurs prérogatives constitutionnelles : Vincent Auriol préside toutes les commémorations à l'écran sous son mandat ; René Coty ne manque que le 8 mai 1957 lors du sien²⁶. Avec le général de Gaulle, exécutif et symbolique se rejoignent dans le corps d'un président-militaire lors des quinze sujets qui le mettent en scène. Les plans rapprochés – la majorité de ceux relevés dans les notices de l'INA – servent avant tout à mettre en valeur ces personnages, soulignant leur centralité dans l'exercice commémoratif, à commencer par de Gaulle dont le montage souligne la *potestas*.

Car c'est à eux d'actualiser l'héritage des deux conflits mondiaux dans la France de l'après-guerre par une mise en scène suffisamment performative pour faire advenir ce qui est montré à l'écran et – plus encore – pour faire ressentir ce qui permet d'y parvenir, une communauté d'appartenance. À cet égard, le chef de l'État en maître des cérémonies œuvre plus souvent à l'écran

26. D'après les notices rédigées par l'INA, plus de la moitié des 119 mentions de personnalités identifiées est constituée par les deux présidents de la République (24,3 % des occurrences), ceux du conseil, les représentants du gouvernement en Algérie et les militaires.

lors des 8 Mai que des 11 Novembre : l'héritage de la victoire de 1945 a d'autant plus besoin d'actualisation que son apport à l'unité recherchée est ténu. Dans cette différence réside une des raisons de la nécessaire hybridation des deux commémorations au profit du second conflit mondial. Malgré une apparente similarité, elles suivent deux logiques distinctes pour atteindre la restauration de cette unité : dans les sujets sur les 11 Novembre, le chef de l'État se légitimerait par l'inscription dans une tradition héritée ; dans ceux sur les 8 Mai, il légitimerait la cérémonie par la reprise de la gestuelle autour du Soldat inconnu de sorte que, d'une cérémonie à l'autre, d'une année à l'autre, ce soit la même célébration des origines permettant à la nation de savoir d'où elle vient. Comment réalisent-ils un tel transfert ?

À l'écran, le chef de l'État est celui autour duquel le rituel s'organise : il incarne l'unité de lieu (il établit le lien entre la capitale et ses territoires, Rethondes, Reims ou Orléans), l'unité de temps (ses arrivées et départs, conservés au montage, scandent le cœur de la cérémonie qui contient l'actualisation du lien entre la nation et son passé) et l'unité d'action. En effet, le rituel dans le rituel qu'est la cérémonie constitue la saynète la plus fréquente des *Actualités françaises* (quarante-quatre occurrences, soit plus d'une par sujet) et se condense dans des gestes apparemment immuables d'année en année comme d'une commémoration à l'autre, repris à l'identique au 11 Novembre : rassemblement autour d'une statue tutélaire, dépôt de gerbe par le chef de l'État ou de son représentant, minute de silence, inclination des drapeaux, à l'Étoile ravivage de la flamme par le maître des cérémonies, avant le relèvement des drapeaux. Sous l'Arc de Triomphe, cœur de la topographie mémorielle, le chef de l'État accomplit des gestes effectués à l'échelle de chaque commune qui, par l'entremise des *Actualités françaises*, deviennent des gestes pour la nation, visibles par tous les Français. À travers lui, la « France tout entière » se souvient, selon la formule consacrée. La récurrence de la séquence promet sans doute une nationalisation des dates, en subsumant toutes les cérémonies locales dans celle conduite à la tête de l'État à Paris. En ce sens, cet invariant cérémoniel – sans avoir besoin de se montrer dans sa totalité – doit contribuer à ancrer les deux dates dans la culture nationale comme un continuum, au profit du 8 Mai.

Dans ces séquences, le choix des opérateurs de multiplier les plans immobiles sur des objets symboliques ne vise pas à exprimer la seule reconnaissance de la nation. Il pose le chef de l'État en intercesseur avec les morts dont il fait advenir le message au présent. L'omniprésence de la couronne – chrysanthèmes,

fig. 5 ▲

bandeau « Le président de la République / du conseil » – renvoie à ces objets transitionnels qui rappellent que ces commémorations sont d'abord des cérémonies funéraires. Les plans moyens et les quelques (très) gros plans conservés au montage sont utilisés pour scander les étapes-clés du rituel que sont les dépôts de gerbes et couronnes et le jeu des drapeaux en renforçant la focalisation sur ces « objets de mémoire²⁷ ». La première actualisation du message passe par l'image et célèbre l'unité, dans la mobilisation pendant la guerre comme dans la commémoration après la victoire. En revanche, les allocutions qui articulent une lecture plus explicite du passé à l'aune du présent sont peu fréquentes à l'écran : huit occurrences, dont six lors d'un 8 Mai, cérémonie pour laquelle l'actualisation semble plus naturelle. Le pouvoir d'intercession se manifeste également par la remise de décorations, toujours un 8 Mai : en 1947, le président du Conseil remet à Churchill la croix militaire; en 1950, le président de la République la croix de guerre à la Ville de Reims.

fig. 6 ▲

Cette fonction de médiation du pouvoir exécutif qui vise l'unité de la nation ne peut être exercée qu'en interaction avec des répondants dont la participation est une condition nécessaire à l'actualisation du passé : comme nulle autre archive, *Les Actualités françaises* donnent à voir ces foules *sentimentales* qui font exister socialement les commémorations dont elles constituent les arrière-plans, plus ou moins rapprochés (autour de la place de l'Étoile et de Rethondes, derrière les barrières le long des Champs-Élysées, à Orléans, plus rarement aux fenêtres et balcons). Les vues générales sont alors retenues pour mettre en valeur, à Paris comme à Alger, la présence des foules – de spectateurs, voire de manifestants qui contestent. Quand les plans se rapprochent ressort la diversité de ces foules en termes de genre et de génération : la présence de femmes – majoritairement en noir dans l'immédiat après-guerre –, d'enfants et de jeunes apparaît essentielle dans cette prétention à représenter l'unité nationale, tandis qu'au centre défilent ces hommes, dont le sacrifice, passé et à venir, assure la défense de la patrie. Les sujets filmés montrent que les commémorations participent au « processus dit démocratique de formation de la volonté publique par délibération²⁸ ».

Les plans permettent aussi de distinguer 8 Mai et 11 Novembre. Alors que les attitudes calmes semblent prévaloir lors des quatre cinquièmes des cérémonies du 11 Novembre, à l'inverse, les foules qui applaudissent et acclament se

27. Jean Davallon, « Lecture stratégique, lecture symbolique du fait social : enjeu d'une politologie historique », in J. Davallon, Philippe Dujardin, Gérard Sabatier (dir.), *Le Geste commémoratif*, PU de Lyon, 1994, p. 7-29.

28. R. Raynaud, « La commémoration : illusion ou artifice ? », art. cit., p. 109.



▲ Fig. 4. Garde républicaine partant de l'Étoile, 12 mai 1955, AFE85006145, 00:09:48.

▲▲ Fig. 5. Minute de silence devant la tombe de l'Inconnu, 11 mai 1960, AFE85008675, 00:02:19.

► Fig. 6. Spectateurs munis de périscopes sur les Champs-Élysées. 15 novembre 1961, AFE85009295, 00:00:53.



trouvent, pour près des trois quarts, parmi celles du 8 Mai. Proximité de l'événement qui entretient les passions? Adhésion compensatoire à une victoire *fragile*? Toujours est-il que ces manifestations s'adressent d'abord au grand ordonnateur de la commémoration, le chef de l'État. Cinq sujets montrent ce dernier allant à la rencontre des foules, répondant aux saluts, serrant des mains, discutant avec des anciens combattants. Excepté pour un sujet, ces contacts apparaissent lors d'un 8 Mai, avec de Gaulle président. Ces rencontres relèvent des logiques plébiscitaires de la V^e République, mais aussi de la volonté d'imposer une lecture de la seconde guerre mondiale. La présence de croix de Lorraine comme le motif de la flamme sous l'Arc en écho à celle du 18 juin, symbole d'une Résistance qui ne doit pas s'éteindre, inscrivent les commémorations dans le projet gaullien de légitimation par l'histoire à un moment où la guerre froide durcit la bataille pour la mémoire avec les communistes.

La fonction première assumée par la voix off, qui propose une narration rédigée après le montage, est de décrire les images projetées. En complément synchrone des images qui assimilent les cérémonies à un rituel funéraire, le commentaire prend en charge cette ritualisation de l'hommage aux morts, centré sur le gisant et sa « tombe », son « tombeau », sa « dépouille » ou son « cercueil », comme sur la reconnaissance des vivants par une série de verbes d'action (« s'incliner », « déposer », fleurir » ou « se recueillir »). Cette normation des pratiques, qui accentue l'impression de quasi-immuabilité, favorise l'unité des postures attendues telles que le « recueillement » ou le « silence » ainsi que la nationalisation de la reconnaissance en figurant le président de la République ou son représentant comme les exécutants quasi exclusifs des volontés nationales.

Cette présentation, conforme aux images, pose toutefois la question de son articulation avec la victoire. Or, elle est traitée différemment pour les deux dates. Les commentaires des 11 Novembre insistent sur la dimension funéraire, favorisée par la proximité de la fête des morts, mais aussi par l'unicité offerte par le gisant qu'est l'Inconnu de 14-18. Le rituel atteint plus aisément sa finalité d'unification sociale autour du triptyque, un mort, une nation, une victoire. À l'inverse, les voix off du 8 Mai, pour lequel une telle unicité reste problématique, le mentionnent sans en faire un élément structurant du rituel. Cette fragilité se ressent dans le lien au temps que la voix off établit entre l'événement et sa commémoration.

D'une part, les commentateurs, lors des 8 Mai, insistent davantage sur la cyclicité de la date, inscrivant sa commémoration dans la durée, par l'usage

plus fréquent des termes « an » et « année » (respectivement employés vingt-deux et neuf fois contre quinze et sept fois pour le 11 Novembre) ou par l'emploi du terme « anniversaire » (vingt-quatre occurrences, dont dix-sept dans des sujets sur le 8 Mai, notamment pour celui « de la victoire » qui revient douze fois). Est alors soulignée la nécessité de renforcer un événement fondateur moins ancré face à la « civilisation de la vitesse qui [...] paraît comme un torrent balayer sur son passage les repères qui semblaient les plus solides²⁹ ».

D'autre part, contrairement aux commentaires des 11 Novembre, ceux des sujets du 8 Mai insistent davantage sur le futur de la date commémorée (« lendemain » ou « demain ») que sur son passé (« autrefois, « avant-hier ») et présent (« maintenant », « désormais »). La réussite de la commémoration se situe donc moins dans la seule fidélité au passé que dans sa capacité à hisser les Français à la hauteur des sacrifices passés pour inspirer leurs actions. La voix off, souvent au passé, dramatise alors le temps de la commémoration pour faire percevoir la dimension historique de l'événement comme en novembre 1945, « depuis cette heure émouvante de Rethondes qui déclenchait l'allégresse du monde [...] »³⁰. En mai 1964, elle revient sur « une minute qui avait coûté près de cinq années de larmes et de sang, d'angoisse et de deuil. Minute extraordinaire qui vit le général Keitel du haut de sa morgue reconnaître de Lattre de Tassigny parmi les vainqueurs³¹ ». Cette dramatisation accrue dans les sujets de mai est renforcée par l'emploi plus fréquent du déictique « ce » (soixante-cinq occurrences pour le 8 Mai contre quarante-cinq pour le 11 Novembre).

Inversement, la dimension proprement militaire du rite s'avère assez peu audible dans les commentaires qui ne redoublent pas ce que montrent les images, mais se limitent à évoquer les « drapeaux », les « défilés » et leurs manœuvres, notamment dans les sujets sur le 11 Novembre³². En cela, la ritualisation du 11 Novembre apparaît plus systématique dans les commentaires, qui exploitent l'adéquation entre rituel funéraire, dimension militaire et unité sociale. Ce n'est pas le cas pour les 8 Mai pour lesquels le rituel militaire semble

29. Jean Delumeau, « Préface à la brochure sur les célébrations nationales de 2002 », cité in Bernard Cottret, Lauric Henneton (dir.), *Du bon usage des commémorations. Histoire, mémoire et identité, XVII^e-XXI^e siècles*, PUR, 2010, p. 14.

30. INA, LAF, AFE86003334, 16/11/1945.

31. INA, LAF, AFE85010276, 13/05/1964.

32. Voir Robert Frank, « Bilan d'une enquête » in *La Mémoire des Français*, op. cit., p. 372-391.

moins adapté pour intégrer une victoire *faible* dans la nation. C'est pourquoi les lieux physiques et symboliques que sont les monuments constituent des points de jointure entre militaire et funéraire comme entre 11 Novembre et 8 Mai, à l'image du Soldat inconnu, cité trente et une fois, dont douze lors d'un 8 Mai avec l'Arc de Triomphe « comme dépositaire du souvenir³³ ».

En revanche, les commentaires du 8 Mai soulignent davantage la dimension politique du rituel, à savoir sa nature publique et collective. Les voix off parlent alors de « cérémonie », voire, à six reprises, de « fêtes », insistent sur l'importance à « célébrer » et « commémorer³⁴ ». Ce faisant, elles proposent de faire de la commémoration une cérémonie inclusive, fondée sur la participation de tous les Français, alors que cela pourrait sembler moins évident pour la seconde guerre mondiale que pour la première. Les commentaires recourent alors à un vocabulaire exprimant le collectif, dimension quasi absente des sujets sur le 11 Novembre : le commentateur parle d'« ovation » ou d'« acclamation » quand l'écran montre le public en action, souligne la participation de la foule « massée » aux abords comme la position du chef de l'exécutif, entouré du gouvernement ou d'anciens combattants. Par la narration, le rituel lors des 8 Mai semble avoir pour finalité d'intégrer la cérémonie dans la nation, celui des 11 Novembre d'actualiser une intégration réalisée. La surreprésentation des termes liés au rituel dans les commentaires, par rapport à leur emploi dans l'ensemble du corpus des *Actualités*, conférerait ainsi aux sujets sur les commémorations une fonction particulière, celle de consoler – et consolider – la nation.

La guerre qu'on ne saurait voir : la victoire à quel prix ?

Les *Actualités* comportent un troisième type de séquences qui explicitent les rapports entre guerre, événement commémoré et nation qui commémore. De telles séquences constituent une autre modalité de l'actualisation du passé dans la mesure où l'expérience guerrière apparaît placée sous le sceau du sacrifice. Ces images posent alors la question d'un impensé de la commémoration en République : comment (se) refonder sur un tel événement négatif qu'est la guerre ?

33. INA, LAF, AFE85008288, 13/05/1959.

34. Sur ce point, voir Alain Corbin, Noëlle Gérôme, Danielle Tartakowsky (dir.), *Les usages politiques des fêtes aux XIX^e-XX^e siècles*, Publication de la Sorbonne, 1994 et Jacqueline Lalouette, *Jours de fête. Fêtes légales et jours fériés dans la France contemporaine*, Tallandier, 2010.

Les commémorations filmées peuvent se regarder comme une mise en scène sélective de la guerre, symboliquement rejouée à travers le temps de la mobilisation mimée par ces régiments qui défilent, soutenus par ces civils se pressant à leur passage, puis à travers le temps de l'après-guerre, celui de la victoire, du deuil aussi et du sens à donner à ceux tombés au champ d'honneur. Les montages privilégient alors, par le jeu des plans et des fonds musicaux, des scènes ou objets à fort effet de réel qui font appel, dans l'imaginaire des spectateurs, à l'univers guerrier : salves tirées par les bombardes de l'Hôtel des Invalides, cloches et sirènes sonnantes aussi bien la mobilisation qu'annonçant la fin de la guerre, chars Austerlitz et El Alamein défilant place de l'Étoile, fanfares, clairons et tambours dont les gros plans sont majoritairement montés lors des célébrations du 11 Novembre. Autant de *topoi* qui soulignent *a contrario* le caractère problématique du second conflit mondial en termes militaires. Mais de combats, d'adversaires, d'affrontements violents, point d'images.

Il faut chercher ailleurs les traces de la guerre et de sa violence, dont les foules comme les spectateurs sont à la fois héritiers et comptables. Dans le temps des cérémonies, c'est d'abord aux anciens combattants qu'est dévolue cette représentation militaire de l'après-guerre avec les gros plans et travellings sur les attributs du devoir patriotique devenu héroïsme : de nombreuses médailles de la Grande Guerre, quelques brassards de la seconde et ces corps abîmés par les combats. Mais les traces de la violence guerrière sont également visibles sur les civils endeuillés, lors de scènes filmées dans les cimetières, parmi les croix de celui de Douaumont ou de Verdun, devant celles de combattants tombés entre 1940 et 1945, qui pourraient être les croix de tous les morts à la guerre. Enfin, les paysages de France portent aussi les stigmates du prix de la victoire : anciens champs de bataille sur lesquels on retrouve encore l'emplacement des tranchées, arrière-plans de ruines ou bâtiments en reconstruction.

Ces scènes de civils en deuil font des vivants – à l'écran comme dans les salles – les héritiers des sacrifices et symbolisent la nécessité d'entretenir le souvenir, avec cet instituteur emmenant ses élèves à l'ossuaire de Douaumont où l'un d'eux trouve un casque Adrian déformé par un impact d'obus, ou lors de cet étonnant reportage d'un ancien combattant retournant, trente ans plus tard, sur les lieux de ses combats que localise un panneau indiquant un espace-temps qui s'efface comme les lettres filmées en gros plan, jusqu'au wagon de l'armistice. Or, ces scènes appartiennent davantage aux sujets sur

▼ fig. 7

▼ fig. 8

le 11 Novembre qui s'impose par la clarté de son sacrifice qu'à ceux sur le 8 Mai. Où seraient les Verdun, les Douaumont, les croix blanches à perte de vue de 1940-1945 ?

Pour autant, l'hybridation déjà relevée relativise cette différence. Inscrivant 1945 dans la filiation de 1918, les commémorations visent à légitimer les combattants de la seconde guerre par *translatio militarii*, et le choix des images des actualités redouble cette impression. C'est ainsi que les scènes symbolisant à l'écran le sacrifice pour la nation semblent valoir pour les deux conflits : certains drapeaux des régiments dissous entourant la tombe du Soldat inconnu portent les dates de 1914-1920 comme de 1945 ; l'ex-voto du FFI au mont Valérien apparaît dans le sujet traitant de la commémoration en novembre 1947, et les soldats, « morts pour la France » en 1940 ou pour la patrie en août 1944, sont veillés, dans le sujet sur le 11 Novembre, en 1945, à l'Hôtel des Invalides, devant un monument aux morts de la Grande Guerre. L'image finale du sujet sur la commémoration du 8 Mai en 1947 autour de « l'Inconnu » résume ce sacrifice commun aux combattants des deux guerres. Elle est constituée de l'affiche signée Bernard Villemot « Ils ont combattu pour un monde meilleur. 1918-1945 » qu'illustrent des casques, avant qu'un zoom arrière ne dévoile les squelettes de soldats morts pour la France qui les portent, sous lesquels on peut lire « VICTOIRE³⁵ ». Cette mise en image en partie la tension relevée plus haut en posant les conditions auxquelles la guerre a droit de citer, à savoir accoucher d'une France nouvelle.

Fig. 9 ▲

La victoire de la France aujourd'hui serait « une victoire sur elle-même dans l'union et dans la confiance³⁶ »

La voix off qui, dans les sujets retenus, sert d'abord à donner un sens à ce que voient les spectateurs, structure cette interprétation destinée à devenir, répétition oblige, la lecture du passé de tout Français. Elle cherche à convaincre les Français des gains de la victoire en les opposant à ce qui relèverait d'une culture de la défaite et des *passions tristes*, attribuées à l'ennemi. Cette binarité pare les images d'un discours nourri de principes positifs comme le droit, l'honneur, l'ordre, dont la défense fait appel à des attitudes de sacri-

35. INA, LAF, AFE86004535, 15/05/1947.

36. INA, LAF, AFE86003828, 16/05/1962.



▲ Fig. 7. Anciens combattants blessés défilant sur les Champs-Élysées, 8 mai 1947, AFE85002501, 00:06:02.

▲▲ Fig. 8. Panneau de signalisation dans l'Aisne. 18 novembre 1948, AFE85002209, 00:05:20.

◀ Fig. 9. Affiche « Victoire », 15 mai 1947, AFE85002502, 00:06:25.

fice, de résistance et de ténacité. Les combattants méritent de la nation la gloire car ils ont apporté la paix après avoir fait triompher la liberté. Cette reconnaissance s'actualise dans des perceptions favorisant l'affirmation de soi – joie, enthousiasme, confiance – dans la victoire puis dans sa célébration. Le lien vertueux entre passé et présent est affirmé par le speaker qui invite à refaire les « chemins » de la victoire, à revivre la « délivrance » lors des commémorations. Elles deviennent autant des célébrations des après-guerres placés sous le signe de la restauration – le commentaire parle de « reconstruction », de « rédemption », de « relèvement », de « rénovation » et de « réparation » – que de la victoire elle-même, nécessaire pour refermer ce chapitre ouvert par la guerre.

Cette valorisation d'une attitude constructive, qui peut réunir gaullistes et communistes, et plus généralement les résistants, est tournée vers l'avenir. Elle s'appuie sur la mention d'un contre-modèle. Toutefois, sa faible présence laisse penser qu'il s'agit moins de rappeler l'horreur de la guerre pour elle-même que de souligner la nécessité de maîtriser l'héritage qui prend la forme de « cauchemars », d'« angoisse », de « larmes » et de « souffrance ». À écouter les commentaires, les Français vainqueurs semblent être à eux-mêmes leur principal ennemi tant la condamnation de l'adversaire se limite à l'usage de termes génériques dénonçant sa noirceur morale : sous les traits du vaincu se cachent la « barbarie », la « bestialité », ou encore la « démence » et le « fanatisme ». Cette voix interprétative porte donc un discours de sortie de guerre réussie dans des termes qui font du conflit certes un passé mais aussi un legs négatif en ce que ce discours définirait une morale publique que les commémorations se proposent de transcrire en termes de paix, voire une « religion de la patrie ³⁷ ». C'est ce qu'atteste le vocabulaire qui interprète ces commémorations comme des pèlerinages, assimile les attitudes des participants à de la pitié, fait de l'Arc de Triomphe et du Mont-Valérien des sanctuaires pour gérer le deuil d'une nation.

La comparaison entre les deux commémorations, que limite l'hybridation, révèle cependant un emploi des termes célébrant les éléments constructifs beaucoup plus répandus lors des 8 Mai. La commémoration de la fin de la seconde guerre mondiale apparaît comme le moment, par excellence, pour célébrer l'« esprit » français toujours à l'œuvre. Sont alors mises en avant l'es-pérance, les figures exemplaires du héros et du libérateur, qui ont permis la victoire. À l'inverse, le 11 Novembre, plus normatif, sert à rappeler les *vertus*

37. INA, LAF, AFE85005607 - AFE85005609, 13/5/1954.

françaises de courage, d'honneur, de liberté, d'ordre et emprunte beaucoup plus largement au sacré et à sa liturgie statique rassurante.

Pour que cette interprétation porte, la voix off développe un discours qui met en scène à la fois la rupture qu'a constituée la guerre ainsi que sa contemporanéité dans la société française d'après-guerre. Le commentaire souligne la « fin » que marque la victoire, fin du conflit mais aussi début d'une nouvelle ère, qui souligne combien la période écoulée a constitué un « cataclysme » sans précédent. En 1918 comme en 1945, la France a été face à son « destin ». Et les adjectifs d'intensité d'insister combien la guerre est accoucheuse d'humanité : elle fut « la plus formidable guerre de tous les temps » qui a mobilisé des « forces [...] énormes » ; avec elle, « la nouvelle armée française » est née ; après elle, l'espérance est immense, sur la tombe « la plus grandiose [...] du monde³⁸ ». Tout un vocabulaire souligne combien ce qui se joue à l'écran a une fonction mimétique. La voix off devient la voix de l'histoire, celle qui dévoile la signification et fait entendre l'écho du passé au présent. Les adjectifs et adverbes (« éternel/lement », « légendaire », « infiniment » versus « vieux », « traditionnel ») soutiennent cette dimension atemporelle à actualiser. Cette présentation est davantage creusée pour le 11 Novembre qui célèbre 1918 comme le temps de la plus grande rupture et la Grande Guerre comme celui du laboratoire qui fait entrer la France dans les *temps modernes*. L'hybridation place le 8 Mai dans la vague de cette rupture qu'en retour ses commémorations actualisent.

Les commémorations ainsi commentées trouvent leur finalité dans la formation d'une communauté française dont il faut rétablir l'unité. Au fil des sujets, ses différentes figures sont ainsi désignées à l'écran : politiques (État, président de la République), civiles (fils, filles et mère, moins les pères), national (nation, patrie, pays). Ce nouveau « corps », que la commémoration cherche à faire advenir, doit se constituer sur le « rassemblement » pour former une collectivité « organique » à laquelle les spectateurs appartiennent. Dans cette perspective, les commentaires mobilisent des registres différents : l'affirmation d'une communauté nationale refondée après la guerre domine dans la narration liée aux 11 Novembre, alors qu'en mai, les appels à l'unité retrouvée et au « dialogue », notamment par l'usage de la première personne du pluriel (« nous » / « notre »), sont deux à trois fois plus employés qu'en novembre. L'affirmation de l'unité impose une lecture que la voix off étend à

38. INA, LAF, AFE86003410, 13/05/1954 ; AFE86004483, 16/05/1946 ; AFE86004535, 15/05/1947 ; AFE86004561, 13/11/1947.

l'empire, comme, lors de ce défilé, en pleine bataille d'Alger en mai 1957, au cours duquel « Robert Lacoste a pu voir en effet au milieu du défilé classique plusieurs milliers d'anciens combattants où se mêlaient Français et Africains dans une fraternelle unité et les arkas [harkis ?] de supplétifs autochtones qui mènent la lutte contre les facteurs de désordre³⁹ ». En cela, les commémorations filmées entretiennent des régimes de silence qui contribuent à « l'oubli et [au] refoulement des drames de l'Occupation⁴⁰ ». Ce thème, celui de la collaboration et de la guerre civile, est complètement absent des commentaires.

Le vocabulaire employé confirme cette difficulté de dire la guerre et sa violence dans la France d'après 1945. Ainsi, la forte proportion des termes relatifs aux hommes et à leur encadrement se réduit à des dénominations génériques comme « soldat », « armée », « troupe » ou « militaire ». Les hiérarchies sont comme effacées, nonobstant la fréquence du terme « général », voire de « maréchal », mais ils renvoient à des personnalités (de Gaulle, Foch). Inversement, le terme d'officier n'est pas une fois employé. L'armée et ses hommes sont donc célébrés en tant qu'institution, symbole de l'unité retrouvée, et cette mise à l'honneur appelle à la prendre comme modèle à l'échelle de la nation. La voix off y invite d'autant plus qu'*in fine*, les termes employés relèvent du militaire, mais pas nécessairement de la guerre et vaudraient aussi en temps de paix. On remarque une même euphémisation dans les termes employés pour désigner les équipements, puisqu'aucun armement n'est détaillé, que chars, bateaux et avions ne sont qu'une fois nommés, tout comme « batterie » et « canon ».

Certes, la voix off revient sur la guerre en tant qu'opération mais selon le même traitement générique et euphémisant, parlant de « guerre » et de « conflit » (trente-trois occurrences) avec leurs « combattants ». Pour déceler une violence plus marquée, il faut tendre l'oreille et relever les « maquis » et les « pelotons », de novembre 1945, les « bombardements » de la rétrospective de mai 1952. Les verbes employés restent dans un même degré de neutralité avec « combattre » ou « envahir ». Sans doute pour éviter de raviver des expériences douloureuses encore récentes ; sans doute aussi pour éviter de revenir sur la spécificité de la « drôle de guerre » et la défaite de 1940. Restrictions que ne connaissent pas les sujets du 11 Novembre qui concentrent quinze des seize occurrences du terme « mort ». Toutefois, aucune voix off n'entre

39. INA, LAF, AFE85007392, 15/05/1957.

40. Henry Roussio, « Cet obscur objet du souvenir » in *La mémoire des Français*, op. cit., p. 47-60, p. 50.

dans les détails, même pour décrire les désastres de la guerre (absence d'adjectifs, emploi des termes génériques de « blessés » et « blessure »). À l'inverse, le verbe « tuer » est à peine plus employé que dans l'ensemble du corpus – comme le lexique de l'armement – et sert à réunir l'ensemble des Français « qu'on a tués⁴¹ », comme si la victoire avait été obtenue de haute lutte mais sans faire de la violence et de l'acte de tuer un élément fondateur de son souvenir. Lors des commémorations, on a combattu pour la patrie, on est morts pour la France, mais on n'a pas tué pour elle⁴², en décalage avec les combats pour la Libération.

La présentation par le dénouement heureux va de pair avec une surreprésentation de ses artisans, qui rappelle que la guerre n'a pas été vaine. Les termes soulignant l'attitude combative des Français sont plus fortement employés que dans l'ensemble du corpus des *Actualités françaises*. La rétrospective de novembre 1945 donne ainsi à voir aux spectateurs les différentes formes de résistance, spécificités du second conflit, avec une femme vue de dos tracer à la craie un « V » sur un mur ou un cheminot, d'un certain âge, portant béret et moustache, déboulonner un rail. Les gros plans sont retenus pour mettre en valeur la résistance comme ils sont utilisés, avec les plans rapprochés, pour intégrer les femmes au récit officiel, en résistantes, standardistes annonçant la Libération, ou, âgées, déposant un bouquet sur le « Soldat inconnu », en 1945 comme en 1920. Un imaginaire de la Résistance auquel adhèrent les opérateurs.

En revanche, la voix off des sujets du 8 Mai est plus prolixe quant à l'issue du conflit : le terme « victoire », avec quarante-deux occurrences sur cinquante-huit, s'impose comme la clé de lecture, tandis que la « défaite » n'est prononcée que deux fois⁴³. On ne parle qu'une fois de « vaincu » et les modalités de la fin des combats – armistice, capitulation ou reddition – renvoient uniquement à l'ennemi. Il ne s'agit pas seulement de mettre à distance la violence de la guerre mais de n'en retenir que la conclusion, son aboutissement positif. Les commentaires délivrent une morale de l'histoire qui confère

41. INA, LAF, AFE86003334, 16/11/1945. Cela rejoint la distinction opérée par Antoine Prost entre « le 11 novembre [qui] réalisait une unanimité par consensus » et « le 8 mai [qui] tenterait ainsi une unanimité par addition », dans « D'une guerre mondiale à l'autre » in *La mémoire des Français*, op. cit., p. 25-29, p. 27.

42. Écho à la réflexion d'Annette Becker, « Politique culturelle, commémorations, et leurs usages politiques. L'exemple de la grande guerre dans les années 1990 » in Claire Andrieu, Marie-Claire Lavabre, Danielle Tartakowsky (dir.), *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Publications de l'univ. de Provence, 2006, p. 27-37.

43. Voir François Marcot, « Rites et pratiques » in *La mémoire des Français*, op. cit., p. 32-38.

aux commémorations du 8 Mai comme à ses participants une responsabilité morale : réussir là où leurs aînés ont échoué. Au cartel ouvrant le sujet du 11 Novembre en 1948 – « Leçons perdues...⁴⁴ » – s'oppose l'injonction de celui traitant du 8 Mai en 1946 : « [...] Il ne faut pas que [la victoire] devienne un simple souvenir. La victoire d'hier doit être une création de chaque jour car il faut qu'au contraire des victoires passées, elle soit, celle-là, la victoire de la vie⁴⁵. » 1918 devient alors un « témoignage », d'une victoire militaire inégalée mais aussi d'un échec moral qui transforme le second après-guerre en *der des ders*⁴⁶. À ce titre, les sept rétrospectives sur les signatures de l'armistice ou de la capitulation et leur commémoration – cinq pour un 8 Mai; deux pour un 11 Novembre – explicitent de quoi les Français d'après 1945 sont les héritiers.

Temps parallèles et lectures réversibles d'un avant à un après-guerre comme ces deux commémorations qui n'en forment plus qu'une dans les rétrospectives : sur les sept, quatre ont lieu à des dates qui ne correspondent pas aux événements rappelés. Elles assument une fonction pédagogique et historique en complément des cérémonies. L'espace-temps de la guerre apparaît alors plus conforme à la vérité historique avec une géographie, lors des deux rétrospectives sur la Grande Guerre en 1945 et 1965, principalement française (Douaumont, Rethondes, Verdun), tandis que celles portant sur 1939-1945 convoquent une géographie plus européenne, en Allemagne, en Italie et à Reims avec les Alliés pour signer la capitulation. On retrouve la même complémentarité pour les protagonistes apparaissant à l'écran : ceux du 11 Novembre sont uniquement français, excepté les plénipotentiaires allemands venus à Versailles signer le traité de paix et quelques officiers alliés en 1945. Lors du rappel du second conflit mondial sont mentionnés les combattants alliés et leurs chefs comme les vaincus à travers les noms de leurs responsables militaires, les colonnes de prisonniers de guerre et ces civils hissant le drapeau blanc. Les voix off, lors des rétrospectives liées au 8 Mai, sont les seules à leur donner un nom : « allemand », « hitlérien » ou « nazi(sme) » côtoient Doenitz, Jodl et Keitel; le régime battu est nommé avec trois occurrences de Hitler – qui jamais n'apparaît sur les écrans. En complément des

44. INA, LAF, AFE86004614, 18/11/1948.

45. INA, LAF, AFE85001424, 16/05/1946.

46. En cela, l'analyse des *Actualités* à l'échelle nationale modère le jugement d'Henry Rousso, dans « Cet obscur objet du souvenir », art. cit., sur l'« incapacité à donner un sens à la mort » d'une « commémoration captée », p. 56-57.

cérémonies, les rétrospectives racontent une histoire de guerre qui insère l'histoire nationale dans l'histoire mondiale. L'usage récurrent des mêmes images contribue à diffuser une mémoire visuelle unitaire de la guerre, au-delà des expériences individuelles. Les images de défaite de l'ennemi, résultat de la victoire des Alliés, sont souvent suivies, à l'échelle de la France, de scènes montrant la liesse à l'annonce de la fin de la guerre, que ce soit en juin 1918 ou le 8 mai 1945 dans le Paris de la Libération, qui semble converger vers l'Étoile autour de De Gaulle.

Ces rétrospectives sur la seconde guerre mondiale, qui n'éluent pas la violence guerrière mais lui confèrent une justification positive, sont les seules à contenir des scènes de combats. Celle de novembre 1945 peut encore détailler les différents corps d'armes engagés (fantassins français tirant au canon, puis à la mitrailleuse; infanterie britannique dans le désert africain; convois de camions américains; bombardiers alliés), avant l'assaut (soldats français dans une rue de Strasbourg, béret et armes au poing; goumiers marocains en bivouac), et même évoquer des défaites aériennes et navales. Celle de 1952, en l'honneur de Juin promu maréchal, qui retrace l'engagement – décisif – du Corps expéditionnaire français en Italie, contient des bombardements et de la fumée, des chars et des ruines, et des soldats morts. En 1964, la dernière se contente en revanche de montrer les chars et soldats américains dans une ville allemande par un plan rapproché sur un canon pointé sur une maison. Le tir est élué pour laisser place à des ruines. Quand les rétrospectives reviennent sur les horreurs de la guerre, au front avec cet amas de fusils et de casques allemands en mai 1946, à l'arrière avec ces scènes terribles de cadavres jonchant le sol ou de corps décomposés pris dans des fils barbelés, ces désastres sont les seuls à suggérer la violence nazie dans les camps de concentration, justifiant l'engagement français.

Ces rétrospectives aident alors à repenser cette temporalité de la guerre et son lien avec la commémoration, faisant du souvenir une modalité même de la démobilisation. Les scènes de commémoration dans les rétrospectives, *apprennent*, en appelant à se souvenir ensemble, à faire de la guerre un passé sans l'oublier ni le rejouer, mais la bannissant comme possible de l'espace démocratique. Elles se concluent sur des scènes de souvenir, comme en novembre 1946 avec l'inscription du monument aux morts de « 1918 / 7 novembre 20 heures 20. Ici triompha la ténacité du POILU » à Rethondes ou pour la seconde, la même année, avec la scène de trois enfants devenus orphelins. Les spectateurs les suivent, par les plans rapprochés, traver-

ser un paysage de ruines pour aller se recueillir sur une tombe. L'actualité vient néanmoins rappeler combien ténue est cette rupture, en 1948 quand la Ruhr – selon Vincent Auriol – risque de « renouvel[er] une des erreurs de l'après-guerre de 1919 », en mai 1954 lorsque « le drame de Dien Bien Phu » ajoute son deuil à la commémoration, deux ans plus tard « l'écho de la tragédie de Budapest » domine celle du 11 Novembre et au début des années 1960, lorsque « la tension algérienne » dramatise à l'extrême les cérémonies⁴⁷. Face à une actualité inquiétante, les commémorations deviennent pour les spectateurs ce refuge dans les origines.

Retrouver la guerre de trente ans

Regarder et écouter ces trente-sept commémorations suggèrent des lectures multiples des *Actualités françaises*, appelées à nourrir une histoire en et par l'image. Ces vingt-cinq ans de 8 Mai et de 11 Novembre s'apparentent à une laborieuse sortie de guerres, de celle qui s'achève en 1945, mais plus largement de celle qui a commencé en 1914. Dans une France happée par la modernisation – accompagnement des cortèges par des motards, apparition des périscopes –, confrontée à la perte de son empire et à l'intégration européenne, l'héritage de la « double victoire » semble de plus en plus *inactuel*. Le rituel chercherait alors à rassurer moins les citoyens que les institutions elles-mêmes de l'efficacité de leurs politiques de mémoire. Pour l'historien et l'historienne, cette crise *contemporaine* du souvenir est une autre occasion de *retrouver* la guerre. ■

47. INA, LAF, AFE85002208 - AFE85002209 - AFE85002210, 18/11/1948 ; AFE85005607 - AFE85005609, 13/5/1954 ; AFE85007039, 14/11/1956 ; AFE85008889, 16/11/1960.

STÉPHANE MICHONNEAU

L'« ICISME », FACE CACHÉE DU PRÉSENTISME

Mai 2015. J’emmène Annette Becker sur les routes arides de l’Aragon à la rencontre d’un village-fantôme situé à 40 km de Saragosse : Belchite. Ce village espagnol, bombardé par l’armée républicaine au cours d’une célèbre bataille de la guerre civile espagnole, à l’été 1937, fut conservé en ruine, suite à une décision inédite du vainqueur franquiste. Grâce au recours à une main-d’œuvre républicaine gratuite, un nouveau village fut construit en contrebas du champ de ruines. Nous visitons le vieux village rasé davantage par la dureté du climat que par les faits de guerre. La contemplation du paysage où les ruines émergent à peine des rocailles nous fait éprouver ce que Julien Gracq avait justement dénommé un « paysage-histoire » :

[Un paysage] qui ne s’achève réellement pour l’œil, ne s’individualise, et parfois même ne devient distinct, qu’en fonction d’un épisode historique, marquant ou tragique, qui l’a singularisé, le faisant sortir une fois pour toutes de l’indistinction, en même temps qu’il l’a consacré¹.

Cette expérience sensible est double, temporelle *et* spatiale, historique *et* géographique. Car dans ce lieu si unique, les relations au passé traumatique se traduisent spatialement, dans les relations nouées entre les deux villages côte à côte.

On connaît la dette d’Annette Becker envers l’œuvre du grand écrivain nantais qui a irrigué nombre de ses recherches, notamment celles portant sur l’articulation subtile entre mémoire, historicité et paysage. Ici, la forêt des Ardennes témoin du désastre de 1940 ; là, les cicatrices de la Grande Guerre sur les paysages du Nord ou bien, plus tard, les traces du génocide

1. Julien Gracq, *Carnets du grand chemin* in Œuvres complètes, Gallimard, 1989-1995, t. II, p. 989, cité par Étienne Anheim, « Julien Gracq. L’œuvre de l’histoire », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2010/2, p. 377-416.

tutsi dans les collines rwandaises. À chaque fois, l'historienne s'est efforcée de comprendre les liens tissés « entre un élément de la réalité naturelle et un phénomène social et historique, l'un prêtant ses qualités à l'autre et réciproquement », pour reprendre les termes d'Étienne Anheim. Aussi, « le récit gracquien qui se confond avec l'évocation renouvelée des lieux » hante la vaste enquête qu'Annette Becker a entreprise². Cette intuition fondamentale, je souhaite la reprendre ici, la prolonger peut-être, éclairée par l'expérience de l'expédition à Belchite.

L'irréductible spatialité des phénomènes mémoriaux

La relecture des travaux de Maurice Halbwachs conduisait déjà l'historienne inquiète qu'est Annette Becker sur la voie des correspondances possibles entre régimes d'historicité et de géographicité. Dans son livre magistral *Topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte*, le sociologue va à la rencontre de la Palestine – le voyage a lieu en 1927 – où se croisent « un lieu et un récit³ ». « C'est ainsi que ces travaux sur la mémoire collective et sur la topographie des Évangiles deviennent peu à peu le même sujet, ce dernier étant sur le terrain devenu son terrain », commente Annette Becker⁴. La Palestine est ici décrite comme un paysage-mémoire, un « espace commémoratif qui s'est forgé et transformé à travers les siècles » par des pratiques de dévotion et de pèlerinage⁵. Intéressée avant tout par le rapport qu'Halbwachs entretient avec la judéité et, indirectement, par le renouveau d'une sociologie religieuse, Annette Becker souligne toutefois l'apport essentiel de cette pensée : la mémoire est avant tout une activité sociale inscrite dans un espace. Ainsi, l'analyse de la construction sociale de la pensée chrétienne ne peut faire l'économie des lieux, comme l'indique ce passage de *La mémoire collective* :

Les lieux participent de la stabilité des choses matérielles et c'est en se fixant sur eux, en s'enfermant dans leurs limites et en pliant son attitude à leur disposition que la pensée collective du groupe des croyants a le plus de chance de s'immobiliser et de durer : telle est bien la condition de la mémoire⁶.

2. Alain-Michel Boyer, *Julien Gracq. Paysages et mémoire*, Cécile Defaut, 2007, p. 13.

3. Annette Becker, *Maurice Halbwachs, un intellectuel en guerres mondiales 1914-1945*, Agnès Viénot, 2003, p. 278.

4. *Ibid.*, p. 280.

5. *Ibid.*, p. 282.

6. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Albin Michel, 1997 [1950], p. 232.

Gérôme Truc souligne ici la force de « l'analyse de la localisation des souvenirs partagés par un groupe donné et de ses évolutions au fil du temps » qui conduit à considérer une sorte de dédoublement des lieux⁷ : à la forme réelle du lieu, toujours sujette à évolution, se surimpose « une forme symbolique qui elle, reste stable, rivée à ce souvenir », comme si les représentations nourries de récits légendaires se développaient de manière autonome par rapport à l'espace réel⁸.

Dans la préface de l'ouvrage qu'Annette Becker consacre à Halbwachs, Pierre Nora a reconnu la dette que les historiens de sa génération avaient contractée vis-à-vis de l'intellectuel alsacien. À sa manière, l'historien des lieux de mémoire creusa le sillon qui devait le conduire à poser, à nouveaux frais, le problème de la relation de l'espace et de la mémoire. Car le « lieu », tel que Nora le pense, est bien cet atelier de fabrication des mémoires collectives que l'entreprise à plusieurs se propose de décrire dans un cadre national. Mais l'historien prévient dans sa célèbre préface :

Ces lieux, il fallait les entendre à tous les sens du mot, du plus matériel et concret, comme les monuments aux morts et les Archives nationales, au plus abstrait et intellectuellement construit, comme la notion de lignage, de génération, ou même de « région » et d'« homme-mémoire »⁹.

Ainsi, chez Nora, la géographicité des lieux, « où la mémoire travaille », se dilate, se dissout, jusqu'à revêtir le sens de « nœuds de mémoire où sont venus se prendre les fils éternellement flottants du souvenir et de l'oubli, autrement dit les matrices de notre mémoire politique contemporaine¹⁰ ». C'est donc un usage plus métaphorique que territorial du lieu qui conduit l'entreprise gigantesque des *Lieux de mémoire*, œuvrant davantage à une typologie symbolique qu'à une topographie mémorielle. Dans les volumes intitulés « La Nation », le paysage a bien sa place dans la description de l'archétype de la « Douce France ». Mais « quoi de plus immatériel que le paysage ? » s'exclame Nora, à rebours de l'approche sensible, émotionnelle, assumée sinon revendiquée par Halbwachs¹¹. Les développements ultérieurs confirment la voie empruntée dès les premiers volumes : « Le lieu de mémoire n'a jamais été

7. Gérôme Truc, « Esquisse d'une sociologie de la théologie. Une relecture de la *Topologie des Évangiles en Terre sainte* de Maurice Halbwachs », *Archives des sciences sociales de religions*, n° 150, 2010, p. 155-173.

8. G. Truc., « Venir à Ground Zero, se souvenir du 11-Septembre », *Espacestems.net*, mis en ligne le 28 avril 2015, p. 1-15.

9. Pierre Nora, « Présentation » in P. Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, t. 1, *La République*, Gallimard, 1997, p. 15.

10. *Ibid.*, p. 19.

11. *Ibid.*, p. 573.

à mes yeux un objet purement physique, palpable et visible », même, si sous la plume de l'historien, le vocabulaire géomorphologique resurgit : du lieu, il s'agit d'« en établir les strates, d'en distinguer des sédimentations et les coulées, d'en isoler le noyau dur¹² [...] ». Mais davantage qu'à la géographie, les *Lieux* empruntent ces métaphores au structuralisme qui vise à décrire un agencement, une architecture « panoramique et hiérarchisée » comprenant de secrètes correspondances. Finalement, tout en réservant au lieu une place centrale, Nora le dématérialisa pour en faire un instrument symbolique. Il esquiva, plus qu'il ne relevait, la question posée par Halbwachs.

L'idée d'une « mise en ordre » du temps qu'introduit la notion de régime d'historicité trouve-t-elle un écho dans une « mise en ordre » spatiale du monde ? Il est étonnant que l'ouvrage de François Hartog, *Régimes d'historicité*, paru en 2003, ait accordé une place si réduite au problème de l'espace. Son auteur reconnaît volontiers l'influence d'un voyage en Indonésie pour « l'appréhension de cette différence des lieux et des temps » ; il évoque encore un séjour à Berlin dans les années 1990, « ville traversée de temps multiples, avec ses quartiers d'époques différentes, ses terrains vagues, ses bâtiments blessés, marqués par la guerre puis les pénuries socialistes, mais aussi ses chantiers multiples¹³ ». L'historien ajoute : « Y déambuler, c'était prendre, pour ainsi dire, le temps "en pleine figure" », sans que le sens de l'expérience de la promenade ne soit analysé. Pour lui, la « spatialité » est celle de l'ethnologie avant d'être celle de la géographie :

À la spatialité de l'ethnologie répond la temporalité de l'histoire, et le récit de voyage s'emploie à nouer les deux.

Ce manque, Hartog le reconnaît volontiers en avouant n'avoir pas accordé assez d'attention à la spatialisation de la production de l'historicité : « Il y a de quoi travailler dans cette direction.¹⁴ » Ainsi, l'étude de « la manière d'être au temps¹⁵ » n'accoucha pas d'une réflexion sur la manière d'être à l'espace.

12. *Ibid.*, p. 2226.

13. « Sur la notion de régime d'historicité. Entretien avec François Hartog » in Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Garcia (dir.), *Historicités*, La Découverte, 2009, p. 133-134.

14. *Ibid.*, p. 146.

15. François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Seuil, 2003, p. 20.

Belchite : historicités

C'est à partir du cas de Belchite que je souhaite reprendre l'enquête qui nous mènera des régimes d'historicité aux régimes de géographicité pour en révéler d'éventuelles correspondances.

En 1938, lorsque Franco prend la décision de conserver le village en ruine de Belchite, la décision est inédite en Europe¹⁶. Certes, au lendemain de la Grande Guerre, de nombreux débats ont évoqué la possibilité de conserver des ruines de guerre pour dénoncer la « barbarie allemande » : on se souvient des partisans de la reconstruction à l'identique de la cathédrale de Reims contre les défenseurs d'une conservation du monument endommagé. En Belgique, Churchill souhaitait transformer la ville d'Ypres en mémorial des troupes britanniques alors que les autorités et la population belge entendaient reconstruire à l'identique la cité flamande ravagée. Mais nulle réalisation ne vit le jour, si ce n'est une poignée d'édifices dont l'église d'Ablain-Saint-Nazaire, classée en 1918 « comme témoin du vandalisme allemand », alors qu'elle avait été détruite par des obus français en mai 1915. Cette parcimonie contraste avec la floraison de ruines de guerre conservées après la seconde guerre mondiale à Coventry, Oradour-sur-Glane, Berlin, Hiroshima ou Nagasaki, pour ne citer que les cas les plus emblématiques. Belchite est donc le chaînon manquant d'une histoire des vestiges de guerre au xx^e siècle.

Le franquisme fut en effet animé d'une « passion des ruines » et fit du petit village aragonais l'épicentre d'une politique de mémoire active qui visait autant à délégitimer le régime renversé qu'à légitimer l'ordre nouveau d'inspiration fasciste. La « guerre de libération de 1936 » fut ainsi mythifiée comme la *Stunde Null* d'une nouvelle histoire espagnole, conférant au régime franquiste une légitimité historique qui masquait l'absence de légitimité démocratique. Les ruines de Belchite devinrent le lieu commun d'innombrables cérémonies commémoratives et le village en ruines se couvrit d'édifices du souvenir qui dessinaient un réseau serré de lieux de mémoire : fosses communes, croix, monument aux *Caídos*¹⁷, tombes individuelles, etc. La totalité du village, sur quelque 44 ha, devint un immense monument. Mais de quelle leçon du passé cette *historia magistra* entendait-elle tirer parti ?

16. Stéphane Michonneau, *Fue Ayer. Belchite, un pueblo español frente a la cuestión del pasado*, Zaragoza, Prensa Universitaria de Zaragoza, 2017.

17. C'est par ce terme que sont désignés les combattants « tombés » pour la cause franquiste.

L'histoire de la bataille de Belchite offrait une particularité que le régime exploita jusqu'à satiété : la résistance acharnée que livrèrent les défenseurs contre le siège des troupes républicaines, quatorze jours durant, jusqu'à l'inévitable reddition. L'épisode faisait écho au mythe de Numance et de Sagonte, places qui avaient résisté à l'occupant romain et que le nationalisme espagnol du XIX^e siècle avait construit en illustration exemplaire du caractère indomptable des Espagnols face aux envahisseurs.

En Aragon, le mythe était particulièrement prégnant du fait de la résistance désespérée de Saragosse face aux troupes napoléoniennes en 1808 et 1809, lue comme l'épisode héroïque fondateur de la nation espagnole. Dans l'été 1936 déjà, le mythe se réactiva lorsqu'une poignée de cadets, enfermés dans l'Alcazar de Tolède, résista aux assauts répétés de l'armée républicaine, avant d'être sauvés in extremis par l'armée rebelle en marche vers Madrid. En fait, plus que les exploits contre les Romains, c'est la résistance à Napoléon qui joua pendant la guerre civile espagnole un rôle majeur : les républicains y voyaient le symbole de la résistance du peuple espagnol face aux menées des puissances fascistes ; les franquistes y voyaient en miroir le symbole de la résistance du peuple espagnol face aux menées des forces communistes et internationalistes¹⁸.

Du côté franquiste, cette histoire exemplaire puisait largement dans le répertoire catholique faisant de la guerre une croisade mais aussi un chemin de croix visant à expier les crimes du libéralisme et de la démocratie, jusqu'au sacrifice ultime. Cette lecture christique s'appuyait sur la puissance du culte à la Vierge du Pilier, à Saragosse, qui avait présidé la résistance contre l'islam d'abord, contre les Français ensuite. Le 12 octobre 1937, à l'occasion des célébrations traditionnelles du *Pilar*, Franco fit le déplacement dans la capitale aragonaise qui venait d'échapper à la conquête républicaine : là, il réaffirma le lien indissoluble entre franquisme et catholicisme. Il donna aussi le coup d'envoi du mythe de Belchite dont la résistance aurait sauvé le *Pilar*.

Dans les années 1960, le régime d'historicité de l'*exempla* céda à celui du futurisme. Le régime franquiste célébrait en 1964 les « 25 ans de paix » depuis la victoire de 1939. Ce tournant majeur coïncidait avec l'abandon de la politique économique autarcique pour une ouverture radicale au libéralisme économique, largement appuyé par les États-Unis. Il signifiait que la dictature ne fondait plus tant sa légitimité sur la victoire que sur la réinstauration de la « paix sociale » et la prospérité : l'Espagne inaugurait alors une période

18. Xosé Manuel Núñez Seixas, *¡Fuera el invasor! Nacionalismos y movilización bélica durante la guerra civil española (1936-1939)*, Madrid, Marcial Pons, 2006.

ininterrompue de « miracle économique » qui consolida le régime. À Belchite, on achevait alors la construction d'un nouveau village de colonisation agricole en contrebas du village en ruines. En 1954, Franco visita à nouveau la bourgade aragonaise pour inaugurer le nouveau village dont on oubliait qu'il fut construit grâce à l'exploitation d'anciens prisonniers républicains rassemblés dans l'un des plus grands camps de concentration de l'Espagne franquiste. La cérémonie cédait à tous les poncifs du modernisme et imitait les innombrables inaugurations de barrages hydroélectriques dont Franco était friand. Au mythe du guerrier succédait celui du bâtisseur et du restaurateur de la concorde civile, fût-ce au prix d'une violente répression qui s'abattit sur près de 160 000 personnes. Les Belchitains furent encouragés – ou forcés – à quitter leurs misérables habitations pour gagner de beaux pavillons blanchis à la chaux où les attendait tout le « confort moderne » : eau courante, électricité, vastes surfaces, etc. Le nouveau village fut doté avec quelque anachronisme de tout l'appareil symbolique fasciste que le régime avait coutume de promouvoir¹⁹ : noms de rue, monuments commémoratifs, symboles en tout genre, urbanisme grandiloquent imité de l'architecture hérédienne typique de l'Espagne impériale du XVII^e siècle, église gigantesque qui pouvait accueillir trois à quatre fois plus d'habitants que le village n'en comprenait. Le mythe futuriste tourna définitivement le dos au vieux village que les rigueurs du climat finissaient de détruire, aidées, il est vrai, par le remploi systématique des anciens matériaux de construction pour habiller de nouveaux villages. L'ancien bourg devenait le symbole de l'échec de l'Espagne d'avant alors que le nouveau village concentrait les valeurs positives du développement et de la richesse de demain. La lumière ne venait plus du passé mais du futur.

Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, la fin du franquisme entre 1975 et 1982 ne signifia nullement une rupture dans ce régime d'historicité futuriste. Il fallut attendre les années 1980, et même 1990, pour que Belchite se convertisse au présentisme. Le vieux village n'avait cessé d'attirer les touristes, non plus motivés par un pèlerinage patriotico-religieux comme dans les années 1940 et 1950 mais bien plutôt par la curiosité qu'éveillait alors le dernier vestige de la guerre civile. Cet intérêt manifeste parmi des classes urbaines cultivées désormais coupées de leurs racines villageoises encouragea la naissance de premiers plans de relevé puis de sauvetage des ruines. La valeur patrimoniale du vieux village l'emporta alors sur sa valeur historique :

19. Zira Box, *España, año cero. La construcción simbólica del franquismo*, Madrid, Alianza Editorial, 2010; Giuliani di Febo, *Ritos de guerra y de victoria en la España franquista*, Valencia, PUV, 2012.

les éléments architecturaux qui témoignaient du style médiéval mudéjar furent les premiers concernés, puis d'autres bâtiments de style baroque ou simplement de style régional. Tous étaient évidemment marqués par les destructions de 1937-1938, si bien que le sauvetage du patrimoine historique posa la question de la sauvegarde des vestiges de la guerre civile. Dans les années 2000, le vieux village fut l'objet de plusieurs campagnes de restauration qui touchèrent quelques édifices notables comme les églises, encore debout, et les portes de la ville, très endommagées. Quant aux habitations de village, réduites à un monticule de pierres, il était trop tard pour songer à les conserver.

L'entreprise patrimoniale qui participait d'un régime d'historicité présentiste accompagna une relecture radicale du passé de Belchite : le mode héroïque et militaire que le franquisme avait promu passa au second plan, au profit d'une lecture victimaire qui faisait du vieux village la plus grande trace jamais conservée du martyr des civils pris dans la tourmente de la guerre civile²⁰. Alors que Guernica, symbole universel mais encore peu présent dans l'opinion publique espagnole, avait été rebâtie *in situ* sans laisser de traces du terrible bombardement, Belchite présentait le cas presque unique d'un village-témoin des « désastres de la guerre ». Il devint, par métonymie, le symbole de la souffrance endurée par une population prise dans l'étau du conflit civil, comme si cette dernière n'avait été que spectatrice d'un conflit dont elle ne comprenait pas les enjeux et auquel elle ne participa pas. Cette vision avait l'avantage d'effacer la nature des antagonismes politiques et sociaux qui avaient sous-tendu la guerre d'Espagne, et d'offrir aux générations de la transition démocratique un récit irénique et réconciliateur qui dépolitisait le traumatisme passé. Pour paraphraser Pierre Nora, la guerre civile cessa d'être une histoire qui divisait pour devenir une culture qui rassemblait.

L'engouement des visiteurs pour le vieux village n'arrêta alors de croître, alimentant une forme de tourisme de guerre potentiellement lucratif : dans les années 2010, ce sont près de 20 000 visiteurs qui parcoururent, hallucinés, les paysages détruits de Belchite, si bien que la nouvelle municipalité finit par organiser un tour guidé. La mise en tourisme de Belchite, pour récente qu'elle fût, visait également à canaliser de nombreux usages sociaux du village en ruines qui sapaient sa réputation. En effet, depuis les années 1990, Belchite est aussi célèbre pour ses « psychophonies » qui prétendent enregistrer les sons de la guerre à même les ruines, le plus souvent de nuit. Les prises

20. S. Michonneau, « Belchite ou les avatars de la figure victimaire » in François-Xavier Nénard et David El Kenz (dir.), *Commémorer les victimes en Europe (XVI^e-XXI^e siècles)*, Champ Vallon, 2011.

de son (plus que d'images) largement diffusées sur les réseaux sociaux et dans des programmes radiophoniques et télévisuels (« Opération Belchite ») attesteraient la souffrance des populations bombardées à coups de cris, de bruits d'avion, d'explosions, etc. Belchite est donc devenu le porte-voix favori des fantômes de la guerre civile, à une époque où, à partir des années 2000, l'Espagne s'interroge sur le sort des dizaines de milliers de disparus de la répression franquiste dans des centaines de fosses communes à travers le pays. Les images d'exhumation des fosses communes, spectaculaire manifestation de la crise mémorielle que connaît l'Espagne, ont fait le tour du monde. Le présentisme que François Hartog définit comme l'omniprésence d'un présent obsédé de mémoire régnait en maître.

Belchite : géographicités

Les trois régimes d'historicité mis en valeur ici ne sont pas, sur un plan temporel, successifs mais contemporains. Au près des anciennes générations qui ont vécu positivement le transfert de l'ancien au nouveau village, le futurisme domine, alors que pour leurs enfants qui ont vécu le transfert comme un traumatisme beaucoup plus important que la destruction du village par la guerre, la nostalgie présentiste domine. La question est maintenant de savoir si ces régimes d'historicité recourent des régimes de géographicité.

Les circonstances de la guerre ont converti un paisible village de la campagne aragonaise en ligne de front : l'Espagne républicaine qui représentait un ailleurs lointain s'est brusquement imposée et Belchite est devenu un *limes* entre deux Espagnes. Cette partition de l'espace a été maintenue par le mythe du village résistant face à « la horde marxiste » pendant une grande partie du franquisme. C'est à cette période que se consolida le mythe numantin selon lequel la résistance chevronnée du village avait permis de « sauver » Saragosse, ce que dément par ailleurs un examen approfondi de la campagne militaire de l'été 1937. Avant d'être une butte-témoin de l'Espagne en guerre, Belchite fut avant tout une avant-garde fortifiée de l'Espagne franquiste. Le dédoublement mémoriel guerre napoléonienne / guerre civile recouvre donc le dédoublement spatial Saragosse / Belchite. Cette caractéristique se traduit par d'importantes pratiques sociales et politiques : d'une part, le terrain d'édification du nouveau Belchite fut acheté par la municipalité de Saragosse en guise de remerciement au sacrifice. D'autre part, dans l'après-guerre, un

flux circulatoire intense s'établit entre les deux agglomérations : visites des autorités, pèlerinages patriotiques des écoles ou des groupes phalangistes de la capitale régionale, pèlerinages religieux, etc. Ce dernier aspect vaut d'être souligné : alors que la guerre touchait Belchite, la plus importante vierge du secteur, la Vierge du Pueyo, du nom d'un sanctuaire situé à 3 km du centre-ville, fut « miraculeusement » sauvée des mains de l'ennemi et trouva refuge à Saragosse, dans le sanctuaire du Pilar. Après guerre, la vierge locale réapparut et retrouva son sanctuaire d'origine au cours d'une cérémonie grandiose qui marquait la renaissance symbolique du village. En attendant le retour de leur vierge, les Belchitains organisèrent d'importants pèlerinages à Saragosse. Après son retour, la Vierge du Pueyo fut surnommée « la Pilarica » (« la petite Pilar »), ce qui dénotait une filiation avec sa grande sœur qui avait sauvé l'Espagne par trois fois (contre l'islam, contre les Français, contre la République). D'autres vierges espagnoles furent satellisées comme le montre Javier Solans qui parle de « pilarisation du territoire²¹ ». Belchite et Saragosse constituaient donc un seul et même lieu dédoublé face à une altérité vécue comme dangereuse : ce régime de géographicité, caractérisé par un jeu de juxtaposition horizontale, peut être qualifié de *co-spatial*.

À partir de 1954, deux villages de Belchite coexistèrent côte à côte. Si les mémoires franquistes insistaient sur la discordance des temps, qui opposait « un village sans passé mais doté d'un futur » et « un village doté d'un passé mais sans futur », les pratiques spatiales entre les deux villages furent d'une autre nature. En effet, les concepteurs du nouveau village ménagèrent un système d'articulations et de correspondances entre les deux agglomérations : à la charnière entre les deux villages, un immense monument aux *Caidos* devait être érigé ; des bâtiments récents imitaient dans leur style et leur fonction des bâtiments détruits situés à quelques encablures de là, telle la Porte de la Ville. Plus tard, les nouveaux noms de rue reprirent les anciens du village abandonné. De même, les noms des lieux de culte du nouveau bourg imitaient ceux du vieux Belchite (l'église paroissiale principale porte le nom de saint Martin de Tours, dans les deux cas).

D'autre part, des éléments saillants de l'ancien village furent transportés au cœur du nouveau village : des statues religieuses au coin des rues, des écussons de façade, des morceaux de colonnes ou simplement, des pierres taillées extraites de l'ancien village. Ainsi, le nouvel autel de l'église était fait de l'an-

21. Javier Solans, *La Virgen del Pilar. Usos políticos y nacionales de un culto mariano en la España contemporánea*, Zaragoza, Prensa de la Universidad de Zaragoza, 2014.

ancien écusson de la mairie du vieux village. Au centre de la nouvelle place de l'Hôtel-de-Ville figurait un morceau de colonne extrait de l'ancienne église paroissiale. Sur le plan des pratiques sociales, les liens entre les deux villages continuèrent de subsister : on baptisait ses enfants dans l'ancien village mais on les mariait dans le nouveau ; on visitait souvent son ancienne maison, parfois quotidiennement ; les processions religieuses n'omettaient pas de passer devant l'ancien village ; le bourg en ruines accueillait de nouvelles sociabilités, notamment celle des jeunes qui s'y retrouvaient pour jouer ou festoyer. Plus que co-spatial, le régime de géographicités est ici *inclusif*, assurant une forme d'emboîtement des deux espaces l'un dans l'autre : le vieux village se retrouve finalement compris dans le nouveau village et les pratiques sociales tendent à inclure l'espace des ruines dans le vécu quotidien des habitants. Ce régime tend donc à nier la discontinuité temporelle (un passé à bannir / un futur à construire) et spatiale (deux villages côte à côte).

À partir des années 1980, Belchite fut érigé en « village-martyr » symbole de la guerre d'Espagne, voire de toutes les guerres considérées du point de vue des victimes. Lorsque la patrimonialisation du village fut à l'œuvre, le maire de Belchite chercha à se rapprocher des autorités municipales d'autres bourgades endommagées par les guerres : un voyage à Oradour-sur-Glane déboucha quelques années plus tard sur un accord de jumelage. Belchite se trouvait ainsi incluse dans un vaste réseau de lieux de mémoire de villages-martyrs qui avaient pourtant vécu une histoire absolument opposée puisqu'ils avaient été victimes du fascisme ! Le victimisme ambiant qui commandait la relecture de l'histoire permit de dépasser l'opposition politique fascisme / antifascisme qui structura une bonne partie de la vie politique du xx^e siècle.

Belchite est donc un espace hétérotopique de la guerre où le visiteur croit pouvoir embrasser du regard les effets du conflit passé sur une communauté villageoise moyenne, prise sous un déluge de feu. Ainsi, l'écrasement du temps se double d'un aplatissage de l'espace : Belchite pourrait être n'importe quel village espagnol pris dans la bourrasque de la guerre civile, voire de n'importe quelle guerre. Il est un archétype qui vaut pour l'ensemble du pays, comme s'il n'avait pas d'histoire particulière et comme si toute l'Espagne avait connu des circonstances comparables à celles du siège de la localité en 1937. On assiste ainsi à un renversement : alors que les franquistes louaient Belchite pour le caractère exceptionnel de son héroïsme dans des circonstances très singulières, les contemporains s'intéressent au village en en faisant le représentant emblématique du sort de toute l'Espagne en guerre. Avec le temps, la singularité du siège s'est effacée au profit d'une

appréhension vague du conflit comme expérience de la destruction, finalement peu éloignée de celle causée par une catastrophe naturelle.

Ce régime de géographicité, je l'appelle *réticulaire*. Belchite en a hérité du franquisme :   cette époque, le village aragonais constituait la tête de pont d'un réseau de lieux ruinés que le franquisme avait conservés pour témoigner de la « sauvagerie républicaine » : l'Alcazar de Tolède, la Cité universitaire de Madrid, le sanctuaire du Cerro de los  ngeles, celui de Sta María de la Cabeza (Ja n), la cathédrale d'Oviedo et la caserne de Simancas (Gij n), etc. Tous témoignaient de l'ampleur des destructions : c'est pourquoi, dès 1938, le Commissariat de la propagande organisa des « routes de guerre » qui les relier nt entre eux sous forme d'itinéraires touristiques dont raffolaient, entre autres, les Britanniques. Ainsi, Belchite est un nœud spatio-temporel dont la justification varie selon les époques : sous le franquisme, l'« ici » de Belchite renvoie à l'« ailleurs » des vestiges de la guerre d'Espagne selon une lecture héroïque de l'histoire. Aujourd'hui, il renvoie à l'« ailleurs » des vestiges de toutes les guerres selon une lecture victimaire de l'histoire. Belchite n'est pas seulement devenu une sorte de parc thématique de la guerre civile ; il est aussi le « village-monde » d'une expérience guerrière universelle. C'est pourquoi un Belchite n'aurait pas être bouleversé par les images de bombardements   Sarajevo,   Bagdad,   Alep : il voit dans ces événements la répétition du même, d'un éternel présent de souffrance des civils. On pourrait dire que Belchite est à la fois un « ici », en Aragon, et un « ailleurs » à chaque fois qu'un bombardement touche des civils quelque part dans le monde : ce régime de géographicité réticulaire tend à abolir les distances pour rapprocher des espaces distincts sous le parapluie d'une expérience commune. Ces espaces reliés forment une trame plus ou moins lâche qui, à la manière du manteau d' glises, renvoie à un espace imaginaire commun qui, dans ce cas, n'est pas Jérusalem mais le lieu de la destruction.

Pour finir, on a noté combien le présentisme a accouché à Belchite d'un dialogue avec les disparus grâce aux « psychophonies ». Mais cette expérimentation de la présence du passé se double de celle de la présence d'un ailleurs. En effet, certains touristes considèrent Belchite comme un lieu privilégié où l'on peut rencontrer des ovnis qui sont les habitants de l'ailleurs par excellence. L'été, le village rassemble des ufologues qui attendent là un contact avec l'au-delà. La croyance dans la « pluralité des mondes » repose sur une conception vulgarisée de l'astronomie, jugée apte à absorber les interrogations sur les grandes questions de l'humanité. Elle participe finalement

d'une forme de relativisme culturel. Depuis le XIX^e siècle, l'enjeu de la relation à un ailleurs radical est étroitement articulé à celui d'une relation à l'autre monde, celui des morts, l'éventuelle présence des habitants de l'ailleurs étant liée à celle des morts vivants²². En associant piste d'atterrissage pour les extraterrestres et psychophonies, la quête de l'ailleurs croise la question de la mort violente pendant la guerre civile, notamment celle de ceux qui n'eurent pas droit aux rituels funèbres.

Ce type d'expérience, les Belchitains la vivent à leur manière car le vieux village coexiste littéralement avec le nouveau, comme si l'on était à la fois dans les deux villages pourtant distants d'une centaine de mètres. Cette expérience permet de rester ancré dans un espace tout en faisant l'expérience d'un autre qui est en quelque sorte accessible sans avoir à se déplacer : la distance est donc abolie. Ce mode de relation à l'espace, contrairement aux précédents, rend indistincts le proche et le lointain en permettant l'expérience conjointe de deux lieux. Cela n'est guère différent des moyens mis en œuvre par certaines applications électroniques (Skype, Google Earth) qui permettent d'être en même temps ici et ailleurs, et de visiter un lieu éloigné sans parcourir la distance qui nous en sépare. Ce mode de relation à l'espace, que Michel Lussault appelle synchronique, prend des formes différentes selon le statut des personnes qui l'expérimentent, leur provenance, la génération à laquelle ils appartiennent, etc.²³. Finalement, la seule contrainte d'une telle expérience de contiguïté est le décalage horaire qui oblige les interlocuteurs à s'accorder pour communiquer.

Ces différents régimes de géographicité – co-spatial, inclusif, réticulaire et synchronique – dessinent autant de manières de rapporter le global au local. Ainsi, ce que la tension entre champ d'expérience et horizon d'attente est à l'historicité, la tension entre « ici » et « ailleurs » l'est à la géographicité. L'espace est à la fois distinct tant qu'il est parcouru, inclus lorsque le global se rapporte au local, réticulaire lorsque le local s'articule à un réseau global, et synchronique lorsque la co-expérience d'espaces éloignés est possible. Sans doute caractéristiques d'une époque historique donnée, ces régimes de géographicité coexistent dans l'actualité, comme autant de modes de relation à l'espace possibles.

22. Guillaume Cuchet, *Les Voix d'outre-tombe. Tables tournantes, spiritisme et société au XIX^e siècle*, Seuil, 2012, p. 312.

23. Jacques Lévy et Michel Lussault, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, 2013 [2003]. Voir aussi : J. Lévy, « Au-delà du dis/continu », *Espaces Temps - Les cahiers*, 2003, n° 82-83, p. 12-16.

Présentisme, icisme

Ces réflexions soulèvent deux questions essentielles. La première porte sur l'existence d'une relation entre le régime d'historicité présentiste et le régime de spatialité synchronique qui, conjugués, rendraient possible un *à-présent* du passé et du lointain. Les deux phénomènes se combineraient pour ramener le passé et le lointain à la mesure du visiteur, *hic et nunc*. Le premier relèverait du présentisme; le second d'une tendance contemporaine à rapporter le global au local que j'appellerais l'*icisme* (de « ici »). Autrement dit, l'icisme serait à la spatialité ce que le présentisme est à l'historicité²⁴. Et à la crise du « temps de l'aujourd'hui » (*Jetztzeit*, si cher à Walter Benjamin) répondrait une crise de l'espace de l'ici.

Belchite n'est donc pas seulement un lieu de mémoire où se manifeste une pliure du temps; c'est aussi un lieu d'ubiquité où différents espaces se chevauchent. Dans la mesure où la présence du passé se conjugue à une coexistence du lointain, l'hétérotopie belchitaine offre le cas d'une double disjonction temporelle et spatiale qui condamne le village à un perpétuel à-côté : on est ici et là, hier et aujourd'hui, autrement dit jamais à sa place, jamais dans son époque.

L'autre question est de comprendre dans quelle mesure le jeu des régimes d'historicité et de géographicité ménage des vides, des trous de mémoire, des oublis, mais aussi des non-lieux. D'un côté, les narrations du passé font silence sur une grande quantité d'événements (répressions, vengeances, vols de propriété, rapine, enrichissements illégaux); de l'autre, les parcours touristiques dans les ruines évitent les lieux infamants (camp de travailleurs forcés, champ de bataille, lieux de relégation, fosses communes). L'effet de disjonction temporelle et spatiale peut également provenir de ce que les discours et les pratiques ne se recouvrent pas totalement : l'un dit la perte tandis que l'autre comble le manque. Finalement, la polarisation qui a caractérisé le paysage mémoriel espagnol depuis la guerre civile tend à laisser place à un modèle où se superposent des représentations historiques et spatiales diverses, parfois contradictoires, souvent incohérentes entre elles. La question qui se pose aujourd'hui aux sciences sociales est sans nul doute de décrire et comprendre la nature de ces modes de superposition.

24. Jocelyn Benoist et Fabio Merlini, *Historicité et spatialité. Le problème de l'espace dans la pensée contemporaine*, Vrin, 2001, p. 7-12.

Finalement, le village amputé de Belchite dit une « absence au présent » qui résonne comme une douleur fantôme de l'histoire. Dans un livre à succès que les Belchitains me disent avoir tous acheté, un érudit local, Jaime Cinca, eut l'idée de superposer des clichés noirs et blancs de la Belchite d'après-guerre à des clichés en couleur du vieux village aujourd'hui, selon un même angle de vue²⁵. Le résultat de cet « avant-après » est saisissant. En effet, le livre fonctionne comme la boîte-miroir que le neuroscientifique Vilayanur Ramachandran inventa pour soigner la « sensation de l'absence » du membre amputé dont souffraient les soldats au retour de la guerre. En observant le reflet du membre valide dans un miroir, le patient se libérait de la douleur de celui qu'il avait perdu. Aussi, on peut avancer par analogie que Belchite n'est pas le lieu d'expression d'une nostalgie du passé – car de fait, comment imaginer un « retour » dans ce qui n'existe plus? – mais celui d'une profonde et douloureuse mélancolie qui, pour reprendre les termes d'Emmanuel Bouju, « ne consiste pas dans le regret d'un passé perdu mais plutôt, voire au contraire, dans la conscience intime et articulée du temps de la perte, dans le travail d'une conscience attachée à dire, coûte que coûte, cette logique de destruction du passé²⁶ ».

Ma proposition tient en deux phrases : si l'historicité résulte d'une tension entre un champ d'expérience et un horizon d'attente, la géographicité procède d'une tension entre un ici et un ailleurs. Si le présentisme est une tendance à rapporter le passé et le futur au présent, l'icisme serait la tendance à rapporter le global au local. Ainsi, présentisme et icisme caractériseraient un même régime de géo-historicité, dont Patrick Garcia appelait de ses vœux l'  tude²⁷.

Si, délaissant la tradition halbwachsienne, les historiens n'ont pas posé le problème de la relation de l'historicité et de la géographicité, les géographes ont depuis longtemps noté l'intimité des deux notions. Dans un ouvrage de 1952 trop souvent méconnu intitulé *L'homme et la terre*,   ric Dardel notait déjà : « Comment éviter d'ouvrir ainsi la spatialité de l'espace géographique

25. Jaime Cinca Yago, Guillermo All  nogui Burriel, Ángel Archilla Navarro, *El viejo Belchite. La agon   de un pueblo*, Zaragoza, Gobierno de Arag  n, 2008.

26. Emmanuel Bouju, « Exercice des mémoires possibles et littérature "  -présent" », *Annales. Histoire, sciences sociales*, né 2, 2010, p. 417-438.

27. Ch. Delacroix, F. Dosse et P. Garcia, « Sur la notion de régime d'historicité... », art. cit., p. 133-134.

sur sa perspective temporelle?²⁸ » Il remarquait combien le paysage comprend une dimension temporelle intrinsèque :

Le pays, ce sont des lignes et des teintes, mais aussi des chemins et des maisons : un présent. Ce sont des arbres chargés d'ans, des tombes : un passé. Ce sont des terres à labourer, des champs à moissonner, des projets : un avenir. En un mot, une continuité, une fidélité²⁹.

C'est-à-dire – serait-on tenté d'ajouter – une mémoire. Pour Dardel, le paysage est bien entendu le produit d'un regard à un moment donné, traversé par une expérience et un horizon d'attente :

Il y a dans le paysage un visage, un regard, une écoute, comme une attente ou une souvenance. Toute spatialisation géographique, parce qu'elle est concrète et qu'elle actualise l'homme lui-même, en son existence, parce qu'en elle, l'homme se dépasse et s'échappe, comporte aussi une temporalisation, un historial, un événement³⁰.

Dans le commentaire qu'il fait de l'œuvre de Dardel, Jean-Marc Besse souligne l'importance de cette géographie nouvelle où l'humain et le terrestre ne sont pas pensables géographiquement l'un sans l'autre. Pour Dardel, l'espace géographique n'est pas en effet un cadre vide et blanc à colorier; il n'est pas préexistant au regard de l'homme, pas plus que le temps n'est le cadre préexistant aux événements historiques. En ce sens, la géographicité croise inmanquablement l'historicité et témoigne de la prise de conscience que le destin de l'homme se réalise spatialement et historiquement, et ce de manière indissociable. Claude Raffestin rappelle à son tour :

La géographicité est un modèle d'action, donc de pratiques et de connaissances, qui s'enracine dans un modèle de connaissances qui est l'historicité³¹.

À mon sens, l'hypothèse formulée par Halbwachs puis par les géographes doit être fortement articulée au domaine des études sur la mémoire à l'aune d'une approche pragmatiste, c'est-à-dire par une socio-histoire de l'expérience des lieux de mémoire. « L'expérience du passé » devient alors le nœud de la recherche. Cette perspective étayée par Michel Peroni et Dominique Belkis propose un dépassement de la démarche halbwachsienne

28. Éric Dardel, *L'homme et la terre*, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1990, p. 54.

29. *Ibid.*, p. 130.

30. *Ibid.*, p. 45.

31. Claude Raffestin, « Théorie du réel et géographicité », *Espaces Temps*, n° 40-41, 1989, dossier « Géographie, état des lieux. Débat transatlantique », p. 26-31.

sans en renier les apports fondamentaux. Le phénomène mémoriel n'est plus alors un objet constitué dont il s'agirait d'étudier les usages par rapport à des structures sociales préexistantes (« les cadres sociaux »), mais comme le résultat de pratiques dynamiques, observables et descriptibles. L'objet historique n'est plus la mémoire et ses lieux mais la *mémorialité*, comprise comme le processus par lequel une société construit et négocie ce qui a valeur de mémoire, « ce avec quoi sont en prise les acteurs (individuels et collectifs) engagés dans des entreprises mémorielles³² ». Cette mémoire insituée par l'action se déploie alors selon des modes différents qui manient conjointement l'espace et le temps selon un savoir pratique.

C'est ce chemin étroit que j'ai voulu emprunter ici, suivant les pas d'Annette Becker, historienne-géographe de la mémoire. ■

32. Michel Peroni et Dominique Belkis, « Pragmatique de la mémoire et enquête sur les régimes de mémorialité », *EspacesTemps.net*, mis en ligne le 28 avril 2015.

DOMINIQUE FOUCHARD

PARCE QU'ANNETTE AIME LES HISTOIRES...

Une rencontre. D'abord par les livres, ceux qu'Annette avait écrits et qui me donnaient à lire une autre façon de faire de l'Histoire, une Histoire plus proche des hommes et des femmes, une Histoire grisante qui ouvrait tant de portes, de sujets, d'interrogations, qui autorisait, qui invitait même à un regard singulier, libre et sensible. Puis, la rencontre physique, dans un bureau de la fac de Nanterre, quand, à la suite d'un bref échange épistolaire, Annette a accepté de diriger mes recherches de DEA puis de thèse de doctorat. Je me souviens bien de ce premier rendez-vous, car Annette est une présence, fouguese, lumineuse. Durant mes longues années de thèse, quelque chose s'est noué, que j'ose appeler de l'amitié, et de l'estime tant professionnelle que personnelle. Par ses conseils et grâce à la confiance qu'elle m'a témoignée, et parce qu'Annette aime sortir des sentiers battus, elle a ouvert pour moi des possibles que je n'aurais sans doute pas explorés sans son soutien précieux, véritable incitation à la liberté et à la création. « Fonce, j'ai hâte de te lire », m'a-t-elle dit quand je lui ai dit que je souhaitais écrire une fiction sur fond de Grande Guerre et de retour des hommes. Alors voilà, en avant-première, les premières pages du roman que je suis en train d'écrire.

°
°

La peau de ses mains était fine et douce. Elle en prenait soin, depuis toujours. Le soir, sur le canapé recouvert d'un tissu léopard, bien calée au milieu de gros coussins, elle massait doucement, avec des crèmes qui sentaient la violette.

Elle avait coutume de dire qu'on reconnaissait une femme bien à ses mains et à ses pieds, sans savoir vraiment ce que signifiait être une femme bien,

mais ça la faisait sourire, consciente sans doute du dérisoire de la formule et amusée à coup sûr de l'étonnement qu'elle provoquait. Le bleu de ses veines dessinait les archives de ses mains; il battait discrètement la vie, laissant voir les peines qu'elle ne pouvait totalement camoufler et les histoires, ses histoires, qui avaient fait sa vie, longue maintenant et derrière elle comme on dit peu poliment aux vieilles femmes, les privant de tout avenir, même petit, même court.

Certaines de ses histoires, elle les avait tellement racontées qu'elles s'étaient comme figées, qu'elles étaient devenues contes, qu'elles s'étaient mélangées au siècle et aux histoires des autres, imbroglios de passés mêlés. Elle les portait en elle comme on porte le temps, avec et sans conscience. Et lorsqu'il fallait recommencer à raconter, parce qu'on ne peut lutter longtemps face à l'entêtement de l'enfance qui en veut encore et encore, et parce que finalement cette insistance à vouloir, une fois de plus, entendre le bruit de son passé lui donnait place à elle aujourd'hui, elle soupirait pour la forme, s'asseyait dans le canapé après avoir lissé les vaguelettes que le tissu n'avait jamais manqué de faire, s'emparait de la boîte à manucure et choisissait, dans ses souvenirs, celui qu'elle allait décider de faire resurgir. Elle prenait toujours son temps pour grimper au grenier de sa mémoire; pas par lenteur d'âge, non, plutôt par coquetterie rhétorique peut-être ou par goût du suspense ou pour choisir celui qui conviendrait le mieux à l'ambiance de ce soir-là ou plus simplement parce que ce n'est pas si aisé de piocher le bon, on a comme peur de froisser ceux qui n'ont pas été choisis, qui risquent de s'affadir et de se perdre si on ne leur donne pas audience de temps à autre, et qui pourtant valent bien le coup autant que les autres.

Je ne la pressais jamais, je savais que cela viendrait, j'avais passé tant d'heures depuis l'enfance à l'écouter, et l'attente était déjà le début de l'histoire. En farfouillant parmi les crèmes, les limes, les coupe-ongles, les pousse-cuticules, les vernis, rouges exclusivement ou incolores, je l'observais sillonner en silence, sautiller de l'enfance à l'âge adulte, y revenir, partir plus loin encore dans des souvenirs plus anciens qui étaient ceux de ses parents et qu'elle avait faits siens; car elle s'inscrivait dans une longue généalogie, elle se savait le fruit de ses aïeux et, si elle avait pu, son amour du Périgord l'aurait volontiers conduit à partager la mémoire des Cro-Magnon. Le dos contre l'accoudoir, les jambes repliées, j'étais installée à l'autre bout du canapé; elle avait besoin d'un peu d'espace pour faire sa promenade, d'un peu de liberté de corps pour naviguer, pour aller à sa guise dans sa vie qui

« en avait vu des vertes et des pas mûres ». Forcément, née en 1904, elle avait traversé un siècle dense et s'il fallait y ajouter les générations précédentes, on n'était pas sorti ! Je savais toujours quand l'histoire allait commencer : un léger sourire, signe de « oui celui-là c'est bien », et un pétilllement dans ses yeux qu'elle accrochait alors aux miens. Mais ce soir-là, ça durait, plus que d'habitude, bien plus.

Elle regardait ses mains, puis son regard filait dehors, par la fenêtre, vers les montagnes qu'on distinguait encore grâce à la lune qui éclairait délicatement la neige, puis ses mains à nouveau, et rien ne venait. Le chalet sentait le bois, il faisait bon, tout était doux, mais rien ne venait. Pour la première fois, je la sentais inquiète et loin, non pas perdue dans ses souvenirs mais brutalisée, violente, déchirée, dans sa mémoire sauvage ensanglantée. La douceur s'était évaporée, en un instant. Même la rondeur de son visage s'angulait, si je puis dire, et je voyais apparaître sur son front quelque chose qui ressemblait à des rides soucieuses, elle qui était si fière de n'en avoir quasiment aucune, contrepartie heureuse d'une peau grasse au visage qu'elle épongeait avec du papier de soie. Le pétilllement de ses yeux avait laissé place à un discret cliquement nerveux. Et des larmes coulèrent.

Je me taisais. Impressionnée par ses larmes, je ne savais pas où étaient les mots qui apaisent, je ne les trouvais pas. On n'est pas habitué à voir pleurer une grand-mère. Elle s'était souvent emparée de mes chagrins d'enfant pour les faire disparaître, elle savait faire cela, je n'étais pas prête à ce renversement. Que se passait-il en cette soirée d'hiver pourtant si semblable à tant d'autres que nous avons partagées ? Pourquoi notre rituel si bien rodé avait-il ce soir-là cette sombre couleur ? Je me suis approchée d'elle, pour prendre sa main dans la mienne, cherchant à combler le vide de mes mots par le contact de nos peaux. Elle a souri, indulgente.

– Tu es grande maintenant ma chérie, m'a-t-elle dit. Vingt ans, les miens sont loin. Mais malgré tous mes efforts pour oublier ils viennent toujours me tourmenter, ces vingt ans qu'on dit beaux. J'ai bien tenté de les recouvrir, avec toute la vie, pour qu'ils me laissent paisible. J'ai voulu croire que le silence, le secret, et la cascade de mes autres récits de vie sauraient les ensevelir. Il faut bien l'admettre, c'est raté, ils ne se laissent pas museler, ils réclament leur part de mise en lumière, ils tambourinent à me faire exploser le cerveau et plus je vieillis, plus ils s'agitent ces bougres. Alors peut-être qu'il faut que je te raconte, peut-être que quand ça sera sorti, ça sera moins là, tu sais, comme ces abcès qui bouillonnent, comme le panaris que tu as eu qui

battait dans ton doigt à te faire hurler et quand il a été ouvert, soulagement. Certains disent qu'à parler on s'apaise.

C'était en 1924. Germaine et Louise avaient vingt ans. Depuis l'école élémentaire, où elles s'étaient rencontrées et reconnues, elles étaient inséparables, bras dessus bras dessous dans les rues et dans la vie, la brune et la blonde, la longue et la courte comme s'en amusaient les gens. Quand l'une d'entre elles arrivait quelque part, immanquablement, on cherchait l'autre qui ne pouvait jamais être bien loin.

Le 20 décembre 1924, on a repêché le cadavre de Louise dans la Seine. On y a relevé des traces de blessures à l'œil, à la mâchoire, des traces de coups sur les bras et les jambes. C'est moche un corps sorti de l'eau, c'est gonflé, c'est ridé, bleuté, violacé, ça donne la nausée. Et c'était Louise, Louise avec ses boucles blondes toutes souillées, Louise qui avait disparu et que la Seine recrachait salement. Un couple d'amoureux en promenade sur les berges avait donné l'alerte en apercevant au fil de l'eau quelque chose qui ressemblait à un corps, celui de Louise. On l'avait repêché. Dans la rubrique Faits divers du *Petit Parisien*, on pouvait lire : « Le corps d'une jeune femme blonde d'environ vingt ans vêtue d'une robe grise et de bottines noires, a été repêché dans la Seine au niveau du canal Saint-Denis. Acte d'une désespérée ou agression meurtrière ? » Entre un cambriolage de bijouterie et une escroquerie à l'assurance, il y avait le corps de Louise, anonyme et abîmé, perdu dans les faits divers, quelques lignes dans un journal populaire qui feraient frissonner à la lecture, noyé dans un monde qui cabosse le corps des femmes.

Germaine le savait bien, il ne pouvait s'agir d'un acte d'une « désespérée », jamais Louise n'aurait plongé dans le froid de la Seine, elle aimait la chaleur du soleil ; elle avait bien trop peur du noir pour s'enfoncer dans les sombres méandres du fleuve et se laisser aspirer vers les profondeurs ; et puis elles avaient, ensemble, depuis la guerre qui avait eu si faim des hommes, choisi de faire le choix de vivre, beaucoup, pleinement et pour ceux qui ne le pouvaient plus. Et, surtout, Germaine avait senti le danger. Lui était-il alors seulement possible de se le pardonner ?

Elle se souvenait de leur première rencontre comme si c'était hier.

Assise à côté de Germaine, Louise gigotait sur le banc de bois, trop dur pour ses fesses peu dodues qui supportaient mal d'être posées une journée entière sur une surface si raide. Elle passait d'une cuisse à l'autre, transfé-

rant son poids d'un côté puis de l'autre pour alléger tour à tour le droit puis le gauche, technique qui n'avait pas l'air bien efficace puisqu'elle était sans cesse recommencée.

— T'as pas fini de gigoter comme ça ! C'est pénible à force, lui avait lancé Germaine.

Embarrassée, Louise avait tenté de se maîtriser, avait raidi son corps et appuyé plus solidement ses pointes de pieds sur le sol espérant ainsi atténuer la douleur et mettre fin à ses contorsions et à l'agacement de sa voisine. Elle avait porté toute son attention sur leur maîtresse, Mlle Régis, qui, devant la classe émerveillée, dessinait au tableau des feuilles de châtaignier que les filles devaient reproduire dans leur cahier de leçon de choses, sur la première page, exergue à ce que seraient les exercices de l'année à venir. Les crayons de bois crissaient sur le papier dans une concentration extrême qui disait déjà combien chaque écolière souhaitait faire bien, beau et juste, afin de contenter la maîtresse et de recueillir pour soi seule son sourire satisfait. Elle était si belle Mlle Régis, élégante, svelte et douce, toujours à sourire avec ses lèvres de framboise. Elle nouait ses épais cheveux bruns en une longue tresse qu'elle passait devant son épaule, sur le côté, et qu'elle lissait du bout de ses doigts. Elle était belle comme peuvent l'être les maîtresses dans les yeux des enfants de neuf ans, comme le sont les princesses dans les livres sauf que là c'est en vrai et que l'on peut se dire que, peut-être un jour, c'est à elle que l'on ressemblera.

Louise était courbée sur son dessin ; son avant-bras gauche bien posé sur le pupitre lui permettait de se soulever un peu, d'oublier un temps ses désagrémentes fessiers et de se consacrer totalement au figinage des dents pointues de la grande feuille de châtaignier qu'elle reproduisait avec aisance et plaisir. Elle adorait dessiner et avouerait plus tard à Germaine que lorsqu'elle se rêvait grande, elle s'imaginait dans un grand atelier clair, tout en haut d'un immeuble, donnant sur les toits de Paris, vêtue d'une large blouse toute tachée de couleurs, entourée de toiles, de chevalets, de pinceaux, de pigments improbables, de papiers venus du bout du monde, de pots d'huiles et de vernis odorants, elle voyait ses cheveux retenus par un turban grossièrement noué, ses mains qui portaient la trace de ses œuvres en cours, elle imaginait chaque mur accueillant les idées punaisées en tous sens. Elle rêvait cette vie-là au bout de ses doigts. Elle était douée, sa feuille de châtaignier en témoignait. Et lorsque Mlle Régis était passée dans les rangs et s'était exclamée : « Quelle merveille, ma petite Louise, tu es une artiste en

herbe! », le visage de Louise avait rosi tant sa joie était immense. Germaine avait été émue, heureuse pour cette voisine menue et remuante, et surprise de n'éprouver aucune jalousie. Pour tout dire, elle était même assez fière de constater qu'elle était capable de partager la joie de Louise-la-gigoteuse sans être envieuse, elle se félicitait de pouvoir faire preuve de cette grandeur dont elle savait que sa mère aurait été fière aussi, et cela l'aidait sans doute à tuer dans l'œuf le moindre sentiment moins noble.

À la fin de la journée d'école, en rentrant chez elle, Germaine avait déniché dans la boîte à couture et à coupons qui recelait des merveilles, un morceau de tissu gris pâle et avait demandé à sa mère de l'aider à coudre un petit coussin. Elle lui avait expliqué la raison d'être de cet atelier improvisé, la nécessité d'un rembourrage pour les fesses trop peu charnues et trop sensibles de Louise. Anne, c'était le prénom de sa mère, était partie d'un grand éclat de rire et avait trouvé l'idée excellente. Elles avaient passé une heure toutes les deux, installées à la table de la cuisine, à fabriquer le petit coussin gris. Le lendemain, Germaine l'avait apporté à l'école et elle l'avait offert à Louise. C'est ainsi qu'était née leur amitié.

Et puis il y a eu la guerre. La guerre contre les Boches qui nous attaquaient en plein été. Au début, on n'y comprenait pas grand-chose. Une flopée de mots nouveaux apparaissait dans les conversations, on ne les comprenait pas tous. Il y avait de l'excitation, ça parlait dans tous les sens et puis ça se taisait d'un coup. On ne savait pas trop ce qu'on devait faire, participer à la fièvre bruyante ou faire preuve de retenue, ça passait de l'un à l'autre sans que l'on comprenne bien et on risquait toujours d'avoir un temps de retard, enthousiastes quand le moment était passé au recueillement, sérieuses et tristes quand il fallait à l'inverse manifester son patriotisme confiant. C'est compliqué parfois quand on est enfant de répondre aux attentes des adultes, on n'a pas toujours toutes les clés. Ça me fait penser à ce que raconte Françoise Dolto, tu sais la psychanalyste, qui était petite fille durant la guerre. Elle raconte que, pour répondre aux adultes qui lui demandaient à quoi elle pensait et après avoir fait l'expérience de plusieurs réponses qui ne correspondaient jamais à ce que l'on attendait d'elle, elle s'était fabriqué une réponse toute faite qu'elle ressortait à tout bout de champ, elle disait « je pense aux pauvres soldats dans les tranchées » et comme ça, elle était tranquille. C'était futé comme pirouette.

Dans les rues, on entendait des chants, des slogans criés à forte voix, même des rires, mais il y avait aussi des larmes, des larmes de femmes, pas des larmes sonores de pleureuses, mais des larmes qui ne voulaient pas couler et qui coulaient quand même, ou des larmes qu'on ne voyait pas, qui étaient retenues au fond des yeux, mais ça parle les yeux même si on veut leur faire dire autre chose, même si on les empêche, même si on les contraint.

Nous, avec Louise, on n'avait pas vu le truc venir. On avait fini notre année scolaire joyeuses, on savait qu'on remettait ça fin septembre et on allait retrouver Mlle Régis qui nous gardait une année supplémentaire. Un bel été s'annonçait, un été de chaleur, de fruits mûrs et juteux, de marelles tracées à la craie dans la cour de l'immeuble, de cerceaux de bois que nous faisons dévaler à toute vitesse sur les trottoirs en poussant des cris stridents, nous aventurant sur des terrains de plus en plus pentus, de concours de corde à sauter que nous terminions rouge pivoine et haletantes, de fabrication de gâteaux car nous avons décidé de nous lancer dans des expériences culinaires, je peux te dire, on n'était jamais à court d'idées. C'était notre premier été d'amitié, de filles uniques qui se sont trouvé une sœur. On avait des projets par milliers, des rêves à revendre qui s'épaississaient à chacune de nos discussions, qui se multipliaient à chaque seconde que nous passions ensemble, et nos journées seraient trop courtes pour les permettre tous. Perchées dans le cerisier du square voisin où nous grimpons en dépit de l'interdiction, on avait nos vies à se raconter, celles d'avant qu'on se rencontre et celles que l'on se construisait ensemble, où tout était possible. On parlait, on parlait, on n'arrêtait pas de parler, je crois que quand on était ensemble, il ne devait pas y avoir deux secondes de silence. Louise devait partir avec sa mère passer une partie des vacances à Cayeux où elle avait de la famille. Moi, je restais à Paris. Heureusement, il n'était pas prévu qu'elle parte trop longtemps. On n'avait pas envie de se séparer et l'idée de passer un long été ensemble nous réjouissait.

Si on avait été plus attentives, peut-être qu'on aurait compris que ça n'allait pas être drôle ce qui se préparait, je ne sais pas, on avait dix ans. Est-ce qu'on peut, à dix ans, prévoir un tel chamboulement ? Est-ce qu'on peut, quand la vie nous est douce, lire les signes de la guerre ? Évidemment aujourd'hui, quand on connaît la fin de l'histoire... enfin quand je dis la fin de l'histoire, je ne suis pas sûre qu'on puisse dire ça, car tout ça, la guerre et tout ce qu'elle a griffé, creusé, tout ce qu'elle a imprégné, pénétré, tout ce qu'elle a raviné, ça s'est étiré tellement longtemps, ça a pesé si longtemps, que j'aurais bien

du mal à dire quand c'était vraiment, la fin. Parfois j'ai l'impression qu'il n'y en a pas vraiment eu, au sens où ce serait vraiment passé. C'est comme si j'avais vécu d'éternels temps d'après-guerre.

Tout s'était précipité quand, au café du Croissant, on nous avait tué Jaurès, comme avait dit ma mère. Le matin du 1^{er} août 14, j'ai vu ma mère avec le journal les coudes sur la table de la cuisine et la tête dans les mains. Je suis entrée dans la cuisine, et je l'ai vue comme ça, debout, les coudes sur la table, tenant sa tête dans ses mains, les yeux attachés aux lettres noires de la une de *l'Humanité* : « Jaurès assassiné ». Elle s'est tournée vers moi, lentement, et il y avait sur son visage la tristesse des hommes, la grande tristesse, et presque une demande de pardon à mon adresse, à l'enfant qui allait devoir la partager cette tristesse qu'on n'avait pas su lui épargner. Elle m'a regardée et d'une voix qui cherchait encore à ne pas y croire, elle m'a dit :

— On nous a tué Jaurès.

Et c'était vrai. Je ne savais pas bien précisément qui était Jaurès, son nom oui, mais ce qu'il faisait, ça, je ne savais pas trop. C'était pas le moment de demander. On nous avait tué Jaurès et ma mère avait alors perdu un ami, un ami qu'elle ne connaissait pas, un ami tout de même. Celui qui l'avait tué, il s'appelait Villain, tu le crois ça, Raoul Villain, ça ne s'invente pas, ça en serait presque drôle si ce n'était tragique. Mais on n'avait pas envie de rire.

On a mobilisé et les hommes sont partis, direction Berlin disait-on, pour défendre la patrie et pour protéger les femmes et les enfants, disait-on encore. Dans leurs beaux uniformes, pantalon rouge garance, capote bleue et képi, comme sortis d'un livre d'images, ils partaient à la guerre pour elles, pour Germaine et Louise, parce que c'est le devoir des pères de protéger les enfants.

Gaston, le père de Germaine, affichait, comme à son habitude, un visage serein et se disait confiant. Il serait rapidement de retour. Pour Noël, avaient assuré les autorités militaires. Ce serait vite passé, le temps d'une grosse saison et on se retrouverait et tout reprendrait comme avant. On fêterait Noël avec les pères de retour, avec les pères glorieux, auréolés de leur victoire, qui rentreraient comme un cadeau, le devoir accompli. On se devait d'y croire, comment partir sinon ? Comment partir et comment laisser partir à la guerre si on n'envisage pas le retour, si on ne pense pas, avant même le départ, aux retrouvailles heureuses, aux retrouvailles forcément heureuses ? On sait bien que la guerre ça tue, que ça fait couler le sang rouge, sinon ça

ne s'appellerait pas la guerre, mais il ne faut pas penser à ça, il ne faut pas y penser à la mort car y penser c'est presque déjà la rendre possible, c'est presque déjà l'admettre, lui montrer le chemin. Il faut chasser cette sournoise pensée, la rendre impensable pour faire barrage.

Alors, à la place, on pense le retour et on se le dit, on le date et on le parle, on l'anticipe pour qu'il se réalise, et il vient avant même le départ fermer la parenthèse d'une guerre courte, rondement menée, passée avant d'avoir commencé, d'une guerre propre dans de beaux uniformes qui habillent les pères déjà héros.

Le mois d'août s'est écoulé, au rythme des départs. Peu à peu, les rues et les maisons ont regardé les hommes partir. Le 13 août, ce fut le tour de Gaston. Anne aurait voulu l'accompagner à la gare, rester avec lui jusqu'au dernier moment, pour retarder encore un peu l'heure de la séparation, agiter ses bras jusqu'à ce qu'il ne puisse plus voir sa silhouette pour qu'il la garde en lui comme un talisman, image de la vie collée à la rétine, pour faire comme un fil solide entre elle et lui partout où il serait, mais Gaston avait refusé. Il voulait garder en lui l'image du foyer, de sa femme et de sa fille au seuil de l'appartement, là où elles l'attendraient, là où il les retrouverait très vite. Il voulait que ce soit cette image qui l'accompagne, pas mélangée à d'autres, pas brouillée, pas diluée, juste cette image, chemin direct du retour, moment de bonheur suspendu, sans bruit autour, sans images parasites. L'idée de les quitter au milieu de tous, perdues dans la foule, lui était trop pénible; il avait des choses à leur dire et des gestes à leur donner qu'on ne partage pas comme ça dans la rue, question de pudeur. Gaston était comme ça.

C'est ce jour-là que la guerre avait vraiment commencé pour Germaine, lorsqu'on avait fermé la porte et qu'il y avait eu comme une tornade de vide dans l'appartement, comme un souffle froid qui saisit le corps, et qu'elles s'étaient regardées, sa mère et elle, la porte de bois fermée, et que leurs yeux s'étaient attachés et épaulés, si l'on peut dire, solidaires dans des larmes ravalées. Son père était parti, c'était la guerre. Sa première griffure. Pointue et profonde, acide, mauvaise.

— Je te confie ta mère, avait dit son père à Germaine, de façon solennelle, ses mains posées sur ses épaules et la regardant bien en face. Je veux pouvoir être fier de toi quand je rentrerai, sois sage, raisonnable et obéis à ta mère... sans discuter, avait-il ajouté dans un sourire un peu forcé.

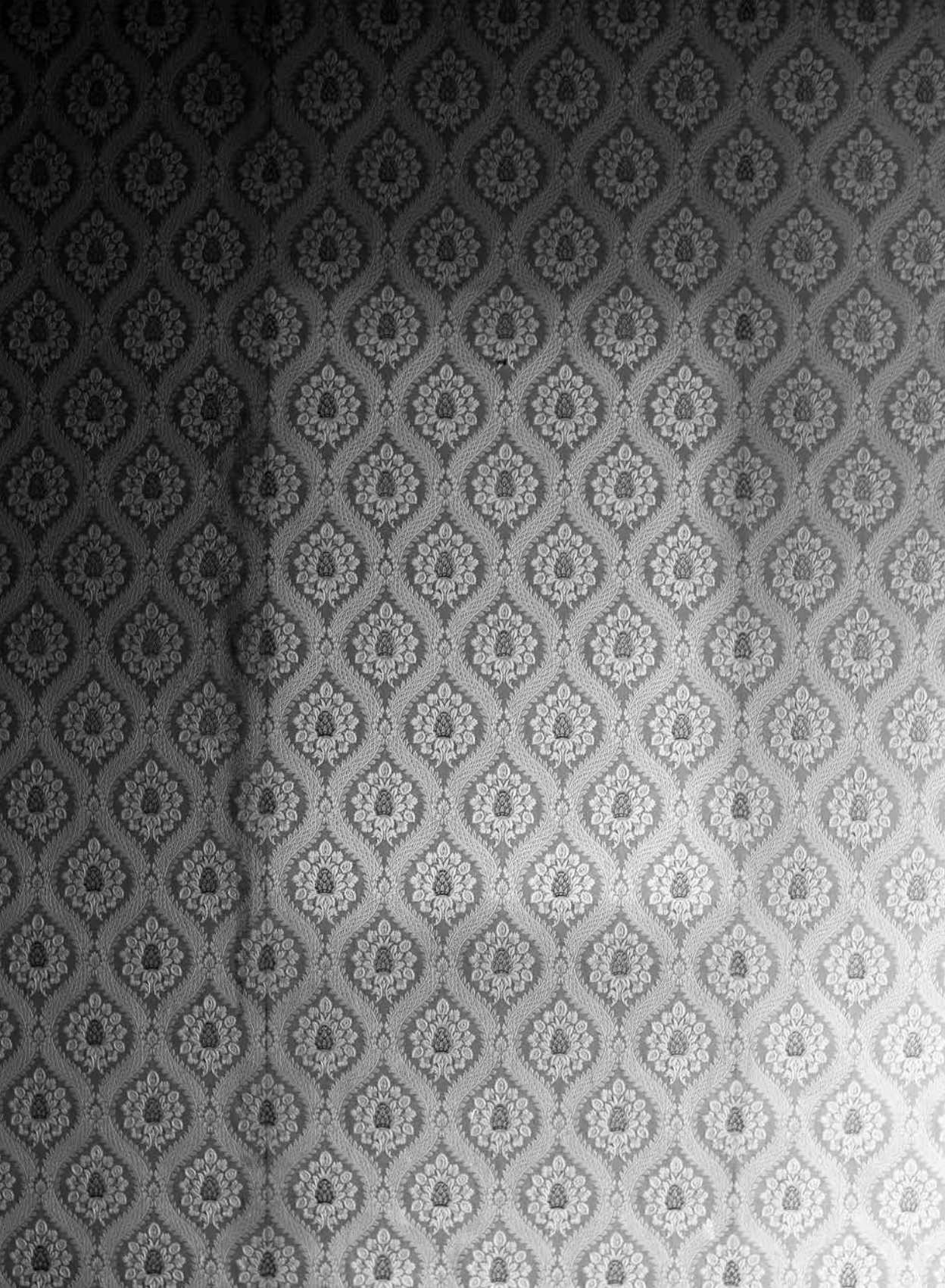
Sans discuter, la précision avait son importance car Germaine était de ces enfants qui, pour obéir, ont besoin de comprendre, qui, avant d'obtempérer,

questionnent le pourquoi du comment. L'obéissance ne lui était pas étrangère, mais elle ne lui était pas naturelle. Ce n'était pas de la rébellion ou une résistance de principe, simplement pour se plier à une décision, il lui fallait d'une manière ou d'une autre y adhérer ou pour le moins en comprendre le fondement. Elle avait toujours été comme ça, depuis toute petite, et sa mère n'était pas allée contre ce trait de caractère qu'elle considérait avec intérêt et patience, convaincue qu'il formait l'intelligence et que les enfants, pour bien grandir, méritaient qu'on leur explique les décisions ou les ordres qu'on leur imposait. Son père s'agaçait parfois de ce qu'il pensait être une résistance à son autorité et il aurait souhaité éviter de parlementer pour qu'elle obéisse mais, devant les arguments d'Anne, devant sa conviction en ce qui concernait l'éducation des enfants, il prenait la plupart du temps avec le sourire son mal en patience, et attendait de voir. Ce jour-là, Germaine avait soumis, sans barguigner, elle serait ce qu'on attendait d'elle en ces heures graves, sage et obéissante, « chacun à son poste », comme le dirait Mlle Régis le jour de la rentrée des classes.

Roger, le père de Louise, était parti quelques jours plus tôt. Louise avait montré à Germaine la photographie qu'il avait tenue à faire faire avant son départ chez le photographe du bas de la rue des Martyrs. On y voyait Roger en uniforme, grand et fier avec sa moustache brune, se tenant bien droit, sa femme Marthe à ses côtés dans une jolie robe claire, portant un chapeau gris pâle à large bord, et Louise devant eux, les bras alignés le long du corps, un peu raide et fixant l'objectif avec sérieux. Germaine avait aimé l'idée de cette photographie de famille mais quand elle l'avait évoquée, son père avait rétorqué :

— Je serai de retour bien vite, c'est tout de même pas en quelques semaines que tu vas oublier ma tête, si ?

Elle n'avait pas insisté, mais tout de même, cette photographie avec le père de Louise en uniforme, elle trouvait que c'était bien. Il faut dire que Roger avait belle allure et que de son regard jaillissaient une autorité et une confiance en soi qui impressionnaient et qui étaient encore accentuées par le port de l'uniforme et la fixité de l'image. Louise avait annoncé avec une certaine fierté que la photographie occuperait une place de choix dans le salon et qu'elle pourrait prier devant, intensément, pour le retour de son père. Elle prierait la Vierge Marie, car la mère de Jésus ne pouvait qu'être sensible, c'était sûr, aux prières des enfants pour leur père. ■



L'HISTORIENNE FACE À LA MÉMOIRE EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Publié en France en 2003, l'« essai historique » qu'Annette Becker consacre à Maurice Halbwachs est révélateur à plusieurs égards du rapport que l'historienne entretient avec la mémoire, devenue dans les années 1990 un champ d'étude de plus en plus florissant. En s'intéressant à l'auteur de travaux pionniers – tels *Les Cadres sociaux de la mémoire* (1925) et *La Mémoire collective* (1950 à titre posthume), réédités en plein « memory boom » (respectivement en 1994 et 1997) –, Annette Becker part d'un questionnement valable pour le court xx^e siècle : « Comment la guerre, par deux fois, a rencontré Halbwachs, et comment, par deux fois, il l'a vécue, comprise ? » C'est donc toujours par l'expérience, le vécu – doublé dans le cas d'Halbwachs par le regret de ne pas avoir été au front – que l'historienne des violences de guerre aborde l'œuvre du sociologue des *Annales*. Ce qu'Annette Becker a montré, c'est l'importance matricielle de l'expérience guerrière – bien que refoulée – dans la conceptualisation halbwachsienne de la mémoire : c'est bien pour faire face à cette blessure que le sociologue ancre la mémoire individuelle dans un cadre social, collectif et intégrateur.

3

Mais à regarder les choses de plus près, l'intérêt pour le champ de tension entre passé, présent et futur – autrement dit la mémoire – traverse tel un fil rouge toute l'œuvre de l'historienne. Formée avec Jean Delumeau, grand maître de l'histoire culturelle du fait religieux, Annette Becker s'intéresse d'abord aux mouvements messianiques aux États-Unis de la fin du XVIII^e siècle, c'est-à-dire à une « mémoire du futur »; ensuite, sa passion pour la photographie et les cimetières produira un ouvrage novateur sur les monuments aux morts, cette « mémoire minérale » (Chateaubriand); en fin, *last but not least*, il y aura bien sûr sa contribution majeure au nouveau chantier de recherche sur les violences de guerre et ses séquelles, de les guerres mondiales au Rwanda, dernier terrain arpenté avec l'intelligence sensible de toujours, sinon pour guérir les maux, du moins pour aider à trouver les mots.

Les contributions qui suivent prennent inspiration des différentes dimensions du travail d'Annette Becker sur les mémoires, les mémoriaux, les politiques mémorielles.



▲▶▶ Ci-dessus et pages suivantes : les photographies sont de Paul Emmanuel, sauf la dernière réalisée par Charl Fraser.

PAUL EMMANUEL

THE LOST MEN FRANCE

En 2014, j'ai installé mon contre-mémorial, *The Lost Men France*, à côté du Mémorial aux disparus de Thiepval dans la Somme, en Picardie. Il s'agissait d'une expression personnelle créée pour ce lieu spécifique et destinée à stimuler les conversations sur la mémorialisation.

Cinq photographies de mon corps (5 x 5 m chacune), imprimées sur de l'organza de soie, portaient les noms de militaires tombés sur le front occidental pendant la Grande Guerre – Sud-Africains, Français, Allemands, membres du Commonwealth britannique et alliés.

Leurs noms étaient imprimés sur ma peau sans référence au grade, à la nationalité ou à l'origine ethnique. *The Lost Men France* remet en question l'exclusion des noms des militaires noirs sud-africains des murs du mémorial de Thiepval. L'installation n'était pas une construction permanente de pierre et de mortier inscrits, mais plutôt une réflexion sur l'impermanence et l'oubli.

Avec l'aide d'Annette Becker, *The Lost Men France* a été sélectionnée par le gouvernement français comme exposition officielle du centenaire de la première guerre mondiale. Elle a été présentée avec l'aimable autorisation de la Mission du Centenaire de la première guerre mondiale, de l'Institut français (Paris et Johannesburg), du National Arts Council of South Africa, d'investisseurs privés, des maires des villages de Thiepval et d'Authuille et d'Art Source South Africa.

Ce projet est le résultat de nombreuses années de planification et de recherche, et n'aurait pu aboutir sans les précieux encouragements et le soutien d'Annette Becker. Je lui suis profondément reconnaissant pour son approbation officielle de mon projet, qui m'a permis de faire de ma vision une réalité.









HENRICH HEERACHT MAX

EDISE LEONCE PETIT C

CHIVAL AUSTIN BROWN

TONSE COLENBRO

VAN BLERK

HANGPU GEOR

IBHUVAN DA

WILLIE GOBIZ

ELIJAH CHES

STEPHEN

JABEZ

ANDRI

LOKO

OTTO PEY

FRANZ AD.

MARU FINK

ERT

JE

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

ERT

ERTZ

S

SALOMO

SARAH FISHMAN

QUATRE HISTORIENS DANS UNE RENAULT

TEXTE TRADUIT PAR ÉTIENNE LEYRIS

Ma première rencontre avec Annette Becker remonte au début des années 1990. C'était en France, lors d'un colloque d'études historiques où elle présentait un article en anglais, chose rare pour les conférenciers français. Le programme du colloque précisait qu'elle était rattachée à l'université de Lille. Or j'avais découvert que les Archives départementales du Nord détenaient les dossiers judiciaires des délinquants mineurs pour la période 1940-1944 ; des dossiers essentiels pour moi qui faisais alors des recherches sur la criminalité juvénile en France durant la seconde guerre mondiale. Et donc, à la fin de l'exposé d'Annette, je me présentai, fis part de mon intention de passer une semaine aux Archives, et lui demandai si elle pouvait me recommander un hôtel à Lille. Durant mon séjour à Lille, nous nous sommes rencontrées à plusieurs reprises, elle m'invita à dîner et nous sommes devenues amies. Lorsque mon séjour à Lille prit fin, je m'apprêtais à reprendre le train pour Paris. Mais Annette m'invita à l'accompagner à l'Historial de la Grande Guerre à Péronne. Elle y avait organisé une rencontre avec un groupe d'historiens, des universitaires rattachés à l'Institut d'histoire du temps présent qui avaient l'intention de visiter le musée. L'idée me paraissait excellente, mais comme la ville de Péronne est un peu à l'écart des grands axes, je voulus me renseigner sur la meilleure façon de rejoindre Paris après la visite. Sans hésiter, Annette se proposa de me raccompagner en voiture, ou plus exactement, elle proposa que son père, qui s'était joint au groupe, me raccompagnât jusqu'à Paris.

Je connaissais bien sûr le travail novateur de Jean-Jacques Becker, mais je n'avais pas encore demandé à Annette si elle lui était apparentée. Être sans cesse ramenée à « la fille de » peut être pénible, à la longue. Mais comme elle avait proposé qu'il me conduise, il me fallait bien m'enquérir : Jean-Jacques Becker est-il ton père... ? Plus tard dans la conversation elle mentionna Annie Kriegel, qui s'avéra être sa tante. Un clan Kennedy en quelque sorte, mais dans le domaine de l'histoire !

Visiter l'Historial avec, pour commentateurs, les principaux spécialistes de la première guerre mondiale, fut une expérience extraordinaire – l'intensité de la rupture architecturale¹, les uniformes déployés dans de petites fosses décaissées, comme si les soldats étaient tombés et que leurs corps s'étaient évaporés. Instructif, remarquablement mis en espace, poignant. Nous nous retrouvâmes pour le repas de midi puis nous repartîmes en petits groupes pour visiter, dans les environs, les cimetières de la Grande Guerre. Les organisateurs veillèrent à ce que nous parcourions non seulement un cimetière français, mais également un cimetière américain et un allemand. Si ces nécropoles varient dans leur esthétique – pierres tombales champêtres, cryptes, alignements géométriques de croix –, toutes font référence à l'affliction et à la perte dans leur caractère d'universalité.

À cette époque, mes travaux de recherche portaient sur la France durant l'occupation allemande – une guerre d'une autre sorte – du point de vue des gens ordinaires, les épouses des prisonniers de guerre pour mon premier ouvrage, puis les adolescents dans le système judiciaire des mineurs. Les interviews, les mémoires, la documentation judiciaire, les rapports des travailleurs sociaux : toutes les sources faisaient apparaître une réalité beaucoup plus complexe et confuse que les habituelles oppositions binaires, résistance vs collaboration, Français vs Allemands. Les interactions directes avec les soldats allemands étaient limitées, tant pour les épouses des prisonniers de guerre que pour les adolescents, mais pas pour les soldats français faits prisonniers lors de la débâcle de juin 1940 et retenus en Allemagne parfois durant cinq années successives. Non seulement ces prisonniers eurent des échanges avec les commandants et les gardiens des camps de prisonniers, mais la plupart d'entre eux étaient détachés hors des camps pour satisfaire les besoins en main-d'œuvre des Allemands. Certains des prisonniers de guerre vivaient dans de grands camps de travail à proximité des usines et des mines, mais nombre d'entre eux se retrouvaient dans de petits ateliers ou dans des fermes. Ils vivaient et travaillaient aux côtés de civils allemands qui n'avaient pas été incorporés dans l'armée, ce qui leur procurait un aperçu, de l'intérieur, de la vie dans l'Allemagne nazie. Je m'étais longtemps demandé si cette expérience avait pu contribuer d'une certaine façon à faciliter la réconciliation franco-allemande après 1945, et cette question me trottait dans la tête lors de notre visite des trois cimetières dans la Somme.

1. NdT : entre le château médiéval et le béton blanc du Mémorial.

Lorsque vint le moment de retourner à Paris, il s'avéra que Becker père avait proposé des places dans sa voiture à deux autres historiens. À bord, quatre nations étaient représentées, non seulement la France et les États-Unis, mais aussi l'Allemagne et la Russie : des ressortissants de quatre des nations belligérantes de la Grande Guerre se serraient dans la même voiture ! Nous partagions une langue, le français, et un lien personnel, la famille Becker. Le temps s'écoulait rapidement pendant que nous échangeions sur ce que nous avions vu, puis sur les mémoires nationales et le souvenir de la guerre, enfin sur nos parcours professionnels et nos projets de recherche. Nous étions tous conscients de l'ironie de l'histoire qui nous faisait parcourir les petites routes françaises, entassés dans une voiture minuscule.

Bien des années plus tard, en 2011, je revis l'historien allemand de ce trajet, Rainer Bendick, lors d'un colloque organisé par l'Université Rice et co-sponsorisé par les consulats français et allemand à Houston, « Share and Teach a Mutual History : The French-German Experience » (« Partage et enseignement d'une histoire mutuelle : l'expérience franco-allemande »). Bendick et plusieurs de ses collègues s'étaient joints à un groupe d'historiens français dans le but de rédiger un manuel d'histoire franco-allemand à destination des lycéens, *Histoire/Geschichte*². Ils réussirent à produire un texte presque homogène. Curieusement, très peu de divergences apparurent sur le contenu de l'ouvrage, les thèmes des chapitres, les documents, et même sur l'interprétation des relations franco-allemandes : c'était là un témoignage du succès de la réconciliation. C'est essentiellement au sujet du rôle joué par les États-Unis en Europe après 1945 ainsi que sur la vision du communisme que des différences de point de vue se firent jour : c'était là probablement le reflet des relations divergentes que chacun des pays avait entretenues, après la seconde guerre mondiale, avec les États-Unis et l'URSS d'alors. Plutôt que d'occulter leurs désaccords, ils décidèrent d'adjoindre, à la fin de chacun des chapitres, une brève section intitulée « Regards croisés » résumant les deux positions. La principale différence entre les historiens français et leurs collègues allemands affleura lorsqu'il fut question de procéder à la rédaction et à la présentation de l'histoire. Les Allemands avaient tendance à adopter une approche conceptuelle et théorique et avaient recours à un style d'écriture académique et abstrait, rédigé au passé. Les Français, suivant en cela

2. P. Geiss et G. Le Quintrec (dir.), *Histoire/Geschichte : L'Europe et le monde depuis 1945*, manuel d'histoire franco-allemand. Terminale L/ES/S, Nathan, 2006 ; *Histoire/Geschichte – Europa und die Welt seit 1945*. Schülerband/Klasse 10-13, Stuttgart, Klett, 2006.

une tradition établie de longue date associant étroitement histoire et géographie, privilégiaient les cartes, avaient une préférence pour le temps présent et adoptaient un style plus littéraire et spectaculaire. Dans un article passionnant paru dans la revue *Vingtième siècle*, Étienne François expose le processus complexe de production du texte. Détaillant les étapes successives de la conception, de la composition de l'équipe d'historiens, de l'acquisition des approbations officielles – française et allemande – en vue de l'adoption de l'ouvrage dans l'enseignement secondaire des deux pays, de la pondération nécessaire entre les différentes approches intellectuelles et interprétatives, et entre les exigences d'auteur, François qualifie à juste titre *Histoire/Geschichte* « d'entreprise sans précédent³ ». Rapportée aux années 1914-1918, l'idée même d'un texte commun aurait été impensable, révolutionnaire. Aujourd'hui encore, j'aurais peine à imaginer un quelconque partenariat transnational visant à produire un manuel d'histoire destiné à l'enseignement secondaire aux États-Unis. À mon avis, les bases d'une telle entreprise avaient été jetées durant ce trajet en voiture (j'exagère sans doute, néanmoins tout concorde!).

Je n'ai jamais revu l'historien russe, dont le nom m'échappe maintenant. Étant donné les liens importants qui le rattachaient aux institutions académiques françaises et les publications signées conjointement avec des chercheurs français, peut-être s'agissait-il de Mikhaïl Narinsky, spécialiste de l'histoire des relations internationales soviétiques⁴. Quoi qu'il en soit, je me souviendrai toujours de ce trajet en voiture, de ce mélange de nostalgie et d'anti-nostalgie pour des événements qu'aucun d'entre nous n'avait connus, de ce partage par-delà les lignes de conflit. S'il était possible de répartir l'humanité par groupes de quatre personnes de nationalités différentes et de leur faire effectuer un trajet de deux heures dans une petite voiture, peut-être nous rapprocherions-nous de la paix mondiale. En attendant, ce moment symbolise ma rencontre avec Annette Becker qui sait partager avec générosité ses profondes connaissances et ses si nombreuses relations. ■

3. Étienne François, « Le manuel franco-allemand d'histoire : une entreprise inédite », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 94, 2007/2, p. 73-86.

4. Mikhaïl Narinsky est un nom aussi important en Russie que l'est Jean-Jacques Becker en France. Ses écrits portent, entre autres, sur le plan Marshall, les relations entre la France et l'URSS, le retrait de la France de l'Otan, du point de vue de Moscou. Mikhaïl Narinsky, « L'URSS et le conflit du Proche-Orient de 1973 », *Revue d'histoire diplomatique*, n° 2, juin 2007 ; M. Narinsky et Maurice Vaisse, *Les crises dans les relations franco-soviétiques, 1954-1991* (Pedone, 2009) ; M. Narinsky et Jürgen Rojahn (dir.), *Centre and Periphery: The History of the Comintern in the Light of New Documents*, Amsterdam, International Institute of Social History, 1996.

JEAN LEBRUN

LE PETIT CURÉ FACE AU VENT. LE MONUMENT AUX MORTS DE L'ÎLE AUX MARINS, TERRE DE FRANCE ET VIGIE DE DIEU

Voici l'histoire d'un monument aux morts français très singulier qui avait jusqu'ici échappé à la sagacité d'Annette Becker, pourtant spécialiste mondiale du sujet.

Il est vrai que les douze hommes qui y sont honorés vivaient dans l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon à plus de 4 000 kilomètres des combats qu'ils allèrent rejoindre. Et dans l'archipel, ils appartenaient à la plus petite communauté qui fût, celle de l'île aux Marins. Séparée de Saint-Pierre par un bras de mer qu'agitent les vents, elle s'est toujours vécue comme un petit monde à part. Il y a peu, avant de l'aborder, on voyait, inscrite sur les rochers, une inscription qui donne encore le ton : « Bonjour les insoumis ! »

C'est seulement dans les années 1920 que l'administration consentira au nom d'île aux Marins. Pendant la Grande Guerre, on dit encore l'île aux Chiens. Les habitants étaient-ils considérés comme des dogues ou bien étaient-ils fidèles au Seigneur comme des animaux à leur maître ? Le père Lavolé, desservant de l'île depuis 1916, penchait pour la seconde interprétation, il aurait même préféré qu'on parle d'île aux Saints... C'est lui qui a inventé le monument qui va nous occuper. C'est lui, l'abbé-tempête au cœur de cette histoire.

Né en 1861 dans le Finistère, Yves Lavolé aimait se surnommer l'Alouette d'Arvor. Outre le français, « la langue du paradis terrestre » selon lui, il parlait en effet le « celtique d'Arvor ». Il aimait prêcher en vers ou en acrostiches quand il n'écrivait pas de romances, cantates et drames bibliques. Dès lors qu'il s'agit de prier pour les combattants de la guerre, il ne faillit pas à sa réputation, il vit grand et original. Si la statue de poilu qu'il fit acheter était classique, il la fit mettre à l'extrémité nord de l'île qui entre en saillie dans

les flots. Il la jucha sur un monticule, en haut d'une volée de marches. Un chemin de croix qui part du vieux cimetière en contrebas permet de la rejoindre. À chaque station du chemin correspondait le nom d'un mort. Tendu vers le ciel, le lieu révélait la roche-mère : en contrebas, une reproduction de la grotte de Lourdes abritait une statue de la Vierge. Annette Becker, familière de l'art contemporain, parlerait d'un dispositif. Le père Lavolé assurait avoir voulu pousser « un coup de clairon apostolique¹ ».

L'endroit est d'autant plus impressionnant que l'île est maintenant vide d'habitants permanents. Les derniers à partir furent, dans les années 1960, le successeur d'Yves Lavolé, le père Le Bris, et sa gouvernante. Il n'est plus ici que quelques modestes maisons bardées de bois mais restaurées avec soin par une vaillante association et devenues autant de manifestes de l'ancienne architecture de l'ordinaire. L'école a été transformée en un musée. Y est inscrit au tableau l'adieu que lança aux enfants le maître de l'Alsace perdue dans *La dernière classe* d'Alphonse Daudet : « Il prit le morceau de craie et, appuyant de toutes ses forces, il écrivit aussi gros qu'il put : VIVE LA FRANCE! »

Qu'est-ce, à l'échelle du globe, que cette pauvre île longtemps délaissée ? Pas même une pointe d'épingle. Mais en haut des deux mâts qui encadrent le monument flottent en permanence deux drapeaux tricolores. Et soudain on se sent à la proue du pays. La mise en scène du père Lavolé émeut encore.

Le petit archipel et son île la plus modeste

Alain soutenait que le temps qu'il fait est la première cause de l'histoire. Si on l'avait suivi, ni Miquelon ni Saint-Pierre ni l'île aux Chiens n'auraient dû être occupées par les hommes. Mais la situation géographique de l'archipel, plaque tournante pour la pêche, justifia l'effort. Une fois la souveraineté française enfin établie durablement, en 1816, il devint la station-service indispensable pour la région des Bancs de Terre-Neuve. Partis l'hiver de différents pays d'Europe, les pêcheurs y trouvaient à leur arrivée à peu près tout ce qui était indispensable. Des appâts et des médicaments, des auberges accueillantes aux hommes en manque et de l'alcool, des postes de réparation et la Banque des Îles. Ils pouvaient partir réconfortés aux Bancs puis, à

1. Les archives des spiritains sont conservées à Chevilly-Larue et comportent un dossier consacré au père Lavolé : états de services, commentaires de ses supérieurs et la correspondance qu'il leur a adressée.

leur retour, cabossés, épuisés, ayant perdu quelques-uns des leurs, ils retrouvaient Saint-Pierre inchangé. C'est là qu'ils réglèrent le solde de la campagne pour le 29 septembre, jour de la Saint-Michel. Puis c'était le retour. Pendant ces quelques mois d'activité intense, les armateurs du quai de Saint-Pierre ont joué un rôle de relais et les petits pêcheurs de l'archipel celui de figures de complément, indispensables. Ce système a fonctionné tout au long du XIX^e jusqu'à faire la fierté de Saint-Pierre qui pensait avoir bien mérité de la France. L'archipel demeurait cependant une colonie et son attachement à la métropole était mêlé de quelque susceptibilité.

Dans l'engrenage de la pêche, l'île aux Chiens a pris peu à peu une place particulière. Elle est projetée comme en avant de Saint-Pierre dans l'Atlantique : s'y établir permet de gagner plus vite le large. Les maisons, situées au bord de l'eau, sont toutes munies d'une glissière qui permet, à l'aide d'un cabestan, de mettre à la mer les doris ou de les remonter. Des familles y vivent en permanence, d'autres seulement l'hiver. Dans l'île, c'est la mer qui est fertile, pas la terre. Nulle agriculture donc sinon dans des jardinets. L'espace disponible, devant et derrière, est destiné aux graves. Les graves sont des surfaces cailleouteuses où les morues qui viennent d'être pêchées se retrouvent exposées, d'abord la chair en dessus, puis retournées. Chaque exposition est nommée un soleil. Il en faut de nombreuses pour que le produit soit enfin préparé. Quand tombe la pluie, on recouvre les graves de grosses toiles et le cycle recommence ; il peut durer trois semaines, un mois. Ceux qui effectuent ce travail répétitif, le dos courbé, les mains souvent déchirées par les engelures sont les graviers. Âgés de quinze, seize ans, parfois moins, ils arrivent par les bateaux du printemps : ils ont couché à fond de cale, sur le sel, se faufilant jusqu'au pont pour trouver de l'eau. À la fin du XIX^e, leur transport est aussi assuré par les vapeurs qui servent, dorénavant et heureusement, au transport des pêcheurs. En 1900, avant que n'intervienne la première grande crise de la pêche, les graviers sont peut-être cinq ou six cents dans l'archipel, levés tôt, couchés tard, livrés à la surveillance des maîtres des graves. Une colonie dans la colonie. Tirent-ils seulement avantage d'être originaires de la baie du mont Saint-Michel comme nombre d'iliens ? « Pauvres petits graviers – demandait le chansonnier Théodore Botrel –, rembarquerez-vous ? » Les enfants répondaient : « Dame oui, nous faisons comme ont fait nos pères. Et plus tard nos gars feront comme nous. » Le chansonnier n'imaginait pas pour ces enfants d'autre sort que celui induit par la fatalité. L'agitation de 1907-1908 qui secoua des ports de départ comme celui de Cancale et aussi bien l'archipel redistribua les cartes. Nombre d'iliens

durent émigrer au Canada. À partir de 1910, les premiers doris à moteur apparurent et fragilisèrent l'assurance de ceux qui étaient si fiers de se tenir aux avant-postes de la pêche. La guerre, enfin, bouleversa tout. Les positions traditionnelles furent ébranlées, les promotions furent davantage possibles. Un signe? Le monument aux morts porte sur un de ses côtés une plaque dédiée à l'amiral Gauchet. L'année où le père Lavolé débarque sur l'île, Gauchet commande les flottes alliées en Méditerranée. Or, avant de devenir amiralissime, il avait été un modeste habitant de l'île!

Le père Lavolé appartient à la congrégation du Saint-Esprit qui détient le contrôle spirituel de la colonie. Elle lui a été confiée en apanage par l'État et la papauté, comme la Nouvelle Calédonie ou Wallis-et-Futuna ont été dévolus aux maristes. Onze ans après 1905, le gouvernement continue de payer les spiritains en poste dans l'archipel : le vicaire de Saint-Pierre, les desservants de Miquelon et de l'île aux Chiens et, mieux encore, le curé de Saint-Pierre qui a rang de préfet apostolique. Ne dépendant aucunement de l'évêque de Québec, il n'a de compte à rendre qu'à sa maison générale et à Rome. Sa tutelle sur ses prêtres est, en revanche, totale. Il a paru au gouverneur de l'île plus prudent de ne pas promulguer la Séparation. Le régime de la spécialité lui donnait la possibilité de filtrer les textes français. Bien lui en a pris. Quand, deux ans plus tard, son successeur a entrepris enfin de mettre en place la loi sur les congrégations enseignantes qui datait de la génération anticléricale précédente, il s'était retrouvé avec mille manifestants catholiques dans la rue (sur 5 000 habitants!) qui brûlaient de le jeter à la baille et arboraient le drapeau des États-Unis, autrement favorables à la liberté religieuse.

Les spiritains, et Lavolé lui-même, auraient rêvé de fonder autant de petites théocraties que d'îles mais il leur faut compter avec l'administration et le quant-à-soi de leurs paroissiens. À l'île aux Chiens, l'église est construite en 1874 mais en 1892, une mairie lui fait face. Et le père Lavolé trouve à l'école un instituteur public en la personne de M. Letournel, en poste depuis 1908 et qui demeurera plus longtemps que lui. Ses supérieurs l'ont aussi prévenu qu'un taux de pratique satisfaisant peut dissimuler bien des fêlures. D'abord, en milieu maritime, on doit toujours compter avec les naissances illégitimes, voire les divorces. Pire, les îliens s'avèrent être de redoutables danseurs. Il faut bien que passent les longues soirées d'hiver et les filles bonnes danseuses s'avèrent encore plus redoutables que les filles jolies... Quatre cafés au moins ont marqué la vie de l'île. L'un a appartenu à la famille de l'ancien maire de Paris, Bertrand Delanoë; un autre, le Nouvel, vit ses occupants rac-

compagner vigoureusement à son presbytère le père Lavolé qui s'était avisé d'y interrompre une soirée.

Le risque vient également des querelles politiques qui s'insinuent, malgré l'éloignement de la métropole. Longtemps, baleinards et antibaleinards se sont affrontés comme en écho à l'affaire Dreyfus : les uns étaient partisans d'un traitement industriel de la baleine à Miquelon, les autres le refusaient. L'ombre portée de la grande société saint-pierraise, la Morue française, a aussi touché l'île aux Chiens, certains se sont attaqués aux fausses vertus de « la Mémé » – or la famille propriétaire de la société, les Legasse, comptait parmi ses membres... le préfet apostolique lui-même. Le père Lavolé prendra vite l'habitude de dire que l'anticléricalisme et sa variété du moment, le com-bisme, sont aussi dangereux que les vents violents. Ils peuvent forcer et tout emporter en un instant. Afin de ne jamais relâcher l'attention missionnaire, il faudrait presque s'attacher au mât du bateau, comme le missionnaire du début du *Soulier de satin*.

Un prêtre entreprenant

Au moment de son arrivée dans la région, en 1916, notre homme a eu un moment de distraction. Il est tombé droit dans l'eau du bassin d'Halifax. Un comble pour un homme réformé naguère pour bronchite chronique. Il est vrai qu'il lui manque un œil. Mais un proverbe maritime n'affirme-t-il pas que le meilleur du poisson, c'est justement cet œil. Basta ! Le nouveau préfet apostolique, Mgr Oster, venu l'accueillir, lui a offert une rasade de rhum et le père Lavolé est parti à l'assaut. Son dossier aux archives des spiritains conserve une seule photographie de lui. Le port est droit, une grande croix est fichée dans la soutane, une main tient un livre, l'autre est glissée dans la ceinture : en dépit de ses cinquante-cinq ans, le père est un rentre-dedans. Il est issu du noyau dur de l'Église : la Bretagne pieuse, un père au métier prédestiné, charpentier, à la tête d'une famille sainte qui a fourni aussi deux sœurs religieuses, dont l'une à Saint-Pierre. Yves Lavolé a postulé dès l'âge de dix-huit ans, il est devenu prêtre dix ans plus tard.

Un point intrigue cependant. Voici un homme dont ses supérieurs notent qu'il a des capacités normales, qu'il est profondément attaché à la congrégation, que son caractère est bon et sensible ; néanmoins, ils le maintiennent pendant des lustres à des fonctions d'enseignement en France alors qu'il

brûle du désir de l'Afrique. Il faut la guerre et le creusement dans les effectifs pour qu'ils l'envoient enfin en terre de mission mais à un poste qu'il faut bien dire périphérique. Est-ce la conséquence des « fatigues de tête » observées dès son jeune âge ? Ou bien de cette « tendance à certaines excentricités dans la pratique de la piété » que soulignait son bilan de santé morale tenu par les instances de la congrégation en 1893 ?

À ses débuts dans l'île, le père Lavolé ne donne pas de fil à retordre. Il n'est pas homme à rester dans son coin, une fois l'ancre jetée. Ayant affaire à une population à la fois pieuse et réfractaire, il se dépense en tous sens pour l'étourdir d'un inlassable mouvement. Au recensement de 1926, il tient à se définir non comme curé mais comme « curé missionnaire ». Il tient beaucoup à constituer ses paroissiens en groupes. L'archiconfrérie du Sacré-Cœur de Marie d'abord. Le patronage de l'Étoile, plus encore, avec sa troupe de Saint-Yves. Il lui fait interpréter le drame du cardinal Wisemann, *Fabiola ou l'Église des catacombes*. Les îliens sont fiers d'en donner une représentation de l'autre côté de l'eau, à Saint-Pierre où d'habitude ils passent pour de vulgaires « pieds rouges » à la tête vide². Le père Lavolé organise aussi une soirée patriotique en 1921 autour d'un drame rural et social en trois actes : la scène se passe aux alentours de Vesoul, les protagonistes sont des paysans, un employé du chemin de fer, un marchand et la représentation se termine par un serment à la France³. Combattre l'ennui stérilisant des jours qui passent dans la grisaille et le brouillard passe aussi par l'organisation de grandes cérémonies qui réveillent le sentiment religieux. La guerre continue encore qu'il fait rapporter de Saint-Pierre la statue de Notre-Dame des Victoires qui y était en réparation : il en met en scène le couronnement, une foule d'embarcations accompagne l'événement. Et il compose un chant de sa façon : « Ouvre le ciel, Marie, ô tendre mère / À nos martyrs, et calme nos douleurs / Guide toujours nos héros dans la guerre. »

L'église fait évidemment l'objet de tous ses soins. Les statues esseulées sur leurs piliers rejoignent une galerie aménagée à cet effet dans le chœur. Trois cloches, enfin, sont choisies, aux prénoms accordés à ceux de l'amiral Gauchet, le petit pêcheur devenu le grand homme de l'île. Il n'y a que le clocher que le père consent de raccourcir de deux mètres : il faut bien offrir moins de prise au vent.

2. Les pieds rouges sont nommés ainsi par référence aux pêcheurs de Granville, port dont souvent originaires les îliens : ils vivent les pieds nus dans l'eau.

3. Père Yvon, *Les grands cœurs de la Houle*, Flammarion, 1944, p. 67.

Le morceau de bravoure, le grand œuvre, c'est évidemment la sanctification du paysage du bout de l'île par le monument aux morts. Le but est de célébrer la paix revenue. Aussi le monticule où va s'installer le poilu est-il nommé mont de la Paix. Ce combattant porte la lumière qui brillait jusque-là souterrainement – dans la grotte de la Vierge, un peu plus bas. Le chemin de croix qui mène au monument comporte quatorze stations, comme le veut la tradition. Il n'y a que douze morts à inscrire par une photo émaillée sur les croix, l'une après l'autre ? Pour faire bonne mesure, deux corps de combattants sont exhumés du cimetière, disposés dans deux tombeaux. On retrouve leurs noms, Alphonse Tillard et Charles Frémont, à la fin de la liste des morts qui est redoublée sur une plaque au bas de la nef de l'église, elle indique aussi très clairement qu'ils sont « morts pour Dieu et la France ». L'histoire moderne et l'histoire chrétienne se confondent. Il y eut d'abord le temps chrétien qui amena les âmes à la dignité; il est prolongé par le temps républicain qui amène les citoyens au même sacrifice; c'est le même temps continué... Qu'est-ce d'autre que cela, l'histoire de France ?

Les douze pauvres apôtres de l'île aux Chiens méritent d'être cités :

Armand Lemoine
Louis Coutances
Emile Jousseaume
Pierre Meriadec
Jules Cirouard
Victor Vaslet
Emile Littré
Joseph Provost
Eugene Ouedinet
Paul Coutances
Alphonse Tillard
Charles Fremont

On notera la présence sur l'île aux Marins d'un autre Émile Littré !

Soumis aux variations saisonnières et aux faibles ressources de la commune, soutenu en revanche par des dons des paroissiens et leur participation personnelle aux travaux, le projet avancera de manière asymétrique. La grotte sera inaugurée, bien qu'inachevée encore, en octobre 1925. En 1928, le père Lavolé lance le chemin de croix, achetant de ses propres deniers quelques-unes de ses stations : une quête, d'expérience, cela s'« amorce ».

Mais voilà, le petit curé obstiné ne pourra aller jusqu'au bout. Dans une lettre d'octobre 1928, il regrette de devoir partir avant d'achever le chemin de

croix. Son successeur est nommé en décembre. L'année suivante, c'est lui qui pose les photos émaillées des combattants sur les stations. Quand le chemin de croix est à son tour inauguré en 1930, le père Lavolé est encore présent dans l'archipel, envoyé un moment cette année-là remplacer le curé de Miquelon. En revanche, en 1931, lorsqu'un très haut calvaire vient se joindre à l'ensemble, le signal du départ lui a été donné. « Pousse au large », indique la plaque au bas du calvaire. Avant que le père Lavolé ne s'éloigne définitivement, il lui est même interdit de célébrer la messe dans sa grotte ! Que s'est-il passé ?

Années trente : le rentre-dedans

Depuis la Grande Guerre, l'archipel a connu bien des changements. Le plus inouï a été provoqué par la prohibition de l'alcool aux États-Unis. En peu de temps, les Saint-Pierrais comprennent que, payant seulement de faibles taxes pour importer des bouteilles de France, de Belgique ou d'Écosse, ils peuvent ensuite les revendre très cher en fraude à leurs voisins. Ils se mettent donc à l'eau pour contourner les décrets de la « grande sécheresse ». Ils stockent le champagne et les whiskies dans des entrepôts de plus en plus grands puis ils dissimulent leurs bouteilles dans les embarcations les plus variées dont ils attendent qu'elles trompent la vigilance des garde-côtes canadiens. La Banque des Îles ne suffit bientôt plus aux investissements que la fraude rend nécessaires ; venus d'Amérique du Nord, des affairistes – pour utiliser un euphémisme – prennent pied dans l'archipel. Le grand métier de la pêche est abandonné par ceux qui le servaient pourtant depuis des générations et qui se font convoyeurs. On voit même des employés continuer à travailler le jour dans leurs bureaux et doubler leurs revenus en devenant les dockers la nuit. L'île aux Marins elle-même est touchée. Quand il doit la quitter, le père Lavolé a quelque difficulté à reconnaître la communauté unie et fervente dont il avait rêvé.

Le préfet apostolique est maintenant Mgr Heitz – sa mission de 1922 à 1933 coïncide exactement avec le moment de la Prohibition. Est-il conscient de ce qu'il fait quand il confie en 1928 l'aumônerie de l'Œuvre des gens de mer à l'ancien curé de l'île aux Marins ? La Société de l'Œuvre a été créée par des assomptionnistes ; soutenue par Charcot, elle a été déclarée d'utilité publique en 1898. Elle dispose de deux moyens essentiels pour soutenir les marins de la grande pêche : au large, un navire-hôpital ; à terre, une Maison

du marin, créée à Saint-Pierre dès 1895. À la fois magasin et bibliothèque, auberge et lieu de conférences et de spectacles, elle est censée créer autour des marins une atmosphère de bon aloi. C'est tâche surhumaine quand le père Lavolé la prend en charge : la contrebande électrise le port qui prive la modeste institution de ses habitués et de son horizon apostolique.

Faute d'un témoignage explicite du père pour les années 1928-1930, on dispose pour celles qui suivent des livres d'un frère de combat, le fameux père Yvon, le mainteneur du navire-hôpital. Ce capucin-typhon assure que « les commerçants saint-pierrais ont toujours fait une guerre acharnée à la Maison du marin qui arrachait les malheureux à leur exploitation immonde⁴ ». Sa colère s'abat particulièrement sur les armateurs de la métropole qui font bénir le pardon des Terre-Neuvas par l'archevêque de Rennes mais manquent à Saint-Pierre de la plus élémentaire charité. Le père Yvon s'attirera bientôt les foudres des dirigeants bien-pensants de l'Œuvre des mers et il devra partir. C'est précisément ce qui est arrivé auparavant et sans que cela provoque autant d'échos au minuscule père Lavolé...

Il se trouve que, pendant son bref mandat, les murs de la Maison du marin sont mis en vente. L'Œuvre à Paris ne semble pas vouloir réagir. Peut-être l'utilité de l'endroit lui apparaît-elle moindre depuis que la fraude à Saint-Pierre a découragé les meilleures intentions. Le père Lavolé se scandalise surtout qu'« aucun Saint-Pierrais n'ait voulu acheter la Maison, même pour y loger du champagne ou du whisky ! Les catholiques laïcards d'ici sont plus abjects que les combistes. Il est vrai qu'on les dit maurrassistes, c'est-à-dire deux fois ânes⁵ ». Contre l'Action française, Lavolé en appelle aux mânes d'Albert de Mun, le grand catholique social. Il veut croire néanmoins à l'intercession du préfet apostolique. Sa plainte sur l'abandon de la « Maison de famille » se force encore à l'optimisme :

Mais vinrent des sous-Combes / au cœur dur et inhumain / s'abattant comme trombes / en accord inhumain / tout fut pillé, bouclé / et d'un trait supprimé [...]. Travaillez d'espérance / Bretons, Basques et Normands / En toute confiance / Retournez sur les bancs / Car toujours Monseigneur / Sera votre pasteur [...]. Encore à tout marin / il offrira sa maison / Au familial asile / Cherchez mes bons amis / L'agréable et l'utile / Les cidres seront permis / Avec jeux et journaux / Aux vieux comme aux nouveaux.

4. *Ibid.*

5. Archives des Spiritains, dossier Lavolé. Les citations qui suivront en sont issues.

En fait, le préfet apostolique est embarrassé par le ton que le bruyant père Lavolé donne à l'affaire de la Maison. Monseigneur préfère la discrétion. En témoigne cette histoire édifiante et curieuse que raconte Henri Morazé⁶. C'est le fraudeur en chef de cette époque de prohibition – son récit n'est pas précisément daté, on le traitera par prudence au conditionnel. « Deux bootleggers américains – dit-il –, l'un juif, l'autre irlandais donnèrent aux pères du Saint-Esprit une modeste contribution de 15 000 dollars pour apporter leur obole à la construction d'une nouvelle école de jeunes filles. » Le récit semble indiquer que Monseigneur entendait les arguments sonnants et trébuchants. On peut penser que le père Lavolé ne jugeait pas providentiel le blanchiment ainsi opéré.

« Je ne veux pas être enterré avant ma mort », répétait-il. Mais, l'été 1931, Mgr Heitz lui signifie son congé de l'archipel. Dans une lettre en date du 14 septembre, le prélat relate les circonstances mouvementées de ce départ forcé. « Dans les derniers jours – écrit le prélat –, le père Lavolé paraissait singulièrement excité et ses originalités n'étaient pas sans me causer du souci. » Le dimanche fatidique, il est à la table de Monseigneur avec le commandant du vapeur *Jeanne d'Arc* qui devait l'embarquer, il parle, parle. Il veut parler aussi aux vêpres, il a déjà déplié son papier mais Mgr Heitz lui interdit de le lire. Par deux fois, il se présente à l'hôtel du gouverneur qui ne le reçoit pas. Il peut enfin haranguer les Saint-Pierrais depuis le pont du bateau, à l'embarquement. À lire le courrier du préfet apostolique, il aurait dit n'importe quoi, tout ce qui lui passe par la tête ; il aurait même évoqué Picola, la vache qui lui avait tenu compagnie à l'île aux Marins.

Il se trouve que le dossier Lavolé des archives des pères du Saint-Esprit conserve le texte, dactylographié et soigneusement plié, que le père Lavolé avait gardé sur lui toute la journée. Il commence par un remerciement aux fidèles présents et par un acte de louanges : « Gloire à Dieu pour par vos âmes immortelles, par vos églises et chapelles si bien tenues et par vos écoles libres et chrétiennes si bien dirigées. » Puis le père s'exprime à la première personne. « Mes amis, je pars déçu, j'avais rêvé de vous gagner tous au cœur du roi d'amour, roi des Rois. Mais je laisse des Nicodèmes non convertis et quelques brebis malheureuses hors du divin Pasteur. » Regrets devant ce qui existe au regard de ce qui aurait dû exister. Mais, tout de même, « Vive la colonie de Saint-Pierre, relique du glorieux Canada. Vive Marie. Vive Jésus l'Ami divin de la grande France. » « Vive Dieu », en somme...

6. Freddy Thomelin, *Gentleman bootlegger*, éd. de l'Océan, 2017, p. 126.

Bien plus tard, le bulletin du préfet apostolique, le *Foyer paroissial*, voudra bien rendre hommage à notre homme mais après sa mort, dans son numéro du 15 décembre 1941, en ces termes : « Que de souvenirs à raconter [...]. Celui-ci rappellera sa bonté envers les malades, ses courses apostoliques par tous les temps, à toutes les heures, à près de soixante-dix ans. Tel autre répètera un sermon plus direct et plus original que les autres. On reverra en souvenir le père Lavolé traversant la rade sur des glaces mouvantes en pilotant avec une hardiesse sans pareille son petit doris. Rien ne l'étonnait, rien ne l'épouvantait. »

L'Alouette d'Arvor ne se posera plus jamais sur les récifs de l'archipel. À force de lire le père Lavolé, on finit par écrire comme lui... Après un repos nécessaire, le sexagénaire est dirigé vers les Antilles. On lui connaît encore en 1938 une « Cantate à Pointe-à-Pitre » : « Saluez Pointe-à-Pitre / Aviateurs, navigateurs / Elle est à plus d'un titre / Digne des premiers honneurs. » La même année, il compose un « grand drame mondial en cinquante couplets », où chantent alternativement Carême l'Église, Garo le vice et le Bon Populo, les fidèles. Garo finit K.O.

Mais à la fin de ces années trente, le dossier du père à la maison générale s'alourdit de nouveau. Éloigné de Fonds Saint Denis, il se dit la victime d'un adjoint au maire malhonnête. Il se plaint ensuite d'être contraint de vivre aux côtés d'un autre prêtre pris d'alcool. L'évêque l'écarte du service actif. Il est renvoyé dans ses foyers bretons. Les lettres de protestation se font de plus en plus vives, l'écriture de plus en plus désordonnée. « J'ai, dit-il en 1939, le meilleur souvenir de mes champs d'apostolat et si je recevais l'invitation d'y retourner, je prendrais le bateau avec plaisir. » Comme on lui oppose les infirmités de l'âge, il précise qu'il entend encore très bien quand on lui parle de près. « Je sais bien que mon âge est un prétexte pour me mettre dans un cocon mais en réalité, je suis dans ma deuxième enfance. » Le curé de campagne de Bernanos se défendait pareillement de ses excès en invoquant sa fidélité à l'enfance.

Le dernier domicile auquel le père Lavolé se trouvera affecté sera en Algérie. Il le rejoint en novembre 1939. Il y meurt en juillet 1941. « D'épuisement », notent ses frères dans son dossier. Ils n'ont pas pu s'empêcher de penser qu'il était aussi parti de la tête.

Le père Lavolé, modèle du « monsieur » d'Eugène Nicole ?

L'archipel a bien de la chance : il est le sujet d'un grand cycle romanesque – le père dirait : un poème dramatique. Eugène Nicole, enfant de Saint-Pierre, en est le narrateur depuis des lustres maintenant⁷. Professeur à l'Université de New York, c'est un grand spécialiste de Proust, l'un de ses éditeurs dans la Pléiade. Les archipéliens seraient parfaitement contents d'avoir posé pour lui si son pinceau n'était sans cesse agité d'un tremblé des doigts. L'île aux Marins ne serait pas nommée l'île Languette qu'ils la reconnaîtraient mieux. Et qu'est-ce que cette Noémie qui, une fois l'île abandonnée, tourne chaque mercredi les clés aux portes des maisons vides ? La gouvernante du père Le Bris, le dernier curé de l'île ou un personnage de composition dont on s'irrite de ne pas retrouver les modèles ? Les soirs d'hiver, ces soirs toujours un peu semblables sous la suspension, tandis que la neige tombe, Eugène Nicole a laissé papillonner son esprit à la recherche de souvenirs auxquels s'unir. Il a atteint l'âge du père Lavolé et il est toujours un enfant. « Ce sont les enfants qui changent les îles, écrit-il, mais ils n'y sont pas toujours compris. »

Je voudrais à cet instant émettre une hypothèse que je n'ai évidemment pas soumise au principal intéressé – les mots ont la liberté d'aller tout seuls. Elle pourrait se formuler ainsi. Romancier, Eugène Nicole avait besoin d'un personnage de forte stature qui traverse de grands moments de l'archipel. On n'était plus à l'époque de Roger Vercelet et il ne connaissait pas assez la façon de vivre et de parler des hommes de la pêche pour choisir son héros parmi eux. Il lui fallait cependant un acteur qu'on remarque, un homme de scène. Il avait eu vent, évidemment, des exploits du père Lavolé qui ont laissé une trace dans l'archipel jusqu'aujourd'hui. Ne s'en serait-il pas inspiré pour composer la figure centrale de son cycle « Monsieur ». Dans un des derniers volumes, Monsieur est d'ailleurs devenu un spiritain. Mais, dans les premiers, il est l'instituteur de Saint-Pierre. L'instituteur qui écrit des drames qu'il fait interpréter par les enfants. Et où ? À l'Œuvre des Mers dont le père Lavolé fut l'aumônier.

La pièce que Monsieur prépare avec le plus d'ardeur doit être consacrée au débarquement de Jacques Cartier dans l'archipel. C'est l'instituteur lui-même qui doit interpréter le navigateur. Il a prévu d'apparaître flanqué sur la scène d'un Indien et, une bizarrerie parmi d'autres, d'un lapin blanc. Monsieur commence à parader en classe en grand costume. Au bout d'un moment, il se

7. La partie la plus importante du cycle est rassemblée dans *L'Œuvre des mers*, l'Olivier, 2011.

voit en réincarnation du Malouin. Puis il est Cartier lui-même. La folie gagne. Le signe se prend pour la chose. Monsieur est expédié en métropole. Autant de concordances avec le parcours de Lavolé qui ne sont peut-être pas le fait du hasard. D'ailleurs, que dit Eugène Nicole du sentiment que gardent les archipéliens pour Monsieur : « Malgré ses extravagances, il était aimé dans le pays. » Et que disait son supérieur au moment où il expulsait le père Lavolé : « Malgré ou à cause de ses excentricités, il était aimé dans le pays. »

La foudre est tombée sur le poilu du monument aux morts de l'île, en 1972. Ce qu'il reste de lui repose au musée Archipélitude, dans l'ancienne école. Une souscription a été ouverte dont le résultat a seulement permis de le remplacer par une stèle de béton. Pour le reste, le monument est parfaitement entretenu. Chaque 18 juin, une gerbe y est déposée, quand le temps permet de débarquer. Sur l'île, il n'y a pas de printemps et l'automne ressemble au printemps.

En juillet 1967, la gerbe est venue du général de Gaulle lui-même. Il avait ordonné, en décembre 1941, la libération de l'archipel – « le plus beau cadeau que la France libre pouvait faire au monde » – et il fut ensuite le premier chef de l'État à se rendre dans l'archipel. L'événement de 1941 avait provoqué la division dans bien des familles et l'opposition farouche du préfet apostolique – une fonction qui, décidément, prête à épouser les mauvaises causes. Mais tant d'années après, la population avait fait un accueil délirant au général.

Quand on tient un personnage, il peut s'immiscer librement à chaque moment de l'histoire. Quand je pense au petit curé oublié de l'île aux Marins, me vient à l'esprit le nom de « Monsieur » qui se prenait pour Jacques Cartier mais aussi bien celui du général qui se prenait pour la France.

Et quand je pense à Annette Becker, je vois un beau personnage de Walter Scott, un auteur sûrement connu du père Lavolé. Il se nomme le vieux Mortalité. Il a été tailleur de pierre. Excepté un âne et ses vêtements, il ne possède rien d'autre que ses outils. Il vit dans les cimetières. La tâche qu'il s'est imposée est de graver de nouveau les inscriptions effacées. Et le soir, dans les tavernes, il raconte aux voyageurs les vies des disparus.

Après son église classée monument historique, le monument aux morts du père Lavolé vient d'être inscrit, l'été 2019, à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. ■

BÉNÉDICTE GRAILLES

CE QUE LA GRANDE GUERRE FAIT AUX ARCHIVES. DE LA BASE DE DONNÉES DES MORTS POUR LA FRANCE AUX COMMÉMORATIONS DU CENTENAIRE

Dans une enquête menée en 2016 auprès d'internautes usagers de corpus numérisés d'archives relatives à la Grande Guerre, une personne-ressource affirme : « La Grande Guerre c'est à la fois très proche et lointain¹. » D'autres internautes lient l'émergence de leur intérêt pour la première guerre mondiale à des recherches généalogiques, la volonté d'établir l'histoire familiale, mais aussi aux documents d'archives eux-mêmes : la découverte d'un souvenir de famille (diplôme, carnet, etc.) ou la mise en ligne de ressources archivistiques, particulièrement le fichier des morts pour la France. Beaucoup de formes contemporaines d'évocation de la Grande Guerre s'appuient directement sur les documents d'archives².

Nombre des documents liés à la Grande Guerre déclenchent des émotions fortes, que ce soit la correspondance avec ses mots intimes, les photographies mais aussi des documents administratifs : la description physique du conscrit par exemple dans les feuillets matricules militaires ou sur les fiches des morts pour la France. Si les ressources archivistiques ont d'abord été un patrimoine savant, elles se prêtent, par leur proximité et leur intimité, à la production de lien social, à l'expression des identités locales, à l'agrégation de mémoires disséminées.

Pour les services d'archives, la Grande Guerre représente un point de rencontre inédit entre mémoire et histoire, entre une sollicitation institutionnelle

1. Mathilde François, « Redocumentarisation et crowdsourcing : les enjeux du web collaboratif. Le patrimoine numérisé de la Grande Guerre aux archives départementales des Yvelines », mémoire de master d'archivistique sld de Patrice Marcilloux, univ. d'Angers, 2016, p. 95.

2. Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui : La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Odile Jacob, 2010.

commémorative coordonnée par la Mission du Centenaire³ et une « demande sociale » dont témoignent le succès de la Grande Collecte initiée par la plateforme numérique européenne Europeana et relayée par la Bibliothèque nationale de France et le Service interministériel des Archives de France ou la fréquentation du site *Mémoires des hommes* du ministère des Armées ouvert en 2003, autant d'initiatives qui ont contribué à la numérisation d'une masse considérable d'archives permettant des exploitations tant du côté de l'histoire locale que de celui de l'histoire familiale.

La rencontre entre les usagers, la sollicitation commémorative et les services d'archives a encouragé, voire généré de profonds changements dans les politiques des services et dans les rapports entre les premiers et les seconds. Ces changements se lisent dans les politiques de collecte et d'acquisition des documents, dans les stratégies de publication et de dissémination et dans les usages qui en sont faits. À travers cet exemple, c'est le processus d'« archivalisation » et de toutes les phases de mise en archives – de la collecte à l'utilisation⁴ – qui peut être interrogé. Ces archives collectées, diffusées, sollicitées ne forment-elles pas une archive de la Grande Guerre au sens foucauldien du terme et un instrument de véridiction à la fois dépositaire de la vérité et condition d'accès à celle-ci⁵ ?

La Grande Guerre comme vecteur de patrimonialisation

L'archivage de tout document au sein d'un service d'archives patrimonial, comme les archives nationales, départementales ou communales, est le résultat d'un processus de sélection. Les documents n'entrent pas par hasard. La mise en archives est l'objet d'une construction sociale et l'expression de mémoires collectives et d'enjeux identitaires⁶. On peut observer que la mémoire

3. Annette Becker fut membre du conseil scientifique de la Mission du Centenaire.

4. « Archivalisation » est le terme choisi par Eric Ketelaar [« (Dé) Construire l'archive », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 82, n° 2, 2006, p. 65-70] dans la droite ligne de Jacques Derrida, *Mal d'archives*, Galilée, 1995.

5. Didier Devriese, « Entrelacs autour de Foucault. L'archivistique contemporaine est-elle postmoderne ? », *Les archives, aujourd'hui et demain*, *La Gazette des archives*, n°233, 2014, p. 19-30. Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 1992 [1969]; « Subjectivité et vérité », *Dits et écrits 1954-1988*, t. IV, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 1994, p. 213-218 [1981].

6. Bénédicte Grailles, « Les archives sont-elles des objets patrimoniaux ? », *Les archives aujourd'hui et demain*, *La Gazette des archives*, n°233, 2014, p. 31-45.

de la Grande Guerre a influé sur l'élection de nouveaux objets archivistiques au rang de patrimoine archivistique.

Les archives provoquées

Les services d'archives ne se sont pas contentés de faire entrer dans leur collection les versements administratifs attendus; ils n'ont pas seulement procédé à la collecte de documents et fonds privés associatifs, familiaux ou personnels; ils ont aussi été à l'origine de la création de traces spécifiques.

Les archives dites orales pénètrent les services d'archives français dès les années 1970, dans une chronologie proche de celle de l'histoire orale au sein des milieux universitaires.

Un service est précurseur en France dans ce domaine⁷. Le Service historique de l'armée de l'Air, à l'imitation de son homologue américain, a commencé à enregistrer des témoignages d'aviateurs dès 1974. Entre 1974 et 1981, avec la conscience d'une forme d'urgence liée à l'âge des protagonistes, la collecte est orientée vers l'expérience de la première guerre mondiale. C'est sur la base de cette première campagne de collecte que la méthodologie du service se fixe⁸. Elle représente encore à la fin des années 2000 plus de 15 % du corpus total de tous les témoignages conservés avec ses 179 témoignages oraux enregistrés avant 1985⁹.

L'appropriation des archives orales par les services d'archives publics s'est de fait réalisée à travers la Grande Guerre, même si les corpus conservés aujourd'hui sont cristallisés, pour des raisons évidentes de chronologie, autour de la seconde guerre mondiale. Quelques exemples illustreront ce propos. Les archives municipales de Saint-Denis conservent ainsi, dans la sous-série 12 Av, des témoignages de poilus et de leurs familles collectés avant 1981 en vue de l'exposition *Saint-Denis 1870-1920*. Les archives départementales de la Vendée accueillent également des témoignages enregistrés dans les années 1980. Quant aux archives départementales de Maine-et-Loire, elles inaugurent la création de leur service d'archives orales en 1997 avec une collecte spécifiquement dédiée à la Grande Guerre. Elles enregistrent les

7. Dans les services sous contrôle du ministère de la Culture, la série destinée à recevoir des documents sonores et audiovisuels d'origine privée, où l'on cote usuellement les témoignages enregistrés, n'est créée qu'en 1986 (note AD 7719-1649 du 7 avril 1986).

8. Pierre Hamel, « De la constitution à la mise en valeur d'un fonds d'archives orales en France : le cas du service historique de la Défense », mémoire de master d'archivistique sld de B. Grailles, univ. d'Angers, 2013, p. 45.

9. Françoise de Ruffray, *Histoire orale. Inventaire macrothématique* [armée de l'Air], Service historique de la Défense, 2007.

quelques combattants encore vivants et des témoins de l'arrière, soit cinquante entretiens.

On notera que ces archives sonores sont aujourd'hui particulièrement sollicitées, dans le cadre du centenaire. Les archives municipales de Saint-Denis ont mis en ligne des extraits sur le site dédié à la Grande Guerre et les archives départementales de Maine-et-Loire proposent aussi des ateliers d'écoute¹⁰.

La Grande Guerre a été un facteur d'évolution des pratiques professionnelles vis-à-vis des documents sonores et des entretiens enregistrés, au point qu'Élisabeth Verry, directrice des archives départementales de Maine-et-Loire, affirmait en 2013 que la collecte orale était « l'un des points forts de son action d'enrichissement des fonds d'archives et de valorisation du passé et de la mémoire du département¹¹ ».

L'entrée de copies numériques

Les services d'archives publics, se vivant comme des garants de l'authenticité des documents, ont longtemps été réticents à l'entrée des témoignages et des archives privées en général préférentiellement laissés aux bibliothèques¹². Ils ont également été rétifs à l'intégration dans leurs collections de ce que l'archiviste appelle des copies de complément, c'est-à-dire des reproductions de documents ou de fonds qui sont ensuite restitués à leur propriétaire. Ces réserves s'expliquent par des interrogations sur la durabilité des supports de reproduction et par des doutes sur l'effectivité de la critique diplomatique portée sur un document reproduit. Aussi cette pratique, si elle a été autorisée en archives départementales par l'ouverture en 1954 d'une sous-série dédiée aux microfilms de complément (1 Mi), complétée en 1998 par de nouvelles sous-séries de complément dans les séries Ph (tirages photographiques) et Num (supports informatiques), n'a pas vraiment été encouragée.

La Grande Collecte constitue donc un moment de rupture, de basculement irréversible. Du 9 au 16 novembre 2013 puis les 14 et 15 novembre 2014, dans la suite des « Collection days » alors déjà mis en œuvre dans neuf pays européens dans le cadre de la bibliothèque numérique Europeana, services d'archives et bibliothèques, sous l'impulsion de la Bibliothèque nationale de France et du

10. <http://archives1418.ville-saint-denis.fr> et <https://www.grande-guerre-anjou.fr>

11. « Créer un patrimoine : la collecte de sons, d'images et de paroles », *Les nouveaux patrimoines en Pays de la Loire*, PUR, 2013, p. 631-644.

12. Christine Nougaret, « Les Archives de France et les écrits du for privé, un lent apprivoisement » in Michel Cassan, Jean-Pierre Barbet et François-Joseph Ruggiu (dir.), *Les écrits du for privé, objets matériels, objets édités*, PU de Limoges, 2007, p. 15-25.

Service interministériel des Archives de France, proposent à tous d'apporter les « objets et souvenirs de la première guerre mondiale afin qu'ils soient préservés et archivés ¹³ ». 75 % des institutions de conservation impliquées dans la première édition sont des services d'archives ¹⁴. D'après le rapport annuel 2013 sur les archives en France, « près de 15 000 personnes se sont présentées aux Archives, entraînant plus de 700 dons, et la numérisation de près de 300 000 documents ¹⁵ ». Le chiffre important est bien le dernier : à savoir l'entrée en masse de reproductions de complément et non des documents eux-mêmes. Le succès de la Grande Collecte a légitimé l'entrée de documents à des fins explicitement mémorielles et a favorisé la patrimonialisation de données numériques.

Cette expérience réussie, tant sur le plan médiatique que dans les résultats, a conduit les services d'archives à intégrer immédiatement dans leur stratégie d'acquisition des opérations de numérisation ciblée d'archives personnelles ou familiales à l'échelle locale ou nationale.

Les productions enfantines

Il existe, dans les services d'archives du réseau des archives publiques, quelques témoignages de productions enfantines. L'essentiel de ceux-ci sont la trace d'une activité dirigée et encadrée ¹⁶ ou trouvent leur place dans un processus administratif ou judiciaire particulier. On découvre néanmoins, de manière éparse, des exemples de production spontanée ¹⁷. Çà et là des fonds d'archives familiales viennent compléter un tableau finalement assez pauvre. Les productions d'enfants transmises par ce canal sont majoritairement réalisées dans le milieu scolaire ¹⁸. Il n'y a donc pas de politique de collecte

13. Film de lancement, France Télévisions, 2013, 45 sec, [youtube.com/watch?v=PzLE98ecW6U](https://www.youtube.com/watch?v=PzLE98ecW6U).

14. Émeline Pombal de Carvalho, « Collecte et valorisation des archives familiales par les services d'archives. Les implications du don et du prêt d'archives familiales lors de la Grande Collecte aux archives départementales de Maine-et-Loire (2013-2014) », mémoire de master d'archivistique sld de Patrice Marcilloux, univ. d'Angers, 2016, p. 44.

15. *Des archives en France 2013. L'activité de services d'archives*, Service interministériel des Archives de France, 2014, p. 17.

16. Coline Girard, « La reconnaissance progressive de la place de l'enfant dans la société : vers un nouveau centre d'intérêt archivistique ? Les archives de productions enfantines dans les services d'archives de la région Pays-de-la-Loire : collectes et usages », mémoire de master d'archivistique sld de B. Grailles, univ. d'Angers, 2017.

17. Adelaïde Laloux, « "Ces papiers ne sont pas des papiers, mais des vies d'hommes". Les archives françaises en tant que lieux de parole de l'enfant », *La parole de l'enfant au bénéfice de ses droits*, PU de Liège, 2019, p. 65-76.

18. Constat fait par Coline Girard (« La reconnaissance progressive de la place de l'enfant dans la société », *op. cit.*, p. 112-113) sans qu'on puisse dire si cette sélection est le fait de la conservation opérée dans la famille ou la conséquence de choix orchestrés par l'archiviste.

affichée des productions enfantines dans les archives publiques¹⁹. Les circulaires interministérielles de tri et d'élimination ne font pas état d'une attention particulière pour ces témoins isolés et ne recommandent pas, par exemple, de tris qualitatifs pour sélectionner ce type de dossiers.

Dans ce contexte archivistique, l'initiative de l'archiviste départemental des Alpes-Maritimes, Henri Moris, est exceptionnelle²⁰. Dès l'arrivée des premières familles de réfugiés des départements du nord et de l'est de la France en septembre 1914, il propose, dans les écoles, un concours de récits avec un plan précis. Ces documents, conservés aux archives départementales, ont été mis en ligne en 2015²¹.

Hors ce cas particulier, en quoi la première guerre mondiale a-t-elle permis à des productions documentaires enfantines d'entrer dans un service patrimonial? La Grande Collecte marque encore, de ce point de vue, une étape.

En effet, outre les carnets des combattants, les journaux intimes et les mémoires, sont massivement entrées dans les collections publiques les correspondances familiales et notamment celles entretenues par les enfants avec leurs pères. Isabelle Aristide-Hastir et Elsa Marguin-Hamon, quand elles dressent le bilan de l'opération aux Archives nationales, constatent, au rang des nouveautés, l'acquisition de courriers et de dessins d'enfants²².

La Grande Guerre a donc fonctionné comme un catalyseur patrimonial pour certaines productions documentaires. On peut légitimement penser que témoignages, reproductions numériques ou productions enfantines auraient progressivement pris leur place dans le panorama des collectes archivistiques publiques. Le levier mémoriel de la première guerre mondiale comme les évolutions historiographiques ont permis une accélération, voire ont généré une légitimation patrimoniale. Ils ont autorisé également d'autres innovations sur le versant de la diffusion des archives.

19. Un centre privé, l'Association pour le patrimoine autobiographique, collecte en revanche de nombreux journaux intimes écrits pendant l'enfance ou l'adolescence. Voir le site autobiographie.sitapa.org (toutes les ressources numériques ont été consultées pour la dernière fois le 2 oct. 2019, à l'exception de la note 51).

20. Hélène Cavalié et Alexandrine Longatte, « Petits réfugiés de la Grande Guerre. Récits d'écoliers des frontières évacués dans les Alpes-Maritimes », *Recherches régionales. Alpes-Maritimes et contrées limitrophes*, n° 211, 2016.

21. Voir <https://fr.calameo.com/read/0003346444cbc6e1919f0>.

22. Isabelle Aristide-Hastir et Elsa Marguin-Hamon, « La Grande Collecte 1914-1918 aux Archives nationales », *In Situ*, n° 25, 2014, <http://journals.openedition.org/insitu/11703>.

Innovations et expérimentations : vers un accès élargi ?

Les corpus numérisés de la Grande Guerre, rendus possibles par les usages intensifs des généalogistes, des passionnés d'histoire familiale et locale et les politiques publiques en faveur de la numérisation hors et dans le cadre du centenaire, se révèlent être des lieux d'expérimentation et d'innovation de la pratique et de l'offre des services d'archives : outre que leurs usages font évoluer la question de l'accès et celle de la rectification des données, leur amplitude, leur diversité et la demande commémorative autorisent des approches nouvelles en termes de publication et rendent possibles de nouvelles médiations.

Créativité juridique et réglementaire

Une des sources essentielles pour retracer le parcours d'un poilu est la fiche matricule militaire qui synthétise les informations relatives à sa carrière militaire mais aussi beaucoup d'autres mentions utiles à la généalogie. Le rapport de Joseph Zimet en 2011²³ place l'accès à ces registres numérisés au rang des trois grands chantiers du centenaire et en évalue le coût global à quinze millions d'euros²⁴. La numérisation de ces registres soulève pourtant diverses difficultés, pas toutes anticipées. Tout d'abord, la décision de numériser ne relève pas d'une unique direction d'administration centrale mais de chaque conseil départemental et concerne tous les services départementaux d'archives et les Archives nationales d'Outre-mer. Ensuite, les registres sont soumis à un délai de communicabilité de cent ans en vertu du Code du patrimoine : les registres des classes d'âge les plus jeunes ne sont donc pas communicables. Enfin, la question de la mise en ligne des images mais aussi de leur indexation, soumises à autorisation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), n'est pas clairement tranchée en 2011.

Si le premier point se résout en grande partie par un dispositif de co-financement, les deux suivants sont plus complexes. En avril 2012, la Cnil instaure l'autorisation unique AU-029²⁵ qui définit le cadre de mise en ligne

23. Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international. Rapport au président de la République*, ministère de la Défense, Secrétariat général pour l'administration, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives, 2011.

24. Le plan national de numérisation a explicitement affiché dans les objectifs les matricules militaires, incitant les collectivités à réaliser cette opération grâce à un co-financement à hauteur de 50 %. D'autres projets ont pu bénéficier de crédits de la Mission du Centenaire.

25. Délibération de la Cnil n° 2012-II3 du 12 avril 2012 portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel contenues dans des informations publiques aux fins de communication et de publication par les services d'archives publiques (décision d'autorisation unique AU-029).

des données personnelles (identité, état civil, nationalité, filiation, etc.) et des données dites sensibles (relatives à la santé par exemple). Le délai est de cent ans pour les premières et il est allongé pour les secondes à cent cinquante ans. L'indexation est possible à partir de cent vingt ans. Les services d'archives ne peuvent donc ni mettre en ligne les images ni proposer une recherche par noms de personne. L'obstacle de la communicabilité en salle de lecture est plus facilement levé : par arrêté du ministère de la Culture du 20 décembre 2012, une dérogation générale pour la consultation des registres matricules du recrutement militaire de la première guerre mondiale jusqu'à la classe 1921 est instaurée. La procédure de dérogation générale, bien que prévue depuis 1979²⁶, est très rarement actionnée et toujours dans des circonstances de pression mémorielle²⁷. En 2012, les services d'archives se trouvent donc dans une situation paradoxale : encouragés à numériser des registres qu'ils peuvent communiquer physiquement mais pas virtuellement et qu'ils ne peuvent indexer²⁸. Certes, l'occultation numérique des informations problématiques ou de leur zone dans la page est possible mais coûteuse. La Cnil est donc vivement incitée à revoir sa position²⁹. À la suite de la saisine des ministères de la Défense et de la Culture, une nouvelle délibération portant spécifiquement sur les registres jusqu'en 1921 autorise en 2013 la mise en ligne et l'indexation « dans un cadre historique et mémoriel » sous réserve de l'exercice des droits d'opposition des ayants droit et de rectification³⁰.

Le cas des dossiers des fusillés est encore plus épineux puisqu'y figurent des données sensibles et des informations sur des tiers. La Cnil a cependant autorisé la publication en ligne et l'indexation au motif que « la mise en œuvre du dispositif s'inscrit dans le cadre du programme de commémoration du centenaire de la première guerre mondiale et est, dès lors, justifiée par l'intérêt public³¹ ».

26. Alinéa 3 de l'article 2 du décret 79-1038.

27. Les arrêtés portent essentiellement sur la seconde guerre mondiale (cinq arrêtés en 1998, cinq en 1999 pour des documents conservés aux Archives nationales, un arrêté en 1999 visant des fonds des archives départementales) auxquels il faut ajouter deux circulaires du Premier ministre : sur les recherches sur la seconde guerre mondiale (2 oct. 1997), sur les archives de la période de la guerre d'Algérie (13 avril 2001).

28. Service interministériel des archives de France, *Numérisation des registres de matricules militaires. Recommandations et aide à la rédaction des aspects techniques du cahier des charges*, janv. 2013.

29. Guillaume de Morant, « Pour les Poilus, la Cnil pourrait assouplir sa position », *La Revue française de généalogie*, 12 sept. 2013 [en ligne], <https://www.rfgenealogie.com/s-informer/infos/1914-18/pour-les-poilus-la-cnil-pourrait-assouplir-sa-position>.

30. Délibération de la Cnil n° 2013-281 du 10 oct. 2013.

31. Délibération de la Cnil n° 2014-301 du 10 juillet 2014.

On notera que le droit de rectification a largement été sollicité, à la grande stupéfaction des services d'archives. Les premières confrontées à cette question ont été la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (ministère des Armées) et sa base de données répertoriant les morts pour la France publiée sur le site *Mémoires des hommes* : entre 2003 et 2015, pas moins de 1 124 nouvelles fiches ont été créées à la demande d'ayants droit³². On notera que ce droit de rectification, pour les dossiers de fusillés, est étendu à tout internaute sans nécessité de prouver un lien de parenté.

Diffusions et participations

À travers les mises en ligne opérées par les services d'archives, deux types d'usages sont privilégiés : le généalogique et le commémoratif, lesquels sont incarnés d'ailleurs dans deux portails du ministère de la Culture – le portail Généalogie et le portail Grand Mémorial³³. Les services d'archives territoriaux ont développé, dans le cadre du centenaire, des outils numériques spécifiques : sites dédiés (Maine-et-Loire, Var), collections numériques du centenaire ou de la Grande Guerre (Haute-Loire, Eure-et-Loir, Charente), formulaire permettant une recherche guidée sur cette thématique (Marne), recherche géolocalisée (Var), wiki (Yvelines).

Outre ces valorisations numériques, le public est invité à contribuer via des plates-formes d'indexation dans dix départements (Ardennes, Cher, Eure-et-Loir, Hérault, Haute-Loire, Marne, Puy-de-Dôme, Seine-Maritime, Vendée, Yvelines, Yonne). Il peut aussi taguer le 1,3 million de fiches nominatives des morts pour la France de la première guerre mondiale de *Mémoires d'hommes*. Le programme d'indexation de la base nominative des soldats du ministère de la Défense a rencontré de nombreux internautes grâce à l'initiative individuelle de l'un d'entre eux, Jean-Michel Gilot³⁴. L'opération « 1 Jour – 1 Poilu » lancé en août 2014 est un défi collaboratif. Les internautes sont invités via Twitter (@1J1Poilu et #1J1P) à s'engager à indexer une fiche par jour jusqu'à la fin du centenaire le 11 novembre 2018. Entre vocabulaire militaire, volonté mémorielle, classement des contributeurs et exposition de soi

32. Intervention de Sandrine Aufray, responsable du site *Mémoire des hommes* et Agnès Chablat-Beylot, conservatrice en chef du patrimoine au Service historique de la Défense, au séminaire Alma (Université d'Angers) dans le cadre du programme FabriNum le 7 mai 2015.

33. <http://www.culture.fr/Genealogie> et <http://www.culture.fr/Genealogie/Grand-Memorial>.

34. Jean-Michel Gilot, conférence « 1 Jour – 1 Poilu : de l'indexation collaborative des fonds d'archives à l'hommage participatif citoyen, récit d'une métamorphose », *Forum des archivistes Métamorphose : les archives, bouillons de culture numérique*, Troyes, 2016.

sur Twitter, une communauté soudée a émergé, ce qui a permis l'accélération du rythme des indexations, multipliées par dix.

Tous les usages n'ont pas nécessairement été anticipés par les services d'archives, en particulier l'utilisation du site *Mémoires des hommes* et du fichier des morts pour la France comme lieu de mémoire familiale. Tous les mois de novembre on constate des pics de fréquentation³⁵. Comme l'analyse Patrice Marcilloux³⁶, les archives sont ici considérées comme l'incarnation de la trace d'une personne et la consultation des fiches est comme une visite de tombe.

Vers de nouveaux publics

Le contexte du centenaire a donné les moyens aux services d'archives de développer des projets innovants et ambitieux sur le plan technique et scientifique. En lien avec les programmes de troisième, première et terminale, des activités éducatives numériques sont proposées : cartable numérique (Eure-et-Loir) ou jeux sérieux. Deux services ont complété leur offre en développant des jeux en ligne : *Gueule d'ange* (archives départementales des Yvelines) et *Classe 1914* (archives départementales d'Ille-et-Vilaine). Si le premier, destiné aux 15-25 ans, constitue « une initiation inédite à la recherche et à l'analyse de ressources historiques numériques³⁷ », le second, destiné aux jeunes de 10 à 16 ans, est une bande dessinée interactive intégrant des documents d'archives. Le succès de ces jeux est mitigé du point de vue du nombre ou de la typologie des joueurs³⁸.

Parce que les corpus numérisés de la Grande Guerre rencontrent une réelle attente généalogique et mémorielle et concernent des publics variés et actifs, parce que la volonté commémorative de l'État est suffisamment forte et engagée financièrement, les archives de la Grande Guerre ont entraîné de nombreuses transformations : sociétales avec les rectifications de données,

35. En 2014, un quart des 2 500 000 visites sur le site a eu lieu au mois de novembre et un quart de cette fréquentation de novembre précisément le jour anniversaire de l'armistice.

36. Patrice Marcilloux, « Pour une histoire des usages des archives de la Grande Guerre » in Élisabeth Verry (dir.), *1914-1918. L'Anjou dans la Grande Guerre*, Archives départementales du Maine-et-Loire, 2015, p. 274-281.

37. Jeu en ligne (<http://gueuledange.yvelines.fr>) et présenté sur <https://educarchives.yvelines.fr/>.

38. *Gueule d'ange* compte des joueurs de 12-15 ans et de 35-45 ans ; il n'a pas réussi à atteindre la cible d'âge visée. *Classe 1914*, au cours des six premiers mois (2016), a séduit 2 500 joueurs, ce qui est moins qu'escompté mais plus que l'effectif que le service éducatif peut accueillir en un an. Le premier a coûté 80 000 euros et le second 50 000, ce qui est très modeste pour un jeu. Gwendoline Guihard, Émilie Papaix, Marianne Keurmeur, Noémie Montoya et Olivia Mème, *Serious game et archives*, module de formation, univ. d'Angers, oct. 2016. La page Facebook du jeu accueillait à l'automne 2016 84 abonnés et en 2018 seulement 171.

jurisprudentielle avec les autorisations Cnil et numériques. Mais au service de quels publics ces innovations sont-elles mises en place ?

Du côté des communautés d'usagers : des logiques d'usage spécifiques

La dimension numérique permet des formes de réappropriation enrichies par les utilisateurs. Entre publication propre, réutilisation et détournement, entre histoire personnelle et mémoire collective, le champ des possibles et des pratiques documentaires non professionnelles paraît sans fin. Dans la numérisation des documents, ce n'est pas un simple transfert de support qui est en jeu, mais bien un changement profond qui permet, outre une diffusion facilitée, d'en recomposer le sens, par des liens, des découpages, de l'annotation³⁹.

Communautés apprenantes

Une des caractéristiques des corpus numériques relatifs à la première guerre mondiale est leur volume et leur augmentation constante tout au long du centenaire. Compte tenu du nombre de documents mis en ligne chaque semaine, les utilisateurs renoncent à réaliser une veille systématique⁴⁰. Des filtres qui font l'interface entre les corpus mis à disposition sur les sites institutionnels et les internautes intéressés se mettent en place, ainsi que des communautés spécialisées via des hashtags ou des forums comme Pages 14-18. Elles relaient et trient les nouveautés, mettant en action ce que le collectif Pédaque a appelé un « darwinisme documentaire⁴¹ ». De fait, de nombreux experts émergent parmi ces amateurs passionnés qui permettent à des personnes débutantes ou moins investies d'accéder à des corpus documentaires médiatisés. L'information sur les mises en ligne circule par ces canaux beaucoup plus sûrement que par les annonces des sites émetteurs.

Ces communautés partagent des centres d'intérêt, des connaissances, un haut niveau de compétences et d'expertise mais aussi des valeurs. Elles sont

39. Philippe Chevallier et Muriel Amar, *Rapport d'étude sur les usages des corpus numérisés de Gallica sur la Grande Guerre*, BnF, 2014, p. 5, <https://hal-bnf.archives-ouvertes.fr/hal-01056704>.

40. *Ibid.*

41. Roger T. Pédaque (collectif), *Document et modernités*, version finale dite « Pédaque 3 », 2006, p. 29, http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00001741.

soudées car elles s'inscrivent dans le temps comme s'inscrivent dans la durée les recherches propres à chaque individu⁴².

Partager ses découvertes sur Pages 14-18, publier sur Twitter ses indexations grâce au hashtag #1J1P, écrire des bribes d'histoire familiales avec #RMNA (raconte-moi nos ancêtres) sont une manière de faire progresser ses connaissances qui accroit, voire décuple, le plaisir de la recherche par la mise en récit. Dans son enquête, Mathilde François a noté que les archives numérisées de la Grande Guerre les plus recherchées par les internautes sont les documents manuscrits (devant les documents imprimés puis les documents iconographiques)⁴³. Des personnes-ressources soulignent y trouver « la validité du témoin », des « preuves irréfutables⁴⁴ » alors que le champ lexical de l'affect est mobilisé pour parler des photographies, pour peu qu'elles soient contextualisées⁴⁵. La recherche de la vérité est un réel moteur. On notera d'ailleurs que le document médiatisé par l'écran semble appeler des processus de cognition (curiosité) et renvoie à l'univers du jeu là où le document original déclenche des émotions associées à un attachement⁴⁶. Mais l'émotion partagée dans le cadre de la communauté est aussi un vecteur essentiel au renouvellement de la motivation. Plus encore que les lecteurs « physiques », l'internaute partage⁴⁷. Plus de six internautes sur dix postent et/ou contribuent selon Mathilde François et quatre sur dix sont des membres inscrits de forum, principalement Pages 14-18, mesdiscussions.net, MemorialGenWeb⁴⁸ ou Geneanet.

Usages de redocumentarisation

La documentarisation désigne un processus visant à rendre plus performant l'accès à un document et à son contexte afin d'en optimiser l'usage. Elle correspond à des techniques et des pratiques de professionnels de l'information.

42. Mathilde François note que huit internautes sur dix de son enquête mènent leurs recherches depuis plus de deux ans, parfois sur des durées très longues : plusieurs de ses témoins évoquent des temps de recherche de vingt, voire cinquante ans (« Redocumentarisation et crowdsourcing... », *op. cit.*, p. 47).

43. *Ibid.*

44. *Ibid.*, p. 52-53.

45. Des personnes-ressources expriment par ailleurs leur grande méfiance vis-à-vis des photographies, preuve de leur expertise en la matière.

46. B. Grailles, « L'éthos participatif. Généalogistes et création de contenus à l'heure du numérique », *Le crowdsourcing. Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Éd. des archives contemporaines, France, 2021, p. 59-74, <https://archivescontemporaines.com/articles/3912>.

47. Intervention de Bénédicte Grailles, « L'éthos participatif. Généalogistes et création de contenus à l'heure du numérique », *Le crowdsourcing pour partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, colloque CIRPaLL, CERHIO et Litt&Arts, maison de la recherche Germaine-Tillion, Angers, 18-20 nov. 2017.

48. M. François, « Redocumentarisation et crowdsourcing... », *op. cit.*, p. 49.

Redocumentariser, c'est documentariser à nouveau⁴⁹. Cette opération est rendue indispensable dans le monde numérique où il faut ré-articuler, ré-agencer, ré-adresser les documents et les collections pour les retrouver, les visualiser, les utiliser dans le chaos de l'information. C'est après la mise en ligne que l'internaute intervient par de nouvelles pratiques sociales. En partageant, en recommandant, en « épinglant », en intégrant des liens, en citant, en indexant, en annotant, l'internaute redocumentarise.

Documents et collections sont des objets socialement construits. Le document sous forme numérique est malléable; l'utilisateur peut le transformer. Là où, dans le monde analogique, l'archiviste détenait la main sur la description, il partage désormais ce pouvoir avec l'utilisateur. Il cherche néanmoins à contrôler cette redocumentarisation en la maintenant dans un contexte institutionnel et érudit, et dans le cadre des normes et conventions professionnelles. C'est le cas sur les plates-formes d'indexation collaborative comme à l'occasion de la Grande Collecte où chaque document a été décrit avec et/ou par le déposant. Mais la redocumentarisation peut être libre, hors contexte dirigé et professionnel.

Des initiatives privées s'appuient sur ce phénomène et la demande de collaboratif trouve à s'exprimer dans d'autres cadres que celui du réseau des archives et sur d'autres objets que les documents d'archives. Généanet, une société anonyme née en 1996 et qui revendiquait en 2016 plus de quatre milliards de données, orchestre ainsi de nombreux projets participatifs dont un nombre conséquent tourne autour de la première guerre mondiale : nécropoles militaires, cartes de combattant, livres d'or des morts pour la France, fusillés de la Grande Guerre, état civil régimentaire.

La redocumentarisation peut être réalisée aussi à l'échelle individuelle : l'internaute passionné par la Grande Guerre rédige ses propres fiches, crée un fichier gedcom⁵⁰ avec un logiciel de généalogie, organise documents et dossiers en arborescence, classe dans une bibliothèque numérique⁵¹.

49. Jean-Michel Salaün, « La redocumentarisation, un défi pour les sciences de l'information », *Études de communication*, 2007, p. 13-23; Roger T. Pédaque (collectif), *La redocumentarisation du monde*, Cepaduès, 2007.

50. Le gedcom est un format de fichier permettant l'échange de données généalogiques entre applications généalogiques.

51. Pratiques observées par M. François, « Redocumentarisation et crowdsourcing... », *op. cit.*, p. 48.

Logiques d'usage

Patrice Marcilloux a recensé plusieurs logiques d'usages différenciées des archives relatives à la première guerre mondiale⁵² : logiques d'usage historique ou érudite; logiques d'affiliation à l'échelle nationale, locale, communautaire, professionnelle ou familiale; logiques cathartiques individuelles où les documents sont des *ego-archives*, « c'est-à-dire des archives qui parlent des individus ou que les individus peuvent interroger d'une manière individualisée⁵³ ». On trouve confirmation de cette diversité de logiques d'usage à propos des corpus numérisés de la Grande Guerre.

Revendiquée par les internautes, la volonté mémorielle est très présente. Avec Internet, un nouveau type de contrepartie est ouvert : l'internaute dispose de tribunes pour publier le parcours de vie de ses ancêtres. C'est la technique du *storytelling* adapté à la généalogie. Un besoin de transmission intergénérationnelle sous-tend la démarche : on sait qu'un généalogiste sur trois affirme que le désir de transmettre l'histoire familiale est principalement à l'origine de sa pratique généalogique et que cette motivation se renforce avec l'âge⁵⁴.

Derrière les défis Internet, les classements de contributeurs et la publication sur Twitter, on trouve des logiques d'affirmation de soi. Les dispositifs mis en place visent à répondre à un besoin supposé d'extimité, c'est-à-dire le besoin d'être remarqué sous une des identités multiples que permet le web⁵⁵. Les logiques d'affiliation sont bien présentes. À travers les lieux virtuels d'échange sont partagés documents ou textes écrits ou audiovisuels fondant un patrimoine commun qui favorise la cohésion et l'identité du groupe.

Plutôt que les contextes de médiation des documents numériques⁵⁶, ce sont donc les usages et leurs motivations qui, par leur entrelacement, constituent le fondement de l'« activisme mémoriel ». Mais cet activisme n'est justement pas uniquement mémoriel, il est aussi historique, identitaire et d'affirmation

52. P. Marcilloux, « Usages et logiques d'usages des archives de la Grande Guerre : de la preuve à l'individu en passant par l'histoire » in Yves Kinossian, Jean Luquet, Hélène Maurin, Frédéric Turpin et Denis Varaschin (dir.), *Les Pays de Savoie et la Grande Guerre : quelles sources ?*, éd. de l'univ. de Savoie, 2014, p. 11-25 et « Pour une histoire des usages des archives de la Grande Guerre », art. cit.

53. *Ibid.*, p. 52-53.

54. Dominique Desjeux (dir.), *La recherche généalogique : de la quête des origines au besoin de transmettre*, 2011, enquête pour la société Généalogie.com, disponible en ligne (consulté le 7 déc. 2011).

55. Serge Tisseron, « Intimité et extimité », *Communications*, vol. 88, n° 1, 2011, p. 83-91.

56. R. T. Pédaugue (collectif), *Document et modernités*, op. cit., p. 8-9.

de soi⁵⁷. Les internautes usagers des corpus numérisés de la Grande Guerre forment une méta-communauté organisée autour de ses propres données, patiemment collectées et triées, qu'elle diffuse par ses propres canaux. Quel que soit l'angle choisi, on peut dire que l'institution archivistique n'est pas sortie indemne du centenaire de la première guerre mondiale. Celui-ci a accéléré des évolutions latentes et les a légitimées, actant un changement d'ère archivistique et un déplacement du pouvoir archivistique de l'institution à l'internaute. L'émergence des copies comme supports de mémoire, les demandes de rectification, les accès anticipés sont autant de preuves du changement de statut des documents d'archives. Si l'institution archivistique délimite un régime de véridiction, qui permet de faire le tri entre des énoncés acceptés comme vrais et ceux acceptés comme faux, elle est aussi le terrain malléable d'expériences de soi et de la construction des subjectivités. Les actes archivistiques qui configurent les fonds et les collections peuvent en première analyse paraître entièrement imposés aux usagers. Pourtant, à bien y regarder, le rôle et l'activité des usagers des archives sont déterminants dans ces jeux de la vérité. N'est-ce d'ailleurs pas ce qui est suggéré par le titre de l'exposition proposée par les archives départementales du Var qui avait pour ambition de mettre en parallèle documents d'archives et planches de Tardi : *Putain d'archives!*? ■

57. P. Marcilloux, *Les ego-archives...*, op. cit., p. 61.

BRUCE SCATES ET RAELENE FRANCES

DANS LES CHAMPS DE FLANDRES : UNE PROMENADE AVEC ANNETTE BECKER

TEXTE TRADUIT DE L'ANGLAIS (AUSTRALIE) PAR BERT PEETERS

Cela se passe il y a bientôt dix ans. Dans le nord de la France, l'été bat son plein. Annette Becker guide un petit groupe d'historiens à travers un pré ouvert. Jusque-là, la conversation avait été bruyante et animée, mais comme le groupe s'approche du bout d'un bois, le silence descend sur les participants. Quelque part, dans la distance, un coup de feu éclate. Annette pointe du doigt une lisière dont les branches vertes miroitent au soleil. « Des chasseurs », dit-elle, consciente peut-être de notre nervosité. « Ce n'est pas la saison, mais cela arrive de temps en temps ». Nous suivons la direction de son bras, jusqu'au point où la canopée s'élançe vers une route. « En 1916, les fusils étaient là-bas. À deux, trois kilomètres d'ici. » Un autre coup de feu, on dirait orchestré. « C'était l'endroit du combat. » Annette se retourne; la voilà qui nous fait découvrir une ligne de poteaux télégraphiques traversant le pré. « Les Allemands amenaient les cadavres ici, sur le tramway. » L'image de corps amoncelés sur des chariots se présentait probablement à la plupart d'entre nous : une image qui aurait pu provenir de la scène d'un conflit quelconque s'étant déroulé au xx^e siècle. « La première fosse était juste là, c'est la première qu'on a excavée. » Du reste du groupe, rien que du silence. Mais voilà qu'à l'air chaud, des cigales entonnent leur chant. Et puis il arrive quelque chose à quoi nul d'entre nous ne s'attendait. Annette avance de quelques pieds, s'approchant d'un endroit où la tendre surface du champ a l'air plus vert qu'ailleurs. Elle se met à genoux et cueille un petit quelque chose. « Les fermiers racontent une histoire datant de l'après-guerre. La communauté tout entière avait été évacuée; personne ne savait qu'il y avait des corps de soldats ensevelis ici. Rien de ce qu'ils plantaient ne poussait dans ce champ,

rien. » Annette tend une toute petite fleur bleue à la plus jeune d'entre nous. « Rien que ceci. » Les pétales, fragiles et jolis, semblent s'entrouvrir dès que la fleur quitte sa main. « On dit que cette fleur ne croît qu'ici, dans ce champ, où sont enterrés les Australiens. » L'hypothèse semble peu plausible, ni plus ni moins toutefois que la plupart des mythes issus de cette guerre. Personne ne souffle mot. Un simple geste de la part d'Annette dit tout ce qu'il faut.

Il n'y a pas de vérité littérale dans les mythes. L'observable ne les déforme pas, ils ont l'air émotionnels et bruts. En même temps, ce compte rendu d'une promenade à travers un champ dans le nord de la France ne saurait dépasser dans sa fidélité le plus précis de nos souvenirs. Sur une période de plusieurs journées de travail sur le terrain, des historiens venus de France, d'Australie et du Royaume-Uni se sont entretenus avec de nombreuses personnes qui marchèrent par les champs de Flandres. Malheureusement, personne n'a eu l'idée d'enregistrer ces conversations. Et pourtant, cette histoire mérite d'être relevée dans ce recueil, ne fût-ce que parce qu'elle reconnaît que toute histoire est partielle, subjective, composée et recomposée à mesure qu'elle se tisse. Et tout comme les archéologues ont arraché de cette terre les débris de la guerre, nous autres historiens n'avons rien que des traces : quelques lignes confiées à un carnet de notes, un souvenir publié quelque part, et – comble du bonheur – une photo. Une photo qui capte, avec une clarté imprenable, ce moment unique près du bois du Faisan. Annette Becker, professeuse éternelle, se déplaçant avec circonspection à travers un paysage réel et imaginé, dont elle révèle l'histoire et démêle le sens¹.

D'autres contributions à ce recueil ont exploré de multiples aspects de l'illustre carrière d'Annette Becker, mais pour nous cette promenade à travers un champ de bataille, un jour d'été, symbolise l'étendue de son érudition. L'endroit s'appelle Fromelles, un petit hameau pas loin de l'endroit où Annette habite et travaille. En 1916, c'était le cadre de la première et plus sanglante des interventions australiennes sur le front occidental : une attaque de front des lignes allemandes de la part de troupes australiennes et britanniques, suivie d'une boucherie colossale (et entièrement injustifiée). Si, aux dires de nombreux historiens militaires, la Grande Guerre peut être définie comme une « courbe d'apprentissage », Fromelles en était le nadir².

1. Voir "The Land held a Secret: Berrol Mendelsohn" in Bruce Scates, Rebecca Wheatley et Laura James (dir.), *World War One: A history in 100 stories*, Melbourne, Penguin, 2015, p. 280.
2. Robin Prior et Trevor Wilson, *The First World War*, Londres, Cassell 1999 ; Robin Prior et Trevor Wilson, *The Somme*, Sydney, New South, 2005 ; pour un compte rendu opérationnel de la bataille, voir Roger Lee, *The Battle of Fromelles, 1916*, Sydney, Big Sky Publishing, 2011.



▲ « Un moment unique » : Annette Becker attire l'attention d'une chercheuse australienne sur l'une des fleurs bleues que l'on trouve dans les champs de Flandres. L'église au fond jouxte le site du nouveau cimetière du Bois du Faisan.

Ce fut la découverte, le triste devoir de récupérer et (assez souvent) d'identifier les troupes australiennes tuées lors de la bataille, qui avait amené l'équipe internationale à se rendre en France. La décision australienne d'entamer une recherche matérielle d'hommes tués il y a bientôt un siècle créa un précédent, tout comme l'usage massif de tests ADN³. Dès le départ, Annette en fut le témoin. Plusieurs années de suite, elle visita les fosses d'où les corps étaient exhumés, parla aux archéologues forensiques responsables de la reconstruction de restes humains, surveilla la récolte de reliques ramenées à la surface. Les efforts d'Annette allaient renseigner le musée chargé de raconter l'histoire de la bataille. C'est elle qui allait recueillir les témoignages des officiels et des descendants, elle qui allait observer le spectacle des commémorations, de cérémonies de réinhumation organisées en dépit d'hivers glaciaux à la dédication du dernier grand cimetière de guerre sur la Somme.

Comment Fromelles peut-il servir de cadre à une évaluation de la contribution d'Annette Becker à notre discipline? De quelle manière son travail signale-t-il à la fois continuité et innovation dans son érudition? Dans ce bref article, nous réfléchissons sur les dix façons dont Fromelles a matérialisé l'érudition d'Annette Becker et examinerons sa contribution toute particulière à la recherche historique.

De certaines façons, l'intérêt qu'a suscité pour elle cet engagement nous ramène à ses plus anciens travaux. Le premier ouvrage majeur qu'elle a consacré à la Grande Guerre se préoccupait de questions de guerre et de foi. C'était un examen, non seulement de pratiques religieuses formalisées, mais aussi de mythologies et de rites modifiant le monde irréel du combat. L'anecdote des fleurs uniques à ce champ s'inspire de ce riche lignage de transmission d'histoires, était immergée dans des racines rurales anciennes et ramenait à la vie des formes désuètes de dévotion. Il y a lieu de croire que l'une des principales contributions d'Annette Becker à notre appréciation de la mentalité de la guerre réside dans un intérêt permanent pour la puissance de la foi et la séduction de la superstition, une voix de ce qu'elle appellerait plus tard les « franges spirituelles⁴ ». À Fromelles, comme ailleurs, la

3. Bruce Scates, "The unquiet grave: exhuming and reburying the dead of Fromelles" in Keir Reeves *et al.* (dir.), *Battlefield Events: Landscape, Commemoration and Heritage*, New York, Routledge 2016; Lyla Renshaw, « The dead and their public. Memory campaigns, issue networks and the role of the archaeologist in the excavation of mass graves », *Archaeological Dialogues*, 20(1), 2016, p. 35-47.

4. Annette Becker, *La Guerre et la foi. De la mort à la mémoire : 1914-années 1930*, Armand Colin, 2015 [1994]. Cité ici d'après la version originale anglaise : *War and Faith: The Religious Imagination in France, 1914-1930*, trad. par Helen MacPhail, Oxford, Berg, 1998, p. 3.

guerre réclamait une suspension significative de la raison. Non seulement à l'époque – mais encore aujourd'hui.

Puis, il y a le décor même de cette érudition. Comme une large proportion du nord de la France, la ville de Fromelles était occupée par une armée d'invasion du début de la guerre jusqu'à la fin. Tout au long de sa carrière, Annette a insisté sur le fait que la guerre va bien au-delà de l'histoire des combattants. Son impact sur la population civile est tout aussi horrible, et – à Fromelles comme ailleurs – allait de pair avec l'évacuation et le déplacement de communautés complètes, de « victimes cachées de la guerre [qui] savaient, peut-être mieux que d'autres, la signification d'une guerre totale⁵ ». Cette histoire de guerre est largement (mais jamais entièrement) absente de la ville, tout comme la connaissance de ces fosses échappait au souvenir collectif. Des monuments allaient être érigés dédiés aux hommes abattus dans ces champs, mais comment – se demande Annette – « commémorer des victimes qui ne sont pas des héros ? comment commémorer l'incommémorable qui s'appelle la faim, le froid, le travail forcé, le viol, les otages, les réquisitions⁶ ? » Ce sont là des questions que l'œuvre de toute une vie a cherché à résoudre.

Troisièmement, il y a la question de la violence dans la guerre. La remarque pourra étonner, dans la mesure où la guerre est par définition une mobilisation concertée de violences. Et pourtant, jusqu'à il y a peu, la violence en tant que telle ne s'est pas imposée aux historiens – la boucherie des champs de bataille étant une chose (comme l'atteste Annette) « laissée hors compte dans les livres d'histoire ». Ce processus d'« oubli » dans la mémoire est particulièrement évident à Fromelles où, comme l'a noté Annette, le symbole le plus puissant de la bataille est le déterrement d'un homme blessé, un corps immobile mais *grosso modo* intact ramené à la surface. C'est ce qu'Annette a appelé « l'assainissement de la guerre et de la violence » – où la cruauté cède le pas devant la compassion. C'est aussi un reflet de ce qu'on pourrait appeler la réification de la victimisation dans nos souvenirs de la guerre, un statut « plus acceptable que celui en fonction duquel [la victime] est un acteur de souffrance et de mort⁷ ». Tout cela est contraire au témoignage viscéral et

5. A. Becker, « Captive Civilians » in Jay Winter (dir.), *The Cambridge History of the First World War*, vol. 3 : *Civil Society*, Cambridge, Cambridge UP, 2014, p. 261.

6. Stéphane Audoin-Rouzeau et A. Becker, *14-18. Retrouver la Guerre*, Gallimard, 2000, p. 250. Trad. anglaise par Catherine Temerson : *1914-1918. Understanding the Great War*, Londres, Profile Books, 2014, p. 201.

7. *Ibid.*, p. 37 ; A. Becker, « Museums, Architects and Artists on the Western Front: New Commemoration for a New History? » in Bart Ziino (dir.), *Remembering the First World War*, Abingdon, Routledge, 2015, p. 90.

choquant des soldats, qu'Annette s'est engagée à rapporter de Fromelles. Son insistance délibérée sur la façon dont les soldats ont raconté la guerre, sa volonté de reconstruire la face horrible de la bataille sans masquer la férocité humaine de s'entrebleser et de s'entretuer, est un immense service qu'elle a rendu à notre discipline⁸.

De la férocité de la bataille, tournons-nous maintenant vers ses conséquences. Fromelles a, tout d'abord, incarné la première rencontre majeure de l'Australie avec les combats du front occidental. La ville était, enfin, notre première expérience d'incarcération en masse sur le sol européen. Jusqu'il y a quelques années, le prisonnier de guerre est resté une figure indistincte et évasive pour les historiens. Jay Winter, collègue et, jusqu'à un certain point, guide d'Annette, est allé jusqu'à appeler le prisonnier de guerre le soldat inconnu de la Grande Guerre. Sur les 5 000 soldats tués à Fromelles, quelque 470 ont été emprisonnés, triste record que seul la débâcle de Bullecourt, l'année d'après, allait « améliorer ». Qu'en est-il de leur guerre ? Comment ce groupe de taille a-t-il fait face à plusieurs années de captivité ? Que nous dit leur expérience au sujet des conditions dans les camps et la douleur infligée à leurs familles ? Et comment l'emprisonnement a-t-il affecté leur vie ultérieure ? Selon la formule de Heather Jones, la captivité était « une expérience fondamentale propre à la guerre, indissolublement liée à celle du front aussi bien que du front domestique⁹ ». Une fois de plus, il s'agit d'une expérience que les travaux d'Annette ont cherché à reconstruire¹⁰.

La cinquième et, à notre sens, la plus importante contribution d'Annette Becker concerne la cartographie des contours de la perte et du deuil. Le deuil, tout comme l'emprisonnement, enclenchait pour la famille et les amis un sens de la perte, ressenti parfois à une distance de plusieurs milliers de kilomètres. Après la bataille, des centaines d'hommes ont été portés « disparus » : à travers les fichiers du Bureau des blessés et disparus de la Croix-Rouge, et à

8. S. Audoin-Rouzeau, A. Becker, Christian Ingrao et Henry Rousso (dir.), *La violence de guerre 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Bruxelles, Complexe, 2002.

9. Heather Jones, « Prisoners of war » in Jay Winter (dir.), *The Cambridge History of the First World War*, vol. 2 : *The State*, Cambridge, Cambridge UP, 2014, p. 268. Pour des travaux préliminaires, voir Bob Moore et Barbara Hatley-Broad, *Prisoners of War, Prisoners of Peace*, Oxford, Berg, 2005 ; et Joan Beaumont, L. Grant, L. et A. Pegram (dir.), *Beyond Surrender: Australian Prisoners of War in the Twentieth Century*, Melbourne, Melbourne UP, 2015.

10. A. Becker, « Life in an occupied zone : Lille-Roubaix-Tourcoing, 1914-1918 » in Hugh Cecil and Peter Liddle (dir.), *Facing Armageddon: The First World War Experienced*, Londres, Leo Brasse, 1996 ; A. Becker, « Captive civilians », *op. cit.* ; A. Becker, « The dilemmas of protecting civilians in occupied territory: the precursory example of World War One », *International Review of the Red Cross, Humanitarian debate: Law, policy, action*, vol. 94, n° 885, printemps 2012, p. 117-132.

force d'échanges épistolaires persistants et souvent désespérés avec leurs camarades survivants, certaines familles ont pu venir à bout de leurs efforts. Le travail pionnier d'Annette à partir de ces fichiers a offert une compréhension plus profonde des mondes émotionnels de la perte et du deuil, un monde naguère largement inconnu des historiens. Elle a tissé ce qu'elle appelle des « histoires de deuil » et créé la possibilité d'« entrevoir le chagrin dans ce qu'il a de plus intime¹¹ ». Il fut une époque où, pour l'historien, le chagrin (au même point que la violence) allait de soi. Et cependant, ainsi que le note Annette, ce chagrin n'était « ni décrit, ni analysé ». Ses travaux sur Fromelles ont vraisemblablement soulevé la question la plus importante de toute bataille. « Comment, nous demande-t-elle, les gens souffraient-ils¹² ? »

Et pendant combien de temps ? Parlant de chagrin, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker ont pu renvoyer à ce qu'ils appellent des « cercles de deuil ». Par là, poursuivaient-ils, « nous n'entendons pas établir une hiérarchie du chagrin mais clarifier comment chaque mort a pu détruire des mondes émotionnels, dans une importante gradation d'après-chocs¹³ ». Ils renvoyaient plutôt à des cercles concentriques de chagrin « émanant » des soldats témoins de mises à mort collectives vers des familles, proches ou distantes, dont les fils avaient été « emportés » par la guerre. Mais les après-chocs du chagrin – comme s'empressaient d'ajouter les deux auteurs – continuaient bien au-delà. Ce que suggère la recherche d'Annette au sujet de Fromelles et d'autres théâtres de guerre, c'est que la perte et le deuil revêtent un caractère intergénérationnel. Enfants, petits-enfants, voire arrière-petits-enfants, continuent à hériter du trauma de ceux qui ont ressenti les premiers serments aigus du deuil. Peut-être que « chagrin » n'est pas le meilleur choix de mots. Et nombreux sont ceux qui feront valoir que l'on ne saurait pleurer la perte de quelqu'un qu'on n'a jamais connu. Mais il n'y a pas de doute que les milliers d'Australiens qui se sont rendus à des cérémonies de commémoration à Fromelles et ailleurs s'investissent lourdement et avec une émotion sincère dans ce que la plupart d'entre eux désignent comme un pèlerinage. Ils assument, ainsi que l'a avancé Annette, un processus de deuil partiellement consommé par les générations du passé¹⁴.

11. S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, *14-18. Retrouver la Guerre*, op. cit., p. 178.

12. *Ibid.*, p. 175.

13. *Ibid.*, p. 209.

14. *Ibid.*, p. 9. Pour une enquête dans les pèlerinages vers des sites de mémoire des deux guerres, voir B. Scates, *Return to Gallipoli: Walking the Battlefields of the Great War*, Cambridge, Cambridge UP, 2006 ; B. Scates et al., *Anzac Journeys: Returning to the Battlefields of World War II*, Cambridge, Cambridge UP, 2013.

Parmi les raisons pour lesquelles le processus du deuil restait si douloureusement inachevé, il y a l'absence de corps. Des milliers de soldats disparurent lors de la bataille de Fromelles; leurs restes humains n'ont jamais été ni récupérés ni identifiés. En l'absence d'un corps à pleurer, des monuments ont été érigés en leur souvenir, puisque le port d'un nom « sortit les morts de la non-réalité anonyme de perte et de vide ¹⁵ ». L'intérêt d'Annette pour la culture mémorielle est la septième dimension significative que nous aimerions identifier dans sa recherche. Son ancien intérêt dans les simples stèles élevées près des églises et des cimetières, couplé à ses études détaillées des formes mémorielles expansives et inventives de ce début du ^{xxi}^e siècle nous a permis d'élargir notre appréciation de la façon dont le deuil s'exprime, littéralement gravé dans la pierre de monuments de l'un ou l'autre type ¹⁶. Fromelles nous fournit la dernière chance d'élever une croix de sacrifice et une pierre de commémoration sur le front occidental. Les formes mémorielles classiques d'Edwin Lutyens, qui disent « tellement parce qu'elles disaient tellement peu », n'ont rien perdu de leur éloquence ¹⁷.

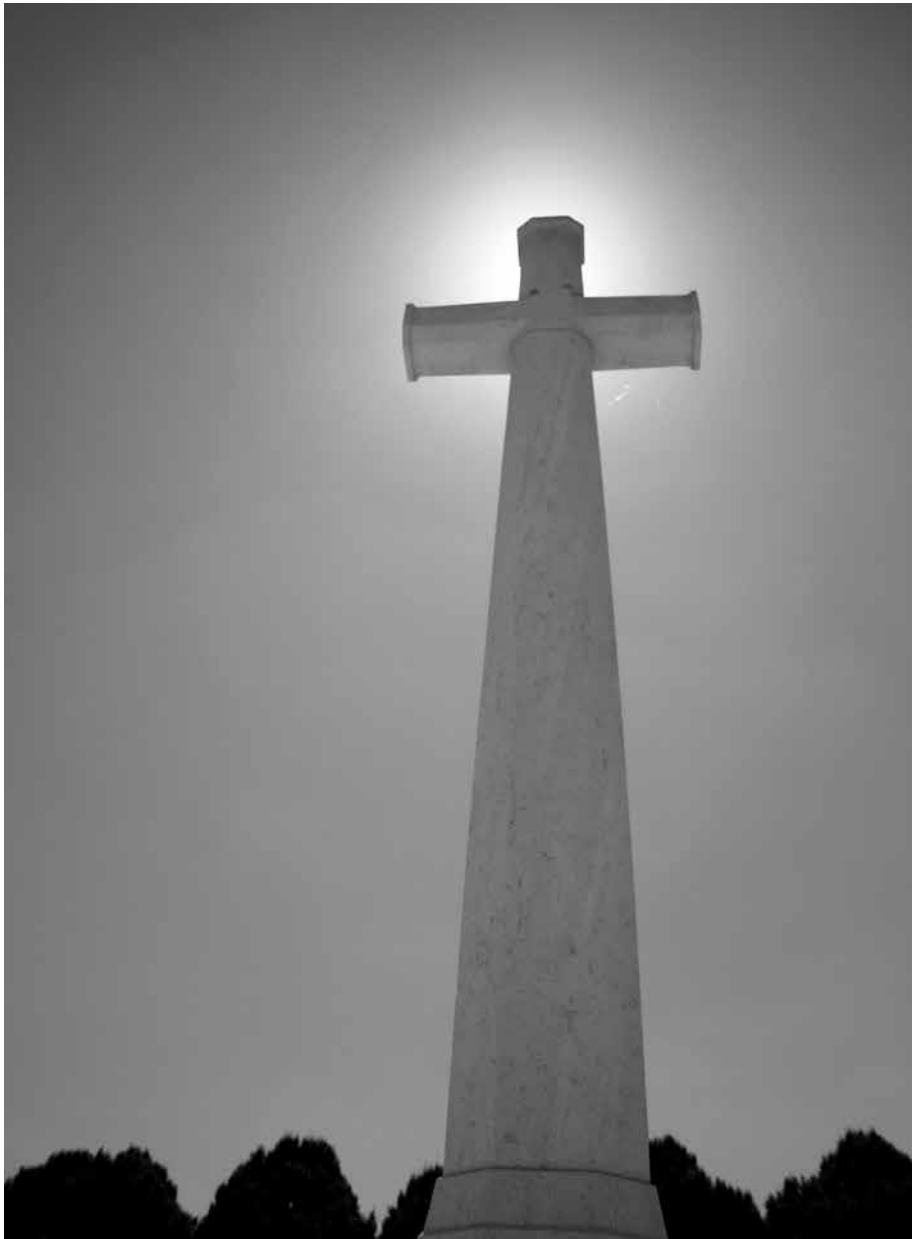
De tels monuments aux morts étaient érigés par l'État, mais Annette, elle, n'a jamais préféré les monuments officiels aux modes plus vernaculaires de commémoration. Son importante collection de photos prises au service de dédications au cimetière du Bois du Faisan capte cette forme mémorielle vernaculaire dans toute son inventivité et complexité. Les descendants des troupes identifiées emportaient des symboles commémoratifs vers leurs tombes : des lettres de famille (un autre canal permettant de relier les vivants aux morts et le front domestique au champ de bataille), des couronnes d'acacia australien et de coquelicots des Flandres, un caillou emporté de chez eux (symbole du monde domestique que ces hommes avaient perdu), des koalas (fabriqués en masse en Chine, néanmoins symboliques de l'Australie) ¹⁸. La photo la plus éloquente dans la collection d'Annette est peut-être celle qui montre une gerbe d'orge fraîchement cueillie sur le champ de bataille et déposé dans un geste révérencieux sur la tombe d'un inconnu. Elle fait écho au compte rendu succinct mais passionnant des combattants – « abattus »

15. S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, *14-18. Retrouver la Guerre*, op. cit., p. 189.

16. A. Becker, *Les monuments aux morts, mémoire de la Grande Guerre*, Errance, 1988.

17. S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, *14-18. Retrouver la Guerre*, op. cit., p. 189; J. Winter, *Sites of Memory, Sites of Mourning: The Great War in European Cultural History*, Cambridge, Cambridge UP, 1995, p. 112.

18. E. Hallem et J. Hockey, *Death Memory and Material Culture*, Oxford, Oxford UP, 2001. M. Hirsch et L. Spitzer, « "We Would Never Have Come Without You" : Generations of Nostalgia » in Katharine Hodgkin et Susannah Radstone (dir.), *Contested Pasts: The Politics of Memory*, Londres, Routledge, 2003, p. 79-95; M. Hirsch, *Family Frames: Photography, narrative and post memory*, Harvard, Harvard UP, 1997.



▲ Comment s'exprime le deuil, littéralement gravé dans la pierre : la dernière Croix du Sacrifice élevée en Flandres surplombe le cimetière du Bois du Faisan. Objet de multiples discussions opposant Edwin Lutyens, Herbert Baker et Reginald Blomfield, elle reflète l'ambivalence de plusieurs autres structures mémorielles et se perçoit soit comme un symbole chrétien, soit comme une manifestation de vaillance martiale. Lutyens, quant à lui, avait une préférence pour les lignes séculaires et abstraites du Cénotaphe.

comme de la paille dans un champ. Et elle évoque la façon dont les familles elles-mêmes façonnent des formes de commémoration qui leur sont propres.

Et nous voilà parvenus au huitième aspect de l'érudition d'Annette. Vers la fin du xx^e siècle et à l'aube du nôtre, nous avons été les témoins de ce qu'on a appelé « une effervescence commémorative¹⁹ ». Mais qui la gère et quelles en sont la nature et la signification ? Jusqu'à un point, cette « mémoire » est administrée par en haut²⁰. Les agences gouvernementales financent des études forensiques, construisent des cimetières et des musées et mettent en scène des cérémonies somptueuses marquant la récupération des morts. Les autorités australiennes, britanniques, françaises et allemandes *semblent* avoir agi de concert. Une guerre qui, à un moment donné, a divisé l'Europe et le monde engendre désormais coopération et consensus. Mais est-ce vraiment le cas ? Le travail d'Annette suggère que derrière la performance orchestrée de commémoration se trouve une histoire plus complexe et plus difficile, comme le prouvent amplement les autorités du Commonwealth, de l'Europe et de l'Australie débattant des protocoles nouveaux et astreignants. Et au beau milieu de toute cette « diplomatie commémorative » (pour utiliser une formule de Mathew Graves), les descendants et une communauté plus étendue d'« agents de mémoire » auto-proclamés avancent leurs propres revendications quant à la propriété des morts²¹. La question que pose Annette est de savoir ce qui pousse ces différentes personnes à s'investir de cette façon dans une bataille livrée et perdue il y a un siècle. Comment le recours à des tests ADN relie-t-il ces descendants à un passé dont ils n'ont aucune expérience personnelle ? Quels nouveaux témoignages l'histoire orale et l'étude des médias sociaux nous fourniront-elles au sujet des communautés réelles et virtuelles centrées autour de Fromelles et au sujet du « boom mémoriel » lui-même ? Pour faire bref, les origines de cette mémoire malléable de guerre sont-elles directives (*top down*) ou bien pyramidales (*bottom up*)²² ?

19. S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, *14-18. Retrouver la Guerre*, op. cit., p. 188.

20. *Ibid.*, p. 188 ; Karin Tilmans, Frank van Vree et J. Winter, *Performing the Past*, Amsterdam, Amsterdam UP, 2010 ; J. Winter et Emmanuel Sivan, *War and Remembrance in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge UP, 1999.

21. Mathew Graves, « Memorial diplomacy in Franco-Australian Relations », in Shanti Suaritojo and Wellings Ben (dir.), *Nation, Memory and Great War Commemoration*, Peter Lang, Oxford, 2014, p. 169-188 ; J. Winter et Antoine Prost, *The Great War: Debates and Controversies*, Cambridge, Cambridge UP, 2004.

22. T.G. Asplant, Graham Dawson et Michael Roper, *The Politics of War Memory and Commemoration*, Londres, Routledge, 2000 ; Aleida Assmann, « Transformations Between History and Memory », *Social Research*, vol. 75, n° 1, printemps 2008, p. 49-72 ; J. Winter, « The Memory Boom in Contemporary Historical Studies », *Raritan*, vol. 21, n° 1, 2001, p. 52-66.

Les monuments aux morts ne sont pas la seule forme de commémoration. Au moment même où la Grande Guerre « fait une rentrée spectaculaire dans la conscience collective²³ », de nouveaux musées comme l'art public se débattent afin de rendre le conflit intelligible – ne fût-ce que de loin – à ceux qui ne l'ont pas vécu. Tout au long de sa carrière, Annette s'est montrée fine observatrice de la manière dont cette re-visitation créative de la guerre transforme – ou tente de transformer – les visiteurs d'un passé imaginé²⁴. Nombreux sont ceux qui feront valoir que « nous sommes incapables de connaître ou de représenter la douleur des autres dans la bataille, cela dépasse la langue et l'imagination²⁵ ». Comme il sied à la cofondatrice de l'Historial de la Grande Guerre, Annette Becker a mis en évidence les limitations inhérentes de ces médias, en particulier à Fromelles, où le musée privilégie une perspective très étroite et excessivement patriotique sur une bataille qui a fait tant de victimes. Patriotique d'une part – mais le nouveau musée que les Australiens ont bâti à Fromelles témoigne de ce qu'Annette a appelé « l'internationalisation » de la souffrance²⁶. Les débris de guerre recueillis dans les champs, du cruel arsenal de guerre au billet de train prometteur d'un retour chez lui pour un soldat nostalgique, pourraient être ceux de n'importe quel soldat²⁷.

Le dixième et dernier aspect de l'érudition d'Annette à Fromelles est peut-être aussi le plus ambitieux. Son travail sur ce que le projet de Fromelles appelle les « vies subséquentes à la Guerre » entend élargir notre horizon historique, déplaçant l'accent des années 1914-1918 vers l'après-guerre et traçant le cours de vie du survivant. Cela demande un profond changement dans notre compréhension de l'événement, une reconceptualisation radicale du sens de cette bataille en particulier et de la Grande Guerre en général. Les « morts pour la Patrie » ont longtemps commandé de quelle façon

23. A. Becker, « Museums... » in B. Ziino (dir.), *Remembering...*, op. cit., p. 88 ; A. Becker, « Sculptures, installations contemporaines et commémorations de la Grande Guerre, un deuil infini », *Sculptures*, n° 2, sept. 2015.

24. A. Becker, avec Caroline Fontaine et S. Audoin-Rouzeau, *Les collections de l'Historial de la Grande Guerre*, Somogy, 2008.

25. Pour une discussion équilibrée de la « nécessité morale » d'imaginer la guerre – la mission de l'Historial – voir J. Winter, « Designing a War Museum: Some Reflections on Representations of War and Combat » in Elizabeth Anderson, Avril Maddrell, Kate McLoughlin et Alana Vincent (dir.), *Memory, Mourning, Landscape*, Amsterdam, Rodopi, 2010.

26. A. Becker, « Museums... » in B. Ziino (dir.), *Remembering...*, op. cit., p. 93.

27. Nicholas J. Saunders et Paul. Cornish, (dir.), *Contested Objects: Material Memories of the Great War*, Londres, Routledge, 2009 ; Julie Summers (dir.), *Remembering Fromelles: A new cemetery for a new century*, Maidenhead, CWGC Publishing, 2010.

Fromelles est étudié et commémoré. Mais qu'en est-il des survivants, du processus périlleux de rapatriement, de cette légion d'hommes, profondément endommagés, qui ont fini par retrouver leurs familles et leurs communautés ? Les archives de rapatriement (en particulier australiennes) nous donnent la possibilité de mieux appréhender les batailles qui ont suivi la guerre, que ce soit contre la maladie, les blessures, le trauma psychologique autant que physique, et la tâche souvent ardue de s'ajuster à une nouvelle vie civile²⁸. À travers sa carrière, Annette a observé de près comment la guerre « est rentrée » aux antipodes. Comme elle l'a fait remarquer il y a plus d'une décennie, il y a toute une génération d'hommes qui n'ont jamais vraiment été « démobilisés » en 1918²⁹. La guerre est restée avec eux, inscrite dans des blessures qui leur ont gâché l'esprit autant que le corps.

Ces dix thèmes éprouvants d'enquête scientifique résument une grande carrière. Ils reflètent une enquête soutenue et innovante dans les sens du passé et toute une vie de labeur passée dans les archives. Mais elles ne constituent pas la totalité des accomplissements d'Annette. Il y a tant de choses que nous n'avons pas évoquées ici, tant du côté pratique que du côté méthodologique. Nous n'avons pas non plus envisagé sa collaboration de longue durée avec des historiens australiens, particulièrement Ken Inglis, décédé en 2017. Ce fut un partenariat riche en récompenses et une relation nourrie par de nombreuses visites au continent australien. À l'occasion de son premier long séjour à Canberra, Annette a fait remarquer qu'afin de comprendre la Grande Guerre, il était nécessaire de voyager « d'un bout du monde à l'autre³⁰ ». Mais la compréhension est bidirectionnelle. Des chercheurs australiens (y compris les auteurs de ces lignes) ont beaucoup bénéficié de sa présence, et sa contribution à la culture de recherche de notre pays a été immense et de longue durée. Mais il y a peut-être une toute dernière remarque qui nous ramène dans ce champ du nord de la France. Annette ne s'est jamais enfermée dans son travail ; elle ne s'est jamais laissé convaincre

28. Bruce Scates et Melanie Oppenheimer, *The Last Battle: A history of soldier settlement in Australia 1916-1939*, Cambridge, Cambridge UP, 2016 ; Ana Carden-Coyne, *The Politics of Wounds: Military Patients and Medical Power in the First World War*, Oxford, Oxford UP, 2014 ; Alistair Thomson, *Anzac Memories*, Oxford, Oxford UP, 1994 ; Marina Larsson, *Shattered Anzacs: Living with the scars of war*, Sydney, New South, 2009.

29. S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, *14-18. Retrouver la Guerre*, op. cit., p. 187.

30. A. Becker, « From Sydney to the Somme: Australians Remember the Anzacs », *Journal of the Australian War Memorial*, n°21, 1992, p. 32.

par des perspectives nationalistes de ce qui était dans l'ensemble une catastrophe vraiment globale. Le projet international de recherche autour de Fromelles représente cette nouvelle génération d'érudition transnationale. Dans ce sens, le travail d'Annette Becker est loin d'être achevé; il reste un long chemin à parcourir³¹. ■

31. L'équipe internationale en question se compose des membres suivants : Annette Becker, Ana Carden-Coyne (Université de Manchester), Lucy Noakes (Université d'Essex), Layla Renshaw (Université Kingston, Londres) Bruce Scates (Université nationale d'Australie), et Fabien Théofilakis (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

PHILIP NORD

LE MÉMORIAL DE LA FRANCE COMBATTANTE

TEXTE TRADUIT PAR ÉTIENNE LEYRIS

Après la seconde guerre mondiale, Charles de Gaulle prit l'initiative d'honorer la mémoire de la Résistance française. Il choisit le site du mont Valérien, une forteresse militaire dans la banlieue ouest de Paris. En ce lieu furent inhumés, dans une crypte provisoire, les restes de quinze compagnons d'armes. Chaque année, à partir de 1944, le Général se rendait en pèlerinage sur ce site pour commémorer ces morts héroïques. Il souhaitait faire construire un monument, mais ses souhaits furent écartés lorsqu'il quitta ses fonctions en 1946. Ils reprirent vie, néanmoins, lorsqu'il revint au pouvoir douze ans plus tard, et les résultats ne se firent pas attendre. Le Mémorial de la France combattante – tel est son nom – fut inauguré les 17 et 18 juin 1960 lors d'une cérémonie de deux jours diffusée pour partie à la télévision nationale. Depuis lors, le site est le lieu d'une cérémonie mémorielle tous les 18 juin, jour anniversaire du célèbre appel du général de Gaulle à continuer le combat contre l'ennemi allemand : « Quoiqu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas¹. »

Et donc, quel message le mémorial et les cérémonies qui lui sont associées ont-ils à nous transmettre ? La réponse se décompose en nombreux éléments dont certains sont bien connus des historiens des commémorations des temps de guerre et de l'épopée gaullienne, mais dont d'autres, je pense, le sont moins.

La seconde guerre mondiale, selon la vision de De Gaulle, ne constituait qu'un épisode, aussi titanesque fût-il, d'un événement de bien plus grande en-

1. Les présentations les plus détaillées du mémorial et de ses fonctions peuvent être consultées dans : Claire Cameron (dir.), *Le mont Valérien. Résistance, répression et mémoire*, Gourcuff Gradenigo, 2008 et Sudhir Hazareesingh, *Le mythe gaullien*, Gallimard, 2010.

vergure, qu'il désigna dans un discours radiodiffusé en 1941, de « guerre de trente ans : pour ou contre la domination universelle du germanisme² ». Cette approche établissait un lien entre la Grande Guerre et la guerre de 1939-1945, un lien que dramatisait la façon dont avait lieu la commémoration annuelle du 18 juin. Celle-ci se déroulait en deux temps. Tout d'abord se rassemblaient, à l'Arc de Triomphe, les représentants des organisations de la Résistance et les membres de l'Ordre de la Libération. L'Ordre avait été créé par de Gaulle en 1940 pour honorer les résistants qui s'étaient ralliés à lui dès la première heure. Un membre de l'Ordre allumait un flambeau à la flamme éternelle sous l'Arc de Triomphe, puis ce flambeau était transporté jusqu'au mont Valérien qui se trouvait à son tour pourvu d'une flamme éternelle. De Gaulle était là en personne pour s'emparer du flambeau et allumer la flamme du mont Valérien. Alors retentissait la sonnerie aux morts, version française de la sonnerie militaire de l'armée américaine (« Taps »), et une minute de silence était observée. Cet acte symbolique unissait les morts de la Grande Guerre à ceux qui avaient été abattus dans le combat contre la barbarie nazie.

De Gaulle insistait également pour que le mémorial célèbre la volonté ininterrompue de la France de se battre durant la seconde guerre mondiale. La défaite de 1940 n'avait pas marqué la fin de la guerre pour la France mais un revers au fil d'un combat ininterrompu. De Gaulle expliquait ainsi, en avril 1959, au ministre des Anciens combattants, Raymond Triboulet : « La France n'a jamais cessé de combattre, voilà ce qui doit être exprimé, gravé dans la pierre et le bronze³. » L'architecte du projet, Félix Brunau, prit le projet à cœur. Deux dates sont inscrites en façade du monument, 1939 et 1945. De plus, les morts héroïques inhumés dans la crypte furent tirés au sort mais de manière à symboliser tous les aspects du combat. Un seizième leur fut adjoint en 1952, un officiel exécuté par les Japonais en Indochine en 1945. À chacune des victimes inhumées correspond une sculpture en haut-relief sur le grand mur du monument : prises dans leur ensemble, ces œuvres commémorent les étapes successives de l'affrontement, de la bataille de Narvik en mai-juin 1940 à la libération de Strasbourg et au franchissement du Rhin en mars 1945, avec, sur le parcours, des stations rappelant les victoires dans le désert d'Afrique du Nord (dans le Fezzan et à Bir-Hakeim) et sur le continent européen (à Monte Cassino et Colmar). La tonalité du monument est émi-

2. Charles de Gaulle, message radiodiffusé du 18 sept. 1941, <http://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00403/le-pere-la-defaite.html>, consulté le 7 déc. 2017.

3. Raymond Triboulet, *Un ministre du Général*, Plon, 1985, p. 41.

nemment martiale; rien d'étonnant donc si la majorité des morts inhumés sont des soldats, neuf sur seize. Pour de Gaulle, le vrai drame ne résidait pas dans les événements survenus au sein de l'Hexagone, ni dans le travail clandestin de la Résistance nationale, mais dans les exploits de *La France libre* sur les champs de bataille. Pas uniquement, cependant, car deux des morts inhumés *étaient* des résistants, Alfred Touny et Berty Albrecht, et trois des déportés : Raymond Bigosse, Maurice Debout et Renée Lévy.

Si la déportation n'occupait certes pas la place centrale dans la conception et la fonction du mémorial, elle n'en était pas moins un des thèmes importants. La cérémonie de ravivage de la flamme à l'Arc de Triomphe était organisée par un comité spécial, le Comité du renouvellement de la Flamme, qui comprenait des représentants des organisations de la Résistance, on l'a noté, mais aussi des associations de déportés : l'Association nationale des familles de résistants et des otages morts pour la France, présidée par Irène de Lipkowski, dont le mari était mort à Buchenwald, et la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance⁴. L'un des hauts-reliefs (j'y reviens ci-dessous) était précisément intitulé *La Déportation*, et sur ce point une remarque additionnelle doit être faite. En 1954, grâce notamment à l'action d'Irène de Lipkowski, l'Assemblée nationale avait instauré une journée spéciale de commémoration de la déportation, la Journée nationale de la déportation. La première année où eut lieu cette célébration, en 1954, une urne contenant des cendres recueillies dans les camps de concentration fut déposée au mont Valérien, dans la crypte provisoire⁵. La déportation fut une donnée significative, autonome, du temps de guerre, un sacrifice qu'avait enduré la France combattante pour que vive la nation française.

L'empire colonial, comme la déportation, était un thème secondaire tissé dans la structure du mémorial, un fil rouge qui ne définissait pas le schéma général mais lui apportait de la couleur. On l'a vu, les armées coloniales avaient remporté des victoires en Afrique, dans le Fezzan et à Bir-Hakeim, victoires que commémorent deux des seize hauts-reliefs. Certains des soldats inhumés dans la crypte étaient précisément originaires de cet

4. Vladimir Trouplin, « Les organisateurs et le mont Valérien » in Philippe Oulmont (dir.), *Les 18 Juin. Combats de commémorations*, Bruxelles, André Versaille, 2011, p. 238-239; Archives de la chancellerie de l'Ordre de la Libération (Acol), Paris, Fonds 18 juin, 1950-1955, dossier 18 juin 1950, « Notes de service », non daté (n. d.); 1950-1955, dossier 18 juin 1954, « Associations qui raniment la Flamme le 18 juin 1954 », n. d.

5. C. Cameron et Franck Segrétain, « Le mont Valérien, lieu d'histoire, lieu de mémoire » in C. Cameron (dir.), *Le mont Valérien...*, op. cit., p. 20 et 26, note 16.

empire colonial : Hedhili ben Salem ben Hadj Mohamed Amar était tunisien ; Boutie Diasso Kal était né en Afrique occidentale française ; et Allal Ould M'Hamed ben Semers venait du Maroc. L'adjonction d'Edmond Grethen, en 1952, soulignait la dimension coloniale du monument. Grethen était mort en Indochine, et il rejoignit le tableau d'honneur au moment même où la France était engagée dans une guerre coloniale visant à conserver ses possessions indochinoises. Reste le cas du caporal Maboulkede. Sa dépouille mortelle fut substituée à celle de Raymond Bigosse en 1960. Pourquoi les restes de Bigosse furent-ils retirés⁶ ? Il s'est avéré qu'en tant que détenu dans un camp de concentration, il avait trahi des camarades (sa vie ne fut finalement pas épargnée pour autant), et qu'en conséquence il n'était plus jugé digne de figurer au mont Valérien. Mais pour quelle raison Maboulkede fut-il choisi pour le remplacer ? Le ministre des Anciens combattants, Raymond Triboulet, avait clairement indiqué le profil qu'il recherchait pour son remplaçant : « Un Africain de l'AEF (Afrique équatoriale française), premier territoire de l'empire colonial à avoir rallié la cause de la Libération⁷. » Maboulkede était originaire du Tchad et correspondait au profil souhaité. Et là aussi, la date – 1960 – était révélatrice. La guerre d'Algérie battait son plein. Mais ce qui, selon toute vraisemblance, influença véritablement la décision de Triboulet, c'est que les possessions françaises d'Afrique sub-saharienne envisageaient, à ce moment précis, de franchir des étapes en vue de leur indépendance⁸.

Le monument commémorait l'insigne contribution de l'empire colonial à l'effort de guerre, en même temps qu'il soulignait les liens, militaires et affectifs, qui unissaient la France à ses populations d'outre-mer. Une dernière remarque à ce sujet : lors de la cérémonie nocturne du 17 juin 1960, les corps ainsi que l'urne funéraire en provenance des camps furent transférés à la lueur des flambeaux de la crypte provisoire jusqu'à leur lieu de repos définitif. Les cercueils furent disposés en arc de cercle, avec l'urne au centre sur laquelle était inscrit : « Cendres de martyrs des camps de déportation. » Après le transfert, des prières pour les défunts furent récitées, et les principales religions de France et de son empire colonial étaient représentées : catholicisme, protestantisme, judaïsme et islam⁹.

6. Pour ce qui suit, voir Musée de l'Ordre de la Libération (MOL), Paris, K 3K, Fonds mont Valérien, dossier Affaire Bigosse.

7. MOL, K 3K, Fonds mont Valérien, dossier Affaire Bigosse, note de Triboulet, 10 juin 1960.

8. Pour une ligne de pensée similaire, voir Mechtild Gilzmer, *Mémoires de pierre. Les monuments commémoratifs en France après 1944*, Autrement, 2009, p. 118.

9. AC 27 P 875, mont Valérien, dossier Cérémonie, requêtes, coupure du *Figaro*, 18-19 juin 1960. Il faut ajouter que dix-sept cercueils étaient disposés dans l'arc de cercle, les seize cercueils des héros de la

Ce qui m'amène à une dernière considération, relative à la religion. D'aucuns affirment que ce monument est un ouvrage laïque¹⁰. Ce n'est pas mon point de vue. Portons tout d'abord notre attention sur le site lui-même, non pas tant la forteresse que la colline sur laquelle elle se situe. Dans les siècles qui ont précédé la Révolution, le lieu attirait les pèlerins. Un escalier parcourait la colline de la base jusqu'au sommet et une série de chapelles s'égrenait tout du long, chacune d'entre elles représentant une station du chemin de croix; ce qui explique le second nom de la colline : calvaire¹¹. Je n'insisterai pas sur ce point, mais qu'en est-il de la croix de Lorraine, motif central du monument ? Sa signification patriotique ne nécessite aucun descriptif détaillé (la Lorraine était une province frontalière que la France et l'Allemagne se sont disputée à maintes reprises), mais il peut être intéressant de se demander comment, à l'origine, cette croix s'est trouvée associée à cette province¹². La forme de la croix à double traverse – la barre supérieure porte l'inscription INRI (Jésus de Nazareth, roi des Juifs) – trouve son origine en Terre sainte. Un chevalier français du XIII^e siècle de retour des croisades ramena une croix de ce type dans laquelle était insérée une relique; la croix se retrouva dans le reliquaire des ducs de Lorraine, lesquels adoptèrent l'emblème. C'est l'amiral Muselier, chef des Forces navales françaises libres, qui, le premier, proposa la croix de Lorraine comme symbole de la France libre, assignant à ce combat les termes religieux de « vraie croisade ». Et puis il y a l'Ordre de la Libération proprement dit, ordre chevaleresque dans sa conception et son symbolisme. De Gaulle faisait l'éloge de l'Ordre en le comparant à une « chevalerie exceptionnelle¹³ ». L'ordonnance de 1940 à l'origine de sa création définissait ses membres comme des « croisés » – mais ce terme fut rapidement remplacé par « compagnons » – et le premier chancelier de l'Ordre

France libre et un dix-septième, laissé vide, attendant le dernier compagnon de la Libération.

10. Sur ce point, mon opinion diffère de celle de Hazareesingh, *Le mythe gaullien*, *op. cit.*, p. 115. L'analyse de Hazareesingh, il faut le préciser, est moins axée sur le monument lui-même que sur l'usage cérémoniel qui en est fait.
11. Julien Joly, « Intervenir dans un lieu de mémoire : architecture et temporalité » in C. Cameron (dir.), *Le mont Valérien...*, *op. cit.*, p. 260.
12. Pour l'histoire de la croix de Lorraine, voir : Pascal Sigoda, « Symbolique et historique de la Croix de Lorraine », *Études gaulliennes*, n° 4, janv.-mars 1976, p. 33-35; François Broche, « Croix de Lorraine » in François Broche, Georges Caïtucoli, et Jean-François Muracciole (dir.), *Dictionnaire de la France libre*, Robert Laffont, 2010, p. 386-387; Serge Barcellini et Annette Wieviorka, *Passant, souviens-toi ! Les lieux du souvenir de la seconde guerre mondiale en France*, Plon, 1995, p. 19.
13. Guillaume Piketty, « Économie morale de la reconnaissance. L'Ordre de la Libération au péril de la sortie de la seconde guerre mondiale », *Histoire@Politique*, n° 3, 2007, p. 5.

fut l'amiral Thierry d'Argenlieu, lequel appartenait à l'ordre des carmes déchaux et avait prononcé ses vœux de moine¹⁴.

Deux éléments de preuve peuvent être apportés pour étayer l'argumentation. Le premier est le haut-relief intitulé *La Déportation*. L'artiste, Henri Lagriffoul, a choisi l'image d'un cœur entravé par du fil de fer barbelé, deux mains décharnées écartant les barbelures pour libérer le cœur de ses liens. L'image fait immanquablement référence à la tradition chrétienne et au Sacré-Cœur de Jésus ceint d'une couronne d'épines. Et les archives fournissent une confirmation de cette lecture en décrivant « le cœur torturé » comme emblématique du « calvaire » que les victimes de la déportation avaient été contraintes d'endurer¹⁵. En second lieu, je voudrais dire un mot à propos du dernier haut-relief de la série, intitulé *Le Rhin*. Il représente la libération de Strasbourg et le franchissement du Rhin, ultime exploit dans l'épopée de la Libération de la France. Le corps se dressant, bras tendus et torse dénudé, les reins ceints d'un pagne : il est difficile de ne pas penser au Christ ressuscité. Une commission gouvernementale en charge des monuments débattit et approuva le projet de Brunau ; au cours de la discussion, les membres évoquèrent à plusieurs reprises l'iconographie chrétienne. Le monument dans son ensemble était qualifié de « Golgotha de la Résistance ». On considérait que les seize hauts-reliefs composaient, chapitre après chapitre, le récit d'un sacrifice rédempteur, l'ensemble de la séquence constituant un véritable « chemin de croix », c'est-à-dire les stations sur la route du calvaire¹⁶. Les archives de l'Ordre de la Libération conservent un document qui décrit les hauts-reliefs en termes similaires. Les exploits représentés sur les sculptures en bronze n'étaient pas seulement les gestes de bravoure de héros mais, pour reprendre la terminologie du document, des « artisans de la Résurrection¹⁷ ».

Le Mémorial du Mont-Valérien est remarquable non seulement en raison des récits qu'il rapporte, mais aussi de ceux qu'il tait. Durant l'Ancien Régime, le mont Valérien était un lieu de pèlerinage et, au XIX^e siècle, une forteresse. Sous l'Occupation, les Allemands en firent un lieu d'exécution, un site où, derrière de hauts murs et loin des regards indésirables, les ennemis du Reich

14. Eric Jennings, *Free French Africa in World War II: The African Resistance*, New York, Cambridge UP, 2015, p. 263-264.

15. MOL, K 3K, Fonds mont Valérien, dossier mont Valérien, « Haut-Lieu du mont Valérien », n. d., 6.

16. Cité in M. Gilzmer, *Mémoires de pierre...*, op. cit., p. 121-123.

17. Acol, Fonds 18 juin, années 1960-1961, 18 juin 1961, dossier Mémorial de la France combattante, « Haut-Lieu du mont Valérien », n. d., 4.

pouvaient être assassinés. Un peu plus de mille personnes y furent exécutées par l'occupant : des résistants et des otages. Bon nombre des otages étaient des juifs et un pourcentage significatif des résistants était communiste. Ces sacrifices ont été ignorés au Mémorial du Mont-Valérien ou, à tout le moins, minimisés.

Pour ce qui est des victimes juives des Allemands, le silence était à l'ordre du jour. Renée Léa Lévy, sous son nom complet, l'une des seize personnes inhumées dans la crypte, était juive et, de fait, la petite-fille d'un rabbin bien connu. Le mémorial n'en faisait pas mention. Renée Lévy se trouvait là non pas comme victime d'une persécution raciale, mais comme grande résistante martyrisée en déportation.

Le récit communiste, lui, fut reconnu, mais de manière à être relégué au second rang. Dans les années qui suivirent la Libération, les organisations de déportés communistes organisèrent des sorties mensuelles au mont Valérien pour commémorer les morts et déposer des fleurs. Ils ne gagnaient pas le rempart extérieur de la forteresse (auquel est adossé le monument actuel) mais, au sein de l'enceinte, un espace intérieur situé plus haut sur la colline. Là se trouvaient deux emplacements distincts d'importance particulière : la chapelle où étaient amenés les condamnés juste avant leur exécution et, non loin, une clairière où se déroulaient les exécutions. Le projet de Brunau pour le Mémorial de la France combattante comportait deux parties : le mur et la crypte dont j'ai longuement parlé, mais aussi le « parcours du souvenir » auquel on accédait par un escalier situé dans la crypte. Cet escalier conduisait à un chemin qui menait le visiteur tout d'abord à la chapelle, puis à la clairière, avant de regagner l'escalier. Cette partie du monument n'avait pas constitué une priorité : le mur et la crypte furent achevés en 1960. Quant au « parcours », si une plaque commémorative avait été placée dans la clairière en 1959, le reste du circuit ne fut pas ouvert aux visiteurs avant 1962. Des règlements furent adoptés à l'époque, interdisant le dépôt de couronnes à l'emplacement de la plaque commémorative, ce que les communistes interprétèrent comme un affront direct¹⁸. Quant à la plaque proprement dite, elle parlait de 4 500 « résistants exécutés » morts pour leur pays, gonflant ainsi le nombre des victimes et passant sous silence leurs spécificités. Il subsistait cependant une trace, aussi ténue fût-elle, des communistes exécutés. Des graffitis couvraient les murs de la chapelle, et certaines des inscriptions

18. « Le Courrier des Amicales », *Le Patriote résistant*, mai 1963.

laissées, à leur dernière heure, par les condamnés, étaient préservées, dont celle-ci : « Vive la France, vive l'URSS. » Mais rien de plus.

L'épopée gaullienne telle que le mont Valérien en garde la mémoire était un amalgame complexe. Elle était patriotique, martiale et coloniale, comme on pouvait s'y attendre. Elle faisait de la déportation une composante du récit sur la Résistance, mais n'en faisait pas le fil conducteur. Elle éludait l'histoire de la Shoah et limitait à un simple griffonnage le rôle des communistes dans la Résistance. Et la France que célébrait le mémorial n'était pas seulement la France de la République mais aussi une seconde France, la vieille France, une France de la chevalerie et de l'Église catholique. ■

HENRY ROUSSO

D'UNE GUERRE L'AUTRE. DISCUSSION À BÂTONS ININTERROMPUS AVEC ANNETTE BECKER

Nous nous sommes croisés Annette Becker et moi à plusieurs reprises au début des années 1990. Cependant, la véritable rencontre eut lieu le samedi 24 juin 1995, à l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, inauguré trois ans plus tôt. Les chercheurs de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), dont j'étais le directeur depuis quelques mois, avaient été conviés par Jean-Jacques Becker, président du Centre de recherche de Péronne et figure tutélaire – longtemps solitaire – des études sur la première guerre mondiale, à visiter ce nouveau musée historique qui commençait à faire parler de lui. Plusieurs des membres de l'IHTP avaient, quelques années auparavant, participé eux aussi à la création de l'un de ces musées historiques de nouvelle génération qui commençaient à éclore un peu partout en France et en Europe : le Mémorial de la Paix de Caen, inauguré en 1988, dont le parcours scientifique avait été réalisé par une équipe menée par François Bédarida, premier directeur et fondateur de l'IHTP. La rencontre avait en principe pour objectif d'amorcer une discussion sur les scénographies respectives de Caen et de Péronne, l'une spectaculaire, avec en relief la guerre comme événement-monstre, l'autre littéralement plus à ras du sol qui mettait en scène l'expérience concrète des combattants. Ce fut la première discussion, particulièrement animée (c'est une litote), entre Annette et moi, discussion qui ne s'est jamais close depuis. Elle a forgé une amitié et une complicité profondes – à laquelle j'associe spontanément Stéphane Audoin-Rouzeau, autre rencontre décisive faite ce même jour à Péronne.

Les échanges entre historiennes et historiens des deux guerres mondiales pouvaient sembler la chose la plus naturelle du monde, et pourtant cette rencontre fut un moment inaugural, bien au-delà des débats sur la meilleure

manière de mettre en scène l'histoire. Nous avons alors entamé un débat scientifique de longue haleine autour de la comparaison ou de la filiation entre les deux guerres mondiales, thème qui, étrangement, n'avait pas encore eu lieu parmi les chercheurs de notre génération, celle du baby-boom, alors que les historiographies respectives des deux événements connaissaient chacune des avancées décisives, mais de manière distincte. Celle du nazisme et de la seconde guerre mondiale était portée par l'anamnèse de la Shoah, commencée dans les années 1970 en Europe occidentale; celle de la Grande Guerre était nourrie par la situation consécutive à la chute du Mur de Berlin et du système soviétique, qui avait redonné, dans les années 1990, une actualité à la sortie de guerre de 1918 et réduit l'importance habituellement accordée à celle de 1945. Cette rencontre initiale devait ainsi déboucher sur une série d'ateliers qui ont permis la tenue, en mai 1999, d'un colloque international conjoint consacré à la « violence de guerre ». Cette question à la fois transversale et transnationale qui s'intéressait aux manières de tuer, de détruire, d'infliger ou de subir la souffrance des guerres, d'en évaluer les conséquences physiques, psychologiques, matérielles en tenant compte de seuils, d'échelles et de temporalités jusque-là inédites, était alors relativement nouvelle, et même presque absconse – toute guerre n'est-elle pas violence, nous a-t-on objecté? Elle a pourtant transformé la manière d'écrire l'histoire des conflits, tout comme la prise en compte des deux guerres est devenue presque naturelle pour qui travaille sur l'une ou l'autre des séquences de la « guerre de trente ans ¹ ».

Il faut dire que le contexte y a grandement aidé, notamment depuis la conjonction, en 2014-2015, du début du centenaire de la Grande Guerre et du soixante-dixième anniversaire de la Libération de la France et de la fin de la seconde guerre mondiale en Europe. On a pu observer comme une sorte de compétition entre les deux événements dans la mémoire nationale, avec cette fois, contrairement aux années précédentes, un net avantage à la première guerre mondiale. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi de rendre hommage à Annette Becker par cette modeste contribution à l'histoire des

1. « La violence de guerre. Approches comparées de deux conflits mondiaux », Centre de recherche de l'Historial de Péronne/IHTP, 27-29 mai 1999. Les actes ont été publiés sous la direction de Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Christian Ingrao et Henry Rousso, *La violence de guerre, 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Bruxelles/Paris, Complexe/IHTP, 2002. La notion de « guerre de trente ans » a servi de fil directeur à l'introduction à ce volume qu'Annette Becker et moi-même avons rédigée ensemble.

commémorations des deux guerres mondiales, un sujet qu'elle connaît bien et sur lequel nous avons beaucoup réfléchi ensemble².

A-t-on vraiment pris la mesure de ce que signifie pour un pays moderne et une grande puissance comme la France la célébration cinq années durant – du jamais-vu – d'un tel anniversaire, avec son cortège annuel et répétitif de créations de monuments, de célébrations, de témoignages, de débats, de publications, de films, de bandes dessinées, de sites et bases de données en tous genres, souvent d'un grand intérêt au demeurant ? Discours après discours, hommage après hommage, cette séquence a tout entière baigné dans une forme de compassion rétroactive générale envers des combattants qui, pour la plupart, se sont battus avec acharnement par amour de leur patrie et par haine viscérale de l'ennemi, mais dont les régimes mémoriels successifs ont progressivement retenu d'abord la qualité de victimes passives, celles de tous les camps en présence confondues dans un même hommage, une caractéristique propre de la mémoire de la première guerre mondiale. On peut observer ce phénomène de l'Ossuaire de Douaumont, officiellement inauguré en 1932, avec les restes de 130 000 soldats inconnus français et allemands tombés à Verdun, jusqu'à l'Anneau de la Mémoire, au Mémorial international Notre-Dame-de-Lorette, inauguré en 2014, où figurent par ordre alphabétique les noms de 579 606 soldats français et allemands connus, tombés dans la région entre 1914 et 1918 – l'un des moments forts du Centenaire de la Grande Guerre. On peut l'observer tout autant dans les discours officiels, de manière de plus en plus nette depuis une vingtaine d'années, en particulier en France et en Allemagne.

Ce pacifisme mémoriel, consensuel et quasi-naturalisé, admis par tous les pays concernés aussi bien en Europe que dans les anciennes colonies qui participèrent au conflit, est d'autant plus notable qu'il diffère totalement des célébrations de la seconde guerre mondiale, un conflit toujours perçu comme la victoire contre le nazisme et le fascisme sous toutes ses formes, mais aussi, depuis le début des années 1990, comme un moment de contrition et de réflexion sur le plus grand génocide de l'histoire de l'humanité.

Il suffit de jeter un œil sur l'agenda du président de la République, François Hollande, entre mai 2014 et mai 2015 pour comprendre à quel point le souvenir des deux guerres mondiales continue de façonner, du moins officiellement, la vision contemporaine du passé – et donc du présent et du futur.

2. Ce texte inédit reprend le contenu de nombreuses présentations orales que j'ai faites ces dernières années, notamment dans des formations permanentes destinées aux enseignants de collèges et lycées.

Tableau 1. Célébrations des deux guerres en présence de François Hollande, mai 2014-mai 2015 (en italiques : les célébrations de la première guerre mondiale)

2014

27 mai	Journée nationale de la Résistance
1 ^{er} juin	Hollande à Trévières, ville détruite en juin 1944
06 juin	Commémoration Débarquement, sommet international
26 juin	<i>Début du Centenaire de la 1^e GM; sommet européen</i>
14 juillet	<i>Fête nationale (dédiée à toutes les nations en guerre en 14-18)</i>
20 juillet	Journée nationale des persécutions antisémites de Vichy
3 août	<i>Hollande au Hartmannswillerkopf, avec Joachim Gauck, début 1^e GM</i>
4 août	<i>Hollande à Liège, commémoration de la violation de la frontière belge</i>
15 août	Commémoration internationale à Toulon, débarquement de Provence
25 août	Libération de Paris
12 sept.	<i>Cérémonies de la Bataille de la Marne</i>
11 nov.	<i>Armistice, inauguration de l'Anneau de la Mémoire à Notre-Dame-de-Lorette</i>

2015

27 janv.	Hollande à Auschwitz, International Holocaust Remembrance Day
28 janv.	Hollande au Mémorial de la Shoah à Paris
24 avril	<i>Hollande à Erevan pour commémorer le Génocide des Arméniens</i>
26 avril	Journée de la Déportation, Visite du Struthof
8 mai	Fin de la guerre en Europe, capitulation du III ^e Reich
27 mai	G. de Gaulle-Anthonioz, P. Brossolette, G. Tillion, J. Zay au Panthéon

Cette situation n'est pour autant pas propre à ce quinquennat, ni même la seule conséquence des anniversaires conjoints. Elle s'inscrit dans une tendance longue des politiques publiques de mémoire qui ont connu une véritable inflation à compter du milieu des années 1990, notamment sous l'impulsion du président Jacques Chirac. Si le phénomène n'est pas non plus propre à la France mais s'observe à l'échelle européenne, voire mondiale, il y a pris une dimension singulière par la place considérable accordée au souvenir des conflits en général et des deux guerres mondiales en particulier³.

On peut également observer cette évolution dans les commémorations périodiques, hors anniversaires particuliers, dont l'objet est de célébrer le souvenir d'événements historiques précis, notamment les « Journées nationales commémoratives ». Celles-ci sont « instituées sur décision de l'État en souvenir d'un événement et en hommage à des victimes ou des acteurs de cet événement [et] elles sont organisées, chaque année, sur l'ensemble du territoire », définition qui figure sur le site de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG). Le rôle central du ministère des Armées, notamment par la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives chargée d'organiser la plupart de ces Journées, montre à lui seul la part des guerres dans les commémorations françaises en général⁴. La liste des commémorations et fêtes nationales annuelles n'est pour autant pas simple à établir, ce qui déjà, en soi, fait question : si faire une simple liste un tant soit peu complète soulève des difficultés pour un chercheur, que dire alors de la visibilité d'un tel dispositif dans l'opinion publique, objectif après tout premier d'une commémoration ? En tout état de cause, réfléchir à une liste pertinente pour comprendre cette part essentielle des politiques de mémoire nécessite de faire des choix, évidemment discutables.

3. Dans une littérature très abondante, voir parmi les ouvrages d'ensemble les plus récents : Johann Michel, *Devenir descendant d'esclave. Enquête sur les régimes mémoriels*, PUR, 2015 ; Sébastien Ledoux, *Le devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, CNRS éd., 2016 ; Sarah Gensburger et Sandrine Lefranc, *À quoi servent les politiques de mémoire ?*, Presses de Sciences Po, 2017, ainsi que la série aux éditions Le Pommier, de l'Equipe « Matrice » dirigé par Francis Eustache et Denis Peschanski : Francis Eustache (dir.), *Mémoire et oubli*, 2014 ; *Les troubles de la mémoire : prévenir, accompagner*, 2015 ; *Mémoire et émotions*, 2016 ; *Ma mémoire et les autres*, 2017. Voir également mon ouvrage : *Face au passé. Essais sur la mémoire contemporaine*, Belin, 2016.

4. Cf. <https://www.defense.gouv.fr/memoire/memoire/ceremonies/ceremonies-nationales> (consulté le 1^{er} oct. 2019). Sur la dimension de politique publique des Journées nationales, voir Sarah Gensburger, « Comprendre la multiplication des journées de commémoration nationale. Étude d'un instrument d'action publique de nature symbolique » in Charlotte Halpern, Pierre Lascombes et Patrick Le Galès (dir.), *L'instrumentation de l'action publique. Controverses, résistances, effets*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 345-365. Sébastien Ledoux dans sa thèse citée sur le devoir de mémoire a bien montré le rôle précurseur de cette institution.

La première liste présentée ici (tableau 2) comporte quinze dates, soit toutes les Journées nationales commémoratives officiellement dénommées ainsi, et les autres commémorations officielles « historiques », c'est-à-dire celles qui se réfèrent au souvenir d'un événement précis même si la portée de celui-ci peut avoir une dimension plus large, comme la commémoration de l'esclavage. N'ont donc pas été retenues les journées à caractère général comme le 8 mars ou le 1^{er} mai (qui sont également fêtées à l'échelle internationale), ou même le 14 juillet car leur propos est moins le souvenir de l'événement originel que la célébration symbolique d'une entité pérenne : la condition des femmes ou celle des travailleurs, ou encore la nation. La seconde liste comprend des commémorations internationales récentes (tableau 3) que la France se doit de célébrer comme membre de l'Union européenne, de l'ONU ou de l'Unesco. Il est important de les intégrer à l'analyse même si elles ont beaucoup moins de visibilité, voire sont parfois totalement ignorées dans l'espace public national. Sur la vingtaine de commémorations internationales qui existent au total, on a retenu ici seulement cinq journées, celles consacrées elles aussi à des événements historiques précis, à l'exclusion de celles concernant des questions générales, comme la Journée du souvenir dédiée à toutes les victimes des armes chimiques (29 avril), créée en 2005, ou encore la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit (du 19 juin), instituée en 2015. Pour autant, la distinction entre journées nationales et journées internationales n'est pas toujours aisée à établir. Il y a par exemple des « doublons » : le 8 mai et la journée du 27 janvier dédiée à la Shoah, journée nationale depuis 2002 et journée internationale (International Holocaust Remembrance Day) depuis la décision de l'ONU de 2005. Dans les analyses, les dates qui sont identiques dans le cas de commémorations nationales et internationales n'ont été comptabilisées qu'une seule fois, dans le cadre des Journées nationales, ce qui fait que l'échantillon retenu porte sur un total de vingt commémorations nationales et internationales⁵.

5. Cette seconde liste s'inspire du travail réalisé par Karel Fracapane, administrateur de projet à l'Unesco, dans le cadre des travaux de la Mission d'étude sur la recherche et l'enseignement des génocides et des crimes de masse, présidée par Vincent Duclert. Cf. le rapport éponyme, vol. 3 des annexes, p. 29-30.

Tableau 2. Les quinze commémorations nationales historiques en France.
Intitulés officiels, par date de création (1920-2019)

1920 - 2^e dimanche de mai : Fête nationale de Jeanne d'Arc et du patriotisme [Libération d'Orléans, 1429]

1922 - 11 novembre : Journée nationale pour la commémoration de la Victoire et de la Paix. *Jour férié depuis 1920, modifiée en 2012, rajout* : « Journée nationale pour la commémoration de la Victoire et de la Paix et d'hommage à tous les morts pour la France »

1946 - 8 mai : Commémoration de la victoire du 8 mai 1945.
Jour férié et chômé depuis 1981

1954 - Dernier dimanche d'avril : Journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la déportation [Ouverture des camps de concentration en Allemagne en avril 1945]

1993 - 16 juillet (dimanche le plus proche) : Journée nationale à la mémoire des crimes racistes et antisémites de l'État français [Rafle du Vél' d'Hiv', 16 et 17 juillet 1942]. *Décret complété et modifié par une loi en 2005* : « Journée nationale à la mémoire des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux "Justes" de France »

2001 - 10 mai : Journée commémorative du souvenir de la traite et de l'esclavage [Anniversaire de la loi Taubira de 2001]. *Remplace la loi de 1983 (sur la seule abolition) et modifiée en 2006* : « Journée commémorative du souvenir de la traite, de l'esclavage et de leur abolition »

2002 - 27 janvier : Journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité [Ouverture du camp d'Auschwitz par les Soviétiques en 1945]. *Modifiée en 2007* : « Journée de la mémoire des génocides et de la prévention des crimes contre l'humanité »

2003 - 25 septembre : Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives [Anniversaire du discours de Jacques Chirac, 2001]

2003 - 5 décembre : Journée nationale d'hommage aux morts de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie [Inauguration du Mémorial du Quai Branly, à Paris, 2002]

2005 - 8 juin - Journée nationale d'hommage aux « morts pour la France » en Indochine [Transfert du soldat inconnu d'Indochine vers la nécropole de Notre-Dame-de-Lorette, 1980]

2006 - 18 juin : Journée nationale commémorative de l'appel historique du général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi

2012 - 19 mars : Journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc [entrée en vigueur du cessez-le-feu en Algérie, 1962]

2015 - 27 mai : Journée nationale de la Résistance [Conseil national de la Résistance, 1943]

2017 - 23 mai : Journée nationale de commémoration en hommage aux victimes de l'esclavage colonial [23 mai 1848, abolition de l'esclavage en Martinique; 23 mai 1998, marche à Paris]

2019 - 11 mars : Journée nationale d'hommage aux victimes du terrorisme [date de la Journée européenne, attentat djihadiste de la gare de Madrid, 11 mars 2004, décret du 15 octobre 2019]

Tableau 3. Les cinq Journées internationales relatives à un événement historique. Intitulés officiels, par date de création (1985-2018) (les dates en italiques sont indiquées pour mémoire mais ont été comptabilisées dans le tableau 2)

1985 - 9 mai : Journée de l'Europe [Discours fondateur de Schuman, 1950], Conseil européen

1998 - 23 août : Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition [Insurrection Saint-Domingue 1791], Unesco

2003 - 7 avril : Journée internationale de réflexion sur le génocide au Rwanda [déclenchement du génocide]. *Modifiée en 2018* : « Journée internationale de réflexion sur le génocide des Tutsi au Rwanda », ONU

2004 - 11 mars : Journée européenne de commémoration des victimes du terrorisme

2004 - 8-9 mai : Journées du souvenir et de la réconciliation en l'honneur des morts de la seconde guerre mondiale, ONU

2005 - 27 janvier : Journée internationale dédiée à la mémoire de l'Holocauste, ONU

2007 - 25 mars : Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves [Anniversaire de la décision], ONU

2009 - 23 août : Journée européenne du souvenir [Pacte germano-soviétique, crimes du communisme] Union européenne

L'analyse de ces deux listes peut être synthétisée de la manière suivante :

	Journées nationales	Journées internationales	Total
Date de création			
1920-1992	4	1	5
1993-2019	11	4	15
Guerres, violence politique, crimes de masse			
1914-1918	1	-	1
1939-1945	6	1	7
Guerres coloniales	4	-	4
Esclavage	2	1	3
Communisme	-	1	1
Rwanda	-	1	1
Terrorisme	1	-	1
Commémorations « positives »	1	1	2
Total	15	5	20

L'observation la plus immédiate, c'est évidemment le poids des célébrations historiques dans un panorama commémoratif qui comporte au total une quarantaine de célébrations annuelles en tous genres, réparties presque également à l'échelle nationale et internationale, fêtes religieuses non comprises. Cette catégorie représente près de la moitié du total. Sur une année, si les vingt commémorations retenues ici étaient toutes célébrées avec une égale intensité sur l'ensemble du pays par les autorités publiques ou dans l'enseignement, cela donnerait une commémoration historique toutes les trois semaines environ, sans compter les autres. On peut également noter, hasard du calendrier, la concentration de ces journées de la fin avril à la mi-juillet : huit sur quinze pour les célébrations nationales, avec une mention spéciale (sans surprise) pour le mois de mai : six journées nationales et une journée internationale – la Journée de l'Europe du 9 mai, coïncée entre l'anniversaire de la victoire de 1945 la veille et la commémoration de l'esclavage le lendemain. Encore une fois, comment imaginer que les trois dates puissent faire également sens dans l'opinion, sachant de surcroît que celle du 8 mai, comme celle du 11 novembre, sont les seules commémorations historiques donnant

lieu à des jours fériés et chômés, qui passent donc difficilement inaperçus au contraire de beaucoup d'autres commémorations⁶ ?

Plus notables sont les dates de création de ces commémorations historiques. Dans le cas des journées nationales, sur les quinze retenues, quatre ont été créées entre 1920 et 1954, aucune entre 1954 et 1993, et onze depuis cette dernière date. Dans le cas de commémorations internationales, y compris européennes, presque toutes apparaissent dans les années 2000. On ne peut mieux illustrer l'inflation commémorative de ces trente dernières années et il faut saluer ici l'intuition de Pierre Nora qui pointait l'entrée dans « l'ère de la commémoration » en 1992, soit avant même le véritable boom commémoratif qui commence l'année suivante⁷ !

Parmi les vingt dates retenues, cinq ne se réfèrent pas à l'événement historique originel qu'il s'agit de garder en mémoire mais à l'anniversaire de la décision prise de le commémorer, comme le 10 mai, date de l'adoption en 2001 de la « loi Taubira ». En somme, on ne commémore pas dans ce cas-là le passé en tant que tel... mais la prise de conscience après-coup de ce passé, souvent très longtemps après les faits, dans une forme de narcissisme présentiste bien dans la logique des politiques de mémoire contemporaines.

Il faut ajouter que plusieurs de ces journées ont connu des changements conséquents à compter des années 2000. En 2005, à la Journée nationale à la mémoire des crimes racistes et antisémites de l'État français instaurée en 1993, a été ajouté l'hommage aux « Justes » de France⁸. La modification est importante car la journée rappelant la Rafle du Vél' d'Hiv' a été la première commémoration négative en France, destinée à se souvenir d'un crime perpétré par l'État et non à célébrer un fait glorieux ou à rendre hommage à des martyrs – dans notre liste, il y en a trois au total, si l'on rajoute la journée nationale du 10 mai et la journée internationale du 23 mars sur la traite et l'esclavage. Le rappel des actes des non-Juifs ayant risqué leur vie pour sauver

6. Sur la question de l'impact des commémorations, voir le dossier de la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps* (2016/3, 121-122), en particulier Sylvain Antichan, Sarah Gensburger et Jeanne Teboul, « La commémoration en pratique : les lieux sociaux du rapport au passé », p. 5-9 et Pierre Bouchat, Olivier Klein et Valérie Rosoux, « L'impact paradoxal des commémorations de la Grande Guerre », p. 26-31.

7. Pierre Nora, « L'ère de la commémoration » in P. Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, vol. III, *Les France*, Gallimard, 1992, texte qui clôt la série.

8. Sur cette commémoration, voir Serge Barcellini, « Sur deux journées nationales commémorant la déportation et les persécutions des "Années noires" », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1995, n° 45, p. 76-98, ainsi que le premier chapitre de mon ouvrage avec Éric Conan, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Fayard, 1994, nouvelle édition revue et augmentée, Hachette/Pluriel, 2013. Sur le changement en 2000, notamment le passage d'un décret à une loi, voir Sarah Gensburger, « Comprendre la multiplication... », art. cit.

des Juifs a réintroduit une dimension héroïque et positive dans cette commémoration; elle s'inscrit dans une forme de « ré-enchantement du passé » réclamé par beaucoup pour contrebalancer le poids de la mémoire négative – tout particulièrement celle de la Shoah – des années 1990-2000. En 2006, la journée du 10 mai change d'intitulé pour intégrer au souvenir du « crime contre l'humanité » que furent la traite et l'esclavage, celui de leur abolition – donc une dimension positive –, avec d'ailleurs des dates variables entre la célébration en métropole et celle des départements, régions ou collectivités d'outre-mer, sept au total qui correspondent à des situations historiques singulières – sans oublier la journée internationale du 25 mars qui ne concerne pas uniquement la dimension française de l'esclavage. En 2007, la Journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité, créée en 2002 dans le cadre d'un élan européen, est modifiée pour devenir la « Journée de la mémoire des génocides et de la prévention des crimes contre l'humanité », un nouvel intitulé d'où, étrangement, est désormais absente toute référence explicite au génocide des Juifs, par souci d'universalité – ce qui n'empêche pas le 27 janvier d'être presque exclusivement consacré à commémorer la Shoah. Enfin, en 2012, alors que quatre ans plus tôt le rapport Kaspi avait clairement écarté l'idée de créer une commémoration commune à toutes les guerres, sur le modèle du Memorial Day aux États-Unis, le président Nicolas Sarkozy décide néanmoins de modifier la signification du 11 novembre, laquelle devient une « Journée nationale pour la commémoration de la Victoire et de la Paix et d'hommage à tous les morts pour la France⁹ ».

Dans ces deux listes, il y a évidemment une prédominance absolue du souvenir des guerres mais avec des différences qu'il faut souligner. La première guerre mondiale n'est présente qu'une fois, mais de manière notable puisque c'est un jour férié et chômé. Le changement de 2012 ne semble pas avoir entamé la cohérence et l'unicité de cette commémoration bientôt séculaire. En revanche, la seconde guerre mondiale, elle, est évoquée six fois dans les journées nationales et une fois dans les journées internationales (sans compter le 8/9 mai et le 27 janvier), soit sept commémorations sur le total des vingt retenues ici. Le contraste avec le souvenir de la Grande Guerre est saisissant mais s'explique par la variété des situations qui sont dignes du souvenir, par l'inversion du poids respectif des victimes militaires et des victimes civiles, ici plus nombreuses, par la variété des situations commémorées

9. Cf. rapport de la Commission de réflexion sur la modernisation des commémorations publiques, sous la présidence d'André Kaspi, nov. 2008, p. 31.

et des acteurs auxquels le pouvoir politique a souhaité ou a dû accorder ces trente dernières années la reconnaissance et la réparation officielles de la Nation : la victoire contre le nazisme (8 mai) et le totalitarisme (23 août), la résistance (intérieure avec le 27 mai, extérieure avec le 18 juin), la répression (la journée de la déportation d'avril), la persécution des juifs (27 janvier et la journée de juillet). Il faut souligner également la part grandissante accordée aux conflits coloniaux, une nouveauté entreprise par Jacques Chirac en 2003, avec quatre commémorations dont trois pour la seule guerre d'Algérie, souvent accompagnées de nouveaux mémoriaux : nous sommes loin des supposés silences et tabous, dénoncés régulièrement à ce propos. Là encore, ce nombre s'explique par la diversité des situations : hommage aux harkis, aux combattants d'Afrique du Nord, à toutes les victimes civiles et militaires, en l'absence au demeurant de consensus sur la date du 19 mars, anniversaire du cessez-le-feu de 1962, récusée à droite car elle est supposée laisser dans l'ombre les événements – et les victimes – postérieurs à cette date. Enfin, il faut souligner la création toute récente de la Journée nationale en hommage aux victimes du terrorisme, calquée sur la journée européenne et commémorant non un attentat en France mais l'un des attentats les plus meurtriers commis sur le sol européen depuis 1945, celui de la gare d'Atocha, à Madrid, qui a fait 191 morts et près de 2 000 victimes. Cette décision s'inscrit dans un dispositif mémoriel mis en place à compter de 2016 comprenant notamment la création d'une médaille des victimes du terrorisme (depuis 1974) et celle d'un futur musée-mémorial du terrorisme¹⁰.

Enfin, sur ce total, seules deux commémorations apparaissent comme « positives » : la fête de Jeanne d'Arc et celle de l'Europe, la première rappelant le souvenir de la formation d'un sentiment national (mais tout de même en pleine guerre de Cent Ans), la seconde la création de l'Europe, sans doute la seule journée qui ne fait pas référence directement à un événement mortifère, même si la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier a plus relevé de l'établissement d'une paix durable sur le continent, au moins dans sa partie occidentale, que de la simple recherche d'un progrès économique.

10. Voir le rapport du Comité mémoriel, *Terrorisme : faire face. Enjeux historiques et mémoriaux*, Délégation interministérielle à l'aide aux victimes, ministère de la Justice, sept. 2018, http://www.justice.gouv.fr/publication/DIAV_Rapport_Comite_Memoriel.pdf

En somme, si l'on voulait forcer le trait, la mémoire historique en France, du moins le discours qui transparaît par les commémorations nationales, est presque exclusivement une mémoire de la guerre (et de la violence), une mémoire de toutes les guerres, celles que la France a gagnées, celles qu'elle a perdues, celles qu'elle n'aurait pas dû faire, celles qu'on lui a imposées. C'est vrai si l'accent est mis sur l'héroïsme et le martyr, donc sur l'engagement patriotique, le régime mémoriel traditionnel qui a prévalu jusque dans les années 1990 et qui a connu un renouveau depuis quelques années. C'est tout aussi vrai s'il s'agit d'honorer la mémoire des victimes civiles, prises malgré elles dans les conflits, en particulier durant les génocides, y compris ceux n'impliquant pas ou indirectement la France, un régime mémoriel récent qui met en avant la mémoire des victimes et la responsabilité, cette mémoire négative qui pense ainsi réparer l'Histoire. Cette insistance sur les conflits du passé et désormais du passé très récent avec le terrorisme est sans doute la marque d'un pays traditionnellement guerrier qui a connu, depuis les années 1960, une séquence unique de paix sur son sol. Une paix relative, avec des menaces de plus en plus nettes, y compris sur son territoire, qui nécessitent peut-être moins d'obsession rétrospective et plus d'imagination prospective. Que les historiens et historiennes continuent de se pencher sur les oubliés de la guerre, de toutes les guerres. Qu'ils tentent de retrouver la guerre, pour mieux la comprendre. Mais aussi pour mieux la conjurer et n'en faire qu'un (mauvais) souvenir. ■

ISABELLE VONÈCHE-CARDIA

FORTUNES D'UN TÉMOIGNAGE : UN SOUVENIR DE SOLFERINO DANS LA REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE (1863-1963)

Rendre hommage au travail d'Annette Becker n'est pas chose aisée, tant celui-ci est prolifique et de qualité. J'ai donc choisi revenir sur son lien avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et plus particulièrement avec la *Revue internationale de la Croix-Rouge*. Depuis 2004 Annette Becker est membre du comité de rédaction de la *Revue*, dont le rôle est de conseiller l'équipe de rédaction sur la politique éditoriale, mais également d'examiner les articles soumis pour publication. Jusqu'à l'arrivée d'Annette Becker, la *Revue* était principalement orientée sur le droit international humanitaire. Sa présence a changé la donne et offert un élargissement bienvenu des problématiques traitées.

La contribution qui suit se fonde principalement sur le dépouillement de la *Revue internationale de la Croix-Rouge*, mais également sur les procès-verbaux du CICR¹. La *Revue*, créée dès la fondation de l'institution, a été et demeure un outil de communication fondamental pour le CICR². Les historiens auraient tout intérêt à utiliser cette source dont la richesse est désormais facilement exploitable grâce à sa numérisation sur un siècle, de 1863 à 1963.

Si *Un souvenir de Solferino* est sans conteste à l'origine de la création de la Croix-Rouge et si Henry Dunant s'en sert avec « un sens hors pair des rela-

-
1. Cette contribution reprend en grande partie une communication présentée lors du colloque célébrant le 150^e anniversaire de la parution du livre d'Henry Dunant. Isabelle Vonèche Cardia, « *Un souvenir de Solferino* dans la stratégie de communication du CICR (1863-1963) » in *Le Souvenir de Solferino, aube de l'ère humanitaire*, Actes du colloque tenu les 1-3 nov. 2012 à l'Institut national genevois, Roger Durand (éd.), en collaboration avec François Bugnion, Françoise Dubosson et Antoine Fleury, Genève, Société Henry Dunant et Éditions Georg, 2018.
 2. Le *Bulletin international des sociétés de secours aux militaires blessés* a pris, en 1886, le nom de *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge* avant de prendre celui de *Revue internationale de la Croix-Rouge* en 1919.

tions publiques³ », le Comité de secours aux militaires blessés, qui prend officiellement le nom de Comité international de la Croix-Rouge en 1875, va se servir de cet ouvrage de manière très épisodique au cours des cent premières années de son existence.

En 1863, le livre de Dunant est utilisé comme instrument de promotion de l'œuvre alors que, dès 1864, il est perçu comme menaçant et donc volontairement mis de côté. Il faut attendre 1928, année de la célébration du centenaire d'Henry Dunant, pour voir l'ouvrage ressurgir dans la promotion de la Croix-Rouge auprès des gouvernements et du public.

1863 : *Un souvenir de Solferino*, instrument de promotion

Au cours de l'année 1863, l'ouvrage de Dunant occupe une place importante dans la promotion de la Croix-Rouge. Dès la première réunion du Comité de secours aux militaires blessés, soit le 17 février 1863, il apparaît nécessaire d'encourager les idées exprimées dans le *Souvenir de Solferino* « pour faire adopter nos vues par tout le monde, en haut et en bas, chez les souverains de l'Europe, comme dans les populations⁴ ». Le lendemain, Dunant se rend à Paris à cet effet. Une fois arrivé, il se retrouve propulsé « en vingt-quatre heures parmi les célébrités de la capitale [...], les lettres pleuvent, les visites se succèdent, la gloire n'attend plus, elle est là⁵ ». Ce succès inattendu n'est toutefois pas dû à sa venue, mais à la parution, dans *Le Journal des débats*, d'un article de l'académicien Saint-Marc Girardin sur son livre.

À son retour de Paris, Dunant informe le Comité qu'il a reçu « de nombreuses marques d'adhésion et de sympathie, venant de plusieurs pays de l'Europe, notamment des familles régnantes de Hollande, de Prusse, d'Italie, de Bade, de Hesse, etc.⁶ ». La promotion du livre est un succès, mais celui-ci n'est pas du goût de tout le monde. Avec « un soupçon d'aigreur », Gustave Moynier fait remarquer à Dunant qu'il « serait utile à tous que ces témoignages de sympathie soient "consignés" dans les minutes du Comité, histoire

3. R. Durand, *Henry Dunant*, Genève, Slatkine, 2010, p. 31.

4. Archives du CICR (ci-après ACICR), A PV, Commission spéciale de la Société d'utilité publique pour les Secours aux militaires blessés des armées, séance du 17 fév. 1863.

5. Corinne Chaponnière, *Henry Dunant, la croix d'un homme*, Perrin, 2010, p. 135-136.

6. ACICR, A PV, Commission spéciale de la Société d'utilité publique pour les Secours aux militaires blessés des armées, séance du 17 mars 1863.

de faire comprendre une fois pour toutes à l'auteur que la gloire du *Souvenir de Solferino* devrait désormais profiter au Comité de secours aux blessés⁷ ».

Ces tensions, emblématiques de la difficile relation Dunant-Moynier, sont toutefois mises de côté, car le Comité doit convoquer une conférence internationale à Genève (la Conférence de 1863) pour étudier les moyens de pourvoir à l'insuffisance du service sanitaire dans les armées en campagne.

Le Comité charge Moynier et Dunant d'imprimer une circulaire de convocation « en y ajoutant tous les détails et renseignements qu'ils croiront convenables, voire même [sic] les dernières pages du *Souvenir de Solferino*⁸ ». Finalement, la circulaire de convocation n'est pas accompagnée des pages du *Souvenir*, mais mentionne l'ouvrage à la première phrase :

La Société genevoise d'utilité publique, s'associant au désir formulé par M. Henry Dunant dans un livre intitulé : *Un Souvenir de Solferino*, a constitué dans son sein un Comité chargé d'en poursuivre la réalisation⁹.

On trouve également une référence au *Souvenir* dans le supplément à la convocation de la Conférence, daté du 15 septembre 1863 et signé par Henry Dunant lui-même.

Enfin, lors de la Conférence, elle-même, il est fait référence à l'ouvrage de Dunant à plusieurs reprises. Lors de la première séance, le général Dufour expose que l'état des ambulances dans les armées régulières ne permet que des secours imparfaits. Il rappelle que « cette insuffisance a frappé tout le monde, mais elle a été retracée surtout, et avec une vérité pour ainsi dire effrayante, dans un ouvrage que vous connaissez bien, publié après la bataille de Solferino par un de nos compatriotes, M. Dunant¹⁰ ».

Gustave Moynier à qui incombe la tâche de diriger les délibérations évoque lui aussi l'ouvrage :

L'organisation des infirmiers volontaires, telle qu'elle était ébauchée dans *Un souvenir de Solferino*, soulevait beaucoup de critiques, mais ce livre contenait une noble pensée qui méritait d'être examinée de près¹¹.

7. C. Chaponnière, *Henry Dunant, la croix d'un homme*, op. cit., p. 136.

8. ACICR, A PV, Commission spéciale de la Société d'utilité publique pour les Secours aux militaires blessés des armées, séance du 25 août 1863.

9. « Circulaire de convocation », compte rendu de la Conférence internationale réunie à Genève les 26, 27, 28 et 29 oct. 1863 pour étudier les moyens de pourvoir à l'insuffisance du service sanitaire dans les armées en campagne (extrait du *Bulletin de la Société genevoise d'utilité publique*, n° 2, Genève, Imprimerie Jules-Guillaume Fick, 1863, p. 1).

10. *Ibid.*

11. *Ibid.*, p. 9.

Force est de constater qu'en cette année 1863, le *Souvenir* est cité à maintes reprises par le Comité, que ce soit pour promouvoir son œuvre avant la Conférence de 1863 ou pour exhorter les pays à y participer. Il occupe donc une place prépondérante dans la promotion de l'institution, mais de manière éphémère.

1864-1926 : *Un souvenir de Solferino* « menace » le Comité

Pendant vingt-six ans, soit entre 1864 et 1890, les procès-verbaux du Comité n'évoquent plus le *Souvenir de Solferino*. En 1890, ce dernier réapparaît enfin dans un procès-verbal informant que l'ouvrage est « redemandé en librairie » et en 1896, il est signalé qu'une seconde édition de la traduction allemande vient de paraître¹².

Si les procès-verbaux sont plutôt muets sur l'ouvrage de Dunant, qu'en est-il du *Bulletin international*? Là encore, force est de constater que l'ouvrage de Dunant est très peu mentionné. Entre 1869, date de la création du *Bulletin*, et 1918, date à laquelle le bulletin se dédouble avec la *Revue internationale de la Croix-Rouge*, soit pendant quarante-neuf ans, il est cité dans vingt-trois rubriques que l'on peut diviser en quatre catégories :

- les annonces de réédition ou de traduction de l'ouvrage de Dunant ;
- la publication de documents qui mentionnent le livre (comme avec la circulaire de convocation à la conférence de 1863 qui rappelait l'ouvrage de Dunant) ;
- les communications et recensions d'articles rédigées par le CICR ;
- enfin des articles d'auteurs qui mentionnent l'ouvrage de Dunant pour illustrer leur propos.

La catégorie la plus intéressante est celle concernant les rééditions et les traductions de l'ouvrage de Dunant. Le *Bulletin* les mentionne, mais pas de manière systématique. Dans son premier numéro paru en octobre 1869, il est signalé que le libraire A. Cherbuliez & Cie possède l'ouvrage de Dunant¹³. Il faut attendre 1902 pour que le *Bulletin* mentionne une nouvelle édition et 1909 pour qu'il annonce une nouvelle traduction allemande, alors que l'ouvrage a entre-temps fait l'objet de plusieurs rééditions et traductions.

12. ACICR, A PV, Comité, séances du 25 mars 1890 et du 12 mars 1896.

13. « Annonces », *Bulletin international de secours aux militaires blessés*, n° 1, oct. 1869.

En revanche, la nouvelle édition de 1902, publiée par Ch.-F. Haje et J.-M. Simon, à Amsterdam, fait l'objet du premier article paraissant dans le *Bulletin* à propos d'*Un souvenir de Solferino*. L'article, rédigé par deux membres du Comité, Gustave Ador et Adolphe Moynier, mais publié sans signature, critique cette nouvelle édition. Citations à l'appui, les auteurs remarquent « non seulement la suppression de divers passages, mais aussi des interpolations auxquelles il est utile de rendre le lecteur attentif¹⁴ ». En d'autres termes, ils reprochent à cette nouvelle édition de laisser croire au public que Dunant avait déjà prévu en 1862 des progrès qui sont non seulement postérieurs au livre, mais surtout qui sont le fruit du travail réalisé « pendant quarante ans par les sociétés de la Croix-Rouge de tous les pays¹⁵ ». Les auteurs de l'article critiquent également la notice sur les origines de la Croix-Rouge, rédigée par les éditeurs, qui vient après le texte de Dunant. Celle-ci contient « plusieurs appréciations erronées et semble même ignorer que M. Dunant a cessé dès 1867 de faire partie du Comité international de la Croix-Rouge¹⁶ ».

Ces critiques mettent en lumière la volonté du CICR de se distancier de Dunant et de son ouvrage, mais aussi celle de rectifier tout texte qui pourrait faire la part belle à celui-ci. En fait, c'est surtout le président du CICR Gustave Moynier qui « craint que le comité, en ne revendiquant pas son rôle, ne se laisse mettre à l'arrière-plan dans la réalité historique de la fondation de l'œuvre¹⁷ ». Ses collègues le rassurent en lui expliquant que les réserves publiées dans le *Bulletin* ont préservé « sa situation personnelle, de même que celle du Comité¹⁸ ».

En 1912, soit dix ans après sa parution, l'édition hollandaise de 1902 inquiète à nouveau le Comité, car il semblerait que ce soit la seule édition disponible en librairie, « laquelle est suivie d'une notice peu exacte sur les origines de la Croix-Rouge¹⁹ ». Pour remédier à cette situation, le CICR entreprend des démarches « auprès des libraires principaux, notamment Georg et Atar afin qu'ils recommandent de préférence à leurs clients la brochure de M. Moynier sur la Fondation de la Croix-Rouge, laquelle est d'une exactitude historique absolue²⁰ ».

14. « *Un souvenir de Solferino*, par H. Dunant », *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, n° 137, janv. 1904, p. 12.

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*

17. ACICR, A PV, Comité, séance du 20 nov. 1905.

18. *Ibid.*

19. ACICR, A PV, Comité, séance du 5 juillet 1912.

20. *Ibid.*

La focalisation sur l'édition hollandaise de 1902 révèle en fait la crainte plus profonde de l'institution genevoise de voir l'histoire ne retenir que Dunant et son livre, au détriment des autres membres du Comité. Cette crainte se manifeste assez clairement lorsque le CICR publie un article dans le *Bulletin* à propos du prix Nobel de la paix reçu par Dunant en 1901. Cet article rappelle en effet que Dunant a publié *Un souvenir de Solferino* et que c'est là « son titre incontestable à la distinction dont disposait le jury norvégien », mais qu'il « ne serait pas exact de considérer, ainsi que l'ont insinué plusieurs journaux, M. Henry Dunant comme ayant été le fondateur de la Croix-Rouge²¹ ».

On constate donc qu'entre 1864 et 1926, soit durant soixante-deux ans, l'institution ne fait référence à l'ouvrage que lorsque celui-ci menace l'histoire de la fondation de la Croix-Rouge. Le livre qui a donné naissance à la Croix-Rouge suit donc la destinée de son auteur : être relégué aux oubliettes par l'institution elle-même, mais reconnu par le reste du monde. Il faut attendre 1928, année de la célébration du centenaire de Dunant pour que le CICR change la donne.

***Un souvenir de Solferino* : outil de « propagande » dans la célébration du centenaire de Dunant en 1928**

Un souvenir de Solferino refait surface dans les procès-verbaux du Comité à l'occasion de la célébration du centenaire de Dunant, prévue le 8 mai 1928. Deux projets sont alors évoqués. Le premier concerne l'établissement d'un film sur le livre dont le CICR pourrait tirer parti pour sa publicité et pour obtenir des financements²². Bien qu'il y ait eu, entre avril et octobre 1926, plusieurs discussions à ce sujet, il semblerait que ce projet ait été abandonné, car aucune trace de la réalisation du film n'a été trouvée.

Le deuxième projet concerne la réimpression de l'édition *princeps* (celle de 1862) d'*Un Souvenir de Solferino*. Pourquoi l'édition *princeps*? Simplement parce que, comme cela a été le cas pour l'édition hollandaise de 1902, certaines éditions ultérieures accusent nombre de changements qui ne plaisent pas au Comité. L'édition *princeps* est rééditée avec une préface qui renferme deux points intéressants. La nouvelle préface relate non seule-

21. « Le prix Nobel dit "de la paix" », *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, n° 129, janv. 1902, p. 44.

22. ACICR, A PV, Comité, séance du 29 avril 1926.

ment l'existence de plusieurs versions de l'ouvrage en des termes beaucoup plus sympathiques que ceux employés dans l'article de 1904, qui critiquait l'édition hollandaise :

Peu importe enfin que le texte du *Souvenir de Solferino* ait été modifié au cours d'éditions successives par des adjonctions et des notes qui semblent attribuer à son auteur des réalisations auxquelles d'autres eurent plus de part que lui-même. Son livre est venu au moment propice²³.

Elle rappelle également que « ce n'est pas ici le lieu de déterminer le mérite propre de chacun des quatre Genevois qui s'associèrent à Henry Dunant pour donner corps à son idée, pour fonder avec son concours le CICR. Qu'il me suffise de ne pas séparer de son nom ceux du général Dufour, de Gustave Moynier, de Louis Appia et de Théodore Maunoir²⁴ ». Il est amusant de préciser que l'auteur de ces lignes est Gustave Ador, alors président du CICR, mais surtout, l'un des deux auteurs de l'article de 1904, qui avait été si critique envers l'édition hollandaise.

Que conclure de cette préface et de la réimpression du livre ? Tout d'abord que le CICR a changé d'attitude vis-à-vis de Dunant, raison pour laquelle il utilise à nouveau son ouvrage dans sa stratégie de communication. Les propos tenus par le membre du Comité Bernard Bouvier lors d'une séance sont à cet égard très éclairants :

M. Bernard Bouvier sent le besoin de faire amende honorable à la mémoire de Dunant. Il a vécu longtemps dans une connaissance insuffisante de la part de Dunant dans la fondation de la Croix-Rouge. [...] Quand Dunant a donné sa démission de secrétaire en 1867, on l'a accepté aussi comme une démission de membre. Autrement dit le CI [Comité international] l'a exclu. Le CI a cru son œuvre menacée par les aventures financières de Dunant. En 1928 la situation n'est plus la même²⁵.

À la suite de son discours, Bernard Bouvier propose à ses collègues de nommer le neveu de Dunant comme membre du Comité, ce qui est immédiatement accepté. Même si Dunant est en quelque sorte réhabilité en 1928, le CICR ne fera que partiellement usage de son livre entre 1928 et 1963.

23. J. Henry Dunant, *Un Souvenir de Solferino. Edition du Centenaire*, Genève, CICR, 1928, p. viii.

24. *Ibid.*

25. ACICR, A PV, Comité, séance du 15 mars 1928.

1928-1963 : réédition et commémoration du *Souvenir de Solferino*

Au cours de ces trente-cinq années, *Un souvenir de Solferino* est très peu évoqué dans les procès-verbaux du Comité. Les rares mentions concernent des traductions ou la remise du livre comme cadeau à certaines personnalités.

L'ouvrage est certes réédité par le CICR en 1950, mais simplement parce que le livre est épuisé. La *Revue internationale de la Croix-Rouge* publie toutefois, dans son numéro de mars 1950, la préface de la nouvelle édition accompagnée d'un article de trois pages. Aucun de ces deux textes ne transpire la crainte que Dunant et son livre entrent dans la postérité au détriment des autres membres fondateurs du Comité. Selon nous, les deux hypothèses suivantes expliquent ce changement. En premier lieu, il n'y a plus aucun membre, au sein du Comité, qui ait côtoyé la génération des fondateurs, comme ce fut le cas pour Gustave Ador. Celui-ci a en effet passé quarante ans aux côtés de Gustave Moynier avant de lui succéder à la présidence. Les rancœurs de ce dernier ne sont donc plus relayées. En second lieu, le CICR de 1950 sort de la seconde guerre mondiale et de la conférence diplomatique de 1949 très critiqué. Comme en témoigne la préface de cette nouvelle édition, les préoccupations historiques du CICR concernent davantage les événements récents que la fondation de la Croix-Rouge :

Au moment où le souvenir est encore brûlant des incommensurables ravages causés par la deuxième guerre mondiale, dont les suites affligent, après cinq ans, des peuples entiers; au moment où des conflits locaux ensanglantent encore divers continents; au moment, enfin, où soixante pays viennent de signer solennellement les quatre nouvelles Conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre, le CICR a jugé opportun de rééditer ce petit livre aux effets si grands²⁶.

En 1953, on célèbre le 125^e anniversaire de la naissance de Dunant. À cette occasion, de nombreuses manifestations sont organisées parmi lesquelles la publication d'extraits du livre de Dunant dans la *Revue*, accompagnée du commentaire suivant :

[O]n relira avec intérêt les suggestions d'Henry Dunant, d'intention constructive, où apparaissent déjà dans leur premier état certains principes essentiels, évocateurs d'une forme nouvelle d'humanité; principes qui en s'amplifiant ont inspiré le droit humanitaire contractuel de 1863 à nos jours et qui continuent d'animer

26. Auteur anonyme, « Préface de la nouvelle édition (1950) d'*Un Souvenir de Solférino* », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 375, mars 1950, p. 173.

l'action profonde du CICR et des Sociétés de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et du Lion et Soleil Rouges²⁷.

Pour les trois commémorations suivantes, soit le centenaire de la bataille de Solferino en 1959, le centenaire du livre de Dunant en 1962 et le centenaire de la fondation de la Croix-Rouge en 1963, le CICR ne choisit pas d'utiliser l'ouvrage de Dunant. Il lui préfère d'autres documents comme la reproduction de quelques lettres que Madame de Gasparin a adressées à Henry Dunant dans les années 1859 et 1862.

En guise de conclusion

L'ouvrage de Dunant a eu, au cours de ces cent années explorées, une destinée particulière. Il a été le fer de lance de la promotion du Comité international en 1863, l'héritage gênant entre 1864 et 1926, l'outil de « propagande » dans la célébration du centenaire de Dunant et enfin l'objet d'une agréable indifférence entre 1928 et 1963. Que conclure de cette curieuse fortune ?

Tout d'abord que le CICR n'a pas su séparer le livre de son auteur, et ce jusqu'en 1928. La querelle entre Dunant et Moynier est donc la principale raison pour laquelle le CICR n'a pas utilisé *Un souvenir de Solferino* pendant près de soixante-deux ans. Ensuite qu'à partir de 1928, le livre n'est ressorti que pour des commémorations, en dépit de sa qualité. En juin 1863, le *Journal des Goncourt* le décrivait ainsi :

Lu le *Souvenir de Solferino*... Du sublime touchant à fond la fibre. C'est plus beau, mille fois plus beau qu'Homère, que la Retraite des Dix-Mille, que tout... On sort de ce livre avec le maudissement de la guerre²⁸.

Enfin, on constate que l'utilisation du livre est liée au développement de l'institution. À ses débuts, le Comité s'appuie sur *Un souvenir de Solferino* pour faire sa promotion, car la renommée de l'ouvrage, mais surtout celle de son auteur est – n'en déplaise aux autres membres fondateurs – plus grande que celle de l'institution. Mais, dès 1864, le développement du droit international humanitaire ainsi que l'action menée sur plusieurs théâtres de guerre

27. « Regards vers le passé : *Un Souvenir de Solferino* (extraits) », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 413, mai 1953, p. 392.

28. *Journal des Goncourt*, 1863. Cité par L. D., « À propos de la réédition d'*Un Souvenir de Solferino* », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 375, mars 1950, p. 171.

augmentent le capital symbolique de l'institution qui existe d'elle-même. Le CICR de 1963 est en effet reconnu pour son action centenaire, il n'a donc plus besoin d'utiliser le livre de Dunant pour sa promotion. Comme le souhaitait son auteur, les idées exprimées dans *Un souvenir de Solferino* ont quitté les pages pour s'incarner dans l'action du CICR. ■

FABRICE BOUTHILLON

PALMYRE 1980

Les dieux de Syrie, qui habitent quelquefois la terre,
n'y auraient pu choisir une plus belle demeure.
La Bruyère, *Les Caractères*, « Des biens de fortune », 78.

Quelquefois, les programmes télévisés peuvent avoir de l'intérêt. Le 25 février 1981, ce n'étaient en tout cas pas les spectateurs de la télévision jordanienne qui auraient dit le contraire. Quelques mois plus tôt, le 27 juin 1980, les détenus Frères musulmans de la prison syrienne de Tadmor, à Palmyre, avaient été massacrés par des membres des services de sécurité du régime baassiste de Hafez el Assad, dépêchés sur place à cette fin. Or au début de l'année suivante, l'un de ceux-ci, Isa Ibrahim Fayyâd, tout à fait inconnu par ailleurs, mais que le pouvoir damasquin avait ensuite chargé d'assassiner, avec deux affidés, le Premier ministre jordanien, Mudar Badran, fut arrêté par la police hachémite, et revint sur les événements de Palmyre dans son interrogatoire, qui fut diffusé ce jour-là par la télévision du royaume. Le texte de sa déposition fut publié le lendemain par le quotidien d'Amman *Al-Ra'y*. Il a été traduit en 1983 dans le livre d'Olivier Carré et Gérard Michaud sur *Les Frères musulmans*, d'où je le reprends¹.

À vrai dire, le caractère épouvantable des faits relatés par Fayyâd était bien de nature à scotcher l'auditoire. Il admet qu'« en tout, il y a dû y avoir quelque cinq cent cinquante tués parmi ces salauds de Frères musulmans »; mais, selon un autre participant à l'opération, interrogé dans les mêmes conditions, il y en aurait eu sept cents environ, alors que d'autres sources font état de mille cent victimes². Les précisions que Fayyâd apporte lui-même sur la

1. Olivier Carré et Gérard Michaud [en fait, Michel Seurat], *Les Frères musulmans (1928-1982)*, Gallimard/Julliard, 1983, p. 147-148. Je remercie par ailleurs Yvon Tranvouez et Gwendal Piégais de leurs suggestions, le premier, sur les massacres de Septembre, le second, sur la dimension soviétique de l'épisode.

2. *Ibid.*, loc. cit., note 9 et p. 229.

répartition du travail entre les diverses équipes de tueurs corroboreraient plutôt ces estimations hautes. Il explique qu'une fois ses camarades et lui arrivés à la prison de Palmyre,

ils nous ont répartis en six ou sept pelotons. Dans mon peloton, on était onze environ [...]. Autrement dit, on devait être en tout une soixantaine. Ils nous ont ouvert la porte d'un baraquement. On est entré à six ou sept, et on a tué tout ce qui se trouvait à l'intérieur, c'est-à-dire soixante ou soixante-dix personnes. [...] Personnellement, j'ai dû en mitrailler une quinzaine.

Si on part du principe que les autres demi-pelotons ont fait preuve de la même efficacité que le sien, et qu'il y en avait une douzaine, douze fois soixante morts, cela ferait sept cents; et si c'est le propre tableau de chasse de Fayyâd qu'on attribue à tous ses camarades, soixante fois quinze morts, ça fait neuf cents.

Il s'est donc déroulé là un véritable massacre, dont la violence sidérante a encore été accrue par la soudaineté de l'opération. Les tueurs fondent littéralement sur leurs proies : ils sont transportés sur place par dix hélicoptères; ils débarquent à Palmyre à six heures et demie du matin, des camions viennent les chercher, à peine sont-ils arrivés à la prison qu'ils passent à l'acte. Et en une demi-heure, tout est fini, ce qui veut dire que ce sont, *chaque minute*, des *dizaines* de cadavres supplémentaires qui s'accumulent. L'épisode a donc forcément une dimension pour ainsi dire *gore*, qui tient au face-à-face entre les massacrés et leurs bourreaux. Les tueurs entrent dans les lieux de détention, tirent à bout portant, voient leurs victimes s'effondrer. *Voient*, du reste, c'est trop peu dire, car rien ici qui préserve le caractère relativement aseptisé que peut encore revêtir, du point de vue du bourreau, une mise à mort par le gaz ou par le poison : on massacre à la mitraillette ou aux armes de jet, ce qui implique nécessairement l'explosion des chairs et le jaillissement du sang, au milieu des hurlements des prisonniers massacrés. Fayyâd dit seulement qu'« il y a eu un grand tumulte, des explosions de grenade, des cris, des *Allah Akbar* ». En fait il s'agit d'un bain de sang, au sens littéral du texte, comme en témoigne le geste du lieutenant Ra'îf Abdallah à l'issue du carnage : il « est allé se laver les mains et les pieds couverts de sang ».

Mais le plus étonnant dans cette scène d'épouvante est peut-être le ton parfaitement froid sur lequel Fayyâd la relate. Il énonce des faits, quasiment sans commentaires, de façon strictement descriptive, chronologique, objective. Il ne manifeste aucune émotion, aucun sentiment d'horreur ni de regret, dans une absence totale de compassion ou même simplement d'empathie à

l'égard des victimes, dont le meilleur symbole est sans doute l'expression qui lui vient sur les lèvres, quand il dit que ses camarades et lui ont « tué tout ce qui se trouvait à l'intérieur » – car une pareille façon de dire implique mine de rien la réification de ce qu'elle désigne : il semble qu'à ses yeux, les massacrés n'aient même pas été des êtres humains. La chose est d'autant plus notable que ces malheureux fanatiques étaient tout de même absolument sans défense, non seulement désarmés, mais prisonniers, et même, si on songe une minute aux conditions de détention habituelles dans les geôles de Syrie³, pour certains d'entre eux au moins, probablement enchaînés. D'autre part, une pareille insensibilité ne pouvait être, du point de vue des intérêts les plus évidents de Fayyâd, que contre-productive, puisque, lorsqu'il s'exprime, il est aux mains de ses juges, et qu'il est filmé : la formulation de regrets, ou l'invocation de circonstances atténuantes, comme la contrainte que ses chefs auraient exercée sur lui pour l'amener à la commission des faits, n'auraient pu qu'améliorer son cas. Au lieu de quoi, alors qu'il relate un épouvantable carnage, il donne l'impression de n'avoir ressenti aucune pitié envers ses victimes ni durant le massacre proprement dit, ni même au cours de sa déposition. Pourquoi ?

Sans doute y a-t-il là pour une part un effet de la nature du texte : ce que voulaient les interrogateurs de Fayyâd, c'était un témoignage brut, qu'ils pussent utiliser à plein dans leur lutte médiatique contre le régime Assad. Ils ont donc, très probablement, travaillé leur prisonnier pour qu'il dépose de la sorte, ce qui n'a pas dû non plus contribuer à développer beaucoup sa capacité à l'effusion ; et le résultat est là.

Mais il est tout aussi clair que l'absence d'émotion particulière de Fayyâd devant le carnage résulte également, au moins en partie, de toute une habitude syrienne de heurts sanglants entre les communautés. Le pays en est une mosaïque⁴ et les dresser les unes contre les autres a toujours été le meilleur moyen de le gouverner. La France y avait excellé, à l'époque du Mandat ; non contente d'avoir, à un certain moment, divisé la Syrie en cinq États différents, elle avait eu pour pratique de recruter les supplétifs indigènes de ses forces armées chez les minorités, en particulier les Druzes, les Tcherkesses et les

3. Voyez le récit de Moustafa Khalifé sur Tadmor, *La Coquille. Prisonnier politique en Syrie*, Actes Sud, 2012 [2007] ; Pierre-François Moreau, « Les Carnets syriens de Najah Al-Bukai », XXI, n° 37, hiver 2017, p. 152-153.

4. Voyez Xavier de Planhol, *Minorités en Islam. Géographie politique et sociale*, Flammarion, 1997.

Alaouites ou Nusayris⁵. Or Fayyâd est alaouite – c'est, avec son âge, pratiquement la seule chose qu'on sache de lui – et de plus, il sévit à Palmyre en tant que membre des Brigades de Défense, une des nombreuses *moukhabarat* syriennes, ces forces spéciales en charge de la sécurité du régime, dont la prolifération s'était accélérée depuis qu'en 1963 un putsch avait donné le pouvoir à Damas au comité militaire du Baas. Leur rôle s'était encore accru à dater du moment où, en 1970, en la personne d'Hafez el-Assad, la minorité nusayrie était parvenue à s'emparer du pouvoir d'État et n'avait vite plus été en mesure, si tant est qu'elle y eût jamais songé, de se montrer regardante sur les moyens de le conserver⁶. De recrutement alaouite, les Brigades de Défense⁷ étaient par surcroît dirigées par le propre frère du président, Rifaat el-Assad, qui non seulement est aujourd'hui toujours en vie, mais continue de couler une douillette vieillesse de milliardaire au chaud soleil de l'Espagne. On l'a accusé d'avoir dirigé personnellement le massacre de Palmyre⁸; Fayyâd n'en dit rien ici, mais sa déposition n'en établit pas moins l'implication de la famille présidentielle dans la tuerie, puisqu'il explique qu'au petit matin de ce jour-là, « ils nous ont emmenés dans la salle de cinéma de la brigade 40, où le major Mu'in Nasif nous attendait pour nous faire un *briefing* » : car ce major est le propre gendre de Rifaat el-Assad⁹.

Le 27 juin 1980 à Palmyre, les tueurs sont donc alaouites et les assassinés sont sunnites : on tue des Frères musulmans ou prétendus tels, c'est-à-dire des affidés de la société fondée en Égypte en 1928 par Hassan el-Banna¹⁰, qui s'était toujours voulue la branche militante la plus extrémiste du sunnisme. Mais la dimension communautaire de cette violence effroyable n'est pas exclusivement religieuse. Minorité traditionnellement assez pauvre et peu éduquée¹¹, les Alaouites en Syrie étaient ainsi concentrés dans la montagne du nord-ouest du pays, le long du littoral – la montagne qui, dans tout l'espace méditerranéen, est un lieu de refuge classique pour les populations

5. Voyez Nadine Mouchy, *France, Syrie et Liban 1918-1946. Les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas, Institut français du Proche-Orient, 2002.

6. Voyez Michel Seurat, *Syrie. L'État de Barbarie*, Le Seuil, 1989; Pierre Guingamp, *Hafez el Assad et le Parti Baath en Syrie*, L'Harmattan, 1996.

7. Voyez la notice *ad hoc* sur la version en langue anglaise de *Wikipedia*, « Defense Companies (Syria) », consultée le 19 sept. 2017.

8. Voyez Alain Chemali, « La prison de Palmyre, un enfer pour les opposants au régime Assad », *Géopolis*, mis en ligne le 22 mai 2015, consulté le 19 sept. 2017, et M. Khalifé, *La Coquille...*, *op. cit.*, p. 65-66.

9. Voyez O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans...*, *op. cit.*, p. 147.

10. Sur les Frères musulmans, voyez *ibid.*

11. Voyez Xavier Baron, *Histoire de la Syrie. 1918 à nos jours*, Tallandier, 2014 [2013], chap. 16 : « Le triangle du pouvoir », p. 153-159.

marginales¹², à l'instar du djebel druze ou, au Liban, de la montagne maronite. L'horreur du 27 juin est donc aussi un effet de la haine ancestrale entre montagnards ou, plus largement, ruraux et citadins, car en Syrie, les Frères musulmans étaient à cette époque très appuyés par la bourgeoisie sunnite des villes commerçantes, hostile par fondation au socialisme revendiqué par le Baas. Elle le détestait d'autant plus que, représentant 70 % de la population, les sunnites avaient considéré que le coup d'État qui avait valu le pouvoir aux baassistes en Syrie le 8 mars 1963 avait eu pour principale conséquence de les en dépouiller eux-mêmes au bénéfice d'une coalition de minorités confessionnelles, dont la phraséologie marxiste ne servait que de paravent à leur commune hostilité au mahoméanisme. De fait, dès avril 1964, confronté à un mouvement de contestation à Hama, le régime, encore dirigé par Amin el Hafez, y avait fait bombarder la mosquée el-Sultan¹³; mais la prise du pouvoir par Hafez el-Assad en novembre 1970, puis son élection à la présidence de la République en mars 1971 avaient paru – si possible – plus inadmissibles encore aux opposants sunnites dans la mesure où, pour la première fois, le poste de chef de l'État n'était dès lors plus occupé par un de leurs coreligionnaires. De là une agitation croissante, qui avait tourné à la guerre civile en 1979-1980. Le 15 juin 1979, en particulier, les Frères musulmans s'étaient attaqués à l'école d'artillerie d'Alep, qui comptait comme par hasard la bagatelle de deux cent soixante Alaouites sur ses trois cent vingt élèves-officiers; ils en avaient assassiné quatre-vingt-trois, avant de s'en prendre, le 26 juin 1980, au président Assad lui-même, qui n'échappa que de justesse, ce jour-là, à un attentat à la grenade¹⁴. Fayyâd le rappelle au commencement de son récit, pour rendre clair d'emblée que le carnage de Palmyre, le lendemain, fut conçu comme une réplique écrasante à cette dernière agression, au bout d'une montée aux extrêmes qui, on le sait depuis Clausewitz, est le risque inhérent à toute guerre¹⁵. Une dynamique est ici à l'œuvre, qui rappelle celle qui, au cours de la Révolution

12. Sur la montagne dans le monde méditerranéen, voyez Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, partie I : « La part du milieu », chap. 1 : « Les péninsules : montagnes, plateaux, plaines », section 1, « Tout d'abord les montagnes », Armand Colin, 1982 [1966], tome I, p. 22-47.

13. Voyez O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans...*, op. cit., p. 132.

14. Voyez *ibid.*, p. 125-146; sur le massacre des élèves alaouites de l'école d'artillerie d'Alep, voyez X. Baron, *Histoire de la Syrie...*, op. cit, p. 195-196.

15. Voyez Carl von Clausewitz, *De la Guerre*, partie I, livre 1 : « La nature de la guerre », chapitre 1 : « Qu'est-ce que la guerre ? », section : « Usage illimité de la force », Minuit, 1992 [1955], p. 52-53.

française, aboutit dans la panique aux massacres de Septembre¹⁶ : faute de pouvoir atteindre les vrais moteurs du parti adverse, on va chercher dans les prisons, où pourtant ils ne peuvent plus être coupables de rien depuis leur incarcération, des détenus réputés solidaires de l'ennemi, et on les égorge.

La dimension communautaire de l'insensibilité dont témoigne le récit de Fayyâd est donc indéniable mais, pour peu qu'on y ait l'oreille le moins du monde exercée, on ne peut pas, pour autant, ne pas percevoir aussi, dans la marée d'horreurs qui, le 27 juin 1980, vint battre les murs de la prison de Palmyre, comme le ressac d'une autre histoire. Il s'est en effet à l'évidence déployée là toute une technique génocidaire très au point, en particulier dans le formatage des assassins. Fayyâd était né en 1960; en 1980, il a vingt ans. C'était donc toujours un jeune homme, éminemment malléable, et il commence par déclarer que la tuerie de Tadmor fut sa première mission au sein des Brigades de Défense. L'un des objectifs essentiels de sa participation au carnage est donc, au fond, pédagogique : elle va avoir pour lui valeur d'initiation. Elle vise, entre autres, à l'engager irrémédiablement envers les chefs qui la lui auront demandée. Or la méthode fonctionne bien, comme en font preuve, sept mois plus tard, non seulement la manière dont Fayyâd reprend à son compte, pour désigner les massacrés, les termes de « salauds de Frères musulmans », employés au petit matin de ce jour d'épouvante par le major Mu'în Nasîf, ou son impassibilité dans sa relation des événements, mais encore, sa collaboration à la tentative avortée d'assassinat du Premier ministre jordanien.

Résultat impressionnant qui, en sus du choc initial, a aussi été rendu possible grâce à l'action d'une hiérarchie articulée et présente. Fayyâd mentionne un major (et quel major, puisqu'il est lié à la famille présidentielle); le commandant Ali Dib, « un Alaouite de Lattaquié », chef de la brigade 38, qui co-participe au massacre; et les deux lieutenants Munîr Darwish et Ra'îf Abdallah : le moins qu'on puisse dire est que la troupe n'a pas été livrée à elle-même. D'autant que ce commandement impressionnant met la main à la pâte, comme en font foi, après la commission des faits, les pourpres ablutions du lieutenant Ra'îf Abdallah, et ne ménage pas sa sollicitude envers les hommes engagés. À Palmyre, le travail des tueurs avait été endeuillé par la mort de l'un d'entre eux : il semble que, perdus pour perdus, quelques-uns des massacrés se soient jetés sur leurs tueurs et aient réussi à retourner leurs armes contre eux¹⁷. Or

16. Voyez François Bluche, *Septembre 1792. Logiques d'un massacre*, Laffont, 1986.

17. Voyez M. Khalîfê, *La Coquille...*, op. cit., p. 66.

à la fin du carnage, raconte Fayyâd, « on est remontés dans les hélicoptères... À Mezzé, le major Mu'în Nasîf nous a accueillis. Il nous a remerciés pour notre effort et il nous a présenté ses condoléances pour la mort de notre camarade. Puis il nous a dit de retourner à notre travail. Ce qu'on a fait ».

L'encadrement ne prêche donc pas seulement d'exemple, mais mobilise aussi toute une propagande pour fournir à ses sbires une justification aux actes qu'on leur demande. Au début de sa déposition, Fayyâd relate ainsi, lors du *briefing* qui a précédé le départ de Mezzé pour Palmyre :

[Le major Mu'în Nasîf] nous a expliqué que ces salauds de Frères musulmans assassinaient les gens du peuple, sans faire de quartier entre le musulman alaouite, le musulman sunnite ou le chrétien; que la veille, ils avaient tenté d'assassiner le président, et que pour cette raison, nous allions attaquer la prison de Palmyre, où il s'en trouvait un grand nombre.

Voilà quelques lignes qui en disent très long, et d'abord sur le profil personnel de Fayyâd, qu'on devine rempli de respect, du fond de sa culture rudimentaire de grand garçon de village, pour les explications que le major veut bien lui donner, et tout à fait réceptif aux incitations à laisser monter en lui la haine de classe auxquelles se livre clairement Mu'în Nasîf, lorsqu'il insinue que les Frères musulmans s'en prennent indistinctement aux gens du peuple. Grand classique, la violence à commettre est donc présentée aux exécutants présomptifs comme réactionnelle – ce sont les Frères qui l'ont initiée –, tandis que le raid sur la prison est qualifié d'*attaque* : il s'agit dès lors d'une opération honorable, pas d'un carnage, et la preuve que le message passe est que, lorsque Fayyâd en arrive à son essai de dénombrement des morts, aussitôt après avoir évalué celui des Frères musulmans à quelque cinq cent cinquante, il ajoute que « du côté des Brigades de Défense », il y a eu « un mort et deux blessés ». Donc ça s'est fait à la loyale.

Et c'est la même mise en condition psychologique des tueurs qui est à l'œuvre, évidemment, dans l'usage systématique de la surprise, qu'on repère d'un bout à l'autre de l'opération. Il n'en était en effet nul besoin pour venir à bout des victimes désignées : désarmées et emprisonnées au fin fond d'un désert, elles n'avaient de toute façon aucune chance de s'en sortir, dès lors que décision avait été prise de leur régler leur compte. Or c'est « à l'aube du 27, à trois heures du matin », que les officiers font tirer du lit leurs subordonnés; on les emmène tout de suite dans la salle de cinéma de la brigade – ce qui dit au passage quelque chose du luxe au moins relatif qu'on tâchait de leur procurer – et quatre heures plus tard, ils ont chacun une quinzaine

de morts sur la conscience, après un trajet en hélicoptère dont la modernité avait sans doute eu aussi pour fonction d'impressionner ces gars de la terre – pour Fayyâd, ça a pu être son baptême de l'air – mais dont la rapidité a peut-être servi d'abord à les faire passer à l'acte sans trop leur laisser le temps de se reconnaître. Du grand art, incontestablement.

Certainement on peut expliquer pour une part le raffinement de cette technique par la tradition moyen-orientale. Dès l'Antiquité, le Croissant fertile avait été l'une des terres où s'étaient élaborés le despotisme hydraulique et ses techniques de terreur totale¹⁸, il lui en est toujours resté quelque chose. Plus récemment, ces mêmes régions avaient été le théâtre, au cours de la première guerre mondiale, du génocide des Arméniens et des Chaldéens par les Turcs; il y avait encore eu là des leçons à prendre¹⁹. Toutefois d'autres enseignements étaient venus d'Occident. En Irak, c'est-à-dire à deux pas, les Britanniques avaient eu recours à l'aviation pour écraser la révolte populaire au début de leur occupation²⁰, comme aussi pour pilonner les tenants de Rachid Ali, en 1941²¹; or il semble bien qu'une autre partie des prisonniers de Palmyre aient été regroupés à côté de la geôle sous prétexte de libération, puis massacrés directement à partir des hélicoptères²². En Syrie proprement dite, la France n'avait pas été beaucoup plus tendre dans l'administration de son mandat que la Grande-Bretagne dans celle du sien sur l'Irak²³; on lui devait du reste la construction même de la prison de Tadmor, initialement à l'usage de caserne²⁴. Qui dira d'ailleurs dans quelle mesure les méthodes de lutte contre la subversion qu'elle avait mises au point pendant la guerre d'Algérie, jusques et y compris dans l'usage systématique de l'héliportage des paras, ont pu donner des idées ensuite, comme elles l'ont fait pour tant d'autres pouvoirs du monde,

18. Voyez Karl Wittfogel, *Le despotisme oriental. Étude comparative du pouvoir total*, Minuit, 1964 [1957], chapitre V : « Terreur totale, soumission totale, solitude totale », p. 170-197.

19. Voyez Raymond Kévorkian, *Le génocide des Arméniens*, Odile Jacob, 2006; David Gaunt, *Massacres, Resistance, Protectors: Muslim-Christian Relations in Eastern Anatolia during World War I*, Piscataway (New Jersey), Gorgias Press, 2006; Annette Becker, Hamit Bozarslan, Vincent Duclerc *et al.* (dir.), *Le génocide des Arméniens. Un siècle de recherche 1915-2015*, Armand Colin, 2015.

20. Voyez Jafna L. Cox, « A Splendid Training Ground: The Importance to the Royal Air Force of its Role in Iraq 1919-1920 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 1985, vol. 13, p. 157-184.

21. Voyez le récit de Winston Churchill, *Mémoires de Guerre 1941-1945*, Tallandier, 2013 [1959; trad. de l'anglais par François Kersaudy], tome II, chapitre v, p. 85-90; Charles Saint-Prot, *Histoire de l'Irak de Sumer à Saddam Hussein*, Ellipses, 1999, p. 150.

22. Voyez A. Chemali, « La prison de Palmyre... », art. cit.

23. Voyez X. Baron, *Histoire de la Syrie...*, *op. cit.*, chapitre 10, « Le bombardement de Damas » (en 1925), p. 91-96 et « Le nouveau bombardement de Damas » (en 1945), p. 123-124.

24. Voyez A. Chemali, « La prison de Palmyre... », art. cit.

à ses anciens sujets syriens²⁵ ? Il y allait symboliquement pour ceux-ci du retournement à leur avantage de l'une des techniques de combat les plus sophistiquées de l'ancien colonisateur occidental. Peut-être d'ailleurs la culture militaro-médiatique américaine a-t-elle elle aussi pu inspirer à cet égard, au moins de manière subliminale, les concepteurs de l'opération de Tadmor, car l'année précédente était sorti *Apocalypse Now*. Mais ces apports occidentaux ne sont nullement exclusifs d'une influence soviétique, vu que les Russes avaient joué un rôle majeur dans l'entraînement des Brigades de Défense²⁶. Il serait bien étonnant qu'ils n'en aient pas profité pour partager un peu de leur impressionnante expérience en la matière²⁷, d'autant qu'ils pouvaient se recommander de toute une tradition de massacres dans les prisons : quand les troupes allemandes étaient entrées en URSS à l'été 1941, elles avaient ainsi souvent trouvé les geôles de la police politique remplies des cadavres des prisonniers que le NKVD avait tout juste eu le temps d'y abattre, mais pas d'en évacuer²⁸.

Tout cela est bien possible, mais il est un autre élément constitutif de la méthode mise en œuvre à Palmyre qui me saute aux yeux aujourd'hui, et c'est, bien sûr, sa dimension nazie. *Bien sûr* : en fait, je ne suis pas certain que j'y aurais été sensible sans un conseil de lecture à moi donné par Annette Becker. J'ai acheté et lu le livre d'Olivier Carré et de Gérard Michaud à Paris à l'hiver 1984, et je ne l'ai rouvert depuis lors qu'à Brest, à l'automne 2016. Or si, cette seconde fois, la griffe nazie de l'épisode m'a immédiatement frappé, alors qu'elle m'avait totalement échappé en 1984, c'est parce qu'entre-temps, à l'époque où nous étions collègues à Lille, au début des années 1990, Annette

25. Sur le rôle des hélicoptères dans la guerre d'Algérie, voyez Henri Le Mire, *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1982, p. 45-53 ; Frédéric Bos, « Les détachements d'intervention hélicoptérés dans la guerre irrégulière », *Stratégique*, 2009/1, n° 93 à 96, p. 445-459 ; sur le site de l'ECPAD (agence d'images de la Défense), la vidéo « Les hélicoptères en Algérie », 1957/SCA118. Sur la doctrine française de lutte contre la subversion et son influence internationale, voyez Paul Villatoux et Marie-Catherine Dubreil-Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif »*. *Guerre et action psychologique en France (1945-1960)*, Les Indes savantes, 2005 ; Catherine Dubreil-Villatoux, « Les militaires français et la menace de subversion (1945-1960) » in François Cochet et Olivier Dard (dir.), *Subversion, Anti-subversion, Contre-Subversion*, Riveneuve, 2009, p. 63-77 ; Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort. L'école française*, La Découverte, 2004.

26. Voyez la notice *ad hoc* sur la version en langue anglaise de Wikipedia, « Defense Companies (Syria) », consultée le 19 sept. 2017.

27. Voyez Merle Fainsod, *Smolensk à l'Heure de Staline*, Fayard, 1967 [1957 ; trad. de l'anglais par Gisèle Bernier] ; Alexandre Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag*, Seuil, trois volumes, 1974-1976 [1973 ; trad. du russe par Geneviève Johannet] ; Timothy Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Gallimard, 2012 [2010 ; trad. de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat].

28. Voyez Christopher R. Browning, *Les origines de la Solution finale*, Les Belles Lettres, 2007 [2004], p. 281 ; Edouard Husson, *Heydrich et la solution finale*, Perrin, 2008, p. 157-158 ; T. Snyder, *Terres de sang...*, *op. cit.*, chapitre VI, p. 310.

m'a incité à lire l'un des meilleurs, et donc, l'un des pires ouvrages qu'ait jamais suscités l'histoire du nazisme, *Des hommes ordinaires* de Christopher Browning, sur le rôle du 101^e bataillon de réserve de la police allemande dans la Solution finale en Pologne²⁹. Les maîtres d'œuvre du génocide étaient en effet confrontés dans l'emploi de ces hommes à un problème assez comparable à celui que dut aussi résoudre à Palmyre, au moins pour une part, le commandement syrien : comment obtenir, de subordonnés qui n'avaient jamais été confrontés à des tâches aussi épouvantables que l'extermination entière d'une population désarmée et captive, ni n'avaient été recrutés spécialement pour cela, qu'ils acceptassent d'y procéder ? Browning et, malgré les nombreux désaccords qui opposent ces deux savants, également Daniel Goldhagen, ont établi qu'une des techniques les plus raffinées qu'aient employées les donneurs d'ordres pour parvenir à leur fin a été de laisser leurs hommes, avant l'action, explicitement libres d'y prendre part ou non³⁰. Les bénéfices de cette faculté, particulièrement inattendue en temps de guerre, étaient multiples : elle témoignait aux yeux de la troupe de la sollicitude de ses chefs envers elle, et donc contribuait à l'attacher davantage à eux ; elle permettait d'éliminer les éléments qui auraient pu flancher au cœur de l'action, sans les soumettre à une tension qui, subie au milieu du carnage, aurait pu rendre leur attitude contagieuse³¹ ; enfin elle engageait qui ne l'avait pas mise à profit infiniment plus loin dans le processus exterminateur que n'aurait fait la simple obéissance à un ordre reçu, puisque dès lors, il devenait un tueur pour ainsi dire sur la base du volontariat. Quant à ceux qui usèrent de la possibilité liminaire que leurs chefs leur laissaient de ne pas tremper dans le massacre, ils ne furent jamais qu'une infime minorité³² : par déférence envers l'autorité, par honte de paraître caner devant les camarades ou peur de se faire repérer comme un adversaire potentiel du régime – par incompréhension butée, aussi, de ce que la participation à l'opération allait vrai-

29. Voyez C. R. Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Tallandier, 2007 [1992 ; trad. de l'anglais par Elie Barnavi].

30. Voyez *ibid.*, chapitre VII, « Initiation au massacre en masse : la tuerie de Josefow », p. 105-124 et 107 ; Daniel Jonah Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Seuil, 1998 [1996 ; trad. de l'anglais par Pierre Martin], chapitre 7 : « Le 101^e bataillon de police : les actes des hommes », en particulier p. 297-299, chapitre 8 : « Le 101^e bataillon de police : peser les motivations des hommes », en particulier p. 343-346, chapitre 9 : « Les bataillons de police : vie, meurtres, motivations », en particulier p. 377-381, et la note 31 de la p. 378 sur une circulaire de Himmler qui aurait autorisé les demandes d'exemption.

31. Voyez Jean-Pierre Dupuy, *La Panique*, Les Empêcheurs de penser en rond, 2003.

32. Une douzaine sur cinq cents, dans le cas du massacre de Jozefow, étudié par C. Browning, *Des hommes ordinaires...*, *op. cit.*, p. 125.

ment signifier –, l'acceptation fut quasi unanime³³. Or que précise Fayyâd, juste après le résumé qu'il donne du *briefing* matinal du major Mu'în Nasif ?

Il a demandé qui ne voulait pas participer à l'opération, mais personne n'a levé la main. Alors il nous a dit de monter dans les camions, et nous sommes partis pour l'aéroport de Mezzé.

Toutefois ce rapprochement ne résolvait un problème que pour en poser un autre, car comment comprendre alors qu'une influence nazie ait pu s'exercer aussi précisément sur un épisode tellement éloigné du III^e Reich dans le temps comme dans l'espace ? J'étais encore plongé dans la perplexité où m'avait précipité cette interrogation, quand sur ces entrefaites, j'ai dû me rendre à la gare de Brest pour aller à Nantes. Comme, avant de monter dans le train, je jetais un œil sur les titres de la presse dans le kiosque à journaux de la gare, mon regard a été subitement attiré par une manchette de la livraison de XXI pour l'hiver 2017 : « Exclusif : le nazi de Damas. Une enquête exceptionnelle. Des témoignages inédits³⁴. » Il s'agissait d'un des principaux collaborateurs d'Adolf Eichmann, Alois Brunner. Il avait joué un rôle de premier plan dans l'extermination des communautés juives de Vienne, de Berlin, de Thessalonique, de France, de Slovaquie³⁵ ; après la guerre, il s'était caché en Allemagne, mais il avait gagné l'Égypte en 1953, avant de s'installer en Syrie l'année suivante, et d'y mettre ensuite ses talents au service du régime baassiste : il y avait tout particulièrement contribué, à partir du début des années Assad, à la formation des chefs des *moukhabarat*. Il est mort à Damas, on ne sait trop si dans son lit ou dans un cachot, car le service des dictateurs ne va pas sans certains aléas, soit en 2001, soit en 2010.

Était-ce précisément lui qui avait servi de vecteur à cette tradition génocidaire jusqu'à Palmyre, était-ce un autre représentant de l'exil nazi en Syrie³⁶ ? En tout cas il n'était pas besoin de chercher beaucoup plus loin – sauf peut-être pour relever encore que Fayyâd était prénommé Isa Ibrahim : si bien qu'en cette heure de ténèbres, pour que la désolation soit absolument totale, son consentement à cette horreur a profané, non seulement le souvenir d'Abraham, mais encore, le saint nom de Jésus. ■

33. Voyez *ibid.*, chapitre VIII, « Réflexions sur un massacre », p. 125-133.

34. Hedi Aouidj, Mathieu Palain, « Le nazi de Damas. Enquête sur Alois Brunner », XXI, n° 37, hiver 2017, p. 137-151.

35. Voyez l'entrée à son nom dans Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988 [1985 ; trad. de l'anglais par Marie-France de Paloméra et André Charpentier], *ad indicem*, et dans David Cesarani, *Adolf Eichmann*, Tallandier, 2010 [2004 ; trad. de l'anglais par Olivier Ruchet], *ad indicem*.

36. Voyez le documentaire de Géraldine Schwartz, *Exil nazi : la promesse de l'Orient*, Artline Films, 2014.

HÉLÈNE DUMAS ET ANOUCHE KUNTH

BÉTAIL ET FAMILLE. DEUX SÉQUENCES RWANDAISES POUR PENSER LES GÉNOCIDES

La dernière pierre de ce texte fut posée à Kigali en septembre 2018, au cours d'un séjour d'étude qui a mené, une fois encore, Annette Becker auprès de rescapés du génocide des Tutsi du Rwanda, en notre compagnie. Ces rencontres approfondissaient celles qui, deux ans plus tôt, avaient conduit Annette à déclarer publiquement que le Rwanda était en train de changer sa vie.

Dans la cohue de nos souvenirs, nous avons choisi de privilégier deux séquences où l'image d'Annette se réverbère avec netteté. Que le lecteur ne s'offusque pas du caractère décousu de ces récits, passant des vaches à des histoires de grands-mères. Ce procédé nous a semblé fidèle, en fait, à la manière dont se construit notre savoir au cours de ces terrains rwandais : dans le choc constamment renouvelé que produisent sur nous les rencontres avec les survivants, les visites des lieux de massacre et la conscience de leur redoutable équivalence avec les lieux de vie ; dans la perception que nous avons de l'ombre rapprochée des anciens tueurs et du bruissement persistant de la mort sur les collines. Brinquebalés le long des pistes, nous tentons de réfléchir à plusieurs voix au sens de ce que nous voyons, entendons, entra-percevons. Cet effort d'intelligibilité passe le plus souvent par la confrontation avec les notes de nos précédents voyages, et bien sûr, par la comparaison avec les autres génocides.

« Bétail et famille », deux séquences tirées de nos carnets de recherche au Rwanda : la première, confiée à Hélène Dumas, met en regard le destin des vaches et des hommes durant le génocide des Tutsi du Rwanda, commis d'avril à juillet 1994 ; la seconde, traitée par Anouche Kunth, jette un pont vers une autre rive, pour avancer sur les pas des rescapés arméniens au lendemain du génocide de 1915-1916. Écrites à quatre mains, ces séquences

ont en commun de considérer les coups portés à l'ordinaire de la vie, avec la conviction d'y trouver matière à éclairer le fait génocidaire, à le surprendre dans son obstination à détruire sa cible en la totalité de ses fondements anthropologiques, matériels et affectifs.

Des lambeaux de cuir : massacre du bétail, massacre des Tutsi pendant le génocide (séquence 1, avril 2014)

Les voyages d'Annette au Rwanda se donnent à voir comme autant de déambulations photographiques. Une photographie, indéchiffrable au premier regard, incarne l'épilogue provisoire d'une histoire de la survie quand celle-ci se vit dans le quotidien des collines, cernée par les tueurs. Cette histoire, c'est celle de Joséphine, de ses vaches plus exactement, dont les destins sont mêlés. Des vaches assassinées, « coupées » comme le furent les victimes entre avril et juillet 1994. La fragilité gracile des animaux et des hommes interroge le temps long du génocide, un temps subjectif qui déborde de toute part les frontières chronologiques. Le cliché pris par Annette et qui sert de point de départ à cette réflexion représente des lanières de cuir, véritables reliques conservées avec soin par Joséphine. Vestiges d'un animal aimé et disparu tout autant que preuves de la violence des voisins, ces lambeaux renvoient au sort de ces animaux dans le passé du génocide comme dans le présent de la survie.

À plusieurs reprises au Rwanda, les pas d'Annette ont croisé ceux des vaches et de leur souvenir nostalgique quand celles-ci avaient été tuées *comme* leurs propriétaires tutsi. En ce jour d'avril 2014, la lumière vespérale enrobe gracieusement les collines de Nyanza, l'ancienne capitale royale. Là, dans les phares des voitures, se détachent d'imposantes silhouettes, celle des vaches *inyambo* aux immenses cornes déployées. Impressionnantes, choyées et parées comme des fiancées, apprivoisées par la poésie des bergers, elles sont aujourd'hui des animaux animant de modestes parades dans le décor artificiel d'un palais royal reconstitué voilà dix ans. Ces *inyambo* désormais présentées aux touristes appartenaient à d'importants troupeaux, ceux des rois et des nobles des temps anciens. Les vaches nourrissent la fascination des anthropologues européens pour un système politique et social fondé sur la circulation du bétail. Ce n'est pas le lieu ici de revenir sur les discussions surannées ayant agité le savoir colonial, missionnaire et anthropologique,



au cœur duquel le prestige et la beauté des animaux venaient apporter la preuve de la supériorité raciale de leurs propriétaires. Notons simplement que la riche et délicate poésie pastorale, les puissantes armées bovines et les multiples pratiques d'interdits liées à la pratique pastorale disent la centralité de la place accordée à l'animal dans les régions où la monarchie imprima sa marque du fer de sa lance¹. Mais en 1994, les grands espaces de pâturage, les *ibikingi*, ont cédé leurs droits face à un réaménagement profond du paysage entamé dans les années 1930 par l'administration coloniale belge². Les collines nues des photographies du début du xx^e siècle³ furent progressivement ombragées par les eucalyptus plantés massivement pour servir les besoins en bois de chauffe, par les caféiers et par les bananiers. Lutte contre l'érosion, cultures de rente et recherche de l'autosuffisance alimentaire transformèrent

1. Alexis Kagame, *L'histoire des armées-bovines dans l'ancien Rwanda*, IRSAC, 1960.

2. Emmanuel Viret, « Les habits de la foule. Techniques de gouvernement, clientèles sociales et violence au Rwanda rural (1963-1994) », thèse de sciences politiques, sld de Jacques Sémelin, Sciences Po, 2011, p. 109-117.

3. Je remercie Pierre Galinier qui a bien voulu me montrer sa collection de photos anciennes du Rwanda, en particulier la « collection Joseph Dardenne » des années 1920.

en profondeur le paysage. La part de l'espace dévolu au pâturage s'est considérablement réduite.

En 1994, rares sont les *inyambo* à peupler les troupeaux et la majorité des familles – Hutu comme Tutsi – vivent de l'exploitation conjointe du bétail et de la terre. Si le prestige social, politique et économique de la vache s'est abîmé dans les bouleversements de l'histoire rwandaise depuis les années 1950, l'attachement affectif porté à l'animal ne s'est nullement érodé. Les familles savent le prix de la possession de l'animal : producteur de lait et pourvoyeur de fumier pour les cultures. Loin de leur place ordinaire dans l'économie domestique, la vache des temps anciens, celles des parades royales ressurgissent dans la propagande raciste faisant des *inyambo* la figure métonymique du Tutsi conquérant, assoiffé de pouvoir et animé d'un désir de revanche contre le « peuple majoritaire », c'est-à-dire les Hutu. Instrument d'un pouvoir honni, le bétail est présenté comme une arme d'asservissement millénaire comme le martèle le journal extrémiste *Kangura* dans un article de mars 1993 :

L'histoire du Rwanda nous montre clairement qu'un Tutsi est demeuré identique à lui-même, qu'il n'a jamais changé. La malice, la méchanceté sont celles que nous connaissons dans l'histoire de notre pays. Lorsque les Tutsi étaient encore au trône, ils gouvernaient par deux choses : les femmes et les vaches. Ces deux choses ont régné sur les Hutu pendant 400 ans. Lorsque les Tutsi furent renversés par la révolution du peuple en 1959, ils n'ont plus jamais dormi. Ils ont tout fait pour restaurer la monarchie en utilisant leurs femmes *bizungerezi* et l'argent qui semble avoir remplacé la vache. Comme on sait, la vache était dans le temps un signe de richesse⁴.

Les Tutsi sont assimilés à leurs vaches avant d'être tués comme elles. Impossible de comprendre l'abattage systématique des animaux, leur dévoration ni même les orgies de viande pendant le génocide sans garder présent à l'esprit cet arrière-fond idéologique. De la même manière que les viols répondaient à une logique d'extermination fondée sur les fantasmagories raciales de la femme Tutsi – dont l'extrait cité rend également compte –, le dépeçage du bétail renvoie à l'utopie meurtrière visant à effacer pour toujours toute trace du prétendu asservissement tutsi. À ce titre, le sort des bovidés intègre pleinement la logique génocidaire.

4. *Kangura*, n° 40, mars 1993, p. 17-18, « Un cancrelat ne peut donner naissance à un papillon », cité in Jean-Pierre Chrétien (dir.), *Rwanda, les médias du génocide*, Karthala, 1995, p. 155-156. Le terme *ikizungerezi* (*ibizungerezi* au pluriel) signifie « une femme qui fait perdre la tête ». On aura donc remarqué les qualités d'enjôleuse et de femme de petite vertu attribuées aux femmes Tutsi par la propagande.

Si on examine à présent les pratiques meurtrières à l'œuvre sur les collines rwandaises entre avril et juillet 1994, la dimension idéologique du massacre des animaux apparaît frappante. D'abord dans le vocabulaire mobilisé par les survivants qui renvoie au lexique de la boucherie pour décrire indistinctement l'assassinat en masse des hommes et du bétail. Cette description commune de la gestuelle et des lieux apparaît de manière particulièrement explicite dans le récit de cette petite fille alors âgée de huit ans :

Alors j'ai rencontré ces *interahamwe* qui conduisaient cette femme comme du bétail et celui que j'ai pu reconnaître, c'est un garçon qui s'appelait M.; il était un mauvais méchant (*umugome mubi*) et il faisait très peur. Ils avaient coupé cette femme et la peau de son visage était arrachée et pendait. Ils l'avaient beaucoup et sévèrement coupée. Ils l'ont amenée à l'endroit où on grillait la viande, chez P., à G. Avant le génocide, on y grillait la viande de chèvre mais pendant le génocide on appelait cet endroit l'abattoir des Tutsi (*ibagiro ry'abatutsi*). À mon avis, je confirme que c'était véritablement l'abattoir des Tutsi; c'était là qu'ils se partageaient les vaches des Tutsi. Et ils grillaient les cœurs des Tutsi parce qu'ils disaient qu'ils trouvaient les cœurs des Tutsi délicieux⁵.

La communauté tragique de destin entre les Tutsi et leurs vaches se trouve encore accentuée par les pratiques anthropophagiques rapportées par la fillette. Parallèlement, plusieurs témoignages mentionnent le refus opposé par les victimes quand une personne secourable leur présente un plat garni de viande. Manger sa vache « coupée » avec la même machette que ses parents et ses voisins apparaît comme un acte d'anthropophagie insupportable aux yeux des jeunes survivants⁶. L'effondrement de la frontière entre homme et animal dans les pratiques de mises à mort est si radical qu'il marque pour longtemps la mémoire auditive des survivants. Le paysage sonore du génocide ne saurait se peindre sans le bruit des vaches abattues dont les hurlements de douleur les unissent au sort des pourchassés. Ainsi un jeune berger est-il particulièrement attentif à décrire ce qu'il advient de ses animaux si familiers – et aimés : « Les vaches poussaient des cris de douleur (*ziboroga*) parce qu'ils étaient en train de leur couper les tendons⁷. » Non seulement les vaches hurlent leur souffrance comme les victimes – le verbe *kuboroga* s'emploie essentiellement pour les êtres humains – mais elles subissent les mêmes atteintes corporelles.

5. Archives de la Commission nationale de lutte contre le génocide (ACNLG), Kigali, récit C8WUA (née en 1986).

6. Voir Élise Rida Musomandera, *Le livre d'Élise*, Les Belles Lettres, 2014, p. 28-29.

7. ACNLG, récit C82BO (né en 1981).

Que la transgression représentée par l'abattage systématique du bétail soit plus intensément ressentie par des victimes appartenant à des communautés marquées par la culture pastorale n'est guère surprenant. Il est cependant certaines régions du pays où cette culture pastorale fut mobilisée dans la défense contre les tueurs. À Bisesero, dans ce massif semi-montagneux perché sur la crête Congo-Nil, les Tutsi persécutés organisèrent une résistance farouche et déterminée. Du 9 avril au 13 mai, les Tutsi rassemblés dans ces collines firent face à de multiples attaques (*ibitero*) composées pour l'essentiel de civils armés de machette et de gourdins. Policiers communaux, miliciens *interahamwe* et gendarmes gravissaient quant à eux les pentes de Bisesero armés de fusils. Les assauts meurtriers se succèdent chaque jour. Organisés par « le vieux » Birara instruit des violences anti-Tutsi des années 1960, les jeunes hommes opposent une résistance tenace sur la crête de la colline de Muyira. Quinze ans après, deux survivants décrivent l'organisation de leur défense acharnée :

On avait des bâtons, des lances et des machettes et des pierres. On avait des vieux comme Birara qui nous encourageaient et qui nous disaient qu'il ne faut pas mourir comme des chiens : mourir comme un chien c'est attendre l'ennemi pour qu'il vienne te tuer. On se battait la journée et alors on pouvait voir l'attaque. Mais nous, comme jeunes, le fils de Birara qui s'appelait Zigira, comme moi et Damascène on avançait sur l'ennemi, on les voyait et on allait les contraindre à ne pas entrer là où on se cachait. Mais les derniers jours ils sont venus avec les fusils et certains ont été tués et ceux qui restaient parmi nous, nous sommes retournés dans la forêt. On attaquait en groupe et on repliait en groupe c'est ce qui était notre force⁸.

La stratégie décrite ici ne dit rien de l'arme privilégiée par les hommes de Bisesero pour repousser les tueurs. Comme pour préserver un secret jalousement gardé, les survivants commencent par éluder mes questions sur les modalités concrètes de leur protection. Puis ils me parlent des bâtons de différentes formes employés pour défendre les troupeaux et dont ils connaissent intimement le maniement. Ils l'ont appris depuis l'enfance où ils s'exerçaient au jeu *kunyanbanwa*, propre aux jeunes bergers. Projetant l'anatomie animale sur le corps humain, ils savent où frapper pour tuer sur le coup : à la veine jugulaire ou à l'aorte.

Est-ce que c'était une arme que vous maniez très bien ?

Festo H. : Oui c'est ce qui nous semblait facile, normalement on avait peur de la machette, mais frapper au bâton c'était facile [rires].

8. Entretien avec Festo H. et Damascène N. à Bisesero le 9 juin 2010.

Damascène N. : C'est pas facile à raconter mais c'est vrai qu'on ne voulait pas voir le sang, le bâton tu meurs directement et il n'y a pas de sang, le sang coule vers l'intérieur.

Tu meurs sur-le-champ ?

Damascène N. : Oh vite, à la seconde.

Et il fallait taper où ?

Festo H. : Les côtes il faut viser le cœur. Le bâton c'est une arme extraordinaire, on va te montrer... ou bien tu peux viser les épaules.

Pourquoi les épaules ?

Festo H. : C'est là où passe la veine pour le cœur. Ils avaient fait beaucoup d'exercice physique, le sang affluait⁹.

Lorsqu'Annette s'est rendue à Bisesero, elle a rencontré Damascène et Festo. Ils acceptèrent une démonstration du jeu *kunyanbanwa*, à la condition toutefois qu'un « Blanc » se mesure à leur adresse : Stéphane Audoin-Rouzeau s'est essayé au combat, sans prendre le dessus sur son adversaire. Mais du mystère des gestes accomplis pendant du génocide, ils ne dirent rien au groupe ce jour-là. Ils s'y refusèrent avec une pudeur méfiante. Le génocide des Tutsi a rendu ces pasteurs orphelins de leurs troupeaux. Les bergers amputés de leurs vaches conservent pourtant vivant l'héritage légué par leurs animaux et la culture qui y leur est attachée : les poèmes pastoraux – *amazina y'inka* – concluent inmanquablement la rencontre avec les rescapés de Bisesero.

Le souvenir de la vache nourricière a pu se réincarner dans un nouvel animal quand le gouvernement ou les associations ont procédé à des dons en faveur des rescapés les plus vulnérables sur le plan économique. C'est cette première vache, se tenant dans une modeste étable de bois tout près de la maison croulante de Joséphine, que je vis lorsque je fis sa connaissance. Deux ans plus tard, l'étable était vide : la vache était morte des suites des blessures infligées à la machette par des voisins hostiles¹⁰. Du destin tragique de l'animal je reçus un autre écho alors même que j'apprenais le départ de Joséphine de sa colline pour Kigali : en avril 2017 s'ouvrait sur mon téléphone la photo d'une vache à l'encolure profondément entaillée. À deux pas de chez moi dans le quartier de Kicukiro une femme rescapée venait de se faire attaquer peu de temps avant la commémoration du génocide.

9. *Ibid.*

10. Stéphane Audoin-Rouzeau a fait le récit du sort tragique des vaches de Joséphine dans *Une initiation. Rwanda (1994-2016)*, Seuil, 2017, p. 81-83.

Refaire famille après la destruction des siens (séquence 2, mai 2016)

Le Rwanda a fait d'Annette Becker la grand-mère de quatre jeunes femmes, quatre sœurs issues d'un couple de rescapés du génocide perpétré à l'encontre des Tutsi en 1994. Grand-mère choisie, conviée à prendre place dans la filiation réarrangée d'une famille anéantie. L'événement est survenu discrètement, en marge d'une cérémonie privée organisée le 3 mai 2016 dans l'ouest du pays, sur la colline de Mushubati où nous nous trouvions en présence de ces jeunes femmes, et à l'invitation de leur mère¹¹. Notre petite assemblée accompagnait le « retour à la vie¹² » de la maison familiale saccagée. En ces lieux et en « ce temps-là¹³ », la grand-mère des filles avait été brûlée vive.

Reprendre place à Mushubati était bien sûr affaire de maçonnerie, de peinture, de circuits électriques, une histoire de reconstruction en dur, avec pose de toiture pour redresser la tête et s'acquitter d'une promesse¹⁴. Le retour des survivants ne va pas de soi après un génocide, ni pour les intéressés, seuls et dépourvus de moyens financiers¹⁵, ni pour leurs voisins qui, s'étant commis à divers degrés dans le crime, ne s'attendent pas à les voir revenir. À deux reprises les murs de Mushubati ont été relevés après 1994, pour être détruits autant de fois par les hommes de main du conseiller de secteur, opposé à ce projet de réappropriation¹⁶. Puis entre 2014 et 2016, les murs furent re-

-
11. Ce « nous » désigne un groupe composé de six chercheurs : Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Hélène Dumas, Anouche Kunth, Annaïg Lefeuvre et Henry Rousso. Ce groupe s'est rendu au Rwanda en mai 2016, pour participer à la cérémonie d'inauguration de la maison familiale d'Émilienne Mukansoro dans le village de Mushubati, maison relevée de ses ruines vingt-deux ans après le génocide. Par cette invitation, les uns et les autres honoraient la parole qu'ils s'étaient donnée deux ans auparavant, en avril 2014, dans un contexte expliqué par S. Audoin-Rouzeau dans *Une initiation...*, *op. cit.*, p. 127-146.
 12. Le nom qu'Émilienne Mukansoro a donné à la cérémonie (en kinyarwanda *Gusubiza ubuzima ku gicumbi*) peut se traduire en français par « redonner vie à l'enceinte familiale ». Transcription intégrale du faire-part dans S. Audoin-Rouzeau, *Une initiation...*, *op. cit.*, p. 147-148.
 13. Traduction du kinyarwanda *icyo gihe*, expression dont Hélène Dumas a analysé la fonction narrative dans les témoignages des rescapés (en particulier des rescapés auditionnés lors des procès *gacaca*). « Ce temps-là », explique-t-elle, marque un point de bascule, un « passage dans la *réalité* du génocide » perceptible dans la tessiture même des voix et les troubles sensoriels qui s'emparent des témoins au moment même où ils remémorent publiquement leur expérience de survie. Voir Hélène Dumas, « Juger le génocide sur les collines : une étude des procès *gacaca* au Rwanda (2006-2012) », thèse de doctorat, EHESS, 2013, p. 208.
 14. Au sujet de la promesse faite en avril 2014 devant les ruines de la maison des Mukansoro, voir note 11, *supra*.
 15. En dépit de l'existence du Fonds d'assistance aux rescapés du génocide (FARG), le statut de victime n'ouvre pas au versement d'indemnités pour la perte des biens matériels.
 16. S. Audoin-Rouzeau, *Une initiation...*, *op. cit.*, p. 138-139.

levés pour la troisième fois. La vie revenait dans l'enceinte familiale, mais elle demeurait fragile, suspendue aux regards du voisinage¹⁷.

Pour reprendre place en ces murs, il a fallu mêler le souvenir des morts à l'épais mortier, travailler la matière grise¹⁸ du deuil jusqu'à réussir la prise et disposer enfin d'un liant, propre à unir les réalités du présent aux êtres disparus. Les quatre filles de la maison savent la part de bricolage que comporte une telle entreprise. Leur désir d'adopter une grand-mère participe de ces ingéniosités salutaires, déployées ici pour calfeutrer les béances d'un lignage troué¹⁹. En écoutant Annette nous raconter comment l'Histoire venait subitement de la requérir, j'ai reconnu sur la colline de Mushubati cette expérience de réinvention des liens familiaux que mes travaux s'efforcent d'interroger depuis une autre dévastation : celle qui s'est produite dans l'Empire ottoman en 1915-1916 à l'encontre des Arméniens.

Le désir d'étudier le génocide des Arméniens depuis ces réarrangements familiaux m'est venu d'un effet de surprise, puis de sa répétition lorsque, parcourant des liasses d'archives administratives²⁰, d'infimes commentaires ont régulièrement attiré mon attention sur des alliances interpersonnelles liées à des pratiques de survivance. Ces annotations, griffonnées dans les marges d'un document d'état civil ou portées à la rubrique « observations », signalaient les recompositions rendues nécessaires par la mort des siens dans la mort de masse; elles esquissaient des configurations de deuil, dans lesquelles des individus s'étaient rapprochés, unis, adoptés et avaient migré ensemble vers la France.

17. Notre séjour à Mushubati en septembre 2018 nous a confrontés, une fois de plus, à la question des hostilités manifestées à l'encontre des rescapés revenus sur leur colline. Émilienne nous a ainsi fait part d'une menace qu'un enfant de neuf ans lui a récemment adressée, alors qu'elle se trouvait dans son jardin. La teneur en était qu'Émilienne et sa famille n'avaient rien à faire en ces lieux et que tôt ou tard, ils reviendraient détruire sa maison. Une évocation des relations complexes entre rescapés et habitants des collines est évoquée par Annick Kayitesi-Jozan, *Même Dieu ne veut pas s'en mêler*, Seuil, 2017, p. 132 sq. Mes remerciements à Florent Piton de m'avoir signalé ce texte.

18. Le gris est la couleur du deuil au Rwanda.

19. L'acte des filles répond en outre à une conception élargie de la famille, qui prévaut plus généralement au Rwanda et mériterait un examen anthropologique approfondi; telle n'est pas la préoccupation de cet article.

20. Il s'agit, en l'espèce, des archives des offices de réfugiés arméniens, en activité de 1928 à 1952. Ce fonds, conservé depuis 1952 à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), Fontenay-sous-Bois, sous la cote OA, se compose de quinze boîtes comprenant au total 10 256 documents, essentiellement des certificats tenant lieu d'état civil pour les réfugiés apatrides. Fonds numérisé, consultable via un « portail » dédié, voir <https://archives.ofpra.gouv.fr/users/login> (dernier accès 30 sept. 2019).

Mannig M., née dans l'extrême-ouest de l'Asie mineure en juin 1915, tandis que commençait les déportations en masse de la population civile arménienne, est âgée de vingt-quatre ans en 1939. À cette date, son certificat d'identité établit qu'elle réside à Marseille, dotée du statut de réfugié. Le document mentionne également les noms et prénoms de ses père et mère, ce qui ne va pas de soi quand, séparés trop jeunes de leurs parents durant le génocide, les enfants devenus orphelins ne se souviennent plus de rien. Les archives ont gardé trace de cette perte fondamentale, exprimée au minimum par des points de suspension en face des mentions « nom du père » et/ou « nom de la mère²¹ ». Il arrive tout de même, et fort heureusement pour l'historien, que les problèmes d'identification causés par une telle déchirure soient davantage explicités, au-delà du signe typographique. De ce point de vue, une source constitue un matériau de grande valeur : il s'agit des registres d'admission de la maison d'accueil que dirigeait à Alep la Danoise Karen Jeppe, chargée par la Société des Nations de porter secours aux rescapés arméniens ; essentiellement des femmes et des enfants, retrouvés, repris ou rachetés aux musulmans qui les détenaient, quand ils ne s'étaient pas enfuis par leurs propres moyens.

À son arrivée dans l'établissement aleppin, chaque individu faisait l'objet d'une fiche de renseignements, synthétisant les données personnelles et biographiques qu'il parvenait à se remémorer. Or il n'est pas rare que l'emplacement dévolu à l'identité des parents soit laissé vide, avant que ne soit sommairement rappelée la raison d'un tel manque : « during the exile he was so small that he does not know anything of the past²² » ; ce constat concerne un certain Hovhannès, incapable de remonter le fil des souvenirs au-delà des années vécues chez les Bédouins, où l'avaient mené les aléas de la déportation. Même déliaison pour le jeune Mousa, âgé de treize ans lorsqu'il fut retrouvé en 1926 dans un campement tribal de Mésopotamie. Sur sa fiche, son histoire tient en moins de dix lignes : un Bédouin, mu d'un sentiment de pitié pour l'enfant de vingt-quatre mois qu'il était alors en 1915, l'avait ramassé sur la route de Meskene où convergeaient nombre de déportés²³.

21. Pour une analyse de la valeur heuristique des pointillés dans les papiers des réfugiés/rescapés arméniens, voir Anouche Kunth, « Archive administrative et vies intimes : des intensités de papier » in Corinne Alexandre-Garner et Alexandra Galitzine-Loumpet (dir.), *L'objet de la migration, le sujet en exil*, PU de Nanterre, 2020.

22. Archives de la Société des Nations (ASDN), C1603, I, n° 1 173.

23. ASDN, C1602, V, n° 1 037.

La lecture des registres nous apprend encore que Karen Jeppe et son équipe prenaient la liberté d'attribuer un nouveau prénom aux orphelins, quand leur prénom de naissance s'était effacé de leur mémoire pour avoir été islamisé durant le génocide. Ainsi, en 1927, un « Mustafa » de quinze ans devient « Archag », selon la tradition arménienne²⁴. Plus radical encore, le cas de deux garçons arrivés ensemble en 1926 sans même pouvoir décliner, pour se présenter, de prénom musulman : pendant une dizaine d'années, leur maître s'est adressé à eux en les appelant seulement « Arméniens » ou *giavours* (infidèles)²⁵. Ils n'en savent pas davantage sur eux-mêmes, et reçoivent chacun de Karen Jeppe un prénom. Dans la maison d'Alep comme sur la colline de Mushubati, la reconstruction des appartenances admet une triste variété de bricolages, touchant chaque fois à l'identité profonde de la personne.

Revenons au cas de Mannig M. En les nommant, l'état civil de la jeune femme donne à ses parents l'effet d'une présence qui, cependant, se brise quelques lignes plus loin, sur ces mots jetés au bas du certificat : « CN. 11323 de M. Seringulian dont elle est l'enfant adoptive. » Ceci, comme en aparté. Cette mention manuscrite, en effet, ne revêt aucun caractère officiel, puisqu'elle figure seulement sur le doublon du certificat, le brouillon pour ainsi dire²⁶. Il n'en faut pas plus pour troubler les régularités apparentes de l'ordre familial. Or nous n'aurions rien su des fractures survenues dans la vie de Mannig, qui a manifestement perdu ses parents dans son plus jeune âge, à la seule lecture de son état civil. Rien, sans cet ultime ajout que l'agent en charge de l'identification des réfugiés arméniens a jugé utile d'apporter, pour faciliter son propre repérage au sein de la communauté de Marseille.

Si l'adoption n'est pas autrement formalisée dans un certificat destiné à l'administration française, alors que la nouvelle législation nationale aurait pu le permettre²⁷, la question se pose de savoir ce qu'elle recouvrait alors, au sein des familles arméniennes. L'impression qui domine, à ce stade de mes

24. ASDN, C1603, II, n° 1 315.

25. ASDN, C1603, I, n° 1 103 et 1 104.

26. En effet, le fonds conservé à l'Ofpra contient principalement les doublons, sur papier-pelure, des certificats remis aux réfugiés à des fins administratives. L'analyse se fonde donc sur ces doublons et les particularités scripturaires qu'ils contiennent. La présence fortuite de certificats originaux permet de constater les différences entre ces derniers et les doublons, plus riches de micro-commentaires.

27. De nouvelles lois françaises sur l'adoption furent promulguées à l'issue de la première guerre mondiale, en 1923 puis en 1939, autorisant l'adoption par un couple d'un enfant pour former ensemble une famille (et non plus seulement pour désigner l'héritier d'un couple sans descendance). Sur la procédure de « légitimation adoptive » alors mise en œuvre, et sa mention dans l'acte de naissance de l'enfant adopté, voir Agnès Fine, « Regard anthropologique et historique sur l'adoption. Des sociétés lointaines aux formes contemporaines », *Informations sociales*, 2008/2, n° 146, p. 8-19.

recherches²⁸, est celle d'un empirisme adoptif, fait de gestes de sauvetage, de compassion, de loyauté envers ses proches ou des membres de la communauté villageoise²⁹. La littérature de témoignage a consigné ces pratiques, qui s'enracinent dans « ce temps-là » des déportations, et interrogent également l'épaisseur temporelle de l'après-génocide, que les liens se pérennisent ou qu'ils se reconfigurent.

Ces gens que la survie a conduits à partager un toit, à repousser ensemble la solitude où les laissait la disparition de leurs proches, étaient le plus souvent apparentés. Il est significatif qu'une institution de secours comme la maison d'accueil de Karen Jeppe se soit affairée à remettre en lien toute personne retrouvée avec un membre de sa famille, fût-il à l'autre bout du monde. Ce patient travail de repérage fut parfois mené en vain. Assez rapidement cependant, quelques balises sur une cartographie familiale disloquée par les événements récents parvenaient à être posées : « un frère en Grèce », « parents [i.e. relatives] à Beyrouth », « sœur à Alep », « grand-mère à Alexandrette ». En outre, la présence d'un père ou d'un oncle aux États-Unis atteste de migrations antérieures au déclenchement de la première guerre mondiale, mais provoquées, déjà, par les violences commises à grande échelle contre la population arménienne de l'Empire ottoman. Des massacres ont en effet ensanglanté les provinces orientales à la fin du XIX^e siècle, causant la mort d'environ 300 000 civils arméniens et provoquant des départs massifs, vers la Russie voisine en premier lieu; les plus aventureux se sont embarqués pour l'Amérique, dont les frontières étaient encore ouvertes à l'immigration. La guerre terminée, certains d'entre eux arpentent le Proche-Orient en quête d'informations sur le sort de leurs proches, de visages familiers; à distance, des avis de recherche sont adressés, des dollars envoyés, des démarches entreprises pour faire venir un orphelin malgré les restrictions imposées par la nouvelle législation américaine sur l'entrée des étrangers dans le pays.

La parentèle fournit donc le cadre des recompositions, voulu par les individus eux-mêmes ou par les institutions chargées d'accompagner le retour à la paix dans l'ancien empire en veillant aux enjeux démographiques. Ces réunifications familiales, quand elles adviennent, ne vont pas toujours sans causer

28. Ces nouvelles recherches demeurent à un stade liminaire. Les fonds des églises arméniennes, en particulier, n'ont pas encore été examinés; ils pourraient révéler d'intéressants éléments sur des formes de régularisation, par l'instance religieuse, des pratiques adoptives – ceci dit à titre d'hypothèse.

29. Voir Vahé Tachjian, « Femmes et orphelins à l'origine de la reconstruction d'une nation. L'œuvre et ses paradoxes » in Raymond Kévorkian, Lévon Nordiguian et Vahé Tachjian (dir.), *Les Arméniens 1917-1939. La quête d'un refuge*, RMN, 2007, p. 57-81.

de nouvelles déchirures. Les registres de la maison d'Alep laissent entendre que la restitution des personnes détenues à (ce qu'il reste de) leur famille, si elle fut vécue comme une libération, a pu aussi signifier un arrachement, en particulier pour des enfants subitement placés auprès d'ascendants dont ils n'avaient aucun souvenir; des ascendants eux-mêmes victimes du génocide, déplacés, rescapés, réfugiés, et parfois trop démunis pour avoir charge d'âmes. Leur situation matérielle pouvait ainsi les conduire à placer l'enfant que l'on venait de leur remettre. De tels choix n'ont pas épargné les mères, quand celles-ci ne se sentaient plus – du moins provisoirement – les capacités morales et physiques d'accomplir leur rôle maternel³⁰. Enfin, les registres font état de départs brusques, sinon de fugues impliquant de jeunes garçons hostiles à leur nouvel environnement – celui de la maison d'accueil, celui de la ville –, hostiles encore à l'insertion prescrite dans une communauté arménienne supposée leur. Aussi faisaient-ils le chemin inverse, jusqu'au foyer musulman d'où ils venaient³¹. À leur manière, ces séparations réitérées disent l'intensité de la cassure infligée à la cellule familiale, dont elles prolongent la fin.

L'adoption d'Annette Becker par ses petites-filles nous invite à considérer plus avant les formes d'alliances qui découlent d'affinités électives. Les registres consultés ne cessent de le constater : on ne peut forcer la réalité quand celle-ci s'obstine à ne pas ramener de parents. « Seuls au monde », de jeunes adultes s'installent « avec des amis³² », ou encore « des gens de même origine [villageoise]³³ », en attendant de fonder un foyer, avec un(e) autre rescapé(e) dans la plupart des cas. Pris à l'expérience arménienne, ces menus faits d'archives n'en font pas moins songer aux « ménages d'enfants sans parents³⁴ » qui se sont formés au Rwanda après le génocide des Tutsi. Chez les Arméniens, ils entrent en résonance avec les récits véhiculés par la mémoire orale, mettant en scène les curieux assemblages qui s'étaient formés sur les ruines des familles. Je tiens l'un de ces récits de ma grand-mère arménienne.

30. Les registres de l'établissement d'accueil dirigé par Karen Jeppe signalent de tels placements (voir par exemple ASDN, C1602, IV, n°972, 973 et 974), dont on peut aussi se faire une idée en recoupant des archives administratives liées à des affaires ultérieures de réunion de famille dans les années 1920 et 1930.

31. Voir par exemple ASDN, C1602, V, n° 1 088.

32. ASDN, C1603, IV, n° 1 707.

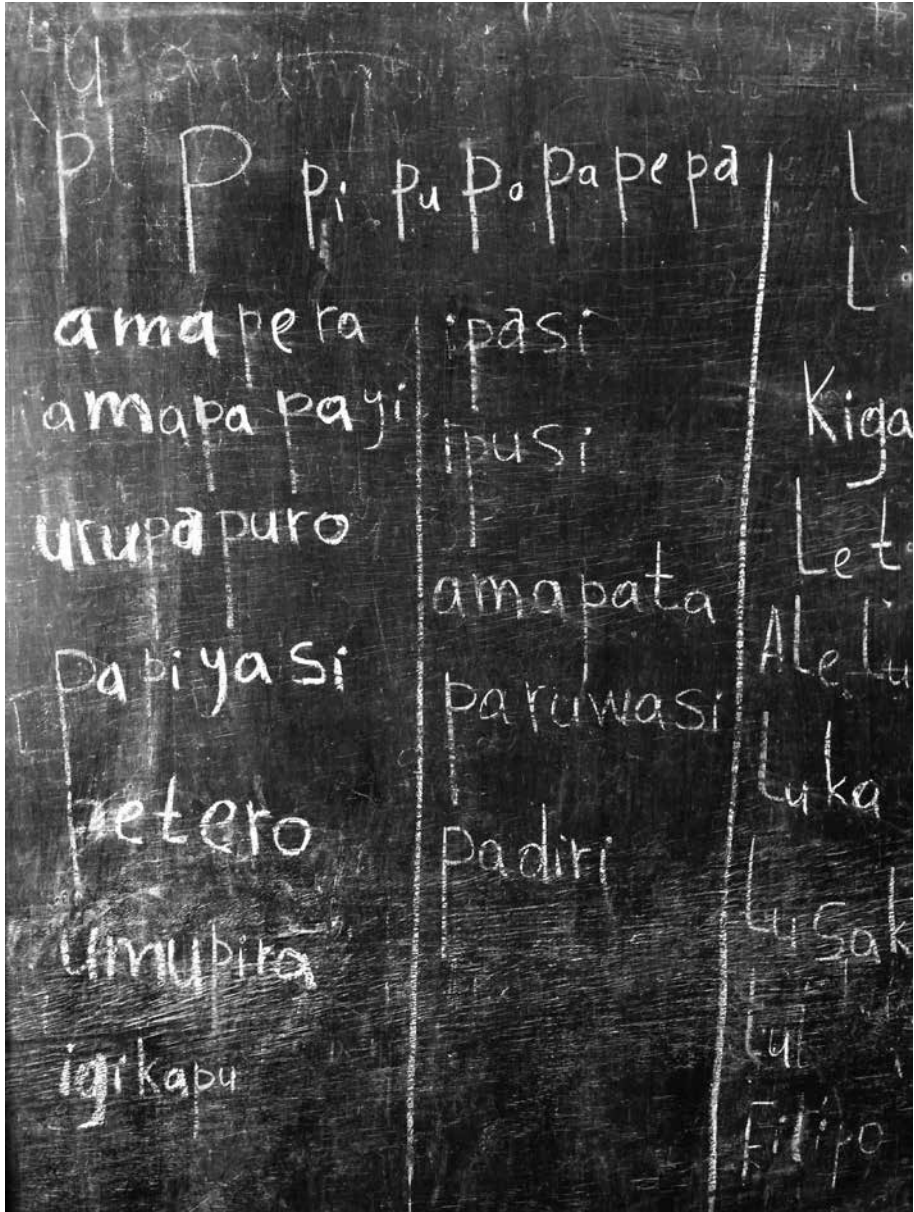
33. ASDN, C1603, IV, n° 1 766.

34. Claudine Uwera Kanyamanza et Jean-Luc Brackelaire, « Ménages d'enfants sans parents au Rwanda », *Cahiers de psychologie clinique*, 2001/2, n° 37, p. 9-46.

Voici que dans un modeste hôtel du quartier de Belsunce, à Marseille, rue Francis-de-Pressensé, un groupe de célibataires embauchés comme journaliers au port de la Joliette partagent un dortoir (une grande chambre). Or dans l'esprit de ma grand-mère, qui avait vécu en ces lieux enfant, ces jeunes hommes formaient davantage qu'une chambrée, sans quoi elle n'aurait pas même songé à en parler. Orphelins, ils composaient à ses yeux un genre de famille. Une fratrie à géométrie variable, qui s'ouvrait volontiers à elle, ma grand-mère alors fillette – gamine dépourvue de père (assassiné au Mexique) et bientôt de mère (emportée par la tuberculose à Marseille). Elle trouvait des marques d'affection auprès de ces gars, enclins à rapporter des docks ce qui s'écoulait des sacs – quelques poignées d'amandes.

J'ai reçu de ma grand-mère ce fragment d'histoire sans songer qu'il me serait donné un jour d'en sonder les réalités humaines, d'en déplier les strates d'origami enfantin pour voir apparaître les grandes lignes d'un projet de recherche, destiné à observer l'événement-génocide depuis les devenir individuels et familiaux. Sur les photos de la cérémonie du 3 mai, à Mushubati, Émilienne est entourée de « ses enfants ». Parmi eux, une dizaine de fils, qu'elle n'a pas mis au monde. Ils ont fait le déplacement sur la colline pour accueillir avec elle le « retour à la vie » dans la maison familiale. Les rescapés, me disais-je en leur compagnie, avancent désormais en équilibre sur la trame des liens nouveaux qu'ils ont jetés par-dessus l'abîme des liens détruits. Il nous faut prendre le temps de décrire ces configurations, pour tenter d'identifier à travers leurs vertigineuses discontinuités les derniers points d'adhérence entre présent et passé.

La demande que les quatre sœurs ont portée à Annette relève de ces forces contraires. Dans la pleine conscience de ce qui est irrévocablement perdu, leur désir de prendre une professeur des universités comme grand-mère permet aux filles de raviver le passé de la famille, en lui restant fidèle. Elles offrent ainsi à leur grand-père, instituteur assassiné en 1994, une épouse posthume, puissante dans le domaine du savoir. La mémoire du grand-père fut relevée au cours de cet échange de vœux, prononcé dans un moment qui n'appartient qu'à elles, juste devant l'école primaire de Mushubati. ■



▲ Dans la classe où enseignait le père d'Émilienne Mukansoro, école primaire de Mushubati, Rwanda, septembre 2018.

LAURENT DORNEL

LETTRE À ANNETTE BECKER

Mon passe-temps favori, c'est laisser passer le temps, avoir du temps, prendre du temps, perdre son temps, vivre à contretemps¹.
Françoise Sagan

Très chère Annette,

Lorsque tes anciens étudiants m'ont sollicité pour que je contribue au présent volume, j'ai d'abord cherché à me défilier, avec persistance, comptant sur une hypothétique inertie. J'ai avancé bien évidemment les raisons habituelles, « trop de travail », « des publications en retard », mais qui n'ont guère convaincu les jeunes pousses que tu as formées : tout universitaire qui se respecte est nécessairement et structurellement *débordé* et, tel le Lapin blanc d'Alice, « en retard, toujours en retard ». Patients, tes dignes épigones m'ont plusieurs fois accordé un délai supplémentaire. Mais cela n'a fait que conforter une vieille tendance à la procrastination dont on sait, depuis le beau petit livre de John Perry, qu'elle peut devenir un art de vivre ; je m'y applique d'ailleurs avec une forme de fatalité joyeuse. Certes, j'aurais pu opposer des arguments plus recevables : d'abord, celui de l'absence de toute filiation intellectuelle puisque, d'une part, je n'ai pas le privilège d'avoir été l'un de tes nombreux thésards (cela m'eût peut-être évité une entrée bien tardive dans le monde enchanté de l'université française...) et, d'autre part, ma formation d'historien me conduirait plutôt à une critique perplexe du concept de *culture de guerre*. J'aurais pu aussi dire ma réticence à l'égard des textes de circonstances qui peinent bien souvent à éviter l'hagiographie convenue voire l'hommage posthume, quand ils ne sont pas pour leurs auteurs l'occasion d'essayer de briller au détriment du récipiendaire...

1. Françoise Sagan, *Je ne renie rien. Entretiens 1954-1992*, Stock, 2014.

C'était au milieu des années 1990, peut-être l'été finissait-il. Nous attendions tous deux plus ou moins patiemment que vienne notre tour pour nous réinscrire au prêt de la bibliothèque de la Sorbonne. Tu devais travailler aux *Oubliés de la Grande Guerre*; je venais tout juste – et à grand-peine – d'achever mon article sur les usages du racialisme pendant la Grande Guerre. Pour une raison dont je ne me souviens pas, nous avons commencé à discuter. Tu t'es d'emblée montrée intéressée, enthousiaste, insistant pour que je t'envoie ce papier qui n'était en réalité qu'une digression de plus dans la préparation de ma thèse (j'avais déjà entamé ma carrière de procrastinateur). Et puis vingt ans ont passé. Ayant trouvé un sujet d'habilitation – et donc un nouveau motif de procrastination – j'ai repris contact avec toi il y a quelques années (on n'en dira pas le nombre). J'ai retrouvé le même enthousiasme et un précieux soutien : un mot rageur aux organisateurs d'un colloque au cours duquel j'eus d'ailleurs le plaisir de faire la connaissance de ton père (« oh, ma fille Annette, elle est toujours par monts et par vaux! »), une lettre flatteuse pour appuyer une demande de délégation, des encouragements toujours réitérés, une question un peu courroucée sur la présence d'untel dans un comité scientifique, sans oublier les sushis de Foujita.

« La recherche est une longue marche », m'as-tu un jour écrit fort justement. Une déambulation lente et patiente, faite de détours, de rencontres, de choix contraints, d'espoirs et de désillusions, qui nous pousse à chercher dans le chaos passé et au milieu des fantômes un peu d'intelligibilité. Dans cette quête si difficile et parfois vaine, il y a quelques éclaireurs dont l'enthousiasme généreux est précieux. Puisses-tu continuer longtemps encore à tracer des voies! ■



LES AUTEURS

Maartje Abbenhuis

Professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Auckland Waipapa Taumata Rau en Nouvelle Zélande. Parmi ses publications récentes, *An Age of Neutrals: Great Power Politics 1815-1914* (Cambridge, 2014), *The Hague Conferences in International Politics 1898-1915* (Bloomsbury, 2018) et avec Ismee Tames, *Global War, Global Catastrophe: Neutrals, Belligerents and the Transformation of the First World War* (Bloomsbury, 2021).

Stéphane Audoin-Rouzeau

Directeur d'études à l'EHESS et spécialiste de la Grande Guerre, il est président du Centre International de recherche de l'Historial de la Grande Guerre (Péronne-Somme). Il a notamment publié, avec Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Gallimard, 2001. Ses intérêts le portent aussi vers la question de la violence de guerre contemporaine de manière plus générale. Ses recherches l'ont conduit également à aborder la question du génocide des Tutsi rwandais.

Kingsley Baird

Artiste graphique, écrivain et professeur des beaux-arts à l'université de Massey, Nouvelle-Zélande. Son œuvre et ses écrits examinent la mémoire, la mémorialisation et la commémoration, principalement dans le contexte de la guerre, de la culture, de l'identité nationale, de la mythologie et des lieux et ce, en créant des objets de mémoire, via de nouveaux médiums conceptuels, esthétiques et matériels.

Nicolas Beaupré

Professeur en histoire contemporaine à l'Enssib et au Centre Gabriel Naudé (Villeurbanne, Lyon), spécialiste d'histoire culturelle de la Grande Guerre en France en Allemagne, il a publié récemment *La Première Guerre mondiale (1912-1923)*, CNRS éd, 2020.

Fabrice Bouthillon

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bretagne occidentale, à Brest. Parmi ses ouvrages, *La naissance de la mardité* (Strasbourg, PU, 2002), et *L'impossible université* (Brest, Dialogues, 2017). Il s'intéresse à l'histoire des totalitarismes.

Marine Branland

Docteure en histoire de l'art (HAR, Université de Nanterre), spécialiste des pratiques artistiques pendant la Grande Guerre, elle enseigne actuellement à l'Eesab (site de Lorient). Parmi ses dernières contributions, un article sur les cartes postales bilingues français-anglais pendant la Grande Guerre (dans Bertrand Tillier (dir.), *Cartes postales illustrées en guerre (1914-1918)*, CNRS éd., 2021) et l'iconographie du livre *Armistice* (Gallimard, 2018).

Andrea Brazzoduro

Marie Sklodowska-Curie Global Fellow à l'Université de Venise Ca' Foscari et chercheur invité à la Maison Française d'Oxford. Ses recherches portent sur la guerre d'indépendance algérienne et ses mémoires, et plus en général sur la décolonisation et les « Global 1960s ».

Pierre Buraglio

Peintre. Il expose dans le monde entier. Parmi ses dernières expositions, « BasVoltage/1960-2019 » au musée d'Art moderne et contemporain de Saint-Étienne et, en 2020, « Septet », exposition de groupe à la galerie Ceysson & Bénétière (Paris). Il est également professeur honoraire de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts de Paris.

Bruno Cabanes

Professeur, titulaire de la Chaire Donald et Mary Dunn d'histoire de la guerre à Ohio State University. Membre du comité directeur de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, il est spécialiste de l'histoire culturelle de la Grande Guerre et de la sortie de guerre. Auteur de plusieurs ouvrages, notamment *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)* (Seuil, 2004), *The Great War and the Origins of Humanitarianism (1918-1924)* (Cambridge UP, 2014), *Août 14. La France entre en guerre* (Gallimard, 2014) et *Fragments de violence. La guerre en objets, de 1914 à nos jours* (Seuil, 2020).

Matteo Caponi

Chercheur en histoire du christianisme et des églises à l'Université de Gênes (Italie), Marie Skłodowska-Curie Actions Fellow (Università di Genova/ Fordham University, New York) et membre du Centra (Center for the History of Racism and Anti-Racism in Modern Italy). Parmi ses publications plus récentes, *Una Chiesa in guerra. Sacrificio e mobilitazione nella diocesi di Firenze 1911-1928* (Rome, Viella, 2018) et (dir.) *Santi patroni: politica, religione, identità nell'Europa del secondo Novecento* (dossier de *Rivista di Storia del Cristianesimo*, 2017).

Sébastien Carney

Membre du Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC, EA 4451) et maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Bretagne occidentale à Brest. Il est spécialisé dans l'étude du nationalisme, notamment en Bretagne, de l'instrumentalisation de l'histoire, et de la recomposition identitaire en sortie de guerre. Il a notamment publié *Breiz Atao ! Mordrel, Delaporte, Lainé, Fouéré : une mystique nationale (1901-1948)*, PUR, 2015, et a également dirigé *Comment devient-on Jean-Pierre Calloc'h ? et 1917-1919 : Brest ville américaine ?*, CRBC, 2018.

Ken Daimaru

Maître de conférences en histoire et civilisation japonaises à l'université de Paris. Il est l'auteur de « Entre blessures de guerre et guerre des blessures : la «balle humanitaire» en débat en Europe et au Japon, 1890-1905 » (*Mouvement social*, 2016) et de « Préserver la santé des masses. Expertises médicales et naissance de l'armée impériale japonaise, 1853-1894 » (*Histoire, médecine et santé*, 2020). Ses recherches actuelles portent sur les enjeux de la santé publique japonaise et la gestion des frontières.

Octave Debary

Anthropologue, professeur à l'université de Paris et directeur du Centre d'anthropologie culturelle du CANTHEL (SHS Sorbonne). Il a notamment codirigé avec Annette Becker *Montrer les violences extrêmes*, Créaphis, 2012.

Juliette Denis

Professeure agrégée d'histoire-géographique, docteure en histoire, spécialiste du stalinisme et de la seconde guerre mondiale.

Laurent Dornel

Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Pau et des Pays de l'Adour. Ses recherches portent sur l'histoire de la xénophobie en France au XIX^e siècle ainsi que sur les travailleurs coloniaux pendant la Grande Guerre. Il a notamment publié *Les Chinois dans la Grande Guerre. Des bras au service de la France* (avec Céline Regnard, Les Indes savantes, 2018) et dirigé, avec Stéphane Le Bras, *Les Fronts intérieurs européens. L'arrière en guerre (1914-1920)*, PUR, 2018).

Hélène Dumas

Historienne, chargée de recherche au CNRS et rattachée au Cespra (EHESS), ses travaux sont consacrés à l'histoire du génocide des Tutsi rwandais de 1994. Après une recherche centrée sur l'analyse micro-locale des mécanismes d'investissement dans la violence reposant sur l'étude des procès *gacaca*, elle s'intéresse désormais à l'histoire au long cours des victimes et des survivants du génocide, en amont comme en aval de la rupture de 1994. À partir d'un corpus de récits de jeunes rescapés, se dessinent avec précision les contours d'un étau meurtrier incarné par une série d'acteurs investis dans l'exécution du génocide à toutes les échelles du pouvoir d'État comme à celles des voisinages. Elle a publié *Sans ciel ni terre. Paroles orphelines du génocide des Tutsi (1994-2006)*, La Découverte, « À la source », 2020 et *Le génocide au village. Le massacre des Tutsi au Rwanda*, Seuil, 2014.

Paul Emmanuel

Artiste contemporain, vit et travaille à Johannesburg, en Afrique du Sud. Dernière exposition *Substance of Shadows*, université de Johannesburg, septembre 2021. En 2020, publication

d'une monographie *Paul Emmanuel*, Wits Art Museum, sous la direction du professeur Karen von Veh avec des textes d'Annette Becker, Karen von Veh et Pamela Allara.

Sarah Fishman

Professeur d'histoire à l'université de Houston, membre du comité scientifique du RHEI, ses recherches portent sur les femmes, la jeunesse et le genre et la famille pendant et après la seconde guerre mondiale. Elle a publié récemment *From Vichy to the Sex Revolution: Gender and Family Life in Postwar France*. Son travail actuel porte sur les courriéristes du cœur Marcelle Ségala et Marcelle Auclair.

Caroline Fontaine

Directrice du centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre, Péronne (Somme).

Dominique Fouchard

Docteure en histoire et professeure au lycée Hélène Boucher à Paris, sa thèse portait sur les retours à l'intime après la guerre de 1914. Elle poursuit, par le truchement de la fiction, l'exploration de ces thématiques des retours de guerre à hauteur d'hommes, de femmes et d'enfants.

Raelene Frances

Professeur d'histoire et doyenne du Collège des arts et des sciences sociales de l'Université nationale australienne. Elle est historienne du genre et du travail et des femmes et de la guerre.

Nicolas Ginsburger

Docteur en histoire contemporaine, chercheur associé à l'équipe EHGO de l'UMR Géographie-cités (CNRS, Paris). Auteur d'études sur les géographes

et géologues allemands et français pendant les première et seconde guerres mondiales, ainsi que sur l'expertise territoriale pendant les traités de paix de Grande Guerre, il a co-dirigé, avec Marie-Claire Robic et Jean-Louis Tissier, l'ouvrage collectif *Géographes français en Seconde Guerre mondiale* (Editions de la Sorbonne, 2021).

Bénédicte Grailles

Maîtresse de conférences en archivistique, docteure en histoire, membre du laboratoire Temos. Ses recherches portent sur les pratiques professionnelles et spontanées autour des archives, sur l'émergence de patrimoines archivistiques sociaux et militants et sur les usages du matériau archivistique.

Haïm Kern

Peintre, graveur et sculpteur. Né en 1930 à Leipzig, en Allemagne. Parmi ses œuvres : *Hommage à François Mauriac*, place Alphonse-Deville à Paris (1988/1990); *Ils n'ont pas choisi leur sépulture*, au Chemin des Dames (1998-2017); *Liberté*, pour le conseil départemental de l'Aisne, à Laon (2017). Il a publié *Lignes Couleurs Paroles*, éd. Cohen&Cohen, 2021 ; voir aussi : Denis Defente, *Haïm Kern*, Somogy.

Anouche Kunth

Historienne, chargée de recherche au CNRS (IRIS, EHESS). Elle est spécialiste des violences et crimes étatiques, qu'elle aborde depuis le cas arménien en se penchant plus spécifiquement sur l'après-coup du génocide de 1915. Elle prête une attention particulière aux trajectoires des rescapés, forcés à l'exil et à l'apatridie par la jeune République de Turquie qui succède en 1923 à l'Empire ottoman. Ses travaux tentent ainsi d'appréhender

l'agir humain face à l'irréparable. Elle est l'auteure, notamment, des ouvrages *Exils arméniens. Du Caucase à Paris (1920-1945)* (Belin, 2016) et *Arméniens en France, du chaos à la reconnaissance* (L'Attribut, 2010, co-écrit avec Claire Mouradian).

Jan Lambertz

Historienne, Applied Researcher au Mandel Center for Advanced Holocaust Studies, U.S. Holocaust Memorial Museum.

Jean Lebrun

Agrégé d'histoire. Producteur à France Culture puis France Inter : *La marche de l'histoire*, *Intelligence Service*. Dernier livre : *Ici Saint-Pierre-et-Miquelon, Noël 1941 ?*, Bleu Autour, 2021.

Claire Maingon

Maître de conférences en histoire de l'art contemporain à l'université de Normandie (Rouen). Ses travaux ont porté sur la Grande Guerre jusqu'en 2018. Depuis, elle consacre ses recherches à l'histoire et la culture visuelle de l'érotisme, mais aussi à la sculpture des xix^e et xx^e siècles. Fondatrice de la revue *Sculptures* en 2013, elle en assure la direction éditoriale aux côtés de Thierry Dufrêne.

Stéphane Michonneau

Professeur à l'université de Lille, il travaille actuellement sur les ruines de guerre et leur impact sur les sociétés européennes d'après-guerre, après avoir publié *Belchite, ruines-fantômes de la guerre d'Espagne* (CNRS, 2020). Il s'est surtout intéressé à l'histoire de l'Espagne contemporaine : politiques de mémoires, nationalismes, constructions des identités politiques, ainsi qu'aux relations entre histoire et littérature dans *Un récit mémorable. Essai*

d'égo-exorcisme historique (Publications de la Sorbonne, 2017).

Natacha Nisic

Artiste et cinéaste, elle explore la relation entre les images, l'interprétation, le rituel et la mémoire dans leurs implications dans le champ historique, collectif, ou individuel. Elle réalise pour Arte *La Lucarne Plutôt mourir que mourir* (2017) sur la Grande Guerre et l'historien d'art allemand Aby Warburg. Elle a reçu de nombreuses bourses et résidences, le Hans und Eva Gründig Preis (2021), la Viktor Rolff Stiftung (2021), la Villa Kujoyama à Kyoto (2016 et 2001) et la Villa Médicis à Rome (2007).

Philip Nord

Professeur émérite à Princeton University où il a enseigné de 1981 à 2021. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la France contemporaine, notamment *France 1940 : défendre la République* (Perrin, 2017) et *After the Deportation: Memory Battles in Postwar France* (univ. Cambridge, 2020).

Anne Rasmussen

Historienne, directrice d'études à l'EHESS, directrice du Centre Alexandre-Koyré, et membre du comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre, Péronne. Ses recherches relèvent de l'histoire sociale des savoirs aux xix^e et xx^e siècles. Elle travaille actuellement sur les relations entre sciences, Grande Guerre et médecine des populations.

Henry Rouso

Historien, directeur de recherche émérite au CNRS, il a consacré l'essentiel de ses recherches à l'histoire de la seconde guerre mondiale et à l'histoire de la mémoire collective, un champ scientifique

qu'il a contribué à faire émerger dans les années 1980. Parmi ses principales publications, on peut citer : *Le syndrome de Vichy* (1987), *Vichy, un passé qui ne passe pas* (avec É. Conan, 1994), *La Dernière Catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain* (2012), *Face au Passé. Essais sur la mémoire contemporaine* (2016). Il préside depuis février 2019 la mission de préfiguration du Musée-mémorial du terrorisme.

Bruce Scates

Professeur d'histoire à l'Université nationale australienne. Il est l'auteur/coauteur de plusieurs livres sur la guerre et la mémoire et a travaillé (avec Annette Becker et d'autres) sur la Cambridge History of the First World War et d'autres projets internationaux de collaboration.

Alain Soubigou

Ancien normalien et agrégé d'histoire, maître de conférences à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne où il enseigne l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, a publié une biographie de *Thomas G. Masaryk* (Fayard 2002) et de nombreux autres ouvrages. Il est professeur invité à l'université Charles à Prague et dans six autres universités centre-européennes.

Matteo Stefanori

Docteur en histoire contemporaine. Professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université San Tommaso d'Aquino (Rome). Il a publié : *Ordinaria amministrazione. Gli ebrei e la Repubblica sociale italiana*, Laterza, 2017.

Alexandre Sumpf

Maître de conférences (HDR) à la faculté des Sciences historiques de l'université

de Strasbourg. Spécialiste de la Russie de la première moitié du xxe siècle, des conflits et de la propagande, il a notamment publié *1917. La Russie et les Russes en révolutions* (Perrin, 2017) et *The Broken Years. Russia's Disabled War Veterans, 1904-1921* (Cambridge UP, 2022).

Fabien Théofilakis

Historien, maître de conférences à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, il est l'auteur de *Les Prisonniers de guerre allemands (France 1944-1949)* (Fayard, 2014) et, en codirection avec Patrice Arnaud, de *Gestapo et polices allemandes (1939-1945)* (CNRS éd., 2017).

Il achève chez Gallimard *Prisonniers de guerre français en 40* (2022) et prépare un ouvrage sur le procès Eichmann qui explore la perspective de l'accusé (Odile Jacob).

Laurence Van Ypersele

Professeure ordinaire à l'université catholique de Louvain où elle enseigne l'histoire contemporaine et la critique historique, elle est spécialiste de la Grande Guerre et de sa mémoire; ainsi que des familles en guerre au xxe siècle. Elle est également membre du Centre international de recherches de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (Somme), ainsi que de l'Académie royale de Belgique.

Isabelle Vonèche-Cardia

Docteure en histoire contemporaine et spécialiste de l'histoire du Comité international de la Croix-Rouge, elle est actuellement chercheuse à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, où elle travaille sur l'utilisation des technologies numériques dans le domaine humanitaire, social et pédagogique.

Jay Winter

Historien de la Grande Guerre. Professeur d'histoire émérite à Yale University.

LISTE DES PERSONNES AYANT SOUSCRIT AU LIVRE

Anne Aghion	Jean-Marc Guislin
Joëlle Alazard	Franziska Heimburger
Corinne Alexandre-Garner	Arnaud de Keulenaer
Claire Andrieu	François Lagrange
Nicolas Beaupré	Jan Lambertz
Laurence Becker	Emmanuel Laurentin
Sarah Becker	Olivier Loubes
Avner Ben-Amos	Patrice Marcilloux
Mathias Bernard	Marie-Anne Matard-Bonucci
Anne Bernou	Olivier Menu
Fabrice Bouthillon	Antoine Michel
Pierre Buraglio	Marc Michel
Caroline Capelle	Frédéric Monier
Myriam Chimènes	Pascale Morel
Myriam Cottias	Simon Perego
Bernard Delpal	Manon Pignot
Dominiek Dendooven	Anne Rasmussen
Annie Deperchin	Claire Reverchon
Jan Dewilde	Adeline Rispal
Jean-Dominique Durand	Tristan Rondeau
Corinne Ergasse	Thierry Spitzer
Aude Garnier	Matteo Stefanori
Anne-Marie Gassier	Jean-Michel Steg
Pierre Gaudin	Mark Tannenbaum
Bénédicte Grailles	Julia Thomaz
Frédéric Gugelot	Jean-Claude Yon

CRÉDITS DES IMAGES

ADAGP / coll. La Contemporaine (Nanterre) – cotes Or F2 544, 536 et 533 : 233 (fig. 1, 2 et 3)

ADAGP / BnF : 233 (fig. 4)

Kingsley Baird : 247, 248

Annette Becker : 469

Pierre Buraglio : 225

Coll. La Contemporaine (Nanterre) : 117, 123 (photogrammes du film *Manifestation à Iaroslavl dans les premiers jours suivant la révolution de Février*)

Coll. part. :

Arte cristiana : 283 (fig. 2 : 15 mars 1918), 295 (15 janvier 1920)

Relazioni della Reale Commissione d'inchiesta sulle violazioni del diritto delle genti commesse dal nemico, tome I, Milan-Rome, Casa editrice d'arte Bestetti & Tumminelli, 1920 : 287 (fig. 3), 291 (fig. 5, 7 et 8), 292, 293

La barbarie autrichienne contre les églises italiennes, Florence, Istituto Micrografico Italiano, s.d. [1918 ?] : 287 (fig. 4)

A.G. Longhin, *Le Chiese della mia Diocesi martorate*, Venise, Istituto Veneto di Arti Grafiche, 1919 : 291 (fig. 6)

Creative Commons : couverture

D. R. : 283 (fig. 1) (Museo dell'Ottocento, Ferrare)

Paul Emmanuel : 368, 370, 371, 372-373 (photo Carl Franser)

Pierre Gaudin / Créaphis : 1, 23, 367, 484

Haïm Kern : 28

Historial de la Grande Guerre de Péronne / Yazid Medmoun : 249, 251, 269

Anouche Kunth : 481

INA, *Les Actualités françaises* : 317, 323, 329

Natacha Nisic : 271, 272, 273

Bruce Scates : 411, 417

WikiCommons : 7-8 (Explosion de mine dans la Somme, 1^{er} juillet 1916, photo Ernest Brooks)

TABLE DES MATIÈRES

Andrea Brazzoduro, Ken Daimaru et Fabien Théofilakis – <i>Avant-propos</i>	5
Entretien avec Annette Becker par Andrea Brazzoduro, Ken Daimaru et Fabien Théofilakis – <i>Du « nomadisme intellectuel et disciplinaire » d'une historienne</i>	9
PARTIE I. D'UNE GUERRE À L'AUTRE. RENOUVELLEMENT HISTORIOGRAPHIQUE...	24
Haïm Kern – <i>Le théâtre des opérations</i>	26
Maartje Abbenhuis – <i>Les conférences internationales de La Haye, les journaux et le langage de la « civilisation » à la veille de la première guerre mondiale</i>	29
Matteo Stefanori – <i>Mémoires des « chemises rouges » : volontaires italiens en France en 1914-1915</i>	43
Nicolas Beaupré – « <i>L'Europe se meurt</i> ». <i>Europe et idée européenne dans la poésie française et allemande de la Grande Guerre</i>	59
Anne Rasmussen – <i>Les vies multiples d'un bobard de la Grande Guerre</i>	71
Jay Winter – <i>L'espace du deuil. L'histoire culturelle de la Grande Guerre : approche dialectique</i>	91
Alexandre Sumpf – <i>Re-voir la révolution russe</i>	113
Alain Soubigou – <i>Vengeance, violence et souffrance de guerre en « Pays tchèques », 1914-1918</i>	125
Laurence Van Ypersele – <i>Australiens et Belges au sortir de la Grande Guerre. Un cas d'occupation amie (décembre 1918 - mai 1919)</i>	139
Bruno Cabanes – « <i>Droit à la réparation</i> ». <i>Les enjeux d'un concept juridique dans la France de la sortie de guerre</i>	153
Sébastien Carney – <i>De la guerre des races à la race des guerriers. Nationalistes bretons et Bretons receltisés (1914-1944)</i>	169
Juliette Denis – <i>La temporalité juste</i>	185
Jan Lambertz – <i>Excursion sur le champ de bataille : les cimetières juifs allemands sous le régime nazi</i>	191
Nicolas Ginsburger – <i>Des « hommes fiers et douloureux ». Marc Bloch, Lucien Febvre et les géographes français (1940-1945)</i>	207
Stéphane Audoin-Rouzeau – <i>De la Grande Guerre au Rwanda : 30 ans avec Annette Becker</i>	220

PARTIE 2. HISTOIRE ET ART, HISTOIRE ET REPRÉSENTATIONS : LE DÉFI DES NOUVEAUX OBJETS	222
Pierre Buraglio – <i>Pour Annette</i>	224
Marine Branland – <i>Du gaz à l'acide. La grande guerre d'Ossip Zadkine</i>	227
Kingsley Baird – <i>Annette Becker et les « trous profonds » de la mémoire et de l'Histoire</i>	241
Claire Maingon – <i>Apollinaire à la tête bandée. Le poète, l'historienne et la guerre</i>	255
Caroline Fontaine – <i>La cousette de la salle 3</i>	267
Natacha Nisic – <i>Les Rencontres. Esquisse pour un roman-photo</i>	270
Matteo Caponi – <i>Bombardements et destructions d'églises en Italie pendant la Grande Guerre</i>	275
Octave Debary – <i>À propos de quelques ressemblances</i>	297
Fabien Théofilakis – <i>Commémorer le 8 Mai et le 11 Novembre dans Les Actualités Françaises (1945-1969)</i>	307
Stéphane Michonneau – <i>L'« icisme », face cachée du présentisme</i>	337
Dominique Fouchard – <i>Parce qu'Annette aime les histoires...</i>	355
PARTIE 3. L'HISTORIENNE FACE À LA MÉMOIRE EN FRANCE ET DANS LE MONDE	366
Paul Emmanuel – <i>The Lost Men France</i>	369
Sarah Fishman – <i>Quatre historiens dans une Renault</i>	375
Jean Lebrun – <i>Le petit curé face au vent. Le monument aux morts de l'île aux Marins, terre de France et vigie de Dieu</i>	379
Bénédicte Grailles – <i>Ce que la Grande Guerre fait aux archives. De la base de données des morts pour la France aux commémorations du centenaire</i>	393
Bruce Scates et Raelene Frances – <i>Dans les champs de Flandres : une promenade avec Annette Becker</i>	409
Philip Nord – <i>Le Mémorial de la France combattante</i>	423
Henry Rousso – <i>D'une guerre l'autre. Discussion à bâtons ininterrompus avec Annette Becker</i>	431

Isabelle Vonèche-Cardia – <i>Fortunes d'un témoignage : un Souvenir de Solferino dans la Revue internationale de la Croix-Rouge (1863-1963)</i>	445
Fabrice Bouthillon – <i>Palmyre 1980</i>	455
Hélène Dumas et Anouche Kunth – <i>Bétail et famille. Deux séquences rwandaises pour penser les génocides</i>	467
Laurent Dornel – <i>Lettre à Annette Becker</i>	482
Les auteurs	485
Liste des personnes ayant souscrit au livre	491
Crédits des images	492

Ouvrage publié avec le concours

du laboratoire Histoire des arts et des représentations (HAR) de l'université Paris-Nanterre,
du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS – CNRS/Université de Paris 1
Panthéon-Sorbonne),

de la Maison française d'Oxford (CNRS),

de l'Institut de recherches historiques du Septentrion (université de Lille),

du Centre de recherche sur les civilisations de l'Asie orientale (CRCAO UMR 8155 –
CNRS/Collège de France/EPHE/université de Paris),

du laboratoire Arts, civilisation et histoire de l'Europe (ARCHE – université de Strasbourg) ;

et avec la participation de

l'université d'Auckland,

l'université de Princeton University,

l'université de Houston.

Ce livre est publié dans le cadre du programme des éditions Créaphis
soutenu par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Créaphis en Charlotte et Railroad

Conception graphique et maquette : CREAPHIS

Révision-correction : CREAPHIS

Réalisation : Aude Garnier

Direction de la publication : Claire Reverchon

CREAPHIS : Claire Reverchon, Pierre Gaudin, Aude Garnier

Ce livre de la collection **Silex**

a été imprimé par Laballery (France) en novembre 2021

N° d'impression :

Dépôt légal : quatrième trimestre 2021